

# RAPPORT 2011 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

*Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable*





# RAPPORT 2011 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

*Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable*



## Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

---

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il en soit dûment fait mention. Un exemplaire de la publication renfermant la citation ou la reproduction doit être adressé au secrétariat de la CNUCED: Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse.

---

On peut également consulter l'aperçu général du présent Rapport, publié dans les six langues officielles de l'ONU, sur le site Web de la CNUCED – [www.unctad.org/ldcr](http://www.unctad.org/ldcr).

---

UNCTAD/LDC/2011

UNITED NATIONS PUBLICATION  
ISSN 0257-8107

## Qui sont les pays les moins avancés?

Quarante-huit pays sont actuellement désignés par l'Organisation des Nations Unies comme «pays les moins avancés» (PMA). Ce sont les pays suivants: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

La liste des PMA est revue tous les trois ans par le Conseil économique et social de l'ONU à la lumière des recommandations du Comité des politiques de développement, qui a utilisé les trois critères suivants lors de son dernier examen de la liste, en mars 2009:

- a) Le critère de «faible revenu», fondé sur une estimation moyenne du revenu national brut (RNB) par habitant effectuée sur trois ans, avec un seuil de 905 dollars pour pouvoir être ajouté à la liste, et un seuil de 1 086 dollars pour en être retiré;
- b) Le critère de «la faiblesse du capital humain», dans lequel intervient un indice composite (l'indice du capital humain) basé sur les indicateurs suivants: i) nutrition (pourcentage de la population qui est sous-alimentée); ii) santé (taux de mortalité infantile); iii) scolarisation (taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire); et iv) alphabétisation (taux d'alphabétisation des adultes);
- c) Le critère de «la vulnérabilité économique», dans lequel intervient un indice composite (l'indice de vulnérabilité économique) basé sur les indicateurs suivants: i) chocs naturels (indice d'instabilité de la production agricole, et part de population déplacée à la suite de catastrophes naturelles); ii) chocs commerciaux (indice d'instabilité des exportations de biens et services); iii) exposition aux chocs (part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB, et indice de concentration des exportations de marchandises); iv) petite taille économique (taille de la population en logarithme); et v) éloignement économique (indice d'éloignement).

Pour ces trois critères, on utilise différents seuils pour déterminer les pays à ajouter à la liste et ceux qui doivent en sortir. Un pays remplit les conditions requises pour être ajouté à la liste des PMA s'il correspond aux seuils prévus à cet effet pour les trois critères et si sa population n'excède pas 75 millions d'habitants. Cela ne lui permettra d'obtenir le statut de PMA que si son gouvernement l'accepte. Un pays remplira normalement les conditions requises pour sortir de la catégorie des PMA s'il atteint les seuils définis pour au moins deux critères sur trois lors d'au moins deux examens consécutifs de la liste. Toutefois, si le RNB par habitant d'un PMA a atteint au moins le double du seuil requis pour sortir de la catégorie, ce pays pourra être rayé de la liste quels que soient ses résultats concernant les deux autres critères.

Jusqu'ici, trois pays seulement ont été retirés de la liste: le Botswana en décembre 1994, le Cap-Vert en décembre 2007 et les Maldives en janvier 2011. En mars 2009, le Comité des politiques de développement a recommandé le retrait de la Guinée équatoriale; cette recommandation a été entérinée par le Conseil économique et social en juillet 2009 (résolution 2009/35), mais en septembre 2011, l'Assemblée générale n'avait pas encore confirmé cette résolution. En septembre 2010, en raison des pertes sans précédent occasionnées par un tsunami le 29 septembre 2009, l'Assemblée générale a décidé de différer au 1er janvier 2014 le retrait de la liste de Samoa.

Après qu'une recommandation du Comité des politiques de développement a été avalisée par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, le pays considéré bénéficie d'une période de grâce de trois ans avant d'être effectivement sorti de la catégorie des PMA. Cette période doit lui permettre, ainsi qu'à ses partenaires de développement et ses partenaires commerciaux, d'arrêter une stratégie de «transition en douceur» afin que la disparition éventuelle, au moment de sa sortie de la catégorie, des concessions accordées aux PMA ne compromette pas les progrès socioéconomiques en cours.

## Remerciements

*Le Rapport 2011 sur les pays les moins avancés* a été établi par une équipe composée de Željka Kožul-Wright (chef d'équipe), Agnès Collardeau-Angley, Igor Paunovic, Alberto Gabriele (depuis juin 2011), Madasamyraja Rajalingam, Rolf Traeger, Giovanni Valensisi et Stefanie West. Ce travail a été effectué sous la supervision d'ensemble de Charles Gore, chef du Service de la recherche et de l'analyse des politiques de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux, et de Jo Elizabeth Butler, Directrice adjointe de cette même division, dont elle a été Administratrice responsable de mars 2010 à septembre 2011.

Une réunion spéciale d'experts sur l'intégration et la coopération Sud-Sud pour le développement durable des PMA s'est tenue à Genève les 11 et 12 avril 2011. Elle a rassemblé des spécialistes des domaines suivants: finance internationale et financement du développement, coopération Sud-Sud, politiques macroéconomiques, pauvreté et économie du travail, et rôle de l'État développementaliste dans l'accélération du développement économique. Y ont participé: Rashmi Banga, Ben Fine, Piergiuseppe Fortunato, Charles Gore, Stephany Griffith-Jones, Richard Kožul-Wright, Željka Kožul-Wright, Antonio Carlos Macedo e Silva, Mozam Mahmood, Amelia Paulino-Santos, Igor Paunovic, Alfredo Saad-Filho, Gyekye Tanoh, Taffere Tesfachew et Giovanni Valensisi.

Le Rapport s'inspire de documents de base établis par Dae-Oup Chang, Ben Fine, Clovis Freire, Sebastian Kopulande et Stephany Griffith-Jones. Des observations sur différentes parties du Rapport ont été reçues d'Ajit Singh (professeur, Université de Cambridge), William Milberg (professeur, New School for Social Research, New York), Vivianne Ventura-Dias (Brésil), ainsi que des collègues ci-après de la CNUCED: Richard Kožul-Wright (chef du Groupe de la coopération et de l'intégration économiques entre pays en développement), Adriano Timossi, Antonio Macedo e Silva, Padmashree Gehl Sampath et Alfredo Saad-Filho.

La CNUCED remercie Andrew Mold (anciennement à l'OCDE-Paris, maintenant à la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU) et Clovis Freire (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU) d'avoir passé en revue le projet de rapport en août 2011.

Les services de secrétariat ont été assurés par Stefanie West. Sophie Combette a conçu la page de couverture. La présentation générale, les graphiques et la publication assistée par ordinateur sont dus à Madasamyraja Rajalingam.

Nous tenons à remercier les donateurs de leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED en faveur des PMA.

# Contents

<i>Qui sont les pays les moins avancés?</i> .....	iii
<i>Notes explicatives</i> .....	viii
<i>Sigles et abréviations</i> .....	ix
<i>Classifications utilisées dans le présent Rapport</i> .....	x
<i>Aperçu général</i> .....	I-XIV

---

## **CHAPITRE 1 : Tendances récentes et perspectives des PMA ..... 1**

---

A. Introduction.....	2
B. Tendances récentes de l'économie des PMA.....	2
1. Tendances de la croissance économique.....	2
2. Tendances du commerce international.....	9
3. Tendances des financements extérieurs et de la dette.....	16
C. La situation économique mondiale actuelle, les perspectives pour la décennie à venir et les conséquences pour les PMA.....	21
1. Les perspectives pour les PMA dans la nouvelle géographie de l'économie mondiale.....	21
2. La crise continue à peser sur l'économie mondiale.....	24
3. De profondes transformations dans d'autres pays en développement.....	26
D. Le Programme d'action d'Istanbul: l'importance des capacités productives et de la transformation structurelle pour les PMA.....	27
1. Quelques points forts du Programme d'action d'Istanbul.....	27
2. L'importance des capacités productives et de la transformation structurelle pour les PMA dans le Programme d'action d'Istanbul.....	31
E. Conclusions.....	40
Notes.....	40
Bibliographie.....	40

---

## **CHAPITRE 2 : La montée en puissance du Sud: incidences sur le développement des PMA... 45**

---

A. Introduction.....	46
B. Cadres d'analyse applicables à la nouvelle géographie de l'économie mondiale.....	46
C. Les relations économiques multiformes entre les PMA et le Sud.....	51
1. Les échanges commerciaux des PMA et la montée en puissance du Sud.....	51
2. Principales caractéristiques des échanges des PMA avec leurs partenaires du Sud.....	56
3. Investissements étrangers directs originaires des pays du Sud dans les PMA.....	66
4. Migrations et envois de fonds.....	71
5. Flux de capitaux publics des pays du Sud vers les PMA.....	73
D. La dimension régionale et les relations Sud-Sud.....	78
E. Conclusions.....	80
Notes.....	82
Bibliographie.....	85

---

## Chapitre 3 : Activer l'État développementiste dans les PMA: le rôle de la coopération Sud-Sud ..... 89

---

A. Introduction .....	90
B. L'État développementiste catalyseur .....	90
1. Un État développementiste catalyseur pour les PMA .....	91
2. Importance de la gouvernance du développement .....	94
C. L'État développementiste catalyseur et la coopération Sud-Sud .....	95
1. Synergies positives .....	95
2. Avantages mutuels pour les PMA et les partenaires du Sud .....	101
D. Intégration Sud-Sud et développement des capacités productives .....	101
E. Régionalisme développementiste et coopération Sud-Sud: une intégration qui va au-delà de la libéralisation .....	104
1. La nature du régionalisme développementiste .....	104
2. Quelques cas exemplaires de régionalisme développementiste .....	105
3. Importance des mécanismes d'appui régionaux: le Programme de la sous-région du Grand Mékong coordonné par la Banque asiatique de développement .....	106
F. Conclusions .....	109
Bibliographie .....	110

---

## Chapitre 4 : La coopération financière Sud-Sud au service du développement des PMA..... 113

---

A. Introduction .....	114
B. La vulnérabilité financière des PMA .....	114
C. Le rôle des banques régionales et sous-régionales de développement dans la coopération financière régionale.....	118
1. Types de coopération financière régionale .....	118
2. La revitalisation des banques régionales et sous-régionales de développement .....	119
3. Quelques questions de politique générale .....	120
D. L'accumulation de réserves de change dans les pays du Sud et les fonds souverains comme instruments de réserve .....	121
E. Les fonds souverains et la promotion de la coopération financière Sud-Sud .....	124
F. Conclusions.....	125
Notes.....	126
Bibliographie .....	126

---

## ANNEXE : Tableaux statistiques sur les pays les moins avancés..... 129

---

### Encadrés

1. Les pays dont les exportations sont diversifiées et orientées vers le Sud ont ressenti moins durement les effets de la crise.....	4
2. Commerce intrasectoriel.....	50
3. Étude de cas: Les investissements chinois en Zambie .....	70
4. Diversification économique et intégration commerciale régionale en Afrique.....	79
5. Le potentiel des chaînes régionales d'approvisionnement illustré par le cas du secteur des textiles et des vêtements en Asie du Sud .....	84

6. Nature de l'État développementiste .....	92
7. Coopération Sud-Sud – une multiplicité d'acteurs et une pluralité de formes .....	116
8. La coopération entre la Chine et les PMA .....	117

### Graphiques

1. Croissance du PIB réel des PMA et prévisions à moyen terme par rapport à l'objectif de croissance fixé dans le Programme d'action d'Istanbul, 2002-2016.....	7
2. Indices du commerce des marchandises des PMA, 2000-2010.....	10
3. Choc à l'exportation: effet-volume et effet-prix, 2009 .....	11
4. Indices des prix des denrées alimentaires, de la viande et des céréales, janvier 2005-juin 2011 .....	13
5. Exportations de marchandises des PMA vers le reste du monde et cours du pétrole brut, 2000-2010.....	15
6. Flux financiers privés à destination des PMA, 2003-2010.....	16
7. Flux de capitaux publics à destination des PMA, 2000-2009.....	18
8. Contribution à la croissance du PIB mondial, par région, 2002-2016.....	22
9. La «montée en puissance du Sud»: pays en développement, hors PMA, 1980-2009.....	22
10. Présentation schématique du Programme d'action d'Istanbul .....	28
11. Les PMA dans l'économie mondiale, 1970-2009 .....	31
12. PIB réel par habitant dans les PMA par rapport aux autres groupes de pays, 1970-2009.....	32
13. Répartition de la population vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement, 1990, 2000 et 2007 .....	33
14. Activités industrielles dans les PMA, en pourcentage du PIB, 1970-2008.....	35
15. Évolution de l'indice CESAP des capacités productives dans les PMA, 1984-2009.....	37
16. Indice CESAP des capacités productives dans les PMA, 2009.....	38
17. Exportations de marchandises des PMA vers les principaux groupes de pays, 1995-2009 .....	54
18. Contribution à la croissance des exportations de marchandises des PMA, par principaux groupes de pays, 1996-2009.....	54
19. Importations de marchandises des PMA provenant des principaux groupes de pays, 1995-2009.....	55
20. Contribution des importations de marchandises des PMA, par principaux groupes de pays, 1996-2009 ..	55
21. Balance commerciale des PMA avec les autres groupes de pays, 1995-2009 .....	56
22A. Part des exportations de marchandises des PMA à destination de leurs partenaires du Sud, 2000 et 2009 .....	58
22B. Part des importations de marchandises des PMA en provenance de leurs partenaires du Sud, 2000 et 2009 .....	59
23. Exportations de marchandises des PMA vers leurs 10 principaux partenaires du Sud, 2000 et 2009 .....	61
24. Importations de marchandises des PMA en provenance de leurs 10 principaux partenaires du Sud, 2000 et 2009 .....	62
25. Contribution à la croissance des exportations des PMA de chaque groupe de pays, par produit, 2000-2009.....	63
26. Contribution à la croissance des importations des PMA dans chaque groupe de pays, par produit, 2000-2009.....	64
27. Part des exportations de marchandises des PMA à destination des marchés du Sud, par type de produit, pour diverses années .....	65
28. Les flux d'IED Sud-Sud dans le monde, 1990-2009.....	67
29. Répartition régionale des projets d'IED dans les PMA, par source, 2003 et 2010 .....	68
30. Valeur des projets d'IED portant sur la création de capacités dans les PMA, par secteur, 2003-2010.....	68
31. IED d'origine chinoise dans les PMA, 2003-2009 .....	69
32. Envois de fonds vers les PMA, par région d'origine, 2010 .....	72

33. Part des envois de fonds, par région d'origine, 2010.....	75
34. Versements nets d'APD aux PMA provenant des pays du Sud qui font rapport au CAD/OCDE, 2000-2009. 76	
35. Comparaison de la complexité des nouveaux produits exportés par les PMA vers le Sud et vers le Nord, 2009 .....	103
36. Couloirs économiques dans la sous-région du Grand Mékong.....	107
37. Total des réserves mondiales de change, 2000-2010.....	122

### GRAPHIQUES DANS LES ENCADRÉS

1. Le commerce Sud-Sud et le choc de 2009 pour les exportations des PMA.....	4
2. La dépendance à l'égard du pétrole et des produits minéraux et le choc de 2009 pour les exportations des PMA .....	4
3. Commerce intrasectoriel entre groupes de pays classés selon leur revenu: indice Grubel-Lloyd, 1990 et 2006 .....	52
4. Taux de croissance des exportations des pays africains par destination, 1995-2009 .....	79

### TABLEAUX

1. Taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant des PMA, des pays en développement et des pays avancés, 2008-2011 .....	3
2. Taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant des PMA et prévisions jusqu'en 2016.....	6
3. Estimation du nombre d'années nécessaire pour atteindre le seuil requis, exprimé en RNB, pour sortir de la catégorie des PMA, par pays .....	8
4. Exportations et importations de marchandises et de services dans les PMA, par groupes de pays, 2006-2010.....	12
5. Indices des prix de certains produits primaires importants pour les PMA, différentes années.....	14
6. Flux d'envois de fonds à destination des PMA, différentes années.....	18
7. Les 10 PMA ayant exporté le plus vers leurs partenaires du Sud, diverses années .....	60
8. Dix premières destinations (PMA) des IED chinois, 2007-2009 .....	70
9. Sélection d'indicateurs du développement financier: PMA et autres groupes de pays, différentes années ..	115
10. APD multilatérale accordée aux PMA, versements bruts, 2005-2009 .....	119
11. Accumulation de réserves dans les PMA, différentes années.....	122
12. Fonds souverains des pays émergents et de pays en développement, mars 2011 .....	123

### NOTES EXPLICATIVES

Sauf indication contraire, le terme «dollar» s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique.

Les taux annuels de croissance ou de variation sont des taux composés. Sauf indication contraire, les exportations sont exprimées en valeur f.o.b. et les importations en valeur c.a.f.

Un trait d'union (-) entre deux années, par exemple 1981-1990, indique qu'il s'agit de la période tout entière (y compris la première et la dernière années). Une barre oblique (/) entre deux années, par exemple 1991/92, indique qu'il s'agit d'un exercice financier ou d'une campagne agricole.

L'expression «pays les moins avancés» (PMA) s'entend, dans l'ensemble du présent Rapport, des pays figurant sur la liste des pays les moins avancés établie par l'Organisation des Nations Unies.

Dans les tableaux:

Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas fournies séparément.

Un point (.) signifie que les données ne sont pas applicables.

Un tiret (-) indique que le montant est nul ou négligeable.

#### In the tables:

Two dots (..) indicate that the data are not available, or are not separately reported.

One dot (.) indicates that the data are not applicable.

A hyphen (-) indicates that the amount is nil or negligible.

Details and percentages do not necessarily add up to totals, because of rounding.

## Sigles et abréviations

APD	Aide publique au développement
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BAD	Banque asiatique de développement
BAfD	Banque africaine de développement
BIMP-EAGA	Zone de croissance de la région de l'ASEAN orientale – Brunéi Darussalam, Indonésie, Malaisie et Philippines
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEI	Communauté d'États indépendants
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPD	Comité des politiques de développement (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU)
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine
IADM	Initiative d'allégement de la dette multilatérale
IBAS	Inde-Brésil-Afrique du Sud
IED	Investissement étranger direct
n.d.a.	Non dénommé ailleurs
NPI	Nouveau pays industriel
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTÉ	Pays pauvre(s) très endetté(s) (également Initiative PPTÉ)
R-D	Recherche-développement
RNB	Revenu national brut
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
STI	Science, technologie et innovation
STN	Société transnationale
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne

## Classifications utilisées dans le présent Rapport

Les pays les moins avancés (PMA) dont il est question dans le présent Rapport comprennent l'ensemble des 49 pays qui appartenaient à cette catégorie en 2010, d'après la classification de l'ONU. Bien qu'elles en soient sorties le 1er janvier 2011 (voir l'encadré plus loin), les Maldives sont encore considérées, à des fins d'analyse, comme faisant partie des PMA, car les données présentées ici ne vont pas au-delà de l'année 2010.

Les classifications ci-après ont été utilisées dans le présent Rapport en fonction de la finalité de l'analyse effectuée.

### PMA

Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

### Classification géographique des PMA

*PMA africains (et Haïti):* Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Zambie.

*PMA asiatiques:* Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Yémen.

*PMA insulaires:* Comores, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Timor-Leste, Tuvalu, Vanuatu.

### Autres groupes de pays

*Pays développés:* Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bermudes, Bulgarie, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Groenland, Hongrie, Îles Féroé, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Siège, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse.

*Union européenne:* Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

*Pays en transition:* Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.

*Ensemble des pays en développement:* Tous les autres pays, territoires et zones d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Océanie non précisés ci-dessus.

*Autres pays en développement:* Tous les pays en développement à l'exception des PMA.

*Nouveaux pays industriels, première génération:* Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine), République de Corée, Singapour, province chinoise de Taiwan).

*Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE):* Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Union européenne.

*Pays à faible revenu, à revenu moyen inférieur, à revenu moyen supérieur et à haut revenu:* La classification utilisée est celle de la Banque mondiale au 1er juillet 2011, disponible à l'adresse <http://data.worldbank.org/about/country-classifications/country-and-lending-groups>.

*Pays avancés, pays émergents et pays en développement:* La classification utilisée est celle du Fonds monétaire international dans l'appendice statistique des Perspectives de l'économie mondiale 2011, disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/01/pdf/statapp.pdf>.

### Classification des produits

Aux fins d'analyse, les exportations et les importations de marchandises ont été classées, le cas échéant, par principaux groupes de produits. Suivant les codes de la Classification type pour le commerce international (CTCI), révision 3, les groupes de produits sont désignés comme suit:

*Tous produits alimentaires:* 0 + 1 + 22 + 4

*Matières brutes d'origine agricole:* 2, moins 22, 27 et 28

*Minerais, métaux, pierres précieuses:* 27 + 28 + 68 + 667 + 971

*Combustibles:* 3

*Articles manufacturés:* 5 à 8, moins 667 et 668

*Autres articles non dénommés ailleurs:* 9, à l'exclusion de 971

*Produits de base, à l'exclusion des combustibles:* 0 + 1 + 2 + 4 + 68 + 667 + 971

#### Le retrait des Maldives du groupe des pays les moins avancés

Les Maldives ont été admises dans la catégorie des PMA en 1971, lorsque le statut de PMA a été créé. En 2000, le Comité des politiques de développement a constaté que le pays se situait à 27 % pour le critère du revenu par habitant et à 12 % pour celui du capital humain au-dessus des seuils requis pour sortir de cette catégorie, et que ses chiffres concernant le nouveau critère de la vulnérabilité économique n'étaient que très peu inférieurs au seuil requis de 96 %. Il a donc estimé que le pays remplissait les conditions requises et a recommandé son retrait de la liste des PMA. À la demande du Conseil économique et social, il a réexaminé le cas des Maldives en 2001, estimant que «[la] forte vulnérabilité [du pays] n'a] pas semblé être une raison suffisante de ne pas recommander la radiation des Maldives de la liste». Le Conseil économique et social a alors décidé de revenir sur la question lors de l'examen de la liste des PMA en 2003.

Cet examen a donné plus ou moins les mêmes résultats, outre que le revenu par habitant du pays s'établissait alors à plus du double (220 %) du seuil requis pour sortir de la catégorie des PMA. Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale n'ont pas donné suite à cette recommandation avant 2004, date à laquelle la résolution 59/210 de l'Assemblée générale, du 20 décembre 2004, a formellement entériné la recommandation de radier les Maldives (ainsi que le Cap-Vert) de la liste des PMA. Le compte à rebours a été interrompu le 30 novembre 2005, quand l'Assemblée générale a décidé d'accorder aux Maldives, à titre exceptionnel, un moratoire de trois ans. Dans sa résolution 60/33, de 2005, l'Assemblée générale reconnaissait les graves perturbations causées par le tsunami du 26 décembre 2004 et repoussait au 1er janvier 2008 le début officiel de la période de transition ordinaire de trois ans avant le retrait. La nouvelle date retenue a donc été fixée au 1er janvier 2011, date à laquelle les Maldives ont été officiellement radiées de la liste des PMA.

Les Maldives sont néanmoins considérées dans le présent Rapport, aux fins d'analyse, comme faisant partie des PMA, car les données prises en compte ne vont pas au-delà de l'année 2010.

En 2009, le tourisme international a représenté 81 % du total des recettes d'exportation des Maldives; sans doute la prospérité relative du pays n'est-elle guère imputable aux avantages spécifiquement accordés aux PMA, dont aucun ne se rapporte au commerce des services. En revanche, l'accès préférentiel aux marchés dont bénéficiaient les Maldives grâce à l'Initiative Tout sauf les armes (TSA) de l'Union européenne a soutenu le secteur de la pêche, deuxième secteur économique par la taille et importante source de revenus pour de nombreux ménages. Perdre le bénéfice du traitement accordé aux PMA en la matière pourrait donc poser de véritables difficultés au pays, raison pour laquelle les représentants des pouvoirs publics n'ont cessé de plaider en faveur de concessions permettant une «transition en douceur», autrement dit pour une suppression progressive plutôt que brutale du traitement préférentiel. Le traitement accordé au titre de l'Initiative TSA et le droit de continuer à bénéficier du «Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce» ont donc été maintenus.



# APERÇU GÉNÉRAL

---

## Introduction

---

2011 a été une année importante pour les pays les moins avancés (PMA). Du 9 au 13 mai, les chefs d'État et de Gouvernement et les représentants des États réunis à Istanbul pour la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ont examiné les problèmes de développement propres à ces pays et les mesures qui les aideraient le mieux à parvenir à un développement accéléré, équitable et durable. À la fin de la Conférence, les États membres se sont engagés collectivement à renouveler et à renforcer le partenariat mondial pour le développement des PMA, et ont adopté un nouveau programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020.

L'objectif primordial du Programme d'action d'Istanbul est «de surmonter les problèmes structurels qui se posent aux pays les moins avancés afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement définis sur le plan international et de permettre à ces pays de quitter la catégorie des pays les moins avancés» (par. 27). Cet objectif est censé être atteint grâce à des politiques nationales et à des mesures internationales de soutien axées sur les objectifs suivants: a) atteindre une croissance économique soutenue, équitable et partagée d'au moins 7 % par an; b) renforcer les moyens humains; c) réduire la vulnérabilité des PMA aux chocs économiques et aux catastrophes naturelles, ainsi qu'aux changements climatiques, et renforcer leur résistance; d) accroître les ressources financières et en faire bon usage; et e) garantir une bonne gouvernance à tous les niveaux. L'objectif est d'aider la moitié des PMA à satisfaire aux critères de reclassement d'ici à 2020 (par. 28).

Une caractéristique importante du Programme d'action d'Istanbul est l'importance accrue accordée au développement des capacités productives des PMA et à la promotion de changements structurels. À cet égard, un tiers des mesures prioritaires convenues par ces pays et leurs partenaires de développement traditionnels mettent l'accent sur: a) le renforcement des capacités productives; b) l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural; c) le commerce; et d) les produits de base.

Seuls deux pays sont sortis de la catégorie des PMA au cours des dix dernières années. Il faudra donc faire un effort sans précédent aux niveaux national et international pour que la moitié au moins des pays restants satisfassent aux critères de reclassement au cours des dix prochaines années. Pendant une partie de la dernière décennie, le produit intérieur brut (PIB) des PMA en tant que groupe a augmenté de plus de 7 %. Mais cette croissance n'a pas créé suffisamment d'emplois productifs, malgré l'accroissement rapide de la population active. La réduction de la pauvreté a donc été un processus lent. Une réorientation du modèle de développement est nécessaire pour promouvoir une croissance économique soutenue et équitable.

La réalisation des objectifs ambitieux du Programme d'action d'Istanbul dépend de la mise en œuvre des politiques et mesures qui y sont énoncées. Les PMA se sont eux-mêmes engagés à intégrer ces dernières dans leurs stratégies nationales et sectorielles de développement, tout comme leurs partenaires de développement dans leurs cadres, programmes et activités de coopération respectifs au niveau national. Les pays en développement se sont eux aussi engagés à soutenir la mise en œuvre desdites politiques et mesures en fonction de leurs capacités et par le biais de la coopération Sud-Sud. Conformément au paragraphe 12:

«Guidés par un esprit de solidarité entre les pays les moins avancés, les pays en développement, dans la mesure de leurs capacités, appuieront la mise en œuvre du Programme d'action dans des domaines de coopération définis d'un commun accord, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, laquelle complètera, sans la remplacer, la coopération Nord-Sud.»

Le *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés* met l'accent sur la contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable dans les PMA. Il propose un cadre directif visant à accroître les incidences de cette coopération sur le développement et suggère des moyens de mettre la coopération financière Sud-Sud au service du développement des PMA.

---

## Tendances économiques récentes et perspectives à long terme dans l'optique du développement

---

En 2010, les PMA ont enregistré un taux de croissance de 5,7 %, soit un point de pourcentage de plus qu'en 2009, mais bien en dessous de la moyenne de 7,1 % atteinte pendant la période d'expansion. Les PMA d'Asie ont obtenu de meilleurs résultats que les PMA africains et les PMA insulaires, aussi bien pendant la crise qu'après, sous l'impulsion de leurs partenaires commerciaux régionaux et grâce à leur structure d'exportation plus diversifiée. Bien que les PMA en tant que groupe n'aient pas vu leur activité économique se contracter pendant la récession mondiale, un cinquième d'entre eux ont connu la récession. Le taux de croissance par habitant a été négatif dans

18 PMA en 2009 et dans neuf en 2010. Enfin, six PMA ont vu leur croissance économique par habitant reculer pendant deux années consécutives (2009 et 2010).

À moyen terme, les PMA ont peu de chances de renouer avec le taux de croissance élevé atteint pendant la période d'expansion économique qui a précédé la crise. Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), ils devraient enregistrer, entre 2009 et 2016, un taux de croissance avoisinant 5,8 % en moyenne, soit près d'un point et demi de pourcentage de moins que pendant la période d'expansion. Au cours des cinq prochaines années, les PMA en tant que groupe ne devraient donc pas être en mesure d'atteindre le taux de croissance de 7 % qui est l'un des objectifs principaux du Programme d'action d'Istanbul pour la décennie 2011-2020. Selon les prévisions par pays, seuls 10 PMA sur un total de 48 devraient y parvenir.

Le commerce international exerce une influence déterminante sur les résultats économiques des PMA. Si la valeur des exportations de marchandises de ces pays a été multipliée par cinq entre 2000 et 2008, leur volume n'a augmenté que de 97 %. D'où la contribution importante des prix des produits de base à l'essor des exportations enregistré pendant les années 2000. En 2009, les exportations ont fortement baissé en valeur (-28 %), sous l'effet de la chute des exportations des PMA africains (-33,6 %). Elles se sont redressées depuis, en partie en raison de la hausse des prix des produits de base. Mais en 2010, les exportations de marchandises étaient encore inférieures à celles de l'année 2008.

La hausse considérable des prix des combustibles et des denrées alimentaires enregistrée au cours des deux dernières années a de nouveau pénalisé de nombreux PMA. Conjuguée à la sécheresse en Afrique de l'Est, elle a non seulement conduit à l'insécurité alimentaire, mais a aussi entraîné une famine généralisée qui a touché quelque 9 millions de personnes en 2011. Compte tenu de la forte dépendance des PMA à l'égard des produits de base, qu'ils soient exportateurs nets ou importateurs nets, l'instabilité des prix a manifestement eu des conséquences préjudiciables pour leur économie.

La croissance élevée que les PMA ont connue pendant les années 2000 a été caractérisée en particulier par l'augmentation des flux financiers extérieurs. Alors que les entrées d'investissement étranger direct (IED) et les envois de fonds des travailleurs totalisaient à peine 10 milliards de dollars au début de la décennie, leur montant était cinq fois supérieur en 2008. Mais la récession mondiale a inversé certaines de ces tendances, si bien que l'IED était en 2010 (26,4 milliards de dollars) inférieur de 6 milliards de dollars au montant atteint en 2008 (32,4 milliards de dollars). Par contre, les envois de fonds des travailleurs ont continué d'augmenter même pendant la crise, quoique plus lentement. De même, les versements nets d'APD, conjugués à l'allègement net de la dette, sont passés de 13 milliards de dollars en 2000 à 38,6 milliards de dollars en 2008. L'aide aux PMA continue d'augmenter, même pendant la crise, et a atteint un record à 40,1 milliards de dollars en 2009, soit 8,3 % du PIB de ces pays.

Les conditions extérieures actuelles sont telles que l'on peut s'attendre à une croissance plus lente et à un moindre dynamisme des exportations des PMA au cours de la présente décennie, conjugués à une plus grande instabilité, en particulier des prix des produits de base, et, ce qui est plus inquiétant, à des prix élevés pour les combustibles et les denrées alimentaires. Ces tendances laissent aussi présager une légère diminution des entrées de capitaux extérieurs privés, voire de l'aide. La reprise enregistrée dans les PMA après la récente crise alimentaire, énergétique et économique est, au mieux, partielle; la situation actuelle de l'économie mondiale et les perspectives à moyen terme ne sont pas non plus favorables.

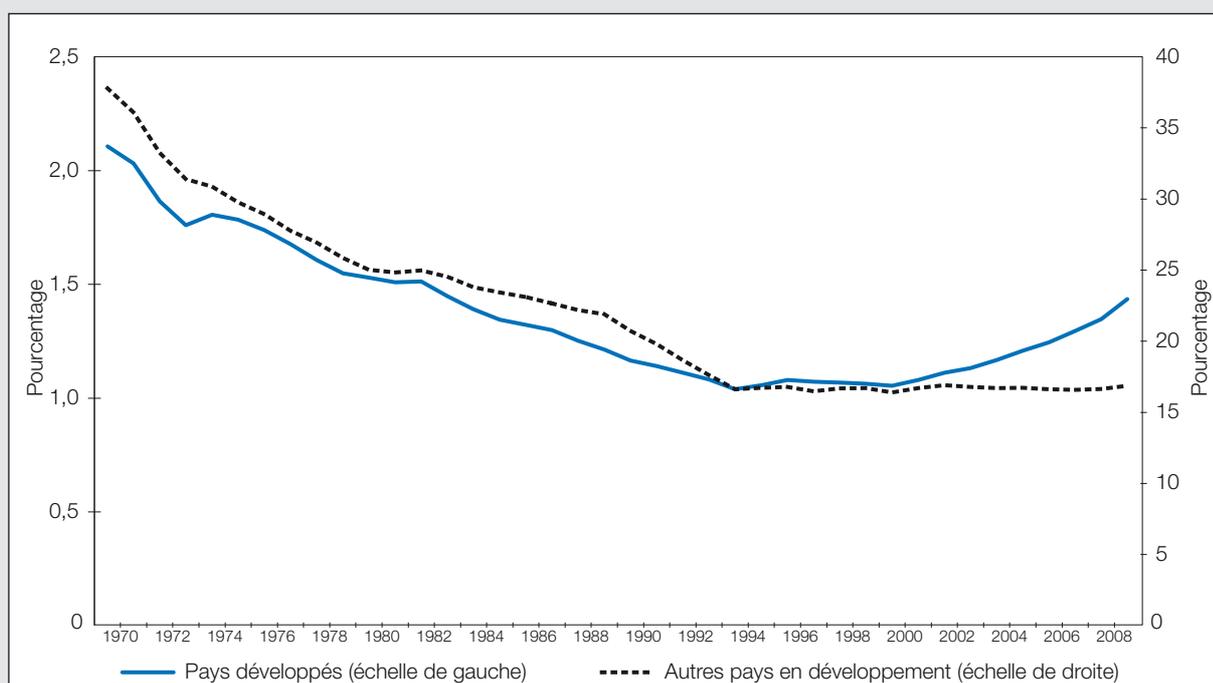
## LES PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME

L'ampleur des problèmes de développement que rencontrent les PMA ne s'explique pas seulement par le nouvel environnement économique mondial de l'après-crise – elle doit être replacée dans le cadre des tendances économiques et sociales à long terme.

À ce propos, la marginalisation persistante des PMA dans l'économie mondiale est manifeste dans un certain nombre de domaines. Bien que ces pays représentent une part notable et croissante de la population mondiale (12 % en 2009), leur contribution à la production mondiale reste inférieure à 0,9 %, et donc bien moindre qu'au milieu des années 1970. En d'autres termes, un huitième de la population mondiale produit moins d'un centième du PIB mondial total. Pour ce qui est du commerce international, la part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises tournait autour de 0,6 % entre les années 1980 et le début des années 2000, avant d'atteindre 1 % au cours des dernières années. Toutefois, cette récente amélioration est essentiellement due aux combustibles; si l'on exclut ces produits, les PMA n'ont représenté que 0,53 % des exportations mondiales en 2009.

La situation des PMA apparaît marginalement meilleure en ce qui concerne les flux d'IED. En 2009, ces pays ont accueilli 2,5 % environ des entrées totales d'IED dans le monde. C'est un peu mieux qu'au cours des vingt dernières années, mais il faudrait évaluer ce résultat à l'aune d'un contexte mondial marqué par l'afflux des IED dans les pays en développement et par la hausse de la demande de produits de base.

Graphique 1. PIB réel par habitant des PMA par rapport à celui des autres groupes de pays, 1970-2009



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

Enfin, le PIB réel par habitant des PMA a diminué par rapport à celui des autres groupes de pays (pays développés et pays en développement excluant les PMA) entre le début des années 1970 et le milieu des années 1990 (graphique 1). Pendant cette période, il a en effet baissé en pourcentage de celui des pays développés, passant de plus de 2 % à 1 % seulement. Il représentait près de 40 % du PIB réel par habitant des autres pays en développement en 1970, contre moins de 20 % au milieu des années 1990. Au cours des années 2000, ces tendances se sont inversées à la faveur du dynamisme économique accru des PMA. Mais le PIB réel par habitant des PMA représentait seulement 1,5 % de celui des pays développés en 2009. En outre, malgré l'essor économique des années 2000, il n'a pas augmenté par rapport à celui des autres pays en développement. Ainsi, même avec le taux de croissance enregistré pendant les années 2000, les PMA n'ont pas été en mesure de commencer à combler le fossé avec les autres pays en développement. S'ils veulent s'engager dans un processus de rattrapage soutenu, les PMA devront améliorer de manière notable leurs résultats économiques.

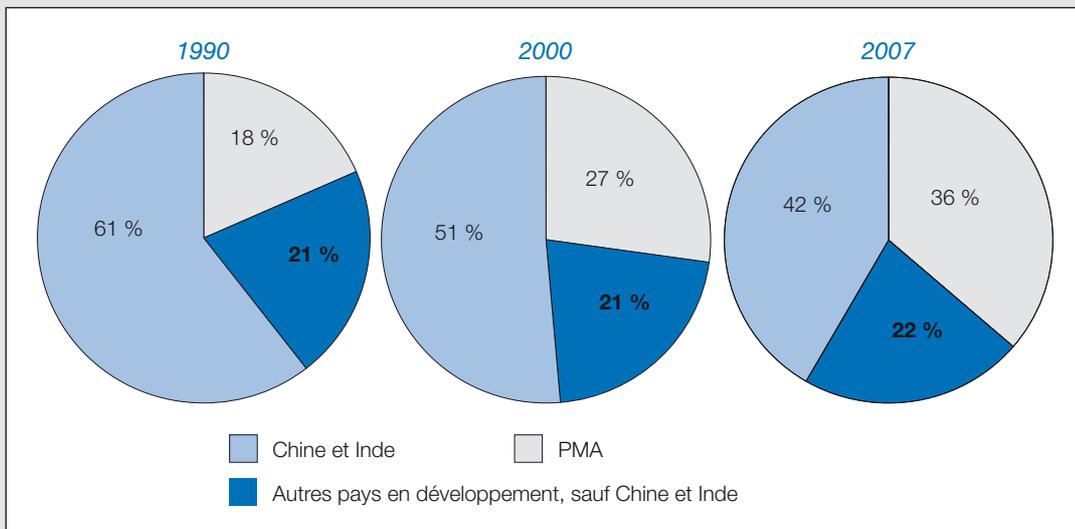
En ce qui concerne les tendances sociales, la CNUCED a procédé à une évaluation de l'évolution de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (Rapport 2010 sur les pays les moins avancés: chap. 1), de laquelle il ressort que des progrès ont été accomplis dans les PMA, une accélération étant perceptible depuis 2000. La réduction de la pauvreté reste néanmoins particulièrement modeste et la plupart des OMD relatifs au développement humain sont hors de portée dans la majorité de ces pays. Les progrès sont globalement très lents.

La pauvreté dans les PMA demeure principalement caractérisée par son omniprésence et sa persistance: en 2007, 53 % de la population vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour, et 78 % avec moins de 2 dollars par jour. Il s'ensuit que l'extrême pauvreté touchait 421 millions de personnes dans ces pays cette année-là. L'incidence de l'extrême pauvreté était beaucoup plus élevée dans les PMA africains (59 %) que dans les PMA asiatiques (41 %). Si l'on prend le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, l'écart est moins marqué: 80 % dans les PMA africains et 72 % dans les PMA asiatiques.

On estime que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les PMA sera de 439 millions d'ici à 2015, alors que l'OMD à atteindre était de 255 millions.

Une autre façon d'examiner ces tendances est de comparer la part du nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement qui sont des PMA (graphique 2). En 1990, la Chine et l'Inde représentaient 61 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans l'ensemble des pays en développement. En 2007, ce chiffre était tombé à 42 %, dans une large mesure en raison de la Chine, où le nombre de pauvres avait diminué de plus de moitié en vingt ans. Par contre, la proportion de la population mondiale extrêmement pauvre

**Graphique 2. Répartition de la population vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement, 1990, 2000 et 2007**  
(Seuil de 1,25 dollar par jour)



Source: UNCTAD, 2011c.

vivant dans les PMA a augmenté, passant de 18 % en 1990 à 27 % en 2000, et à 36 % en 2007. Compte tenu des tendances actuelles et si rien n'est fait, il est évident qu'au fil du temps les PMA deviendront les pays où se concentrera l'essentiel de l'extrême pauvreté dans le monde.

Il faudra redoubler d'efforts pour changer la donne maintenant et atteindre les objectifs du Programme d'action d'Istanbul. À cette fin, des mesures devront être prises dans divers domaines. Le présent Rapport est consacré à la contribution potentielle de la coopération Sud-Sud.

## La montée en puissance du Sud: incidences sur le développement des PMA

L'un des principaux faits marquants des dix dernières années a été l'importance croissante que revêtent certains pays en développement dans l'économie mondiale et l'intensification des relations économiques Sud-Sud. Du point de vue des PMA, le processus multiforme de reconfiguration de l'économie mondiale s'est traduit surtout par un renforcement spectaculaire de leurs liens avec des pays du Sud. En conséquence, même si les partenaires traditionnels du Nord continuent d'occuper une place essentielle, les relations Sud-Sud jouent désormais un rôle notable et croissant dans l'intégration des PMA à l'économie mondiale. En outre, elles gagneront probablement en importance compte tenu des risques graves de ralentissement de la croissance dans les pays développés et de la nécessité d'un rééquilibrage mondial.

Une question essentielle pour le développement des PMA est de savoir si le dynamisme de leurs relations croissantes avec les pays du Sud peut servir de tremplin pour développer leurs capacités productives, faciliter la transformation structurelle et leur assurer davantage d'emplois productifs et de moyens de subsistance, conditions nécessaires d'une réduction notable de la pauvreté.

### TYPE ET IMPORTANCE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LES PMA ET LES PAYS DU SUD

L'intensification des relations économiques entre les PMA et les autres pays en développement est un processus complexe aux aspects multiples, qui englobe non seulement le commerce et l'investissement, mais aussi les migrations et les flux financiers publics.

Il ressort de l'analyse du commerce international à laquelle a procédé la CNUCED qu'au cours des années 2000, l'essor rapide des exportations et des importations des PMA s'explique par l'importance croissante des pays du Sud en tant que marchés et sources d'approvisionnement. En 2009, les exportations de marchandises des PMA à destination de leurs partenaires du Sud s'élevaient à 68,5 milliards de dollars, contre 59,5 milliards de dollars à destination des pays développés et des pays en transition. En d'autres termes, en 2009, les pays en développement

ont absorbé plus de la moitié des exportations de marchandises des PMA, alors que leur part était de 40 % au début de la décennie. Les importations de marchandises des PMA ont connu la même évolution que les exportations. Entre 2000 et 2009, période pendant laquelle la facture des importations des PMA est passée de 42 milliards de dollars à près de 144 milliards de dollars (après le record atteint en 2008), les pays en développement ont augmenté leur part de marché de 10 points de pourcentage environ. Ainsi, ils représentent aujourd'hui beaucoup plus de la moitié des importations totales de marchandises des PMA.

Une caractéristique importante du commerce des PMA avec leurs partenaires du Sud est sa concentration géographique. Quelques grands pays en développement (essentiellement en Asie) occupent une place prédominante dans les exportations et les importations des PMA à destination et en provenance des pays du Sud. Cette concentration va de pair avec l'existence d'asymétries considérables entre chaque PMA et ses principaux partenaires du Sud, asymétries qui touchent à leur poids économique et à la dépendance à l'égard du marché de l'autre. Les deux géants asiatiques, à savoir la Chine et l'Inde, jouent un rôle particulièrement notable dans l'intégration croissante des PMA avec les autres pays en développement. En 2009, ils sont devenus respectivement les premier et quatrième marchés d'exportation des PMA et leurs deuxième et troisième sources d'importations. À côté d'eux, un éventail beaucoup plus large de pays participent au processus multiforme d'intégration économique Sud-Sud, allant – pour ne citer que quelques-uns d'entre eux – du Brésil à l'Afrique du Sud, de la Thaïlande à l'Arabie saoudite et de la Malaisie à la Turquie.

La composition des exportations des PMA à destination des pays en développement est notamment marquée par la place importante qu'occupent les exportations de produits de base. En effet, la hausse de ces exportations explique dans une large mesure l'essor des exportations des PMA à destination du Sud, alors que la croissance des exportations d'articles manufacturés, souvent dans le cadre de régimes préférentiels d'accès aux marchés, a joué un rôle plus important dans l'essor des exportations des PMA à destination du Nord. En 2009, seuls 15 % des exportations totales d'articles manufacturés des PMA ont pris la direction des marchés du Sud, contre plus de la moitié des exportations totales de combustibles et de minéraux. En outre, jusqu'à 68 % des exportations de matières premières agricoles (y compris de produits comme le coton) sont allés vers les marchés du Sud. Les importations d'articles manufacturés, en particulier en provenance de Chine, d'Inde, d'Afrique du Sud et de Thaïlande, occupent une place prédominante dans les importations des PMA en provenance des pays en développement.

Bien que les questions relatives aux migrations soient moins examinées dans les ouvrages publiés, elles méritent aussi une grande attention dans le cadre des relations économiques croissantes entre les pays du Sud. Même si la fiabilité des données est loin d'être parfaite, on estime qu'un migrant sur quatre seulement originaire d'un PMA s'est installé dans un pays développé, un sur cinq dans un autre PMA et environ la moitié de la totalité des migrants dans d'autres pays en développement. Par conséquent, on estime qu'en 2010, les deux tiers des près de 26 milliards de dollars d'envois de fonds reçus par les PMA provenaient de pays du Sud, même si les migrants travaillant dans les pays développés ont tendance à envoyer des sommes plus élevées. En particulier, les pays du Sud tels que l'Inde, l'Arabie saoudite, les pays membres du Conseil de coopération du Golfe et l'Afrique du Sud jouent un rôle important pour les émigrés de nombreux PMA, notamment les plus grands bénéficiaires des envois de fonds, à savoir le Bangladesh, le Népal et le Soudan.

Enfin, les flux financiers entre les PMA et les autres pays en développement s'accroissent, notamment l'IED et les flux financiers publics. Entre 2003 et 2010, lorsque les entrées totales d'IED à destination des PMA augmentaient en moyenne de plus de 20 % par an, la part des projets d'IED financés par des investisseurs du Sud est montée de 25 % à plus de 40 %. Bien que ces investissements soient encore largement réalisés dans les industries extractives, on observe les signes d'une amorce de diversification vers d'autres secteurs économiques tels que les activités financières, les télécommunications, le tourisme et la production manufacturière, qui a des incidences prometteuses sur l'innovation et le transfert de technologie. Les flux publics des pays du Sud vers les PMA ont aussi augmenté rapidement au cours des dernières années. Même si les flux financiers publics Sud-Sud sont relativement modestes par rapport aux versements traditionnels d'APD aux PMA, ils contribuent grandement au développement des capacités productives car ils privilégient les infrastructures et les secteurs productifs.

## INCIDENCES SUR LE DÉVELOPPEMENT DES PMA

Selon le Rapport, les incidences sur le développement des PMA de leurs relations économiques croissantes et multiformes avec les autres pays en développement peuvent être analysées selon trois grands modèles, à savoir: a) le vol d'oies sauvages; b) le modèle traditionnel centre-périphérie; et c) le pôle de croissance.

Le premier modèle – le vol d'oies sauvages – présente une image globalement positive de l'évolution des relations économiques qui se nouent entre des pays en développement plus avancés et des pays en développement moins avancés à la faveur de l'industrialisation des premiers. Il explique le succès des nouveaux pays industriels en établissant un lien entre le cycle de vie de secteurs particuliers, au fur et à mesure de leur développement, et la relocalisation d'industries de pays plus avancés vers des pays moins avancés au niveau régional en fonction de

l'évolution de la compétitivité. Lorsqu'ils arrivent à imiter le «chef de file» et à devenir les exportateurs confirmés d'un nouveau produit, les «suiveurs» sont progressivement incités, sous l'effet de la concurrence, à reproduire le même schéma de relocalisation vers leurs voisins moins développés. Dans le même temps, les pays plus avancés ne se contentent pas de monter dans la gamme des produits: ils servent aussi de marchés d'exportation pour les «suiveurs», en permettant les importations inversées. Si les pays «suiveurs» appartiennent à la même région, le processus dans son ensemble favorise une intégration régionale accrue. L'image mentale du vol d'oiseaux sauvages, dans laquelle tous les pays avancent ensemble mais à différents stades de développement, peut être considérée comme un programme indicatif important qui crée certaines attentes.

Le deuxième modèle est le modèle traditionnel du centre et de la périphérie. Contrairement au modèle du vol d'oiseaux sauvages, il présente une image négative de l'impact de la montée en puissance du Sud sur le développement des PMA. Il privilégie la reproduction des anciennes relations Nord-Sud entre les pays du Sud, les petits pays pauvres étant prisonniers de leur dépendance à l'égard des produits de base et dotés d'un pouvoir de négociation asymétrique.

Le troisième modèle est celui du pôle de croissance. Il constate que dans le cadre de l'interdépendance mondiale croissante, les grands pays en développement dynamiques sont devenus des pôles de croissance de l'économie mondiale. Ces pôles de croissance peuvent avoir une influence positive et négative sur l'espace économique auquel ils sont rattachés par le jeu complexe de forces multiples.

Il ressort du présent Rapport que les nouvelles tendances des échanges commerciaux et des flux d'IED rappellent, dans une certaine mesure, la dynamique centre-périphérie. Mais la réalité est plus complexe car la demande croissante de ressources naturelles émanant des pays du Sud accroît le pouvoir de négociation des PMA et stimule la mobilisation de ressources intérieures, contribuant ainsi à accroître la marge d'action. La vigueur du commerce Sud-Sud contribue aussi à élargir l'accès des PMA à des biens intermédiaires et des biens de consommation à bas prix, ce qui profite clairement aux entreprises qui utilisent ces intrants ainsi qu'aux consommateurs finals, mais peut avoir des effets préjudiciables sur les secteurs qui concurrencent les importations.

Mais au-delà du commerce, l'émergence de pôles de croissance dans le Sud a permis d'élargir l'accès de nombreux PMA aux ressources financières, par le biais des envois de fonds des travailleurs et des flux privés et publics, ainsi qu'aux possibilités de modernisation technologique. Conformément, en partie, au modèle du vol d'oiseaux sauvages, le début d'intégration de certains PMA à des réseaux de production régionaux et sous-régionaux peut ouvrir de nouvelles perspectives de transformation structurelle, d'acquisition de compétences et de modernisation technologique. Cela est particulièrement évident en Asie, où les politiques contribuent grandement au développement dynamique de la division régionale du travail et à l'interdépendance régionale croissante.

Les particularités de chaque pays, la multiplicité des formes que prennent les relations Sud-Sud et la richesse des partenaires potentiels sont tels qu'il serait impossible de rendre compte ici de tous les aspects. Toutefois, le modèle du pôle de croissance, qui prend en compte une série d'effets externes provenant de la croissance et de la transformation rapides de quelques pays en développement très dynamiques, dont certains sont négatifs et d'autres positifs, semble être le plus complet. La question essentielle, en ce qui concerne les objectifs de développement des PMA, est de savoir dans quelle mesure ces nouvelles relations peuvent être mises à profit pour promouvoir le développement des capacités productives et la diversification de leur économie.

La section suivante du présent aperçu résume les caractéristiques d'un cadre directif qui aiderait les PMA à adopter une approche dynamique et stratégique de leur intégration avec leurs partenaires du Sud; la section finale présente une application pratique de ce cadre qui vise à mettre la coopération financière Sud-Sud au service du développement des PMA.

---

## **Activer l'État développementiste dans les PMA: le rôle de la coopération Sud-Sud**

---

L'argument développé dans le présent Rapport est que la coopération Sud-Sud produit ses effets les plus bénéfiques lorsqu'il existe une relation dynamique (à double sens) qui fait que les politiques mises en œuvre par les États développementistes «catalyseurs» dans les PMA et la coopération Sud-Sud se renforcent mutuellement dans un processus constant de changement et de développement. Dans ce type de relation dynamique, la coopération Sud-Sud contribue aussi bien à la mise en place d'un État développementiste catalyseur dans les PMA qu'à la réalisation de ses objectifs. L'État développementiste catalyseur mis en place dans les PMA, quant à lui, accroît et module les retombées de la coopération Sud-Sud. De nouvelles modalités et structures sont nécessaires pour renforcer l'interdépendance entre les deux phénomènes dans l'après-crise. Le régionalisme développementiste revêt une importance particulière à cet égard.

## L'ÉTAT DÉVELOPPEMENTISTE CATALYSEUR

Il existe un moyen réel et notable de réduire rapidement la pauvreté dans les PMA: il s'agit de développer les capacités productives et de créer les emplois productifs qui en découlent. Ce résultat peut être obtenu par la mobilisation de ressources sous-utilisées ou la création de capacités grâce: a) à la réalisation d'investissements dans la productivité, les installations et les équipements agricoles; b) à la diffusion des technologies disponibles; c) à l'affectation de dépenses publiques aux infrastructures, aux compétences et aux capacités; et d) à la création de nouveaux produits et marchés.

Il n'existe pas de formule unique pour combiner ces éléments dans une stratégie unique «correcte» aboutissant à une croissance partagée. Cependant, dans la mesure où l'on peut tirer quelques enseignements de l'histoire, un État cohésif, fort, catalyseur et efficace répondant aux besoins de la population est l'une des conditions préalables à l'élaboration du contenu d'une stratégie de développement à long terme.

Les modalités, les objectifs et la portée de l'action de l'État dans la gestion économique nationale ont eu tendance à fluctuer au fil du temps. Toutefois, dans tous les pays en développement dynamiques, dans tous les pays désormais appelés pays développés à économie de marché, le gouvernement a contribué de manière notable à promouvoir et à appuyer le développement économique. Dans ce contexte, l'accent est mis sur la fonction de coordination de l'État développementiste ainsi que sur son rôle dans l'élaboration d'une stratégie de développement et dans la création de la marge d'action nécessaire pour combiner et intégrer les mesures qui contribuent à la transformation structurelle.

Le Rapport définit l'État développementiste comme un ensemble d'institutions, d'instruments, de capacités et de compétences voués au développement national et dotés des moyens de mettre en œuvre les stratégies économiques et sociales qu'il a conçues. Toutefois, dans le cadre de cette définition large, il est possible de discerner un certain nombre de visions différentes de l'État développementiste, notamment l'État développementiste d'Asie de l'Est et l'État développementiste enraciné dans le structuralisme latino-américain. Compte tenu des vulnérabilités et des contraintes structurelles propres aux PMA et de leur situation initiale, il faut élaborer un modèle plus approprié de l'État développementiste, qui soit spécialement adapté aux PMA. C'est pourquoi le modèle de l'État développementiste catalyseur est proposé dans le présent Rapport.

L'État développementiste catalyseur s'attache essentiellement à créer de nouvelles capacités productives, au lieu de «réaffecter» des ressources données et d'utiliser les capacités productives données à des fins plus efficaces. En d'autres termes, il met l'accent sur la création d'avantages comparatifs dynamiques et sur la mobilisation de ressources financières en faveur d'investissements à long terme et du développement de nouvelles capacités productives. Le modèle de l'État développementiste catalyseur est plus holistique et intégré, englobant le développement à la fois économique et social, et doit veiller à ce que les activités financières soient au service de ce type de développement plutôt que l'inverse.

Chaque État développementiste catalyseur doit choisir la trajectoire de développement adaptée à sa propre économie, parmi les modes traditionnels menant à la «modernité», en passant par les stades de développement bien établis par Rostow, notamment l'industrialisation grâce aux textiles et aux vêtements et à d'autres produits de base à forte intensité de main-d'œuvre, ou par un raccourci technologique vers les services ou les biens d'équipement à forte intensité de qualification. Il doit définir et promouvoir le type d'industrialisation qui est le plus adapté à la situation particulière du PMA concerné. Cette recherche constitue un élément clef des nouvelles fonctions de l'État développementiste catalyseur. Au lieu de considérer l'industrialisation comme une trajectoire donnée pour tous les PMA, l'État développementiste catalyseur «recherche» (fait des essais, expérimente de manière pragmatique) le mode optimal de développement de son économie, notamment en choisissant la forme optimale de transformation productive, processus nécessitant une certaine marge d'action.

Pendant les premières phases du développement, les initiatives de l'État développementiste catalyseur ne reposent pas uniquement sur les forces du marché pour produire le changement structurel et la transformation économique souhaités. Afin d'accélérer la croissance, l'État développementiste catalyseur doit réorienter et réaffecter une part importante des ressources et actifs nationaux, voire internationaux, aux secteurs qui favorisent la croissance. À cette fin, il devrait engager les PMA dans un type d'intégration plus stratégique à l'économie mondiale, au lieu de poursuivre une libéralisation du commerce fondée sur les avantages comparatifs actuels et donnés. Il devrait aider les PMA à atteindre un degré optimal d'ouverture économique correspondant à leurs propres besoins et situation, ainsi qu'à la forme de leur intégration à l'économie mondiale.

Le modèle de l'État développementiste catalyseur est ainsi étayé par une théorie de l'ouverture s'inscrivant dans le cadre d'une politique d'administration du commerce susceptible de permettre à un pays de concentrer ses ressources relativement modestes dans des secteurs de production où la demande mondiale est très élastique par rapport aux revenus et aux prix. Il ressort aussi de cette analyse que l'État doit promouvoir la diffusion des connaissances nécessaires à une amélioration constante de la qualité de tous les facteurs locaux de production. En substance, le commerce a besoin d'être administré afin de procurer tous les avantages économiques susmentionnés, surtout dans les pays à faible revenu qui sont trop spécialisés dans les ressources naturelles. L'ouverture n'est

bénéfique que si le phénomène de l'apprentissage est convenablement institutionnalisé dans les politiques publiques et donne lieu notamment à des interventions publiques appropriées qui rendent l'économie nationale plus réactive face aux changements.

La réussite de l'État développementaliste catalyseur dépend d'une gouvernance efficace du développement, et en particulier de la capacité d'atteindre et de maintenir des taux élevés d'investissement et de mettre en œuvre des politiques qui encouragent l'acquisition et l'apprentissage de nouvelles technologies. Dans tous les cas, l'affectation des investissements publics est la fonction essentielle de l'État développementaliste catalyseur, parallèlement à l'instauration d'un cadre réglementaire favorable à l'investissement qui permette un rattrapage rapide susceptible d'accélérer le développement économique selon les modalités décrites dans les précédents Rapports sur les pays les moins avancés. En outre, l'État a besoin d'être légitime et véritablement représentatif, ce qui lui permettra de garantir la formation d'un consensus pour le développement. C'est une question de volonté politique, qui se traduit par un «contrat de développement», selon l'expression utilisée dans le Rapport, ou un consensus social concourant aux objectifs de développement nationaux.

## L'ÉTAT DÉVELOPPEMENTISTE CATALYSEUR ET LA COOPÉRATION SUD-SUD

La coopération Sud-Sud produit ses effets les plus bénéfiques lorsqu'il existe une relation dynamique à double sens dans laquelle elle appuie le renforcement des capacités et les objectifs de l'État développementaliste dans les PMA, tandis que l'État développementaliste détermine et accroît la contribution de la coopération Sud-Sud au développement. Des mesures doivent être prises aussi bien par les PMA que par leurs partenaires de développement du Sud pour créer des synergies positives entre l'État développementaliste catalyseur et la coopération Sud-Sud.

### *Ce que les PMA peuvent faire*

Pour les PMA, l'appropriation et la maîtrise nationales des politiques sont des conditions *sine qua non* de l'accroissement des effets bénéfiques de tout type de coopération pour le développement, qu'elle soit Nord-Sud ou Sud-Sud, sur le développement. L'intégration de la coopération Sud-Sud, aussi bien interrégionale qu'intrarégionale, dans les stratégies de développement national des PMA est donc une condition nécessaire pour que la coopération Sud-Sud favorise un développement équitable et durable dans les PMA, au lieu de l'entraver. Il est évident que dans le cadre des politiques actuelles, la mondialisation n'a pas favorisé, dans les PMA, le type de changement structurel souhaitable permettant d'affecter la main-d'œuvre à des activités plus productives. Un État développementaliste catalyseur s'efforcerait d'utiliser la coopération Sud-Sud pour modifier les modalités d'intégration à l'économie mondiale de manière à faciliter les transformations structurelles nécessaires à la création d'emplois décents et productifs et à une réduction notable de la pauvreté. Il devrait aussi être en mesure de concevoir une forme d'intégration des PMA à l'économie mondiale qui favorise l'apprentissage et accroisse la résilience.

Même si les relations économiques Sud-Sud accrues deviendront probablement un élément central de la façon dont l'État développementaliste catalyseur concevra l'intégration stratégique dans l'économie mondiale, elles ne devraient pas être considérées comme se substituant purement et simplement aux relations traditionnelles Nord-Sud. Ces dernières revêtent encore une importance cruciale pour la plupart des PMA. L'enjeu pour ces pays consiste donc à tirer le meilleur parti des retombées bénéfiques aussi bien de la coopération Nord-Sud que de la coopération Sud-Sud, sur le développement, et de les conjuguer de manière positive. La tâche est particulièrement ardue, en particulier compte tenu des différentes formes de coopération. Néanmoins, les nouvelles possibilités offertes par la coopération Sud-Sud devraient permettre aux gouvernements des PMA d'acquérir une plus grande marge d'action.

Afin de bien utiliser cette marge d'action, il importe que les PMA développent des institutions qui leur permettent d'intégrer différentes formes de coopération au niveau national. Comme il est expliqué dans les précédents *Rapports sur les pays les moins avancés*, un moyen d'y parvenir est de mettre en place une politique de gestion de l'aide, qui repose sur un système d'information qui permet de suivre les flux d'APD Nord-Sud et les flux financiers publics Sud-Sud, ainsi que sur des instances nationales se réunissant périodiquement dans lesquelles les gouvernements des PMA examinent avec leurs partenaires la contribution au développement des activités de coopération.

### *Ce que les partenaires du Sud peuvent faire*

Si les PMA eux-mêmes doivent prendre les choses en main pour tirer le meilleur parti de la coopération Sud-Sud, il est clair que celle-ci revêt certaines caractéristiques qui peuvent particulièrement contribuer au renforcement des capacités de l'État développementaliste dans les PMA et aider à surmonter les obstacles que celui-ci rencontre. C'est lorsque leurs efforts de coopération accentuent ces caractéristiques que les partenaires du Sud peuvent le mieux soutenir les PMA.

Deux caractéristiques revêtent une importance particulière.

*Premièrement, compte tenu de l'expérience des principaux partenaires de développement du Sud, la coopération Sud-Sud a plus de chances d'appuyer et d'encourager la création d'un État développementaliste que les formes traditionnelles de coopération pour le développement.*

Trois moyens essentiels peuvent être utilisés, à savoir: a) appuyer les efforts de renforcement des capacités; b) partager les enseignements tirés sur le plan des orientations; et c) apporter d'autres sources de financement.

Le partage des connaissances, qui favorise l'apprentissage dans le domaine des politiques et l'expérimentation institutionnelle dans les PMA, recèle un grand potentiel car tous les pays en développement font face à des obstacles analogues. Ainsi, même les pays du Sud les plus dynamiques rencontrent des problèmes – taux de pauvreté, fossé technologique et règles du jeu non uniformes – comparables à ceux des PMA, quoique beaucoup moins graves. Qui plus est, les pays en développement qui ont réussi continuent d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques développementalistes et de renforcer les dispositifs institutionnels développementalistes. En bref, le processus d'apprentissage reposant sur l'expérience acquise par les pays en développement les plus avancés peut aider les PMA à créer de nouveaux instruments et institutions afin de développer leurs capacités productives selon des modalités qui favorisent la transformation structurelle, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

L'apprentissage dans le domaine des politiques peut être encouragé de diverses manières, notamment: a) en organisant des séminaires et des tables rondes; b) en finançant des stages et des séjours de responsables de PMA dans les principaux organes et ministères de planification du développement; et c) en permettant des échanges universitaires sur les politiques et stratégies de développement entre les établissements de recherche et les universités des PMA et des partenaires du Sud. Il convient néanmoins de noter que des ressources et de la détermination sont nécessaires à cette fin. En général, le renforcement des capacités techniques devrait être un objectif, au même titre que les dialogues directifs Sud-Sud, afin de tirer des enseignements de l'expérience acquise.

L'apport d'autres sources de financement est un des principaux moyens par lequel la coopération Sud-Sud peut contribuer au renforcement de l'État développementaliste catalyseur dans les PMA. Le financement des investissements publics, en particulier dans les secteurs productifs et dans les infrastructures physiques et technologiques, est une fonction essentielle de l'État développementaliste. À l'heure actuelle, l'efficacité de l'État dans les PMA est entravée par la pénurie de ressources. Les financements provenant d'autres pays en développement peuvent directement permettre aux PMA de prendre des initiatives qui ne correspondent pas aux préférences des donateurs traditionnels. En outre, la demande nouvelle de produits de base émanant des partenaires du Sud peut contribuer à augmenter la rente provenant des ressources naturelles dans les PMA, laquelle peut aussi favoriser la mobilisation de ressources intérieures. Aider à surmonter les contraintes financières des gouvernements des PMA, soit directement soit par des effets indirects sur la mobilisation des ressources intérieures, peut être une forme de coopération Sud-Sud tout aussi importante qu'aider à surmonter les contraintes liées aux capacités techniques en appuyant le processus d'apprentissage.

*La deuxième caractéristique de la coopération Sud-Sud, qui devrait être particulièrement favorable aux PMA, est que le renforcement des capacités productives fait beaucoup plus partie intégrante de la coopération Sud-Sud que l'aide traditionnelle au développement. Ainsi, la coopération Sud-Sud peut contribuer non seulement au renforcement de l'État développementaliste, mais aussi à la réalisation des objectifs, d'États efficaces sur le plan du développement.*

Il existe trois principales modalités par lesquelles la coopération Sud-Sud peut contribuer au développement des capacités productives des PMA, à savoir: a) en affectant des flux financiers publics à la production et à l'infrastructure économique; b) en procédant à des investissements et à des transferts de technologie et en soutenant l'apprentissage technologique au niveau des entreprises dans les PMA; et c) en accordant un accès préférentiel aux marchés qui permet, voire promeut, l'apprentissage. Actuellement, la première modalité est la plus importante tandis que la deuxième et la troisième se développent.

Bien que les flux financiers publics des partenaires du Sud à destination des PMA portent sur une large gamme d'activités, ils ont tendance à se concentrer davantage sur les secteurs des infrastructures et de la production que les donateurs traditionnels, qui ciblent de plus en plus les secteurs sociaux. La situation est particulièrement frappante en Afrique, où la Chine, l'Inde et les pays arabes financent tous des projets d'infrastructure dans les PMA du continent.

Le transfert de technologie Sud-Sud est aussi un moyen important de développer les capacités productives dans les PMA. Les technologies disponibles dans les pays du Sud sont souvent plus adaptées aux besoins et exigences des PMA, à un niveau comparable de développement, confirmant ainsi les possibilités de transfert de technologie. En outre, les compétences humaines nécessaires à l'utilisation et à l'adoption des nouvelles technologies qui proviennent du Sud sont peut-être plus facilement assimilables, d'un coût moindre et, en général, davantage disponibles dans d'autres pays en développement que dans les pays du Nord.

Les partenaires du Sud ont facilité le processus d'apprentissage dans les PMA, notamment en mettant en œuvre des accords de libre-échange régionaux et bilatéraux spécialement conçus de manière à permettre aux PMA

de respirer – en leur accordant davantage de temps pour libéraliser – et de leur donner ainsi le temps d'aider leurs entreprises nationales à développer les capacités nécessaires pour faire face à la concurrence. Au cours des dernières années, divers pays du Sud ont commencé à accorder des préférences commerciales aux PMA sous la forme d'un accès aux marchés en franchise de droits et hors contingent. Une question essentielle est de savoir si les dispositifs mis en place permettront aux entreprises des PMA de préparer la modernisation de leur production. Comme il est expliqué dans le Rapport, il y a peu de chances que cela se fixe automatiquement. Il importe donc de concevoir ces dispositifs selon des modalités qui sont susceptibles de concrétiser la contribution potentielle naissante du commerce Sud-Sud à l'apprentissage et à la modernisation.

### *L'importance des avantages mutuels*

Si une relation dynamique peut être établie entre les États développementalistes catalyseurs des PMA et la coopération Sud-Sud, il est évident que pour qu'elle se concrétise, la relation entre ces pays et leurs partenaires du Sud devrait non seulement présenter un intérêt pour les premiers, mais aussi donner lieu à des avantages mutuels.

À cet égard, les principes fondamentaux de solidarité et de respect mutuel qui sous-tendent la coopération Sud-Sud sont importants. Compte tenu de leur histoire commune marquée par le colonialisme et le néocolonialisme, de conditions initiales analogues ainsi que de contraintes économiques et politiques bien connues, il y a de fortes raisons de penser que la coopération et l'intégration Sud-Sud peuvent éviter de reproduire les asymétries et les partis pris qui ont pesé sur la coopération traditionnelle pour le développement. La coopération Sud-Sud ne devrait toutefois pas être considérée comme une panacée pour le développement et ne devrait pas être idéalisée. Si la relation donateur-bénéficiaire caractéristique de l'aide et du développement est absente du contexte de la coopération Sud-Sud, cela ne veut pas dire que tous les acteurs peuvent participer sur un pied d'égalité. Le commerce, l'investissement et l'aide au développement Sud-Sud reposent sur la complémentarité et sur la concurrence des intérêts propres aux PMA et de ceux des investisseurs et des exportateurs de pays en développement plus avancés.

Il est néanmoins possible de discerner un certain nombre de raisons pour lesquelles les partenaires du Sud peuvent être désireux de prendre part aux types de coopération suggérés plus haut et de profiter des avantages mutuels obtenus avec les PMA. En particulier:

- Les deux partenaires peuvent tirer parti de gains et de débouchés commerciaux mutuellement bénéfiques. La coopération Sud-Sud devrait être considérée comme un instrument qui peut faciliter la création de nouveaux marchés aussi bien pour la production que pour la consommation;
- Les PMA offrent l'accès aux ressources naturelles dont leurs partenaires du Sud ont besoin. L'investissement des pays du Sud dans l'exploitation de ces ressources peut être mutuellement bénéfique aux deux parties à condition que sa contribution au développement des PMA soit privilégiée dans le cadre directif;
- Il ne saurait y avoir de prospérité et de stabilité régionales sans la participation de tous les pays de la région, notamment des PMA. Les intérêts géopolitiques stratégiques constituent aussi une motivation importante de la coopération avec ces pays;
- Enfin, il est évident que les PMA peuvent collaborer avec leurs partenaires du Sud afin de mieux exprimer leur position commune et d'exercer leur influence collective dans toutes les instances. D'autres partenaires du Sud pourraient aussi tirer parti du renforcement de la voix et de la participation d'un plus grand nombre de pays, afin de mieux définir les besoins des pays en développement en général.

## RÉGIONALISME DÉVELOPPEMENTISTE

Le régionalisme développementiste est un mécanisme important par lequel l'État développementiste catalyseur et la coopération Sud-Sud peuvent se renforcer mutuellement. Il s'entend ici d'un régionalisme au service du développement qui accepte la mondialisation comme une tendance historique, mais rejette l'approche de la mondialisation fondée sur le marché. Il vise à tirer le meilleur parti des avantages de la coopération régionale dans le but de parvenir à l'intégration bénéfique de ses membres dans l'économie mondiale. Cet objectif n'est pas une fin en soi, mais seulement un moyen d'accélérer le développement économique, social et humain.

Le régionalisme développementiste se soucie à la fois a) du développement économique interne et de l'intégration intérieure, et b) de l'intégration stratégique des blocs commerciaux régionaux à l'économie mondiale. Comme dans le cas des autres formes de régionalisme, le niveau le plus élémentaire de coopération sur lequel porte le régionalisme développementiste est celui du commerce. La plupart des PMA ne disposent pas d'un marché intérieur suffisamment grand et diversifié (qui pourrait permettre la diversification de la structure industrielle); c'est pourquoi les marchés régionaux constituent un espace économique important dans le cadre duquel peut se développer, au fil du temps, l'apprentissage.

Toutefois, la notion de régionalisme développementiste va bien au-delà du commerce en soi et englobe d'autres formes plus ambitieuses d'intervention telles que la politique industrielle. Il existe de grandes possibilités de dégager des économies d'échelle grâce à la fourniture de divers types de biens publics régionaux qui seraient bénéfiques aux PMA et aux autres pays en développement au sein de groupements régionaux. Ces biens publics régionaux comprennent divers types d'infrastructures matérielles d'appui aux transports, aux communications et à l'énergie, ainsi que des infrastructures scientifiques et technologiques régionales et des systèmes d'innovation régionaux.

En outre, il est possible de surmonter les obstacles agricoles au développement des PMA, qui se traduisent par l'incapacité de dégager un excédent et de garantir la sécurité alimentaire pour tous, grâce à une recherche adaptative commune avec les pays voisins, à des installations régionales de stockage et à des programmes d'investissement coordonnés au niveau régional. Le développement des activités financières peut aussi revêtir une forte dimension régionale par le biais des banques régionales de développement, dont il sera question plus en détail ci-après. Tout cela peut donner lieu à une politique industrielle régionale susceptible de comporter divers moyens d'action, et pas simplement ceux traditionnellement associés à la politique commerciale *stricto sensu* – obstacles tarifaires et non tarifaires, subventions, prêts concessionnels, fourniture directe d'infrastructures et d'autres biens publics, promotion de la recherche-développement et des activités scientifiques et technologiques, entreprises publiques et entreprises mixtes contrôlées par l'État, etc. Pour qu'elles aient une portée et une efficacité maximales, ces politiques devraient être harmonisées et coordonnées avec les pays participants au sein d'une association régionale.

Dans le cadre du régionalisme développementiste, le commerce entre partenaires régionaux est favorisé par rapport au commerce extrarégional, les politiques commerciales stratégiques mises en œuvre étant cohérentes avec la politique industrielle de chaque État membre. Les politiques commerciales stratégiques peuvent comporter des éléments plus ou moins traditionnels – droits de douane, contingents et interdictions à l'importation et à l'exportation, normes techniques et phytosanitaires. Parallèlement à la vision holistique du développement, le commerce régional peut aussi être promu par la coordination des investissements réalisés dans des domaines stratégiques tels que les transports régionaux et d'autres infrastructures connexes. Investir en priorité dans les domaines stratégiques présentant un intérêt commun et des contraintes communes peut aider à surmonter les préjugés à l'égard du commerce régional, hérités de la période coloniale, qui caractérisent de nombreux PMA et autres pays pauvres.

Le Rapport contient divers exemples d'un régionalisme développementiste couronné de succès, en particulier en Asie, qui illustrent les possibilités offertes dans ce domaine. Il s'agit de la coopération trilatérale entre la Chine, la République de Corée et le Japon concernant la mise au point de nouvelles technologies et le rôle catalyseur de la Banque asiatique de développement, et de la zone de croissance de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) réunissant le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines. Un autre exemple important est le développement de couloirs économiques dans la sous-région du Grand Mékong, coordonné par la Banque asiatique de développement. Ces couloirs économiques traversent le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Myanmar en vue d'établir des relations économiques plus étroites avec leurs voisins. Cependant, l'expérience a montré que les bienfaits du régionalisme peuvent être inégalement répartis. On estime donc, dans le Rapport, qu'une politique d'intégration régionale reposant sur un développement régional intégré liant le commerce, les finances, l'investissement, la technologie et l'emploi, et conjuguée, si nécessaire, à des mesures d'appui régional particulières, serait plus bénéfique aux PMA.

---

## Mettre la coopération financière Sud-Sud au service du développement des PMA

---

Le *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés* examine une application pratique de ce cadre directif. Il se concentre sur l'un des obstacles les plus fondamentaux à la mise en œuvre du nouveau Programme d'action d'Istanbul pour les PMA, à savoir la mobilisation de ressources financières et leur affectation à des fins productives selon des modalités qui aboutissent à une croissance et un développement durables et équitables.

Le Rapport considère, premièrement, que les banques régionales et sous-régionales de développement devraient jouer un rôle accru dans l'aide aux PMA et dans le financement du régionalisme développementiste. Il présente ensuite une proposition visant à mobiliser les ressources inexploitées des partenaires du Sud afin d'accroître les ressources pour le développement par le biais des banques régionales et sous-régionales de développement. L'idée centrale sous-tendant cette proposition est d'affecter une partie minimale des réserves en devises qu'accumulent les pays en développement à des banques régionales et sous-régionales de développement. Celles-ci affecteraient ensuite ces ressources financières à des investissements axés sur le développement qui porteraient sur la fourniture de biens publics régionaux et nationaux permettant aux PMA de mettre en place des capacités productives et de les renforcer.

Comme il est indiqué dans le Programme d'action d'Istanbul, les mesures préconisées ne devraient pas être considérées comme remplaçant l'aide au développement Nord-Sud. Elles visent plutôt à accroître la diversité

et l'efficacité des moyens de financement du développement dans les PMA: même si la mise en œuvre de ces propositions dégagait des ressources extérieures supplémentaires, il faudrait aussi tenir compte des problèmes de développement des partenaires du Sud et de leurs capacités

### LE RÔLE DES BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT

La coopération financière régionale porte sur un large éventail d'activités, notamment: a) des systèmes régionaux de paiement qui comportent des incitations financières au commerce intrarégional; b) des systèmes monétaires régionaux qui peuvent fournir des liquidités pour amortir les chocs extérieurs; et c) des banques régionales et sous-régionales de développement qui accordent des financements à long terme – ressources pour le développement – afin de soutenir l'investissement privé et public.

La revitalisation et le renforcement du rôle des banques régionales et sous-régionales de développement constituent un objectif important de la réforme de l'architecture financière internationale; ces banques devraient davantage participer au financement du développement des PMA. Les banques régionales de développement qui sont importantes pour les PMA sont actuellement les suivantes: a) la Banque interaméricaine de développement, créée en 1959; b) la Banque africaine de développement, créée en 1964; et c) la Banque asiatique de développement, créée en 1966. En général, les banques régionales et sous-régionales de développement d'Asie et d'Amérique latine fournissent une part beaucoup plus grande de l'APD multilatérale totale dans leurs régions respectives que les banques régionales et sous-régionales de développement d'Afrique. En outre, la part des banques régionales de développement dans le montant total des versements d'APD multilatérale aux PMA est relativement faible.

Les banques régionales et sous-régionales de développement procurent un certain nombre d'avantages. Premièrement, compte tenu de la structure régionale de leur actionnariat, les banques régionales de développement peuvent permettre aux emprunteurs de pays en développement de mieux faire entendre leur voix, et renforcer l'appropriation et la maîtrise régionales. Deuxièmement, elles peuvent être plus efficaces dans leur gestion car elles ont tendance à s'en remettre à l'influence informelle des pairs au lieu d'imposer des conditions. Troisièmement, les asymétries en matière d'information sont moins grandes au niveau régional, compte tenu de la proximité ainsi que de l'étroitesse des liens économiques et autres. À cet égard, il a été proposé de faire un effort délibéré pour traduire le principe de «subsidiarité» dans la pratique du financement du développement. Ainsi, lorsque les investissements réalisés dans les pays en développement répondent à des objectifs mondiaux ou transrégionaux, il est des plus logiques que ce soit une institution mondiale qui joue le rôle prépondérant. Par contre, lorsque les objectifs sont nationaux ou régionaux, le recours à une institution mondiale s'impose moins. L'acquisition de connaissances et de compétences relatives au développement se fait mieux et se rapproche ainsi du terrain. Les banques régionales ou sous-régionales de développement peuvent jouer un rôle particulièrement utile pour les pays de petite ou de moyenne taille tels que les PMA, qui ne sont pas en mesure d'être très influents dans les institutions mondiales. Leur voix peut être mieux entendue et leurs besoins mieux satisfaits par des institutions régionales et sous-régionales que par des institutions mondiales.

Les banques régionales et sous-régionales de développement peuvent aussi être particulièrement qualifiées pour fournir des biens publics régionaux. Étant donné que le développement industriel s'inscrit de plus en plus dans des réseaux de production régionaux, la mise en place d'une «infrastructure économique et sociale» – infrastructures, énergie, réseaux de télécommunication, etc. – au niveau régional devrait devenir de plus en plus essentielle. Dans ce contexte, les banques régionales de développement semblent être les institutions les plus appropriées pour superviser le financement et la réalisation de grands projets d'investissement, tout en veillant à ce que les intérêts des plus petits soient dûment pris en compte.

Toutefois, pour garantir les meilleures chances de réussite, il est important que les activités des banques régionales de développement ne s'exercent pas dans un vide directif. Celles-ci doivent faire partie intégrante d'un cadre plus large de régionalisme développementiste, appuyé par un État développementiste catalyseur. Elles devraient être considérées comme un élément clef du régionalisme développementiste grâce auquel les pays les moins avancés membres bénéficient des avantages de l'intégration. En outre, un facteur important influant sur le fonctionnement des banques de développement aussi bien multilatérales que régionales est la structure de leur actionnariat. Certaines banques régionales ont comme membres à la fois des pays développés et des pays en développement, dans des proportions qui varient; d'autres, surtout les banques sous-régionales de développement telles que la Société andine de développement, sont composées presque exclusivement de pays en développement. Il s'agit d'un élément à prendre en compte car les banques ont tendance à répondre aux objectifs politiques de leurs principaux actionnaires.

L'expérience montre que les banques régionales et sous-régionales de développement fonctionnent particulièrement bien lorsque leurs actionnaires sont aussi leurs clients. Un bon exemple est celui de la Banque européenne d'investissement qui, en tant que mécanisme financier, a joué un rôle important en vue de rendre l'intégration économique en Europe plus équitable, en octroyant des dons et des garanties pour la mise en place d'une infrastructure régionale dans les zones moins avancées. La Société andine de développement est aussi un bon exemple. C'est une banque régionale de

développement exclusivement détenue par des pays en développement et qui est caractérisée par la grande rapidité avec laquelle, en moyenne, ses prêts sont approuvés et par l'absence de conditionnalité.

Actuellement, les pays qui n'empruntent pas jouissent encore d'une position forte dans la plupart des banques régionales de développement. Toutefois, si une part croissante des ressources financières de ces institutions vient des pays du Sud, le rapport de force changera probablement, ces pays ayant droit à des quotes-parts beaucoup plus élevées du capital et à un plus grand nombre de siège au Conseil d'administration. Une telle modification de l'actionnariat des banques de développement pourrait en soi contribuer considérablement au sentiment d'appropriation politique des programmes et projets financés par les banques que ressentent les pays bénéficiaires.

### LE RÔLE DES FONDS SOUVERAINS DANS LA PROMOTION DE LA COOPÉRATION SUD-SUD: PROPOSITION

Entre décembre 2001 et la fin 2010, le montant des réserves mondiales est passé de 2 050 milliards de dollars à 9 300 milliards de dollars. L'essentiel de cette augmentation est dû aux réserves accumulées par les pays en développement qui, globalement, représentent plus de 80 % des réserves mondiales détenues pendant cette période. Fin 2010, les réserves de ces pays s'établissaient à près de 6 100 milliards de dollars. Une partie était détenue par les exportateurs de produits de base, en particulier de pétrole, qui ont accumulé des devises à la faveur de la flambée du prix des produits de base. Une autre partie était détenue par les pays de grande et de moyenne taille exportateurs d'articles manufacturés, qui enregistrent des excédents de leur balance commerciale et de leur balance des paiements courants depuis de nombreuses années. Ce dernier groupe est constitué d'un petit nombre de pays en développement d'Asie.

Ce processus exceptionnel d'accumulation de réserves est sans parallèle dans l'histoire récente. Une part notable de ces actifs est détenue par des fonds souverains, dont la gestion est généralement indépendante de la gestion des réserves classiques assurée par la banque centrale ou le ministère des finances. Le montant total des actifs des fonds souverains était estimé en mars 2011 à 4 300 milliards de dollars, dont 3 500 milliards étaient détenus par des pays en développement et des pays en transition, dont 7 milliards par trois PMA – Timor-Leste, Kiribati et Mauritanie.

Sans sous-estimer les difficultés économiques, institutionnelles et politiques qu'une initiative de ce type susciterait, les pays du Sud pourraient renforcer le rôle des institutions financières régionales en leur affectant une très faible part des ressources financières actuellement gérées par leurs fonds souverains. Cette proposition permettrait aux fonds souverains de diversifier leurs actifs financiers à long terme – qui, actuellement, sont essentiellement placés dans les pays développés. En outre, les fonds souverains pourraient accroître la capacité des banques régionales de développement d'octroyer des prêts à long terme et leur donner la possibilité de faire concorder leurs actifs à long terme et leurs passifs à long terme.

Il n'est pas du ressort du présent Rapport d'évaluer la viabilité d'une telle initiative, qui exigerait une étude de faisabilité complète. Toutefois, un calcul approximatif donne à penser que cette stratégie pourrait considérablement renforcer le rôle des banques régionales de développement, entraînant ainsi une forte augmentation des ressources disponibles pour le développement. Si seulement 1 % des actifs des fonds souverains des pays du Sud, par exemple, était investi dans les banques régionales de développement, le capital versé de ces institutions s'accroîtrait de 35 milliards de dollars. En partant de l'hypothèse prudente d'un ratio capital autorisé/capital versé de 2,8, leur capital autorisé augmenterait de 98 milliards de dollars, ce qui leur permettrait d'accorder des prêts supplémentaires d'un montant annuel de plus de 84 milliards de dollars. Ce montant serait supérieur au total des prêts versés aux pays en développement par l'ensemble des banques régionales et multilatérales de développement – y compris la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement – en 2009, année où les prêts ont enregistré un record (à 64 milliards de dollars) en raison des crédits exceptionnels qui avaient dû être octroyés pour faire face à la crise financière mondiale.

Une augmentation de cette ampleur des capacités de prêt des banques régionales de développement pourrait clairement jouer un rôle central dans le financement d'infrastructures régionales (facilitant l'intégration commerciale régionale) ainsi que dans l'appui au développement des capacités productives intérieures, en particulier dans les PMA.

Toutefois, deux mises en garde importantes s'imposent si l'on veut favoriser le développement de la coopération financière Sud-Sud. Premièrement, il importe de distinguer les possibilités croissantes de coopération financière Sud-Sud des responsabilités historiques qui sous-tendent le cadre traditionnel de la coopération pour le développement. La coopération financière Sud-Sud devrait être considérée comme complémentaire de la coopération traditionnelle Nord-Sud, et non comme la remplaçant. Deuxièmement, les partenaires du Sud doivent pouvoir recourir activement à cette nouvelle forme de coopération pour en retirer des avantages mutuels. L'aide financière accrue consentie devrait aller de pair avec un poids accru dans la gouvernance des banques régionales de développement.



Supachai Panitchpakdi

Le Secrétaire général de la CNUCED



**CHAPITRE**

# **TENDANCES RÉCENTES ET PERSPECTIVES DES PMA**

---

## A. Introduction

---

Le présent chapitre poursuit trois objectifs distincts mais liés. Le premier consiste à décrire et à analyser les tendances économiques récentes des pays les moins avancés (PMA) et leurs perspectives économiques à moyen terme, en évaluant les tendances récentes de la croissance économique, du commerce international et des financements extérieurs. Cette section évalue en outre les possibilités d'atteindre l'objectif fixé par le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, consistant à ce que la moitié des PMA répondent aux critères de reclassement d'ici à 2020. L'analyse qui est faite laisse entendre que les chances d'y parvenir sont réduites.

Le deuxième objectif consiste à analyser succinctement la situation économique mondiale actuelle et à décrire les perspectives de croissance à moyen terme des PMA. De cette analyse se dégage l'idée d'une croissance plus lente et peut-être moins stable, avec les conséquences que cela implique pour ces pays. Il est particulièrement préoccupant que les pays développés, qui n'ont guère de chances de connaître une croissance synonyme de plein emploi, soient incapables de donner l'élan dont la demande mondiale aurait besoin. Les pays en développement, par contre, ont toutes les chances de conserver un dynamisme bien supérieur à celui des pays développés, à moyen terme, ce qui signifie que le Sud est appelé à jouer un rôle plus important dans l'économie mondiale. Cette reconfiguration signifie que les PMA pourraient être amenés à repenser leur stratégie de développement en tenant compte de la «montée en puissance du Sud».

Le troisième objectif consiste à présenter les points forts du Programme d'action d'Istanbul, adopté en mai 2011 par la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue en Turquie. La présente analyse en fait ressortir l'orientation principale ainsi que certains des thèmes sous-jacents. Elle s'arrête également sur certains problèmes auxquels les PMA sont confrontés de longue date, tels que l'absence de transformation structurelle et de diversification ou le développement insuffisant des capacités productives. La dernière section contient les principales conclusions du chapitre.

---

*L'économie des PMA a crû de 4,6 % en 2009, de 5,7 % en 2010 et devrait, selon les prévisions, croître de 4,9 % en 2011.*

---

---

## B. Tendances récentes de l'économie des PMA

---

### 1. TENDANCES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'économie des PMA en tant que groupe a connu une croissance de 5,7 % en 2010. Si ce chiffre représente une légère amélioration (d'un point de pourcentage) par rapport à 2009, il est bien inférieur au taux de croissance annuel moyen de 7,1 % atteint au cours de la période de forte expansion entre 2001 et 2008. Les prévisions de septembre 2011 du Fonds monétaire international (FMI) concernant les PMA laissent augurer une croissance moins soutenue en 2011 (4,9 %), et bien en dessous des taux enregistrés pendant la période de forte expansion (tableau 1).

Par rapport à la croissance moyenne de 7,3 % des pays en développement et des pays émergents, les PMA, en tant que groupe, ont obtenu de moins bons résultats en 2010, ce qui devrait de nouveau être le cas en 2011. Cette situation diffère radicalement de celle qui prévalait avant la triple crise (alimentaire, énergétique et financière), période pendant laquelle l'économie des PMA a connu, en moyenne, une croissance un peu supérieure à celle des autres pays en développement. Si ces tendances se confirment le risque existe de voir les PMA continuer de creuser l'écart avec les autres pays en développement du point de vue du produit intérieur brut (PIB) par habitant – tendance d'avant la crise – mais aussi du point de vue du PIB total. Par contre, les taux de croissance des PMA ont été bien meilleurs que ceux des pays avancés, aussi bien pendant la triple crise que récemment.

**Tableau 1. Taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant des PMA, des pays en développement et des pays avancés, 2008-2011**  
(Moyennes annuelles pondérées, en pourcentage)

	PIB réel				PIB réel par habitant			
	2008	2009	2010	2011 <sup>a</sup>	2008	2009	2010	2011 <sup>a</sup>
<b>Ensemble des PMA</b>	<b>6,5</b>	<b>4,6</b>	<b>5,7</b>	<b>4,9</b>	<b>4,1</b>	<b>2,3</b>	<b>3,4</b>	<b>2,6</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	7,3	4,5	5,2	4,7	4,6	1,8	2,6	2,1
<i>PMA asiatiques</i>	5,4	5,1	6,3	5,2	3,5	3,3	4,5	3,4
<i>PMA insulaires</i>	8,1	-1,9	5,1	5,4	5,9	-3,9	3,0	3,2
<i>Pour mémoire:</i>								
Pays émergents et pays en développement	6,0	2,8	7,3	6,4	4,5	0,8	5,8	4,6
Pays avancés	0,1	-3,7	3,1	1,6	-0,7	-4,5	2,5	0,9

Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, à partir de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, septembre 2011.

<sup>a</sup> Prévisions.

La forte croissance démographique des PMA pèse sur leur taux de croissance moyen par habitant. En moyenne, le taux de croissance démographique est dans les PMA presque le double de celui des pays émergents et des pays en développement et quasiment le quadruple de celui des pays avancés. Cela explique que la hausse du PIB par habitant dans les PMA n'ait été que de 3,4 % environ en 2010. Une fois de plus, ce chiffre est bien inférieur au taux de croissance annuel moyen du PIB réel par habitant, au cours de la période de haute conjoncture précédente, qui était de 4,4 %.

Parmi les groupes de pays, ce sont les PMA asiatiques qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu, aussi bien pendant la crise qu'après celle-ci. Après un ralentissement de leur économie, dont la croissance a chuté de 5,4 % en 2008 à 5,1 % en 2009, celle-ci a connu un rebond avec une croissance estimée à 6,3 % en 2010, même si les prévisions pour 2011 indiquent un ralentissement (5,2 %). La principale raison de ces meilleurs résultats est le dynamisme général dont les pays en développement asiatiques, en particulier la Chine et l'Inde, ont fait preuve pendant la crise et après. Les pays en développement d'Asie ont connu une croissance de 7,2 % en 2009 et de 9,5 % en 2010, et le chiffre devrait, selon les prévisions, s'établir à 8,2 % en 2011. L'effet d'entraînement de leurs partenaires commerciaux, associé à une plus grande diversification de la structure des exportations, contribue à expliquer pourquoi les PMA asiatiques ont été dans une situation plus favorable, récemment, que les autres PMA (voir encadré 1).

À l'inverse, les PMA africains ont été plus durement touchés par la crise. La différence entre leur taux de croissance de 2008 (7,3 %) et celui de 2009 (4,5 %) était de presque trois points de pourcentage, et leur croissance en 2010 ne s'est que légèrement raffermit (5,2 %). La composition de leurs exportations, plus concentrées sur les produits de base et moins diversifiées que celles de leurs homologues asiatiques, les rend plus vulnérables aux chocs extérieurs. Étant donné que la croissance démographique est plus importante dans les PMA africains que dans les PMA asiatiques, les mauvais résultats des premiers en termes de croissance par habitant sont encore plus nets. Enfin, les PMA insulaires ont été touchés plus durement par la crise en raison de leur extrême degré de spécialisation dans un très petit nombre de biens et de services. Ainsi, le recul du nombre d'entrées de touristes dû à la récession dans les pays avancés a eu de profondes répercussions sur le PIB des PMA insulaires en 2009 (-1,9 %). Mais ces pays ont ensuite récupéré relativement vite, avec une croissance de 5,1 % en 2010, et ils devraient, selon les prévisions, poursuivre au même rythme en 2011.

Comme on pouvait s'y attendre d'un aussi vaste groupe de pays, les résultats enregistrés par chacun des PMA au cours des deux dernières années sont très disparates (tableau 2). Il convient de souligner que le taux de croissance a été négatif, en 2009, dans 10 pays. Cela montre que même si les PMA, en tant que groupe, n'ont pas connu de contraction de leur activité économique pendant la récession mondiale, un sur cinq de ces pays est bel et bien entré en récession.

---

*Parmi les groupes de pays, les PMA asiatiques ont mieux tiré leur épingle du jeu que les autres PMA, aussi bien pendant la crise qu'après celle-ci, grâce à l'effet d'entraînement de leurs partenaires commerciaux et à la plus grande diversification de la structure de leurs exportations.*

---



---

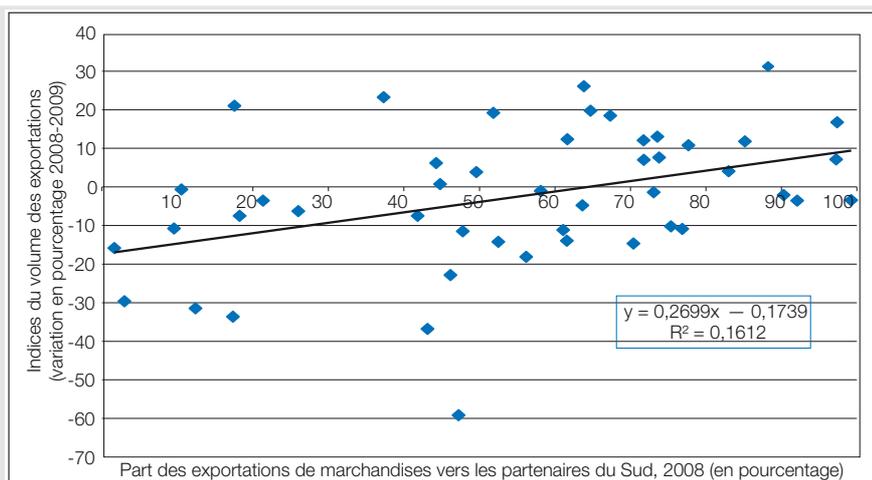
*La différence entre le taux de croissance des PMA africains de 2008 (7,3 %) et celui de 2009 (4,5 %) était de presque trois points de pourcentage, et leur croissance en 2010 ne s'est que légèrement raffermit (5,2 %).*

---

### Encadré 1 Les pays dont les exportations sont diversifiées et orientées vers le Sud ont ressenti moins durement les effets de la crise

L'approfondissement progressif des relations économiques Sud-Sud au cours de la dernière décennie a déjà modifié les conditions de l'intégration des PMA dans les marchés mondiaux, et, partant, leur vulnérabilité aux chocs exogènes. Il y avait une corrélation négative entre les effets de la baisse de la demande mondiale sur les volumes d'exportations des PMA au cours de la crise récente et la part des exportations de marchandises à destination de partenaires du Sud, corrélation statistiquement significative avec un intervalle de confiance de 99 % (graphique 1 de l'encadré). De même, les retombées positives de la diversification géographique sur les flux d'IED et les envois de fonds étaient attestées. Pendant la récente crise, dans les pays recevant des IED ou des envois de fonds en provenance d'autres partenaires du Sud les apports ont été plus stables (UNCTAD, 2010; World Bank, 2009). La plus grande diversification géographique due à la montée en puissance du Sud est donc bénéfique pour les PMA, et elle les a aidés à ne pas subir de plein fouet le ralentissement de l'activité économique de ces deux dernières années.

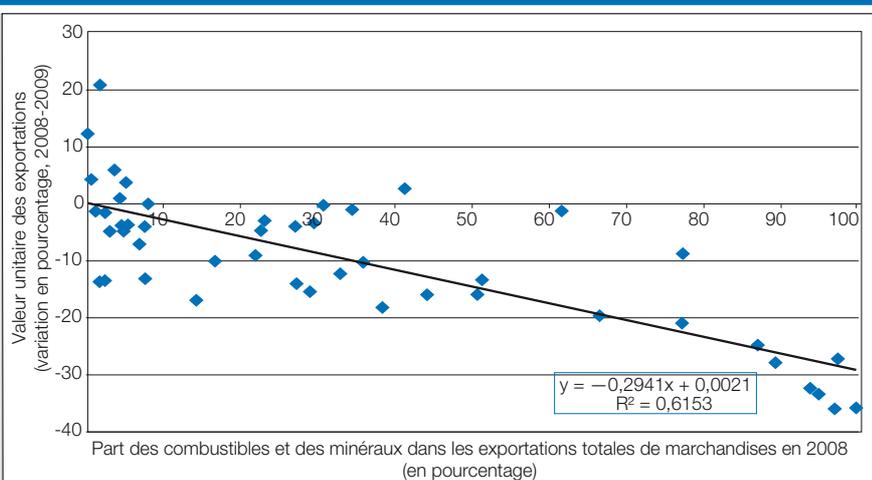
Graphique 1 de l'encadré. Le commerce Sud-Sud et le choc de 2009 pour les exportations des PMA



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

La répartition géographique des flux internationaux de commerce et d'investissement n'est toutefois qu'un aspect de la diversification; le même principe s'applique, *mutatis mutandis*, à sa répartition sectorielle. À cet égard, les données dont on dispose concernant l'impact de la crise récente sur l'économie des PMA illustrent les faiblesses structurelles de leurs schémas de spécialisation. En effet, les PMA, y compris de gros exportateurs de pétrole comme l'Angola ou le Soudan, ont été particulièrement exposés aux baisses des prix qui ont eu lieu en 2009 en raison de leur forte dépendance à l'égard du pétrole et des produits minéraux (graphique 2 de l'encadré)<sup>a</sup>. Là encore, la situation s'explique en grande partie par le plus ou moins fort repli des prix internationaux des produits de base, ceux des combustibles et des produits minéraux étant en chute libre pendant le premier semestre de 2009 alors que ceux d'autres produits de base connaissaient une baisse plus limitée (UNCTAD, 2010). Ainsi, en général, une structure des exportations hautement concentrée entraîne un risque relativement plus élevé de mouvements de prix défavorables. C'est particulièrement vrai des produits primaires, caractérisés par une instabilité des prix et une rigidité à court terme de l'offre et de la demande.

Graphique 2 de l'encadré. La dépendance à l'égard du pétrole et des produits minéraux et le choc de 2009 pour les exportations des PMA



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

<sup>a</sup> Dans tous les PMA, il existait une corrélation négative entre la variation en pourcentage du prix unitaire des exportations pendant la période 2008-2009 et la part des combustibles et des minéraux dans le total des exportations, corrélation statistiquement significative avec un intervalle de confiance de 99 %.

En outre, le taux de croissance par habitant a été négatif dans 18 PMA en 2009. La timide reprise qui s'est ensuivie en 2010 n'a été que de courte durée pour neuf d'entre eux, dont les performances économiques, par habitant, ont été moins bonnes cette année-là. Enfin, six PMA ont vu leur croissance économique, par habitant, reculer pendant deux années de suite, en 2009 et 2010.

Selon le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés* (UNCTAD, 2010), la relative résistance des PMA face à la récession mondiale est surtout due à des facteurs qui leur ont permis d'en compenser les effets, tels que de fortes entrées de flux financiers publics provenant des institutions financières internationales, le comportement anticyclique des envois de fonds des travailleurs, la politique budgétaire anticyclique menée dans certains pays et la rapide remontée des cours des produits de base au second semestre de 2009. Il faut ajouter à cela l'état de relatif sous-développement des systèmes financiers des PMA qui les a protégés de la contagion financière, les principales voies de transmission de la crise ayant été pour eux le commerce (la valeur des exportations de marchandises a diminué de 28 % en 2009) et l'investissement (les entrées d'investissements étrangers directs (IED) dans les PMA ont chuté de 20 % en 2009).

Compte tenu des difficultés économiques persistantes que connaissent les pays avancés (analysées de façon plus détaillée à la section C du présent chapitre), la question se pose de savoir sur quelle croissance économique tabler à court et à moyen terme. Les prévisions du FMI (IMF, 2011) dont on dispose laissent augurer un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale par rapport à la décennie précédente, avec des conséquences évidentes pour les PMA étant donné le caractère ouvert de leur économie et le fait qu'ils comptent sur une croissance tirée par les exportations.

Les projections du FMI concernant les PMA indiquent que les taux de croissance du PIB réel pour la période comprise entre 2009 et 2016 seraient de 5,8 % environ en moyenne, ce qui est inférieur de plus d'un point de pourcentage au taux enregistré entre 2001 et 2008. Bien que l'on ne puisse parler de croissance anémique, celle-ci est toutefois plus lente qu'au cours de la précédente période d'expansion; elle est aussi inférieure à l'objectif de 7 % de croissance annuelle fixé dans le Programme d'action d'Istanbul (graphique 1). En outre, étant donné les vents contraires que l'économie mondiale a dû affronter pendant toute l'année 2011 et les difficultés à trouver des solutions à divers problèmes macroéconomiques à l'échelle mondiale, régionale et nationale – déséquilibres planétaires, crise de la dette souveraine ou réglementation du secteur financier –, les prévisions du FMI refléteraient en fait le cas de figure le plus favorable.

Quoi qu'il en soit, et même dans ce cas de figure, aucun des groupes de PMA ne pourra atteindre l'objectif de croissance visé au cours des cinq prochaines années. Les prévisions de taux de croissance de 5,8 % pour les PMA africains signifieraient un recul de plus d'un point et demi de pourcentage par rapport à la moyenne des huit années précédentes, qui était de 7,4 %. Si les PMA asiatiques risquent également de connaître un ralentissement de croissance entre 2009 et 2016 par rapport à la période précédente (avec respectivement 5,9 % et 6,8 %), le recul n'est pas aussi marqué que chez leurs homologues africains. Le dynamisme économique de la région, déjà souligné comme étant le principal moteur de la reprise dans les PMA asiatiques en 2010 et 2011, devrait continuer à exercer une influence positive sur leurs perspectives à moyen terme.

La forte instabilité de la croissance économique est une caractéristique constante des PMA, dont les taux de croissance, dans les années 1980 et 1990, ont été maintes fois plus instables que ceux des pays développés. Parmi ces pays, ce sont les PMA insulaires qui sont les plus vulnérables aux chocs venant de l'économie mondiale et aux catastrophes naturelles. L'extrême instabilité de la croissance économique de ces pays et leur vulnérabilité viennent de la spécialisation et de l'étroitesse de leur structure économique, ce qui leur vaut d'avoir les taux de croissance les plus fluctuants. Le creux de 2005 était dû au tsunami qui a ravagé l'océan Indien en décembre 2004. Le pic de 2006 (taux de croissance supérieur à 9 %) était dû aux efforts de reconstruction. Cependant, la croissance de ces pays a de nouveau été mise à mal en 2009 par la récession

---

*Même si les PMA, en tant que groupe, n'ont pas connu de contraction de leur activité économique pendant la récession mondiale, un sur cinq d'entre eux est bel et bien entré en récession. En outre, le taux de croissance par habitant a été négatif dans 18 PMA en 2009.*

---



---

*Les projections du FMI concernant les PMA indiquent que les taux de croissance du PIB réel pour la période comprise entre 2009 et 2016 seraient de 5,8 % environ en moyenne. Ce chiffre est inférieur à celui enregistré au cours de la précédente période d'expansion, et aussi à l'objectif de 7 % de croissance annuelle fixé dans le Programme d'action d'Istanbul.*

---

**Tableau 2. Taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant des PMA, et prévisions jusqu'en 2016**  
(Taux de croissance annuels moyens, en pourcentage)

	PIB réel						PIB réel par habitant					
	2008	2009	2010	2011	2001-2008	2009-2016	2008	2009	2010	2011	2001-2008	2009-2016
Angola	13,8	2,4	3,4	3,7	15,5	6,6	10,9	-0,2	0,4	0,7	12,3	3,5
Bangladesh	6,0	5,9	6,4	6,3	6,1	6,6	4,5	4,5	4,9	4,9	4,4	5,1
Bénin	5,0	2,7	2,6	3,8	3,8	4,4	2,2	-0,1	-0,2	0,9	0,7	1,6
Bouthan	4,7	6,7	8,3	8,1	8,5	8,9	3,0	5,2	7,1	7,0	5,8	7,7
Burkina Faso	5,2	3,2	7,9	4,9	5,8	6,1	2,8	0,8	5,5	2,5	3,1	3,7
Burundi	4,5	3,5	3,9	4,2	3,0	4,8	2,5	1,4	1,8	2,2	0,7	2,7
Cambodge	6,7	-2,0	6,0	6,7	10,1	7,0	5,6	-2,9	5,0	5,6	8,8	5,9
Comores	1,0	1,8	2,1	2,2	1,8	3,5	-1,1	-0,2	0,0	0,1	-0,3	1,4
Djibouti	5,8	5,0	3,5	4,8	3,9	5,3	3,3	2,4	1,0	2,2	1,8	2,8
Érythrée	-9,8	3,9	2,2	8,2	-0,2	4,2	-12,6	0,7	-0,9	4,9	-3,9	1,2
Éthiopie	11,2	10,0	8,0	7,5	8,9	6,5	8,3	7,2	5,5	5,0	6,1	4,1
Gambie	6,3	6,7	6,1	5,5	3,9	5,6	2,7	3,1	2,6	2,0	0,6	2,1
Guinée	4,9	-0,3	1,9	4,0	2,6	4,7	2,6	-2,7	-0,5	1,4	0,6	2,1
Guinée équatoriale	10,7	5,7	-0,8	7,1	15,9	2,8	7,6	2,8	-3,6	4,1	12,6	-0,1
Guinée-Bissau	3,2	3,0	3,5	4,8	2,4	4,6	1,0	0,7	1,3	2,5	0,0	2,4
Haïti	0,8	2,9	-5,4	6,1	0,7	5,5	-0,8	1,2	-4,8	4,5	-0,9	4,1
Îles Salomon	7,3	-1,2	6,5	5,6	5,9	5,8	5,0	-3,5	4,1	3,1	3,7	3,4
Kiribati	-0,7	-0,7	1,4	3,4	2,3	2,5	-2,7	-3,6	-0,6	1,5	0,3	0,8
Lesotho	4,3	3,1	3,6	5,2	3,5	4,9	2,4	1,3	1,8	3,3	1,6	3,0
Libéria	7,2	4,5	5,6	7,0	-0,4	7,5	2,0	-0,3	1,3	3,2	-3,3	4,2
Madagascar	7,1	-3,7	0,6	1,0	4,4	4,0	4,3	-6,2	-2,0	-1,6	1,6	1,5
Malawi	8,3	9,0	6,5	4,6	4,8	4,2	5,4	6,0	3,5	1,7	2,2	1,3
Maldives	10,9	-7,5	7,1	6,5	8,5	4,5	9,1	-8,9	5,4	4,8	6,7	2,8
Mali	5,0	4,5	5,8	5,3	5,0	5,3	2,5	2,0	2,8	2,2	2,5	2,3
Mauritanie	3,5	-1,2	5,2	5,1	5,3	5,7	1,1	-3,5	2,7	2,6	2,8	3,2
Mozambique	6,8	6,3	6,8	7,2	7,9	7,6	4,7	4,2	4,7	5,1	5,8	5,5
Myanmar	3,6	5,1	5,5	5,5	12,3	5,6	1,6	3,1	3,4	3,5	9,9	3,5
Népal	6,1	4,4	4,6	3,5	3,7	3,8	5,1	3,4	3,5	2,5	2,2	2,8
Niger	9,6	-0,9	8,0	5,5	5,1	7,5	6,3	-3,9	4,7	2,3	2,0	4,3
Ouganda	8,7	7,2	5,2	6,4	7,9	6,5	5,2	3,5	1,5	2,7	4,5	2,8
République centrafricaine	2,0	1,7	3,3	4,1	0,9	5,1	0,0	-1,9	0,8	1,5	-1,1	2,5
Rép. dém. du Congo	6,2	2,8	7,2	6,5	6,2	6,6	3,1	-0,2	4,1	3,4	3,1	3,5
Rép. dém. populaire lao	7,8	7,6	7,9	8,3	7,3	7,8	5,8	5,6	6,0	6,3	5,5	5,8
Rép.-Unie de Tanzanie	7,3	6,7	6,4	6,1	7,2	6,8	5,2	4,6	4,4	4,0	5,1	4,8
Rwanda	11,2	4,1	7,5	7,0	7,9	6,9	8,9	2,0	5,3	4,8	5,9	4,7
Samoa	4,9	-5,1	-0,2	2,0	4,2	2,1	4,3	-5,1	-0,7	1,4	3,9	1,8
Sao Tomé-et-Principe	5,8	4,0	4,5	5,0	6,5	8,7	3,8	2,1	3,2	2,5	4,9	6,6
Sénégal	3,2	2,2	4,2	4,0	4,5	4,8	0,8	-0,2	1,8	1,6	2,1	2,3
Sierra Leone	5,5	3,2	5,0	5,1	8,9	12,7	2,9	0,7	2,3	2,4	5,1	9,8
Soudan	3,7	4,6	6,5	-0,2	7,1	2,9	1,1	1,9	3,8	-2,6	4,4	0,5
Tchad	1,7	-1,2	13,0	2,5	9,9	4,6	-0,8	-3,6	10,3	0,0	6,2	2,0
Timor-Leste	10,9	12,9	6,0	7,4	3,2	8,5	8,3	10,2	3,4	5,0	0,6	5,9
Togo	2,4	3,2	3,7	3,8	2,5	4,4	-0,1	0,7	1,1	1,3	-0,1	1,8
Tuvalu	6,5	0,0	0,0	0,0	0,9	1,0	6,2	-0,2	-0,2	-0,2	0,4	0,7
Vanuatu	6,2	3,5	2,2	3,8	4,7	3,9	3,9	1,2	0,1	1,2	2,3	1,5
Yémen	3,6	3,9	8,0	-2,5	4,0	2,5	0,5	0,8	4,9	-5,3	0,8	-0,5
Zambie	5,7	6,4	7,6	6,7	5,5	7,4	3,1	3,8	5,0	4,1	3,0	4,8
<b>Ensemble des PMA</b>	<b>6,5</b>	<b>4,6</b>	<b>5,7</b>	<b>4,9</b>	<b>7,1</b>	<b>5,8</b>	<b>4,1</b>	<b>2,3</b>	<b>3,4</b>	<b>2,6</b>	<b>4,4</b>	<b>3,5</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	7,3	4,5	5,2	4,7	7,4	5,8	4,6	1,8	2,6	2,1	4,6	3,1
<i>PMA asiatiques</i>	5,4	5,1	6,3	5,2	6,8	5,9	3,5	3,3	4,5	3,4	4,1	4,1
<i>PMA insulaires</i>	8,1	-1,9	5,1	5,4	5,9	5,0	5,9	-3,9	3,0	3,2	3,7	2,9

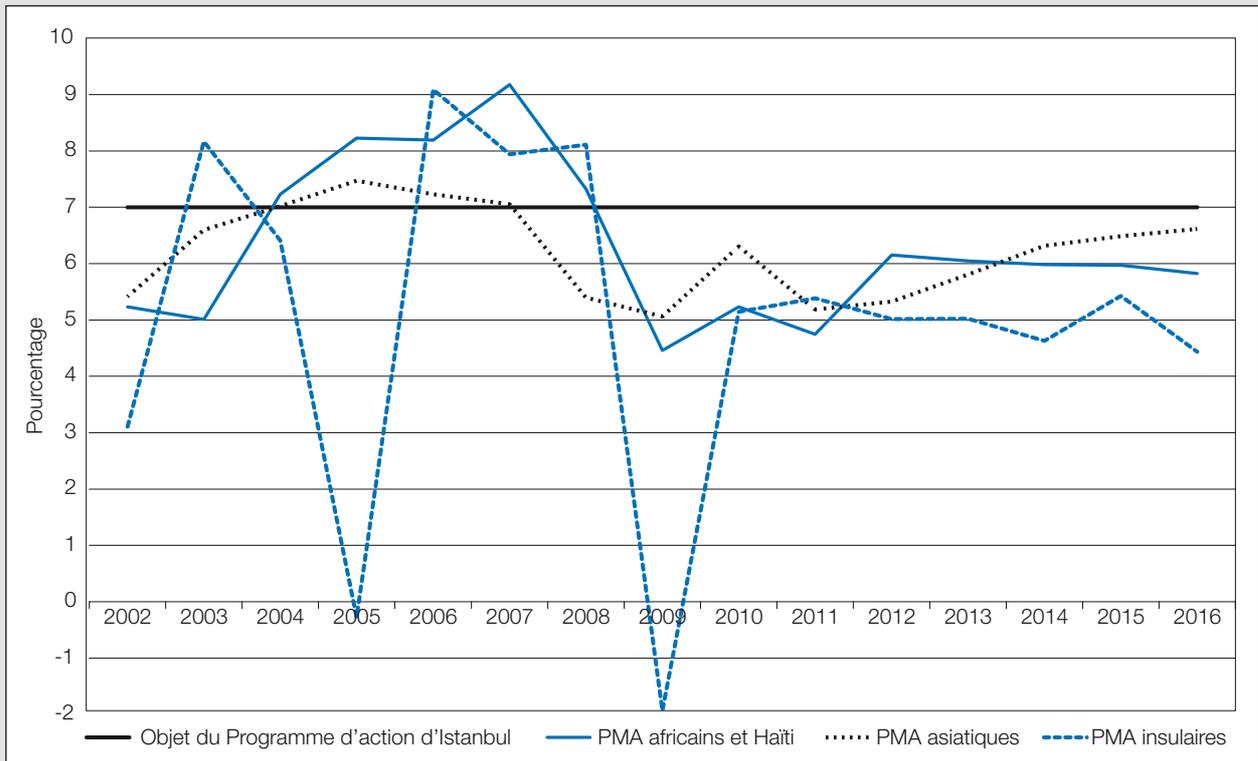
Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, à partir de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale du FMI*, septembre 2011.

Note: La croissance des PMA est calculée comme étant la moyenne pondérée de la croissance réelle de chaque pays (année de référence 2000).

Il n'existe pas de données pour l'Afghanistan et la Somalie.

Les données pour la période 2011-2016 sont des prévisions.

**Graphique 1. Croissance du PIB réel des PMA et prévisions à moyen terme par rapport à l'objectif de croissance fixé dans le Programme d'action d'Istanbul, 2002-2016**



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, à partir de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, septembre 2011.

Note: Les données pour la période 2011-2016 sont des prévisions.

mondiale. Comme leur économie dépend dans une large mesure des entrées de touristes en provenance des pays avancés, elle devrait être plus touchée par la morosité économique persistante dans ces derniers. Les PMA insulaires risquent donc d'être loin d'atteindre, à brève échéance, un objectif de taux de croissance de 7 %. Enfin, il ressort des prévisions par pays que seuls 10 PMA sur 48 devraient connaître une croissance assez rapide pour atteindre l'objectif fixé dans le Programme d'action d'Istanbul.

Étant donné l'accent mis, dans le Programme d'action d'Istanbul, sur la sortie des PMA de cette catégorie, il importe d'étudier les perspectives de ces pays à moyen terme et leurs possibilités de répondre aux critères de reclassement pendant la décennie en cours. La catégorie des PMA est constituée par un groupe de pays défini par l'Organisation des Nations Unies en fonction de trois critères: a) le revenu; b) le capital humain et c) la vulnérabilité économique. Chaque pays doit avoir atteint le seuil défini pour au moins deux critères pour sortir de la catégorie des PMA. La décision est prise par le Conseil économique et social de l'ONU à la lumière des recommandations du Comité des politiques de développement.

Le seuil de revenu retenu pour sortir de la catégorie des PMA se fonde sur le revenu national brut (RNB) par habitant (moyenne sur trois ans); lors de l'examen de la liste des PMA de 2009, il a été fixé à 1 086 dollars. Si l'on ne tient compte que du critère du seuil de revenu, les pays se répartissent en trois groupes (tableau 3). À l'heure actuelle, 11 PMA ont déjà atteint ce seuil<sup>1</sup>. Ce premier groupe de pays devrait s'efforcer, pendant la décennie actuelle, de remplir au moins un critère de plus. Il est encourageant de constater que la probabilité de voir ces 11 pays satisfaire aux critères requis pour être retirés de la liste des PMA avant la fin de la décennie en cours est relativement élevée.

Le deuxième groupe rassemble sept pays<sup>2</sup> susceptibles d'atteindre le seuil de revenu fixé pour être retiré de la liste des PMA d'ici à 2020. Selon l'hypothèse retenue dans le tableau 3 pour estimer le nombre d'années nécessaire pour atteindre cet objectif, le taux de croissance annuel moyen par habitant prévu par

---

*Il ressort des prévisions du FMI concernant les taux de croissance à moyen terme que seuls 10 PMA sur 48 devraient connaître une croissance assez rapide pour atteindre l'objectif fixé.*

---

**Tableau 3. Estimation du nombre d'années nécessaire pour atteindre le seuil requis, exprimé en RNB, pour sortir de la catégorie des PMA, par pays**

	RNB par habitant <sup>a</sup>	Taux de croissance annuel moyen <sup>b</sup>	Nombre d'années <sup>c</sup>
	2010	2010-2016	
<b>Pays ayant atteint le seuil de revenu</b>			
Guinée équatoriale	14 680	-0,2	Atteint
Angola	3 960	3,9	Atteint
Samoa	2 930	2,0	Atteint
Vanuatu	2 760	1,7	Atteint
Tuvalu	2 749	0,9	Atteint
Timor-Leste	2 220	6,2	Atteint
Kiribati	2 010	0,9	Atteint
Bouthan	1 920	7,9	Atteint
Djibouti	1 280	3,0	Atteint
Soudan	1 270	0,5	Atteint
Sao Tomé-et-Principe	1 200	7,4	Atteint
<b>Pays qui devraient atteindre le seuil de revenu (1 086 dollars) d'ici à 2020<sup>d</sup></b>			
Lesotho	1 080	3,1	0,2
Zambie	1 070	4,8	0,3
Mauritanie	1 060	3,3	0,7
Rép. dém. populaire lao	1 000	5,7	1,4
Sénégal	1 050	2,5	1,4
Îles Salomon	1 030	3,3	1,6
Cambodge	760	6,1	5,9
<b>Pays qui devraient atteindre le seuil de revenu à plus long terme<sup>d</sup></b>			
Bangladesh	640	5,2	10,2
Haïti	650	4,9	10,4
Sierra Leone	340	9,8	11,8
Rép.-Unie de Tanzanie	530	4,9	14,6
Rwanda	540	4,6	15,2
Mozambique	440	5,6	16,1
Comores	820	1,6	17,9
Burkina Faso	550	3,6	18,8
Bénin	750	1,8	20,1
Niger	360	4,2	26,4
Ouganda	490	3,0	26,9
Éthiopie	380	3,9	27,0
Mali	600	2,2	27,0
Guinée-Bissau	540	2,4	28,5
Népal	490	2,8	28,8
Myanmar	380	3,5	29,8
République centrafricaine	460	2,8	31,1
Libéria	190	4,4	39,2
Guinée	380	2,5	41,8
Gambie	440	2,0	45,1
Madagascar	440	2,0	45,3
Togo	440	1,9	46,5
Tchad	600	1,3	46,8
Rép. dém. du Congo	180	3,4	52,9
Burundi	160	2,8	67,6
Érythrée	340	1,1	102,4
Malawi	330	1,1	112,1
Yémen	1 060	-0,6	..
Afghanistan <sup>e</sup>	457	..	..
Somalie <sup>e</sup>	211	..	..

<sup>a</sup> RNB par habitant, méthode Atlas (en dollars courants), Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, août 2011, sauf pour l'Afghanistan, Haïti, le Myanmar, la Somalie et Tuvalu, RNB par habitant en dollars courants, UNData, 2009.

<sup>b</sup> RNB par habitant, méthode Atlas (en dollars courants), Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, août 2011, sauf pour l'Afghanistan, Haïti, le Myanmar, la Somalie et Tuvalu, RNB par habitant en dollars courants, UNData, 2009.

<sup>c</sup> Le nombre d'années a été estimé à l'aide de la formule  $\text{revenu}(1\ 086)\text{-revenu(RNB par habitant } 2010)/(\text{taux de croissance du PIB par habitant } 2010\text{-}2016)$ .

<sup>d</sup> En supposant que les PMA connaîtront le même taux de croissance annuel moyen que ce qui a été prévu pour la période 2010-2016 et que toutes les autres variables demeurent constantes.

<sup>e</sup> Il n'existe pas de prévisions pour l'Afghanistan et la Somalie.

le FMI pour la période 2010-2016 serait représentatif de leur taux de croissance durant toute la décennie actuelle. Ces sept pays devant aussi remplir au moins un critère de plus pour sortir de la liste des PMA, la probabilité qu'ils y parviennent au cours des dix prochaines années est plus faible que pour le premier groupe.

Le troisième groupe de pays, composé de 30 PMA<sup>3</sup>, devrait atteindre le seuil de revenu fixé pour sortir de la liste des PMA à plus long terme. Là encore, on pose le postulat que le taux de croissance par habitant entre 2010 et 2016 sera représentatif du taux de croissance de ces pays à long terme. Ce qui prédomine, dans cette hypothèse, c'est une grande hétérogénéité entre les PMA: ainsi, le Bangladesh, par exemple, aurait besoin de 10,2 ans pour atteindre le seuil de revenu requis alors que d'autres pays auraient besoin de plus de cent ans pour y parvenir. La probabilité que ces pays atteignent le seuil fixé pour satisfaire à au moins deux critères d'ici à 2020 est donc faible. En l'absence de prévisions du FMI pour l'Afghanistan et la Somalie, il n'a pas été possible d'estimer le nombre d'années qui leur serait nécessaire pour atteindre le seuil de revenu fixé pour sortir de la catégorie des PMA.

Ainsi, avec une croissance plus lente, en moyenne, que dans les années 2000, il devrait être plus difficile aux PMA d'atteindre le seuil de revenu fixé pour sortir de cette catégorie au cours des années 2010. En outre, si les perspectives continuent de s'assombrir, la probabilité de remplir les critères fixés pour ce faire se réduit fortement.

Les deux autres critères pour sortir de la catégorie des PMA sont le capital humain et la vulnérabilité économique. Dans le premier intervient un indice composite (l'indice du capital humain) basé sur les indicateurs suivants: a) nutrition (le pourcentage de la population qui est sous-alimentée); b) santé (le taux de mortalité infantile); c) scolarisation (le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire); et d) alphabétisation (le taux d'alphabétisation des adultes). Dans le critère de la vulnérabilité économique intervient un indice composite (l'indice de vulnérabilité économique) basé sur les indicateurs suivants: a) chocs naturels (l'indice d'instabilité de la production agricole, et la part de population déplacée à la suite de catastrophes naturelles); b) chocs commerciaux (l'indice d'instabilité des exportations de biens et services); c) exposition aux chocs (la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB, et l'indice de concentration des exportations de marchandises); d) petite taille économique (la taille de la population en logarithme); et e) éloignement économique (l'indice d'éloignement).

L'indice du capital humain ressemble à bien des égards aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Si l'on s'en tient à l'évaluation (UNCTAD, 2010) des progrès accomplis par les PMA sur la voie des OMD, la plupart de ces pays risquent de ne pas atteindre la majorité des objectifs. On peut donc en conclure qu'il est peu probable que le rythme auquel la plupart des PMA s'acheminent vers la sortie de cette catégorie, mesuré à l'aune de l'indice du capital humain, s'accélère au cours de la décennie actuelle. L'indice de vulnérabilité économique dépend d'un certain nombre d'indicateurs qu'il est difficile, voire impossible, de modifier, comme l'éloignement économique, par exemple. Et surtout, les indicateurs susceptibles d'être modifiés (la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB ou l'indice de concentration des exportations de marchandises, par exemple) soit stagnent (pour le premier) soit sont en recul (pour le second). Ainsi, l'indice de concentration des PMA est passé de 0,23 en 1995 à 0,54 en 2008. Dans ces circonstances, les progrès réalisés tant du point de vue de l'indice du capital humain que de celui de l'indice de vulnérabilité économique risquent d'être lents si les tendances récemment enregistrées se confirment.

---

*Il est encourageant de constater que la probabilité de voir 11 PMA satisfaire aux critères requis pour être retirés de la liste des PMA avant la fin de la décennie en cours est élevée.*

---



---

*Trente PMA n'ont que peu de chances de remplir les critères fixés pour sortir de cette catégorie d'ici à 2020.*

---



---

*Avec une croissance plus lente, en moyenne, que dans les années 2000, il devrait être plus difficile aux PMA d'atteindre le seuil de revenu fixé pour sortir de cette catégorie au cours des années 2010. En outre, les progrès réalisés tant du point de vue de l'indice du capital humain que de celui de l'indice de vulnérabilité économique risquent d'être lents si les tendances récemment enregistrées se confirment.*

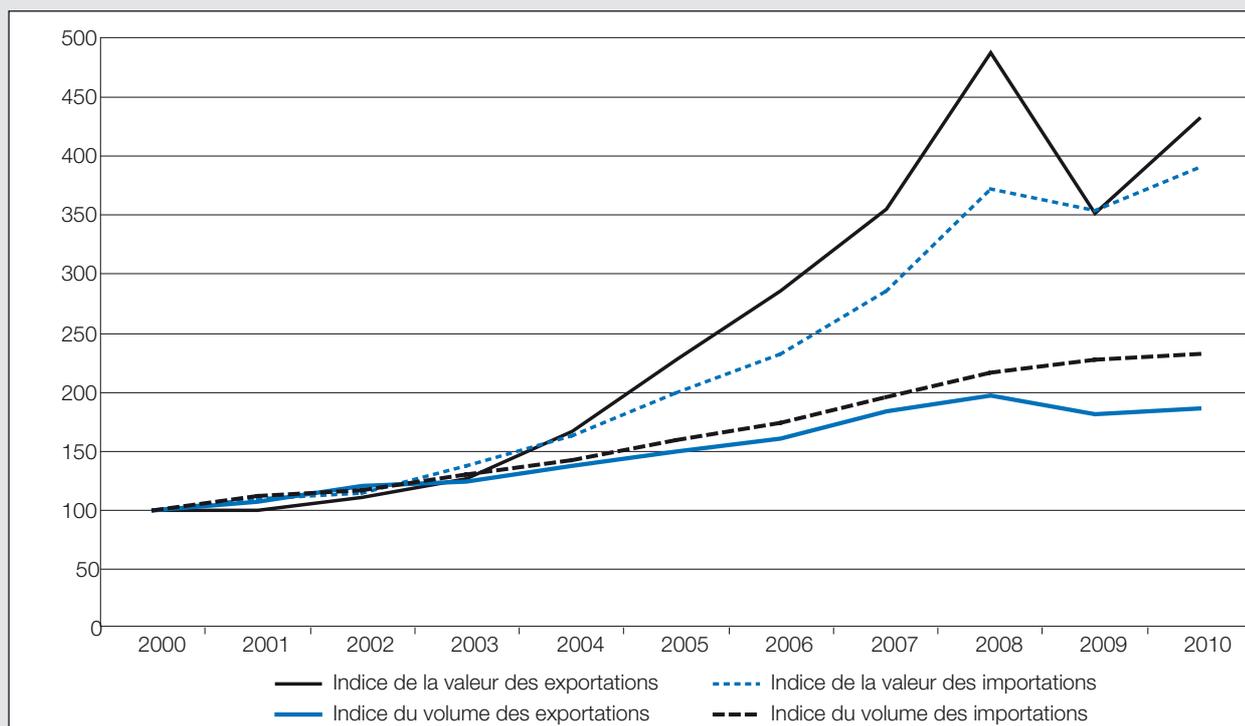
---

## 2. TENDANCES DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'expansion économique qu'ont connue les PMA dans les années 2000 a été essentiellement tirée par les prix, puisque les cours des produits de base ont beaucoup augmenté. C'est ainsi que la valeur des exportations de marchandises

Graphique 2. Indices du commerce des marchandises des PMA, 2000-2010

(Indice 2000 = 100)



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED à partir de la base de données UNCTADstat, juillet 2011.

*Le commerce international a été la principale voie de transmission de la crise mondiale aux PMA.*

en provenance des PMA a quintuplé entre 2000 et 2008 (graphique 2). En revanche, dans le même temps, le volume exporté n'a affiché qu'une hausse de 97 %, ce qui montre à l'évidence que cette spectaculaire augmentation de la valeur des exportations était en grande partie due à l'effet-prix. Il importe de relever que les PMA ont une influence négligeable, voire nulle, sur les prix internationaux des produits de base. Cette réussite à l'exportation ne saurait donc être attribuée aux politiques nationales mises en place par les PMA, mais à une situation internationale sur laquelle ils n'ont aucune prise.

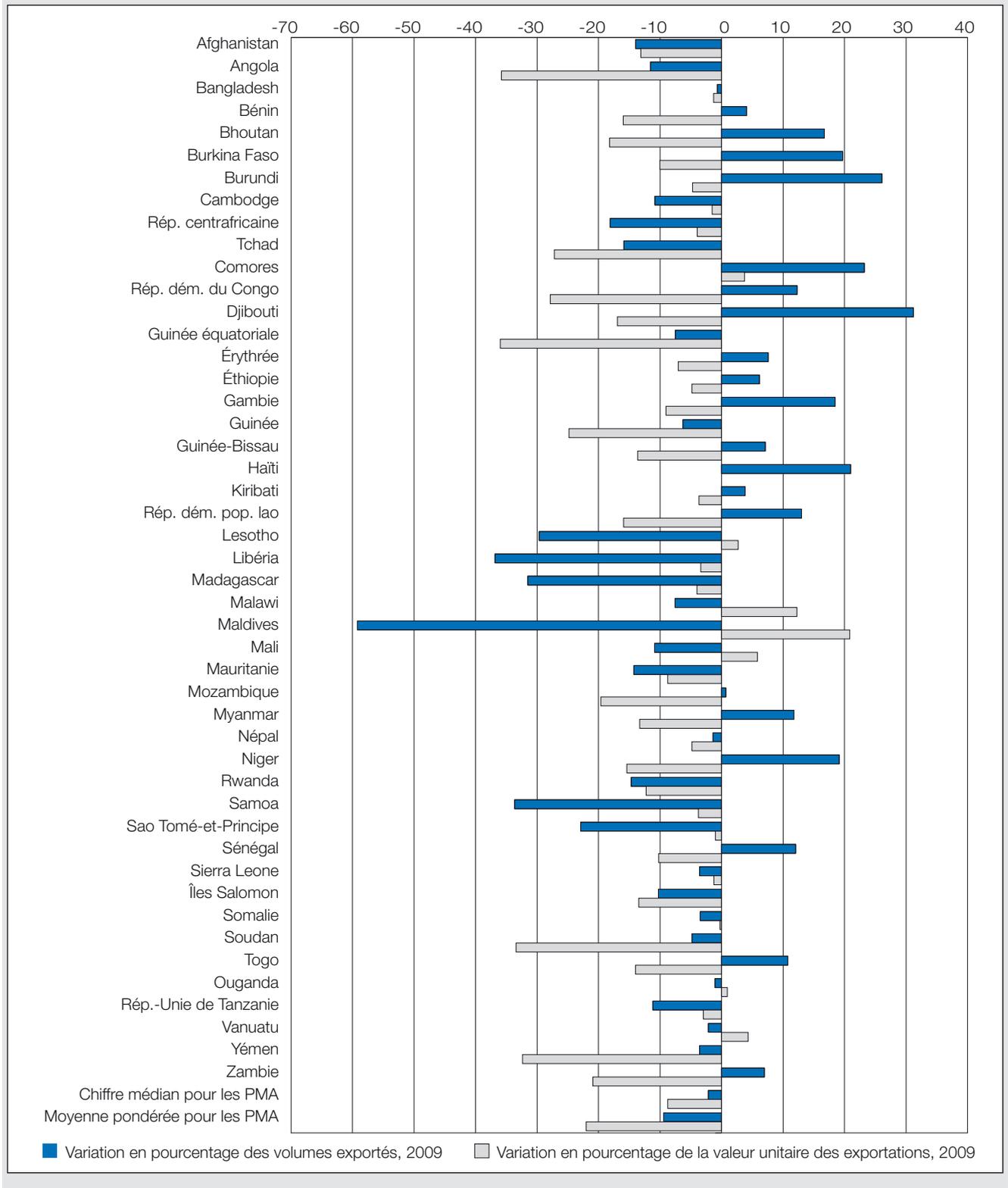
On constate une tendance analogue, bien que dans une moindre mesure, du côté des importations: la valeur des importations de marchandises a augmenté de 268 % entre 2000 et 2008, tandis que le volume des importations ne croissait que de 94 % au cours de la même période. Cela signifie que les marchandises importées par les PMA ont également connu des hausses de prix relativement fortes, ce qui a en partie neutralisé l'effet positif des hausses de prix à l'exportation.

Alors que le commerce international peut être un puissant moteur de croissance, il peut aussi aggraver la vulnérabilité économique des économies nationales. Les données reproduites dans le graphique 2 montrent un très net renversement de tendance des indices du commerce des marchandises des PMA en 2009: l'indice qui mesure la valeur des exportations est tombé de 488 en 2008 à 352 en 2009, ce qui a été très préjudiciable à la croissance de l'économie des PMA. De fait, le commerce international a été la principale voie de transmission de la crise mondiale à ces pays.

*En ce qui concerne le commerce des PMA, la conséquence la plus frappante de la récession mondiale est le fait que les exportations de biens, en 2010, étaient encore inférieures à leur niveau de 2008.*

En ce qui concerne le commerce des PMA, la conséquence la plus frappante de la récession mondiale est le fait que les exportations de biens, en 2010, étaient encore inférieures à leur niveau de 2008. La valeur des exportations de marchandises des PMA en tant que groupe a chuté de près de 28 % en 2009 sous l'influence du ralentissement des exportations en provenance des PMA africains (-33,6 %). Ce phénomène était principalement dû à l'effet-prix provoqué par la chute spectaculaire des prix des produits primaires. En revanche, les répercussions sur les volumes exportés ont été moindres et très disparates d'un pays à l'autre (graphique 3).

Graphique 3. Choc à l'exportation: effet-volume et effet-prix, 2009



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED à partir de la base de données UNCTADstat, avril 2011.

La remontée de la valeur des exportations pour l'ensemble des PMA, en 2010, a été importante (22,6 %) mais pas assez forte pour retrouver le niveau d'avant la crise. Considérée par groupe de pays, l'évolution fait apparaître un résultat analogue à celui observé pour la croissance économique. Les exportations de marchandises des PMA africains ont chuté beaucoup plus nettement que celles des PMA asiatiques en 2009, et la reprise qui a suivi a aussi été beaucoup

*Les exportations de marchandises des PMA africains ont chuté beaucoup plus nettement que celles des PMA asiatiques en 2009, et la reprise qui a suivi a aussi été beaucoup moins affirmée chez les premiers. La plus grande diversification de la gamme des exportations des PMA asiatiques a aidé ces pays à beaucoup mieux supporter la crise.*

moins affirmée chez les premiers. Malgré une hausse de 20,2 % en 2010, les exportations de marchandises des PMA africains étaient encore bien inférieures à leur niveau de 2008. En revanche, les exportations de marchandises des PMA asiatiques n'ont reculé que de 6,9 % en 2009 et ont connu une croissance impressionnante – de 29 % – en 2010. Ces différences de résultat, aussi bien pendant qu'après la récession mondiale, indiquent une forte dissimilitude entre les deux groupes de PMA, comme c'était le cas pour la croissance économique. La plus grande diversification de la gamme des exportations des PMA asiatiques a aidé ces pays à beaucoup mieux supporter la crise.

La valeur des importations de marchandises, quant à elle, a beaucoup moins souffert en 2009 que celle des exportations. En baisse de 5,2 % seulement, ce chiffre illustre la dépendance de l'économie des PMA à l'égard des importations. La croissance de la valeur des importations a repris en 2010 (10,3 %) et dépassé le niveau de 2008. Les importations de marchandises ont été particulièrement dynamiques dans les PMA asiatiques et insulaires en 2010 (en hausse respectivement de 21 % et de 22,3 %), alors qu'elles étaient encore inférieures à leur niveau de 2008 dans les PMA africains.

Du coup, la balance du commerce des marchandises, excédentaire pendant la période 2006-2008, est devenue déficitaire en 2009 et 2010. En 2009, les PMA avaient une balance du commerce des marchandises déficitaire de 27,6 milliards de dollars, plus de la moitié de ce montant étant le fait des PMA asiatiques. Alors que les PMA africains avaient enregistré un déficit en 2009, leur balance du commerce des marchandises est redevenue excédentaire en 2010.

**Tableau 4. Exportations et importations de marchandises et de services dans les PMA, par groupes de pays, 2006-2010**  
(En millions de dollars)

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation en 2009 (en %)	Variation en 2010 (en %)
<b>Exportations de marchandises</b>							
Ensemble des PMA	103 486	128 499	176 715	127 416	156 253	-27,9	22,6
PMA africains et Haïti	73 717	95 801	138 288	91 845	110 404	-33,6	20,2
PMA asiatiques	29 276	32 120	37 711	35 092	45 269	-6,9	29,0
PMA insulaires	492	578	715	479	580	-33,0	21,1
<b>Importations de marchandises</b>							
Ensemble des PMA	101 702	125 400	163 500	155 016	170 961	-5,2	10,3
PMA africains et Haïti	63 707	79 682	106 880	101 647	106 371	-4,9	4,6
PMA asiatiques	35 997	43 361	53 653	50 969	61 654	-5,0	21,0
PMA insulaires	1 999	2 356	2 967	2 401	2 936	-19,1	22,3
<b>Balance du commerce des marchandises</b>							
Ensemble des PMA	1 784	3 099	13 215	-27 600	-14 707	-308,9	46,7
PMA africains et Haïti	10 011	16 119	31 408	-9 802	4 033	-131,2	141,2
PMA asiatiques	-6 721	-11 242	-15 942	-15 876	-16 385	0,4	-3,2
PMA insulaires	-1 506	-1 778	-2 251	-1 922	-2 356	14,6	-22,6
<b>Exportations de services</b>							
Ensemble des PMA	13 929	17 019	21 233	20 320	23 462	-4,3	15,5
PMA africains et Haïti	8 697	10 679	13 330	12 515	14 655	-6,1	17,1
PMA asiatiques	4 250	5 174	6 622	6 501	7 348	-1,8	13,0
PMA insulaires	982	1 166	1 281	1 304	1 459	1,8	11,9
<b>Importations de services</b>							
Ensemble des PMA	33 791	44 746	60 678	55 585	63 567	-8,4	14,4
PMA africains et Haïti	26 202	36 057	50 047	45 402	51 509	-9,3	13,5
PMA asiatiques	6 825	7 721	9 335	8 909	10 706	-4,6	20,2
PMA insulaires	764	968	1 296	1 274	1 352	-1,7	6,1
<b>Balance du commerce des services (exportations nettes de services)</b>							
Ensemble des PMA	-19 862	-27 727	-39 445	-35 265	-40 105	10,6	-13,7
PMA africains et Haïti	-17 504	-25 378	-36 717	-32 888	-36 854	10,4	-12,1
PMA asiatiques	-2 575	-2 547	-2 713	-2 408	-3 359	11,3	-39,5
PMA insulaires	218	198	-15	30	108	303,9	254,3

Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED d'après la base de données UNCTADstat.

La balance des marchandises des PMA insulaires est restée déficitaire pendant toute la période.

Le commerce des services des PMA a moins souffert que celui des biens, surtout parce qu'il n'y a pas eu de mouvements de prix aussi marqués que pour les produits de base. Les baisses enregistrées en 2009 étaient inférieures à 10 % et les exportations comme les importations, en 2010, ont dépassé le pic de 2008. En effet, le rebond des exportations et des importations de services en 2010 a été supérieur à 10 %, sauf pour les PMA insulaires. La balance du commerce des services dans tous les groupes de PMA reste toutefois négative et le déficit se creuse.

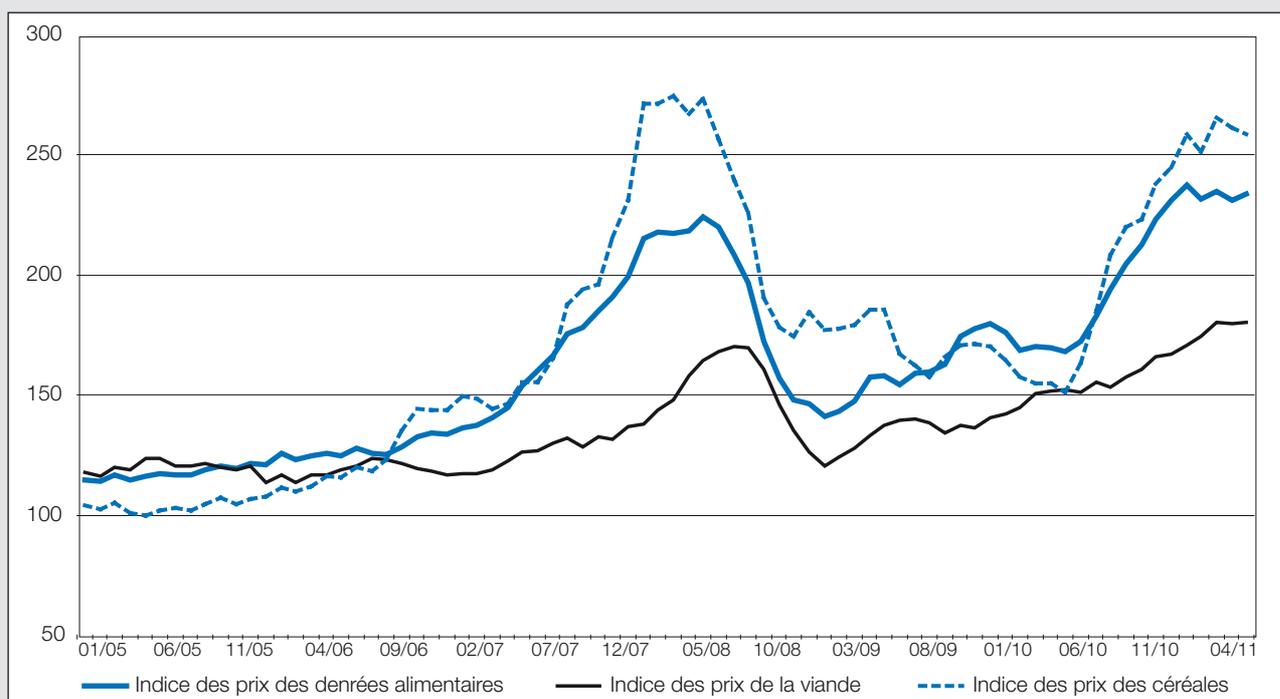
S'agissant du commerce international, une autre caractéristique de l'économie mondiale, ces deux dernières années, a été la forte hausse des prix des combustibles et des denrées alimentaires. Le rebond des cours internationaux des produits de base, entamé dès le second semestre de 2009, a été étonnamment fort. Les cours du pétrole, par exemple, sont passés d'un creux d'environ 35 dollars en mars 2009 à un pic de 114 dollars en mars 2011. Cela ne peut qu'aider les PMA exportateurs nets de pétrole et, de fait, cet effet-prix confère des avantages extraordinaires aux six PMA en question. Par contre, cela n'augure rien de bon pour les autres PMA avec une économie fortement tributaire des importations de denrées alimentaires et de combustible et ayant déjà connu en 2007 et en 2008 une crise due à la flambée des prix internationaux.

Les perspectives en matière de sécurité alimentaire ont recommencé à s'assombrir au second semestre de 2010, avec de fortes hausses des prix des denrées alimentaires (graphique 4). Selon Ortiz, Chai et Cummins (2011), les prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur de 58 pays en développement étaient en moyenne supérieurs de 55 %, en novembre 2010, à leur niveau de mai 2007. Les ménages pauvres ayant été durement frappés par l'envolée des prix des denrées alimentaires depuis plusieurs années, ils sont à bout de ressources. Par conséquent, toute hausse des prix, même modeste, pouvait être pour eux synonyme de grande détresse. Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2011), le nombre des personnes souffrant de la faim et de malnutrition dans le monde a atteint le

*La diminution de la valeur des importations de marchandises, en 2009, a été beaucoup moins forte que celle des exportations. Du coup, la balance du commerce des marchandises, excédentaire pendant la période 2006-2008, est devenue déficitaire en 2009 et 2010.*

*Les perspectives en matière de sécurité alimentaire ont recommencé à s'assombrir au second semestre de 2010, avec de fortes hausses des prix des denrées alimentaires.*

**Graphique 4. Indices des prix des denrées alimentaires, de la viande et des céréales, janvier 2005-juin 2011**  
(Indice 2002-2004 = 100)



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, d'après l'Indice FAO des prix des produits alimentaires, juillet 2011.

**Tableau 5. Indices des prix de certains produits primaires importants pour les PMA, différentes années**  
(Indice 2000 = 100)

	2005	2008	2009	2010	2011 Q1	Standard deviation, 2005–2011Q1	Percentage change, 2005–2011Q1
<b>Tous produits alimentaires</b>	<b>128</b>	<b>236</b>	<b>216</b>	<b>232</b>	<b>284</b>	<b>55</b>	<b>121,2</b>
Blé	133	288	197	204	292	59	119,6
Riz	141	344	289	256	257	78	82,3
Sucre	121	156	222	260	348	82	187,7
Farine de poisson	172	274	298	409	421	85	144,6
Café, arabicas	132	162	167	226	322	69	143,6
Café, robustas	120	254	179	187	262	50	117,6
Cacao en fèves	173	291	325	353	377	83	117,4
Thé	87	109	127	125	141	21	61,6
<b>Matières premières agricoles</b>	<b>129</b>	<b>198</b>	<b>163</b>	<b>219</b>	<b>315</b>	<b>63</b>	<b>143,4</b>
Tabac	93	120	142	109	147	20	57,5
Coton	92	121	106	175	350	93	282,3
Bois issus de non-conifères	117	154	154	161	159	16	35,3
<b>Minéraux, minerais et métaux</b>	<b>173</b>	<b>333<sup>a</sup></b>	<b>269<sup>a</sup></b>	<b>414<sup>a</sup></b>	<b>512<sup>a</sup></b>	<b>109</b>	<b>195,8</b>
Minerai de fer	226	494	643	1,178	1,436	478	535,8
Aluminium	123	166	107	140	161	25	31,7
Cuivre	203	384	283	416	532	104	162,3
Or	159	312	349	440	496	121	211,2
<i>Pour mémoire:</i>							
Pétrole brut	189	344	219	280	353	63	162,4
Indice de valeur unitaire des produits manufacturés exportés par les pays développés	119	139	132	134	142	8	18,9

Source: UNCTADstat, *Commodity Price Bulletin*; FMI, *Statistiques financières internationales*.

<sup>a</sup> Estimations

niveau sans précédent de plus d'un milliard en 2009. Compte tenu des hausses supplémentaires des prix des denrées alimentaires survenues en 2010 et 2011, le nombre des personnes ne mangeant pas à leur faim risque d'augmenter.

Si l'on compare les indices des prix de certains produits primaires importants pour les PMA, le plus frappant est la hausse généralisée des prix. Pour l'ensemble des denrées alimentaires, la hausse survenue entre 2000 et le premier trimestre de 2011 avoisine les 180 % (tableau 5) et les prix des matières premières agricoles ont augmenté dans une proportion encore plus forte. Quant aux minéraux, minerais et métaux, ils ont augmenté, dans le même temps, de plus de 270 %. Le cours du minerai de fer a plus que décuplé au cours de cette période, tandis que le cuivre, l'or et le pétrole brut ont vu leur prix presque quintupler.

Outre la hausse des prix des produits primaires, le problème des fluctuations des prix est également central. Une comparaison effectuée entre le premier trimestre de 2011 et la moyenne de 2010 fait apparaître d'importantes hausses des prix pour de nombreux produits de base en un laps de temps relativement court, la plus forte étant celle des cours du pétrole brut, en partie due à l'instabilité politique dont souffre la principale région de production du monde. Un autre exemple est le prix du coton, dont l'indice est passé d'une moyenne de 175 en 2010 à 350 au cours du premier trimestre de 2011. Par contre, il a connu un net recul en juin et en juillet (-38 % sur un peu plus d'un mois), enregistrant une diminution de 53 % par rapport à son cours plafond du début de mars 2011. Les deux dernières colonnes du tableau 5 semblent indiquer que ce phénomène de forte instabilité des prix des produits primaires s'est généralisé à l'ensemble de l'économie mondiale.

Compte tenu de la forte dépendance des PMA à l'égard des produits de base, que ce soit en tant qu'exportateurs nets ou qu'importateurs nets (essentiellement de combustibles et de produits alimentaires), leur économie ne peut que souffrir de cette récente instabilité des prix. Les PMA sont vulnérables aux fluctuations des prix des produits de base, qu'ils soient exportateurs nets ou importateurs nets.

*Si l'on compare les indices des prix de certains produits primaires importants pour les PMA, le plus frappant est la hausse généralisée des prix.*

L'effet global net des prix élevés des produits de base sur les PMA est difficile à évaluer mais il est, au mieux, ambigu. La CNUCED (UNCTAD, 2011a) a étudié l'effet des variations des prix des combustibles dans 33 PMA en comparant la moyenne de 2000-2002 à celle de 2007-2009. Le ratio de la valeur des importations de combustible par rapport au PIB des PMA importateurs de combustibles a augmenté dans 76 % de ces pays; il n'a diminué que dans 6 % seulement d'entre eux, le reste ne subissant aucun changement significatif. De même, une étude portant pour la même période sur 15 PMA importateurs nets de produits alimentaires et sur le ratio de la valeur des importations de produits alimentaires par rapport au PIB montre que la situation s'est aggravée (ratio en hausse) pour 11 d'entre eux (73 %) alors qu'elle s'est améliorée pour deux d'entre eux (13 %), les deux derniers n'enregistrant aucun changement significatif.

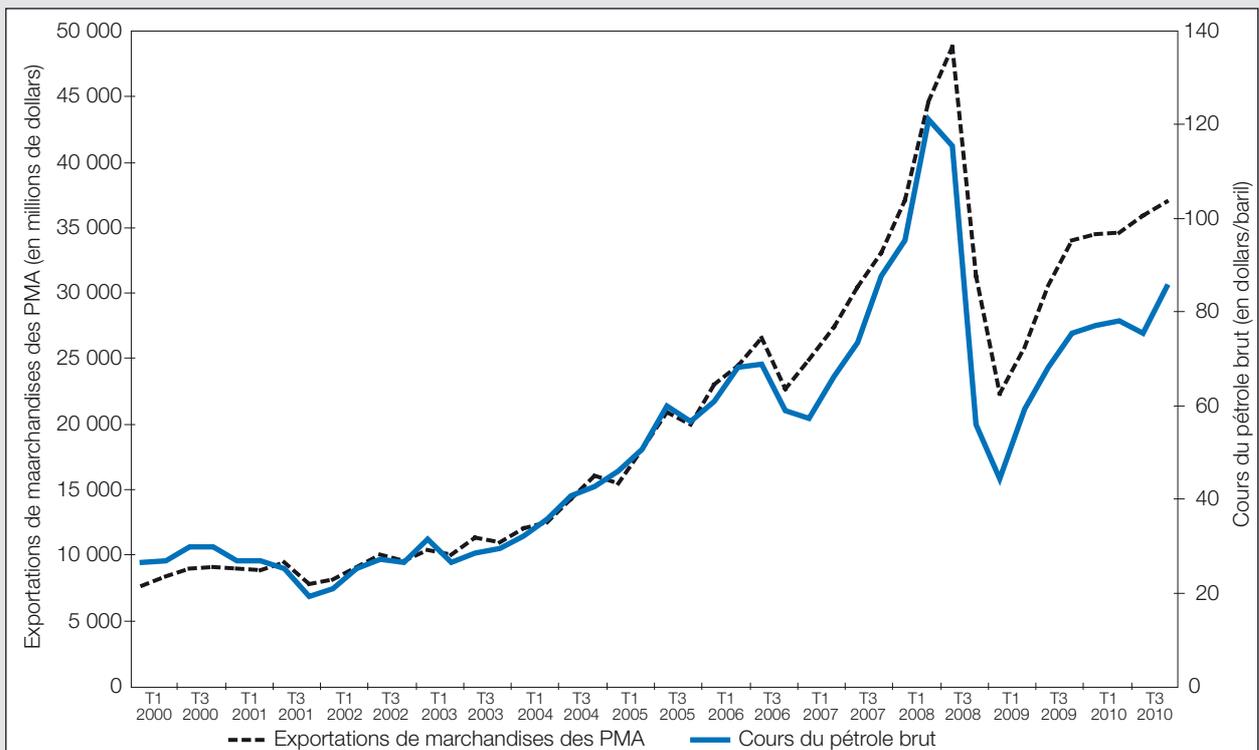
Il ressort de l'analyse faite ici que la croissance économique qu'ont connue de nombreux PMA au cours des années 2000, ainsi que pendant la crise et la reprise partielle qui l'a suivie, était due en grande partie aux mouvements des prix des produits de base. Il était irréaliste de s'attendre à voir durer la période d'expansion ayant précédé la crise de 2008-2009, tout comme il est irréaliste aujourd'hui de s'attendre à voir durer la reprise tirée par les hausses des cours de ces produits à laquelle nous assistons actuellement. La possibilité d'une autre crise énergétique et alimentaire dans un proche avenir est une menace réelle pour l'économie des PMA. Et même en l'absence d'une crise énergétique et alimentaire déclarée, le niveau élevé des prix des produits de base pèse sur la reprise et la croissance économique dans de nombreux PMA.

Qui plus est, les cycles expansion-récession qui caractérisent depuis longtemps le développement des PMA semblent s'être intensifiés en raison de la spécialisation de plus en plus poussée de ces pays dans l'exportation de produits de base au cours de la décennie écoulée. L'examen des chiffres permet de penser qu'il existe en effet une forte corrélation entre les exportations des PMA et l'évolution des cours internationaux du pétrole brut (graphique 5). Il

*Compte tenu de la forte dépendance des PMA à l'égard des produits de base, que ce soit en tant qu'exportateurs nets ou qu'importateurs nets, leur économie ne peut que souffrir de l'instabilité des prix.*

*La croissance économique qu'ont connue de nombreux PMA au cours des années 2000 est due en grande partie aux mouvements des prix des produits de base.*

**Graphique 5. Exportations de marchandises des PMA vers le reste du monde et cours du pétrole brut, 2000-2010**



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, à partir de la base de données UNCTADstat et de la base de données *Direction of Trade* du FMI, juillet 2011.

en découle que les exportations de ces pays sont fortement influencées par les mouvements du cours du pétrole.

Vu les caractéristiques de l'économie des PMA, l'évolution future des prix internationaux des produits de base est déterminante. Même s'il est impossible de prévoir cette évolution avec précision, selon certains auteurs (Cuddington and Jerret, 2008; Kaplinsky and Farooki, 2010) il est hautement probable qu'apparaisse un «super-cycle» de prix internationaux élevés des produits de base. Leur raisonnement est le suivant: la demande mondiale de produits de base restera forte pendant des années, étant donné la croissance économique rapide que connaissent de grands pays en développement comme la Chine ou l'Inde. Comme leur infrastructure a besoin d'être profondément modernisée et que leur production est et restera pendant un certain temps à forte intensité de ressources, ces pays et d'autres pays en développement auront besoin d'énormes quantités de ressources naturelles. Certains PMA, et au premier plan d'entre eux ceux qui exportent du pétrole et des minéraux, alimentent déjà en ressources naturelles ces grandes économies dynamiques, phénomène qui pourrait se poursuivre pendant de nombreuses années.

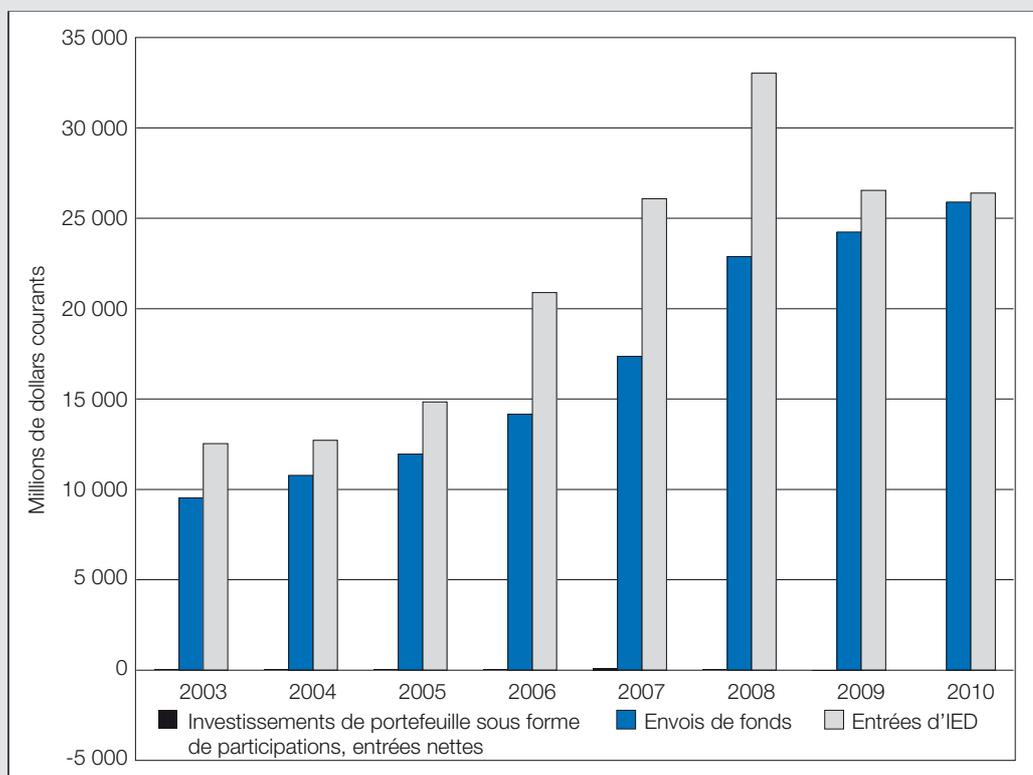
*Les cycles expansion-récession qui caractérisent depuis longtemps le développement des PMA semblent s'être intensifiés en raison de la spécialisation de plus en plus poussée de ces pays dans l'exportation de produits de base au cours de la décennie écoulée.*

*Un facteur important à l'origine de la croissance élevée que les PMA ont connue pendant les années 2000 est l'augmentation des flux financiers extérieurs.*

### 3. TENDANCES DES FINANCEMENTS EXTÉRIEURS ET DE LA DETTE

Un autre facteur important à l'origine de la croissance élevée que les PMA ont connue pendant les années 2000 est l'augmentation des flux financiers extérieurs vers ces pays. Contrairement aux décennies précédentes, quand les PMA avaient du mal à attirer des flux de capitaux privés, les années 2000 ont été marquées par un afflux toujours plus important de financements extérieurs (graphique 6). Alors que les entrées d'IED et les envois de fonds totalisaient à peine 10 milliards de dollars au début de la décennie, le montant de ces flux à destination des PMA était cinq fois supérieur en 2008.

**Graphique 6. Flux financiers privés à destination des PMA, 2003-2010**  
(En millions de dollars courants)



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, à partir de la base de données UNCTADstat; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données disponibles en ligne, juillet 2011; et World Bank, 2010.

Mais la récession mondiale a inversé certaines de ces tendances. En 2009 et en 2010, les entrées d'IED dans les PMA ont diminué. En 2010, l'IED a été de 26,39 milliards de dollars, soit un recul d'environ 6 milliards de dollars par rapport à 2008 (32,35 milliards de dollars). En d'autres termes, en 2010 les entrées d'IED ont été inférieures d'un cinquième à leur montant de 2008. Il est impossible de savoir quand ces flux retrouveront leur niveau d'avant la crise, s'ils le retrouvent un jour. Par contre, les envois de fonds des travailleurs ont continué d'augmenter même pendant la crise, quoique plus lentement, ce qui a contribué à amortir les conséquences sociales négatives de la crise dans les PMA. Un autre point intéressant est que les envois de fonds en 2010 ont pratiquement égalé les apports d'IED aux PMA. Ces envois pourraient même dépasser les apports d'IED aux PMA dans un proche avenir compte tenu du rythme de croissance différent de ces flux.

Bien que l'on ne connaisse pas encore les chiffres du montant des bénéfices provenant des flux d'IED rapatriés pour l'année 2009, il est probable que ces sorties de capitaux ont été importantes. Pour l'ensemble des PMA, elles ont dépassé en 2005 les 10 milliards de dollars et ont continué à augmenter. Les dernières données dont on dispose portent sur l'année 2008, où ces sorties de capitaux ont atteint 22,2 milliards de dollars. Il s'agit donc de sorties de ressources considérables pour les PMA. Étant donné que les stocks d'IED dans les PMA ont connu une forte augmentation – de 37,4 milliards de dollars en 2000 à 151,7 milliards de dollars en 2010 – ces sorties de ressources devraient augmenter rapidement à l'avenir. Or, si les bénéfices non distribués étaient plutôt réinvestis dans les pays d'accueil, les possibilités de développement de ces derniers en seraient grandement accrues.

Une autre caractéristique importante des entrées d'IED est leur inégale répartition entre les PMA, trois pays seulement (Angola, Guinée équatoriale et Soudan) se partageant 49 % du total des entrées d'IED en 2010. Le premier bénéficiaire a été l'Angola, qui a reçu environ 33 % de ces flux. En outre, les trois principaux bénéficiaires sont tous des PMA riches en pétrole, ce qui montre plus généralement que l'essentiel de l'IED dans les PMA au cours de la décennie est allé aux industries extractives. Cela ne fait qu'accentuer la spécialisation des PMA dans les produits de base; quant à l'effet de ces apports sur le développement des capacités productives des pays concernés, il est, au mieux, limité. Les PMA, en effet, deviennent ainsi de plus en plus tributaires des produits de base et de plus en plus exposés aux cycles expansion-récession dus à l'instabilité des prix internationaux de ces produits.

Il importe de souligner que l'augmentation des IED est surtout une spécificité des PMA africains, qui ont représenté plus des quatre cinquièmes du total des entrées pour 2010. Les PMA africains étant riches en ressources naturelles, il semble que les investisseurs étrangers cherchent à s'établir dans les PMA surtout pour en exploiter les ressources naturelles. Celles-ci étant limitées et condamnées à s'épuiser, il est impératif que ces pays trouvent des moyens de se diversifier pour être moins tributaires de ces types d'activité économique.

Contrairement aux flux d'IED, les envois de fonds des travailleurs n'ont cessé d'augmenter, même pendant la récession mondiale. De 2000 à 2008, leur taux de croissance annuel moyen a été de 17,1 % (tableau 6), tiré par la migration de plus en plus massive de la population en âge de travailler des PMA, à la recherche de meilleures perspectives dans d'autres pays. Pendant et après la crise, le taux de croissance des envois de fonds a certes considérablement diminué, mais en restant positif (5,7 % en 2009 et 6,8 % en 2010).

Mais les mauvais résultats persistants des pays développés risquent de peser, à brève échéance, sur la croissance des envois de fonds. En outre, les pays producteurs de pétrole d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord sont une autre source importante d'envois de fonds pour les PMA. Or, les troubles politiques que connaissent ces régions rendent incertaines les perspectives de croissance de ces envois. En revanche, les envois de fonds en provenance des pays en développement asiatiques compenseront probablement en partie ce ralentissement grâce à leur dynamisme, qui ne se dément pas. Toutefois, dans

---

*Alors que les entrées d'IED et les envois de fonds des travailleurs totalisaient à peine 10 milliards de dollars au début de la décennie, le montant de ces flux à destination des PMA était cinq fois supérieur en 2008.*

---



---

*L'essentiel de l'IED dans les PMA au cours de la décennie est allé aux industries extractives. Cela ne fait qu'accentuer la spécialisation des PMA dans les produits de base; quant à l'effet de ces apports sur le développement des capacités productives des pays concernés, il est, au mieux, limité.*

---

**Tableau 6. Flux d'envois de fonds à destination des PMA, différentes années**  
(Années)

	Entrées d'envois de fonds (En millions de dollars courants)				Part du total pour les PMA (%)	Taux de croissance annuel moyen (%)	Taux de croissance (%)
	2000	2005	2009	2010 <sup>a</sup>			
Bangladesh	1 967,5	4 314,5	10 523,1	11 050,2	43,4	20,2	5,0
Bénin	87,1	172,7	242,5	235,5	1,0	21,1	-2,9
Burkina Faso	67,3	50,0	49,1	42,7	0,2	-2,0	-13,1
Burundi	..	0,1	3,5	3,4	0,0	169,5	-1,4
Cambodge	120,5	199,7	337,8	363,8	1,4	15,8	7,7
Comores	12,0	12,0	11,3	11,0	0,0	0,0	-2,7
Djibouti	12,3	25,8	28,3	28,2	0,1	13,4	-0,3
Éthiopie	53,2	173,5	352,8	386,9	1,5	43,0	9,7
Gambie	14,0	57,4	60,2	61,1	0,2	33,0	1,5
Guinée	1,2	78,0	68,3	65,6	0,3	61,4	-3,8
Guinée-Bissau	8,0	27,7	28,3	27,1	0,1	17,2	-4,4
Haïti	578,0	986,2	1 375,5	1 499,0	5,7	11,6	9,0
Kiribati	7,0	7,0	8,2	8,8	0,0	1,7	7,9
Îles Salomon	4,3	7,2	2,4	2,7	0,0	27,8	12,9
Lesotho	252,2	326,6	450,1	525,3	1,9	10,3	16,7
Libéria	..	31,9	54,2	57,5	0,2	6,8	6,0
Madagascar	11,3	11,0	10,3	10,2	0,0	-3,9	-1,3
Malawi	0,7	1,0	0,9	0,9	0,0	4,1	2,8
Maldives	2,2	2,3	3,1	3,4	0,0	6,3	8,2
Mali	73,2	177,2	404,7	385,2	1,7	22,5	-4,8
Mauritanie	2,0	2,0	1,9	1,8	0,0	0,0	-3,0
Mozambique	36,8	56,6	111,1	116,8	0,5	13,9	5,1
Myanmar	103,6	130,8	137,3	154,2	0,6	3,9	12,3
Népal	111,5	1 211,8	2 985,6	3 512,9	12,3	44,7	17,7
Niger	14,4	66,4	75,5	70,0	0,3	27,3	-7,3
Ouganda	238,1	321,8	694,0	772,6	2,9	9,1	11,3
Rép. dém. populaire lao	0,7	1,0	0,9	1,0	0,0	4,7	8,0
Rép.-Unie de Tanzanie	8,0	19,4	16,3	17,5	0,1	7,7	7,0
Rwanda	6,6	20,9	92,6	90,9	0,4	34,7	-1,9
Samoa	45,0	109,9	124,4	142,2	0,5	18,1	14,3
Sao Tomé-et-Principe	0,5	1,5	2,0	1,9	0,0	23,2	-2,6
Sénégal	233,5	788,8	1 190,8	1 163,6	4,9	24,9	-2,3
Sierra Leone	7,1	2,4	46,7	48,4	0,2	14,1	3,6
Soudan	640,8	1 016,1	2 992,7	3 177,9	12,3	16,4	6,2
Togo	34,2	192,5	306,8	301,7	1,3	29,0	-1,7
Vanuatu	34,7	5,1	6,5	7,0	0,0	-18,8	8,8
Yémen	1 288,0	1 282,6	1 378,0	1 471,4	5,7	0,7	6,8
Zambie	..	52,9	67,6	71,1	0,3	11,6	5,1
<b>Ensemble des PMA</b>	<b>6 080,8</b>	<b>11 944,1</b>	<b>24 245,4</b>	<b>25 891,3</b>	<b>100,0</b>	<b>17,1</b>	<b>6,8</b>

Source: World Bank, 2010.

<sup>a</sup> Estimations.

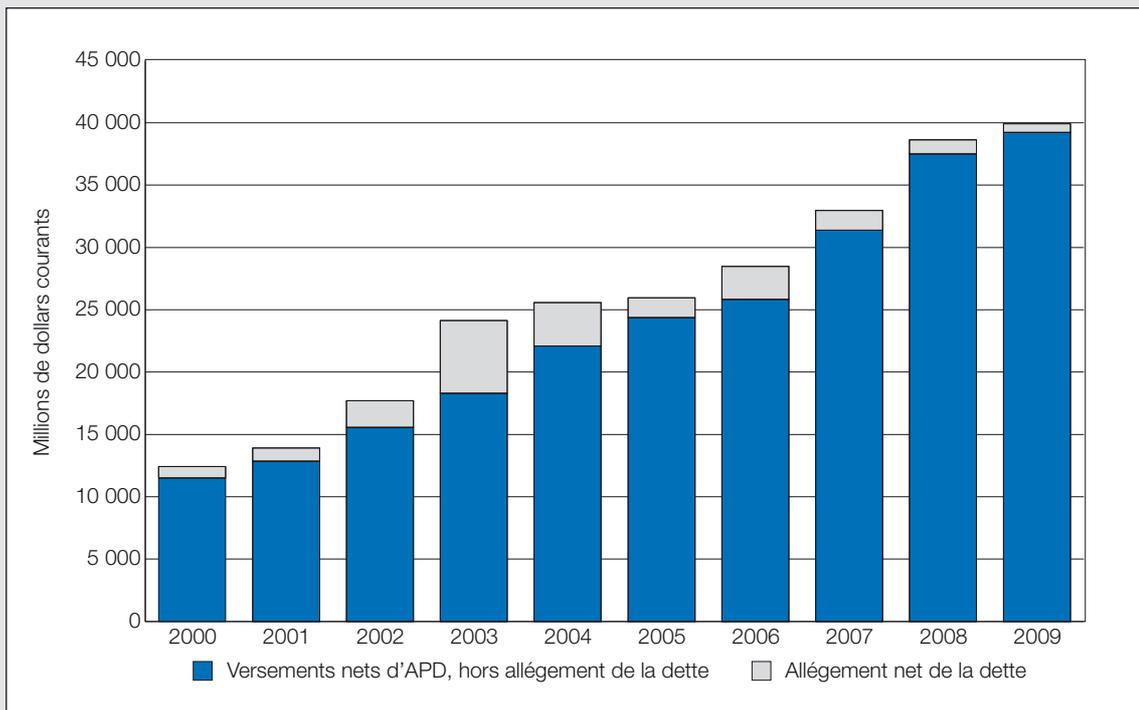
*Les mauvais résultats persistants des pays développés risquent de peser, à brève échéance, sur la croissance des envois de fonds.*

l'ensemble, il est probable qu'à court terme, la croissance des envois de fonds dans les PMA ne retrouvera pas ses niveaux d'avant la crise.

Comme pour les entrées d'IED, la caractéristique des envois de fonds est leur inégale répartition entre les PMA, les cinq plus gros bénéficiaires, en 2009 (Bangladesh, Haïti, Népal, Soudan et Yémen), représentant 79,4 % du total des envois à destination de ces pays. Étant donné que ce type de flux financiers va essentiellement à la consommation dans les pays destinataires, leur impact sur le développement des capacités productives des PMA est encore plus faible que celui de l'IED. Néanmoins, ils ont aidé certains ménages à sortir de la pauvreté tout en contribuant à relever le niveau de la demande dans les PMA.

L'augmentation des flux de capitaux privés à destination des PMA, entre 2000 et 2008, s'est accompagnée d'une forte hausse des flux de capitaux publics. Les chiffres relatifs aux versements nets d'aide publique au développement

**Graphique 7. Flux de capitaux publics à destination des PMA, 2000-2009**  
(En millions de dollars courants)



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED à partir des Statistiques du CAD de l'OCDE, disponibles en ligne, juillet 2011.

(APD), conjugués à l'allègement net de la dette, sont passés de près de 13 milliards de dollars en 2000 à 40 milliards de dollars en 2009 (graphique 7). L'allègement net de la dette, grâce à des mesures comme l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) ou l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), a joué un rôle important dans certains cas, mais pas dans tous (seuls 26 PMA ont bénéficié du statut de PPTE).

Les versements nets d'APD ont continué de croître, même pendant la crise de 2008 et 2009. Alors que le montant de l'APD nette s'élevait à 25,9 milliards de dollars en 2005, il était passé à 38,6 milliards de dollars en 2008, avant d'atteindre un niveau record – 40,1 milliards de dollars – en 2009. C'est ainsi qu'en 2009 il représentait pour l'ensemble des PMA 8,3 % de leur PIB. Cette hausse est importante également si elle est exprimée par habitant, les versements nets d'APD ayant représenté 48,1 dollars par habitant en 2009 contre 34,1 dollars en 2005. Au cours de la seconde moitié des années 2000, il y a donc eu une inversion de la tendance baissière à long terme pour l'APD entamée en 1990, année où cette aide avait représenté 41 dollars par habitant.

Il importe également de souligner que l'APD a joué un rôle anticyclique pendant la crise énergétique et la crise alimentaire de 2008 et lors de la crise financière de 2009 (la «triple crise»), quand les apports de capitaux privés ont considérablement diminué. Cela a donc été un facteur de plus permettant de contrebalancer les effets de la crise qui explique la résistance dont les PMA ont fait preuve face à la crise mondiale.

La répartition géographique des versements nets d'APD montre que les PMA africains sont toujours les premiers bénéficiaires de l'aide, dont ils ont reçu 72 % du total en 2009. Les indicateurs de dépendance à l'égard de l'aide montrent la très grande disparité qui existe entre les différents groupes de pays, les PMA insulaires affichant de loin les chiffres les plus élevés (16,1 % du PIB en 2009). Bien que ce groupe de pays ait vu le montant de l'aide augmenter en termes absolus, par rapport au PIB il était inférieur de cinq points de pourcentage à son chiffre de 2005. Pour les PMA africains, cet indicateur a atteint l'équivalent de 10,5 % du PIB, contre 5,9 % seulement pour les PMA asiatiques. Pour ces derniers, il convient également de relever que l'indicateur est très fortement

*L'augmentation des flux de capitaux privés à destination des PMA, pendant les années 2000, s'est accompagnée d'une forte hausse des flux de capitaux publics, passés de près de 13 milliards de dollars en 2000 à 40 milliards de dollars en 2009.*

*Les versements nets d'APD ont continué de croître et ont joué un rôle anticyclique pendant la crise énergétique et la crise alimentaire de 2008 et lors de la crise financière de 2009, quand les apports de capitaux privés ont considérablement diminué.*

influencé par l'aide accordée à l'Afghanistan. Si l'on ne tient pas compte de celle-ci, le reste des PMA asiatiques a reçu une aide d'un montant équivalent à seulement 2,5 % du PIB en 2009. Cette même année, les PMA insulaires ont reçu 229 dollars d'aide par habitant, les PMA africains 60,9 dollars, et les PMA asiatiques 33,1 dollars.

---

*Une caractéristique de l'APD nette, et ce depuis longtemps, est sa forte concentration sur un petit nombre de pays. Six bénéficiaires principaux représentaient près de la moitié du total de l'aide perçue par les PMA en 2009.*

---

Une autre caractéristique de l'APD nette, et ce depuis longtemps, est sa forte concentration sur un petit nombre de pays. Six bénéficiaires principaux représentaient près de la moitié du total de l'aide perçue par les PMA en 2009. Pour ces pays, cette aide a représenté, cette année-là, l'équivalent de 14 % du PIB. En revanche, l'aide accordée au reste des PMA n'a représenté l'équivalent que de 5,9 % du PIB, soit moins de la moitié du chiffre pour les six principaux bénéficiaires. On retrouve cette même asymétrie dans les données relatives aux versements nets d'APD par habitant, les six principaux bénéficiaires ayant perçu, en 2009, 68,7 dollars par habitant contre 37,3 dollars pour le reste des PMA.

Les chiffres des versements nets d'APD en 2010 n'étant toujours pas disponibles au moment de la rédaction du rapport, il est difficile d'évaluer les tendances les plus récentes en matière d'aide. Il est toutefois possible de se faire une idée de l'évolution future du niveau de l'aide venant des donateurs traditionnels. Du fait des problèmes budgétaires persistants que connaissent les pays donateurs traditionnels et de l'adoption de vastes programmes de consolidation budgétaire, il est peu probable que l'aide aux PMA atteigne le niveau de 2008 et 2009 dans un proche avenir.

---

*Du fait des problèmes budgétaires persistants que connaissent les pays donateurs traditionnels et de l'adoption de vastes programmes de consolidation budgétaire, il est peu probable que l'aide aux PMA atteigne le niveau de 2008 et 2009 dans un proche avenir.*

---

Bien que l'augmentation des flux de capitaux publics et privés, pendant les années 2000, ait favorisé la croissance économique, elle a aussi accru la dépendance des PMA à l'égard des financements extérieurs. Quand une partie de ces apports a diminué en 2009, les PMA ont connu un ralentissement de leur économie. Dans une économie mondiale marquée par une instabilité et une incertitude plus grandes (voir la section suivante), cette dépendance accrue à l'égard des financements extérieurs pourrait devenir problématique pour les perspectives de croissance de ces pays. Ainsi, l'une des difficultés que les PMA doivent affronter consiste à réduire cette dépendance, objectif auquel ils ne peuvent parvenir qu'en mobilisant plus efficacement leurs ressources intérieures.

Un autre aspect de cette dépendance accrue à l'égard des financements extérieurs est l'alourdissement du fardeau de la dette. Les institutions financières internationales ayant augmenté le volume de leurs prêts aux PMA au cours de la triple crise, le niveau d'endettement de ces pays a également crû, tendance qui ne laisse pas d'inquiéter. L'encours total de la dette exprimé en pourcentage du RNB était en constante diminution jusqu'à l'avènement de la triple crise, en partie grâce à la forte croissance économique enregistrée pendant la période d'expansion. Comme cette croissance a accru le dénominateur du ratio en question, ce dernier est tombé d'une moyenne de 60,2 % du RNB en 2004-2006 à 33,1 % en 2008. Les initiatives d'allègement de la dette comme l'initiative PPTTE ou l'IADM ont également contribué à faire baisser ce ratio dans les PMA remplissant les conditions pour en bénéficier au cours des années 2000.

---

*D'après les données par pays relatives aux PMA, l'encours total de la dette de quatre pays était supérieur à leur RNB en 2009, et cet indicateur était compris entre 50 % et 100 % du RNB pour 11 autres.*

---

En 2009, cependant, l'encours total de la dette exprimé en pourcentage du RNB est passé à 34,8 % contre 33,1 % en 2008. Cela s'explique par une croissance plus forte de l'endettement, surtout à l'égard des institutions financières internationales, et par un ralentissement marqué de la croissance économique en 2009. D'autres pays en développement ont connu une évolution comparable pendant la période d'expansion, mais le basculement de tendance qui s'est produit en 2009 y a été moins net que dans les PMA essentiellement parce que ces pays ne dépendaient pas autant que les PMA du financement accordé par les institutions financières internationales.

D'après les données par pays relatives aux PMA, l'encours total de la dette de quatre pays était supérieur à leur RNB en 2009, et cet indicateur était compris entre 50 % et 100 % du RNB pour 11 autres. Ces pays devraient se montrer vigilants et surveiller de près leurs indicateurs de la dette pour éviter que celle-ci ne s'accumule au point d'atteindre des niveaux insoutenables. Au fur et à mesure

que croît l'encours total de la dette des PMA, d'autres indicateurs du fardeau de la dette, tels que la part des exportations que représentent la dette et son service vont augmenter également. La forte hausse du prix des combustibles et des denrées alimentaires risque d'exercer de nouvelles pressions sur les finances de plus d'un PMA importateur net de ces produits et de fragiliser la position de leur balance des paiements. Cela explique que l'endettement d'un certain nombre de PMA risque de s'aggraver.

D'après la CNUCED (UNCTAD, 2010), 10 PMA étaient en situation de surendettement et 10 autres étaient exposés à un risque élevé de surendettement en 2010. À l'avenir, des taux de croissance en baisse conjugués à des taux d'intérêt en hausse pourraient obérer la viabilité de la dette dans bien d'autres PMA. Le constat est analogue chez Leo (2009), qui, après examen des prêts accordés par les institutions financières internationales et du risque potentiel de voir des pays qui ne sont parvenus que récemment au point d'achèvement pour l'initiative PPTTE ou l'IADM accumuler de nouveau une dette, en a conclu que le surendettement était en hausse et qu'il pourrait être nécessaire de recourir à un nouvel allègement de la dette à l'avenir.

Il ressort de l'analyse effectuée dans la présente section qu'il est improbable que l'on renoue, au cours de la décennie actuelle, avec la forte croissance économique de la période d'expansion des années 2000. Les conditions extérieures actuelles sont telles que l'on peut s'attendre à une croissance plus lente et à un moindre dynamisme des exportations des PMA. Ces conditions sont également marquées par une plus grande instabilité, en particulier des prix des produits de base, et, ce qui est plus inquiétant pour de nombreux PMA, par des prix élevés pour les combustibles et les denrées alimentaires. Ces tendances laissent aussi présager une légère diminution des apports de capitaux extérieurs privés, voire de l'aide. Comme l'économie des PMA s'est ouverte et spécialisée de plus en plus dans la production et l'exportation de produits de base au cours de la période précédente, elle est aussi devenue plus vulnérable aux soudains revers de fortune dus à la détérioration des conditions extérieures. La reprise enregistrée dans les PMA après la triple crise est, au mieux, partielle; la situation mondiale actuelle et les perspectives à moyen terme ne sont pas non plus favorables.

---

*Les conditions extérieures actuelles sont telles que l'on peut s'attendre à une croissance plus lente et à un moindre dynamisme des exportations des PMA.*

---



---

*La situation économique mondiale actuelle, les perspectives pour la décennie à venir et les conséquences pour les PMA*

---

## C. La situation économique mondiale actuelle, les perspectives pour la décennie à venir et les conséquences pour les PMA

### 1. LES PERSPECTIVES POUR LES PMA DANS LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

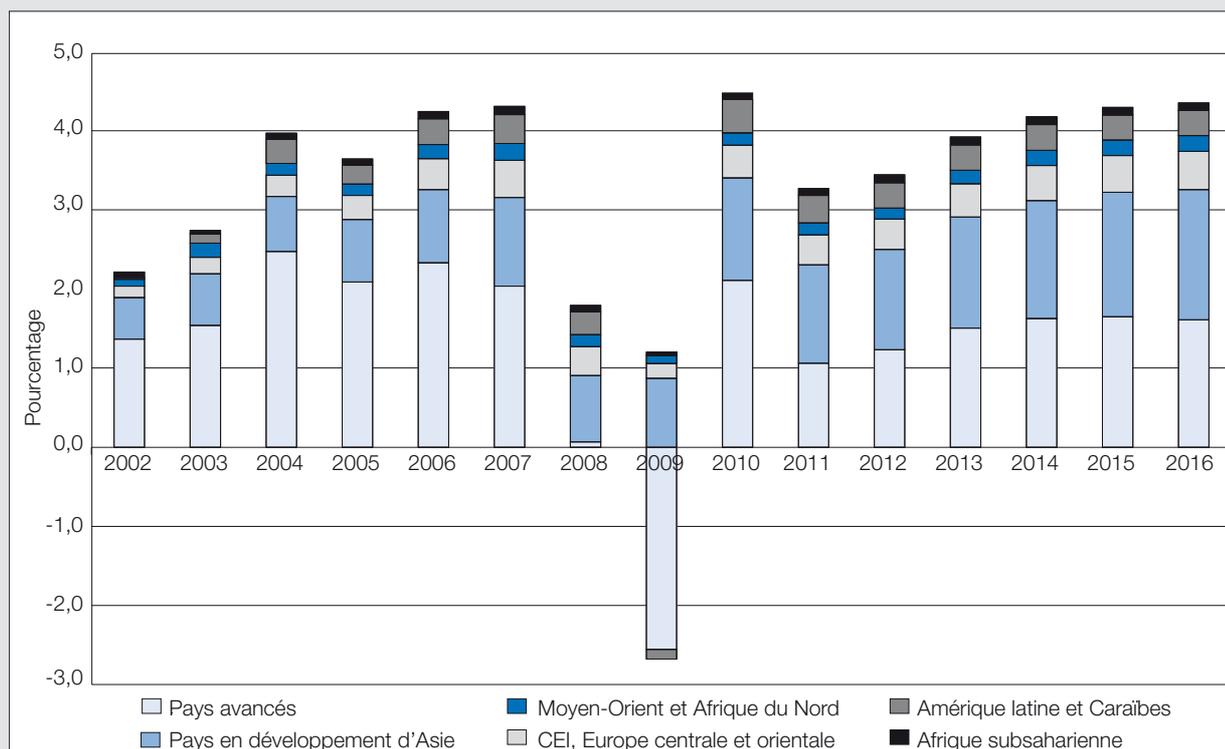
Depuis le début du nouveau millénaire, on a assisté dans l'économie mondiale à l'émergence dans le Sud de pôles de croissance dynamique et durable ainsi qu'à l'intensification des relations économiques Sud-Sud à travers les courants commerciaux et les flux de capitaux, de technologie et de main-d'œuvre (UNCTAD, 2011d). Cette montée en puissance du Sud, comme on l'appelle parfois, a induit une reconfiguration de l'économie mondiale. Ces transformations économiques et géostratégiques de l'économie mondiale dans les années 2000 représentaient selon l'OCDE (2010) un «basculement de la richesse». L'argument essentiel est que le centre de gravité de l'économie mondiale bascule vers l'Est et plus précisément vers l'Asie. Compte tenu des importantes disparités observées dans le rythme de croissance économique après la crise de 2008-2009, la Chine et d'autres pays dynamiques comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et la Fédération de Russie devraient continuer à combler leur retard par rapport aux pays avancés encore plus rapidement que durant la dernière décennie. Le fait que depuis peu de temps la Chine est devenue la deuxième économie mondiale symbolise bien la profondeur et l'importance de ces basculements<sup>4</sup>.

---

*Depuis le début du nouveau millénaire, on a assisté dans l'économie mondiale à l'émergence dans le Sud de pôles de croissance dynamique et durable ainsi qu'à l'intensification des relations économiques Sud-Sud à travers les courants commerciaux et les flux de capitaux, de technologie et de main-d'œuvre.*

---

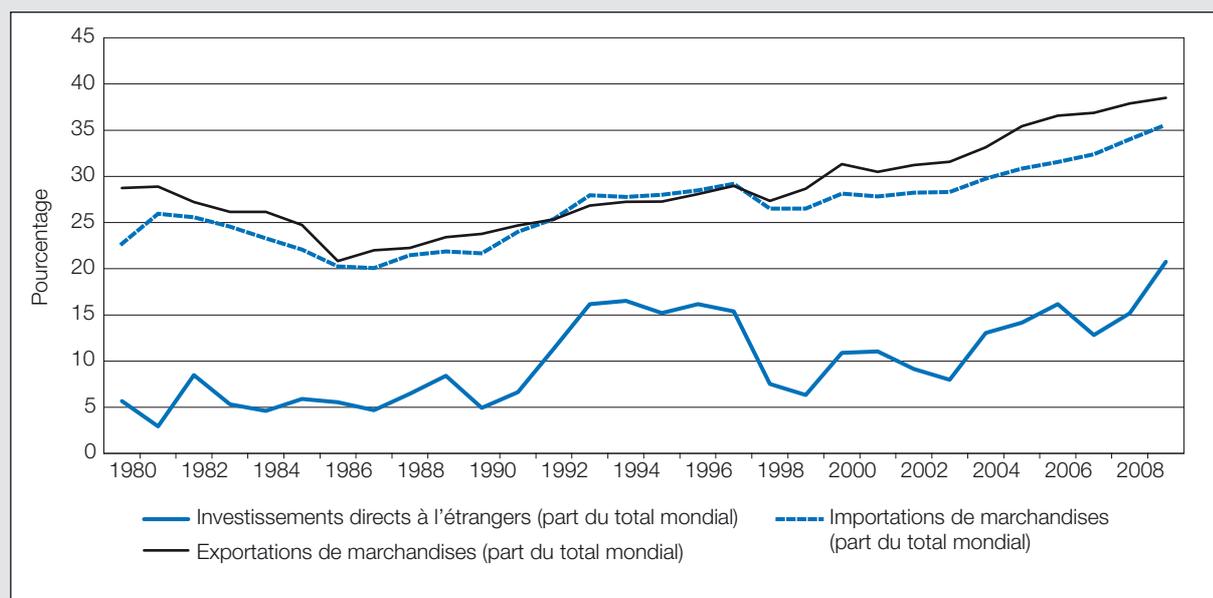
**Graphique 8. Contribution à la croissance du PIB mondial, par région, 2002-2016**  
(En pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011.

Note: Données prévisionnelles pour 2011-2016.

**Graphique 9. La «montée en puissance du Sud»: pays en développement, hors PMA, 1980-2009**



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données UNCTADstat.

Mais ces mutations ne se limitent pas aux pays cités. Ainsi, entre 1980 et 2010 le PIB des sept principaux pays en développement exprimé en pourcentage de celui des pays de l'OCDE et ajusté pour tenir compte des parités de pouvoir d'achat a bondi de 10,5 % à 21 %. Même si on a généralement l'impression que la poussée des pôles de croissance dans le Sud est essentiellement un phénomène asiatique, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie occidentale ont réussi elles aussi à développer leur part de la production mondiale ces dix dernières années. Et des pays en développement de plus en plus nombreux parviennent à rattraper les pays avancés grâce au taux de croissance plus rapide de leur PIB (voir OECD, 2010).

Cette tendance s'est même accentuée avec la récession mondiale parce que dans les pays développés et les pays en transition la contraction du PIB en 2008-2009 a été plus profonde que dans certains pays en développement et parce que leur reprise reste inégale et extrêmement fragile. Selon les dernières prévisions disponibles au moment de la rédaction du présent rapport (IMF, 2011), le Sud et en particulier les pays asiatiques devraient gagner encore en importance dans l'avenir (graphique 8)<sup>5</sup>. Tout laisse penser que l'importante place du Sud dans l'économie mondiale continuera à se confirmer dans un avenir prévisible.

Cette reconfiguration de l'économie mondiale se voit dans le rôle de plus en plus grand qu'occupe le Sud dans les flux mondiaux de commerce et d'investissement (UNCTAD, 2011f; OECD, 2010). Au cours des deux dernières décennies, d'autres pays en développement (hors PMA) sont parvenus à accroître leur part des importations et des exportations mondiales de marchandises, ainsi qu'à renforcer leur rôle comme source d'IED (graphique 9). Entre 1996 et 2009, le commerce Sud-Sud a progressé de 12 % par an en moyenne, c'est-à-dire à un rythme supérieur de 50 % à celui du commerce Nord-Sud. En 2010, la part des pays en développement et des pays en transition dans l'IED mondial a pour la première fois rattrapé celle des pays développés (UNCTAD, 2011f). L'intensification des flux Sud-Sud de commerce et d'investissement est donc une tendance relativement généralisée qui a rendu l'économie mondiale beaucoup plus interdépendante.

Les effets de ces processus se font déjà profondément ressentir sur l'économie mondiale, en modifiant le poids économique des pays, la structure de la croissance économique et de la demande mondiale, et les tendances en matière de revenus et de démographie. Si les tendances actuelles se poursuivent ces effets seront encore plus manifestes dans l'avenir, et on peut surtout penser qu'ils priveront en bonne partie les États-Unis d'Amérique de leur position dominante. Et certains éléments qui caractérisaient depuis longtemps le paysage économique, politique voire idéologique seront sans doute bouleversés et reconfigurés au cours du processus. Mais c'est aussi pour les PMA une occasion de revoir leurs stratégies nationales de développement, de repenser leurs alliances globales et de se repositionner dans la nouvelle division internationale du travail.

Dans une économie mondiale aujourd'hui plus complexe, plus intégrée et plus interdépendante que jamais, il faut un système de gouvernance économique mondiale qui assure son bon fonctionnement. Mais comme l'actuel système de gouvernance s'est mis en place autour de l'hypothèse de l'efficacité du marché, il ne comporte pas les institutions et les mécanismes qui permettraient de réglementer les flux financiers internationaux et de gérer les déséquilibres macroéconomiques mondiaux.

Or le nouvel ordre mondial qui se dessine lentement, mais inexorablement, exigera une coordination macroéconomique mondiale beaucoup plus poussée et allant bien au-delà des récents efforts du Groupe des 20, afin d'éviter une nouvelle grande dépression comme celle qui s'est produite entre les deux guerres mondiales. Mais on est loin d'avoir défini comme il convient les alternatives possibles à l'actuel ordre mondial, ainsi que les institutions nouvelles qui devraient les accompagner, et il faudra encore du temps pour les concevoir et les mettre en œuvre.

---

*Cette tendance s'est même accentuée récemment parce que dans les pays développés la contraction du PIB en 2008-2009 a été plus profonde que dans certains pays en développement et parce que leur reprise reste inégale et extrêmement fragile.*

---



---

*En 2010, la part des pays en développement et des pays en transition dans l'IED mondial a pour la première fois rattrapé celle des pays développés.*

---



---

*C'est aussi pour les PMA une occasion de revoir leurs stratégies nationales de développement, de repenser leurs alliances globales et de se repositionner dans la nouvelle division internationale du travail.*

---



---

*Même si la récession mondiale a techniquement pris fin, la crise elle-même se poursuit sous une forme différente, celle d'une crise de la dette souveraine.*

---

## 2. LA CRISE CONTINUE À PESER SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Depuis la crise financière de 2008-2009 et la récession mondiale qu'elle a induite, de nombreux pays ont eu largement recours à des politiques et des instruments budgétaires et monétaires y compris de type peu orthodoxe comme les mesures dites d'«assouplissement quantitatif» pour soutenir l'activité économique et pour réduire ou éliminer les dysfonctionnements dans le secteur financier et le secteur réel. On a ainsi pu éviter un effondrement général de l'activité économique comme celui qui s'est produit pendant la grande dépression des années 1930. Mais une des conséquences de ces politiques est que la dette privée s'est partiellement transformée en dette publique, puisque le secteur public a pris en charge les créances douteuses essentiellement des banques, mais aussi d'autres secteurs. Même si cela a allégé la pression due à l'endettement excessif du secteur privé, la charge a simplement été transférée au secteur public.

---

*La consommation devrait rester atone pendant plusieurs années, car les consommateurs ne peuvent pas simultanément se désendetter et consommer davantage. Et l'investissement devrait rester limité parce qu'il existe encore certaines capacités inutilisées et parce que la demande finale est faible.*

---

Cette mutualisation des pertes privées, conjuguée aux effets des mécanismes de stabilisation budgétaire automatique – augmentation des dépenses et baisse des recettes fiscales en temps de crise –, a fait gonfler la dette publique des pays développés. Aux États-Unis et au Royaume-Uni par exemple avec des déficits publics représentant près de 10 points de pourcentage du PIB en 2010, il faut s'attendre à des hausses rapides du ratio dette publique/PIB. Selon les estimations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2011), le niveau moyen de ce ratio pour les pays développés devrait dépasser 100 % du PIB en 2011. On voit donc que si la récession mondiale a techniquement pris fin, la crise elle-même se poursuit sous une forme différente, celle d'une crise de la dette souveraine.

---

*L'austérité économique dans le secteur public des pays développés va réduire encore la demande globale, et pendant une durée prolongée.*

---

En ce qui concerne les pays avancés dans leur ensemble, les perspectives économiques à court terme sont limitées à cause des contraintes qui pèsent sur les quatre composantes de la demande globale. Le processus de désendettement (réduction des niveaux d'endettement) du secteur privé dans ces pays, déclenché par la crise financière, se poursuit. L'après-récession dans la plupart des pays avancés se caractérise par une faible croissance des salaires, un chômage toujours élevé et un secteur de l'immobilier durablement affaibli. La consommation – l'élément le plus important de la demande globale – devrait donc rester atone pendant plusieurs années, car les consommateurs ne peuvent pas simultanément se désendetter et consommer davantage. Et l'investissement dans les pays développés devrait rester limité à moyen terme, parce qu'il existe encore certaines capacités inutilisées et parce que la demande finale est faible.

---

*Vu la faiblesse des autres composantes de la demande globale dans les pays développés, on aura tendance à miser sur les exportations pour relancer l'activité économique.*

---

En 2009 et en 2010, c'est par les dépenses publiques qu'on a apporté l'appui indispensable à l'activité économique, dans les pays développés comme en développement. Mais comme ces mesures ont entraîné une importante détérioration de la situation budgétaire des pays développés, ceux-ci ont aujourd'hui opté pour des politiques budgétaires plus conservatrices. La plupart des programmes de réduction des déficits budgétaires reposent essentiellement sur des baisses des dépenses budgétaires. Ainsi, l'austérité économique dans le secteur public des pays développés va réduire encore la demande globale, et pendant une durée prolongée (UNCTAD, 2011e). La quatrième composante de la demande globale est celle des exportations nettes (exportations moins importations). Vu la faiblesse des autres composantes de la demande globale dans les pays développés, on aura tendance à miser sur les exportations pour relancer l'activité économique. Mais il y a un risque d'erreur de généralisation à penser que tous les pays développés pourraient accroître simultanément et notablement leurs exportations, puisqu'il n'y a pas actuellement de réelle demande correspondante. Si l'on résume les quatre composantes de la demande globale, il est clair que les pays développés n'assureront pas le niveau requis de demande globale pour que l'économie mondiale puisse croître plus rapidement.

La reprise atone, désordonnée et sans création d'emplois dans les pays avancés continuera à peser sur les PMA. Comme il est probable aussi que dans

les pays développés la croissance économique restera inférieure au potentiel pendant un certain temps, la demande d'importations en provenance des PMA sera peu soutenue, ce qui limitera les possibilités de croissance tirée par l'exportation dans ces derniers. Il importe de souligner que les PMA ont un excédent commercial avec les pays développés et un déficit commercial avec les pays en développement (voir le chapitre 2). L'économie mondiale à deux vitesses aura donc tendance à dégrader la balance commerciale des PMA, puisque ces derniers ont un excédent commercial avec des pays dont les résultats économiques seront selon toute probabilité médiocres.

En outre, on peut penser que la crise de la dette souveraine freinera les investissements dans les capacités productives et pèsera sur la croissance future de l'économie mondiale – et des PMA en particulier – en privilégiant dans les décisions d'investissement les projets à court terme rapidement rentables au détriment des projets à long terme de renforcement des capacités. Comme les PMA sont tributaires de sources de financement extérieures, leurs perspectives pour la décennie à venir pourraient en souffrir tout particulièrement. Il ressort ainsi des données concernant les flux mondiaux d'IED qu'en 2010 ils n'ont pas dépassé 1 240 milliards de dollars, en recul de près de 37 % par rapport au pic enregistré avant la crise (UNCTAD, 2011f).

Le mécanisme de l'aide publique au développement (APD) pour les PMA pourrait lui aussi devenir problématique. Les donateurs traditionnels commencent déjà à réduire leurs budgets, ce qui signifie qu'ils ne pourront peut-être plus continuer à fournir les mêmes niveaux d'APD. On peut penser en effet que les efforts accrus des pays développés pour contenir leurs dépenses budgétaires entraîneront une réduction de l'APD. Il faut donc que les PMA se tournent vers d'autres sources de financement, comprenant, mais pas exclusivement, une aide publique apportée par d'autres pays en développement, et qu'ils renforcent la mobilisation des ressources intérieures.

À moyen terme – trois à cinq ans – un rééquilibrage de l'économie mondiale s'imposera. Dans la configuration économique mondiale d'avant la crise, on peut dire de façon simplifiée que les États-Unis faisaient fonction de consommateur en dernier ressort pour le reste du monde. L'Afrique et l'Amérique latine produisaient et exportaient des produits de base, l'Asie fabriquait des biens de consommation finale, et l'Union européenne et les États-Unis produisaient des biens d'équipement. Cette configuration qui a amplifié l'endettement privé aux États-Unis et, dans une moindre mesure, dans l'Union européenne apparaît désormais très compromise.

Un rééquilibrage de l'économie mondiale pourrait offrir un moyen de sortir de l'actuel malaise, mais il exigerait d'importants changements dans les pays à excédent comme dans les pays à déficit. Dans les pays à excédent, il faudrait une nette amélioration des salaires (Allemagne, Japon et Chine) ainsi que des mécanismes de redistribution sociale (Chine). Ces changements prendront du temps car ils ne peuvent être menés à bien que graduellement. En outre, même si la Chine, par exemple, parvient à apporter assez vite les changements nécessaires, la demande additionnelle ainsi créée n'aura que peu d'effets sur la demande mondiale totale, puisque aujourd'hui l'économie chinoise ne représente que le tiers de celle des États-Unis. Dans les pays à déficit, le rééquilibrage passerait par des réformes structurelles afin d'accroître leur compétitivité, complétées par des mesures de réorientation des dépenses et par une réduction de l'endettement global. Mais ici encore, il est peu probable que ces changements puissent être apportés rapidement. On peut donc penser que le rééquilibrage de l'économie mondiale sera un processus de longue haleine qui devra reposer sur des réformes structurelles politiquement difficiles.

Selon certaines études, ce rééquilibrage pourrait bien avoir des effets négatifs pour les PMA. Mayer (2011) a cherché à estimer l'effet d'un rééquilibrage sur le commerce et sur l'emploi dans les PMA, pour conclure que les exportations mondiales baisseraient ou augmenteraient moins qu'auparavant, surtout les exportations de produits industriels. Il y aurait aussi des effets négatifs non négligeables sur l'emploi au niveau mondial. Les PMA spécialisés dans la

---

*La reprise atone, désordonnée et sans création d'emplois dans les pays avancés pèsera forcément sur les PMA.*

---



---

*Le rééquilibrage de l'économie mondiale sera sans doute un processus de longue haleine qui devra reposer sur des réformes structurelles politiquement difficiles.*

---



---

*Selon certaines études, le rééquilibrage de l'économie mondiale pourrait bien avoir des effets négatifs pour les PMA.*

---

fabrication d'articles manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre seraient particulièrement touchés à ces deux niveaux, alors que les PMA exportateurs de produits de base seraient moins pénalisés. En outre, la balance commerciale de la plupart des PMA se détériorerait très probablement.

---

*Comme les pays développés seront moins demandeurs de leurs biens et de leurs services, les PMA devront rechercher des débouchés ailleurs. Les grands pays en développement dynamiques ainsi que les partenaires régionaux pourraient offrir des débouchés additionnels pour les exportations des PMA.*

---

Ce rééquilibrage de l'économie de certains grands pays en développement, en particulier la Chine, qui devront moins compter sur les exportations et davantage sur la consommation intérieure, pourrait avoir un effet négatif sur les exportations des pays en développement vers ces régions. Il était ainsi estimé dans une étude récente (Akyuz, 2010) que l'intensité de produits importés dans les exportations chinoises se situait entre 40 % et 50 %. En revanche, l'intensité de produits importés dans les investissements n'était que de 15 % à 20 %, et dans la consommation de moins de 10 %. Cela signifie qu'un rééquilibrage de l'économie chinoise pourrait se traduire par une baisse substantielle des importations chinoises avec des répercussions probables sur les exportations des pays en développement, y compris les PMA, qui réorientent de plus en plus leurs échanges vers la Chine et plus généralement vers le Sud (voir le chapitre 2 pour plus de détails).

Mais le rééquilibrage de l'économie mondiale pourrait aussi avoir des effets positifs pour les PMA. S'il est mis en place un filet de protection sociale universelle et si les salaires sont augmentés en Chine, cela aura entre autres pour résultats d'accroître les coûts de main-d'œuvre et par conséquent de rendre la production chinoise plus coûteuse. Les PMA qui ont pour la plupart de très faibles coûts de main-d'œuvre pourraient donc en bénéficier. Il n'est pas exclu que dans ces conditions, une partie des industries manufacturières chinoises se délocalisent dans les PMA compte tenu de la hausse des coûts de main-d'œuvre en Chine.

---

*Le message pour les PMA est très clair: parvenir à une croissance économique durable uniquement ne suffit pas. Cette croissance doit fondamentalement favoriser l'emploi productif, l'investissement social et le développement équitable.*

---

Il ressort des analyses actuelles que l'économie mondiale restera fragile et instable et subira les effets d'une reprise à deux vitesses dans les années qui viennent. Il est probable aussi que le rééquilibrage de l'économie mondiale ne sera que partiel dans les prochaines années. Selon diverses sources, le commerce international restera également déprimé pendant un certain temps (IMF, 2011; UN-DESA, 2011). Les perspectives pour l'économie mondiale ne sont donc pas positives et elles restent entourées de beaucoup d'incertitude. C'est évidemment aux pays avancés qu'incombe en priorité la responsabilité de conduire la reprise, de relancer la croissance et de rééquilibrer l'économie mondiale dans un sens plus équitable et plus durable.

Cet environnement économique plus complexe et plus difficile va poser des défis pour les décideurs dans les PMA, dans la mesure où il aura de multiples répercussions négatives sur l'économie de ces pays. Comme les pays développés seront moins demandeurs des biens et des services des PMA, ceux-ci devront rechercher des débouchés ailleurs. Les grands pays en développement dynamiques comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud pourraient être prioritaires dans cette réorientation. Et les partenaires régionaux, dans le cadre ou non de groupements d'intégration structurés, pourraient eux aussi offrir des débouchés additionnels pour les exportations des PMA.

### **3. DE PROFONDES TRANSFORMATIONS DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Les bouleversements politiques survenus au début de 2011 en Asie occidentale et en Afrique du Nord pourraient avoir d'importantes conséquences pour l'économie mondiale. Les pays concernés détiennent près de 50 % des réserves pétrolières mondiales et sont donc d'une importance cruciale pour l'économie mondiale d'aujourd'hui fondée sur le pétrole. Il est trop tôt pour dire quelles pourraient être les conséquences sur l'économie mondiale, à plus long terme, des changements en Asie occidentale et en Afrique du Nord, mais dans le court terme on a enregistré au cours du premier semestre de 2011 une hausse de 20 % des prix du pétrole qui a déjà aggravé les pressions inflationnistes dans bon nombre de pays.

Au-delà de cet aspect, on peut déjà prévoir que ces événements auront plusieurs conséquences pour les PMA. L'une des principales causes des changements dans ces régions a été en effet le manque d'opportunités pour les jeunes. Le taux de chômage élevé des jeunes, en particulier, est devenu une caractéristique structurelle de l'économie de ces pays (Economic and Social Commission for Western Asia, 2011; ILO, 2011a). Il y a donc de bonnes raisons de penser que ces pays vont essayer de lutter contre le chômage en diversifiant leur économie vers des activités à plus forte intensité de main-d'œuvre. Ce processus fera poser des pressions sur les PMA dont la stratégie de développement repose sur ce type d'activités. En outre, et comme mentionné plus haut, ces pays accueillent de nombreux migrants en provenance des PMA; il est donc à craindre que les envois de fonds effectués par ces travailleurs pâtissent du ralentissement économique dans ces pays dû aux troubles politiques.

Les inégalités économiques ont également été un puissant facteur de révolte et de changement dans ces régions. Alors que des citoyens sans ressources s'efforçaient simplement de survivre, les images de l'opulence des élites, conjuguées aux doutes quant à l'origine des richesses ainsi accumulées, ont eu un puissant effet de mobilisation sur les citoyens. Le message pour les PMA est très clair: parvenir à une croissance économique durable uniquement ne suffit pas. Cette croissance doit fondamentalement favoriser l'emploi productif, l'investissement social et le développement équitable. Elle doit aussi s'accompagner de possibilités de représentation politique de tous les segments de la société, en particulier ceux qui ont été marginalisés politiquement jusqu'à présent.

---

## D. Le Programme d'action d'Istanbul: l'importance des capacités productives et de la transformation structurelle pour les PMA

---

### 1. QUELQUES POINTS FORTS DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL

La quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés s'est tenue à Istanbul, Turquie, du 9 au 13 mai 2011. Le principal document adopté par la Conférence est le Programme d'action d'Istanbul, qui représente le programme fondamental de la communauté internationale pour les PMA pour la période 2011-2020. Il faut y voir en fait un accord passé entre les PMA et leurs partenaires de développement.

Le Programme d'action d'Istanbul définit l'orientation générale de la stratégie de la communauté internationale concernant les PMA. Il indique les mesures spécifiques qui doivent être adoptées par les PMA eux-mêmes et par leurs partenaires de développement, ainsi que les mesures conjointes à prendre. Le Programme d'action n'énonce pas moins de 47 buts et objectifs et prévoit 252 mesures à prendre par les pays les moins avancés et par leurs partenaires de développement. Ce document détaillé vise à informer et à guider aussi bien les PMA que la communauté internationale pour les questions intéressant spécifiquement les PMA au cours des dix années à venir.

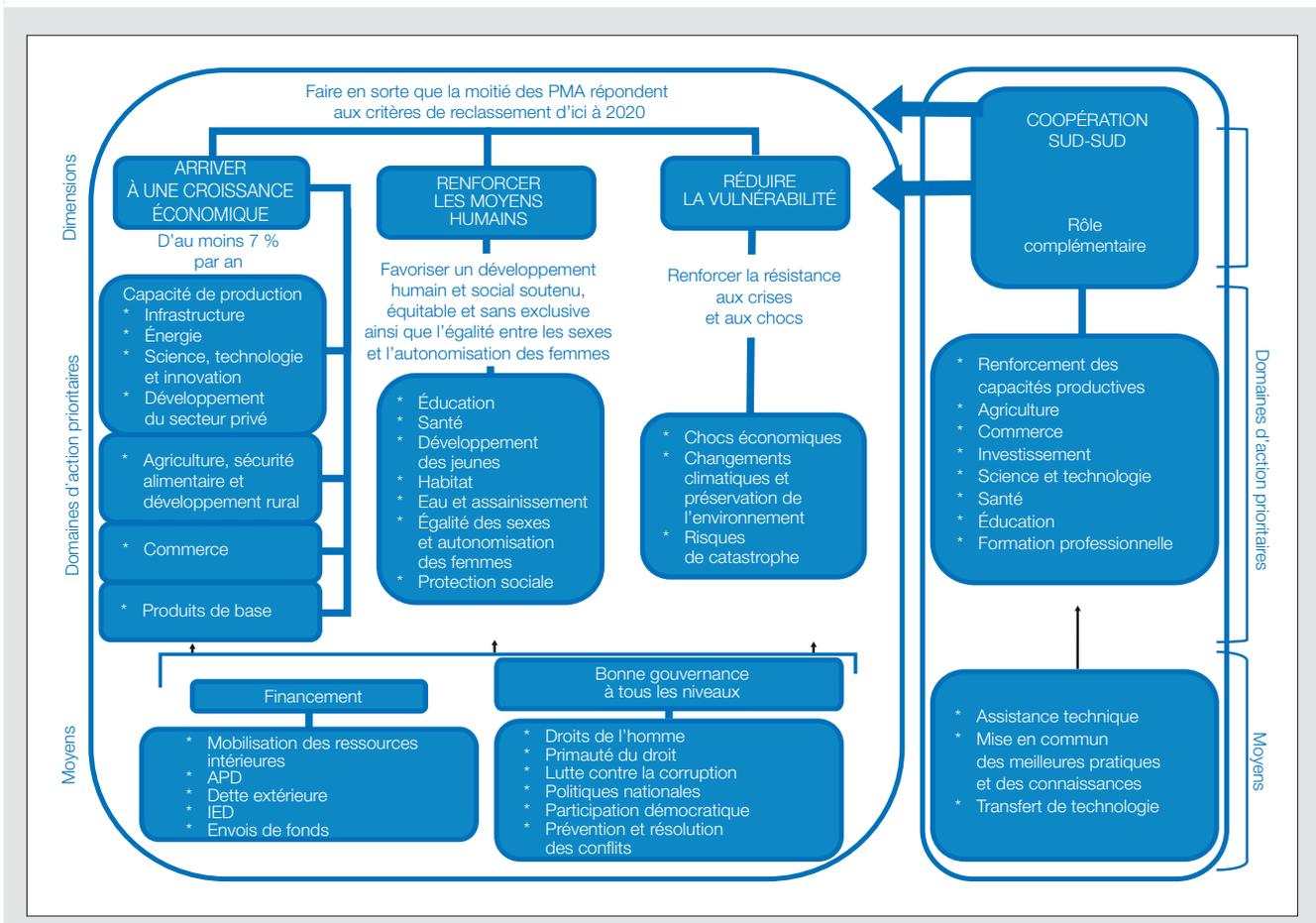
Le Programme d'action d'Istanbul examine la mise en œuvre de son prédécesseur – le Programme d'action de Bruxelles – et souligne que certains objectifs n'ont pas été pleinement atteints. L'un des objectifs centraux du Programme d'action de Bruxelles était de parvenir à des taux de croissance supérieurs à 7 % par an. Même si entre 2001 et 2010 le groupe des PMA a enregistré un taux de croissance de 6,9 %, il y avait eu de grandes disparités selon les pays. Surtout, 15 PMA seulement avaient atteint l'objectif de croissance fixé, dont 10 PMA africains, 4 PMA asiatiques et 1 PMA insulaire. Il est à noter que tous les PMA exportateurs de pétrole, à l'exception du Yémen, avaient atteint l'objectif. À l'autre extrémité de l'échelle, on trouvait huit pays avec des taux de croissance du PIB réel inférieurs à leur taux de croissance

---

*La quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés s'est tenue à Istanbul, Turquie, du 9 au 13 mai 2011. Le principal document adopté par la Conférence est le Programme d'action d'Istanbul.*

---

Graphique 10. Présentation schématique du Programme d'action d'Istanbul



Source: Secrétariat de la CNUCED, d'après le Programme d'action d'Istanbul.

démographique, c'est-à-dire huit pays qui ont eu un taux de croissance par habitant négatif durant la décennie.

*L'objectif primordial du Programme d'action d'Istanbul est de surmonter les problèmes structurels qui se posent aux PMA afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement définis sur le plan international et de quitter la catégorie des PMA. Plus spécifiquement, les politiques nationales et les mesures de soutien international devraient être axées sur l'objectif consistant à permettre à la moitié des PMA de répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020.*

Un autre important objectif du Plan d'action de Bruxelles était un ratio investissement/PIB de 25 %. Pour le groupe des PMA la cible n'a pas été atteinte puisque le ratio, à 19,5 % en 2001, n'a pas dépassé 23,2 % en 2008. Une dizaine de pays seulement – essentiellement des pays exportateurs de pétrole, une fois encore – sont parvenus à l'objectif. La formation brute de capital fixe, qui exclut l'accumulation de stocks, a évolué encore plus lentement au cours de la décennie. Dans 19 PMA elle a même diminué durant la période couverte par le Programme d'action de Bruxelles. La réduction de la pauvreté, question examinée de façon plus détaillée dans la suite de la présente section, était un autre objectif du Programme d'action de Bruxelles qui n'a été que partiellement tenu.

Les objectifs d'APD des partenaires de développement n'ont généralement pas été atteints. Si le ratio agrégé de l'APD par rapport au revenu national brut (RNB) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) est passé de 0,05 % en 2000 à 0,09 % en 2008, cela restait bien inférieur à la fourchette visée de 0,15 % à 0,20 % du RNB. En outre, une analyse des mesures de soutien international pour les PMA fait apparaître que ces mesures ont contribué de façon plus symbolique que réelle au développement de ces pays (UNCTAD, 2010).

L'objectif primordial du Programme d'action d'Istanbul est de surmonter les problèmes structurels qui se posent aux PMA afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement définis sur le plan international et de quitter la catégorie des PMA. Plus spécifiquement, les politiques nationales et

les mesures de soutien international devraient être axées sur l'objectif consistant à permettre à la moitié des PMA de répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020 (United Nations Conference on the Least Developed Countries, 2011, par. 27 et 28). En dépit de cet objectif extrêmement ambitieux, le Programme d'action d'Istanbul contient beaucoup moins d'objectifs quantitatifs que le Programme d'action de Bruxelles et prévoit moins de moyens pour y parvenir. En outre, les engagements pour les partenaires de développement énoncés dans le Programme d'action d'Istanbul sont moins nombreux et de nature plus générale, et ils mettent davantage l'accent sur l'assistance technique et l'appui pour le renforcement des capacités que sur les engagements de principe. Selon l'interprétation commune faite du Programme d'action d'Istanbul, cependant, celui-ci reprend les engagements et les objectifs de son prédécesseur, en particulier ceux qui n'ont pas été remplis.

Le cheminement logique sur lequel repose le Programme d'action d'Istanbul peut s'illustrer de façon schématique, comme dans le graphique 10. L'objectif consistant à permettre à la moitié des PMA de répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020 comporte trois dimensions: parvenir à un revenu par habitant correspondant au seuil de reclassement grâce à une croissance économique d'au moins 7 % par an; renforcer les moyens humains en favorisant un développement humain et social soutenu, équitable et sans exclusive, ainsi que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes; et réduire la vulnérabilité en renforçant la résistance aux crises et aux chocs.

Le Programme d'action d'Istanbul prévoit huit domaines d'action prioritaires et définit des buts et objectifs, ainsi que des actions et des engagements concrets. Les huit domaines d'action prioritaires sont les suivants: a) capacité de production; b) agriculture, sécurité alimentaire et développement rural; c) commerce; d) produits de base; e) développement social et humain; f) crises multiples et nouveaux défis; g) mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités; et h) bonne gouvernance à tous les niveaux. Ces deux derniers domaines d'action pouvaient être considérés comme des moyens pour aider les PMA à parvenir aux objectifs globaux du Programme d'action.

Le Programme d'action d'Istanbul contient aussi des éléments nouveaux. Une section entière, notamment, est consacrée au rôle complémentaire de la coopération Sud-Sud dans la mise en œuvre du Programme d'action. Dans le graphique 10 la coopération Sud-Sud apparaît dans une colonne séparée pour mieux souligner qu'elle diffère à bien des égards de l'action des partenaires de développement traditionnels, et qu'elle a un important rôle à jouer dans la mise en œuvre du Programme d'action. Cette section fait aussi ressortir que la coopération Sud-Sud ne doit pas être envisagée comme une forme d'aide publique au développement, mais comme un partenariat entre égaux fondé sur la solidarité, et qu'elle inclut diverses initiatives relevant des domaines social, économique, environnemental, technique et politique. En outre, cette opération ne saurait se substituer à la coopération Nord-Sud, mais devrait plutôt la compléter (par. 134). On voit donc que la coopération Sud-Sud est bien mise en exergue dans le Programme d'action d'Istanbul.

Un autre élément nouveau est l'engagement actif de la société civile, du secteur privé et des organes législatifs dans la préparation, la discussion et la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul. Il est très important d'intégrer les questions intéressant spécifiquement les PMA dans le programme d'action économique et politique plus général des pays développés et des pays en développement. Cette prise en compte systématique pourrait aussi aider à remédier au déficit de gouvernance mondiale dû à la surreprésentation des pays développés et à la sous-représentation – voire non-représentation – des PMA dans bon nombre d'institutions, d'organisations et d'organes de gouvernance mondiale, tant formels qu'informels.

En outre, le Programme d'action d'Istanbul prête beaucoup plus attention à la question de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) pour les

---

*Le Programme d'action d'Istanbul contient aussi des éléments nouveaux. Une section entière, notamment, est consacrée au rôle complémentaire de la coopération Sud-Sud dans la mise en œuvre du Programme d'action.*

---



---

*Le Programme d'action d'Istanbul prête beaucoup plus attention à la question de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) pour les PMA, que la CNUCED s'est attachée à promouvoir résolument. La décision clef consiste à établir une banque des technologies et un mécanisme d'appui à la STI afin d'améliorer la recherche scientifique, le développement technologique et l'innovation dans les PMA.*

---

---

*Le Programme d'action d'Istanbul contient beaucoup d'éléments positifs. Mais il y a une contradiction entre l'objectif général très ambitieux consistant à permettre à la moitié des PMA de répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020, d'une part, et l'absence d'engagements financiers nouveaux pour aider à parvenir à cet objectif, d'autre part.*

---

PMA, que la CNUCED s'est attachée à promouvoir résolument (UNCTAD, 2007 et 2010). La décision clef consiste à établir une banque des technologies et un mécanisme d'appui à la STI afin d'améliorer la recherche scientifique, le développement technologique et l'innovation dans les PMA (par. 52 1) du Programme d'action). Le Gouvernement turc a annoncé qu'il accueillerait un centre international pour la science, la technologie et l'innovation pour les PMA.

Le Programme d'action d'Istanbul recommande aussi que les partenaires de développement envisagent de fournir, à des conditions préférentielles, des capitaux d'amorçage aux entreprises des PMA qui investissaient dans les nouvelles technologies (par. 52 3 c)). En d'autres termes, le Programme d'action incorpore l'initiative Spark promue et facilitée par la CNUCED (UNCTAD, 2010).

En outre, le Programme d'action recommande de renforcer la collaboration internationale pour le commerce, surtout par le biais de l'IED, afin d'aller au-delà des activités usuelles d'extraction des ressources et de production et d'exportation de produits de base. Il était proposé un mécanisme d'aide à l'investissement sous la forme de mesures d'incitation, dans les pays d'origine, pour investir dans des secteurs non traditionnels dans les PMA et en particulier dans les secteurs permettant de diversifier la base de production, de promouvoir les relations avec les activités productives nationales et de créer des emplois.

Le Programme d'action d'Istanbul contient beaucoup d'éléments positifs. Mais il y a une contradiction entre l'objectif général très ambitieux consistant à permettre à la moitié des PMA de répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020, d'une part, et l'absence d'engagements financiers nouveaux pour aider à parvenir à cet objectif, d'autre part. Trois pays seulement – le Botswana, le Cap-Vert et les Maldives – ont quitté la catégorie des PMA au cours des trente dernières années. Compte tenu de ce bilan médiocre, pour tenir un objectif aussi ambitieux, il faudrait une évolution radicale des partenariats pour le développement<sup>6</sup>, que ne prévoit malheureusement pas le Programme d'action.

---

*Le modèle de développement pour les PMA n'est pas pensé dans le Programme d'action d'Istanbul.*

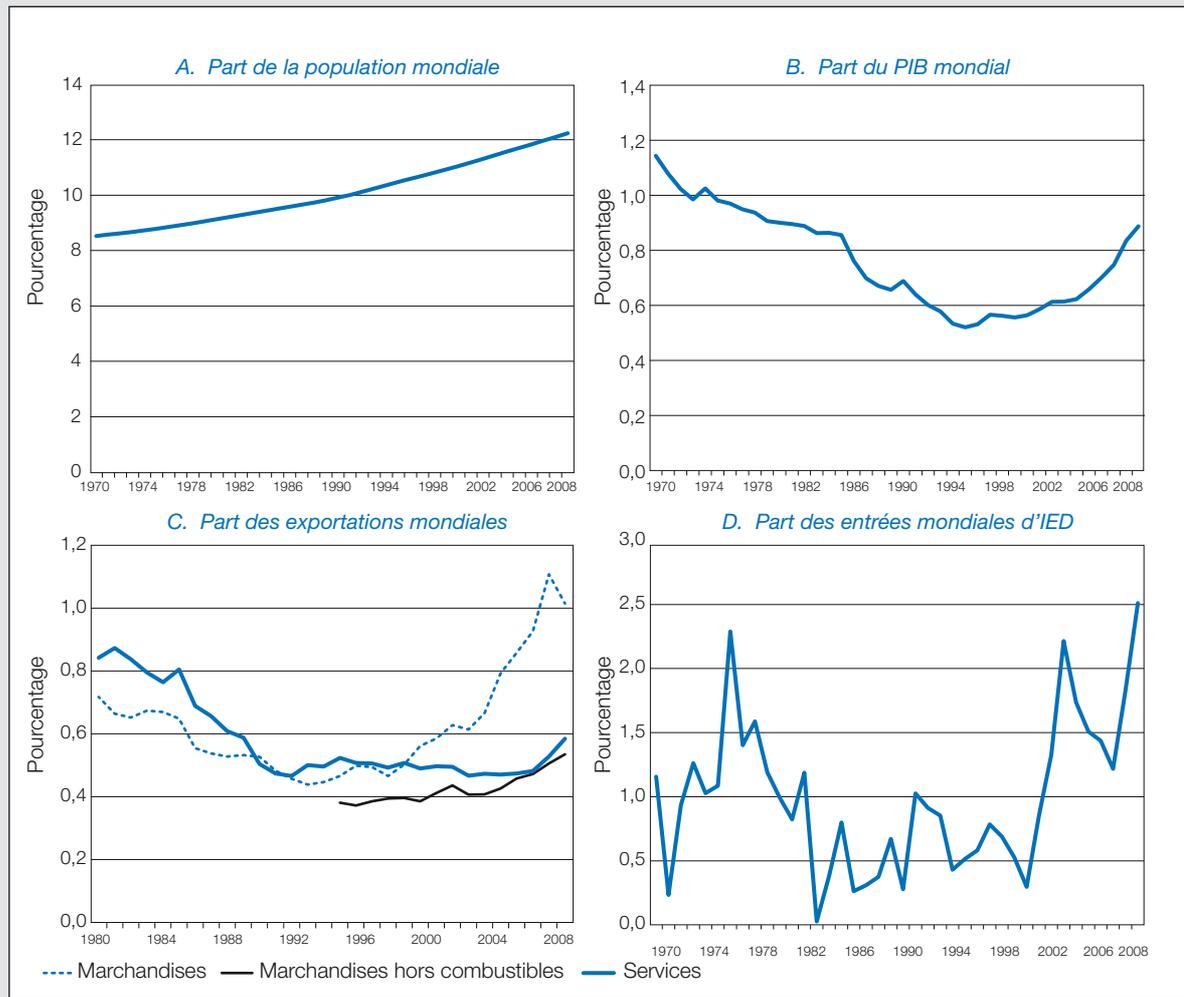
---

En outre, le Programme d'action d'Istanbul contient moins de recommandations s'adressant aux partenaires de développement, et il transfère généralement la responsabilité de l'action aux PMA eux-mêmes. Alors que le Programme d'action de Bruxelles préconisait la mise en œuvre par les PMA de 156 mesures et par les partenaires de développement de 181 mesures, le Programme d'action d'Istanbul ne prévoit que 126 mesures pour les premiers et 110 pour les seconds, ainsi que 16 mesures conjointes.

Le Programme d'action d'Istanbul ne comporte pas un examen plus poussé des mécanismes de soutien international existants pour les PMA et il ne propose pas de nouveaux mécanismes, sinon pour la science, la technologie et l'innovation, comme vu plus haut. En outre, il n'est prêté que peu d'attention à la question des régimes économiques mondiaux qui affectent la performance économique des PMA, et à la nécessité de les réformer. Ainsi, la section consacrée aux produits de base, même si ceux-ci font partie des domaines d'action prioritaires pour les PMA, ne recommande pas d'actions conjointes à engager par ces pays et leurs partenaires de développement, ce qui signifie qu'il n'est pas prévu de mesures pour apporter des réponses à cette problématique au niveau mondial.

Plus surprenant encore, le principe de «résultats rapides» dans le cadre du Cycle de Doha sur les questions commerciales intéressant directement les PMA, initialement introduit à la sixième Réunion des Ministres du commerce des pays les moins avancés tenue à Dar es-Salaam en 2009, n'a pas été retenu en Turquie. En d'autres termes, l'objectif consistant à intégrer plus pleinement, plus effectivement et plus avantageusement les PMA dans le système commercial international n'a pas été reflété dans des mesures spécifiques, et il n'a pas non plus été prêté suffisamment attention dans le Programme d'action d'Istanbul à d'autres questions jugées importantes par les PMA, comme celles des changements climatiques et de la croissance verte.

Graphique 11. Les PMA dans l'économie mondiale, 1970-2009



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données UNCTADstat.

Enfin, le modèle de développement pour les PMA n'est pas repensé dans le Programme d'action d'Istanbul. Cette non-remise en cause du modèle de développement fondamental des PMA, s'inscrivant dans le cadre des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), laisse penser que l'approche routinière est largement validée dans le Programme d'action. Or ce dernier marque au contraire une rupture fondamentale, en mettant essentiellement en avant les notions de capacités productives et de transformation structurelle.

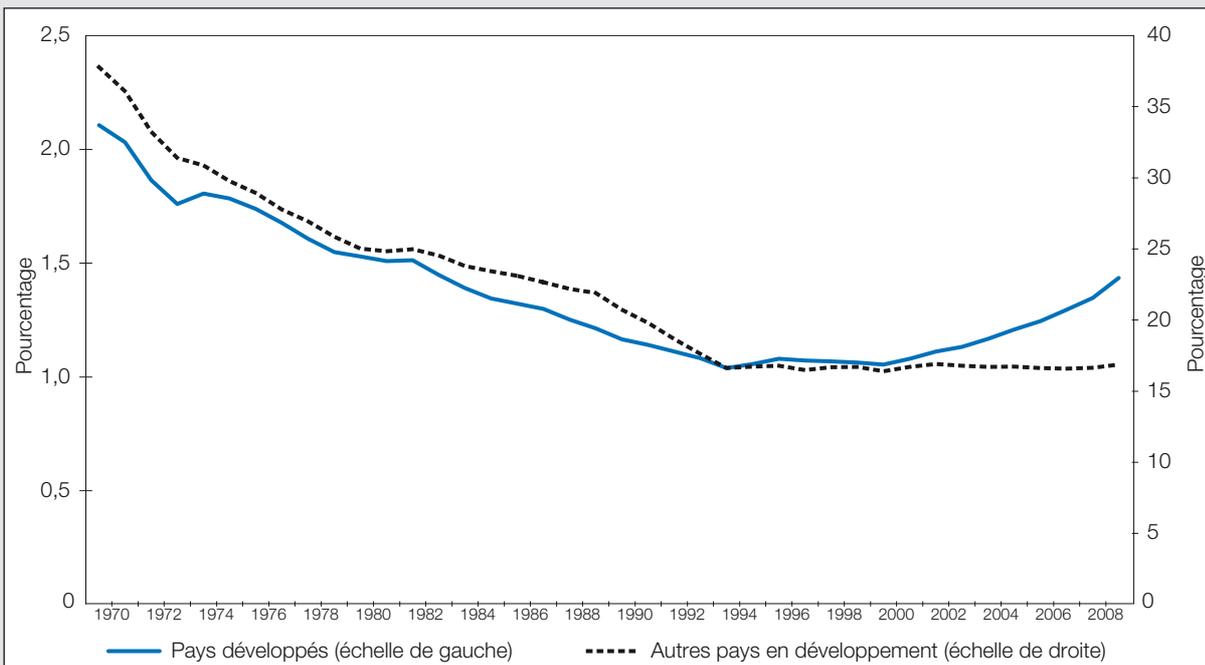
## 2. L'IMPORTANCE DES CAPACITÉS PRODUCTIVES ET DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE POUR LES PMA DANS LE PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL

Le Programme d'action d'Istanbul fait valoir qu'il y a eu dans les PMA d'importantes avancées en termes de croissance économique et de commerce international durant les années 2000. Mais ces avancées ne se sont pas traduites dans un processus de rattrapage suivi des PMA par rapport au reste du monde, comme plusieurs exemples le montraient.

D'abord et surtout, si les PMA représentent une part importante et croissante de la population mondiale – 12 % en 2009 –, leur contribution à la production mondiale reste inférieure à 0,9 %, très en dessous de son niveau au milieu des années 1970 (voir graphique 11, schémas A et B). Autrement dit, un huitième de la population mondiale produit moins d'un centième du PIB mondial. En outre, les PMA n'ont bénéficié que modestement de l'expansion du commerce mondial

*Les PMA représentent une part importante et croissante (un huitième) de la population mondiale, mais ils produisent moins d'un centième du PIB mondial.*

Graphique 12. PIB réel par habitant dans les PMA par rapport aux autres groupes de pays, 1970-2009



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données UNCTADstat.

dans les années 2000: leur part des exportations mondiales de marchandises a tourné autour de 0,6 % entre les années 1980 et le début des années 2000, et elle n'a atteint que récemment 1 % (schéma C). Et cette amélioration récente est essentiellement due aux combustibles; si l'on exclut ce groupe de produits, les PMA ne représentaient en 2009 que 0,53 % des exportations mondiales. En ce qui concerne les exportations de services le poids des PMA dans l'économie mondiale est encore plus modeste, et il a même diminué ces trente dernières années. Les PMA ne représentaient ainsi que 0,6 % du total mondial des exportations de services en 2009.

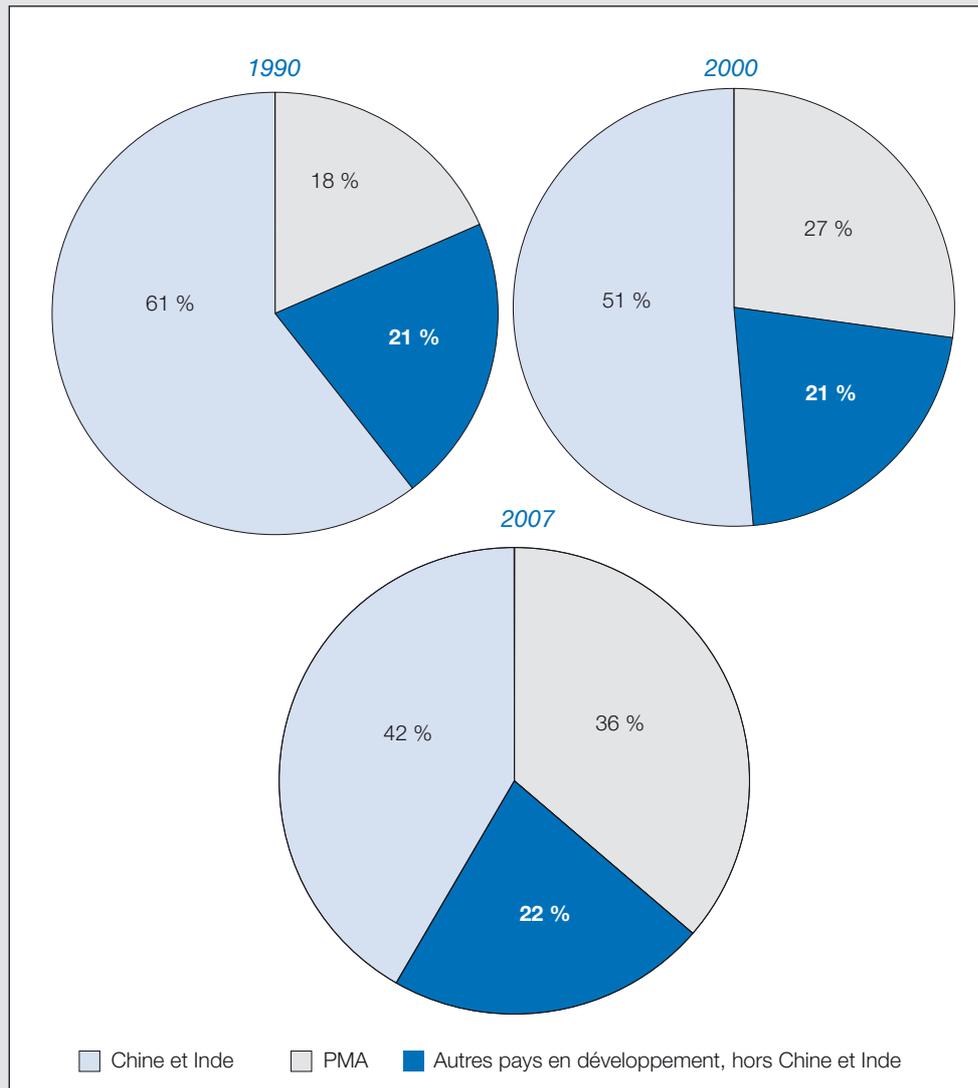
La position des PMA apparaît un peu meilleure en ce qui concerne les flux d'IED: en 2009, ces pays ont reçu 2,5 % environ des flux mondiaux d'IED (schéma D). Cette petite amélioration par rapport aux deux précédentes décennies doit néanmoins être resituée dans un contexte plus global, marqué par la poussée des entrées d'IED dans les pays en développement et par la hausse de la demande de produits primaires.

*Il ressort de quantité de données que les PMA continuent à jouer un rôle très marginal dans l'économie mondiale.*

Entre le début des années 1970 et le milieu des années 1990, le PIB réel par habitant dans les PMA a reculé par rapport à celui des autres groupes de pays (pays développés et pays en développement hors PMA) (graphique 12). Au cours de cette période, le PIB réel par habitant dans les PMA est en effet tombé de 2 % à 1 % seulement de celui des pays développés, et de près de 40 % à moins de 20 % de celui des autres pays en développement.

Le dynamisme accru de l'économie des PMA dans les années 2000 a un peu limité le déclin de leur PIB réel par rapport à celui des pays développés, avec un pourcentage se situant en 2009 à 1,5 %. Il n'y a eu par contre aucune amélioration du PIB réel par habitant des PMA par rapport à celui des autres pays en développement. En dépit des gains de croissance enregistrés dans les PMA durant les années 2000, ces pays n'ont même pas commencé à combler leur retard par rapport aux autres pays en développement. Pour pouvoir s'engager dans un processus de rattrapage suivi, il faudrait que les PMA fassent des avancées nettement plus importantes.

**Graphique 13. Répartition de la population vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement, 1990, 2000 et 2007**  
(Seuil de 1,25 dollar par jour)



Source: UNCTAD, 2011c.

Il ressort de quantité de données que les PMA continuent à jouer un rôle très marginal dans l'économie mondiale, et que leur intégration plus grande dans le marché mondial s'est accompagnée d'avancées très limitées (voire nulles) en ce qui concerne leur position relative par rapport au reste du monde (pour une évaluation similaire, voir United Nations Conference on the Least Developed Countries (2011), sect. I, II et III). Sur le long terme, il semble que ces pays soient encore plus marginalisés à bien des égards qu'au début des années 1970 quand a été créée la catégorie des PMA, même si quelques modestes avancées ont été observées ces dix dernières années. Plus généralement, les données montrent que les PMA, en dépit d'améliorations substantielles en termes de croissance économique et sur le plan du commerce international, ne sont pas parvenus à développer leurs capacités productives et à s'intégrer de façon profitable dans l'économie mondiale.

Le Programme d'action d'Istanbul reconnaît aussi que «l'amélioration des résultats économiques de certains des pays les moins avancés n'a que peu contribué à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté» (par. 18). Autrement dit, la croissance n'a pas été équitable mais au contraire déséquilibrée, et les retombées bénéfiques ont été inégalement distribuées. La notion de croissance équitable a récemment pris une place de premier plan dans les politiques. Comme il n'existe pas de données détaillées sur l'inégalité dans

*Le Programme d'action d'Istanbul reconnaît aussi que «l'amélioration des résultats économiques de certains des pays les moins avancés n'a que peu contribué à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté».*

les PMA, on peut utiliser la pauvreté comme indicateur indirect pour analyser où en sont les PMA en termes de croissance équitable.

Il ressort des évaluations de la CNUCED concernant les tendances en matière de réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (voir le Rapport 2010 sur les pays les moins avancés, chap. 1) que les PMA sont incontestablement en progrès, avec une accélération des avancées depuis 2000. Mais les progrès sont particulièrement lents s'agissant de la réduction de la pauvreté, et la plupart des PMA sont en retard pour la plupart des OMD concernant le développement humain. Globalement, les progrès restent très lents.

---

*La caractéristique essentielle de la pauvreté dans les PMA demeure sa généralisation et sa persistance: en 2007, 53 % de la population vivait avec moins de 1,25 dollar par jour, et 78 % avec moins de 2 dollars par jour.*

---

La caractéristique essentielle de la pauvreté dans les PMA demeure sa généralisation et sa persistance: en 2007, 53 % de la population vivait avec moins de 1,25 dollar par jour, et 78 % avec moins de 2 dollars par jour. Cela signifie qu'il y avait cette année-là dans les PMA 421 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. L'incidence de l'extrême pauvreté était nettement plus grande dans les PMA africains, à 59 %, que dans les PMA asiatiques, à 41 %. Mais pour le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, la différence de proportion était moins marquée: 80 % dans les PMA africains, et 72 % dans les PMA asiatiques.

Malgré une croissance économique rapide dans les années 2000, les avancées pour la réduction de la pauvreté dans les PMA ont été relativement modestes, et surtout ces pays restent en retard par rapport à l'objectif d'une réduction de moitié de la pauvreté entre 1990 et 2015. En outre, comme les PMA ont une population très jeune et en augmentation rapide, en temps de prospérité le nombre de personnes extrêmement pauvres a continué à croître quand bien même le taux de pauvreté diminuait. Compte tenu du fait que ces tendances se poursuivent depuis l'année 2000 et même en ne tenant pas compte des effets possibles de la crise, le nombre des personnes extrêmement pauvres dans les PMA atteindra 439 millions en 2015, alors qu'il ne devrait pas dépasser 255 millions si l'objectif prévu dans le cadre des OMD était atteint.

---

*En dépit des gains de croissance enregistrés durant les années 2000, les PMA n'ont même pas pu commencer à combler leur retard par rapport aux autres pays en développement.*

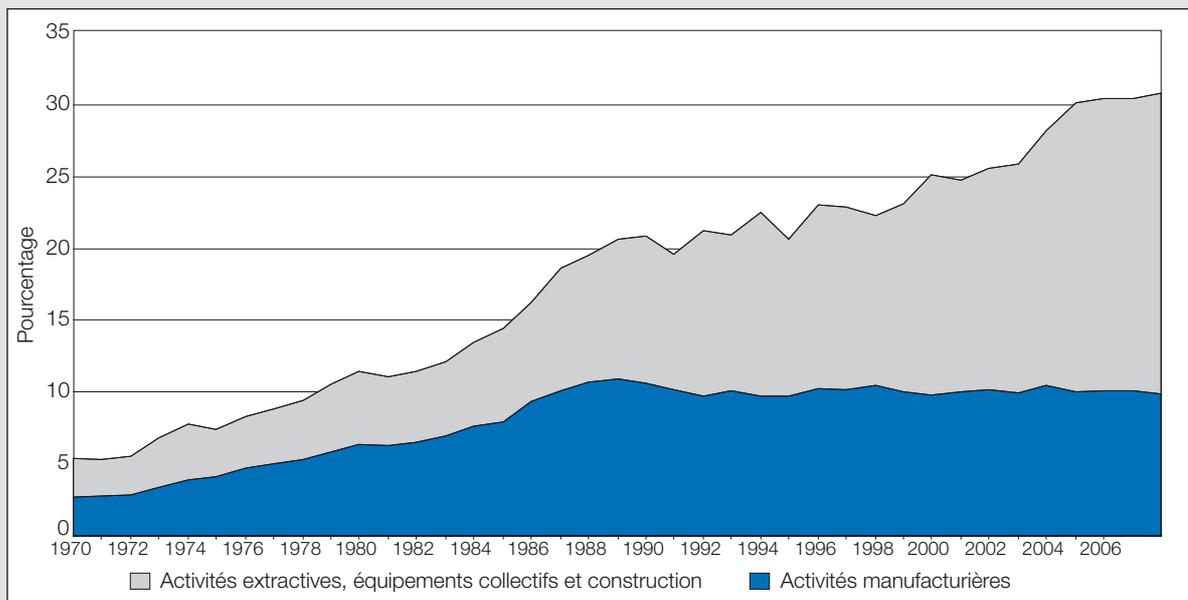
---

Ces tendances peuvent être vues sous un autre angle en comparant le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement (graphique 13). C'était en Chine et en Inde que l'extrême pauvreté se concentre, puisqu'on trouvait dans ces deux pays 42 % des gens vivant dans l'extrême pauvreté dans l'ensemble des pays en développement en 2007. Il convient de souligner toutefois que cette proportion était en forte baisse par rapport au chiffre de 61 % enregistré en 1990. Par contre, en 2007 36 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté résidaient dans les PMA et 22 % dans les autres pays en développement, hors Chine et Inde. Compte tenu des tendances actuelles en matière de réduction de la pauvreté ainsi que de la dynamique démographique, il est clair que tôt ou tard c'est dans les PMA que se concentrera l'extrême pauvreté. En 1990, 18 % seulement des personnes extrêmement pauvres vivaient dans les PMA, mais en 2000 la proportion était passée à 27 %.

Dans le domaine de l'emploi aussi les PMA n'ont guère progressé. En effet, dans les années 2000 l'emploi y a augmenté de 2,9 % (ILO, 2011b), c'est-à-dire bien moins que le PIB. La croissance de l'emploi était donc insuffisante pour absorber le nombre toujours plus grand de nouveaux actifs. Les PMA ne créent pas suffisamment de possibilités d'emploi à cause du type de spécialisation de la production, essentiellement tournée vers les produits de base. L'élasticité de la croissance de la production a été relativement faible, en particulier dans les PMA africains, puisque les secteurs capitalistiques et «fermés» ont été les plus dynamiques (Economic and Social Commission for Africa, 2010). En plus d'une faible élasticité-emploi, ces secteurs se caractérisent par des relations très réduites avec le reste de l'économie, et donc très peu de retombées sur celle-ci.

Selon les données de l'OIT, le taux de chômage dans les PMA avait baissé très légèrement durant la phase d'expansion économique, puisqu'il atteignait en

Graphique 14. Activités industrielles dans les PMA, en pourcentage du PIB, 1970-2008



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données UNCTADstat.

2007 5,7 %, contre 6,1 % en 2000. La tendance s'est modifiée avec la crise de 2008-2009, et on estime que le taux de chômage a été de 5,8 % en 2010 (ILO, 2011b). En outre, la proportion de travailleurs pauvres dans les PMA par rapport à l'ensemble des travailleurs était la plus élevée au monde, à 60 %, de même que la proportion dans les PMA de «l'emploi vulnérable»<sup>7</sup> par rapport à l'emploi total, à 81 %.

L'impossibilité pour les PMA de créer un nombre suffisant d'emplois dans le secteur structuré, conjuguée à une augmentation rapide de la population active, a favorisé la généralisation de l'emploi dans le secteur informel. Comme on le sait bien, les activités économiques dans ce secteur, de même que l'agriculture de subsistance, se caractérisent par une productivité et des revenus très bas. Cela explique pourquoi la proportion des travailleurs pauvres dans ces pays est aussi élevée. Et ces tendances devraient s'aggraver dans l'avenir, puisque la population totale des PMA atteindra en principe 1 milliard en 2017, contre 880 millions en 2009. On voit donc à quel point il est important pour ces pays de créer suffisamment d'emplois productifs pour une population active qui croît rapidement.

L'incapacité de créer un nombre suffisant d'emplois dans beaucoup de PMA, même en période de forte croissance économique, tient à une autre caractéristique de l'économie de ces pays dans les années 2000: l'absence de transformation structurelle. Comme il est dit au paragraphe 18 du Programme d'action d'Istanbul, «dans un grand nombre des pays les moins avancés, la transformation structurelle a été très limitée et la vulnérabilité aux chocs externes n'a pas diminué».

Or tel n'a pas toujours été le cas dans les PMA, qui ont connu entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980 une transformation structurelle assez rapide avec une diminution de la part de l'agriculture dans le PIB, tombée en moyenne de 85 % à 41 % en dix-sept années à peine. Cette évolution n'était clairement pas due à un recul dans l'absolu de la production agricole, mais au ralentissement de sa croissance en comparaison avec celle de l'industrie et des services. En d'autres termes, le processus de transformation de la structure de la production avait été rapide.

---

*Dans les années 2000 la croissance de l'emploi a été de 2,9 %, bien inférieure à la croissance du PIB.*

---



---

*L'impossibilité pour les PMA de créer un nombre suffisant d'emplois dans le secteur structuré, conjuguée à une augmentation rapide de la population active, a favorisé la généralisation de l'emploi dans le secteur informel.*

---

---

*L'incapacité de créer un nombre suffisant d'emplois dans beaucoup de PMA, même en période de forte croissance économique, tient à l'absence de transformation structurelle.*

---

*L'accroissement de la part de l'industrie dans les années 2000 a été dû essentiellement à la flambée des prix des produits de base et à l'expansion rapide dans le même temps des activités extractives. Le secteur manufacturier, en revanche, a peu évolué.*

---

*Au sens où les entend la CNUCED, les capacités productives correspondent essentiellement à ce qu'un pays est capable de produire de façon efficiente et compétitive.*

---

Mais depuis le milieu des années 1980, le processus s'est considérablement ralenti. Si la part de l'agriculture dans le PIB a chuté de 41 % en 1987 à 27,2 % en 2008, celles de l'industrie et des services ont au contraire évolué à la hausse. Alors que l'industrie ne représentait que 5,4 % du PIB en 1970, avec une croissance rapide au cours des quinze années suivantes, sa part est passée à 18,6 % en 1987. À partir de là, cependant, l'évolution a été nettement plus lente, puisque la part de l'industrie dans le PIB entre 2000 et 2008 est passée de 25,1 % à 30,8 %. La part des services dans le PIB, quant à elle, est passée de 9,4 % en 1970 à 40,4 % en 1987 et à 42 % en 2008.

Mais il apparaît, à y regarder de plus près, que les PMA aujourd'hui sont encore plus loin d'une transformation structurelle qu'on ne le pensait auparavant. Les activités industrielles comprennent les activités extractives, les activités manufacturières, la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau, et les activités de construction. L'accroissement de 5 points de pourcentage, dans les années 2000, de la part de l'industrie dans le PIB a été dû essentiellement à la flambée des prix des produits de base et à l'expansion rapide dans le même temps des activités extractives. Le secteur manufacturier, en revanche, a peu évolué<sup>8</sup>. Si durant la première période considérée (1970 à 1987) sa part du PIB est passée de 2,7 % à 10,1 %, au cours des vingt années qui ont suivi elle a fluctué autour de 10 % et en 2008 elle est même tombée à 9,8 % (graphique 14).

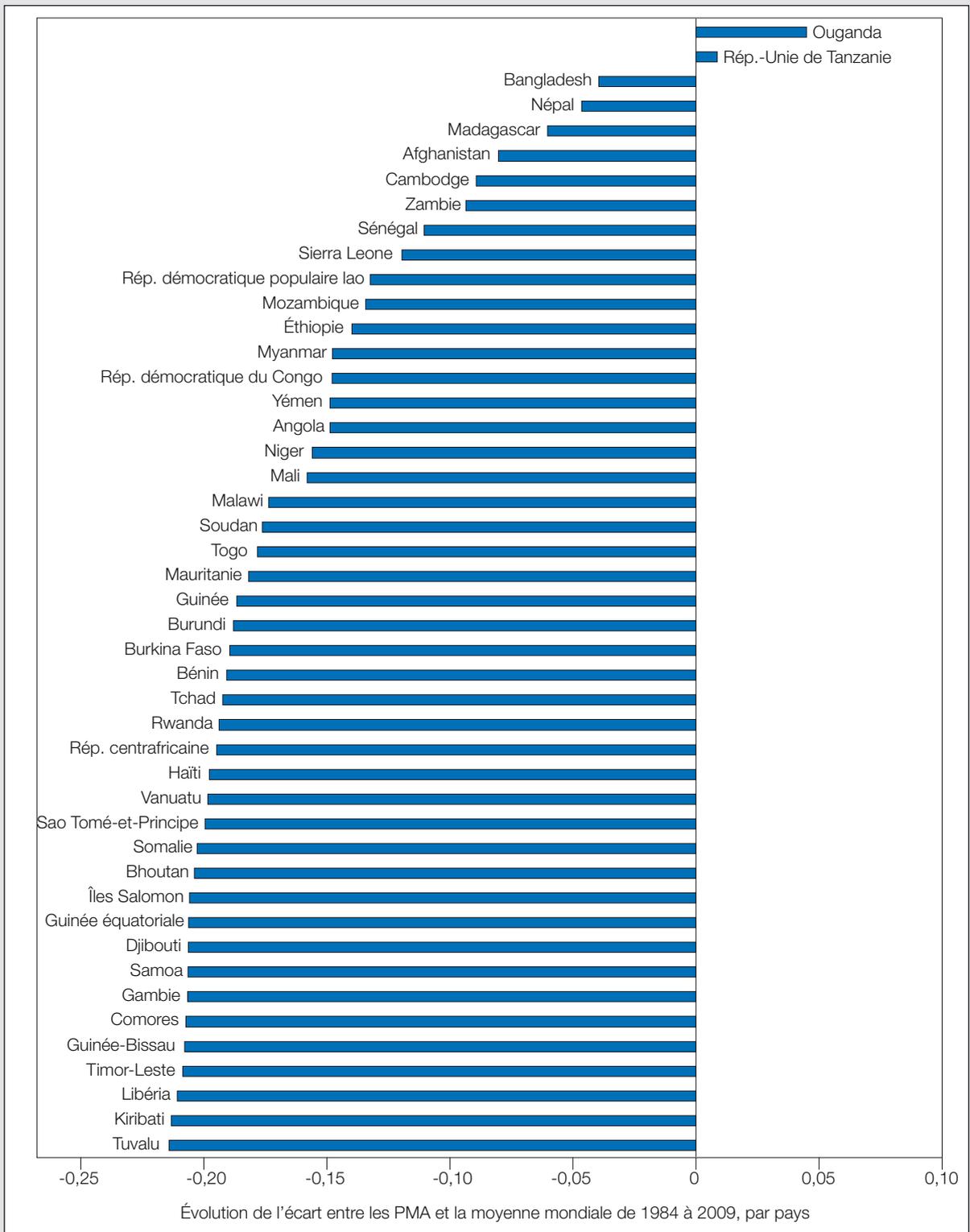
Lorsqu'on examine l'évolution de la structure du PIB dans les années 2000, on constate un recul de 4 points de pourcentage de la part de l'agriculture, une augmentation de près de 6 points de pourcentage de la part de l'industrie, et une légère contraction (inférieure à 2 points de pourcentage) de la part des services dans l'ensemble des PMA. C'est dans les PMA africains que la progression de la part de l'industrie durant cette décennie a été la plus forte (7,5 points de pourcentage), tirée essentiellement par les activités extractives et les équipements collectifs. Il y a eu aussi un léger recul de la part des services et une contraction plus prononcée de celle de l'agriculture. Il semble donc qu'au cours de la dernière décennie, les PMA africains se sont encore plus spécialisés dans les produits de base, tandis que la part des autres activités restait constante (activités manufacturières par exemple, à 7,7 % du PIB) ou diminuait.

Dans les PMA asiatiques en revanche, l'évolution a été moins contrastée et plus équilibrée. La part de l'agriculture dans le PIB a reculé de 4 points de pourcentage, celle de l'industrie a progressé de près de 3 points de pourcentage, et celle des services s'est accrue de 1,5 point de pourcentage. La part des activités manufacturières, déjà très supérieure à celle des PMA africains au début de la décennie, a augmenté encore, jusqu'à atteindre 14 points de pourcentage. Cette spécialisation s'est accompagnée d'une hausse de la part des services liés au secteur manufacturier. Enfin, la structure du PIB des PMA insulaires n'a guère évolué durant la décennie.

Le Programme d'action d'Istanbul reconnaît qu'en termes de capacités productives, il n'y avait guère eu d'avancées au cours de la décennie précédente. L'un de ses principaux objectifs afin de réduire de moitié le nombre des PMA au cours des dix années à venir consiste donc à atteindre une croissance économique d'au moins 7 % par an:

«Atteindre, dans les pays les moins avancés, une croissance économique soutenue, équitable et sans exclusive d'au moins 7 % par an, en renforçant leur capacité de production dans tous les secteurs grâce à des changements structurels et en assurant leur démarginalisation par des mesures efficaces d'intégration dans l'économie mondiale, y compris des mesures efficaces d'intégration régionale» (United Nations Conference on the Least Developed Countries (2011), par. 28 a).

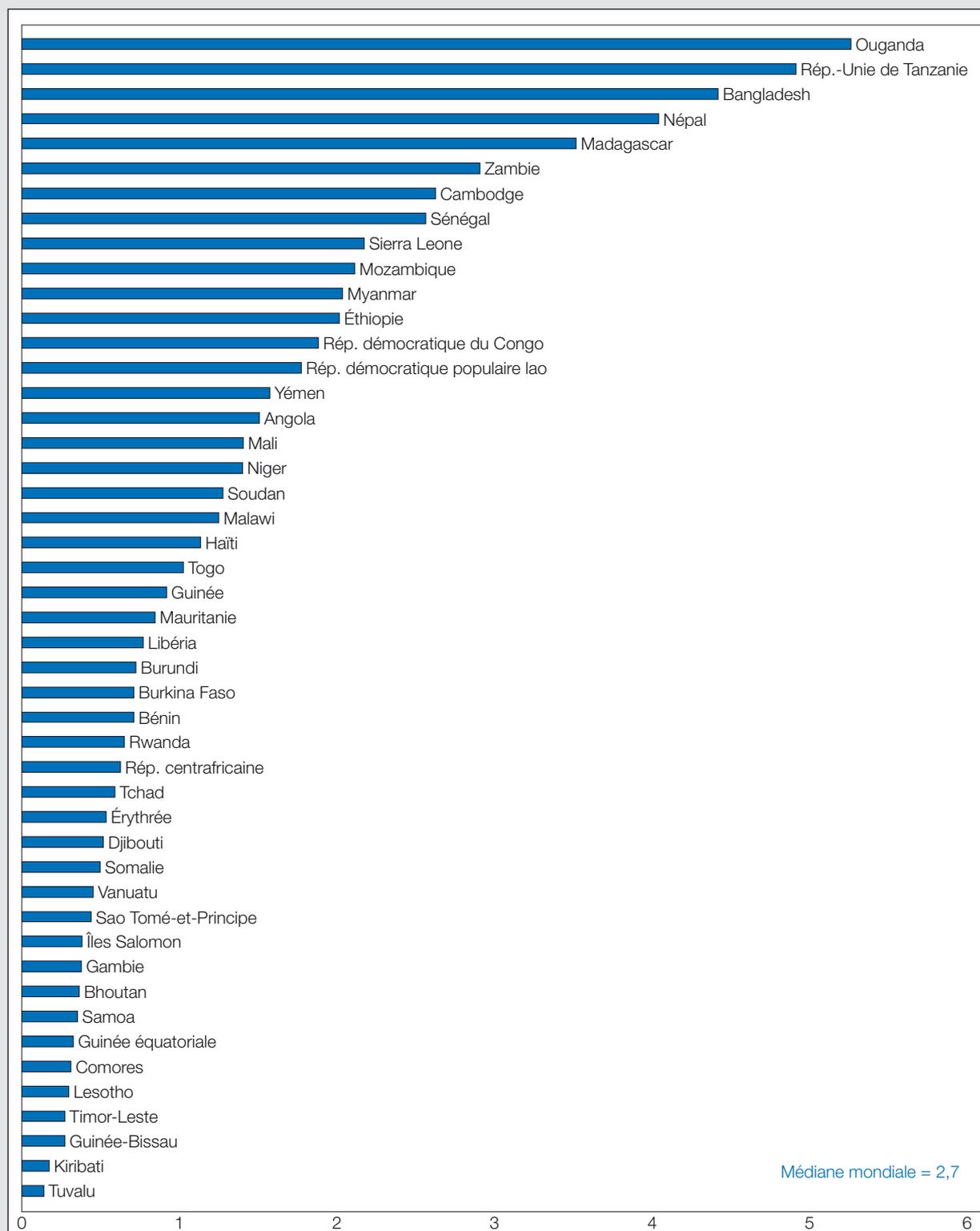
**Graphique 15. Évolution de l'indice CESAP des capacités productives dans les PMA, 1984-2009**



Source: Freire, 2011.

Note: L'indice CESAP est construit en prenant comme indicateur indirect de la capacité productive la complexité des exportations et la capacité d'offre. Voir ci-dessus le texte du Rapport.

**Graphique 16. Indice CESAP des capacités productives dans les PMA, 2009**  
(États-Unis = 100)



Source: Freire, 2011.

Note: L'indice CESAP est construit en prenant comme indicateur indirect de la capacité productive la complexité des exportations et la capacité d'offre. Voir ci-dessus le texte du Rapport.

Le premier domaine d'action prioritaire prévu dans le Programme d'action d'Istanbul est donc centré sur les capacités de production. Dans les livraisons depuis 2006 du Rapport sur les pays les moins avancés de la CNUCED, l'importante question de l'évolution des capacités productives pour le développement des pays a mobilisé une attention accrue. Il en ressort que les politiques nationales et internationales devraient être axées sur le développement des capacités productives – et sur l'expansion correspondante de l'emploi productif – pour parvenir au développement durable et pour réduire la pauvreté dans les PMA.

Au sens où les entend la CNUCED, les capacités productives correspondent essentiellement à ce qu'un pays est capable de produire de façon efficiente et compétitive. Elles comprennent les ressources productives, les capacités entrepreneuriales et les relations de production, qui déterminent ensemble la capacité d'un pays de produire des biens et des services qui lui permettent de croître et de se développer. Il y a développement des capacités productives quand un pays parvient à produire de façon efficiente et compétitive une plus large gamme de biens et de services à plus forte valeur ajoutée. Ce processus implique de renforcer les investissements – dans le capital physique, humain, social et environnemental – et de s'engager dans l'acquisition de technologies et dans l'innovation technologique. Il s'incarne dans la diversification de l'économie nationale, dans sa transformation structurelle et dans son intégration plus avantageuse dans l'économie mondiale, tous ces changements facilitant, dans une sorte de cercle vertueux, des investissements et des innovations supplémentaires (UNCTAD, 2006 et 2011b).

Pour évaluer la capacité productive d'un pays on peut par exemple mesurer la diversification de ses exportations et la gamme des produits qu'il exporte, en employant pour cela la méthode retenue par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique pour analyser les capacités productives des pays les moins avancés dans la région Asie-Pacifique (voir ESCAP, 2011), une version révisée de la méthode des réflexions proposée en 2009 par Hidalgo et Hausmann. Mais comme cette méthode s'apparente davantage à une mesure de la complexité des exportations et de la capacité d'offre du pays, elle ne doit être considérée que comme un indicateur indirect des capacités productives au sens de la définition de la CNUCED.

La méthode conçue par la CESAP (voir ESCAP, 2011) pour mesurer la capacité productive a été reprise dans le document d'information établi aux fins du présent rapport par Freire (2011), en l'étendant à tous les PMA. Il y est présenté l'indice de capacité productive des PMA en comparaison avec la moyenne mondiale, en mesurant l'écart type de distribution des activités productives. Cette mesure s'inscrit dans une perspective de long terme – vingt cinq ans – puisque les capacités productives n'évoluent pas rapidement sur une courte durée. Il est frappant de constater qu'au cours du dernier quart de siècle les PMA ne sont pas parvenus à développer leurs capacités productives au même rythme que le reste du monde. Deux pays seulement, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie, ont réussi à développer leurs capacités productives un peu plus vite que la moyenne mondiale (graphique 15). Cette constatation illustre encore une fois le rôle marginal des PMA dans l'économie mondiale.

Il est possible aussi pour mesurer la position relative des PMA de comparer pour une année donnée leurs capacités productives avec celles de certains pays de référence. Les États-Unis sont un pays de référence intéressant puisqu'ils sont celui où les capacités productives sont les plus développées. Sur la base de cet indice, le graphique 16 présente les capacités productives dans les PMA en 2009. Il montre que la capacité productive de ces pays est généralement très faible puisqu'elle ne représente que quelques points de pourcentage de la capacité productive des États-Unis. Parmi les PMA, les plus forts niveaux de capacité productive sont observés pour l'Ouganda (5,26), la République-Unie de Tanzanie (4,91) et le Bangladesh (4,42). Les pays ayant les plus bas niveaux

---

*Il y a développement des capacités productives quand un pays parvient à produire de façon efficiente et compétitive une plus large gamme de biens et de services à plus forte valeur ajoutée. Ce processus implique de renforcer les investissements – dans le capital physique, humain, social et environnemental – et de s'engager dans l'acquisition de technologies et dans l'innovation technologique.*

---



---

*L'importante place accordée dans le Programme d'action d'Istanbul au développement des capacités productives des PMA est plus que justifiée. Mais toute la question consiste à savoir comment le Programme d'action sera mis en œuvre au cours des dix prochaines années.*

---

de capacité productive sont Tuvalu (0,14), Kiribati (0,17) et la Guinée-Bissau (0,27).

L'analyse faite dans la présente section et l'évaluation contenue dans le Programme d'action d'Istanbul montrent l'une et l'autre que la structure productive des PMA est restée pratiquement statique, y compris au cours de la période de prospérité économique des années 2000. Les PMA continuent à participer à la division internationale du travail avec ce dont ils disposent déjà en abondance: des produits de base et des travailleurs peu qualifiés. La croissance des deux dernières décennies tirée par l'exportation a conduit à une spécialisation encore plus grande de ces pays en fonction de leurs avantages comparatifs statiques. C'est ce qui explique pourquoi leurs capacités productives restent sous-développées, leurs exportations concentrées dans une gamme limitée de produits, et leurs vulnérabilités structurelles très fortes. On voit donc que l'importante place accordée dans le Programme d'action d'Istanbul au développement des capacités productives des PMA est plus que justifiée. Mais toute la question consiste à savoir comment le Programme d'action sera mis en œuvre au cours des dix prochaines années, et s'il sera mis en œuvre avec plus de vigueur et de volonté que dans la dernière décennie.

---

## E. Conclusions

---



---

*Les PMA doivent promouvoir les changements structurels et développer leurs capacités productives afin de commencer à rattraper le reste du monde et de réduire notablement la pauvreté.*

---

L'objectif primordial du Programme d'action d'Istanbul est de surmonter les problèmes structurels qui se posent aux PMA afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement définis sur le plan international et de quitter la catégorie des pays les moins avancés. Plus spécifiquement, les politiques nationales et les mesures de soutien international devraient être axées sur l'objectif consistant à permettre à la moitié des PMA de répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020 (United Nations Conference on the Least Developed Countries, 2011, par. 27 et 28). Les PMA parviendront-ils à atteindre cet objectif compte tenu de la situation actuelle de l'économie mondiale et des perspectives pour les années qui viennent? Continueront-ils à jouer un rôle marginal dans l'économie mondiale? Les politiques actuelles et leur approche routinière sont-elles suffisantes pour engager ces pays sur la voie d'un développement plus dynamique et plus équitable? Les décennies passées ont montré qu'une forte croissance économique n'était pas suffisante pour atteindre les objectifs de développement globaux. Il ressort de l'analyse faite ici, ainsi que de l'évaluation contenue dans le Programme d'action d'Istanbul, que la structure productive des PMA est restée pratiquement statique, y compris durant la période de forte croissance économique des années 2000. Ces pays doivent promouvoir les changements structurels et développer leurs capacités productives afin de commencer à rattraper le reste du monde et de réduire notablement la pauvreté.

---

*Le renforcement de la coopération Sud-Sud va-t-il faciliter le rattrapage des PMA par rapport au reste du monde?*

---

Il ressort aussi de la présente analyse que la reprise enregistrée dans les PMA après la triple crise est, au mieux, partielle, et que la situation mondiale actuelle et les perspectives à moyen terme ne sont pas non plus favorables. On peut craindre que durant les années 2010 l'économie mondiale offre aux PMA des conditions extérieures moins propices que durant la période d'expansion de la décennie écoulée, et que la décennie en cours apporte beaucoup d'instabilité et de changement. Comme le risque est élevé que les pays développés enregistrent pendant une durée prolongée des résultats économiques médiocres, les perspectives pour l'économie mondiale et pour les PMA sont donc entourées d'une grande incertitude. La croissance plus lente et plus instable dans les pays développés pèsera forcément sur les perspectives de croissance des PMA. Et s'il y a un rééquilibrage de l'économie mondiale, le résultat net sera probablement négatif pour les PMA. On voit donc que, comme

il ressort des estimations du FMI jusqu'en 2016, les perspectives de croissance dans ces pays sont moins dynamiques que durant la période d'expansion.

Certains signes laissent penser néanmoins que les prix internationaux des produits de base pourraient rester élevés durant la décennie en cours, une conséquence directe de ce qu'il est convenu d'appeler la montée en puissance du Sud. La question est donc la suivante: les PMA vont-ils passer à côté d'une autre occasion de transformer une prospérité temporaire fondée sur les produits de base en un développement économique durable et équitable? Parviendront-ils à tirer parti des opportunités offertes par le contexte extérieur, c'est-à-dire à mettre à profit de façon optimale la flambée des produits de base tirée par le Sud? Auront-ils la sagesse de les mettre à profit de façon plus avantageuse que dans les années 2000? Enfin, quel type de stratégie de développement les PMA devraient-ils mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du Programme d'action d'Istanbul?

La question de la coopération Sud-Sud est une autre dimension de la même problématique, examinée plus avant dans les chapitres suivants. Le renforcement de la coopération Sud-Sud va-t-il faciliter le rattrapage des PMA par rapport au reste du monde? Comment les moteurs de croissance dans le Sud vont-ils aider les PMA à créer des avantages compétitifs dynamiques? Les relations entre les PMA et les autres pays en développement sont-elles de nature fondamentalement différente par rapport aux relations Nord-Sud? Existe-t-il une sorte de «dividende du Sud»? Si tel est bien le cas, quel serait le meilleur moyen d'en faire profiter les PMA? Pour reprendre une formule souvent employée aujourd'hui, la coopération Sud-Sud pourrait-elle «changer la donne» pour les PMA? Compte tenu de toutes ces interrogations, le chapitre qui suit analyse de plus près les tendances récentes des relations économiques entre les PMA et les autres pays en développement.

## Notes

- <sup>1</sup> Guinée équatoriale, Angola, Samoa, Tuvalu, Vanuatu, Bhoutan, Timor-Leste, Kiribati, Djibouti, Soudan et Sao Tomé-et-Principe.
- <sup>2</sup> Sénégal, Zambie, Mauritanie, Lesotho, République démocratique populaire lao, Îles Salomon et Cambodge.
- <sup>3</sup> Voir le tableau 3.
- <sup>4</sup> Il convient de prendre avec prudence les simples projections sur la base de la période d'expansion de 2002-2008. Une certaine prudence s'impose aussi pour ce qui est de la reconfiguration de l'économie mondiale, dans la mesure où même les pays émergents connaissant la croissance la plus rapide resteront sans doute très longtemps encore plus pauvres, par habitant, que les pays avancés.
- <sup>5</sup> Les prévisions reflétées dans le graphique doivent être prises avec prudence compte tenu des graves problèmes de l'économie mondiale en 2011. Les prévisions à moyen terme sont par conséquent entourées d'une grande incertitude et elles pourraient bien se révéler exagérément optimistes si la situation s'aggrave. Mais ces incertitudes ne devraient pas remettre en cause le basculement à long terme du pouvoir économique vers les pôles de croissance dans le Sud.
- <sup>6</sup> Selon le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*, cette évolution radicale des partenariats pour le développement devait s'inscrire dans une nouvelle architecture internationale du développement pour les PMA.
- <sup>7</sup> Selon la définition de l'OIT, sont en situation d'emploi vulnérable les personnes travaillant pour leur propre compte et les travailleurs familiaux contribuant à l'entreprise familiale; un taux d'emploi vulnérable élevé signifie des emplois de type informel, des revenus incertains et des choix limités pour les travailleurs.
- <sup>8</sup> Selon le paragraphe 19 du Programme d'action d'Istanbul, «... la part de l'industrie manufacturière..., qui a été le fer de lance du développement économique de nombreux pays à revenu intermédiaire, n'a augmenté que lentement».

## Bibliographie

- Akyuz Y (2010). Export dependence and sustainability of growth in China and the East Asian production network. Research Paper no. 27, South Centre, Geneva.
- Cuddinton J and Jerrett D (2008). Super cycles in real metal prices? *IMF Staff Papers*, 55(4): 541—565.
- ESCAP (2011). Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2011. United Nations publications. Sales No. E.11.II.F.2. Bangkok.
- Economic and Social Commission for Western Asia (2011). Summary of the survey of economic and social developments in the Economic and Social Commission for Western Asia Region, 2010—2011. Economic and Social Council Substantive Session of 2011, 4—29 July, E/ESCWA/EDGD/2011/2, Geneva.
- Economic and Social Commission for Africa (2010). Economic Report on Africa 2010: *Promoting High-level Sustainable Growth to Reduce Unemployment in Africa*. United Nations publications. Sales No. E.10.II.K.1. Addis Ababa.
- FAO (2011). *The State of Food and Agriculture, 2010—2011: Women in Agriculture — Closing the Gender Gap for Development*. Rome.
- Freire C (2011). Productive capacity in the least developed countries: Current status and the role of South—South integration. Background paper prepared for UNCTAD's *Least Developed Countries Report, 2011*.
- Hidalgo C and Hausmann R (2009). The building blocks of economic complexity. *Proceedings of the National Academy of Sciences* Proceedings of the National Academy of Sciences. 106(26): 10570—10575.
- ILO (2011a). *Global Employment Trends 2011: The Challenge of Jobs Recovery*. Geneva.
- ILO (2011b). *Growth, Employment and Decent Work in the Least Developed Countries*. Report for the Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries, 9—13 May (Turkey), Geneva.
- IMF (2011). *World Economic Outlook: Tensions from the Two-Speed Recovery — Unemployment, Commodities and Capital Flows*. September, Washington, DC.
- Kaplinsky R and Farooki MZ (2010). What are the implications for global value chains when the market shifts from the North to the South? Policy Research Working Paper no. 5205, February, World Bank, Washington, DC.
- Leo B (2009). Will World Bank and IMF lending lead to HIPC IV? Debt déjà-vu all over again. Working Paper no. 193, Center for Global Development, Washington, DC.
- Mayer J (2011). Structural change, global imbalances and employment in the least developed countries. Policy Brief no.1, International Centre for Trade and Sustainable Development, Geneva.
- OECD (2010). *Perspectives on Global Development 2010: Shifting Wealth*. Paris.
- Ortiz I, Chai J and Cummins M (2011). Escalating food prices: The threat to poor households and policies to safeguard a recovery for all. Social and Economic Policy Working Paper, United Nations Children Fund, New York.
- UNCTAD (2006). *Least Developed Countries Report 2006: Developing Productive Capacities*. United Nations publications. Sales No. E.06.II.D.9. New York and Geneva.
- UNCTAD (2007). *Least Developed Countries Report 2007: Knowledge, Technological Learning and Innovation for Development*. United Nations publications. Sales No. E.07.II.D.8. New York and Geneva.
- UNCTAD (2010). *Least Developed Countries Report 2010: Towards a New International Development Architecture*. United Nations publications. Sales No. E.10.II.D.5. New York and Geneva.
- UNCTAD (2011a). *Commodities at a Glance*. UNCTAD/SUC/2011/2, March, New York and Geneva.
- UNCTAD (2011b). From Brussels to Istanbul: Key development challenges facing the least developed countries. Compilation of documents of pre-conference events organized by UNCTAD in preparation for the Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries (LDC—IV), Istanbul: 9—13 May 2011. New York and Geneva.
- UNCTAD (2011c). Poverty reduction and progress towards MDGs in the LDCs: Encouraging signs but much remains to be done. Least Developed Countries Series, UNCTAD Policy Brief no. 20/e, New York and Geneva.
- UNCTAD (2011d). South—South integration is key to rebalancing the global economy. UNCTAD Policy Brief no. 22, February, New York and Geneva.
- UNCTAD (2011e). *Trade and Development Report 2011: Post-crisis Policy Challenges in the World Economy*. United Nations publications. Sales No. E.11.II.D.3. New York and Geneva.

- UNCTAD (2011f). *World Investment Report 2011: Non-Equity Modes of International Production and Development*. United Nations publications. Sales No. E.11.II.D.2. New York and Geneva.
- UN-DESA (2011). *World Economic Situation and Prospects 2011: Update as of mid-2011*. United Nations, New York. Available at: <http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/index.shtml>.
- United Nations Conference on the Least Developed Countries (2011). Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2011–2020. A/CONF.219/3/Rev.1. 23 May.
- World Bank (2009). Migration and development brief no. 9. 23 March, Washington, DC.
- World Bank (2010). *Migration and Remittances Factbook 2011*. International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, Washington, DC.



**CHAPITRE**

**2**

**LA MONTÉE EN PUISSANCE  
DU SUD: INCIDENCES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
DES PMA**

---

## A. Introduction

---

L'argument développé dans le chapitre premier est que la reconfiguration en cours de l'économie mondiale et ses conséquences sont d'une grande importance pour tous les pays. Toute stratégie de développement visant à remédier à la marginalisation persistante des pays les moins avancés (PMA) doit donc prendre en compte le contexte plus large du rééquilibrage des pouvoirs économique et politique dans le monde. Ce constat s'impose d'autant plus aujourd'hui que certains acteurs clés parmi les pays développés sont confrontés à de graves difficultés budgétaires, alors que la reprise est encore timide et reste extrêmement illégale et menacée de rechute.

---

*Même si les pays développés restent des partenaires très importants pour les PMA, les relations Sud-Sud jouent déjà un rôle important dans l'intégration des PMA à l'économie mondiale et elles gagneront probablement en importance à l'avenir.*

---

Dans ces conditions, l'objet principal du présent chapitre est d'apporter un nouvel éclairage sur l'intensification des relations économiques entre les PMA et les pays du Sud, processus en cours depuis au moins une décennie. Les deux géants asiatiques, à savoir la Chine et l'Inde, mènent à l'évidence le jeu à cet égard, puisqu'ils sont devenus respectivement les premier et quatrième marchés d'exportation des PMA depuis 2009 – l'Union européenne et les États-Unis se plaçant aux deuxième et troisième rangs, respectivement. Néanmoins, un ensemble plus étendu de pays en développement est impliqué dans ce processus multiforme de développement des relations économiques Sud-Sud. S'appuyant sur les données disponibles, le chapitre montre que, même si les pays développés restent des partenaires très importants pour les PMA, les relations Sud-Sud jouent déjà un rôle important dans l'intégration des PMA à l'économie mondiale et qu'elles gagneront probablement en importance à l'avenir.

Dans le contexte de l'intensification des liens économiques entre les pays du Sud, la question essentielle pour les PMA est de savoir dans quelle mesure ce dynamisme peut servir de tremplin pour développer leurs capacités productives et faciliter leur transformation structurelle, dans le but non seulement d'accroître le volume de la production, mais aussi d'améliorer sa qualité en s'orientant vers des activités à haute valeur ajoutée et à plus forte intensité de connaissances. À cet égard, le chapitre pointe toute une série d'occasions à saisir et de défis à relever pour y parvenir. Les pays les plus pauvres retirent des avantages évidents de l'essor de la demande internationale d'exportations et de la plus grande disponibilité d'articles manufacturés importés à bas prix. Toutefois, certains d'entre eux sont également confrontés à une concurrence accrue dans les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre ou bien ils risquent de rester prisonniers de leur dépendance à l'égard des produits de base du fait de la nouvelle division internationale du travail. Il ne faut pas perdre de vue, par exemple, que les combustibles représentaient en moyenne 60 % environ des exportations des PMA vers les pays en développement dans les années 2000. Il est incontestable cependant que la montée en puissance du Sud assure aux PMA un meilleur accès aux capitaux et aux financements pour leur développement et accroît les possibilités de transfert de technologie et d'apprentissage au niveau local.

---

*Dans le contexte de l'intensification des liens économiques entre les pays du Sud, la question essentielle pour les PMA est de savoir dans quelle mesure ce dynamisme peut servir de tremplin pour développer leurs capacités productives et faciliter leur transformation structurelle.*

---

La façon dont l'intensification des relations économiques avec les pays du Sud influera sur les perspectives de développement des PMA dépendra en dernière analyse de l'effet net de multiples forces imbriquées qui englobent non seulement les échanges et les investissements, mais aussi les envois de fonds des travailleurs, les transferts de technologie et les apports de fonds publics. Dans l'ensemble, les tendances qui se dessinent peuvent être interprétées avec un optimisme prudent. L'analyse présentée dans ce chapitre suggère que les politiques devraient jouer un rôle crucial en tirant un meilleur parti de ces relations multiformes en vue de promouvoir les objectifs de développement à long terme des PMA. Évitant toute passivité, les gouvernements des PMA doivent exploiter la plus grande marge d'action que leur offre l'émergence de nouveaux partenariats, en formulant une stratégie claire pour profiter des avantages de la reconfiguration en cours de l'économie mondiale. Il faudra alors mettre en place un État développementaliste et également renforcer certaines

formes de coopération Sud-Sud profitables à tous, comme il est expliqué dans le reste du rapport.

Le présent chapitre suit le plan suivant: la section B esquisse un cadre d'analyse général permettant de rendre compte des multiples répercussions de la montée en puissance des moteurs de croissance du Sud sur les économies des PMA. La section C apporte un nouvel éclairage sur les nouvelles formes de relations économiques entre les PMA et le Sud, plus particulièrement sur le commerce, l'investissement étranger direct (IED), les envois de fonds des travailleurs et les flux financiers publics. Elle examine avec soin le large éventail de partenariats qui caractérisent l'intégration et la coopération économiques Sud-Sud avec différents partenaires, ainsi que les éléments de complémentarité en les comparant aux relations que les PMA entretiennent traditionnellement avec les pays développés. En guise de conclusion, le chapitre développe un certain nombre de considérations sur le fait que les gouvernements des PMA doivent formuler une stratégie claire dans le but de tirer le meilleur parti des nouveaux partenariats Sud-Sud, compte tenu de leurs objectifs de développement à long terme.

---

## B. Cadres d'analyse applicables à la nouvelle géographie de l'économie mondiale

---

La nature de l'intégration des PMA à l'économie mondiale a évolué rapidement au cours de la dernière décennie, en raison des multiples conséquences de l'émergence de certains pays en développement dynamiques dans un contexte de mondialisation croissante. D'une façon générale, la période allant de 1975 à 2000 s'est caractérisée par la libéralisation des échanges et des flux de capitaux à l'échelle mondiale, jointe à la segmentation et à l'internationalisation croissantes des procédés de production<sup>1</sup>. Ces tendances se sont traduites par une vigoureuse expansion des échanges internationaux, en particulier de biens intermédiaires et de pièces détachées et composants (Jones et al., 2005). Dans ces conditions, les PMA, comme la plupart des pays en développement, ont été cantonnés dans leur rôle de fournisseurs de matières premières des pays développés et des nouveaux pays industriels (NPI)<sup>2</sup> qui transformaient alors ces intrants en produits finis destinés à leurs propres marchés intérieurs et, dans une moindre mesure, à l'exportation vers les pays en développement eux-mêmes (Ng et Yeats, 1999).

Ces évolutions se poursuivant et les sociétés transnationales étant par ailleurs avides de tirer parti des écarts de salaires et de développer leur intégration verticale et horizontale, de véritables réseaux de production se sont mis en place à l'échelle mondiale<sup>3</sup>. C'est sur cette toile de fond que dans les années 2000 la géographie même de l'économie mondiale s'est progressivement transformée, après l'entrée réussie de certains pays en développement dynamiques dans des chaînes d'approvisionnement régionales et sous-régionales. Du fait de l'amélioration de leurs structures de production et du coup de fouet qu'elle a donné à leur croissance économique, ces pays se sont imposés comme des acteurs majeurs sur la scène économique mondiale. Dans la région asiatique en particulier, en même temps que ces pôles de croissance du Sud se développaient, ils s'imposaient comme des géants manufacturiers, dont les produits étaient ensuite exportés pour l'essentiel vers les pays développés et, dans une moindre mesure, vers d'autres pays en développement.

Du point de vue des PMA, la mise en place de ce schéma de production mondiale s'est traduite par un développement vigoureux des échanges commerciaux et des investissements Sud-Sud, étant donné que les pays en développement en pleine croissance recherchaient de nouvelles sources de matières premières, d'autres intermédiaires, de nouveaux marchés à l'exportation ou simplement des possibilités d'investissement plus rémunératrices. Il en résulte, du même coup, un double processus qui aboutit à la fois à une intégration plus étroite des PMA avec les autres pays en développement et une

---

*La nature de l'intégration des PMA à l'économie mondiale a rapidement évolué au cours de la dernière décennie, en partie du fait de l'émergence de certains pays en développement dynamiques dans un contexte se caractérisant par une mondialisation croissante.*

---



---

*Il en résulte un double processus qui aboutit à la fois à une intégration plus étroite des PMA avec les autres pays en développement et une intégration plus poussée au marché mondial.*

---

---

*Le modèle dit du vol d'oies sauvages a inspiré un cadre d'analyse éclairant qui pourrait être appliqué aux relations économiques Sud-Sud.*

---

intégration plus poussée au marché mondial. Avant d'analyser les différents aspects que revêt ce processus, il est utile d'examiner quelques cadres d'analyse qui ont été proposés pour décrire les relations économiques Sud-Sud. Ces dernières ont été longtemps considérées sous l'angle des similitudes entre pays en développement en termes de caractéristiques structurelles, d'héritages historiques, de problèmes de développement, d'expériences et de cadres directifs. Ce sont d'ailleurs ces traits communs qui justifient de concevoir la coopération Sud-Sud comme un partenariat fondé sur le principe d'égalité, à l'instar par exemple de la Chine dont les huit principes régissant l'aide économique et l'assistance technique aux autres pays sont bien connus (1964).

Malgré leurs similitudes, les pays en développement ont, comme de récentes observations l'ont montré, peu à peu évolué vers plus de diversité et d'hétérogénéité dans le cadre du processus en cours de reconfiguration de l'économie mondiale. Alors que certains pays du Sud sont en passe de rattraper leur retard et s'approchent des niveaux de revenu atteints par les pays à revenu élevé, d'autres semblent plafonner et être bloqués dans le groupe des pays à revenu intermédiaire; d'autres encore, dont de nombreux PMA, sont enlisés dans la pauvreté et le sous-développement persistants<sup>4</sup>. Les asymétries qui en résultent – en matière de taille économique, de revenu, de conditions structurelles et de connaissances technologiques – déterminent inévitablement les conditions régissant les relations économiques dictées par le marché dans les pays du Sud et elles doivent être dûment prises en compte dans tout cadre d'analyse pertinent (UNCTAD, 2010a).

---

*Le modèle du vol d'oies sauvages explique le succès des NPI en établissant un lien entre le cycle de vie de secteurs particuliers, au fur et à mesure de leur développement, et la relocalisation d'industries de pays plus avancés vers des pays moins avancés au niveau régional.*

---

*Le vol d'oies sauvages* – Le modèle dit du vol d'oies sauvages a inspiré un cadre d'analyse éclairant qui pourrait être appliqué aux relations économiques Sud-Sud. Formulé à l'origine par Kaname Akamatsu dans les années 1930 pour expliquer le rattrapage des pays occidentaux avancés par le Japon, le modèle du vol d'oies sauvages est devenu par la suite le modèle le plus influent utilisé pour expliquer les vagues consécutives d'industrialisation en Asie de l'Est par le biais de l'intégration régionale (Arrighi, 1996; Kojima, 2000; Ozawa, 1993; 2003)<sup>5</sup>. Fondamentalement, le modèle du vol d'oies sauvages explique le succès des NPI en établissant un lien entre le cycle de vie de secteurs particuliers, au fur et à mesure de leur développement, et la relocalisation d'industries de pays plus avancés vers des pays moins avancés au niveau régional, en fonction de l'évolution de leur compétitivité (UNCTAD, 1996; Kasahara, 2004; Chang, 2011; Fujita *et al.*, 2011). Lorsqu'ils arrivent à imiter le «chef de file» et à devenir les exportateurs confirmés d'un nouveau produit, les «suiveurs» sont progressivement incités, sous l'effet de la concurrence, à reproduire le même schéma de relocalisation vers leurs voisins moins développés, créant ainsi ce qu'Arrighi appelle l'effet boule de neige (Arrighi, 1996). Dans le même temps, les pays plus avancés ne se contentent pas de monter dans la gamme des produits: ils servent aussi de marchés d'exportation pour les «suiveurs», en permettant les importations inversées et en favorisant une intégration régionale accrue (Chang, 2011).

---

*Dans ce processus d'industrialisation et de transformation structurelle à l'échelle de la région, les échanges et l'IED sont des vecteurs essentiels pour transférer de nouveaux biens, de nouveaux capitaux et de nouvelles technologies des acteurs plus avancés vers des pays moins développés et disposant d'une main-d'œuvre relativement plus abondante.*

---

Dans ce processus d'industrialisation et de transformation structurelle à l'échelle de la région, les échanges et l'IED sont des vecteurs essentiels pour transférer de nouveaux biens, de nouveaux capitaux et de nouvelles technologies des acteurs plus avancés vers des pays moins développés et disposant d'une main-d'œuvre relativement plus abondante. La recherche d'avantages compétitifs par les grandes entreprises se traduit à son tour par une division régionale du travail en constante évolution à l'intérieur d'un groupe de pays qui tous s'efforcent d'atteindre le but commun de l'industrialisation. Il est clair cependant que le modèle du vol d'oies sauvages suppose que ce «processus dynamique de transfert de l'avantage comparatif» (UNCTAD, 1996: 75) engendre une hiérarchie industrielle et géographique bien définie au niveau régional. En conséquence, différents pays peuvent tirer des avantages disproportionnés de la division du travail qui en résulte.

Le modèle du vol d'oies sauvages est incontestablement un cadre qui rend bien compte de l'évolution historique de l'industrialisation en Asie de l'Est, laquelle a débuté au Japon, puis a gagné la première génération de NPI

(République de Corée, Hong Kong (Chine), Singapour et province chinoise de Taiwan) pour atteindre finalement la deuxième génération de NPI (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande). En dépit de sa pertinence pour expliquer ces vagues consécutives d'industrialisation et d'intégration régionale, ce schéma tel qu'il est appliqué actuellement comme modèle universel de développement peut être remis en question pour trois raisons (Chang, 2011).

- a) Le processus d'émulation repose sur le transfert relativement fluide de technologie entre pays avancés et pays moins développés, ou bien entre entreprises modernes et entreprises retardataires. L'existence de fortes complémentarités entre les technologies et les compétences pourrait, toutefois, engendrer des frictions et rendre ce transfert de plus en plus difficile, en particulier dans le cas des PMA, où il y a souvent pénurie de travailleurs spécialisés.
- b) Le fonctionnement du modèle du vol d'oies sauvages repose sur l'existence de marchés d'exportation rentables pour les pays qui parviennent à imiter le «chef de file», autrement dit sur l'existence d'importations inversées à mesure que les pays plus avancés montent dans la gamme des produits et cessent la production intérieure de produits bas de gamme. La mesure dans laquelle les pays émergents importent aujourd'hui des biens de consommation provenant d'autres partenaires du Sud, leur offrant ainsi d'autres débouchés que les marchés d'exportation traditionnels, est cependant assez limitée (Bernard and Ravenhill, 1995; Kasahara, 2004; Akyuz, 2010). Autrement dit, la part que peuvent représenter ces importations inversées est limitée, d'autant plus que de nombreux pays en développement semblent d'une certaine manière bloqués dans le groupe des pays à revenu intermédiaire, ce qui pourrait les empêcher de continuer à diversifier leur structure d'exportation (Kozul-Wright et al., 2011)<sup>6</sup>.
- c) La vague de réformes des politiques promulguées à l'apogée du Consensus de Washington a profondément modifié le contexte international dans lequel la première génération de ces oies sauvages a profité de ses succès. Ces changements ont abouti en réalité à une division plus hiérarchisée du travail et, du même coup, à une répartition plus inégale des bénéfices de l'intégration régionale, étant donné que les acteurs dominants ont tenté de tirer parti du développement inégal de leurs partenaires régionaux pour renforcer leur position sur le marché.

Malgré toutes ces réserves, le modèle du vol d'oies sauvages montre toujours les possibilités considérables de coopération Sud-Sud en matière de développement industriel et le rôle que peuvent jouer des formes stratégiques d'intégration régionale (UNCTAD, 1996; Bartels and Vinanchiarachi, 2009; Lin, 2011). De plus, si l'on interprète bien l'expérience de l'Asie de l'Est, on voit le rôle crucial joué par les interventions publiques pour encourager le processus de sophistication croissante des produits, en facilitant le transfert de technologie et en corrigeant les défaillances du marché qui entravent généralement le processus d'investissement et d'innovation.

*Nouveaux modèles centre-périphérie* – Un autre cadre conceptuel très différent envisage les relations Sud-Sud à travers le prisme de la différenciation croissante des pays en développement et de la reproduction, entre les pays du Sud, des modèles centre-périphérie. La dépendance persistante des PMA à l'égard des produits de base renforce les inquiétudes en la matière. Dans la logique de ce raisonnement, d'autres auteurs (Bartels and Vinanchiarachi, 2009: 19) font observer que les «asymétries dans les courants d'échanges Sud-Sud (...) persisteront probablement en l'absence de politiques de concurrence énergiques qui modifient les structures industrielles», situation qui risque d'être problématique pour «les pays en développement fortement pénalisés et marginalisés» (ibid.). En théorie, ce processus de polarisation peut être déclenché par le même jeu de forces économiques que celui qui a conduit à

---

*Un autre cadre conceptuel très différent envisage les relations économiques Sud-Sud à travers le prisme de la différenciation croissante des pays en développement et de la reproduction, entre les pays du Sud, des modèles centre-périphérie.*

---



---

*Un troisième cadre de conceptualisation des relations économiques Sud-Sud découle du constat que, dans un contexte d'interdépendance mondiale croissante, les grands pays en développement dynamiques sont devenus des pôles de croissance pour l'économie mondiale dans son ensemble.*

---

l'agglomération spatiale et il pourrait aboutir à la formation de relations centre-périphérie entre pays du Sud (Fujita et al., 2001).

Bien souvent, les initiatives d'intégration régionale ou interrégionale sont menées par les groupements d'intérêt des acteurs économiques dominants – les sociétés par exemple – et elles ne prennent pas suffisamment en compte les besoins et les priorités de développement des pays moins développés qui sont membres des dispositifs en question, par exemple les PMA. Ce déséquilibre, joint à la divergence existant depuis longtemps entre les PMA et les autres pays en développement en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant et plus généralement de développement des capacités productives (UNCTAD, 2010a), pourrait cantonner les PMA à l'échelon le plus bas de la division régionale ou interrégionale du travail, reproduisant ainsi un modèle centre-périphérie (Chang, 2001).

---

*Les pôles de croissance du Sud offrent aux PMA des marchés porteurs à l'exportation, des importations à bas prix de biens intermédiaires et de biens de consommation ainsi que des sources de capitaux, de technologie et d'autres flux financiers.*

---

*Pôles de croissance* – Un troisième cadre permettant de conceptualiser les relations économiques Sud-Sud découle du constat que, dans un contexte d'interdépendance mondiale croissante, les grands pays en développement dynamiques sont devenus des pôles de croissance pour l'économie mondiale dans son ensemble. Ce constat vaut également pour les PMA, étant donné que les pôles de croissance du Sud leur offrent des marchés porteurs à l'exportation, des importations à bas prix de biens intermédiaires et de biens de consommation ainsi que des sources de capitaux, de technologie et d'autres flux financiers (comme on le montre plus loin). Partant de ce raisonnement, par exemple, Garroway et al., 2011 ont démontré que l'impact de la croissance chinoise sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire s'était considérablement renforcé pendant les années 2000, à la différence de celui des économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le modèle évoqué plus haut fait écho à la théorie des pôles de développement de Perroux (1950). La notion de pôle de développement se réfère à la concentration d'industries très innovantes et avancées sur le plan technique qui stimulent le développement économique dans les entreprises et secteurs apparentés. Ce sont des centres de croissance économique primaires, qui exercent souvent une influence positive sur les économies de zones géographiquement éloignées de leur environnement régional immédiat. Selon cette théorie, les concentrations de forces économiques se développeront dans les régions qui peuvent offrir les ressources matérielles et infrastructurelles nécessaires pour créer et entretenir des industries clefs et favoriser leur développement. Ces ressources contribuent à la croissance économique de ce groupe d'industries, en leur permettant d'exercer une poussée économique dans les entreprises apparentées à l'intérieur de «champs de forces (économiques)». Ce concept suppose l'existence de forces de polarisation, les forces de croissance induisant une polarisation entre un centre ou un cœur dominant et une périphérie satellite, indépendamment des frontières géographiques ou politiques. Pour Perroux, un pôle de développement focalise la croissance économique dans un espace économique abstrait. Par la suite, ce concept a été essentiellement appliqué aux économies régionales, mais dans le contexte actuel de mondialisation, il peut être aisément appliqué aux espaces transnationaux qui caractérisent les réseaux de production mondiaux.

---

*Le résultat net de l'intensification des relations économiques entre les PMA et leurs partenaires du Sud dépendra du jeu de multiples forces imbriquées et sera conditionné par les politiques adoptées par les deux parties en présence pour exploiter les avantages d'une intégration et d'une coopération plus étroites.*

---

*Implications* – Chacune de ces démarches analytiques saisit, plus ou moins bien, certains aspects des relations multiformes que les PMA entretiennent avec leurs partenaires de développement dans le Sud. Pourtant, les particularités de chaque relation Sud-Sud, les formes qu'elle prend et la mosaïque des partenaires potentiels sont tellement riches qu'il est impossible de rendre compte dans une simple description de tous les aspects, qu'ils dépendent du marché ou de l'action publique. L'image qui se dégage est donc complexe et l'interprétation qui s'impose – sans parler de l'impact sur le développement du renforcement des liens économiques Sud-Sud – est une question empirique qui ne peut être résolue a priori.

Dans ce contexte, le résultat net de l'intensification des relations économiques entre les PMA et leurs partenaires du Sud dépendra du jeu de multiples forces imbriquées et il sera également conditionné par les politiques adoptées par les

deux parties en présence pour exploiter les avantages d'une intégration et d'une coopération plus étroites. C'est pourquoi il est essentiel que les PMA élaborent une démarche stratégique claire à l'égard des pôles de croissance du Sud, en examinant les canaux par lesquels les relations économiques Sud-Sud peuvent affecter leurs perspectives de développement et en concevant des cadres directifs appropriés pour tirer le meilleur profit des possibilités offertes et réduire le plus possible les risques connexes. Par ailleurs, il est important que les PMA coordonnent leurs stratégies d'engagement au niveau régional, en réalisant des économies d'échelle plus importantes et en tirant parti des complémentarités inhérentes à la présence d'un large éventail de partenaires potentiels. À la lumière de ces considérations, nous examinons dans la section qui suit les nouveaux schémas d'intégration et de coopération Sud-Sud des PMA, dans le but de mettre en évidence les possibilités et les défis qui en résultent.

## C. Les relations économiques multiformes entre les PMA et le Sud

L'intensification des relations économiques des PMA avec d'autres partenaires du Sud est un processus multiforme qui englobe simultanément des aspects soumis aux besoins du marché – échanges, investissements, migrations, envois de fonds des travailleurs et transfert de technologie, par exemple – et des aspects qui dépendent de l'action publique, comme les flux publics ou la représentation politique au sein des instances mondiales. Bien que ces dimensions diffèrent du point de vue conceptuel, elles sont souvent étroitement imbriquées. De plus, l'une des caractéristiques de la coopération Sud-Sud a été la coordination des mesures à divers niveaux, ce qui a encouragé des interactions plus étroites au niveau des échanges commerciaux, des investissements et des flux d'aide (UN-OSAA, 2010). C'est pourquoi il est assez difficile de distinguer les différents canaux par lesquels l'intensification des relations économiques Sud-Sud intervient. Après cette réserve préliminaire, la distinction traditionnelle entre échanges commerciaux, investissements, envois de fonds de travailleurs et aide au développement sera respectée jusqu'à la fin de la présente section, essentiellement dans un souci de clarté.

### 1. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX DES PMA ET LA MONTÉE EN PUISSANCE DU SUD

Comme on l'a fait valoir ci-dessus, la croissance extraordinaire des grands pays en développement au cours de la dernière décennie a stimulé la demande mondiale, tout en assurant aux PMA un plus large accès à des importations à bas prix tant de biens intermédiaires que de produits finis. À en juger d'après l'expérience passée, la poursuite probable de ces tendances, nonobstant la crise mondiale, devrait avoir des conséquences de grande ampleur. Du fait de la forte intensité d'utilisation des ressources qui le caractérise, l'essor continu des pôles de croissance du Sud aura probablement des conséquences particulières pour les marchés des métaux et des minéraux et des autres produits de base, en particulier si la croissance va de pair avec une urbanisation rapide et des investissements de grande ampleur dans les infrastructures. Il se pourrait donc que les exportateurs nets de produits de base bénéficient de l'évolution des termes de l'échange qui en résultera (UNCTAD, 2010a; Kaplinsky and Farooki, 2010; AfDB et al., 2011)<sup>7</sup>. Toutefois, cette situation pourrait être une arme à double tranchant pour de nombreux PMA (voir également le chapitre premier). Comme les hausses des prix des produits alimentaires et des carburants intervenues en 2008 l'ont malheureusement montré, les PMA en tant que groupe tireront peut-être des avantages de la demande soutenue de produits de base, mais il n'en sera pas ainsi pour de nombreux importateurs nets, qui risquent au contraire d'être confrontés à des difficultés de balance des paiements et à une plus grande insécurité alimentaire<sup>8</sup>.

*Du fait de la forte intensité d'utilisation des ressources qui le caractérise, l'essor continu des pôles de croissance du Sud aura probablement des conséquences particulières pour les marchés des métaux et des minéraux et des autres produits de base.*

*Alors que les PMA en tant que groupe tireront peut-être des avantages de la demande soutenue de produits de base, il n'en sera pas de même pour un grand nombre d'importateurs nets.*

*L'expansion continue des marchés du Sud pourrait également se traduire par une différenciation de la structure de la demande qui procurera aux PMA de nouvelles possibilités pour réaliser des économies d'échelle plus importantes et diversifier leurs exportations.*

## Encadré 2 Commerce intrasectoriel

D'une façon générale, la théorie économique a identifié deux séries de facteurs qui expliquent pourquoi les pays font du commerce les uns avec les autres, l'un étant l'effet Ricardo et l'autre l'hypothèse de Linder. Selon le premier, la différence de dotation en facteurs de production offre la possibilité de faire des échanges internationaux mutuellement avantageux, conformément au principe de l'avantage comparatif. La seconde, au contraire, est à l'origine de la fameuse «nouvelle théorie de l'échange», qui insiste sur l'importance des économies d'échelle et stipule que des gains significatifs peuvent être retirés de l'échange de produits similaires mais différenciés (Krugman, 1979, 1991).

Bien que ces deux principes à la base du commerce international ne se substituent pas nécessairement l'un à l'autre – par exemple l'effet Ricardo s'applique mieux aux échanges de produits de base qu'à ceux de biens manufacturés – il est clair que leurs implications sont quelque peu différentes. Si les échanges intrasectoriels dominent, on peut s'attendre à ce que l'ajustement à la libéralisation des échanges se fasse plus en douceur que si l'effet Ricardo s'appliquait, étant donné que la composition de la production restera probablement très similaire et que les facteurs de production sont réaffectés principalement entre les différentes lignes de produits au sein des mêmes secteurs.

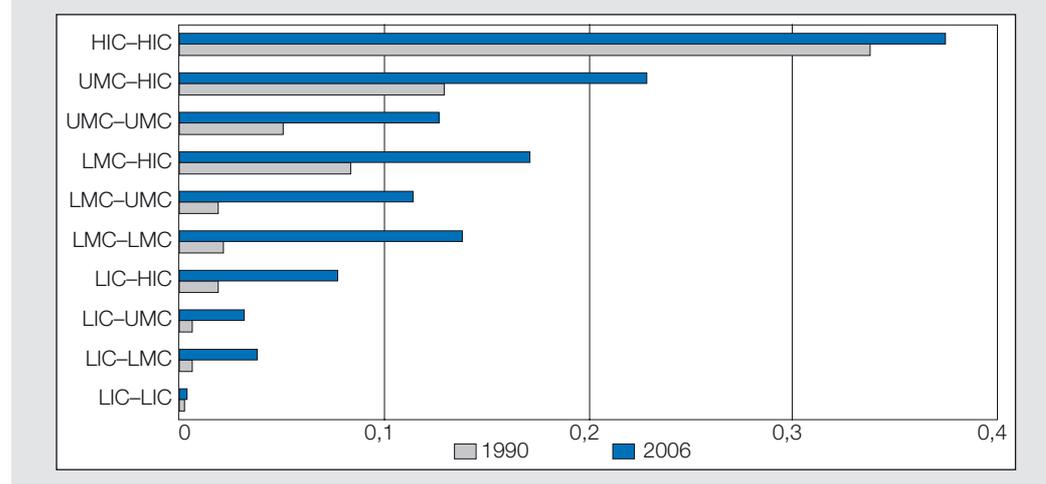
Fait encore plus important du point de vue de l'intégration Sud-Sud, l'effet Ricardo implique que les pays ayant des structures de production similaires devraient avoir moins de raisons de commercer les uns avec les autres. À l'inverse, la «nouvelle théorie de l'échange» suggère qu'une intégration plus poussée – même entre des pays à des stades similaires de développement – pourrait se traduire par des gains significatifs tirés du commerce intrasectoriel et de l'apprentissage par la pratique qui l'accompagne.

Si l'on examine attentivement les données disponibles à l'échelle mondiale, on s'aperçoit que les échanges intrasectoriels – mesurés par l'indice Grubel-Lloyda – n'ont cessé de gagner en importance au cours des vingt dernières années, en particulier en raison de l'expansion des chaînes de valeur mondiales et du système de perfectionnement passif. L'accroissement régulier de la part des échanges intrasectoriels dans le total des échanges est, cependant, un phénomène principalement observé dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire (Brühlhart, 2008). Dans les pays à faible revenu, la part du commerce intrasectoriel était initialement très faible et ils n'ont pour l'essentiel pas bénéficié de cette tendance à la hausse, que ce soit pour leurs échanges intrarégionaux ou pour leurs échanges avec d'autres groupes de pays (graphique 3 de l'encadré). Les possibilités d'échanges intrasectoriels de produits de base étant intrinsèquement limités, ces résultats médiocres s'expliquent vraisemblablement par la prédominance des produits de base dans la composition d'ensemble de leurs exportations (Brühlhart, 2008).

Au niveau régional, les observations qui précèdent sont valables, en particulier pour l'Afrique subsaharienne, où les échanges intrasectoriels ont de tout temps été très limités. Malgré la prolifération des accords commerciaux régionaux, les dispositifs d'intégration africains en place semblent n'avoir stimulé que modestement la convergence structurelle de la composition des importations et des exportations dans la région, ce qui donne à penser que la mondialisation a largement ignoré les bénéfices à retirer du commerce intrasectoriel dans les PMA. À cette fin, toutefois, il faudra en tout état de cause recourir à des politiques macroéconomiques et sectorielles intégrées qui soient capables d'encourager la diversification et de canaliser les investissements vers des activités à plus forte productivité, en particulier dans le secteur manufacturier.

**Graphique 3 de l'encadré. Commerce intrasectoriel entre groupes de pays classés selon leur revenu: indice Grubel-Lloyd, 1990 et 2006**

(Classification type pour le commerce international, à cinq chiffres)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après Brühlhart 2008.

Abréviations: PFR – pays à faible revenu, PRII – pays à revenu intermédiaire inférieur, PRIS – pays à revenu intermédiaire supérieur, PRE – pays à revenu élevé.

<sup>a</sup> L'indice Grubel-Lloyd est la mesure la plus courante des échanges intrasectoriels et il exprime ces derniers en parts du commerce bilatéral total dans un secteur donné i au moyen de l'équation suivante:

$$GLI_{cd,i} = \frac{(X_{cd,i} + M_{cd,i}) - |X_{cd,i} - M_{cd,i}|}{X_{cd,i} + M_{cd,i}} = 1 - \frac{|X_{cd,i} - M_{cd,i}|}{X_{cd,i} + M_{cd,i}}$$

où  $X_{cd,i}$  et  $M_{cd,i}$  représentent les exportations et les importations, respectivement, d'un pays c à destination et en provenance d'un pays d. Outre qu'il est hautement intuitif, l'indice Grubel-Lloyd est largement utilisé, car il peut être facilement agrégé entre plusieurs secteurs, partenaires commerciaux et pays.

L'expansion continue des marchés du Sud pourrait également se traduire par une différenciation de la structure de la demande, ces marchés privilégiant des produits moins sophistiqués que ceux recherchés par les consommateurs des pays du Nord<sup>9</sup>. Les PMA auront ainsi de nouvelles possibilités de réaliser de plus importantes économies d'échelle et de diversifier leurs exportations, en tirant parti par exemple des complémentarités potentielles dans les chaînes de valeur coton-textiles ou cuir-chaussures ou dans la transformation des ressources naturelles (Otsubo, 1998; Broadman, 2008; AfDB *et al.*, 2011). Des analyses récentes suggèrent également qu'une plus grande intégration Sud-Sud pourrait stimuler le commerce intrasectoriel; toutefois, ce processus est loin d'être automatique. Bien qu'il était observé en Asie, où l'essor massif des échanges Sud-Sud s'est accompagné dans une certaine mesure d'une insertion dans des chaînes de valeur mondiales, on ne peut pas dire la même chose de l'Afrique subsaharienne (encadré 2). Dans cette région, comme dans la plupart des pays à faible revenu, la dynamique des échanges Sud-Sud n'a entraîné que des hausses limitées du commerce intrasectoriel. Par voie de conséquence, indépendamment des signes avant-coureurs de diversification, les gains pouvant être retirés des économies d'échelle et du commerce intrasectoriel ne se sont pas encore concrétisés.

Toutefois, l'insertion de grands pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales a déjà commencé à intensifier la concurrence mondiale dans les secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre et cet effet persistera à l'avenir (Kaplinski and Farooki, 2010; Davies, 2010). Par conséquent, il est à craindre que les évolutions en cours renforcent la dépendance des PMA à l'égard des produits de base, faisant perdurer une division mondiale du travail dans laquelle ils fournissent principalement des matières premières ou des produits normalisés à faible valeur ajoutée. Des recherches empiriques confirment largement que des entreprises de pays en développement ont été évincées du marché après l'entrée de concurrents venant de pays en développement en croissance rapide, qui peuvent puiser dans de vastes réserves de main-d'œuvre excédentaire (Amann *et al.*, 2009; UN-OSAA, 2010; Giovannetti and Sanfilippo, 2009)<sup>10</sup>. Sans surprise, ces effets négatifs sont d'une ampleur variable selon les pays et les secteurs considérés, et ils sont particulièrement préjudiciables aux secteurs infrastructurels et manufacturiers, notamment celui des textiles.

Dans la logique des considérations qui précèdent, les données relatives aux recettes d'exportation des PMA par destination suggèrent que l'accélération rapide de leurs résultats à l'exportation tout au long des années 2000 a été due à la prédominance croissante des marchés des pays du Sud (graphique 17). En 2009, la valeur des exportations des PMA vers leurs partenaires du Sud s'élevait à 62 milliards de dollars, et près de 6,5 milliards étaient exportés vers des NPI; ces valeurs sont à comparer avec les exportations vers les pays développés et les pays en transition qui se sont élevées, respectivement, à 59 milliards de dollars et un peu plus de 500 millions de dollars. Autrement dit, les pays en développement ont absorbé en 2009 un peu plus de la moitié des exportations de marchandises des PMA, alors que cette part était de 40 % au début de la décennie. Parallèlement, l'importance relative des pays développés a diminué, même si les recettes d'exportation des PMA en tant que groupe ont progressé à un rythme proche de 20 % par an également sur ces marchés. Bien qu'il soit le fait principalement d'un petit nombre de grands pays en développement, le dynamisme des marchés du Sud explique près de la moitié de la croissance des exportations totales de marchandises des PMA au cours de la dernière décennie (graphique 18). De plus, comme on l'a fait valoir dans le chapitre premier, ces destinations joueront nécessairement un rôle encore plus crucial dans un avenir proche, en raison des risques significatifs de dégradation qui obéneraient la reprise dans les pays développés, ainsi que de la nécessité d'un rééquilibrage à l'échelle mondiale.

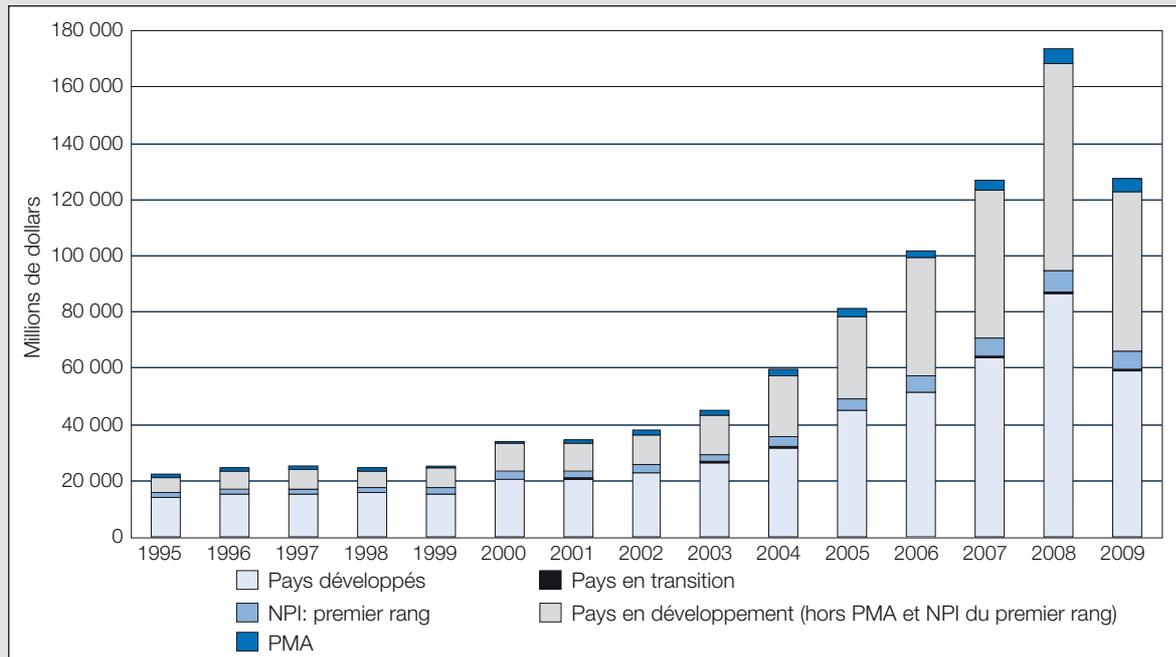
Cette évolution des exportations des PMA s'est accompagnée d'une augmentation simultanée de la facture de leurs importations de marchandises, qui est passée de 42 milliards de dollars en 2000 à 144 milliards de dollars en 2009, après avoir atteint en 2008 un niveau record de plus de 169 milliards de dollars (graphique 19). Le poids relatif des pays riches n'a pas cessé de

---

*Toutefois, l'insertion de grands pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales a déjà commencé à intensifier la concurrence à l'échelle mondiale dans les secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre.*

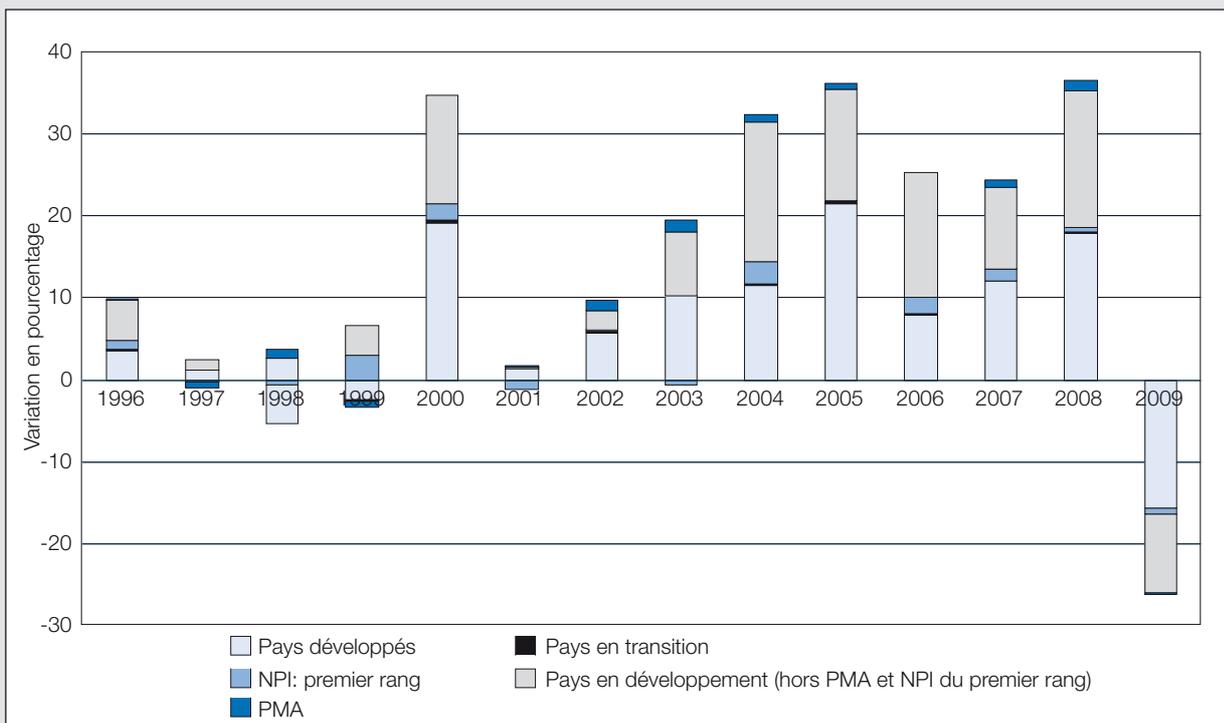
---

**Graphique 17. Exportations de marchandises des PMA vers les principaux groupes de pays, 1995-2009**  
(En millions de dollars)



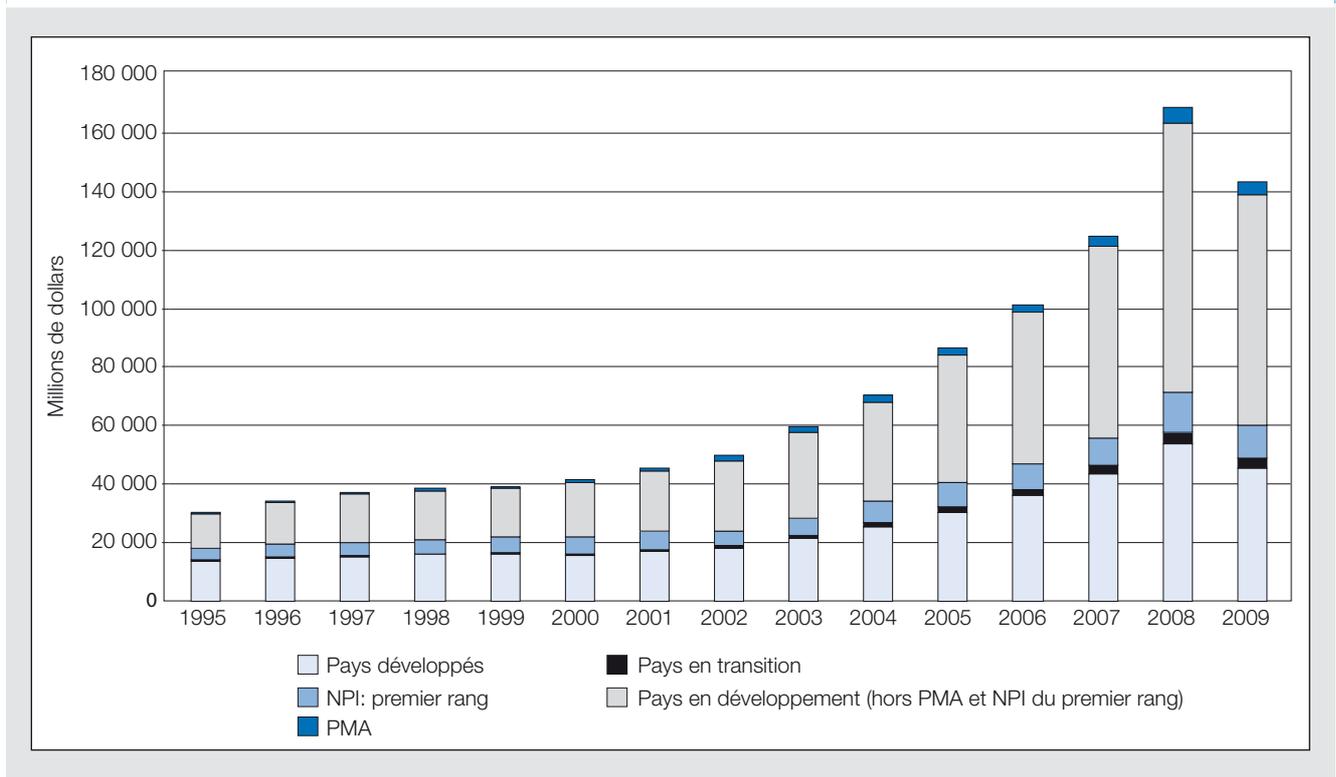
Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat, mai 2011.

**Graphique 18. Contribution à la croissance des exportations de marchandises des PMA, par principaux groupes de pays, 1996-2009**  
(Variation annuelle en pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat, mai 2011.

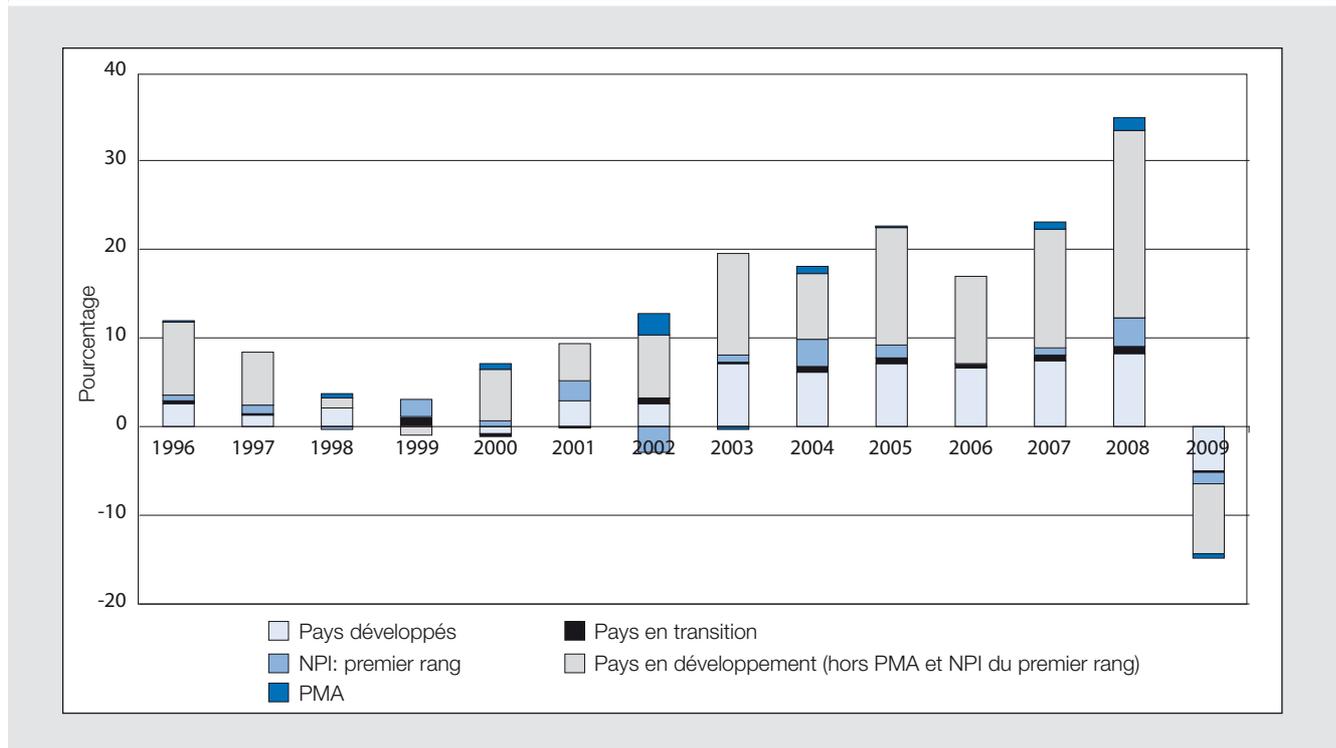
**Graphique 19. Importations de marchandises des PMA provenant des principaux groupes de pays, 1995-2009**  
(En millions de dollars)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

se contracter cependant, étant donné que les pays partenaires du Sud ont augmenté leur part de marché de 10 points de pourcentage environ en moins de dix ans et qu'ils absorbent aujourd'hui plus de la moitié des importations totales de marchandises des PMA (graphique 20).

**Graphique 20. Contribution des importations de marchandises des PMA, par principaux groupes de pays, 1996-2009**  
(Variation annuelle en pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

*L'accélération rapide des exportations des PMA tout au long des années 2000 a été due à l'importance croissante des marchés de destination du Sud.*

*Le dynamisme des marchés du Sud a contribué pour près de moitié à la croissance des exportations totales de marchandises des PMA au cours de la dernière décennie.*

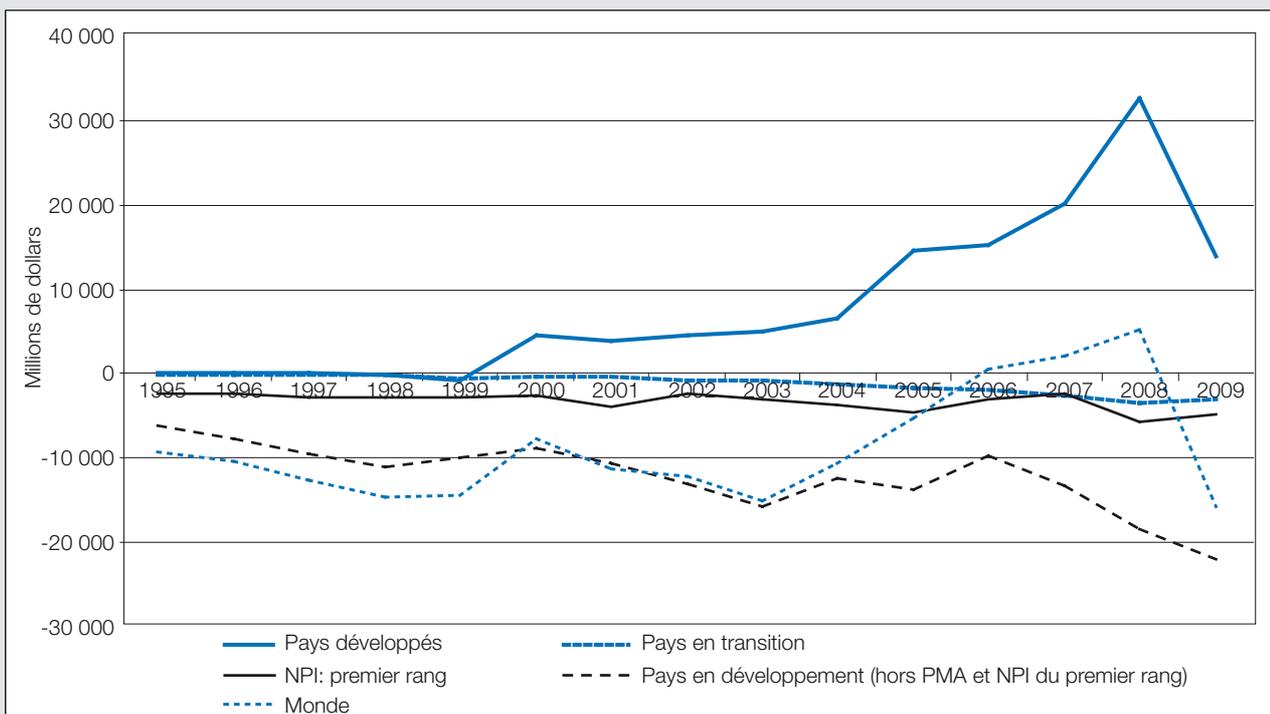
On peut juger de l'effet global des variations des courants d'exportations et d'importations de marchandises par l'évolution de leur balance commerciale<sup>11</sup>. Au cours des vingt-cinq dernières années, le groupe des PMA – et l'immense majorité des PMA non exportateurs de pétrole – a enregistré un déficit structurel du commerce de marchandises. La seule exception à cette tendance a été la période 2006-2008, pendant laquelle l'envolée des prix des produits de base a entraîné une hausse spectaculaire des recettes d'exportation des pays exportateurs de combustibles et d'autres produits de base d'une telle ampleur que le groupe des PMA a enregistré un excédent par rapport au reste du monde.

Cependant, si l'on décompose la balance commerciale par groupes de pays, on constate que la structure des liens d'interdépendance entre les PMA et les autres régions est plus complexe (graphique 21). La croissance rapide des exportations des PMA vers les pays développés, jointe à l'atonie relative de leurs importations en provenance des pays riches, s'est traduite par un excédent vis-à-vis de ce groupe de pays qui ne cesse d'augmenter depuis le début des années 2000<sup>12</sup>. Inversement, le déficit que les PMA enregistraient dans leurs échanges avec les autres pays du Sud, à l'exclusion des NPI, a plus que doublé entre 2000 et 2009, car leurs importations en provenance d'autres pays en développement, à l'exclusion des NPI, ont augmenté beaucoup plus vite que leurs exportations vers les marchés en question<sup>13</sup>. Conséquence directe de cette tendance, les échanges Sud-Sud représentent, du point de vue des PMA, une déperdition croissante de la demande globale. Autrement dit, les déséquilibres qui sont apparus au niveau mondial depuis le début du nouveau millénaire se sont accompagnés d'une forte progression des exportations nettes des PMA vers les pays riches déficitaires et un accroissement de leurs importations nettes en provenance des autres pays du Sud<sup>14</sup>.

## 2. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ÉCHANGES DES PMA AVEC LEURS PARTENAIRES DU SUD

Vu l'importance croissante des marchés du Sud pour les PMA, trois questions essentielles se posent. En premier lieu, le mouvement de réorientation

**Graphique 21. Balance commerciale des PMA avec les autres groupes de pays, 1995-2009**  
(En millions de dollars)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

vers les partenaires du Sud est-il commun à chaque PMA ou bien est-il le fait d'un petit nombre de grands pays? En second lieu, le commerce des PMA avec leurs partenaires du Sud est-il concentré géographiquement? En troisième lieu, quelle est la composition des échanges des PMA avec leurs partenaires dans les pays en développement? La réponse à ces trois questions est cruciale pour déterminer si l'intégration économique Sud-Sud est significative pour la trajectoire économique des PMA, ainsi que pour l'impact attendu sur le développement. D'ailleurs, ce dernier ne dépend pas uniquement des valeurs globales des exportations et des importations, mais aussi – et peut-être de façon même plus fondamentale – des aspects qualitatifs des relations commerciales entre les PMA et les autres pays en développement. À cet égard, le degré de concentration géographique (et les asymétries qu'il induit) conditionne l'impact des échanges Sud-Sud sur le développement, dans la mesure où il influe sur l'importance relative d'un pays pour son partenaire commercial, sur le niveau des économies d'échelle réalisables et sur le pouvoir de négociation de chacun. En revanche, la composition structurelle des courants d'échanges Sud-Sud exerce une influence directe sur les perspectives de développement des PMA, étant donné que ces nouvelles relations engendrent des débouchés – et des défis – en termes de diversification des exportations et de développement des capacités productives.

### *a) Réorientation des échanges vers le Sud*

Les marchés du Sud ne cessent de gagner en importance, à la fois comme destinations pour les exportations et comme sources d'importations, non seulement pour les PMA en tant que groupe, mais aussi pour l'immense majorité des pays considérés individuellement. Dans le PMA médian, la part des exportations de marchandises absorbées par les marchés du Sud est passée de 34 % environ en 2000 à 54 % en 2009. Inversement, en 2000, le PMA médian achetait 45 % de ses exportations sur les marchés du Sud, alors que cette part avait atteint 59 % en 2009.

Cependant, il y a de grandes variations dans le poids relatif des marchés du Sud dans chaque PMA considéré individuellement, du fait principalement de la diversité de leurs caractéristiques géographiques. Comme il ressort du graphique 22A, des pays comme la Somalie, le Bhoutan, la Guinée-Bissau, le Mali ou le Soudan exportent la très grande majorité de leurs marchandises vers d'autres pays en développement. À l'autre extrémité, des pays comme le Bangladesh, le Samoa, le Cambodge et le Tchad n'écoulent encore que 10 % de leurs exportations sur les marchés du Sud. La situation est la même pour les importations, à ceci près que les marchés du Sud ne semblent pas être des sources importantes d'importations pour la plupart des PMA insulaires (graphique 22B). Malgré une certaine hétérogénéité, les deux groupes confirment que l'intégration des échanges avec les marchés du Sud a progressé rapidement dans l'ensemble des PMA<sup>15</sup>.

### *b) Concentration géographique*

Plusieurs auteurs ont observé que le commerce Sud-Sud se caractérise par une forte concentration géographique, la plupart des acteurs majeurs étant situés en Asie (UNCTAD, 2010b; UN-OSAA, 2010). Ce constat est valable, avec les modifications nécessaires, pour le commerce des PMA avec leurs partenaires du Sud. En outre, cette concentration n'a pratiquement pas évolué tout au long des années 2000, en dépit de l'expansion remarquable de la participation des PMA au commerce Sud-Sud. Alors qu'au début du nouveau millénaire, les 10 marchés d'exportation les plus importants du Sud, hors NPI, absorbaient 83 % des exportations de marchandises des PMA vers les autres pays en développement, en 2009 ils en ont absorbé 84 %<sup>16</sup>. Selon la même logique, en 2000 les 10 principaux partenaires à l'importation dans le Sud – hors NPI – assuraient 74 % des importations en provenance d'autres pays en développement, contre 77 % en 2009<sup>17, 18</sup>.

Comme il est souligné dans un rapport de la CNUCED (UNCTAD, 2010a), cette concentration géographique va de pair avec l'existence d'asymétries

---

*Les marchés du Sud ne cessent de gagner en importance, à la fois comme destinations pour les exportations et comme sources d'importations.*

---



---

*Malgré une certaine hétérogénéité, l'intégration des échanges avec les marchés du Sud a progressé rapidement dans l'ensemble des PMA.*

---

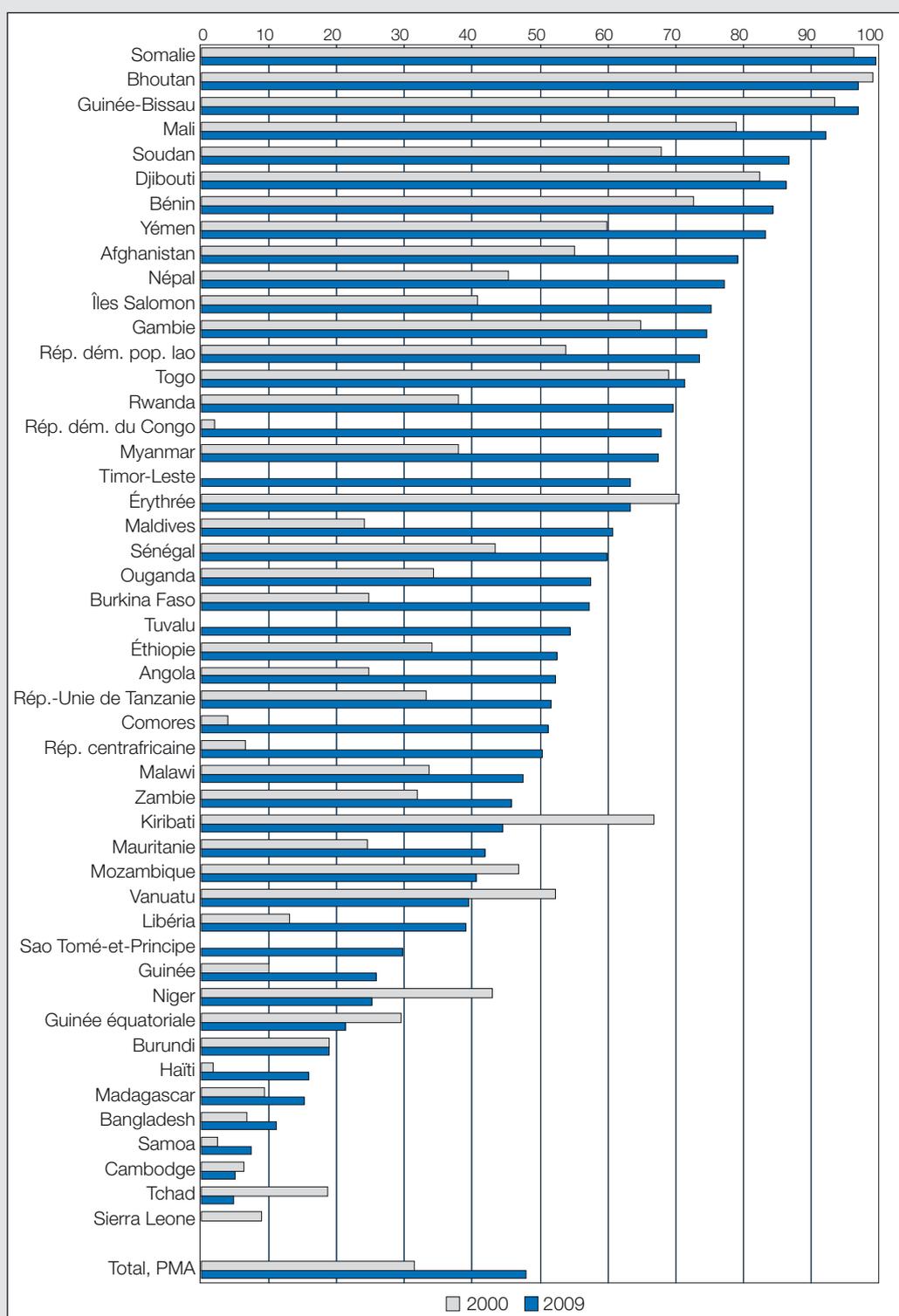


---

*Le commerce des PMA avec leurs partenaires du Sud se caractérise par une forte concentration géographique, la plupart des acteurs majeurs étant situés en Asie.*

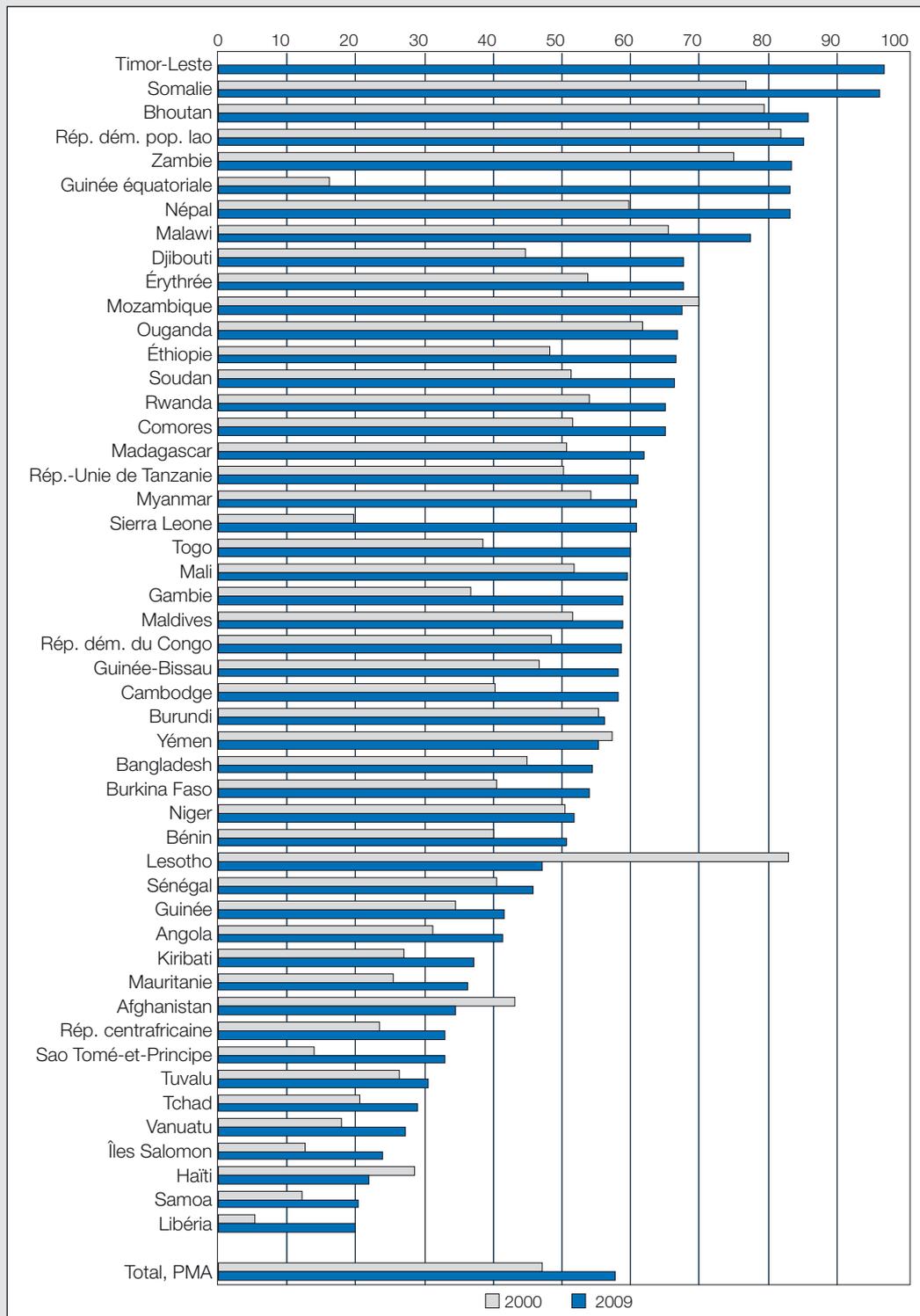
---

**Graphique 22A. Part des exportations de marchandises des PMA à destination de leurs partenaires du Sud, 2000 et 2009**  
(En pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

**Graphique 22B. Part des importations de marchandises des PMA en provenance de leurs partenaires du Sud, 2000 et 2009**  
(En pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

Tableau 7. Les 10 PMA ayant exporté le plus vers leurs partenaires du Sud, diverses années

	Millions de dollars				Taux de croissance annuelle moyen (%)	Part des exportations totales de marchandises des PMA (%)			
	2000	2005	2008	2009	2000-2009	2000	2005	2008	2009
Angola	1 953,7	9 373,7	34 510,2	21 385,9	51,6	18,0	28,9	43,8	34,7
Soudan	1 107,9	3 836,7	8 599,2	7 869,6	39,6	10,2	11,8	10,9	12,8
Yémen	2 445,5	4 086,9	6 214,8	5 215,8	13,5	22,5	12,6	7,9	8,5
Myanmar	626,7	2 776,0	5 063,2	4 903,7	26,5	5,8	8,6	6,4	8,0
Guinée équatoriale	16,7	487,1	2 426,8	2 170,6	75,8	0,2	1,5	3,1	3,5
Bangladesh	284,8	800,3	2 064,3	1 974,0	26,3	2,6	2,5	2,6	3,2
Rép. démocratique du Congo	324,7	1 949,5	2 723,0	1 877,2	30,2	3,0	6,0	3,5	3,0
Zambie	371,4	895,1	1 870,4	1 766,8	25,2	3,4	2,8	2,4	2,9
Mali	373,2	667,7	1 789,9	1 667,5	22,7	3,4	2,1	2,3	2,7
République-Unie de Tanzanie	217,6	905,1	1 683,6	1 538,6	26,0	2,0	2,8	2,1	2,5
<b>Total, PMA</b>	<b>10 853,6</b>	<b>32 423,1</b>	<b>78 768,7</b>	<b>61 556,2</b>	<b>27,5</b>	<b>Part cumulée des 10 principaux exportateurs</b>			
						<b>71,1</b>	<b>79,5</b>	<b>85,0</b>	<b>81,8</b>

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

Note: Les NPI du premier rang ne sont pas pris en compte dans ce tableau; les PMA cités ont été les 10 principaux exportateurs vers les pays du Sud en 2009.

*En 2009, près de 60 % des importations de marchandises des PMA provenaient de pays du Sud.*

considérables entre chaque PMA et ses principaux partenaires du Sud, asymétries qui touchent à leur poids économique et à la dépendance à l'égard du marché de l'autre. L'importance des principaux partenaires du Sud en tant que destination des exportations ou source des importations de chaque PMA est largement supérieure au poids correspondant de ce dernier pour ses partenaires parmi les pays en développement.

*Les exportations des PMA vers les marchés du Sud sont le fait en grande partie d'un petit nombre de PMA (riches en ressources pour la plupart). L'Angola, le Soudan, le Yémen et le Myanmar absorbent approximativement les deux tiers de la totalité des exportations des PMA vers leurs partenaires du Sud.*

Un autre aspect de la concentration géographique tient au fait que les exportations des PMA vers les marchés du Sud sont en grande partie le fait d'un petit nombre de PMA (riches en ressources pour la plupart) (UN-OSAA, 2010; UNCTAD, 2010a). Quatre d'entre eux, à savoir l'Angola, le Soudan, le Yémen et le Myanmar, absorbent approximativement les deux tiers de la totalité des exportations des PMA vers leurs partenaires du Sud et ces dernières années ils n'ont cessé de gagner en importance (tableau 7). Bien que l'importance de ces quatre pays pour leurs partenaires du Sud corresponde à la place qu'ils occupent dans les exportations des PMA à destination du monde entier, elle confirme également la prépondérance des produits de base dans le commerce des PMA avec leurs partenaires du Sud.

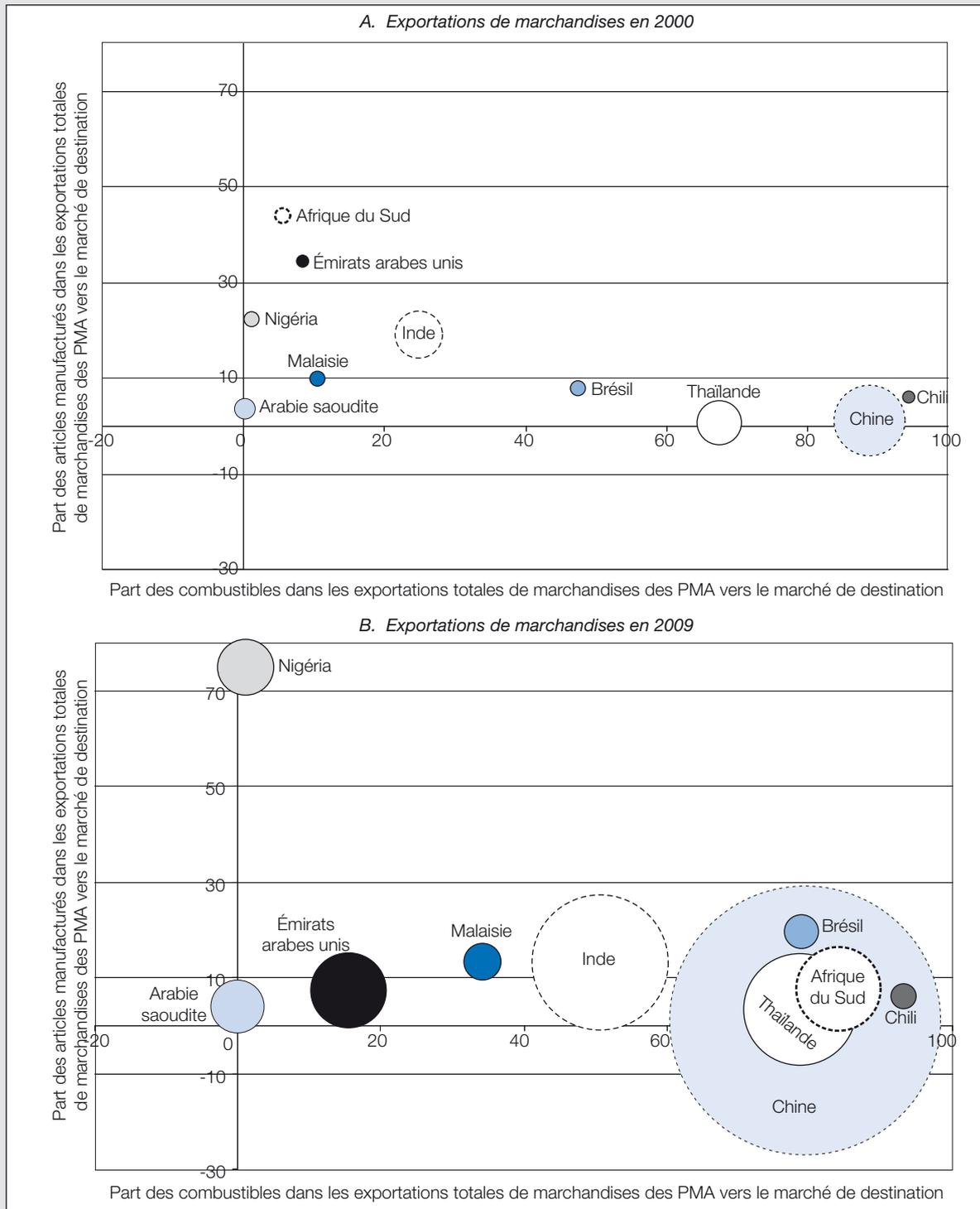
Les remarques qui précèdent sont corroborées en outre par l'analyse des échanges des PMA avec leurs principaux partenaires commerciaux du Sud. S'agissant du graphique 23, l'évolution des exportations des PMA vers leurs principaux marchés du Sud met en évidence trois facteurs essentiels:

- L'essor spectaculaire des exportations des PMA vers leurs principaux marchés du Sud, induit dans une large mesure par la vigueur de la demande des deux géants asiatiques;
- L'importance croissante des combustibles sur la plupart des 10 marchés du Sud (à l'exception bien évidemment de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Nigéria), comme en témoigne le déplacement vers la droite de la plupart des bulles dans la partie B du graphique par rapport à la partie A;
- La diminution relative de l'importance des articles manufacturés sur 9 des 10 marchés du Sud – sauf au Nigéria – comme en témoigne le déplacement vers le bas des bulles correspondantes.

*Alors que l'expansion du commerce Sud-Sud a manifestement dopé les recettes d'exportation des PMA et s'est traduite par une plus grande diversification géographique, les avantages retirés en termes de diversification économique ont été plus incertains.*

S'agissant des importations, au contraire, trois constats parallèles se dégagent du graphique 24:

Graphique 23. Exportations de marchandises des PMA vers leurs 10 principaux partenaires du Sud, 2000 et 2009

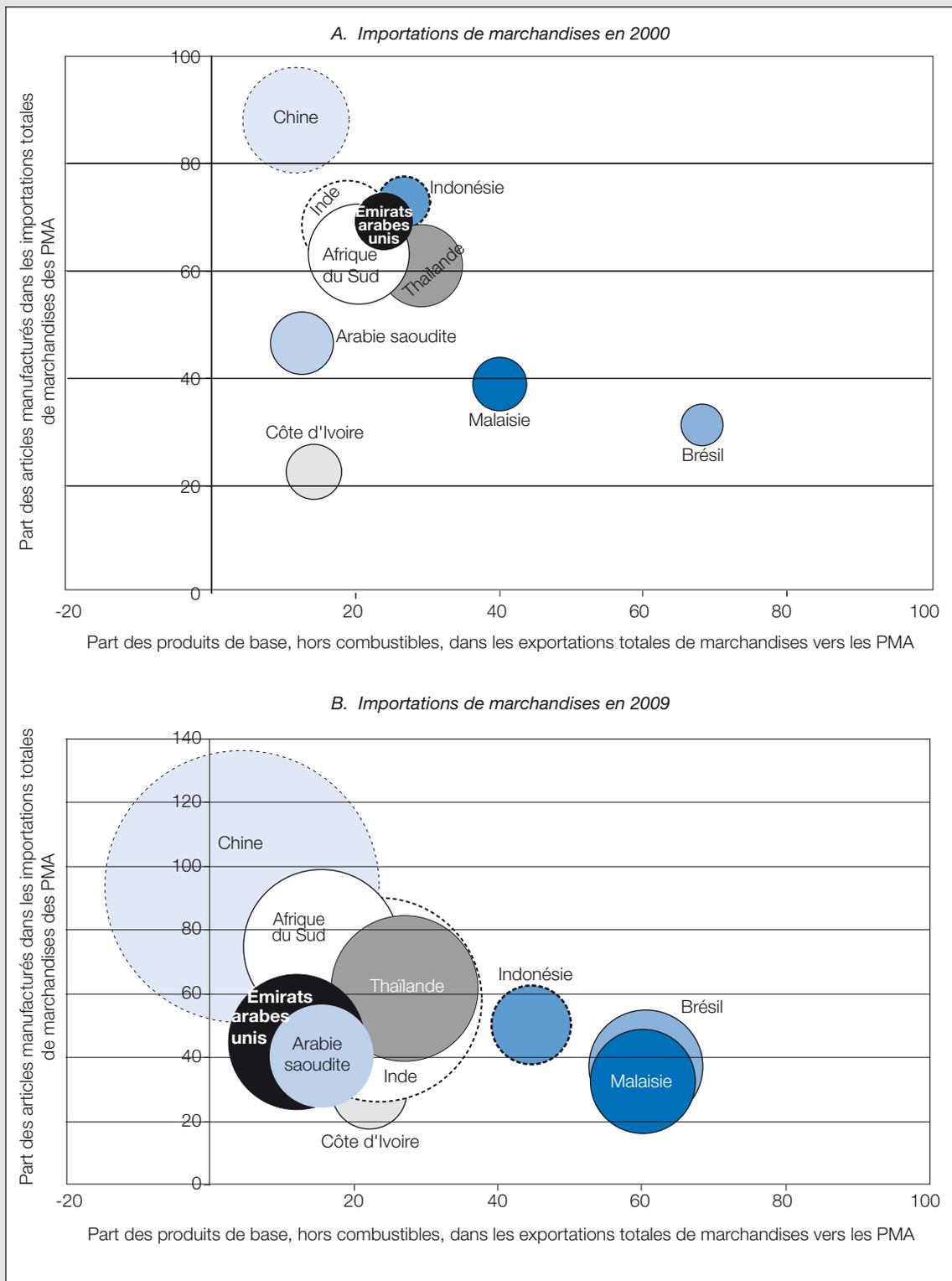


Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

Note: La taille de la bulle est proportionnelle aux exportations de marchandises des PMA vers le marché de destination.

- a) L'accroissement spectaculaire des importations des PMA en provenance de leurs 10 principaux partenaires parmi les pays en développement;
- b) Le rôle limité joué par les produits de base, sauf en ce qui concerne les importations des PMA provenant du Brésil et de la Malaisie;

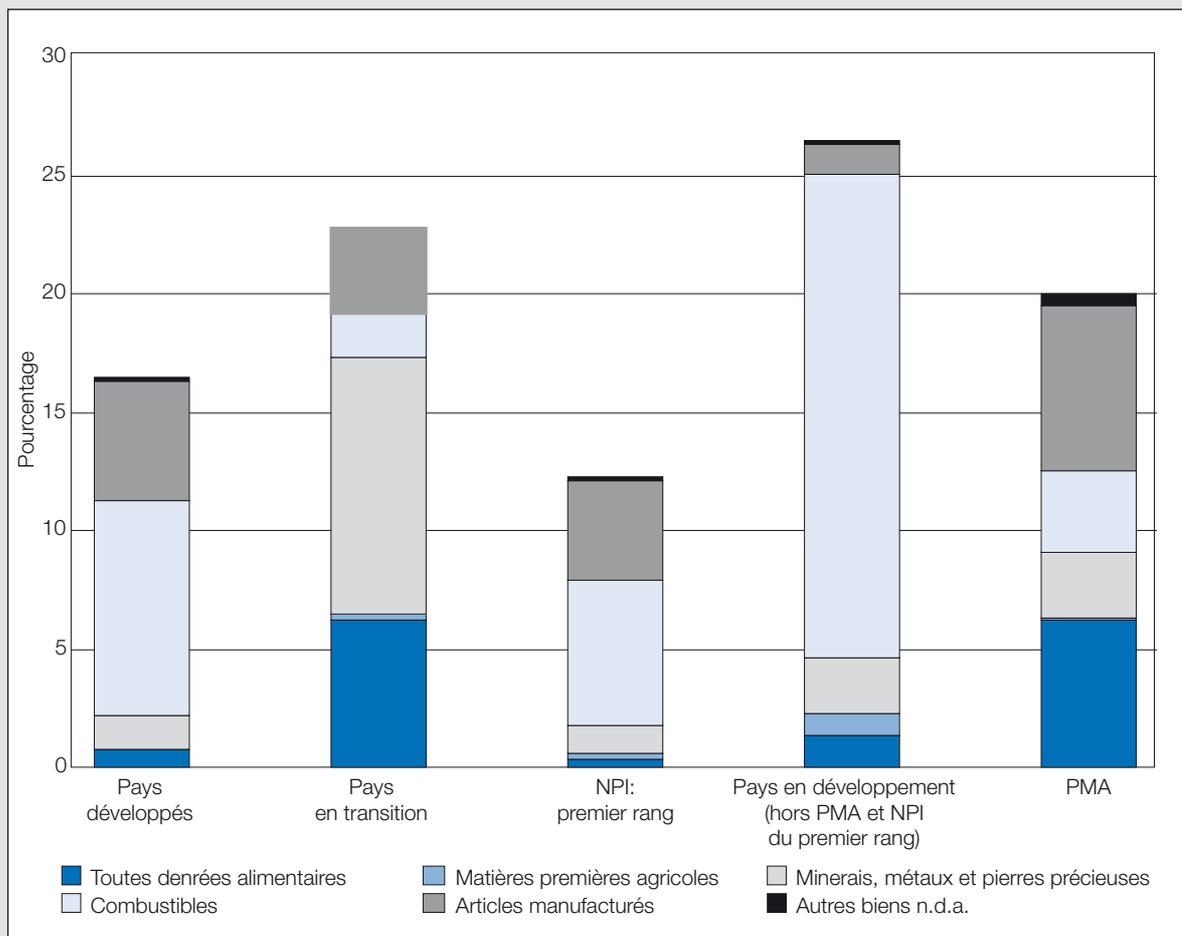
Graphique 24. Importations de marchandises des PMA en provenance de leurs 10 principaux partenaires du Sud, 2000 et 2009



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

Note: La taille de la bulle est proportionnelle aux importations de marchandises des PMA en provenance du pays.

**Graphique 25. Contribution à la croissance des exportations des PMA de chaque groupe de pays, par produit, 2000-2009**  
(Variation annuelle moyenne en pourcentage)



Source: UNCTAD secretariat calculations based on UNCTADstat database, May 2011.

- c) La prédominance écrasante des importations d'articles manufacturés, en particulier en provenance d'Afrique du Sud, de Chine, d'Inde et de Thaïlande.

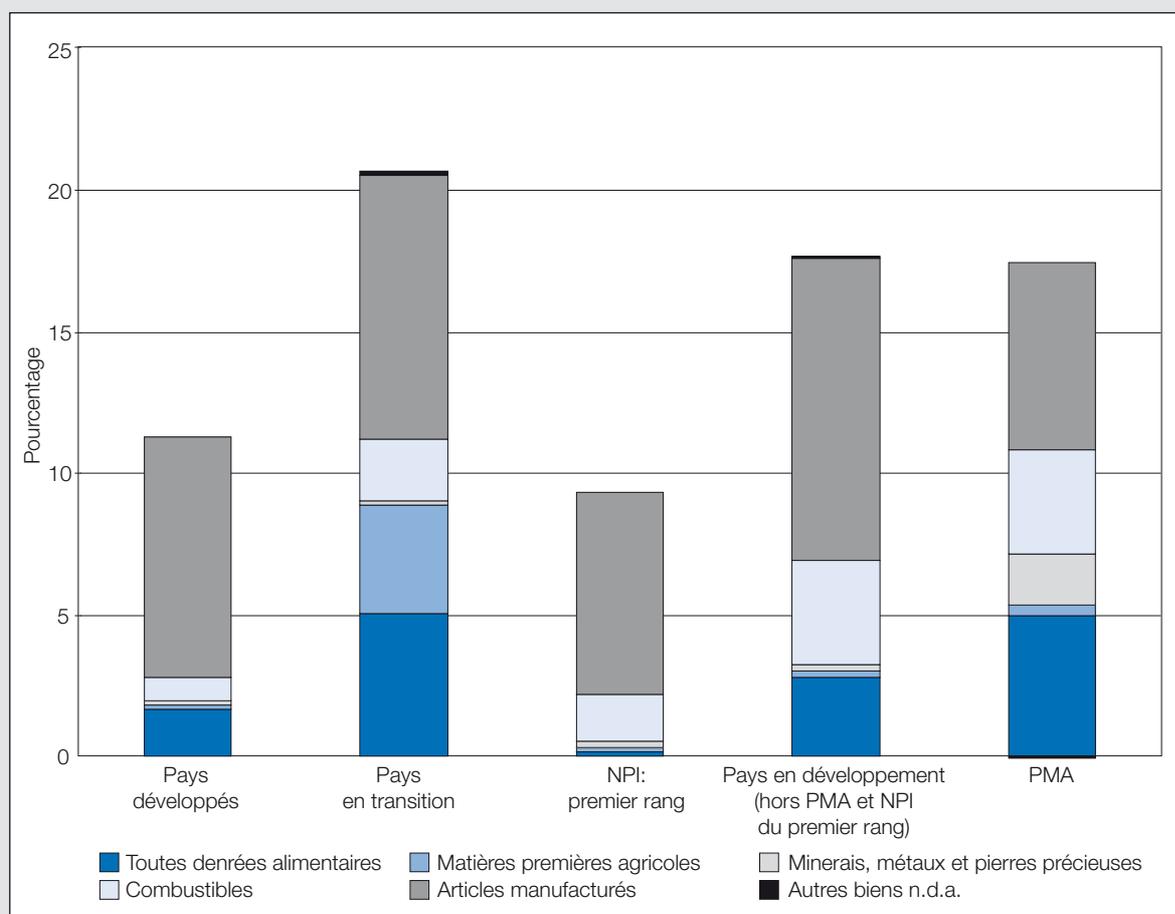
### c) Composition

Alors que l'expansion du commerce Sud-Sud a manifestement dopé les recettes d'exportation des PMA, les avantages retirés en termes de diversification économique ont été plus incertains. Ce facteur a des conséquences cruciales pour le développement des capacités productives des PMA, étant donné que la transformation structurelle et la modernisation industrielle sont nécessaires pour créer des emplois productifs en dehors de l'agriculture et du secteur informel. Les PMA sont restés extrêmement dépendants des produits de base tout au long de la dernière décennie, les produits de base représentant systématiquement jusqu'à 70 % de leurs exportations totales de marchandises. Une ventilation de la croissance des exportations des PMA par catégorie de produits, ainsi que par destination, montre que le bond des exportations de combustibles – et dans une moindre mesure des exportations de minerais – a joué un rôle important sur la quasi-totalité des marchés de destination (graphique 25).

Fait notable toutefois, la prédominance des exportations de métaux et de minéraux est particulièrement évidente vers les marchés du Sud autres que les PMA, où 20 % de la hausse annuelle des recettes d'exportation des PMA étaient imputables aux seuls combustibles. Les articles manufacturés ont été au contraire les déterminants de l'expansion des exportations entre PMA et

*Alors que l'expansion du commerce Sud-Sud a manifestement dopé les recettes d'exportation des PMA et s'est traduite par une plus grande diversification géographique, les avantages retirés en termes de diversification économique ont été plus incertains.*

**Graphique 26. Contribution à la croissance des importations des PMA dans chaque groupe de pays, par produit, 2000-2009**  
(Variation moyenne annuelle en pourcentage)



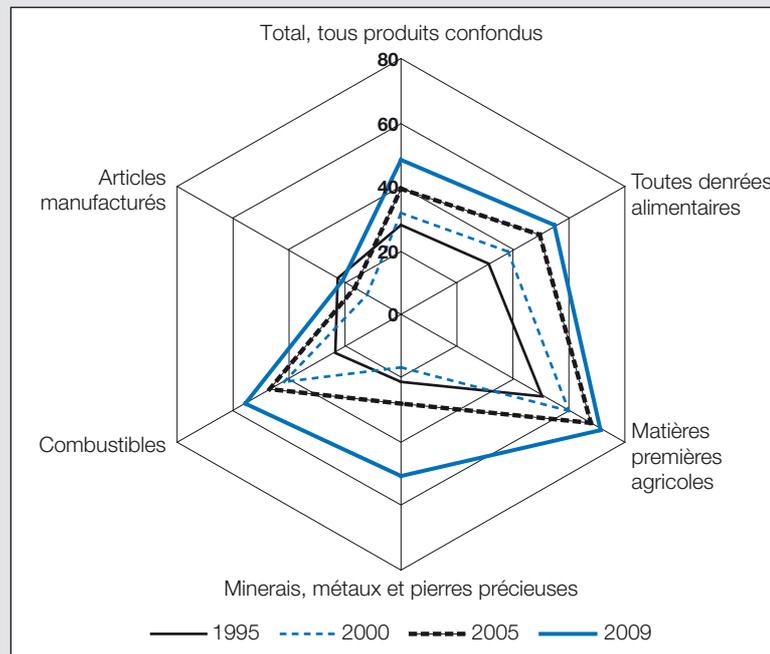
Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

Nord-Sud, leur contribution à la progression des exportations des PMA ayant été respectivement de 7 % et de 5 %. Les denrées alimentaires ont largement contribué quant à elles à l'expansion des exportations de marchandises à destination des autres PMA ou des pays en transition, mais leur rôle a été plus modeste sur les autres marchés de destination.

En revanche, les importations des PMA ont été dominées par les articles manufacturés, les denrées alimentaires et les combustibles, qui ont représenté, respectivement, 65 %, 19 % et 12 % des importations totales. En dépit des variations des prix relatifs et des prix élevés des produits de base, les articles manufacturés sont restés les facteurs déterminants de la croissance des importations des PMA de toutes origines, bien qu'en réalité ils aient le plus contribué à la croissance des importations en provenance des partenaires commerciaux du Sud (graphique 26). Au cours de ce processus à double sens, l'envolée des exportations d'articles manufacturés des pays du Sud a en retour soutenu leur demande de facteurs de production importés, non seulement de métaux et de minéraux mais aussi d'autres produits de base, le coton étant la meilleure illustration.

La place centrale qu'occupent les produits de base dans la structure des exportations des PMA vers leurs partenaires du Sud, à l'exception des NPI, est en outre clairement mise en évidence par le graphique 27, qui indique la part des exportations de marchandises par type de produit vers ces destinations<sup>19</sup>. L'importance croissante des marchés du Sud pour les PMA s'est accompagnée de deux tendances claires qui sont mises en évidence par le graphique.

**Graphique 27. Part des exportations de marchandises des PMA à destination des marchés du Sud, par type de produit, pour diverses années**  
(En pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base UNCTADstat, mai 2011.

- a) En premier lieu, la composition des exportations de marchandises des PMA vers le Sud a été infléchiée en faveur des matières premières agricoles et des combustibles. Toutefois, ce schéma de spécialisation est devenu encore plus marqué ces dernières années, à tel point qu'en 2009, 68 % de la totalité des exportations de matières premières agricoles et 55 % de la totalité des exportations de combustibles des PMA sont allés vers d'autres partenaires du Sud, alors que ces derniers ne représentaient que 44 % des recettes totales d'exportation des PMA;
- b) En second lieu, les produits manufacturés sont sensiblement et systématiquement sous-représentés dans la structure des exportations des PMA vers les autres pays en développement, avec très peu de changement d'une année sur l'autre. Bien que la part des partenaires du Sud dans les exportations totales de marchandises des PMA soit proche désormais de 50 %, les articles manufacturés provenant des PMA et vendus à des pays du Sud s'est maintenue autour de 15 % du total.

---

*La composition des exportations de marchandises des PMA vers le Sud a été infléchiée en faveur des matières premières agricoles et des combustibles.*

---

Ces observations font ressortir la dépendance évidente des PMA à l'égard des produits de base et les difficultés qui en résultent pour tirer parti du commerce Sud-Sud afin de promouvoir la diversification des exportations. Elles doivent cependant être interprétées à la lumière de l'examen qui précède, et compte tenu notamment de la concentration géographique des échanges des PMA avec le Sud. Au niveau de chaque pays, la part des produits de base dans les exportations des PMA vers des destinations du Sud ne semble pas être corrélée avec les taux de croissance de ces courants. Autrement dit, alors qu'il est indéniable que la recherche de ressources naturelles est l'un des principaux facteurs à l'origine de l'essor des exportations des PMA vers le Sud – et d'ailleurs c'est la part des grands PMA riches en ressources dans ces courants qui affiche une légère progression – cette expansion a concerné tous les PMA indépendamment de leur spécialisation en matière d'exportations. En second lieu, la place prépondérante des produits de base dans la structure

---

*La place prépondérante des produits de base dans la structure des exportations des PMA masque le fait que les exportations d'articles manufacturés vers les marchés du Sud ont progressé en rythme annuel de près de 18 % par an au cours de la dernière décennie.*

---

des exportations des PMA masque le fait que les exportations d'articles manufacturés vers les marchés du Sud ont progressé en rythme annuel de près de 18 % au cours de la dernière décennie. Une performance analogue des exportations totales de marchandises, bien qu'inférieure, permet de penser qu'il existe de réelles possibilités de transformation structurelle.

D'une manière générale, il est clair que le commerce Sud-Sud n'est pas la panacée pour réduire la dépendance des PMA à l'égard des produits de base. Bien que les exportateurs de minéraux et de métaux semblent avoir retiré des profits anormalement élevés, il ne fait pas de doute que la remarquable croissance des grands pays du Sud a dopé les recettes d'exportation dans tous les domaines – en procurant aussi de nouvelles possibilités de transformation structurelle et de diversification économique. Quant à la question de savoir si les PMA seront en mesure de tirer parti des nouvelles possibilités qui se présentent ou de reproduire l'ancien modèle de relations Nord-Sud, il est probable que cela dépendra – en partie du moins – de leur capacité de formuler une stratégie d'engagement appropriée et de mettre en place un cadre directif pour promouvoir la diversification économique.

### 3. INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS ORIGINAIRES DES PAYS DU SUD DANS LES PMA

*Entre 2000 et 2009, les IED Sud-Sud ont plus que triplé à l'échelle mondiale, atteignant 140 milliards de dollars en 2009, soit 14 % du total mondial.*

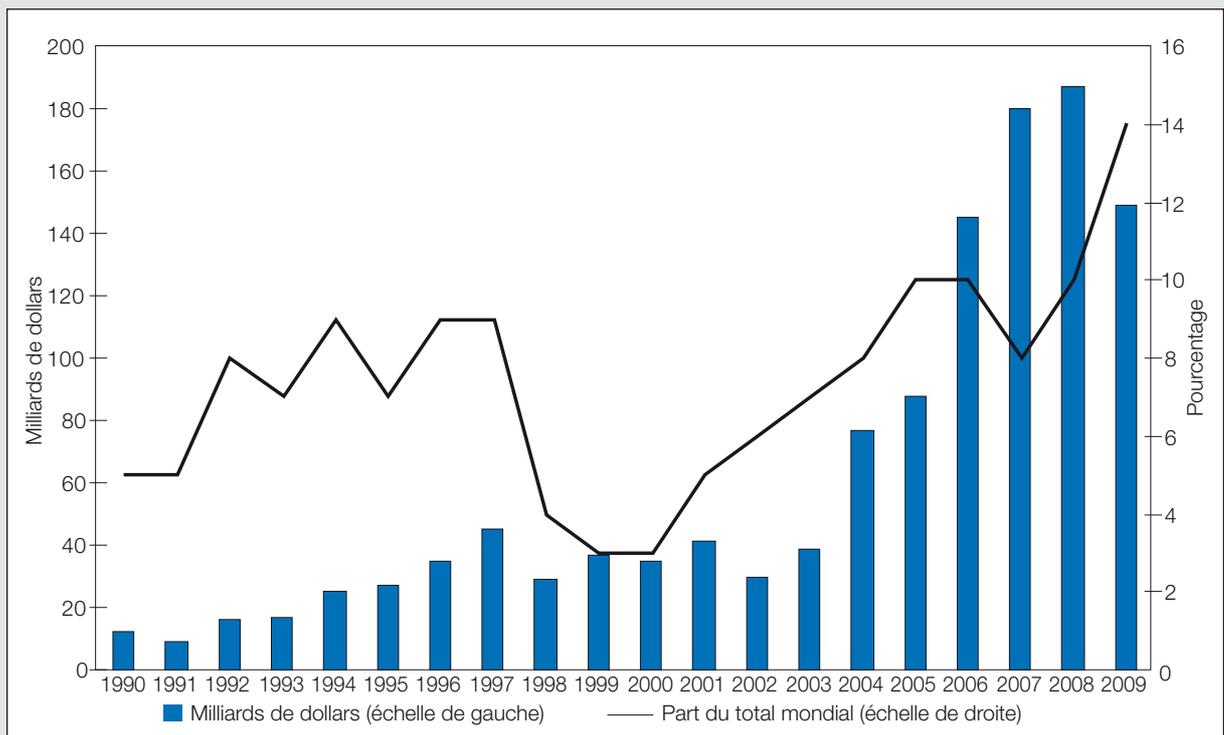
L'essor de pôles de croissance dans le Sud n'a pas seulement dynamisé le commerce mondial; il s'est aussi traduit par une forte progression des investissements internationaux, en partie dirigés vers d'autres pays en développement. Entre 2000 et 2009, les IED Sud-Sud ont plus que triplé à l'échelle mondiale, atteignant 140 milliards de dollars en 2009, soit 14 % du total mondial (graphique 28). Les investisseurs des pays du Sud ont aussi mieux résisté à la crise financière que ceux des pays du Nord, en partie du fait de leur moindre dépendance à l'égard du financement par emprunt (Bhinda and Martin, 2009; UNCTAD, 2011a). Leur poids devrait donc continuer de croître, même dans un proche avenir.

Les limites des statistiques actuellement disponibles sur les IED ne permettent pas une analyse détaillée des flux et des stocks par origine et par destination, et sont susceptibles de fausser les estimations des flux d'IED Sud-Sud. Une difficulté supplémentaire réside dans les liens étroits qui caractérisent la participation des partenaires du Sud aux IED et à la coopération pour le développement. Du fait des interactions complexes entre les motivations liées aux investissements et les motivations liées à la solidarité, il est souvent difficile, en pratique, de distinguer les flux d'IED au sens strict des flux financiers qui sont liés intrinsèquement à la coopération Sud-Sud pour le développement (UN-OSAA, 2010).

On peut néanmoins affirmer que l'évolution des IED du Sud dans le contexte des PMA est analogue aux tendances à l'échelle mondiale. Entre 2003 et 2010, où le total des flux d'IED vers les PMA a augmenté en moyenne de près de 20 % par an, la part des projets d'IED déclarés par des investisseurs du Sud est passée de 25 % à plus de 40 % (graphique 29). Cela n'a pas remédié à la marginalisation des PMA – qui reçoivent toujours moins de 3 % du total des flux mondiaux d'IED – mais cela a certainement renforcé l'accès de ces pays aux capitaux et aux devises. En outre, si les investisseurs du Nord jouent encore un rôle essentiel dans la plupart des PMA, les acteurs du Sud gagnent en importance. La Chine et l'Inde disposent déjà d'investissements non négligeables dans les PMA, et leurs IED figurent parmi les plus dynamiques dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique, tandis que les investisseurs d'autres pays en développement comme le Brésil, l'Afrique du Sud et la Turquie suivent désormais le mouvement.

Les IED dans les PMA, qu'ils proviennent de pays développés ou de pays en développement, concernent surtout le secteur des ressources naturelles et sont donc largement concentrés dans les pays riches disposant d'abondantes ressources (UNCTAD, 2010a, 2011a)<sup>20</sup>. Indépendamment de considérations

Graphique 28. Les flux d'IED Sud-Sud dans le monde, 1990-2009



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après UNCTAD 2011a.

liées à l'environnement<sup>21</sup>, cette tendance a accentué la spécialisation des PMA dans l'exploitation des produits de base, aboutissant souvent à des investissements «enclavés» ayant peu de retombées sur le reste de l'économie et sur la création d'emplois. En outre, compte tenu de la forte asymétrie de l'information qui caractérise les industries extractives, le recouvrement des recettes fiscales s'avère souvent une tâche difficile compte tenu des faibles capacités des autorités publiques (UNCTAD, 2009a, 2010a).

Si l'exploitation des ressources naturelles reste l'un des principaux moteurs des flux d'IED vers les PMA, une certaine diversification dans d'autres secteurs dynamiques commence à se faire jour, comme le montre le graphique 30, ainsi que diverses autres études (Bhinda and Martin, 2009; UNCTAD, 2010a, 2011a). C'est notamment le cas des services bancaires ou financiers et des télécommunications, secteurs dans lesquels les entreprises du Sud progressent rapidement, grâce à leur meilleure connaissance des marchés régionaux dans les pays en développement. Pour ne citer que quelques exemples, des banques sud-africaines et nigérianes comme la Standard Bank ou la United Bank for Africa ont rapidement pris une place prépondérante en Afrique subsaharienne, dans le cadre aussi bien de projets de création de capacités que de fusions-acquisitions. De même, des entreprises du Sud comme Telkom, Vodacom, ZTE ou Dimension Data holding s'implantent dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le secteur des télécommunications dans un nombre croissant de PMA (voir Aykut and Goldstein, 2006; UNCTAD, 2011a). Enfin, un nombre croissant de projets d'investissement dans les PMA – y compris de la part d'entreprises du Sud – concerne les secteurs de la construction, du tourisme et des industries manufacturières (Kopulande and Mulenga, 2011).

Un exemple utile pour illustrer cette évolution est celui de l'essor impressionnant des IED en provenance de Chine, l'un des rares pays en développement à donner une ventilation complète de ses IED par pays d'accueil. En 2009, 40 PMA ont reçu des IED chinois. Ces investissements ont explosé ces dernières années, le total des flux dépassant 1,5 milliard de dollars en 2009,

---

*Entre 2003 et 2010, la part des projets d'IED dans des PMA déclarés par des investisseurs du Sud est passée de 25 % à plus de 40 %.*

---

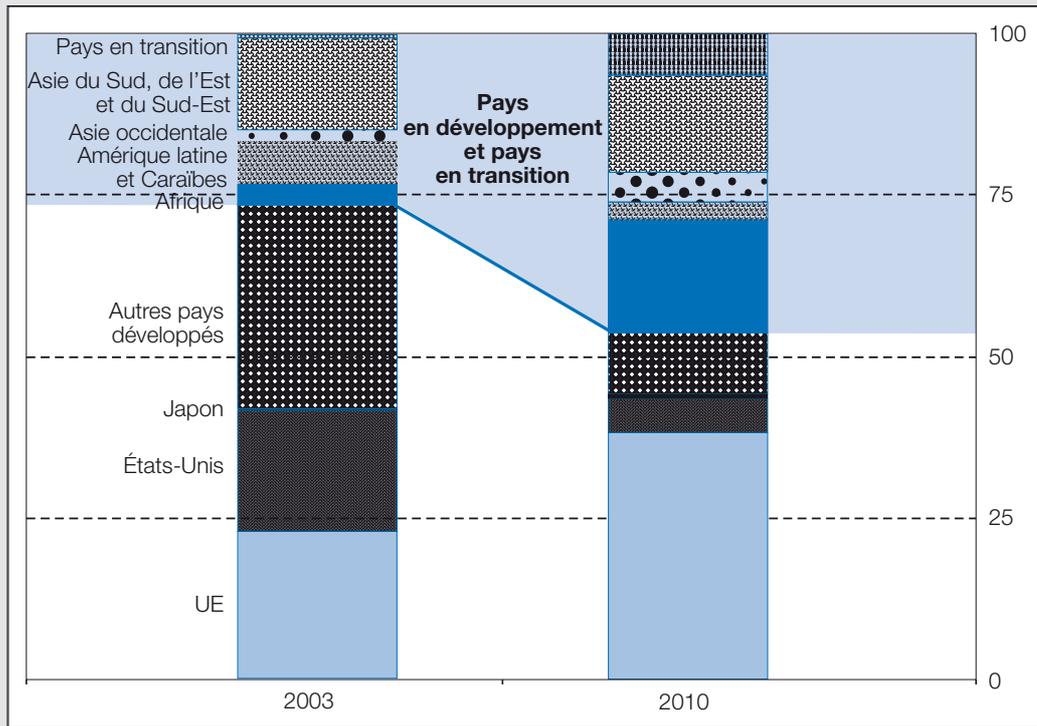


---

*Si l'exploitation des ressources naturelles reste l'une des principales motivations des flux d'IED vers les PMA, des signes de diversification dans d'autres secteurs se font jour.*

---

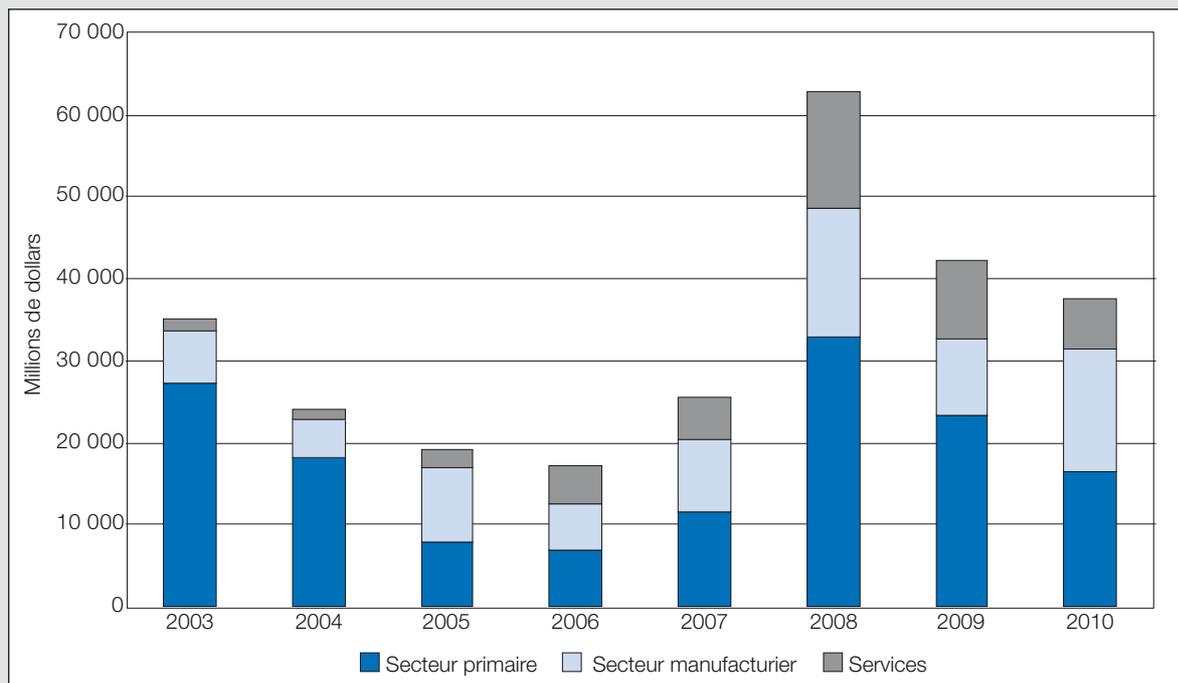
Graphique 29. Répartition régionale des projets d'IEDa dans les PMA, par source, 2003 et 2010



Source: UNCTAD, 2011b.

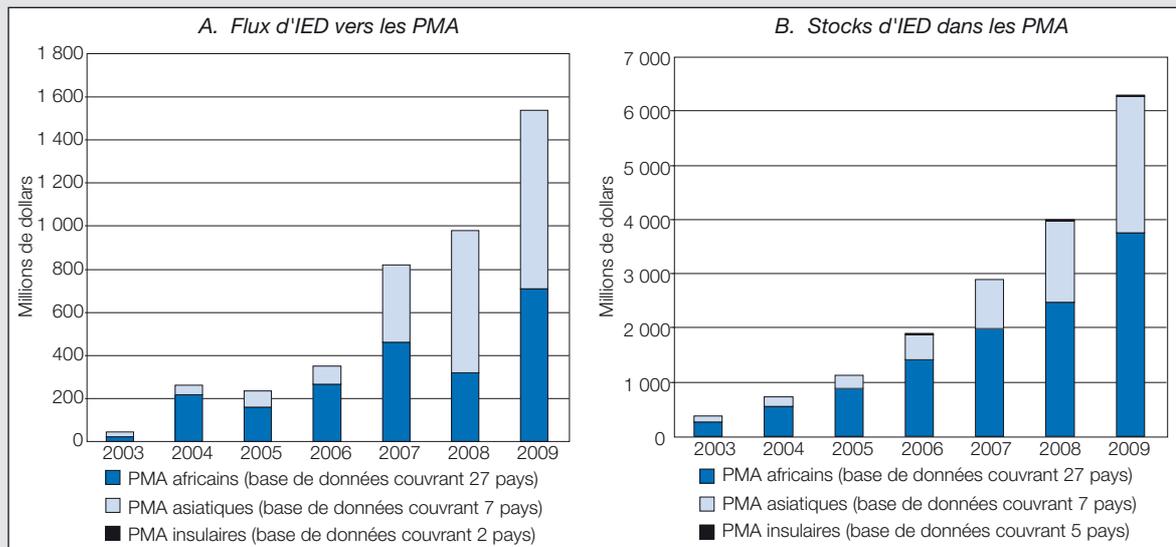
<sup>a</sup> Sont inclus aussi bien les fusions-acquisitions que les projets d'IED portant sur la création de capacités.

Graphique 30. Valeur des projets d'IED portant sur la création de capacités dans les PMA, par secteur, 2003-2010 (En millions de dollars)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après UNCTAD 2011b.

**Graphique 31. IED d'origine chinoise dans les PMA, 2003-2009**  
(En millions de dollars)



Source: UNCTAD 2011b.

soit plus de sept fois leur valeur de 2003 (voir le graphique 31)<sup>22</sup>. De façon intéressante, ce boom s'est accompagné d'un renforcement de la présence chinoise dans les PMA asiatiques, comme il ressort également du tableau 8. Parallèlement à des pays riches en ressources naturelles comme la Zambie, le Myanmar, le Soudan, la République démocratique du Congo et le Niger – les investisseurs chinois ont développé leurs activités dans des pays comme le Cambodge, la République démocratique populaire lao et Madagascar. Cette évolution géographique montre que les entreprises chinoises restent fortement engagées dans la course aux produits primaires, mais élargissent rapidement leurs intérêts à d'autres secteurs. En ce qui concerne la Zambie, par exemple, les investisseurs chinois diversifient actuellement leurs activités vers d'autres secteurs comme l'agriculture, la construction, les industries manufacturières et les transports (encadré 3).

La Chine et l'Inde sont à l'évidence plus visibles que d'autres acteurs: leurs investisseurs sont présents dans beaucoup de PMA, et si les industries extractives constituent toujours le pivot de leur participation, elles étendent progressivement leurs activités à d'autres secteurs. En outre, la plupart des investissements chinois à l'étranger sont intégrés verticalement, et la plupart sont réalisés par de grandes entreprises publiques, souvent avec le soutien financier de la Banque chinoise d'export-import et la Banque chinoise de développement (Brautigam, 2008; Broadman, 2008). Les investisseurs indiens, à l'inverse, sont principalement des sociétés privées dont l'intégration verticale est moins prononcée et qui s'appuient souvent sur les réseaux et les externalités offerts par les nombreuses diasporas indiennes que l'on trouve dans beaucoup de PMA (ibid.).

En dehors des géants asiatiques, la présence croissante d'investisseurs du Sud dans les PMA concerne un large éventail de partenaires, dont le Brésil, les pays du Conseil de coopération du Golfe, la Malaisie, l'Afrique du Sud et la Turquie, avec une grande diversité pour ce qui est de l'origine géographique, des motivations stratégiques, des avantages comparatifs et des modalités d'investissement. Par exemple, les entreprises brésiliennes sont très présentes dans les pays africains lusophones et s'intéressent non seulement à l'extraction de ressources naturelles, mais aussi à l'agriculture, aux télécommunications, aux infrastructures et à la production de biocarburants (Lewis, 2011). Les entreprises sud-africaines, par contre, opèrent principalement dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et sont présentes avant tout dans

*Les flux d'IED chinois vers les PMA ont dépassé 1,5 milliard de dollars en 2009, soit plus de sept fois leur valeur en 2003.*

**Tableau 8. Dix premières destinations (PMA) des IED chinois, 2007-2009**  
(En millions de dollars, moyenne pour la période)

	Entrées annuelles	Stocks d'IED
Zambie	148,4	641,6
Myanmar	233,8	563,8
Soudan	7,2	555,7
Cambodge	161,6	397,3
République démocratique populaire lao	148,2	381,0
République démocratique du Congo	102,8	212,0
République-Unie de Tanzanie	12,0	194,3
Éthiopie	32,4	172,9
Niger	46,9	151,7
Madagascar	39,0	139,6
<b>Part du total des IED vers les PMA (%)</b>	<b>83,5</b>	<b>77,4</b>

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données du Ministère chinois du commerce pour 2010.

### Encadré 3 Étude de cas: Les investissements chinois en Zambie

Tout au long des années 1990, période de difficultés économiques pour le pays en raison d'une croissance irrégulière et d'une forte inflation, la Zambie n'a reçu que peu d'IED, même par rapport aux pays voisins. Un redressement s'est amorcé au début des années 2000, lorsque l'économie zambienne a profité des effets du boom des matières premières, mais les entrées d'IED ont atteint depuis des niveaux sans précédent. Le pays a attiré des investissements provenant non seulement de sources traditionnelles comme l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni, mais aussi, de plus en plus, de nouveaux investisseurs. Les flux chinois, en particulier, sont ceux qui ont connu la croissance la plus rapide au cours des dernières années, passant de 5,5 millions de dollars en 2003 à 112 millions en 2009. Et d'après certaines estimations, les stocks d'IED chinois avaient dépassé le milliard de dollars fin 2010.

Les investissements chinois en Zambie, encore dominés par l'extraction et le traitement des minéraux, s'étendent progressivement à d'autres activités, allant de l'agriculture, du tourisme et du secteur manufacturier à l'énergie, aux communications, aux transports et à la construction. Si la plupart de ces activités sont réalisées par de grandes entreprises publiques, un nombre croissant de petites et moyennes entreprises privées arrivent dans le secteur agricole, ainsi que dans le commerce de gros et de détail. La Zambie accueille deux des huit zones économiques spéciales que la Chine a mises en place en Afrique depuis le Forum de coopération sino-africaine de 2006 – les autres zones se trouvant en Algérie, en Égypte, en Éthiopie, à Maurice et au Nigéria (deux zones). Des deux zones situées en Zambie, celle de Chambishi est spécialisée dans le raffinage du cuivre et du cobalt, tandis que la zone de Lusaka-Est servira à la fabrication de textiles, de vêtements, de biens électroniques, de jouets et de matières plastiques (voir Davies, 2010).

À l'exception de quelques entreprises d'extraction de cuivre et de transformation de coton, la plupart des investissements chinois (y compris dans les deux zones économiques spéciales) sont encore en phase initiale. Les entreprises créées récemment pourraient bientôt commencer à élargir la gamme des produits de fabrication locale, ce qui réduira la dépendance à l'égard des produits importés, comme cela a été le cas pour les barres d'acier. Mais les effets sur la diversification des exportations restent à ce jour limités, les projets d'investissement étant encore très récents.

L'entrée sur le marché zambien d'entreprises chinoises semble avoir eu de fortes incidences sur la structure de la production nationale. Pour ce qui est des aspects positifs, elle a contribué de manière importante à la formation brute de capital fixe, créé de nouveaux débouchés pour les fournisseurs par des effets de polarisation en amont et élargi l'accès des consommateurs à des produits manufacturés bon marché. D'après des estimations brutes, les IED chinois auraient créé 30 000 emplois environ, avec des effets potentiellement plus élevés par la suite quand davantage d'entreprises seront présentes. Mais dans le même temps, les nouveaux entrants semblent avoir placé les entreprises nationales sous pression par la compétitivité de leurs prix et de meilleures relations avec la clientèle, en particulier dans le commerce de gros et de détail, dans le secteur de la construction et dans celui des petites et moyennes exploitations avicoles.

La participation croissante des entreprises chinoises a permis certains transferts de compétences, en particulier dans les secteurs de la construction, du tourisme et de l'agriculture, avec des effets positifs sur la productivité et le comportement professionnel.

À cet égard, le défi principal pour la Zambie sera d'exploiter le potentiel de transfert de technologie en encourageant l'établissement de liens solides et systématiques entre les entreprises étrangères et les universités, les institutions de recherche et les entreprises zambiennes. Cela vaut tout particulièrement pour les entreprises créées dans les zones économiques spéciales, qui ont vocation à catalyser les efforts de diversification économique. À cet égard, un risque à éviter est que le capital minimum exigé pour créer une entreprise dans les zones économiques spéciales (500 000 dollars) ne limite le nombre d'entreprises nationales susceptibles de bénéficier des retombées liées aux investissements chinois.

Indépendamment de l'origine des IED, des incitations fiscales généreuses dans des secteurs comme l'agriculture, les TIC et le tourisme, et en faveur des entreprises situées dans les zones économiques spéciales peuvent entraîner des coûts d'opportunité très lourds sous forme de manque à gagner en recettes fiscales. Pour ce qui est du secteur minier, qui bénéficie depuis longtemps de larges concessions fiscales, son régime fiscal a été durci en 2008, ce qui a permis des recettes sans précédent d'un montant de 415 millions de dollars en un seul exercice budgétaire. À la suite de la crise financière mondiale, cependant, les entreprises minières étrangères ont obtenu une révision beaucoup plus libérale de ce régime. Aussi, les avantages du point de vue de la mobilisation de recettes publiques sont-ils limités de façon prévisible aux investissements (chinois ou autres) dans des secteurs qui ne font pas l'objet actuellement de concessions fiscales – comme les services financiers, les transports et la construction – ou à des IED de faible ou moyenne ampleur qui ne sont pas admis au bénéfice des exemptions accordées dans les zones économiques spéciales.

Source: Kopolande and Mulenga (2011).

les industries extractives, les services bancaires et financiers, les TIC et les petites industries manufacturières. Dans ces conditions, les investisseurs du Sud offrent aux PMA une large gamme de partenariats possibles, qui complètent à bien des égards les relations traditionnelles avec les investisseurs du Nord.

En outre, comme cela a été souligné par de nombreux auteurs, les IED Sud-Sud pourraient être particulièrement bénéfiques pour le développement, et ce, pour plusieurs raisons. En premier lieu, comme cela est apparu au lendemain de la crise économique mondiale (voir le chapitre premier), la diversification géographique des sources d'IED pourrait réduire l'instabilité globale de ces investissements, car les flux en provenance des pays du Sud ne sont pas nécessairement corrélés avec ceux des pays du Nord (UNCTAD, 2010a). Même si la plus grande partie des flux d'IED vers les PMA provient encore à l'heure actuelle de pays développés, les IED des pays du Sud commencent à jouer un rôle de tout premier plan dans certains pays et dans certaines conditions. Il semblerait que les investisseurs du Sud soient relativement plus disposés à assumer les risques inhérents aux situations d'après conflit et autres situations politiquement difficiles: par exemple, à partir de 2006, les entreprises chinoises (y compris certaines entreprises privées) étaient les seuls investisseurs étrangers présents en Sierra Leone au lendemain de la guerre civile; de la même manière, les investisseurs indiens et chinois ont représenté plus de la moitié des IED au Népal (Aykut and Goldstein, 2006). En deuxième lieu, les IED des pays du Sud se prêtent bien, en règle générale, aux transferts de technologie vers les PMA, en raison de conditions climatiques et de situations sociales analogues, d'une plus grande proximité culturelle et de niveaux de développement plus comparables entre les deux parties (UNCTAD, 2007; Aykut and Goldstein, 2006; UN-OHRLS, 2011)<sup>23</sup>. En troisième lieu, par une meilleure connaissance des marchés et des pratiques commerciales des pays en développement, les acteurs du Sud sont particulièrement bien placés pour réaliser des «innovations frugales», avec une adaptation des produits à une clientèle à faible revenu (Prahalad and Hart, 2002). Le filtre à eau à 24 dollars de la firme Tata et son automobile à 2 200 dollars, la Nano, pour ne citer que quelques exemples, sont des produits conçus expressément pour satisfaire les besoins de millions de consommateurs potentiels (*The Economist*, 2010).

#### 4. MIGRATIONS ET ENVOIS DE FONDS

Les questions relatives aux migrations ont acquis ces derniers temps une nouvelle dimension dans les débats internationaux, ce qui tient en partie à leur importance croissante dans la sphère politique, en particulier dans les pays riches, et en partie au fait que l'on estime fondamental de tirer parti des incidences positives des migrations sur le développement. Pourtant, les conséquences de l'essor des pays du Sud pour ce qui concerne les migrations et les envois de fonds des travailleurs migrants ont souvent été sous-estimées. Une compréhension approfondie de ces questions est certes limitée par la qualité et la couverture imparfaites des données disponibles, en particulier dans le cas des PMA. En tout état de cause, l'importance des migrations dans le contexte de l'intensification des relations économiques Sud-Sud ne fait aucun doute.

En 2008, près de 22 millions de personnes ont quitté les PMA pour travailler à l'étranger, soit environ 2,9 % de la population de ces pays cette année-là (World Bank, 2008). De nombreuses études récentes ont aussi souligné les incidences sur le développement des envois de fonds dans les PMA – effet stabilisateur sur la balance des paiements, contribution potentielle au financement d'investissements productifs, effets positifs sur la réduction de la pauvreté (voir UNCTAD, 2010a; Melde and Ionesco, 2010). De fait, les envois de fonds vers les PMA ont augmenté de près de 17 % par an pendant la dernière décennie, atteignant un niveau record de près de 26 milliards de dollars en 2010, ce qui est à peine moins élevé que le montant des entrées d'IED. L'importance des envois de fonds ne fait donc aucun doute, même si elle varie beaucoup selon les PMA, entre des pays comme le Lesotho, le Samoa, le Népal, Haïti, le Bangladesh et le Sénégal qui en sont très tributaires, et des pays comme la

---

*En dehors des géants asiatiques, la présence croissante d'investisseurs du Sud dans les PMA concerne un large éventail de partenaires, dont le Brésil, les pays du Conseil de coopération du Golfe, la Malaisie, l'Afrique du Sud et la Turquie.*

---



---

*Les IED des pays du Sud se prêtent bien, en règle générale, aux transferts de technologie vers les PMA, en raison de conditions climatiques et de situations sociales analogues, d'une plus grande proximité culturelle et de niveaux de développement plus comparables.*

---



---

*Les acteurs du Sud sont particulièrement bien placés pour réaliser des «innovations frugales», avec une adaptation des produits à une clientèle à faible revenu.*

---



---

*On estime que seulement un ressortissant de PMA sur quatre a migré vers un pays développé, un sur cinq vers d'autres PMA et environ la moitié du nombre total de migrants vers d'autres pays en développement.*

---

République démocratique populaire lao, la République-Unie de Tanzanie ou la Zambie où ils jouent un rôle négligeable au regard du PIB.

*En 2010, les deux tiers des près de 26 milliards de dollars d'envois de fonds vers les PMA provenaient de pays du Sud.*

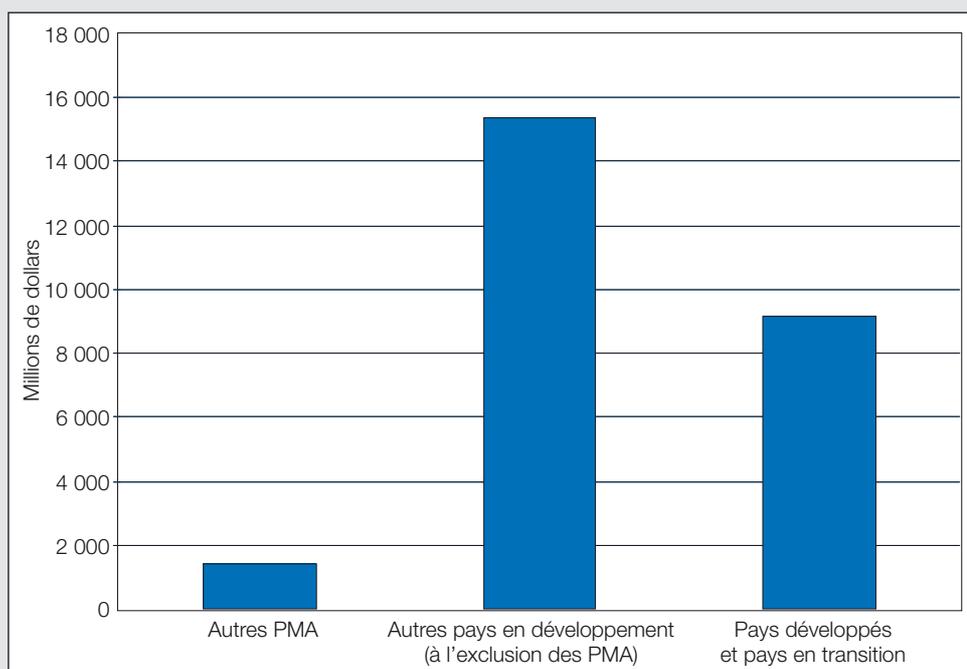
Les liens entre migrations et intégration économique Sud-Sud sont étayés par d'abondantes constatations montrant que, dans leur grande majorité, les migrations sont le plus souvent régionales, même si les travailleurs les plus qualifiés sont plus enclins à migrer vers des pays développés – d'où le phénomène bien connu de la fuite des cerveaux (UNCTAD, 2007; United Nations Development Programme, 2009)<sup>24</sup>. On estime que seulement un ressortissant de PMA sur quatre a migré vers un pays développé, un sur cinq vers d'autres PMA et environ la moitié du nombre total de migrants vers d'autres pays en développement (Melde and Ionesco, 2010). Ainsi, de toute évidence, la poursuite prévisible d'une croissance économique rapide dans nombre de pays du Sud devrait avoir des effets importants sur les migrations. Les pôles de croissance du Sud deviendront probablement plus attrayants pour les migrants potentiels, et le développement de ces pays pourrait dans le même temps permettre des transferts de ressources financières plus importants de la part des migrants qui y travaillent déjà. Le rôle des migrations dans le contexte de l'intégration économique Sud-Sud devrait donc s'accroître.

D'après des estimations des envois de fonds bilatéraux réalisées par la Banque mondiale, en 2010, les deux tiers des près de 26 milliards de dollars de flux financiers vers les PMA correspondant à des envois de fonds de travailleurs migrants provenaient de pays du Sud, 15,3 milliards d'autres pays en développement et 1,3 milliard d'autres PMA (graphique 32)<sup>25</sup>. Par contre, les fonds envoyés dans les PMA depuis des pays développés et des pays en transition ont représenté seulement 35 % du total, en dépit du fait que les migrants travaillant dans ces pays envoient généralement des sommes d'argent plus importantes.

Les données agrégées pour l'ensemble du groupe des PMA recouvrent des écarts considérables d'un pays à l'autre (graphique 33). Les bénéficiaires importants – notamment les trois principaux, à savoir le Bangladesh, le Népal et le Soudan – sont souvent plus fortement tributaires des envois de fonds

**Graphique 32. Envois de fonds vers les PMA, par région d'origine, 2010**

(En millions de dollars)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir de données de la Banque mondiale sur les migrations et les envois de fonds bilatéraux, séries 2010.

effectués depuis d'autres pays du Sud, en particulier l'Inde, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe<sup>26</sup>. De la même manière, divers PMA africains reçoivent une grande partie de leurs flux d'autres pays de la région, notamment l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire. À l'autre extrémité du spectre, des pays comme le Cambodge, l'Éthiopie, Kiribati, le Samoa et Vanuatu, dont les communautés expatriées se concentrent principalement dans les pays avancés, dépendent davantage de ces pays pour leurs flux financiers correspondant à des envois de fonds. Même compte tenu de cette hétérogénéité, l'importance des envois de fonds Sud-Sud pour les perspectives de développement des PMA ne doit pas être sous-estimée.

## 5. FLUX DE CAPITAUX PUBLICS DES PAYS DU SUD VERS LES PMA

Parallèlement aux relations économiques qui relèvent davantage du marché, la coopération Sud-Sud pour le développement est l'un des aspects majeurs de l'approfondissement des interactions des PMA avec d'autres pays en développement. Les initiatives fondées sur le principe de solidarité entre pays en développement ne constituent en rien une nouveauté: leur origine remonte en fait à la Conférence de Bandung en 1955, et elles se sont institutionnalisées en 1964, avec la création du Groupe des 77 au moment de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la revendication d'un nouvel ordre économique international apparue par la suite (Kragelund, 2010). Le vrai changement de ces dix dernières années a été plutôt le vigoureux renouveau de la coopération Sud-Sud sur la scène internationale, après deux décennies au cours desquelles les problèmes de développement internes avaient été la préoccupation dominante dans les grands pays en développement. Cette évolution, dont il est pris acte également dans le Programme d'action d'Istanbul, peut améliorer les perspectives d'accès des PMA au financement, en assurant à leurs gouvernements un large choix de partenariats potentiels et une gamme plus riche de modalités de coopération.

Avant de passer à l'analyse de la coopération Sud-Sud pour le développement dans le contexte des PMA, une observation sur la définition des flux financiers publics s'impose. La définition de l'aide au développement retenue par les pays du Sud diffère de celle du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, sur laquelle repose la pratique des donateurs traditionnels. Si les définitions se recoupent en partie, notamment sur les grands objectifs à long terme, les chiffres ne sont pas directement comparables. Certains pays du Sud utilisent ouvertement la coopération pour le développement comme catalyseur d'autres intérêts commerciaux et financiers (Brautigam, 2008; UNCTAD, 2010a). De ce fait, cependant, ils considèrent en général que l'aide au développement fait «partie intégrante des autres flux financiers, ce qui perturbe la vision d'ensemble» (Kragelund, 2010: 5). Cela ne signifie pas que le degré de libéralité associé à ces flux est inférieur à celui qui est appliqué par les donateurs traditionnels; simplement, les définitions de ce que l'on considère comme aide au développement varient (United Nations, 2008). C'est la raison pour laquelle l'expression «flux financiers publics» est utilisée ci-après pour désigner les ressources fournies par des partenaires du Sud à des fins de développement, étant entendu que toutes ne répondent pas nécessairement aux critères de l'aide publique au développement (APD).

Un autre problème d'évaluation tient à l'absence de données systématiques et fiables sur la taille, l'allocation et la répartition sectorielle des flux financiers publics Sud-Sud. La plupart des partenaires de développement du Sud, y compris les plus importants, ne divulguent pas une information systématique sur l'ensemble de l'aide fournie. Ils ont souvent recours à des contributions en nature – dont l'évaluation financière pose un certain nombre de difficultés – et opèrent le plus souvent par l'intermédiaire d'entités distinctes (United Nations, 2008; Brautigam, 2008; Kragelund, 2010; AfDB et al., 2011). On a constaté également que certaines analyses du nouveau dynamisme de la coopération Sud-Sud retenaient davantage les annonces de contributions que les versements effectifs. En conséquence, les estimations des flux financiers publics totaux de

---

*Parallèlement aux relations économiques qui relèvent davantage du marché, la coopération Sud-Sud pour le développement est l'un des aspects majeurs de l'approfondissement des interactions des PMA avec d'autres pays en développement.*

---



---

*Certains pays du Sud utilisent ouvertement la coopération pour le développement comme catalyseur d'autres intérêts commerciaux et financiers.*

---



---

*En conséquence, les estimations des flux financiers publics totaux de partenaires du Sud varient beaucoup d'une étude à l'autre, et la proportion de leur aide qui va aux PMA est particulièrement difficile à quantifier.*

---

partenaires du Sud varient beaucoup d'une étude à l'autre, et la proportion de leur aide qui va aux PMA est particulièrement difficile à quantifier<sup>27</sup>.

Nonobstant l'opacité des statistiques sur la question, l'importance croissante de la coopération Sud-Sud pour le développement est unanimement reconnue, aussi bien par les chercheurs que par les décideurs (United Nations, 2008; Brautigam, 2008; Kragelund, 2010). Pour ce qui est des PMA, l'accroissement des flux financiers publics Sud-Sud est confirmé par les données communiquées par les quelques pays du Sud qui font rapport au CAD/OCDE, et dont les chiffres sont donc directement comparables avec les données types sur l'APD; ces pays sont notamment la République de Corée, la Thaïlande, la Turquie, les Émirats arabes unis et quelques autres pays et institutions multilatérales arabes<sup>28</sup>. Comme le montre le graphique 34, le montant de leurs versements aux PMA au titre de l'APD a été multiplié par quatre en valeur réelle au cours des dix dernières années et a dépassé les 900 millions de dollars en 2009.

Même si ces flux déclarés au CAD/OCDE ne représentent qu'une faible partie des flux émanant des donateurs traditionnels (un peu plus de 2 % de l'aide totale aux PMA), leur évolution permet de penser que la coopération Sud-Sud pour le développement s'étend nettement dans les PMA. La progression devient encore plus évidente si l'on tient compte de l'augmentation massive des flux financiers publics provenant de grands pays en développement qui ne font pas rapport au CAD/OCDE – notamment, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (United Nations, 2008; Brautigam, 2008; Kragelund, 2010). En dépit d'estimations divergentes, tout porte à croire que les partenaires du Sud ont nettement renforcé leurs initiatives de coopération au cours des dix dernières années (voir également le chapitre 4). En particulier, on a pu constater de fortes progressions à la suite de la mise en place de structures dédiées à la coopération Sud-Sud pour le développement – par exemple, le Forum de coopération sino-africain, créé en 2000, le Sommet du Forum Inde-Afrique (2008) ou le Partenariat Inde-Brazil-Afrique du Sud (2003)<sup>29</sup>.

Du point de vue des PMA, l'augmentation des flux financiers publics du Sud est un facteur essentiel qui stimule l'accès au financement du développement, dont le rôle reste décisif compte tenu de la faible capacité des PMA de mobiliser leurs ressources intérieures. Dans ce contexte, les ressources financières publiques Sud-Sud sont particulièrement bienvenues étant donné la conjoncture actuelle, car elles peuvent aider à amortir la baisse éventuelle de l'aide reçue des donateurs traditionnels, en proie actuellement à une reprise fragile et à des problèmes d'endettement. Outre son ampleur croissante, l'attrait particulier pour les pays bénéficiaires de la coopération Sud-Sud pour le développement réside dans ses caractéristiques et ses modalités, qui peuvent la rendre complémentaire de la coopération Nord-Sud, comme le reconnaît le Programme d'action d'Istanbul. Enfin, la multiplicité des acteurs du Sud met à la disposition des PMA une large palette de partenaires potentiels, ayant chacun sa spécificité géographique, son avantage comparatif et sa conception stratégique de la coopération Sud-Sud.

En premier lieu, les partenariats des pays du Sud sont ouvertement fondés sur les principes d'égalité, de solidarité, d'intérêt mutuel et de non-ingérence. Ces principes ont généralement pour effet l'absence de conditionnalité, ce qui accroît l'appropriation par les pays bénéficiaires et augmente leur marge d'action (Oya, 2006; Kragelund, 2010). Différente est la pratique des donateurs traditionnels, qui admettent l'importance de l'appropriation par le pays, mais qui, pour certains, ont continué d'appliquer des conditionnalités même au lendemain de la crise financière mondiale (Weisbrot et al., 2009; Van Waeyenberge et al., 2010; UNCTAD, 2010a).

Des critiques ont été formulées à l'égard de certains partenaires de développement du Sud au motif qu'ils demanderaient moins d'efforts aux pays bénéficiaires en matière de lutte contre la corruption et de respect des droits de l'homme (Brautigam, 2008; Kragelund, 2010). Cette assertion n'est cependant étayée par aucun élément de preuve systématique (AfDB et al., 2011). Qui plus est, le régime international de l'aide n'est pas suffisamment institutionnalisé en matière de respect des droits de l'homme, et l'absence de corrélation entre aide

---

*L'augmentation des flux financiers publics du Sud est un facteur essentiel qui stimule l'accès au financement du développement, et peut aider à amortir la baisse éventuelle de l'aide reçue des donateurs traditionnels, en proie actuellement à une reprise fragile et à des problèmes d'endettement.*

---



---

*Outre son ampleur croissante, l'attrait particulier pour les pays bénéficiaires de la coopération Sud-Sud pour le développement réside dans ses caractéristiques et ses modalités, qui peuvent la rendre complémentaire de la coopération Nord-Sud.*

---

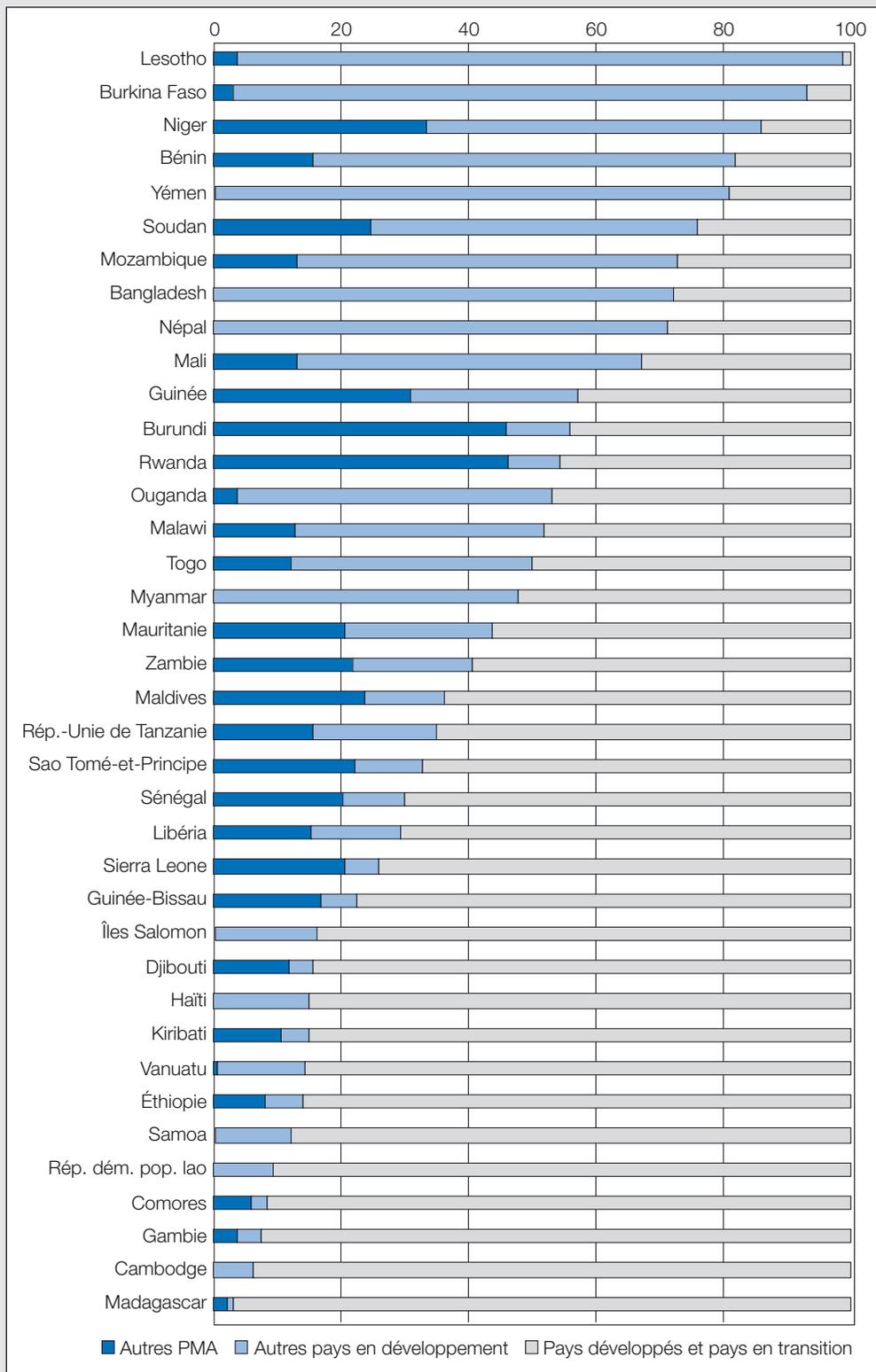


---

*Les partenariats des pays du Sud sont ouvertement fondés sur les principes d'égalité, de solidarité, d'intérêt mutuel et de non-ingérence. Ces principes ont généralement pour effet l'absence de conditionnalité.*

---

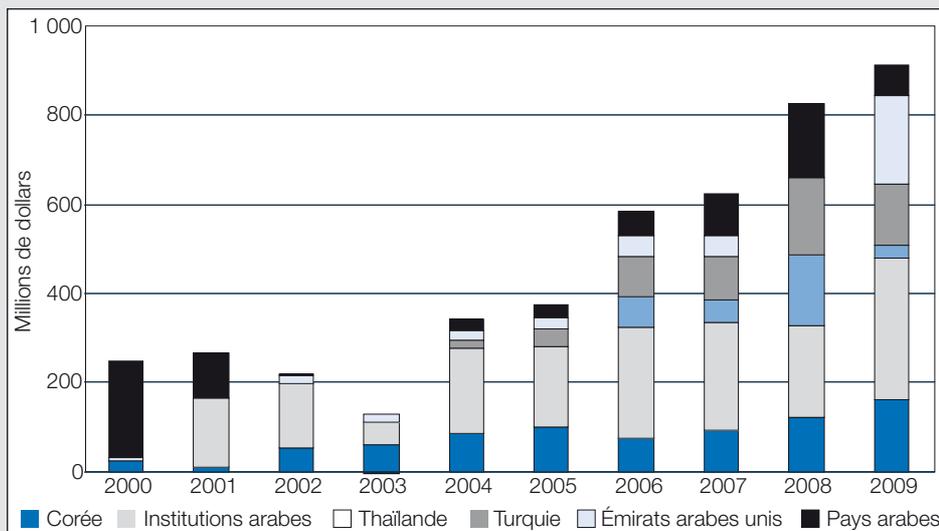
Graphique 33. Part des envois de fonds, par région d'origine, 2010



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir des données pour 2010 de la Banque mondiale sur les migrations et les envois de fonds bilatéraux.

et bonne gouvernance n'est certainement pas une particularité de la coopération Sud-Sud (Brautigam, 2010; Mold, 2009). Des études économétriques – voir notamment Svensson (2000) et Alesina et Weder (2002) – n'ont pas permis d'établir que les donateurs pénalisaient systématiquement les gouvernements corrompus. En général, «les considérations d'ordre politique et stratégique, et

**Graphique 34. Versements nets d'APD aux PMA provenant des pays du Sud qui font rapport au CAD/OCDE, 2000-2009**  
(En dollars constants de 2009, à l'exclusion des allègements de dette)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après OCDE/CAD, International Development Statistics, données en ligne.

*Certains partenaires du Sud ont recours à des conditionnalités autres que structurelles, consistant parfois à subordonner les apports de fonds publics à l'accès aux ressources naturelles, ou à l'achat de biens et services auprès de leurs propres entreprises nationales.*

les perspectives de débouchés pour le commerce et les investissements pèsent davantage dans les décisions d'aide que les droits de l'homme» (United Nations, 2008: 20).

Certains partenaires du Sud ont recours à des conditionnalités autres que structurelles, consistant parfois à subordonner les apports de fonds publics à l'accès aux ressources naturelles, ou à l'achat de biens et services auprès de leurs propres entreprises nationales (UNCTAD, 2010b). Cela étant, les partenaires du Sud sont souvent considérés par les pays bénéficiaires comme plus réceptifs à leurs besoins que les donateurs traditionnels (AfDB *et al.*, 2011). En outre, les flux financiers publics Sud-Sud sont souvent perçus comme plus efficaces et plus rapides à obtenir que l'aide Nord-Sud, et sont donc appréciés des décideurs des pays bénéficiaires (Kragelund, 2010; United Nations, 2008).

*Les partenaires du Sud sont souvent considérés par les pays bénéficiaires comme plus réceptifs à leurs besoins que les donateurs traditionnels.*

Un deuxième aspect essentiel dans lequel la coopération Sud-Sud pour le développement peut compléter la coopération Nord-Sud concerne l'horizon temporel et les modalités appliquées. Les initiatives des partenaires du Sud se caractérisent par une valorisation de la proximité géographique et culturelle et une préférence marquée pour des modalités d'appui à l'exécution de projets; en outre, elles sont généralement perçues par les parties bénéficiaires comme étant axées sur le long terme<sup>30</sup>. Toutefois, leur éparpillement, le faible degré d'harmonisation entre les partenaires du Sud – à l'exception des donateurs arabes – et le manque de transparence sont autant de facteurs jugés compromettre l'efficacité de la coopération Sud-Sud pour le développement. Les donateurs traditionnels, à l'inverse, ont quelque peu réduit le morcellement de l'aide en ayant de plus en plus recours à une approche sectorielle et au soutien budgétaire; néanmoins, la prévisibilité de leurs versements reste un sujet de préoccupation, et les progrès tardent aussi à se concrétiser en ce qui concerne le déliement de l'aide (UNCTAD, 2010a). En outre, si la coopération Sud-Sud se fait à l'heure actuelle presque entièrement de gouvernement à gouvernement, les donateurs traditionnels veillent davantage à associer la société civile et les organisations non gouvernementales.

Un troisième élément de complémentarité entre les coopérations Sud-Sud et Nord-Sud concerne les secteurs visés et les instruments employés. À la différence des donateurs traditionnels, qui mettent surtout l'accent sur les questions sociales, les partenaires du Sud consacrent une partie importante de

leur aide aux infrastructures et au secteur productif (UNCTAD, 2010a; Foster et al., 2008; United Nations, 2008; Kragelund, 2010). Comme cela a souvent été dit dans de précédents rapports sur les pays les moins avancés, cette stratégie d'allocation des ressources répond de façon précise au déficit d'infrastructures dont souffrent depuis longtemps les PMA, en particulier en Afrique, où les besoins de financement pour combler ce déficit se chiffrent à 93 milliards de dollars par an jusqu'en 2020 (AfDB et al., 2010). De même, le soutien au secteur productif va au cœur du problème déjà ancien de la faiblesse des petites et moyennes entreprises nationales (phénomène dit du «chaînon manquant»), qui ont longtemps été sous-financées par la traditionnelle coopération Nord-Sud. Historiquement, les programmes d'assistance technique ont aussi occupé une place importante dans les initiatives de coopération Sud-Sud. Cette tendance devrait persister dans la mesure où les partenaires de développement ont acquis une expérience internationale de premier ordre dans des domaines d'un intérêt immédiat pour les PMA, et sont mieux placés pour transférer des connaissances utiles à leurs partenaires en raison de leur proximité culturelle et géographique.

La coopération technique africano-brésilienne dans le domaine de l'agriculture menée par Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária (EMBRAPA) constitue un bon exemple à cet égard. Par l'intermédiaire de cette entité, le Brésil a mis son expérience en matière de développement agricole au service des quatre principaux pays africains producteurs de coton (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) et a rendu son savoir-faire accessible à plusieurs pays africains désireux de développer leur secteur agroénergétique (UNCTAD, 2010b; Lewis, 2011). De même, la Chine et l'Inde ont formé un nombre croissant de professionnels originaires des PMA, et Cuba et la République bolivarienne du Venezuela ont fourni des docteurs et des enseignants à Haïti et à d'autres pays en développement (UN-OSAA, 2010; United Nations, 2008).

S'agissant des instruments utilisés pour le versement de l'aide publique, les partenaires du Sud utilisent une gamme d'instruments variés pour leurs versements financiers, notamment des dons, des prêts à des conditions de faveur et des prêts mixtes<sup>31</sup>. Pour les projets liés à la livraison d'infrastructures, l'aide financière publique a souvent été acheminée par l'intermédiaire de banques d'export-import, les ressources naturelles servant de contrepartie: modalité dite «à l'angolaise». On a pu craindre que, dans certains cas, un accroissement des prêts des partenaires du Sud compromette la viabilité de l'endettement des pays bénéficiaires, ou simplement bénéficie de façon opportuniste des efforts d'allègement de la dette des partenaires traditionnels (Reisen, 2007; Brautigam, 2008). Des accords controversés ont certes existé dans le passé<sup>32</sup>, et une plus grande transparence est sans doute nécessaire aussi bien de la part des prêteurs que des emprunteurs (Kragelund, 2010; AfDB et al., 2011). Néanmoins, ces craintes semblent en général infondées pour trois raisons. En premier lieu, dans la mesure où le financement par les pays du Sud améliore l'offre d'infrastructures et soutient le secteur productif, elle élimine des obstacles à la croissance économique des PMA, contribuant ainsi à la viabilité globale de la dette. En deuxième lieu, on s'aperçoit en analysant de plus près le rôle des flux financiers publics de la Chine qu'ils ont contribué à améliorer les ratios de viabilité de la dette dans les pays africains, principalement en stimulant les exportations et la croissance économique dans les pays emprunteurs (Reisen, 2007; Reisen and Ndoye, 2008). En troisième lieu, un nombre croissant de partenaires du Sud, au premier rang desquels la Chine, la République de Corée et l'Inde, ont en fait engagé des initiatives bilatérales d'allègement de la dette et ne peuvent donc pas être accusés de profiter indûment des efforts d'autres créanciers (United Nations, 2008).

Dans l'ensemble, les progrès de la coopération Sud-Sud pour le développement ont déjà modifié la perception des pays pauvres, tandis que ses modalités innovantes commencent à influencer le comportement des donateurs du Nord, et inversement (AfDB et al., 2011). Les pratiques des partenaires de développement du Sud s'écartent généralement des normes et des règles de l'OCDE. Les unes et les autres évoluent et comme le relève Brautigam (2010: 44), «il reste globalement beaucoup de choses à améliorer, de la part de tous les grands acteurs de l'aide internationale et du système de financement du

---

*À la différence des donateurs traditionnels, qui mettent surtout l'accent sur les questions sociales, les partenaires du Sud consacrent une partie importante de leur aide aux infrastructures et au secteur productif.*

---



---

*Les partenaires du Sud utilisent une gamme d'instruments variés pour leurs versements financiers, notamment des dons, des prêts à des conditions de faveur et des prêts mixtes. Pour les projets liés à la livraison d'infrastructures, l'aide financière publique a souvent été acheminée par l'intermédiaire de banques d'export-import, les ressources naturelles servant de contrepartie: modalité dite «à l'angolaise».*

---



---

*Dans l'ensemble, les progrès de la coopération Sud-Sud pour le développement ont déjà modifié la perception des pays pauvres, tandis que ses modalités innovantes commencent à influencer le comportement des donateurs du Nord, et inversement.*

---

---

*Le rôle dominant des grands pays en développement dans le renforcement des liens des PMA avec les pays du Sud ne doit pas occulter que les relations Sud-Sud recouvrent des formes multiples de partenariat, non seulement au plan mondial, mais aussi aux plans régional et sous-régional. Cette multiplicité permet d'envisager un certain nombre de synergies potentielles couvrant tout le spectre des relations internationales.*

---



---

*Les produits manufacturés jouent souvent un rôle sensiblement plus important dans les exportations des PMA vers leurs partenaires régionaux que dans les mêmes exportations vers les grands pays en développement.*

---



---

*Une plus grande coordination des politiques est nécessaire au niveau régional pour acquérir une masse critique dans une optique de négociation et éviter une «course au moins-disant» dans la compétition pour les IED.*

---

développement». Des exemples de coopération triangulaire retiennent aussi de plus en plus l'attention, bien que n'étant pas encore très nombreux et surtout axés sur de petits programmes de formation et de renforcement des capacités. Dans ce contexte changeant, les stratégies des PMA sont d'autant plus importantes pour tirer parti de la diversité des approches de la coopération pour le développement et faire jouer les complémentarités entre les différents partenaires pour une réalisation plus efficace des objectifs de développement.

---

## D. La dimension régionale et les relations Sud-Sud

---

Le rôle dominant des grands pays en développement dans le renforcement des liens des PMA avec les pays du Sud ne doit pas occulter que les relations Sud-Sud recouvrent des formes multiples de partenariat, non seulement au plan mondial, mais aussi aux plans régional et sous-régional. Cette multiplicité permet d'envisager un certain nombre de synergies potentielles couvrant tout le spectre des relations internationales. Compte tenu en particulier des asymétries entre les différents PMA et leurs principaux partenaires du Sud, la dimension régionale devient un aspect essentiel (UNCTAD, 2010a; AfDB et al., 2011).

L'intégration régionale peut favoriser un approfondissement des relations économiques Sud-Sud en offrant des possibilités plus importantes de diversification des exportations, bien que les marchés régionaux se soient généralement développés un peu moins rapidement que les principaux marchés du Sud. Les produits manufacturés jouent souvent un rôle sensiblement plus important dans les exportations des PMA vers leurs partenaires régionaux que dans les mêmes exportations vers les grands pays en développement, dont la croissance économique est souvent à forte intensité de ressources (voir également UNCTAD, 2010a). Dans le cas des PMA asiatiques, l'insertion dans les réseaux régionaux et sous-régionaux de production contribue d'ores et déjà à la création d'entreprises manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre. Par exemple, la croissance de l'industrie du vêtement dans des pays comme le Bangladesh, le Cambodge et la République démocratique populaire lao doit beaucoup à des accords de fabrication en sous-traitance pour des entreprises régionales produisant pour des clients internationaux et bénéficiant d'un accès préférentiel aux marchés des pays développés (Chang, 2011; UNCTAD, 2011b)<sup>33</sup>. Il est tout aussi intéressant de noter que le marché régional des PMA africains présente lui aussi d'importantes possibilités de diversification des exportations et de retombées potentielles pour plusieurs pays tributaires des produits de base (voir l'encadré 4).

La dimension régionale est tout aussi importante en ce qui concerne les IED et autres flux d'investissement, qu'ils proviennent du Nord ou du Sud. En raison de la taille économique limitée des PMA, une intégration régionale plus poussée est essentielle pour attirer des investisseurs motivés par la recherche de débouchés commerciaux ou de gains d'efficacité. En même temps, une plus grande coordination des politiques est nécessaire au niveau régional pour acquérir une masse critique dans une optique de négociation et éviter une «course au moins-disant» dans la compétition pour les IED (UNCTAD, 2010a). Des initiatives coordonnées au niveau régional peuvent aussi avoir pour effet d'améliorer les incidences sur le développement des envois de fonds et des flux d'investissement, dans la mesure où elles peuvent réduire les coûts de transaction et faciliter les transferts de technologie et de connaissances, en tirant parti des synergies et des complémentarités entre pays voisins. Des initiatives régionales pourraient ainsi viser à faciliter la création de coentreprises ou le cofinancement de projets.

Concernant la coopération et les flux financiers publics Sud-Sud, l'analyse des stratégies d'engagement des principaux pays émergents partenaires fait clairement ressortir l'importance de la dimension régionale. Même si la coopération Sud-Sud pour le développement s'inscrit essentiellement dans un

#### Encadré 4. Diversification économique et intégration commerciale régionale en Afrique

L'intégration régionale de l'Afrique est depuis longtemps largement soutenue par les responsables africains et la communauté internationale, et la dynamique politique en a été relancée par la création de la Communauté économique africaine en 1991<sup>a</sup>. La part du commerce intrarégional reste cependant très en deçà de ce qu'elle est en Asie ou en Amérique latine.

Si le marché régional continue de se caractériser par sa dimension réduite – les exportations intra-africaines représentaient 12 % environ des exportations africaines vers le reste du monde – il a fait preuve au cours des dix dernières années d'un indéniable dynamisme, augmentant au rythme d'environ 16 % par an. Autre élément intéressant dans une optique de développement, les exportations intra-africaines sont réparties de façon plus homogène entre combustibles, produits primaires autres que les combustibles et produits alimentaires et manufacturés que les exportations vers le reste du monde<sup>b</sup>.

Si l'on considère la période 1995-2009, les taux de croissance des exportations manufacturières et non manufacturières des pays africains présentent une corrélation positive, quel que soit le marché de destination. Comme le montre cependant le graphique 20, la corrélation est bien plus forte pour les exportations intra-africaines que pour les exportations vers le reste du monde (Fortunato and Valensisi, 2011). Comme on l'a vu dans l'encadré 2, il serait erroné d'interpréter ces dynamiques comme la preuve d'un accroissement du commerce intersectoriel en Afrique. Il ressort néanmoins du graphique ci-dessous que le développement du commerce intrarégional en Afrique pourrait être un atout significatif pour la diversification économique, ce qui aurait pour effet de stimuler le revenu par habitant et la création d'emplois, compte tenu de l'importance de la composition des exportations pour la croissance à long terme (Hausmann *et al.*, 2007).

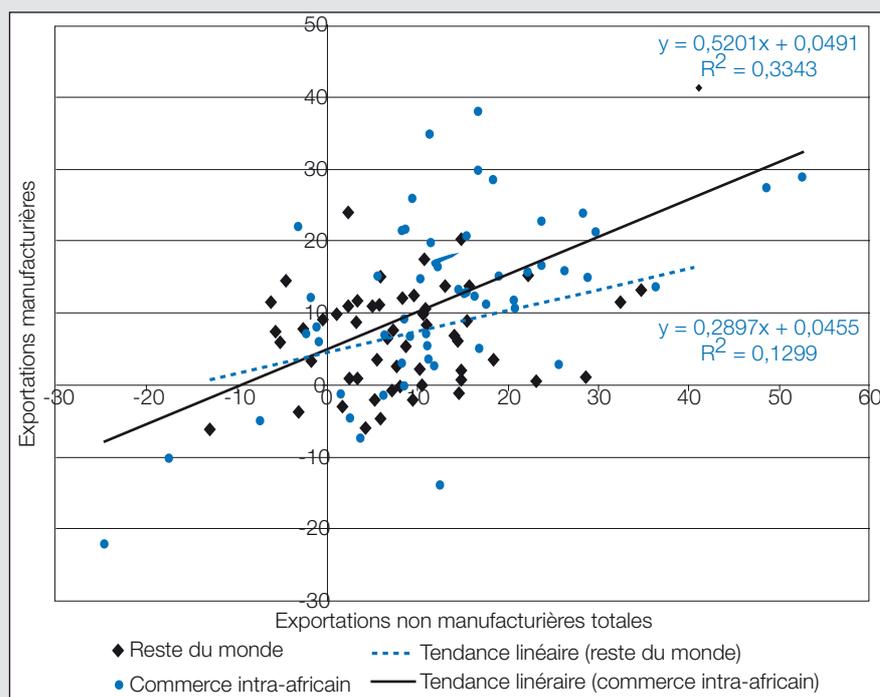
Pour promouvoir le commerce intra-africain, une priorité essentielle est de renforcer l'offre et la qualité des infrastructures matérielles et immatérielles, dont l'insuffisance limite les activités d'importation et d'exportation sur le marché régional, en augmentant les coûts de transport et les délais (Longo and Sekkat, 2004; Geda and Kibret, 2008; UNCTAD, 2009b). Une amélioration des infrastructures serait particulièrement importante pour les PMA et les pays sans littoral, qui sont pénalisés de manière disproportionnée.

Une deuxième difficulté pour le commerce intra-africain tient à la situation complexe que crée l'appartenance simultanée de la plupart des pays à plusieurs groupements économiques régionaux distincts. Une rationalisation du processus d'intégration régionale visant à simplifier le cadre juridique relatif au commerce pourrait contribuer à rendre l'environnement économique plus propice (UNCTAD, 2010a). À cet égard, des régimes préférentiels communs à l'ensemble des pays africains seraient sans doute préférables à ce qui existe actuellement.

En troisième lieu, le marché africain est dominé par quelques acteurs régionaux de premier plan, mais il joue un rôle fondamental pour un grand nombre d'autres pays, que ce soit comme source d'importations ou comme destination des exportations. Il est donc essentiel que les puissances régionales prennent l'initiative de définir une stratégie commune en vue de renforcer l'intégration régionale, plutôt que d'agir en fonction de leurs intérêts nationaux étroits (Drapper, 2010).

- a Le Traité d'Abuja (1991) envisage la création de la Communauté économique africaine en six étapes, en partant du renforcement progressif de l'intégration économique au sein des principaux blocs économiques, qui devait être suivi d'une harmonisation plus poussée des dispositions relatives au commerce à l'échelle continentale.
- b Il est intéressant de constater que les exportations intra-régionales présentent une composition plus diversifiée, c'est-à-dire avec une proportion relativement plus forte de produits manufacturés et de denrées alimentaires; cette observation reste valable même sans tenir compte du marché sud-africain.

Graphique de l'encadré 4. Taux de croissance des exportations des pays africains par destination, 1995-2009



Source: Fortunato and Valensisi, 2011.

---

*La formation d'une masse critique dans une optique de négociation peut s'avérer particulièrement utile pour exploiter les particularités de la coopération Sud-Sud pour le développement afin de préparer le terrain à une intégration régionale plus efficace.*

---

*L'une des leçons à tirer de l'expérience est-asiatique est que l'intégration régionale peut beaucoup contribuer à promouvoir la transformation structurelle en intégrant les pays moins avancés dans les réseaux régionaux et sous-régionaux de production.*

---

*Les particularités de chaque pays, les voies multiples empruntées par les relations Sud-Sud et la diversité des partenaires potentiels sont d'une richesse telle qu'on ne saurait expliquer par un discours unique la dynamique complexe des expériences récentes dans le domaine du développement.*

---

cadre bilatéral, les projets d'intégration régionale sont souvent expressément soutenus par des pays émergents partenaires, comme on l'a vu par exemple au Forum de coopération sino-africain de 2006 ou lors du Sommet Inde-Afrique de 2008. Dans ce contexte, il est particulièrement important que les pays les plus pauvres s'entendent sur une stratégie d'engagement commune vis-à-vis de leurs principaux partenaires du Sud au niveau régional, afin de parvenir à une masse critique dans une optique de négociation. Cela peut s'avérer particulièrement utile ensuite pour exploiter les particularités de la coopération Sud-Sud pour le développement afin de préparer le terrain à une intégration régionale plus efficace. Une façon d'assurer la complémentarité de la coopération Sud-Sud pour le développement et de l'intégration régionale pourrait être, par exemple, de renforcer la mise en place d'infrastructures régionales matérielles et immatérielles.

L'une des leçons à tirer de l'expérience est-asiatique est que l'intégration régionale peut beaucoup contribuer à promouvoir la transformation structurelle en intégrant les pays moins avancés dans les réseaux régionaux et sous-régionaux de production. Comme le montre une étude de la CNUCED, du secrétariat du Commonwealth et du Center for WTO Studies (2010), les possibilités de modernisation industrielle qui existent au niveau régional sont en fait nombreuses, en dépit de l'âpreté de la concurrence en matière de division du travail au sein des chaînes de valeur mondiales (voir l'encadré 5). Un renouveau des politiques d'intégration régionale est cependant nécessaire et ces politiques doivent accompagner le mouvement d'intégration croissante entre les pays du Sud. À cet égard, l'un des enseignements du modèle du vol d'oies sauvages est que les politiques peuvent et doivent jouer un rôle appréciable dans la définition des conditions d'intégration des PMA dans les réseaux mondiaux de production. Ce rôle est d'autant plus important à l'heure actuelle que le contexte international a évolué de telle sorte que les réseaux de production sont de plus en plus hiérarchisés, ce qui intensifie la concurrence en matière de la division internationale du travail (Chang, 2001). Des politiques plus affirmées aux niveaux national et régional sont donc nécessaires pour empêcher les pays dont les capacités industrielles sont moindres d'être cantonnés dans des productions à faible valeur ajoutée.

---

## E. Conclusions

---

L'analyse qui précède a montré comment, en l'espace d'une décennie, les relations économiques avec les partenaires du Sud sont devenues, pour les perspectives de développement des PMA, un élément dont l'importance devrait continuer de croître au cours des prochaines années. Du fait de l'interdépendance accrue au niveau mondial, l'émergence de pôles de croissance dans le Sud continuera d'avoir des retombées économiques importantes pour les PMA, non seulement à travers le commerce et l'investissement, mais aussi par le biais de la diffusion des technologies, des migrations et de la coopération Sud-Sud pour le développement. À travers toutes ces modalités, le recentrage en cours de l'économie mondiale offre aux PMA un large éventail de partenariats nouveaux qui peuvent être complémentaires des partenariats traditionnels Nord-Sud.

À l'instar de nombre de publications actuelles, le présent rapport montre que plusieurs PMA ont profité de la «course mondiale aux ressources naturelles» dans laquelle se sont notamment engagés de grands pays en développement à croissance rapide, dont la croissance et l'urbanisation sont grosses consommatrices de ressources. La façon dont les échanges commerciaux et les flux d'IED ont évolué en conséquence, qui rappelle dans une certaine mesure la dynamique centre-périphérie, s'est traduite par davantage de moyens pour ces pays, en particulier ceux qui exportent des combustibles et des minéraux, élargissant à bien des égards leur marge d'action pour remédier à leur dépendance à l'égard des produits de base. La prééminence indéniable des métaux et des minéraux ne doit cependant pas occulter le fait que l'essor du Sud a dans le même temps stimulé – bien qu'à un degré moindre – la demande

### Encadré 5. Le potentiel des chaînes régionales d'approvisionnement illustré par le cas du secteur des textiles et des vêtements en Asie du Sud

Il arrive souvent que des débouchés commerciaux dans les pays en développement, même au sein d'une même région ou sous-région, ne soient pas exploités faute d'une information suffisante des entreprises qui en seraient les bénéficiaires potentielles. Un cas de cette nature a été mis en évidence dans un rapport commun de la CNUCED, du Secrétariat du Commonwealth et du Centre for WTO Studies (2010) sur le potentiel des chaînes régionales d'approvisionnement pour l'industrie sud-asiatique des textiles et des vêtements.

Pour déterminer le potentiel d'intégration dans les chaînes régionales d'approvisionnement, l'étude analyse les structures de production et d'exportation du secteur des textiles et des vêtements dans plusieurs pays d'Asie du Sud, en examinant les types d'intrants utilisés dans la fabrication de produits d'exportation et en identifiant les liens interrégionaux potentiels actuellement inexploités. À l'aide de données ventilées au niveau des positions à six chiffres du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, le rapport conclut qu'au Bangladesh, 15 lignes tarifaires uniques ont été identifiées comme produits finals pour des exportations mondiales qui pourraient être fabriquées en utilisant seulement les chaînes régionales d'approvisionnement. À titre de comparaison, les chiffres sont de 37 pour l'Inde, de 29 pour le Pakistan et de 8 pour Sri Lanka, ce qui montre que les possibilités d'intégration dans les chaînes régionales d'approvisionnement sont importantes pour tous les pays examinés. Pour ce qui est du Bangladesh, seul PMA de l'étude – il a été constaté que 19 «intrants initiaux» et 47 «intrants primaires» pourraient être obtenus au sein de la région et donner lieu ensuite à des exportations mondiales de textiles et de vêtements.

Toutefois, les importations bangladaises totales de ces intrants ne représentaient qu'environ 18,3 % des exportations correspondantes de l'Asie du Sud, ce qui indique que la capacité de la chaîne régionale d'approvisionnement était suffisante pour répondre à la demande potentielle. En outre, une évaluation comparative des prix unitaires des produits fournis par des pays d'Asie du Sud par rapport à d'autres fournisseurs mondiaux de premier plan fait aussi apparaître que pour beaucoup de produits identifiés, les premiers seraient les fournisseurs les moins chers.

Depuis 2005, le Bangladesh a augmenté régulièrement ses importations d'intrants pour son industrie du vêtement à partir de pays de la région, en particulier le Pakistan et l'Inde; la part de la région dans les importations totales de textiles du Bangladesh est passée de 14 % en 2005 à 24 % en 2007. La part de l'Inde dans les importations de coton en provenance du Bangladesh est passée de 10-12 % en 2005-2006 à 30 % en 2009-2010. Les importations de filés de coton et de tissus en provenance du Pakistan ont aussi augmenté régulièrement. On peut donc estimer que l'industrie des textiles et des vêtements du Bangladesh semble s'intégrer de plus en plus dans la chaîne régionale d'approvisionnement. Les possibilités d'intégration supplémentaires restent toutefois largement inexploitées, et les pays d'Asie du Sud pourraient améliorer encore leur compétitivité mondiale grâce à une collaboration régionale efficace.

Source: UNCTAD-Commonwealth Secretariat-Centre for WTO Studies, 2010.

d'autres produits d'exportation des PMA, y compris des produits manufacturés. Il apparaît aussi que la vigueur du commerce Sud-Sud contribue à élargir l'accès des PMA à des biens intermédiaires et à des biens de consommation à bas prix, ce qui profite clairement aux entreprises qui utilisent ces intrants et aux consommateurs finals, mais peut avoir des effets préjudiciables sur les secteurs qui concurrencent les importations.

Au-delà du commerce, l'émergence de pôles de croissance dans le Sud a permis d'élargir l'accès de nombreux PMA aux ressources financières, par le biais des envois de fonds de travailleurs migrants et des flux financiers privés et publics, ainsi que les possibilités de modernisation technologique de ces pays. Conformément, en partie, au modèle du vol d'oiseaux sauvages, le début d'intégration de certains PMA à des réseaux régionaux et sous-régionaux de production peut ouvrir de nouvelles perspectives de transformation structurelle, d'acquisition de compétences et de modernisation technologique.

Comme on l'a vu tout au long du présent chapitre, chacune des constatations susmentionnées et chacun des cadres d'analyse correspondants éclairent certaines dimensions des relations complexes entre les PMA et leurs partenaires du Sud. Pourtant, les particularités de chaque pays, les voies multiples empruntées par les relations Sud-Sud et la diversité des partenaires potentiels sont d'une richesse telle qu'on ne saurait expliquer par un discours unique la dynamique complexe des expériences récentes dans le domaine du développement. La question centrale, du point de vue des objectifs de développement des PMA, est de savoir dans quelle mesure ces nouveaux partenariats peuvent être mis à profit pour promouvoir le renforcement des capacités productives et la diversification économique. À cet égard, l'analyse qui précède montre que l'approfondissement des relations économiques entre les PMA et leurs partenaires du Sud crée un ensemble plus vaste de possibilités, mais ne va pas sans poser des difficultés. En particulier, si les PMA bénéficient clairement de l'essor des exportations, des IED et du financement

---

*L'approfondissement des relations économiques entre les PMA et leurs partenaires du Sud crée un ensemble plus vaste de possibilités, mais ne va pas sans poser des difficultés.*

---



---

*Si les PMA bénéficient clairement de l'essor des exportations, des IED et du financement du développement, ils risquent aussi de se retrouver cantonnés dans leur dépendance à l'égard des produits de base par la nouvelle division internationale du travail.*

---

du développement, ils risquent aussi de rester figés dans leur dépendance à l'égard des produits de base par la nouvelle division internationale du travail et par une concurrence féroce dans les industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre.

---

*Il est donc très important que les PMA conçoivent une approche volontariste et stratégique de leur intégration avec les pays en développement partenaires, en s'appuyant sur toutes les synergies et complémentarités possibles.*

---

En dernière analyse, ce sont les interactions entre la situation structurelle de chaque pays et les conditions particulières de coopération avec des partenaires du Sud qui détermineront les effets sur le développement de ce processus complexe. Dans l'ensemble, si des possibilités évidentes semblent se dégager pour les PMA, le résultat net des dynamiques complémentaires examinées ici sera subordonné à l'application de politiques appropriées, qui visent à obtenir les meilleurs résultats possibles avec un minimum de risques. C'est pourquoi il est très important que les PMA conçoivent une approche volontariste et stratégique de leur intégration avec les pays en développement partenaires, en s'appuyant sur toutes les synergies et complémentarités possibles. Le cas échéant, les gouvernements des PMA doivent aussi coordonner leurs stratégies de coopération au niveau régional pour tirer parti des possibilités de promouvoir un modèle équitable de transformation structurelle au sein des marchés régionaux, et éviter une surenchère néfaste dans la concurrence pour les IED, les accords commerciaux et la coopération pour le développement. Ils devront ensuite adopter, pour mener ces tâches à bien, un cadre d'action propice, dont les caractéristiques sont indiquées dans le reste du présent rapport.

---

## Notes

---

- 1 Les principaux facteurs responsables de ce processus recensés dans les études publiées sont entre autres: a) la segmentation du procédé de fabrication en différentes phases ayant des caractéristiques et des impératifs distincts; b) les progrès technologiques, qui ont fait baisser les coûts des communications et, dans une moindre mesure, ceux du transport d'un lieu à un autre; c) les différences importantes du coût de la main-d'œuvre entre pays; d) les mesures de politique commerciale, par exemple les régimes de perfectionnement passif et l'Arrangement multifibres, qui a expiré en 2005; e) les politiques suivies par les PMA pour attirer l'IED et améliorer leurs infrastructures et leur dotation en qualifications; f) la diminution du coût des services et leur plus grande facilité d'accès (Arndt and Kierzkowski, 2001; Yeats, 1997; Jones *et al.*, 2005).
- 2 À proprement parler, les NPI – République de Corée, Hong Kong (Chine), Singapour et province chinoise de Taiwan – sont aussi des pays en développement. Cependant, lorsque cela se justifiait pour les besoins du chapitre, ils ont été distingués des autres pays du Sud en raison de la structure très différente de leurs économies.
- 3 Selon Henderson *et al.* (2002: 445), la notion de réseaux de production mondiaux est définie comme le couplage des fonctions et des opérations interconnectées par le biais desquelles des biens et services sont produits, distribués et consommés. Il en résulte que les réseaux de production mondiaux se caractérisent par trois aspects essentiels: a) la valeur créée et distribuée entre les différentes entreprises et les différents agents (par exemple les travailleurs) en fonction de leur pouvoir, mais aussi en fonction du cadre institutionnel; b) le pouvoir: des entreprises, des institutions (États nationaux, accords commerciaux régionaux, organisations financières et commerciales internationales, par exemple), des collectivités (associations commerciales, syndicats); et c) l'intégration, comprise comme la mesure dans laquelle les réseaux de production mondiaux sont rattachés à un lieu donné par des relations interentreprises (en amont et en aval) et par des mesures (fiscalité et politiques de l'éducation, par exemple), mais aussi comme la solidité des liens entre les différents agents (entreprises, etc.) des réseaux de production.
- 4 Wolfensohn, 2007 parle à propos de cette différenciation du «monde à quatre vitesses», le quatrième groupe étant celui des pays développés (voir aussi OCDE, 2010).
- 5 Dans sa version originale, le modèle du vol d'oiseaux sauvages a ainsi été nommé par référence à «la représentation graphique de trois courbes chronologiques établies pour un produit donné, où la dimension temporelle figure sur l'axe horizontal» (Kasahara, 2004: 2). Ce modèle décrivait fondamentalement le fait que le volume des importations, celui de la production et celui des exportations de certains produits, dans un processus de développement tardif, suivent tous le schéma d'un «V» inversé au fil du temps, les trois variables atteignant l'une après l'autre leur point culminant.

En d'autres termes, au stade initial d'industrialisation, un pays dont l'industrialisation est tardive doit importer des articles manufacturés venant de pays plus développés jusqu'à ce que ses entreprises locales acquièrent progressivement la capacité de concurrencer les produits importés, de les remplacer sur le marché intérieur et finalement de les exporter.

- 6 Par exemple, Chang (2011) note que les NPI du deuxième rang ont bénéficié d'importations inversées de leurs partenaires commerciaux régionaux avancés bien moins importantes que ce ne fut le cas pour les NIP du premier rang une décennie plus tôt. De plus, ces importations inversées étaient limitées pour l'essentiel à des produits à forte intensité de main-d'œuvre tels que textiles, vêtements et composants électroniques bas de gamme.
- 7 L'importance de cette tendance à long terme pour les PMA dépendants à l'égard des produits de base, surtout en Afrique, est encore renforcée par le fait que nombre d'entre eux possèdent d'importantes réserves inexploitées de combustibles et de métaux (UN-OSAA, 2010).
- 8 D'après la base de données UNCTADstat, en 2009, 40 PMA étaient des importateurs nets de denrées alimentaires et 39 d'entre eux étaient des importateurs nets d'énergie (ces chiffres incluent les Maldives qui se sont qualifiées juste après la période examinée).
- 9 Les consommateurs appartenant aux classes moyennes montantes dans les pays émergents ont généralement une préférence pour les produits bon marché et banalisés, contrairement aux consommateurs dans les pays riches; par conséquent, il est possible que l'émergence de pôles de croissance du Sud favorise l'intégration des PMA dans des chaînes de valeur mondiales où la qualité prime moins que dans celles destinées aux marchés du Nord (Kaplinsky and Farooki, 2010).
- 10 Giovannetti and Sanfilippo (2009) donnent un aperçu intéressant des travaux publiés sur cette problématique.
- 11 Le commerce des services mérite également d'être mentionné, en raison de l'essor remarquable qu'il a connu pendant la dernière décennie, mais aussi du rôle clef qu'il joue dans un certain nombre de PMA, en particulier des petits États insulaires. Faute d'éléments tangibles sur le commerce des services par partenaire, toutefois, toute analyse de cette question ne peut être étayée que par des études de cas et des données empiriques. Même ces dernières semblent suffisantes pour affirmer que les PMA ont intensifié leurs échanges de services avec leurs partenaires du Sud. Ce constat vaut en particulier pour le tourisme, les services commerciaux et les services financiers, comme les informations rassemblées par la Banque mondiale (2010) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (2011) le confirment.
- 12 Il est à noter que la crise mondiale de 2009 a réduit cet excédent «bilatéral» à ses niveaux de 2006, mais n'a pas inversé la tendance évoquée plus haut.
- 13 La Chine constitue une exception notable à cette tendance générale en ce qu'elle a enregistré un déficit vis-à-vis du groupe des PMA qui est imputable à son important déficit bilatéral vis-à-vis de pays exportateurs de pétrole comme l'Angola et le Soudan.
- 14 Si l'analyse qui précède est valable pour les PMA en tant que groupe, l'hétérogénéité des PMA considérés individuellement complique et brouille singulièrement la situation au niveau national. Fait intéressant toutefois, la croissance des exportations nettes des PMA vers les pays développés n'est pas imputable uniquement aux résultats obtenus pour les combustibles – ou par les exportateurs de minerais – mais aussi aux grands pays d'Asie, comme le Bangladesh, le Cambodge, le Laos et le Myanmar. De la même manière, le déficit net de ces pays comparativement aux autres marchés du Sud, hors NPI, n'a pas cessé de se creuser sauf dans le cas du Myanmar.
- 15 Cette observation confirme implicitement l'importance croissante de l'intégration régionale du point de vue de chaque PMA comme tremplin pour surmonter les contraintes imposées par la taille limitée de leur marché, ainsi que pour s'allier à des partenaires du Sud plus dynamiques.
- 16 Hors NPI, les 10 principaux marchés d'exportation du Sud pour les PMA sont entre autres l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Brésil, le Chili, la Chine, les Émirats arabes unis, l'Inde, la Malaisie, le Nigéria et la Thaïlande.
- 17 Hors NPI, les 10 principaux marchés d'importation du Sud pour les PMA sont entre autres l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Brésil, la Chine, la Côte d'Ivoire, les Émirats arabes unis, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande.
- 18 Il est intéressant de noter qu'un nombre croissant de pays en développement, dont certains des principaux partenaires commerciaux des PMA, ont récemment mis en place des régimes d'accès aux marchés améliorés pour les produits venant des

PMA. Ces pays sont, entre autres, le Brésil, la Chine, l'Inde et la République de Corée (UNCTAD 2010b; UN-OHRLS 2010).

- <sup>19</sup> Il est à noter que le graphique compare la part des exportations des PMA par types de produits plus ou moins homogènes; l'influence des mouvements relatifs des prix dans le temps est donc considérablement réduite.
- <sup>20</sup> L'Angola en est la meilleure illustration: ce pays a représenté à lui seul près de 40 % des flux d'IED vers l'ensemble des PMA pendant la période 2000-2009; de même, le Soudan a reçu pendant la même période environ 11 % du total des flux d'IED vers les PMA. Il est intéressant de noter cependant (voir AfDB et al. 2011) que dans la région de l'Afrique, les IED provenant de pays émergents sont moins concentrés dans les pays riches en pétrole que ceux des partenaires traditionnels.
- <sup>21</sup> En ce qui concerne les préoccupations environnementales liées aux IED, voir Kopulande and Mulenga 2011, où on trouvera une brève analyse de la question centrée sur le cas de la Zambie.
- <sup>22</sup> Si l'ampleur de ce boom peut s'expliquer en partie par l'amélioration de la couverture des données survenue vers la fin de l'année, on peut considérer cette distorsion comme marginale. En ne tenant compte que des 15 PMA pour lesquels il existe des séries de données complètes (qui représentent les deux tiers du total des flux d'IED chinois vers ces pays), on observe que les flux d'IED ont été multipliés par 10 entre 2003 et 2009.
- <sup>23</sup> Les transferts de technologie Sud-Sud devraient jouer un rôle encore plus important à l'avenir, en raison de la participation croissante de quelques grands pays en développement aux activités de R-D. D'après l'OCDE (OECD, 2010), par exemple la Chine et dans une moindre mesure l'Inde se situent d'ores et déjà parmi les premiers pays au monde pour les dépenses de R-D et le nombre de chercheurs. Tirer parti de ces possibilités pourrait être décisif pour la modernisation technologique et la croissance de la PTF dans les PMA et pourrait aussi avoir des effets importants sur le plan du développement humain, dans la mesure où le processus touche des secteurs clefs comme la R-D agricole et les technologies pharmaceutiques (UN-OSAA, 2010).
- <sup>24</sup> D'après certains auteurs, le taux d'émigration des PMA vers les pays développés a été 10 fois plus élevé parmi les travailleurs qualifiés que pour l'ensemble de la population active (Docquier and Marfouk, 2006).
- <sup>25</sup> On gardera toutefois à l'esprit que ces chiffres sont probablement sous-estimés, car une partie importante des envois de fonds passe par des canaux informels.
- <sup>26</sup> Cette particularité explique en partie pourquoi, pendant la crise financière et économique mondiale, les envois de fonds vers les PMA – en particulier vers les bénéficiaires principaux – ont mieux résisté que les envois de fonds vers d'autres pays en développement.
- <sup>27</sup> Au niveau mondial, l'ONU (United Nations, 2008) estime que l'aide au développement Sud-Sud a représenté entre 8 et 10 % du total des flux d'aide au cours de la période 2006-2008.
- <sup>28</sup> Les données sur les pays arabes couvrent l'Arabie saoudite et le Koweït, tandis que ce que l'on appelle les institutions arabes englobe des institutions multilatérales comme la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque islamique de développement, etc. Les données concernant la Thaïlande valent à partir de 2006.
- <sup>29</sup> On citera encore le Forum République de Corée-Afrique (créé en 2006), le Sommet de coopération Turquie-Afrique (2008), ainsi que des initiatives interrégionales comme le partenariat stratégique Afrique-Amérique du Sud (2006), le nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique (2005) ou le Forum de coopération afro-arabe (1977). Dans certains cas, des fonds pour le développement ont aussi été créés dans le prolongement de ces initiatives Sud-Sud, comme le Fonds de développement Chine-Afrique, qui doit être doté de 5 milliards de dollars, ou les fonds d'affectation spéciale du Partenariat Inde-Brésil-Afrique du Sud.
- <sup>30</sup> Les donateurs non traditionnels ont généralement pour pratique de verser leurs fonds directement aux entreprises du Sud prestataires, ce qui renforce l'incitation à mener à bien dans les délais voulus des projets clefs en main et réduit les risques d'abus. Si cette modalité permet généralement une période de financement à perte et peut même inclure certaines formes d'accords de maintenance, elle est liée pour l'essentiel au recours à des entreprises du pays donateur, en particulier quand les fonds sont accordés par l'intermédiaire de banques d'export-import.
- <sup>31</sup> Les prêts mixtes consistent en montages financiers associant prêts à des conditions de faveur et prêts au taux du marché.

- <sup>32</sup> On citera à titre d'exemple l'accord Sicominex entre la Chine et la République démocratique du Congo. Après négociation, les conditions initiales de ce prêt accordé pour des infrastructures, en échange de ressources naturelles, ont été restructurées pour les rendre acceptables au regard du cadre commun de viabilité de la dette du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (voir Davies, 2010 et Brautigam, 2010).
- <sup>33</sup> Dans le cas du Cambodge, 95 % des exportations de vêtements sont le fait d'entreprises étrangères, principalement des sociétés transnationales de pays du Sud (Chine, Hong-Kong (Chine), Indonésie, Malaisie, République de Corée, Singapour et province chinoise de Taiwan), qui employaient environ 300 000 personnes en 2009, soit près de 50 % de l'emploi manufacturier (UNCTAD, 2011b).

## Bibliographie

- AfDB et al. (2011). *African Economic Outlook 2011: Africa and its Emerging Partners*. OECD Publishing. Tunis, Paris, New York and Addis Ababa.
- Akyuz Y (2010). *Export dependence and sustainability of growth in China and the East Asian production network*. South Centre Research Paper No. 27. South Centre. Geneva.
- Alesina A and Weder B (2002). *Do corrupt governments receive less foreign aid?* *American Economic Review*. 92(4): 1126–1137.
- Amann E et al. (2009). *Did China hurt the textiles and clothing exports of other Asian economies, 1990–2005?* *Oxford Development Studies*. 37(4): 333–362.
- Arndt SW and Kierzkowski H (2001). *Fragmentation: New Production Patterns in the World Economy*. Oxford University Press. Oxford.
- Arrighi G (1996). *The rise of East Asia: World systemic and regional aspects*. *The International Journal of Sociology and Social Policy*. 16(7/8): 6–44.
- Aykut D and Goldstein A (2006). *Developing country multinationals: South-South investment comes of age*. OECD Working Paper No. 257. OECD. Paris.
- Bartels F and Vinanchiarachi J (2009). *South-South cooperation, economic and industrial development of developing countries: Dynamics, opportunities and challenges*. United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) Research and Statistics Working Paper No. 02/2009. UNIDO. Vienna.
- Bernard M and Ravenhill J (1995). *Beyond product cycles and flying geese: regionalization, hierarchy and the industrialization of East Asia*. *World Politics*. 47(2): 171–209.
- Bhinda N and Martin M (2009). *Private capital flows to low-income countries: Dealing with boom and bust*. Foreign Private Capital Capacity-Building Programme Series No. 2. Debt Relief International. London.
- Brautigam D (2008). *China's African aid: Transatlantic challenges*. A report to the German Marshall Fund of the United States. April.
- Brautigam D (2010). *China, Africa and the international aid architecture*. African Development Bank Working Paper No. 107. African Development Bank. Tunis.
- Broadman HG (2008). *China and India go to Africa*. *Foreign Affairs*. 87(2): 95–109.
- Brulhart M (2008). *An account of global intra-industry trade, 1962–2006*. Background paper prepared for the World Bank World Development Report, 2009.
- Chang D (2011). *Opportunities for the LDCs in integrating East Asia: From new regional division of labour to inclusive regional development network*. Background paper prepared for The Least Developed Countries Report 2011 (UNCTAD).
- Davies M (2010). *How China is influencing Africa's development*. Background paper prepared for the OECD Perspectives on Global Development 2010: Shifting Wealth.
- Docquier F and Marfouk A (2006). *International migration by education attainment, 1990–2000*. In: Schiff M and Oezden C. eds. *International Migration, Remittances and the Brain Drain*. World Bank and Palgrave Macmillan. Washington, D.C.
- Draper P (2010). *Rethinking the (European) foundations of African economic integration: A political economy essay*. OECD Working Paper No. 293. OECD. Paris.
- Economist (2010). *First break all the rules: The charms of frugal innovation*. 15 April. Available from <http://www.economist.com/node/15879359>.
- Fortunato P and Valensisi G (2011). *Trade negotiations insights*. Geneva. (Forthcoming).
- Foster V et al. (2008). *Building Bridges – China's Growing Role as Infrastructure Financier for Africa*. World Bank. Washington, D.C.
- Fujita M et al. (2001). *The Spatial Economy: Cities, Regions and International Trade*. MIT Press. Cambridge.
- Fujita M et al. (2011). *The Economics of East Asian Integration: A comprehensive introduction to regional issues*. Edward Elgar Publishing Limited, Cheltenham.

- Garroway et al. (2010). The Renminbi and poor-country growth. OECD Working Paper No. 292. OECD Development Centre, Paris.
- Geda A and Kibret H (2008). Regional economic integration in Africa: A review of problems and prospects with a case study of COMESA. *Journal of African Economies*. 17(3): 357–394.
- Giovannetti G and Sanfilippo M (2009). Do Chinese exports crowd out African goods? An econometric exercise by country and sector. *European Journal of Development Research*. 21(4): 506–530.
- Hausmann R et al. (2007). What you export matters. *Journal of Economic Growth*. 12(1): 1–25.
- Henderson J et al. (2002). Global production networks and the analysis of economic development. *Review of International Political Economy*. 9:3:436-464.
- Jones RW et al. (2005). What does evidence tell us about fragmentation and outsourcing? *International Review of Economics and Finance*. 14(3): 305–316.
- Kaplinsky R and Farooki M (2010). What are the implications for global value chains when the market shifts from the North to the South? Policy Research Working Paper No. 5205. World Bank, Washington, D.C.
- Kasahara S (2004). The flying geese paradigm: A critical study of its application to East Asian regional development. Discussion Paper No. 169. UNCTAD/OSG/DP/2004/3.
- Kojima K (2000). The “flying geese” model of Asian economic development: Origin, theoretical extensions and regional policy implications. *Journal of Asian Economics*, 11(4): 375–401.
- Kopulande S and Mulenga C (2011). Impact of South–South cooperation and integration on the Zambian economy: The case of Chinese investment. Background paper prepared for The Least Developed Countries Report 2011 (UNCTAD). New York and Geneva.
- Kozul-Wright R et al. (2011). Export sophistication, growth and the middle-income trap: A Markov approach. Unpublished mimeo.
- Kragelund P (2010). The potential role of non-traditional donors’ aid in Africa. ICT Issue Paper No. 11. International Centre for Trade and Sustainable Development. Geneva.
- Krugman P (1979). Increasing returns, monopolistic competition and international trade. *Journal of International Economics*. 9(4): 469–479.
- Krugman P (1991). Increasing returns and economic geography. *Journal of Political Economy*. 99(3): 483–499.
- Lewis D (2011). Special report: In Africa, Brazil takes a different track. 23 February. Available from <http://www.reuters.com>.
- Lin J (2011). From flying geese to leading dragons: New opportunities and strategies for structural transformation in developing countries. WIDER Lecture, 4 May, Maputo. Available at: [http://siteresources.worldbank.org/INTMOZAMBIQUE/Resources/WIDER\\_Lecture-Justin\\_Lin-05-03-11.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTMOZAMBIQUE/Resources/WIDER_Lecture-Justin_Lin-05-03-11.pdf)
- Longo R and Sekkat K (2004). Economic obstacles to expanding intra-African trade. *World Development*. 32(8): 1309–1321.
- Melde S and Ionesco D (2010). Mainstreaming migration, development and remittances in the LDC post-Brussels Plan of Action. Background paper prepared for the Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries preparatory event, Migration, Development and Remittances in the Least Developed Countries Context. 17 June 2010. New York.
- Mold A (2009). Policy Ownership and Aid Conditionality in the Light of the Financial Crisis – A Critical Review. OECD. Paris.
- Ng F and Yeats A (1999). Production sharing in East Asia: Who does what for whom and why? Policy Research Working Paper No. 2197. World Bank, Washington, D.C.
- OECD (2010). Perspectives on Global Development 2010: Shifting Wealth. OECD. Paris.
- Otsubo S (1998). New regionalism and South-South trade: Could it be an entry point for the South toward global integration? APEC Discussion Paper No. 18. Asia-Pacific Economic Cooperation. Singapore.
- Oya C (2006). The political economy of development aid as main source of foreign finance for poor African countries: Loss of policy space and possible alternatives from East Asia. Paper presented at the Second Annual Conference of the International Forum on the Comparative Political Economy of Globalization, 1–3 September, Renmin University of China, Beijing.
- Ozawa T (1993). Foreign direct investment and structural transformation: Japan as recycler of market and industry. *Business and the Contemporary World*. 5(2): 129–150.
- Ozawa T (2003). Pax-Americana-led macro-clustering and flying-geese style catch-up: Mechanisms of regionalized endogenous growth. *Journal of Asian Economics*. 13(6): 699–713.

- Perroux F (1950). Economic space: Theory and applications. *The Quarterly Journal of Economics*. 64(1): 89–104.
- Prahalad C and Hart S (2002). The fortune at the bottom of the pyramid. *Strategy+Business*. 26(1st quarter): 2–14.
- Reisen H (2007). Is China actually helping improve debt sustainability in Africa? G-24 Policy Brief No. 9. Intergovernmental Group of Twenty Four. Washington, D.C.
- Reisen H and Ndoye S (2008). Prudent versus imprudent lending to Africa: From debt relief to emerging lenders. OECD Working Paper No. 268. OECD. Paris.
- Svensson J (2000). Foreign aid and rent-seeking. *Journal of International Economics*. 51(2): 437–461.
- United Nations (2008). Trends in South–South and triangular cooperation. Background study prepared for the Development Cooperation Forum, New York.
- UN-OHRLLS (2011). Harnessing the positive contribution of South-South co-operation for least developed countries' development. Background paper prepared for the India-LDCs Ministerial Conference, 18–19 February 2011, New Delhi.
- UN-OSAA (2010). Africa's Cooperation with New and Emerging Development Partners: Options for Africa's Development. United Nations Office of the Special Adviser on Africa. New York.
- UNCTAD (1996). Trade and Development Report, 1996. United Nations publications, Sales No. E.96.II.D.6. New York and Geneva.
- UNCTAD (2007). The Least Developed Countries Report 2007: Knowledge, Technological Learning and Innovation For Development. United Nations publications. Sales No. E.07.II.D.8. New York and Geneva.
- UNCTAD (2009a). Enhancing the Role of Domestic Resources in Africa's Development: A Policy Handbook. United Nations publications. UNCTAD/ALDC/AFRICA/2009/1. New York and Geneva.
- UNCTAD (2009b). Economic Development in Africa Report, 2009. Strengthening Regional Economic Integration for Africa's Development. United Nations publications. Sales No. E.09.II.D.7. New York and Geneva.
- UNCTAD (2010a). The Least Developed Countries Report 2010: Towards a New International Development Architecture. United Nations publications. Sales No. E.10.II.D.5. New York and Geneva.
- UNCTAD (2010b). Economic Development in Africa Report 2010. South-South Cooperation: Africa and the New Forms of Development Partnership. United Nations publications. Sales No. E.10.II.D.13. New York and Geneva.
- UNCTAD (2010c). Strengthening productive capacities: A South–South agenda. Note prepared by the UNCTAD secretariat. TD/B/C.II/MEM.2/8. 15 December. Geneva.
- UNCTAD (2011a). Foreign Direct Investment in LDCs: Lessons Learned from the Decade 2001–2010 and the Way Forward. United Nations publications. New York and Geneva.
- UNCTAD (2011b) World Investment Report 2011: Non-equity Modes of International Production and Development. United Nations publications. Sales No. E.11.II.D.2.
- United Nations Development Programme (2009). Human Development Report, 2009: Overcoming Barriers: Human Mobility and Development. Palgrave Macmillan. Basingstoke and New York.
- Van Waeyenberge E et al. (2010). Standing in the Way of Development? A Critical Survey of the IMF's Crisis Response in Low-Income Countries. Eurodad. Brussels and Third World Network. Penang.
- Weisbrot M et al. (2009). IMF-supported macroeconomic policies and the world recession: A look at forty-one borrowing countries. CEPR Reports and Issues Brief No. 2009–37. Centre for Economic Policy Research. London.
- Wolfensohn J (2007). The four circles of a changing world. *The New York Times*. 4 June. Available from <http://www.nytimes.com/2007/06/04/opinion/04iht-edwolf.1.5987172.html>.
- World Bank (2008). Migration and Remittances Factbook 2008. World Bank. Washington, D.C.
- World Bank (2010). Reform and regional integration of professional services in East Africa: Time for action. Report No. 57672. Poverty Reduction and Economic Management Unit 2 – Africa Region. World Bank. Washington, D.C.
- World Bank Bilateral Migration and Remittances 2010 datasets. Available from <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/0,conten tMDK:22803131~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:476883,00.html>.
- Yeats A (1997). Just how big is global production sharing? Policy Research Paper No. 1871. World Bank. Washington, D.C.



# 3

**CHAPITRE**

## **ACTIVER L'ÉTAT DÉVELOPPEMENTISTE DANS LES PMA: LE RÔLE DE LA COOPÉRATION SUD-SUD**

---

## A. Introduction

---



---

*Le meilleur moyen pour les PMA serait de mettre en place un État développementaliste catalyseur qui soit adapté à leurs besoins.*

---

Dans ce chapitre, on examinera comment les pays les moins avancés (PMA) et leurs partenaires du Sud peuvent renforcer la contribution de la coopération Sud-Sud au développement et profiter concrètement des possibilités que celle-ci leur offre dans ce domaine. Le meilleur moyen pour les PMA serait de mettre en place un État développementaliste catalyseur qui soit adapté à leurs besoins. La création d'un État développementaliste dans les PMA n'est pas une tâche facile, comme le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés* l'a montré. Toutefois, la coopération Sud-Sud présente des caractéristiques qui la rendent mieux à même d'appuyer et d'encourager un tel projet que ne le font aujourd'hui les modèles traditionnels de coopération pour le développement. Il est donc possible de créer des interactions positives entre l'établissement d'États développementalistes dans les PMA et la coopération Sud-Sud. De nouvelles modalités et de nouvelles structures sont nécessaires pour renforcer l'interdépendance des deux phénomènes dans la période d'après crise. Le régionalisme développementaliste revêt une importance particulière à cet égard, tout comme les mécanismes qui permettront de remédier aux difficultés financières en vue d'instaurer des États développementalistes efficaces.

Le chapitre comprend quatre sections. La section B présente le concept d'État développementaliste catalyseur. Dans de précédentes livraisons du *Rapport sur les pays les moins avancés* où la question de la gouvernance du développement avait été examinée, les auteurs avaient estimé qu'il fallait adapter les pratiques de gouvernance de l'État développementaliste à la situation des PMA et aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, ils vont plus loin; ils considèrent que le meilleur moyen d'adapter le concept d'État développementaliste à la situation des PMA est de créer un État développementaliste catalyseur spécialement conçu pour faire face aux problèmes propres à ces pays. La section C analyse comment l'État développementaliste catalyseur peut bénéficier de la coopération Sud-Sud et comment il peut en tirer le meilleur parti. La section D présente quelques exemples préliminaires des effets de l'intégration Sud-Sud sur l'évolution des capacités productives dans les PMA. La section E montre comment le régionalisme développementaliste peut servir à la fois l'État développementaliste et la coopération Sud-Sud.

---

*De nouvelles modalités et de nouvelles structures sont nécessaires pour renforcer l'interdépendance entre l'État développementaliste catalyseur et la coopération Sud-Sud dans la période d'après crise, en particulier le régionalisme développementaliste.*

---

Enfin, la dernière section résume les principaux arguments. Le chapitre suivant, qui est consacré au financement de l'État développementaliste, examine en détail comment les PMA et leurs partenaires du Sud pourraient aborder la question dans le cadre d'un État développementaliste, en s'appuyant sur le régionalisme développementaliste et en renforçant les mécanismes de solidarité de la coopération Sud-Sud.

---

## B. L'État développementaliste catalyseur

---

Depuis 2000, la plupart des PMA ont établi et mis en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) pour obtenir des fonds au titre de l'aide publique au développement (APD) et promouvoir leur développement. Les DSRP ont évolué avec le temps (voir *Rapport sur les pays les moins avancés, 2008 et 2009*), mais ils suivent pour la plupart implicitement la même stratégie d'intégration étroite à l'économie mondiale à travers la suppression des obstacles commerciaux, aux frontières et à l'intérieur des pays, la libéralisation et la déréglementation des marchés financiers intérieurs et l'augmentation des dépenses sociales financées par l'aide pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Comme le premier chapitre l'a montré, si ces choix ont eu pour effet d'accélérer la croissance du produit intérieur brut (PIB) des PMA, les transformations structurelles sont restées modestes. Les taux de pauvreté ont reculé, mais lentement, faute de la création d'emplois décents et productifs en quantité suffisante pour une population en forte augmentation. En

conséquence, le nombre d'habitants des PMA vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté pendant les années d'expansion économique de 2002 à 2007.

La crise financière mondiale et la récession qui a suivi ont fait ressortir davantage encore les faiblesses de ce modèle de développement. En particulier, elles ont mis en évidence les risques et les vulnérabilités liés à l'intégration dans une économie mondiale dominée par la finance, à travers ce que l'on a appelé la financiarisation de l'économie réelle. La plupart des PMA – dont 19 ont vu leur PIB par habitant baisser – ont enregistré un fort ralentissement de leur activité économique en 2009. Bien qu'ils aient ensuite renoué avec la croissance, il est évident que de nouveaux modes de développement sont désormais nécessaires pour instaurer une croissance durable et mieux partagée, qui permettra à ces pays de relever l'immense défi qu'est la création d'emplois productifs pour les millions de jeunes qui arrivent aujourd'hui sur le marché du travail.

Les auteurs du présent Rapport sont convaincus qu'en développant leurs capacités productives et en créant les emplois productifs qui en découlent, les PMA peuvent parvenir rapidement à réduire la pauvreté. Ce résultat peut être obtenu par: a) la mobilisation de ressources sous-utilisées ou la création de capacités grâce à la réalisation d'investissements dans la productivité, les installations et les équipements agricoles; b) la diffusion des technologies disponibles; c) l'affectation de dépenses publiques aux infrastructures, aux compétences et aux capacités; et d) la création de nouveaux produits et l'ouverture de nouveaux marchés. Il n'existe pas de formule unique pour combiner ces éléments dans une stratégie unique «correcte» aboutissant à une croissance équitable. Cependant, dans la mesure où l'on peut tirer quelques enseignements de l'histoire, un État cohésif, fort, catalyseur et efficace répondant aux besoins de la population est l'une des conditions préalables à l'élaboration du contenu d'une stratégie de développement à long terme qui permet de déterminer les solutions adaptées à un pays donné.

Les modalités, les objectifs et la portée de l'action de l'État dans la gestion économique nationale ont eu tendance à fluctuer au fil du temps. Toutefois, dans tous les pays en développement dynamiques et dans tous les pays désormais appelés pays développés à économie de marché, le gouvernement a contribué de manière notable à promouvoir et à soutenir le développement économique. Dans ce contexte, l'accent est mis sur la fonction de coordination de l'État développementiste ainsi que sur son rôle dans l'élaboration d'une stratégie de développement et dans la mise en place de la marge d'action nécessaire pour combiner et intégrer les mesures qui contribuent à la transformation structurelle.

Le Rapport définit l'État développementiste comme un ensemble d'institutions, d'instruments, de capacités et de compétences voués au développement national et dotés des moyens de mettre en œuvre les stratégies économiques et sociales qu'il a conçues. Toutefois, dans le cadre de cette définition large, il est possible de distinguer un certain nombre de visions différentes de l'État développementiste (voir Fine, 2011 et encadré 1).

Les auteurs du Rapport estiment que, compte tenu des vulnérabilités et des contraintes structurelles propres aux PMA et de leur situation initiale, aucun des modèles d'État développementiste présentés dans l'encadré 1 ne tient pleinement compte des difficultés particulières rencontrées par ces pays et des rôles et des fonctions dont un État développementiste devrait être doté pour y faire face. Ils proposent un modèle d'État développementiste – l'État développementiste catalyseur – spécialement adapté aux PMA.

## 1. UN ÉTAT DÉVELOPPEMENTISTE CATALYSEUR POUR LES PMA

Les origines intellectuelles de l'État développementiste catalyseur s'enracinent en partie dans l'école structuraliste et en partie dans l'État développementiste est-asiatique (voir l'encadré 6). Cet État s'attache essentiellement à créer de nouvelles capacités productives, au lieu de «réaffecter» des ressources données et d'utiliser les capacités existantes à des fins plus efficaces. En d'autres termes, il met l'accent sur la création d'avantages comparatifs dynamiques et sur la

---

*En développant leurs capacités productives et en créant des emplois productifs, les PMA peuvent parvenir à réduire rapidement la pauvreté.*

---



---

*Il n'existe pas de formule unique pour combiner ces éléments dans une stratégie unique «correcte» aboutissant à une croissance équitable. Un État cohésif, fort, catalyseur et efficace répondant aux besoins de la population est l'une des conditions préalables à l'élaboration du contenu d'une stratégie de développement à long terme.*

---



---

*Le Rapport définit l'État développementiste comme un ensemble d'institutions, d'instruments, de capacités et de compétences voués au développement national et dotés des moyens de mettre en œuvre les stratégies économiques et sociales qu'il a conçues.*

---



---

*Un modèle d'État développementiste – l'État développementiste catalyseur –, spécialement adapté aux PMA, est proposé.*

---

### Encadré 6. Nature de l'État développementiste

Il existe, en substance, trois grands modèles d'État développementiste: a) le modèle appliqué en Asie de l'Est; b) le modèle institutionnaliste (État développementiste); et c) le modèle structuraliste.

Le modèle d'État développementiste appliqué en Asie de l'Est, à son apogée, est associé à un modèle d'industrialisation accélérée, particulièrement en République de Corée et dans la province chinoise de Taiwan, où il a été utilisé pour identifier les principaux obstacles à une industrialisation tardive et élaborer des mesures appropriées (Akyuz, 1999). Il s'appuie sur une analyse du cadre réglementaire, de la structure d'incitations, de la politique budgétaire et, en particulier, des politiques industrielles actives à mettre en place pour dynamiser le processus de développement. Il part du postulat que les marchés ne fonctionnent pas de manière optimale en l'absence des économies d'échelle et de gamme, de la complémentarité des investissements intra- et intersectoriels et de diverses externalités positives et négatives que suppose ce modèle.

Les sources d'inspiration théoriques de l'État développementiste institutionnaliste sont à rechercher principalement dans la science politique et, dans une moindre mesure, dans un courant de la nouvelle économie institutionnelle. Ce modèle ne s'étend pourtant guère ni sur l'économie, ni sur la nature des mesures nécessaires pour favoriser le développement; il s'intéresse plutôt à la nature de l'appareil de l'État et à la question de savoir si cet appareil a, en général, le potentiel et, en particulier, l'indépendance qu'il lui faut pour adopter les politiques requises et ce, plus ou moins indépendamment de ce que celles-ci pourraient être. Ce qui compte donc ici, c'est la nécessité pour l'État développementiste d'être affranchi du joug des intérêts particuliers (ou des intérêts de classe) afin de pouvoir adopter des politiques développementistes dans l'intérêt de la nation tout entière. Cette priorité donnée à l'indépendance de l'État vis-à-vis des intérêts économiques ou autres suppose une approche analytique dans laquelle la société est structurée par l'État – par opposition au marché –, la société civile occupant l'espace économique, politique et idéologique qui reste. Ainsi, non seulement l'État (développementiste) est vu comme potentiellement «autonome» par rapport à l'économie et aux classes dominantes – industriels, commerçants ou propriétaires fonciers –, mais il est aussi perçu comme développant ses intérêts propres qui peuvent primer sur ceux du marché et des classes dominantes de la société civile, surtout lorsque ceux-ci entrent en conflit avec les mesures développementistes. Cette approche de l'école institutionnaliste est très bien exprimée par Evans, Rueschemeyer et Skocpol (1985), qui présentent l'État comme un agent de développement à part entière.

Le modèle est-asiatique et le modèle institutionnaliste choisissent l'un et l'autre d'opposer État et marché. Dans le modèle est-asiatique, l'État supplante le marché dans le secteur du développement industriel et peut donc l'améliorer. Pour l'école institutionnaliste, l'État doit demeurer détaché du marché et de ses intérêts économiques pour élargir le champ de l'intérêt national.

Le modèle structuraliste, qui est un troisième modèle d'État développementiste, postule que l'économie est rigide et que le changement économique est freiné par des obstacles, des goulets d'étranglement et autres facteurs de rigidité. Par exemple, lorsque les facteurs de production sont peu mobiles, les agents économiques peuvent avoir tendance à ne pas réagir «de la bonne façon» à des changements de prix. Le marché ne peut donc pas résoudre seul les problèmes de développement. Bien qu'il existe des divergences d'analyse entre les différents penseurs structuralistes, la plupart se sont concentrés sur le rôle des blocages, des économies externes et de la complémentarité des investissements sectoriels en particulier. Albert Hirschman (1958: 5), par exemple, estimait que «le développement dépend moins de combinaisons optimales de ressources et de facteurs de production que de la mobilisation, à son service, de ressources et de compétences cachées, éparpillées ou mal utilisées». L'approche structuraliste s'est intéressée aux déterminants à long terme de la croissance économique, mettant en lumière l'importance de la hausse de la productivité et de la réduction des contraintes pesant sur l'offre.

La théorie du sous-développement de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), élaborée par des économistes latino-américains dans les années 1950 et 1960, a quelques éléments en commun avec d'autres analyses structuralistes, notamment l'analyse historique du modèle de développement capitaliste par les relations entre un centre développé et une périphérie sous-développée, structurellement différents l'un de l'autre. Alors que le centre est homogène et diversifié, la périphérie est hétérogène et spécialisée sur le plan des connaissances techniques. Dans ces conditions, les pays de la périphérie ont le choix entre une intégration dans l'économie mondiale passive, dictée par les marchés et fondée sur des avantages comparatifs statiques, et une intégration stratégique, sélective et active, tendue vers la création d'avantages concurrentiels dynamiques. Dans le second cas, l'État joue un rôle beaucoup plus fort. Ainsi, l'État développementiste doit s'employer à créer des ressources et à pallier les manques pour modifier les conditions structurelles de l'économie. La transformation de l'économie par l'industrialisation donne un rôle actif à l'État, dont la nature, dans ce modèle, n'est que peu analysée.

Malgré les perspectives qu'elle a ouvertes, l'approche structuraliste a été critiquée pour s'être concentrée sur la promotion du secteur industriel au détriment du secteur informel et du secteur agricole. De plus, elle n'a pas élaboré de théorie solide sur l'intervention de l'État. D'une part, les penseurs n'ont pas suffisamment tenu compte de la faiblesse des appareils administratifs dans les pays en développement; d'autre part, ils ont négligé d'analyser plus en profondeur la nature de l'État sous l'angle des intérêts particuliers des fonctionnaires et des responsables politiques.

mobilisation de ressources financières pour des investissements à long terme et le développement de nouvelles capacités productives (Hirschman, 1958; *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*).

Chaque État développementiste catalyseur doit choisir la trajectoire de développement adaptée à sa propre économie, les modèles allant des formes traditionnelles menant à la «modernité» via les stades de développement définis par Rostow – notamment l'industrialisation grâce aux textiles et aux vêtements et à d'autres produits de base à forte intensité de main-d'œuvre – au raccourci technologique permettant d'accéder directement à des secteurs de services ou de biens d'équipement à forte intensité de compétences. Il doit définir et promouvoir le type d'industrialisation qui est le plus adapté à la situation particulière du PMA considéré. Cette recherche constitue un élément clef des nouvelles fonctions de l'État développementiste catalyseur et exige de disposer d'une certaine marge d'action. Au lieu de considérer l'industrialisation comme une trajectoire donnée pour tous les PMA, l'État développementiste catalyseur «recherche» (fait des essais, expérimente de manière pragmatique) le mode optimal de développement de son économie, notamment en choisissant les trajectoires optimales de production et de développement.

Le modèle de l'État développementiste catalyseur est plus holistique et intégré, englobant le développement à la fois économique et social, et il doit veiller à ce que la finance soit au service de ce type de développement plutôt que l'inverse. La situation intérieure et extérieure qui était celle des pays de l'Asie de l'Est dans les années 1950 et 1960 n'existe plus. Aujourd'hui, la plupart des PMA ne réunissent pas les conditions intérieures qui caractérisaient les États de cette région, par exemple: a) alliances étroites entre l'État et le secteur privé; b) consensus ou «contrat de développement» pour l'application des politiques publiques; c) conditions macroéconomiques expansionnistes; d) faible degré d'ouverture et d'intégration dans l'économie mondiale; e) niveau d'instruction élevé de la population; f) attitude des élites vis-à-vis du développement national; g) absence de projet de développement national; h) développement institutionnel de l'État; et i) autres facteurs. C'est pourquoi il est difficile aujourd'hui d'appliquer le modèle de l'Asie de l'Est aux PMA.

Pendant les premières phases du développement, les initiatives de l'État développementiste catalyseur ne reposent pas uniquement sur les forces du marché pour produire le changement structurel et la transformation économique souhaités. Afin d'accélérer la croissance, l'État développementiste catalyseur doit réorienter et réaffecter une part importante des ressources et des actifs nationaux, voire internationaux, aux secteurs qui favorisent la croissance. À cette fin, il devrait conduire les PMA à un type d'intégration plus stratégique dans l'économie mondiale, qui permettrait à ces pays de s'intégrer selon les modalités les plus avantageuses pour eux, au lieu de poursuivre une libéralisation du commerce fondée sur les avantages comparatifs existants. Il devrait aider les PMA à atteindre un degré optimal d'ouverture économique correspondant à leurs besoins et à leur situation propres, ainsi qu'à la forme de leur intégration à l'économie mondiale (Cripps, Izurieta and Singh, 2011).

Plutôt que de prôner l'intégration des PMA dans l'économie mondiale et une production conforme à leur avantage comparatif statique (voir Lin and Zhang, 2009), l'analyse qui sous-tend l'État développementiste catalyseur est proche de la vision économique classique qui affirme que la structure productive n'est pas inhérente à la structure des ressources disponibles (abondance relative de main-d'œuvre, de compétences ou de ressources naturelles), mais que l'avantage comparatif est très influencé et codéterminé par les interactions entre l'environnement intérieur et l'environnement extérieur.

Alors que le modèle général de l'État repose sur le principe de la libre circulation des marchandises et des capitaux, considérée comme la meilleure stratégie pour l'économie mondiale, dans le modèle d'État développementiste catalyseur, c'est l'État qui définit lui-même son degré d'ouverture optimal, ce qui sous-entend que les changements structurels sont provoqués par des mutations dans l'économie mondiale sur lesquelles la plupart des pays en développement n'ont que peu ou pas d'influence. Le degré optimal d'ouverture

---

*L'État développementiste catalyseur met l'accent sur la création d'avantages comparatifs dynamiques et sur la mobilisation de ressources financières pour des investissements à long terme et le développement de nouvelles capacités productives.*

---



---

*Afin d'accélérer la croissance, l'État développementiste catalyseur doit réorienter et réaffecter une part importante des ressources et des actifs nationaux, voire internationaux, aux secteurs qui favorisent la croissance. Il devrait conduire les PMA à un type d'intégration plus stratégique dans l'économie mondiale.*

---

---

*Le modèle de l'État développementiste catalyseur est ainsi étayé par une théorie de l'ouverture s'inscrivant dans le cadre d'une politique d'administration du commerce devant permettre à un pays de concentrer ses ressources relativement modestes dans des secteurs de production où la demande mondiale est très élastique par rapport aux revenus et aux prix.*

---

est déterminé, non pas par le régime de libre-échange, mais par l'accent mis sur l'acquisition d'un avantage comparatif dynamique grâce à une amélioration stratégique et volontariste des produits et des procédés et à la capacité de créer des emplois productifs. Il s'agit là d'une autre approche du développement qui est conforme aux modèles économiques classiques, dont ceux de Ricardo, mais aussi d'Alfred Marshall (Marshall, 1926: 386).

Le modèle de l'État développementiste catalyseur est ainsi étayé par une théorie de l'ouverture s'inscrivant dans le cadre d'une politique d'administration du commerce devant permettre à un pays de concentrer ses ressources relativement modestes dans des secteurs de production où la demande mondiale est très élastique par rapport aux revenus et aux prix. Il ressort aussi de cette analyse que l'État doit promouvoir la diffusion des connaissances nécessaires à une amélioration constante de la qualité de tous les facteurs locaux de production. En substance, le commerce a besoin d'être administré afin de procurer tous les avantages économiques susmentionnés, surtout dans les pays à faible revenu excessivement spécialisés dans le secteur des ressources naturelles.

## 2. IMPORTANCE DE LA GOUVERNANCE DU DÉVELOPPEMENT

---

*Le succès de l'État développementiste catalyseur dépend de l'existence de capacités de gouvernance qui renforcent la croissance, à savoir la capacité d'atteindre et de maintenir des taux élevés d'investissement et de mettre en œuvre des politiques qui encouragent l'acquisition et l'apprentissage de nouvelles technologies. Dans tous les cas, l'affectation des investissements publics est la fonction essentielle de l'État développementiste catalyseur, parallèlement à l'instauration d'un cadre réglementaire favorable à l'investissement qui permette une croissance de rattrapage rapide susceptible d'accélérer le développement économique.*

---

Le succès de l'État développementiste catalyseur dépend d'une bonne gouvernance du développement (*Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*) ou, en particulier, de l'existence de ce que Mushtaq Khan appelle les capacités de gouvernance qui renforcent la croissance, à savoir la capacité d'atteindre et de maintenir des taux élevés d'investissement et de mettre en œuvre des politiques qui encouragent l'acquisition et l'apprentissage de nouvelles technologies. Dans tous les cas, l'affectation des investissements publics est la fonction essentielle de l'État développementiste catalyseur, parallèlement à l'instauration d'un cadre réglementaire favorable à l'investissement qui permette une croissance de rattrapage rapide susceptible d'accélérer le développement économique selon les modalités décrites dans les précédents *Rapports sur les pays les moins avancés*. En outre, l'État a besoin d'être légitime et véritablement représentatif, ce qui lui permettra de garantir la formation d'un consensus pour le développement. C'est une question de volonté politique qui se traduit par un «contrat de développement», selon l'expression utilisée dans le Rapport, ou un consensus social concourant aux objectifs de développement. Une autre capacité de gouvernance importante est la capacité d'absorber les chocs extérieurs

La nature précise de la relation entre stratégies de croissance et capacités de gouvernance varie beaucoup selon le pays et les conditions nationales, dont la structure et nature de l'État lui-même. Dans des conditions analogues, certains pays se débrouillent mieux que d'autres: par exemple, l'Inde s'est relativement bien accommodée de la libéralisation en utilisant des capacités acquises à la faveur de précédentes stratégies de croissance, alors que certains pays d'Amérique latine ont affiché de moins bons chiffres de croissance, après la libéralisation, et ont laissé les marchés prendre le contrôle de l'affectation des ressources vers des secteurs présentant des avantages comparatifs (Khan, 2009). Ce point doit faire l'objet de recherches plus approfondies en ce qui concerne les PMA. Mais, en général, pour accélérer la croissance de rattrapage, il faut que l'État développementiste catalyseur possède des capacités de gouvernance appropriées, tant pour créer des incitations et des rentes additionnelles en faveur de l'investissement et acquérir la maîtrise de technologies de pointe que pour s'assurer que les agents économiques inefficaces, dans les secteurs ciblés, ne puissent conserver des rentes implicites.

---

*Pour accélérer la croissance de rattrapage, il faut que l'État développementiste catalyseur possède des capacités de gouvernance appropriées, tant pour créer des incitations et des rentes additionnelles en faveur de l'investissement que pour acquérir la maîtrise de technologies de pointe.*

---

## C. L'État développementiste catalyseur et la coopération Sud-Sud

Selon le principal argument développé ici, la coopération Sud-Sud produit ses effets les plus bénéfiques lorsqu'il existe une relation dynamique dialectique qui entraîne un renforcement mutuel des politiques mises en œuvre par les États développementistes catalyseurs dans les PMA et de la coopération Sud-Sud dans un processus continu de changement et de développement. Dans ce type de relation dynamique, la coopération Sud-Sud contribue aussi bien à la mise en place d'un État développementiste catalyseur dans les PMA qu'à la réalisation de ses objectifs. L'État développementiste catalyseur mis en place dans les PMA, quant à lui, accroît et façonne les retombées de la coopération Sud-Sud. Dans la présente section, on examine tout d'abord comment créer ces synergies positives, puis quels avantages mutuels y trouveraient les PMA et leurs partenaires du Sud qui puissent motiver leur action.

### 1. SYNERGIES POSITIVES

Des mesures doivent être prises aussi bien par les PMA que par leurs partenaires de développement du Sud pour créer des synergies positives entre l'État développementiste catalyseur et la coopération Sud-Sud.

#### a) Ce que les PMA peuvent faire

Pour les PMA, l'appropriation et la maîtrise nationales des politiques sont des conditions *sine qua non* d'un accroissement des effets bénéfiques de tout type de coopération pour le développement, qu'elle soit Nord-Sud ou Sud-Sud. L'intégration de la coopération Sud-Sud, aussi bien interrégionale qu'intrarégionale, dans les stratégies de développement national des PMA est donc une condition nécessaire pour que la coopération Sud-Sud favorise bel et bien la réalisation des objectifs de développement des PMA. Or, pour l'État développementiste catalyseur, comme cela a été expliqué plus haut, l'intégration stratégique dans l'économie mondiale est un point capital. La question qui se pose alors est de savoir si la coopération Sud-Sud permet de réaliser cette intégration selon des modalités différentes, plus favorables au développement. L'intégration de la coopération Sud-Sud dans les stratégies nationales de développement supposerait donc que l'intégration dans l'économie mondiale s'appuie sur une stratégie axée sur la réalisation des objectifs nationaux de développement à travers la coopération Sud-Sud.

Il est évident que dans le cadre des politiques actuelles, la mondialisation n'a pas favorisé, dans les PMA, le type de changement structurel souhaitable permettant d'affecter la main-d'œuvre à des activités plus productives. Un État développementiste catalyseur s'efforcerait d'utiliser la coopération Sud-Sud pour modifier les modalités d'intégration dans l'économie mondiale de manière à faciliter les transformations structurelles nécessaires à la création d'emplois décents et productifs et à une réduction notable de la pauvreté.

Dans les PMA, les deux principaux objectifs de l'État développementiste catalyseur, devraient être de promouvoir l'apprentissage et d'accroître la résilience. L'ouverture n'est bénéfique que si l'apprentissage est correctement institutionnalisé dans les politiques publiques et donne lieu notamment à des interventions publiques appropriées qui rendent l'économie nationale plus réactive face aux changements. En général, une coopération Sud-Sud encadrée peut faciliter l'ouverture et l'apprentissage d'une manière beaucoup plus rationnelle et efficace que le marché mondial déréglementé ne le fait actuellement, ce dont l'État développementiste catalyseur, dans les PMA, devrait s'efforcer de profiter.

L'intensification de l'intégration Sud-Sud est aussi probablement une bonne stratégie pour l'État développementiste catalyseur, car la diversification des

---

*La coopération Sud-Sud produit ses effets les plus bénéfiques lorsqu'il existe une relation dynamique à double sens qui fait que les politiques mises en œuvre par les États développementistes catalyseurs dans les PMA et la coopération Sud-Sud se renforcent mutuellement dans un processus continu de changement et de développement.*

---



---

*Il s'agit de savoir si la coopération Sud-Sud permet une intégration dans l'économie mondiale selon des modalités différentes, plus favorables au développement.*

---



---

*Dans les PMA, les deux principaux objectifs de l'État développementiste catalyseur devraient être de promouvoir l'apprentissage et d'accroître la résilience.*

---

marchés et des sources d'investissement accroît la résilience. La diversité des réactions des PMA pendant la récession mondiale de 2009 a clairement montré ce que l'intégration stratégique des pays du Sud pouvait faire pour la stabilité. Les PMA qui se reposaient davantage sur les marchés régionaux ont été un peu protégés du fort ralentissement enregistré sur les marchés du Nord.

L'intégration de la coopération Sud-Sud dans les stratégies nationales de développement des États développementistes catalyseurs aura des dimensions à la fois régionales et interrégionales. Toutefois, l'État développementiste catalyseur s'efforcera surtout de donner une dimension régionale à ses politiques nationales. Cette question sera examinée plus avant dans la section E du présent chapitre, qui porte sur le régionalisme développementiste. Il convient néanmoins de noter d'ores et déjà que les PMA peuvent retirer un certain nombre d'avantages de la coopération régionale. Premièrement, la plupart des PMA ne disposant pas d'un marché intérieur suffisamment grand et diversifié (qui pourrait permettre la diversification de la structure industrielle), les marchés régionaux constituent un espace économique important, propice à un apprentissage progressif. Deuxièmement, il existe de vastes possibilités de réaliser des économies d'échelle grâce à divers types de biens publics régionaux qui seraient profitables aux PMA et aux autres pays en développement au sein de groupements régionaux; ces biens publics régionaux comprennent divers types d'infrastructures matérielles d'appui aux transports, à la communication et à l'énergie, ainsi que des infrastructures scientifiques et technologiques régionales et des systèmes d'innovation régionaux.

En outre, il est possible de surmonter les obstacles agricoles au développement des PMA, qui se traduisent par l'incapacité de dégager un excédent et de garantir la sécurité alimentaire pour tous, grâce à une recherche adaptative commune avec les pays voisins, à des installations régionales de stockage et à des programmes d'investissement coordonnés au niveau régional. Enfin, le développement des activités financières peut aussi revêtir une forte dimension régionale, dont il sera question dans le dernier chapitre.

L'intensification des relations économiques Sud-Sud sera probablement au cœur de la conception par l'État développementiste catalyseur de son intégration stratégique dans l'économie mondiale, mais ces relations ne devraient pas pour autant être considérées comme un substitut aux relations traditionnelles Nord-Sud. Ces dernières revêtent encore une importance cruciale pour la plupart des PMA. L'enjeu pour ces pays consiste donc à tirer le meilleur parti des retombées bénéfiques pour le développement aussi bien de la coopération Nord-Sud que de la coopération Sud-Sud, et de les conjuguer de manière positive. La tâche est particulièrement ardue, en particulier compte tenu des différentes formes de coopération. Néanmoins, les possibilités et les modalités nouvelles offertes par la coopération Sud-Sud devraient permettre aux gouvernements des PMA d'acquiescer une plus grande marge d'action.

Afin de bien utiliser cette marge d'action, il importe que les PMA se dotent d'institutions qui leur permettent d'intégrer différentes formes de coopération au niveau national. Comme il est expliqué dans de précédents *Rapports sur les pays les moins avancés*, un moyen d'y parvenir est de mettre en place une politique de gestion de l'aide reposant à la fois sur un système d'information qui permette de suivre les flux d'APD Nord-Sud et les flux financiers publics Sud-Sud, et sur des instances nationales au sein desquelles les gouvernements des PMA examineraient régulièrement avec leurs partenaires la contribution au développement des activités de coopération.

### *b) Ce que les partenaires du Sud peuvent faire*

Si les PMA eux-mêmes doivent prendre les choses en main pour tirer le meilleur parti de la coopération Sud-Sud, il est clair que celle-ci revêt certaines caractéristiques qui peuvent particulièrement contribuer au renforcement des capacités de l'État développementiste dans les PMA et aider à surmonter les obstacles rencontrés. C'est lorsque leurs efforts de coopération accentuent ces caractéristiques que les partenaires du Sud peuvent le mieux soutenir les PMA.

---

*Les relations Sud-Sud devraient être considérées non pas comme un substitut, mais comme un complément des relations Nord-Sud traditionnelles.*

---



---

*L'enjeu pour les PMA consiste donc à tirer le meilleur parti des retombées bénéfiques pour le développement, aussi bien de la coopération Nord-Sud que de la coopération Sud-Sud, et de les conjuguer de manière positive.*

---



---

*Afin de bien utiliser cette marge d'action, il importe que les PMA se dotent d'institutions qui leur permettent d'intégrer différentes formes de coopération au niveau national.*

---



---

*Les PMA eux-mêmes doivent prendre les choses en main pour tirer le meilleur parti de la coopération Sud-Sud.*

---

Deux caractéristiques revêtent une importance particulière. Premièrement, compte tenu de l'expérience des principaux partenaires de développement du Sud, la coopération Sud-Sud a plus de chances d'appuyer et d'encourager la création d'un État développementiste que les formes traditionnelles de coopération pour le développement. Deuxièmement, le renforcement des capacités productives fait beaucoup plus partie intégrante de la coopération Sud-Sud que l'aide traditionnelle au développement. Ainsi, la coopération Sud-Sud peut contribuer non seulement au renforcement de l'État développementiste, mais aussi à la réalisation des objectifs d'États efficaces sur le plan du développement.

### i) Créer l'État développementiste

La création d'un État développementiste dans les PMA n'est pas une tâche facile. Elle est entravée en partie par l'héritage institutionnel pénalisant des politiques d'ajustement néolibérales qui ont gravement affaibli la capacité de l'État et l'ont livré à des groupes d'intérêts particuliers (Mkandawire, 2001), et en partie par l'échec des propres élites des PMA qui n'ont pas su créer un État fort capable d'enclencher un cercle vertueux de croissance partagée. L'incapacité qui en a résulté de mobiliser efficacement les ressources intérieures a restreint les capacités de ces pays, qui sont devenus excessivement dépendants des ressources extérieures, souvent assorties de conditions, et a au mieux entretenu le déficit de ressources et, au pire, nourri un cercle vicieux de stagnation économique et de détérioration institutionnelle.

Ce problème a été exacerbé par les discours antiétatistes dont la coopération pour le développement a souvent été la cible, qu'il s'agisse de l'aide financière provenant de sources bilatérales ou multilatérales ou des conditions accompagnant les accords commerciaux. La rhétorique employée sous-entend que l'État est en fait extérieur ou étranger à l'économie de marché et qu'il «intervient» dans des domaines dont il ne devrait pas «se mêler». C'est nier le rôle important que l'État joue depuis toujours dans une économie de marché dont il est partie intégrante. L'État a en effet toujours été un promoteur de l'innovation dans les économies prospères: c'est lui qui, face au développement institutionnel, a jeté les bases des «marchés efficaces qui ont permis la multiplication des échanges et la croissance» (North, 1990:130). Ces discours empêchent de voir le vrai problème des pays en développement, qui est moins de faire réduire le rôle de l'État autant que possible que de le transformer en une institution développementiste efficace.

Les auteurs du *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés* affirmaient que renforcer les capacités de l'État développementiste dans les PMA prendrait du temps mais qu'«[elles] peuvent être renforcées progressivement par l'apprentissage et l'expérimentation institutionnelle, en se concentrant initialement sur la diffusion de l'expérience d'"îlots d'excellence" au sein de l'administration publique et des organismes gestionnaires [et en] vis[ant] à renforcer les capacités de gouvernance nécessaires pour assouplir les contraintes pesant sur le développement des capacités productives» (*Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*:40). Ils soutenaient également qu'une certaine marge d'action était nécessaire au pluralisme et à l'expérimentation des orientations.

Dans ce contexte, la coopération Sud-Sud peut assurément aider les PMA à développer les capacités de l'État développementiste. Trois moyens essentiels peuvent être utilisés: a) soutenir les efforts de renforcement des capacités; b) partager les enseignements tirés de l'expérience; et c) proposer d'autres sources de financement.

Le partage des connaissances, qui favorise l'apprentissage et l'expérimentation institutionnelle dans les PMA, recèle un grand potentiel, car tous les pays en développement sont confrontés à des obstacles analogues. Ainsi, même les pays du Sud les plus dynamiques rencontrent des problèmes – taux de pauvreté, retard technologique, règles de jeu non uniformes – comparables à ceux des PMA, quoique beaucoup moins graves. Qui plus est, les pays en développement à croissance dynamique continuent d'élaborer

---

*La coopération Sud-Sud peut assurément aider les PMA à développer les capacités de l'État développementiste. Trois moyens essentiels peuvent être utilisés: a) soutenir les efforts de renforcement des capacités; b) partager les enseignements tirés de l'expérience; et c) proposer d'autres sources de financement.*

---



---

*Le partage des connaissances, qui favorise l'apprentissage et l'expérimentation institutionnelle dans les PMA, recèle un grand potentiel, car tous les pays en développement sont confrontés à des obstacles analogues.*

---



---

*Même les pays du Sud les plus dynamiques connaissent des problèmes de pauvreté et de retard technologique.*

---

et de mettre en œuvre des politiques développementistes et de renforcer les dispositifs institutionnels développementistes.

Les pays en développement plus avancés disposent d'un certain nombre d'acquis utiles. Premièrement, ils ont su associer les stratégies et les institutions pour accroître leurs capacités productives et encourager les entreprises des secteurs d'exportation et des autres secteurs à élargir et approfondir leurs relations, ce qui leur a permis de redéfinir leurs modes de développement, leurs stratégies industrielles et leurs priorités commerciales. Par exemple, des pays en développement tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et la République de Corée ont acquis une expérience utile en recourant aux marchés publics pour promouvoir petites et moyennes entreprises et fournisseurs locaux. Deuxièmement, ils ont adopté des plans de réduction de la pauvreté intégrant cette réduction à la transformation de l'appareil productif. À cet égard, on peut mentionner le Programme brésilien d'aide aux familles (*Bolsa Família*) et le Programme national indien de garantie de l'emploi rural, ainsi que la contribution de l'Initiative chinoise Spark à la création d'emplois ruraux non agricoles dans des entreprises rurales et urbaines dans les années 1980.

---

*Le processus d'apprentissage reposant sur l'expérience acquise par les pays en développement les plus avancés peut aider les PMA à créer de nouveaux instruments et de nouvelles institutions pour développer leurs capacités productives selon des modalités qui favorisent la transformation structurelle, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.*

---

En bref, le processus d'apprentissage reposant sur l'expérience acquise par les pays en développement les plus avancés peut aider les PMA à créer de nouveaux instruments et de nouvelles institutions pour développer leurs capacités productives selon des modalités qui favorisent la transformation structurelle, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

L'apprentissage dans le domaine des politiques peut être encouragé de diverses manières, notamment: a) en organisant des séminaires et des tables rondes; b) en finançant des stages et des séjours de responsables de PMA dans les principaux organes et ministères de la planification du développement; et c) en permettant des échanges universitaires sur les politiques et les stratégies de développement entre les établissements de recherche et les universités des PMA et leurs homologues de partenaires du Sud. Il convient néanmoins de noter que des ressources et de la détermination sont nécessaires à cette fin. En 2000, dans le cadre de la préparation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA, la CNUCED, en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, a réalisé une étude sur l'utilité et la faisabilité de la transposition du Programme brésilien d'aide à la scolarisation (*Bolsa Escola*) dans les PMA africains, dont elle a recommandé la mise en œuvre (ILO and UNCTAD, 2001). Toutefois, cette idée de diffusion Sud-Sud d'une mesure brésilienne innovante, qui était en avance sur son temps, n'a pas été suivie d'effets faute de ressources suffisantes. En général, le renforcement des capacités techniques devrait être un objectif, au même titre que les dialogues directifs Sud-Sud, afin de tirer des enseignements de l'expérience acquise.

---

*L'apport d'autres ressources de financement est l'un des principaux moyens par lequel la coopération Sud-Sud peut contribuer au renforcement de l'État développementiste catalyseur dans les PMA. L'efficacité de l'État dans les PMA est entravée par le manque de ressources.*

---

L'apport d'autres sources de financement est l'un des principaux moyens par lequel la coopération Sud-Sud peut contribuer au renforcement de l'État développementiste catalyseur dans les PMA. Le financement des investissements publics, en particulier dans les secteurs sociaux et dans les infrastructures physiques et technologiques, est une fonction essentielle de l'État développementiste. À l'heure actuelle, l'efficacité de l'État dans les PMA est entravée par le manque de ressources.

Quelques chiffres tirés des statistiques des comptes nationaux permettent d'illustrer l'ampleur du défi que représente le financement de la gouvernance dans les PMA. Ils montrent qu'en 2009, dans les PMA, le PIB moyen par habitant et par jour était de 1,59 dollar et la consommation des ménages par habitant et par jour, de 1,14 dollar. Les PMA disposaient donc en moyenne de 45 cents par personne et par jour pour financer l'investissement public et privé, pour assurer le fonctionnement de l'État, à savoir le paiement des traitements et des salaires de tous les agents publics, et pour acheter les biens et services nécessaires à la bonne marche de l'économie. Indiqués ici aux prix du marché et aux taux de change courants, ces montants sont naturellement plus importants mesurés en parités de pouvoir d'achat. Mais il n'en demeure pas moins qu'un pays ne dispose que de 45 cents par personne et par jour pour couvrir tous ses

besoins d'investissement ainsi que pour assurer le fonctionnement de la police, du système judiciaire et de l'administration aux niveaux local et national.

Concrètement, en 2009, les dépenses de consommation finale (salaires et traitements des fonctionnaires et achats de biens et services) des administrations publiques des PMA se sont montées à 20 cents par personne et par jour, contre 20 dollars par personne et par jour dans les pays développés. Les pays développés ont consacré une part plus élevée de leur PIB (19 %) aux dépenses de gouvernance que les PMA (12 %). Or, même si ceux-ci se mettaient au niveau des pays développés, ils ne dépenseraient que 30 cents par personne et par jour. Des montants aussi modestes leur permettraient-ils vraiment de se doter d'une gouvernance efficace pour le développement?

Le résultat est que les PMA sont très dépendants des donateurs traditionnels. Toutefois, comme l'ont relevé les auteurs du Rapport 2009 sur les pays les moins avancés, l'aide qui leur est octroyée actuellement ne contribue pas à créer des États efficaces pour le développement. Elle privilégie plutôt un modèle de bonne gouvernance qui limite leur rôle développementiste.

Paradoxalement, l'APD, justifiée dans la pensée dominante comme favorisant le développement par le secteur privé, correspond davantage aux exigences des donateurs qu'aux intérêts des entreprises locales. Mkandawire (2001: 309) estime que l'un des principaux échecs des politiques d'ajustement structurel a été leur incapacité de développer le secteur privé. Comme il le dit:

«La libéralisation sauvage des marchés sans consultation approfondie des entreprises, une privatisation qui n'offre aucun privilège particulier aux détenteurs locaux de capitaux, la cessation du crédit administré ou du "financement du développement", des taux d'intérêt élevés, tout cela met en évidence la distance prise par l'État par rapport aux intérêts des détenteurs locaux de capitaux et la prépondérance des intérêts et des perceptions des institutions financières internationales en ce qui concerne l'élaboration des politiques.».

Plus récemment, le mécanisme des DSRP a continué de tenir les entreprises à l'écart de la formulation et de l'application des politiques. Le changement de destination de l'aide, qui est passée des secteurs productifs aux secteurs sociaux, relevé dans de précédents *Rapports sur les pays les moins avancés*, s'inscrit dans ce mouvement.

Après la crise financière mondiale, il est possible que l'on voie évoluer la manière dont les donateurs traditionnels conçoivent l'existence d'un État développementiste dans les PMA. Cela dit, la coopération Sud-Sud peut, elle aussi, desserrer les principales contraintes financières qui limitent l'action développementiste de l'État, et ainsi élargir la marge d'action des PMA.

Les ressources financières provenant d'autres pays en développement peuvent directement permettre aux PMA de prendre des initiatives qui ne correspondent pas aux préférences des donateurs traditionnels. En outre, la demande nouvelle de produits de base émanant des partenaires du Sud peut contribuer à accroître la rente des ressources naturelles dans les PMA, laquelle peut aussi favoriser la mobilisation des ressources intérieures. Aider à surmonter les contraintes financières des gouvernements des PMA, soit directement soit par des effets indirects sur la mobilisation des ressources intérieures, peut être une forme de coopération Sud-Sud tout aussi importante qu'aider à surmonter les contraintes liées aux capacités techniques en soutenant le processus d'apprentissage.

Enfin, dans ce contexte, il convient de souligner que l'aide publique des partenaires du Sud a ceci d'important que, même si elle est souvent assortie de conditions commerciales, elle ne s'accompagne pas de conditionnalités. C'est une particularité d'une importance cruciale, car elle donne aux PMA la marge d'action dont ils ont besoin pour prendre des initiatives et se livrer à des expériences qui sont fondamentales pour s'approprier les politiques au niveau national et renforcer l'apprentissage institutionnel.

---

*Les ressources financières provenant d'autres pays en développement peuvent directement permettre aux PMA de prendre des initiatives qui ne correspondent pas aux préférences des donateurs traditionnels.*

---



---

*L'aide publique des partenaires du Sud a ceci d'important que, même si elle est souvent assortie de conditions commerciales, elle ne s'accompagne pas de conditionnalités. C'est une particularité d'une importance cruciale, car elle donne aux PMA la marge d'action dont ils ont besoin pour prendre des initiatives et se livrer à des expériences, qui sont fondamentales pour s'approprier les politiques au niveau national et renforcer l'apprentissage institutionnel.*

---

## ii) Renforcer les capacités productives

Un deuxième facteur de synergie positive entre l'État développementaliste catalyseur dans les PMA et la coopération Sud-Sud réside dans le fait que cette coopération Sud-Sud s'oriente souvent vers le renforcement des capacités productives, qui est l'un des principaux objectifs de l'État développementaliste catalyseur. En conséquence, la coopération Sud-Sud peut contribuer non seulement au renforcement d'États ayant un fort effet catalyseur dans les PMA mais aussi à la réalisation de leurs objectifs.

---

*Il existe trois principales modalités par lesquelles la coopération Sud-Sud peut contribuer au développement des capacités productives des PMA: a) en affectant des flux financiers publics à la production et à l'infrastructure économique; b) en procédant à des transferts de technologie et en soutenant l'apprentissage technologique au niveau des entreprises dans les PMA; et c) en accordant un accès préférentiel aux marchés qui permet, voire promeut, l'apprentissage.*

---

Il existe trois principales modalités par lesquelles la coopération Sud-Sud peut contribuer au développement des capacités productives des PMA, à savoir: a) en affectant des flux financiers publics à la production et à l'infrastructure économique; b) en procédant à des transferts de technologie et en soutenant l'apprentissage technologique au niveau des entreprises dans les PMA; et c) en accordant un accès préférentiel aux marchés, qui permet, voire promeut, l'apprentissage. Actuellement, la première modalité est la plus importante, tandis que la deuxième se développe.

Bien que les flux financiers publics des partenaires du Sud à destination des PMA portent sur un large éventail d'activités, ils ont tendance à se concentrer davantage sur les secteurs des infrastructures et de la production que ceux des donateurs traditionnels, qui ciblent de plus en plus les secteurs sociaux. La situation est particulièrement frappante en Afrique, où la Chine, l'Inde et les pays arabes financent des projets d'infrastructure dans les PMA du continent (voir le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*).

Le transfert de technologie Sud-Sud est aussi un moyen important de développer les capacités productives dans les PMA. Les technologies disponibles dans les pays du Sud sont souvent plus adaptées aux besoins et aux exigences des PMA, à un niveau comparable de développement, confirmant ainsi les possibilités de transfert de technologie. En outre, les compétences humaines nécessaires à l'utilisation et à l'adoption des nouvelles technologies qui proviennent du Sud sont peut-être plus facilement assimilables, d'un coût moindre et, en général, davantage disponibles dans d'autres pays en développement que dans les pays du Nord. Une R-D adaptative commune, notamment dans l'agriculture, est très prometteuse pour la coopération Sud-Sud.

L'assistance technique fournie par le Brésil aux quatre principaux pays africains producteurs de coton – Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad – par l'intermédiaire de l'organisme EMRAPA, illustre bien cette démarche; il s'agit principalement de renforcer la productivité et la production de coton des pays bénéficiaires par le transfert de technologies brésiliennes. De même, la Chine a aidé le Bénin à construire une usine d'égrenage dotée de capacités suffisantes pour traiter le coton béninois et celui provenant d'autres pays africains, contribuant ainsi à la progression de tous ces pays dans la chaîne de valeur.

---

*Une R-D adaptative commune, notamment dans l'agriculture, est très prometteuse pour la coopération Sud-Sud.*

---

Un autre exemple intéressant des initiatives prises par des pays du Sud pour promouvoir le transfert de technologie est la proposition faite par la Turquie, pendant la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, d'accueillir le Centre international pour la science, la technologie et l'innovation dédié aux PMA, qui serait aussi une «banque technologique» destinée à aider ces pays à accéder à des technologies essentielles et à les utiliser. Ce centre aura pour objectifs de faciliter l'adoption des technologies et de créer une culture de l'innovation, mais aussi de promouvoir le transfert de technologie vers les PMA.

Si les secteurs productifs, les infrastructures matérielles et le transfert et l'acquisition de technologie bénéficient effectivement aujourd'hui de la coopération Sud-Sud, le renforcement de l'accès aux marchés des entreprises des PMA selon des modalités qui favorisent l'apprentissage en est encore à ses balbutiements. Toutefois, il pourrait monter en puissance et devenir un instrument de renforcement des capacités productives employé au titre de la

coopération Sud-Sud pour soutenir les objectifs de l'État développementiste catalyseur.

Ce modèle se démarque d'expériences passées qui montrent que certaines formes d'accès aux marchés, subordonnées à la fourniture d'intrants provenant du marché final, encouragent une intégration de type «maquiladora» n'offrant qu'une modernisation technologique limitée. Le phénomène est typique du bassin des Caraïbes (voir Mortimer, 1999). En outre, l'étrangère de la gamme des produits visés par les régimes préférentiels d'accès aux marchés peut aussi empêcher la diversification et la modernisation.

Les partenaires du Sud ont également facilité le processus d'apprentissage dans les PMA en mettant en œuvre des accords de libre-échange régionaux et bilatéraux prévoyant expressément pour ces pays des délais plus longs pour libéraliser leur commerce et leur donnant ainsi le temps d'aider leurs entreprises nationales à développer les capacités nécessaires pour soutenir la concurrence. Au cours des dernières années, divers pays du Sud ont commencé à accorder des préférences commerciales aux PMA sous la forme d'un accès aux marchés en franchise de droits et hors contingent. Une question essentielle est de savoir si les dispositifs mis en place permettront aux entreprises des PMA de préparer la modernisation de leur production. Comme on le verra plus loin, il y a peu de chances que cela se fasse automatiquement. Il importe donc de concevoir ces dispositifs selon des modalités permettant de concrétiser la contribution potentielle naissante du commerce Sud-Sud à l'apprentissage et à la modernisation.

## 2. AVANTAGES MUTUELS POUR LES PMA ET LES PARTENAIRES DU SUD

Si une relation dynamique réciproque peut être établie entre les États développementistes catalyseurs des PMA et la coopération Sud-Sud, il est évident que, pour qu'elle se concrétise, la relation entre ces pays et leurs partenaires du Sud doit non seulement présenter un intérêt pour les premiers, mais aussi donner lieu à des avantages mutuels.

À cet égard, les principes fondamentaux de solidarité et de respect mutuel qui sous-tendent la coopération Sud-Sud sont importants. Compte tenu de leur histoire commune marquée par le colonialisme et le néocolonialisme, de conditions initiales analogues ainsi que de contraintes économiques et politiques familières, il y a de fortes raisons de penser que la coopération et l'intégration Sud-Sud peuvent éviter de reproduire les asymétries et les distorsions qui ont pesé sur la coopération traditionnelle pour le développement. La coopération Sud-Sud ne devrait toutefois pas être considérée comme une panacée pour le développement et ne devrait pas être idéalisée. Si la relation donateur-bénéficiaire caractéristique de l'aide et du développement est absente du contexte de la coopération Sud-Sud, cela ne veut pas dire que tous les acteurs peuvent participer sur un pied d'égalité. Le commerce, l'investissement et l'aide au développement Sud-Sud reposent sur la complémentarité et sur la concurrence des intérêts propres aux PMA et de ceux des investisseurs et des exportateurs de pays en développement plus avancés.

En outre, dans les pays en développement à croissance dynamique, la coopération Sud-Sud tend à être subordonnée aux objectifs, aux stratégies, aux orientations et aux priorités de la politique étrangère du gouvernement. Dans la plupart de ces pays, la coopération est un outil de politique étrangère mis au service des objectifs nationaux. Ce n'est pas en soi une mauvaise chose. Mais les résultats sont inégaux quand, comme c'est aujourd'hui le cas dans beaucoup de PMA, on ne comprend pas bien quels sont les objectifs des systèmes nationaux de gouvernance, faute d'États forts.

Il est néanmoins possible de discerner un certain nombre de raisons pour lesquelles les partenaires du Sud peuvent être désireux de prendre part aux

---

*Les principes fondamentaux de solidarité et de respect mutuel qui sous-tendent la coopération Sud-Sud sont importants. Compte tenu de leur histoire commune marquée par le colonialisme et le néocolonialisme, de conditions initiales analogues ainsi que de contraintes économiques et politiques familières, il y a de fortes raisons de penser que la coopération et l'intégration Sud-Sud peuvent éviter de reproduire les asymétries et les distorsions qui ont pesé sur la coopération traditionnelle pour le développement.*

---



---

*Les partenaires du Sud peuvent être désireux de prendre part à des types de coopération où les deux partenaires peuvent tirer parti de gains et de débouchés commerciaux mutuellement bénéfiques. Les PMA offrent l'accès aux ressources naturelles dont leurs partenaires du Sud ont besoin.*

---

types de coopération suggérés plus haut et de profiter des avantages mutuels obtenus avec les PMA.

Premièrement, les deux partenaires peuvent tirer parti de gains et de débouchés commerciaux mutuellement bénéfiques. La recherche de nouveaux marchés est l'un des principaux déterminants des relations commerciales et des investissements réalisés par des grands pays du Sud dans d'autres pays moins avancés, notamment des PMA. Dans ce contexte, la coopération Sud-Sud devrait être considérée comme un instrument qui peut faciliter la création de nouveaux marchés, aussi bien pour la production que pour la consommation

---

*Il ne saurait y avoir de prospérité et de stabilité régionales sans la participation de tous les pays de la région, notamment des PMA.*

---

Deuxièmement, les PMA offrent l'accès aux ressources naturelles dont leurs partenaires du Sud ont besoin. Les investissements des pays du Sud dans l'exploitation de ces ressources peuvent être bénéfiques aux deux parties à condition que l'accent soit mis sur leur contribution au développement des PMA.

Troisièmement, il ne saurait y avoir de prospérité et de stabilité régionales sans la participation de tous les pays de la région, notamment des PMA. Les intérêts géopolitiques stratégiques constituent aussi une motivation importante de la coopération avec ces pays.

Quatrièmement, il est évident que les PMA peuvent collaborer avec leurs partenaires du Sud afin de mieux exprimer leur position commune et exercer leur influence collective dans toutes les instances. D'autres partenaires du Sud pourraient aussi tirer parti du renforcement de la voix et de la participation d'un plus grand nombre de pays, afin de mieux définir les besoins des pays en développement en général et leur pouvoir de négociation collectif vis-à-vis des sociétés transnationales (STN) en particulier.

---

## D. Intégration Sud-Sud et développement des capacités productives

---

Il n'est pas facile de mesurer les effets de l'intégration Sud-Sud sur l'évolution des capacités productives des PMA. La présente section donne néanmoins quelques exemples de ce que les pays du Sud peuvent faire pour permettre aux entreprises des PMA de préparer la modernisation de leur production.

---

*Les PMA peuvent collaborer avec leurs partenaires du Sud afin de mieux exprimer leur position commune et exercer leur influence collective dans toutes les instances.*

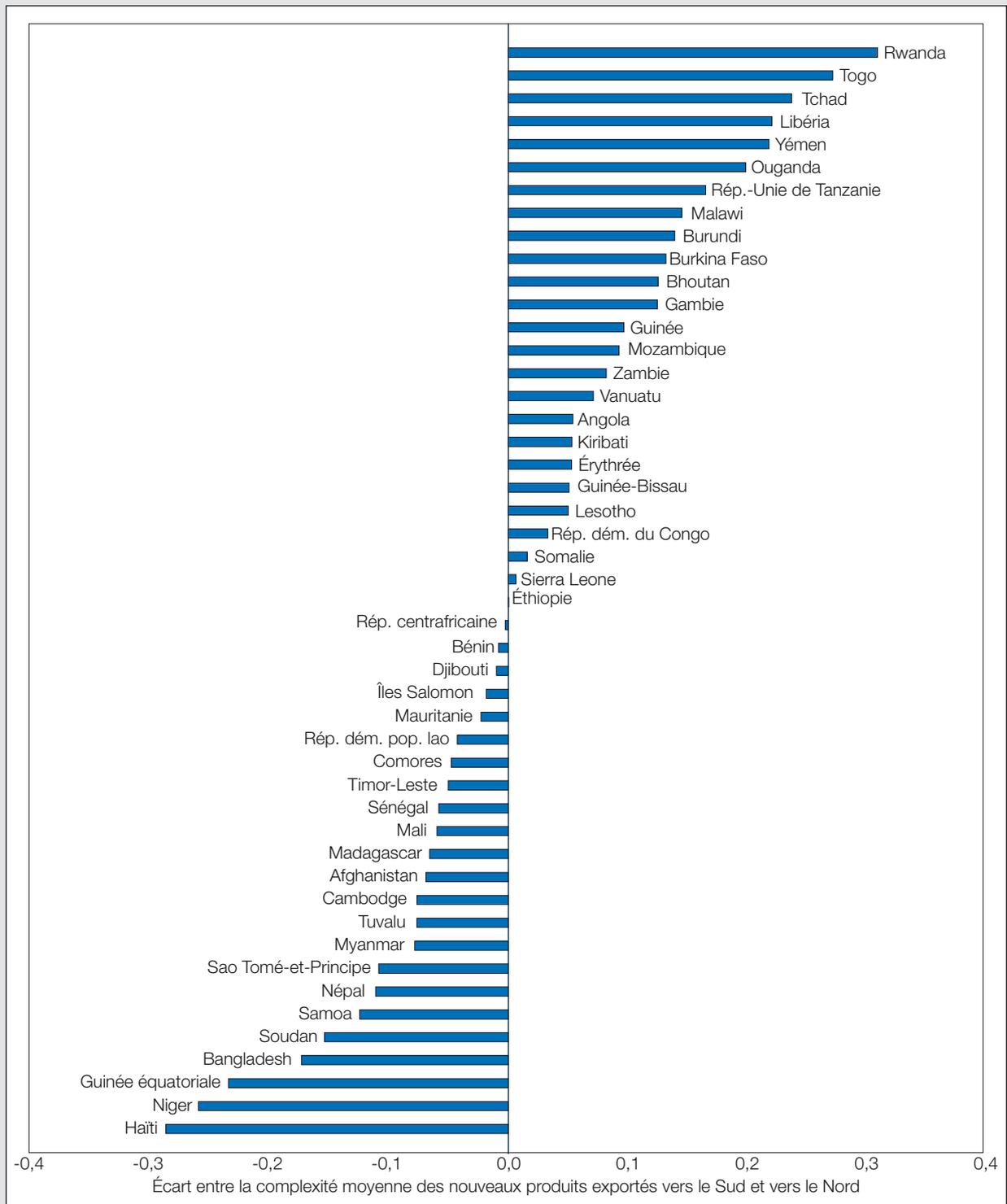
---

L'évaluation du degré de complexité des nouvelles exportations est un moyen d'aborder cette question. L'importance du commerce Sud-Nord et Sud-Sud pour la capacité productive actuelle peut être mesurée en analysant la différence entre la complexité moyenne des nouveaux produits exportés vers les pays du Sud et la complexité moyenne des nouveaux produits exportés vers les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Nord). Par nouveaux produits, on entend ici les produits qui n'étaient pas exportés au cours des deux années antérieures; de plus, les produits sont considérés comme étant plus complexes s'ils sont exportés en moyenne par des pays plus diversifiés produisant des biens plus exclusifs.

Il ressort de cette analyse que les incidences de l'intégration Sud-Sud sur les capacités productives des PMA ne sont pas uniformes. Le graphique 35 montre en effet l'écart entre la complexité moyenne des nouveaux produits exportés vers des pays du Sud et celle des produits exportés vers des pays du Nord. Les écarts les plus élevés correspondent aux valeurs les plus élevées figurées par les bâtons horizontaux à la droite de l'axe, qui indiquent qu'en matière d'accroissement de la complexité de la gamme de produits et, par conséquent, des capacités productives, le commerce Sud-Sud offre davantage de possibilités.

Le graphique 35 révèle que, pour la moitié des PMA environ, dans la période 2008-2009, la complexité des nouveaux produits exportés vers des pays du Sud a été supérieure à celle des nouveaux produits exportés vers des pays du

Graphique 35. Comparaison de la complexité des nouveaux produits exportés par les PMA vers le Sud et vers le Nord, 2009



Source: Freire, 2011.

Nord illustrant le potentiel du commerce Sud-Sud en matière d'apprentissage et de diversification. Le Rwanda, le Togo et le Tchad sont les pays qui en ont le plus bénéficié; pour leur part, Haïti, le Niger, la Guinée équatoriale et le Bangladesh sont ceux qui ont le plus profité du commerce Sud-Nord pour diversifier leur structure de production et s'orienter vers des produits plus complexes.

Si les données incitent à se farder de toute généralisation simpliste quant à l'impact du commerce Sud-Sud sur les capacités productives, les résultats suggèrent tout de même que ce commerce faciliter l'apprentissage et la diversification vers des produits plus complexes. En définitive, ce qui déterminera les effets de l'intégration Sud-Sud sur l'accroissement des capacités productives, c'est moins la direction de l'intégration que les conditions dans lesquelles les pays les moins avancés s'y engagent (Freire, 2011).

---

*Si les données incitent à se farder de toute généralisation simpliste quant à l'impact du commerce Sud-Sud sur les capacités productives et suggèrent que ce commerce peut faciliter l'apprentissage et la diversification vers des produits plus complexes, il n'est pas la panacée qui peut garantir la transformation des capacités de production des pays.*

---



---

## E. Régionalisme développementiste et coopération Sud-Sud: une intégration qui va au-delà de la libéralisation

---

### 1. LA NATURE DU RÉGIONALISME DÉVELOPPEMENTISTE

Le régionalisme développementiste se soucie à la fois a) du développement économique et de l'intégration intérieurs, et b) de l'intégration stratégique des blocs commerciaux régionaux dans l'économie mondiale. Comme dans le cas des autres formes de régionalisme, le niveau le plus élémentaire de coopération sur lequel porte le régionalisme développementiste est celui du commerce. Toutefois, la notion de régionalisme développementiste va bien au-delà du commerce proprement dit et englobe d'autres formes plus ambitieuses d'intervention telles que la politique industrielle. Dans le contexte du régionalisme développementiste, la «politique industrielle» doit être entendue dans le sens le plus large possible. Ainsi, elle est susceptible de comporter divers moyens d'action, et pas simplement ceux qui sont traditionnellement associés à la politique commerciale *stricto sensu* – obstacles tarifaires et non tarifaires, subventions, prêts à des conditions de faveur, fourniture directe d'infrastructures et d'autres biens publics (UNCTAD, 2007), promotion de la recherche-développement et des activités scientifiques et technologiques, entreprises publiques, entreprises mixtes contrôlées par l'État, etc. Pour une portée et une efficacité maximales, ces politiques doivent être harmonisées et coordonnées entre les pays membres d'une association régionale.

---

*Le régionalisme développementiste accepte la mondialisation comme une tendance historique, mais rejette l'approche de la mondialisation fondée sur le marché.*

---

Dans le cadre du régionalisme développementiste, le commerce entre partenaires régionaux est favorisé par rapport au commerce extrarégional, les politiques commerciales stratégiques mises en œuvre étant cohérentes avec la politique industrielle de chaque État membre. Les politiques commerciales stratégiques peuvent comporter des éléments plus ou moins traditionnels – droits de douane, contingents et interdictions à l'importation et à l'exportation, normes techniques et phytosanitaires. Parallèlement à la vision holistique du développement, le commerce régional peut aussi être promu par la coordination des investissements réalisés dans des domaines stratégiques tels que les transports régionaux et autres infrastructures associées. Investir en priorité dans les domaines stratégiques présentant un intérêt commun et des contraintes communes peut aider à surmonter le manque d'intérêt pour le commerce régional hérité de la période coloniale, qui caractérisent de nombreux PMA et autres pays pauvres. Comme beaucoup de pays en développement sont mieux reliés à des pays situés sur d'autres continents qu'aux pays voisins, ils ne peuvent pas profiter pleinement des gains potentiels de l'intégration régionale. Dans ce contexte, «les projets de facilitation du commerce interrégional peuvent directement réduire les coûts de transport et amorcer un cercle vertueux de croissance du commerce et d'économies d'échelle dans le secteur des transports, entraînant une baisse des coûts de transport, qui peut elle-même stimuler le commerce intrarégional» (UNCTAD, 2007: 183). Bien que les PMA manquent généralement, comme on l'a vu plus haut, de l'atout que constitue un État développementiste fort, c'est une lacune qui peut être comblée progressivement. Pour accélérer le développement économique et social d'une manière harmonieuse, la promotion du régionalisme développementiste devrait

---

*Le régionalisme développementiste va bien au-delà du commerce proprement dit et englobe d'autres formes plus ambitieuses d'intervention telles que la politique industrielle.*

---

s'accompagner, au niveau national, d'un renforcement des structures, des institutions et des capacités caractéristiques de l'État développementiste.

Ce type de régionalisme développementiste vise à favoriser l'industrialisation et à accélérer le développement économique et social des pays membres, tant comme but en soi que comme moyen d'assurer le succès de l'intégration économique de ces pays dans l'écheveau des relations commerciales internationales. Dans le contexte de la mondialisation, le nouveau régionalisme développementiste s'efforce d'exploiter au maximum les avantages qui peuvent découler de la position de force relative que confère la capacité collective des États membres de s'exprimer d'une seule voix dans les négociations avec d'autres blocs et d'autres puissances économiques. L'extension du marché régional issue de la coopération entre États, conjuguée aux mesures temporaires prises pour protéger les capitaux nationaux, contribue à favoriser les entreprises nationales par rapport à leurs concurrentes étrangères. En fait, le régionalisme développementiste part du principe qu'il faut procéder à une libéralisation graduelle et organisée du commerce et adopter des mesures planifiées et volontaristes en vue de renforcer les capacités productives. Celles-ci sont en effet considérées comme indispensables pour que les entreprises nationales puissent, un jour, accéder aux marchés mondiaux (Bowles, 2000; Nesadurai, 2002, 2003; Chandra, 2009).

---

*Pour une portée et une efficacité maximales, les politiques industrielles doivent être harmonisées et coordonnées entre les pays membres d'une association régionale.*

---

## 2. QUELQUES CAS EXEMPLAIRES DE RÉGIONALISME DÉVELOPPEMENTISTE

Le régionalisme développementiste en est encore à ses balbutiements dans la plus grande partie du monde en développement. Les pays africains, appuyés par la Banque africaine de développement, le NEPAD et d'autres partenaires, lancent des initiatives pour promouvoir la création de couloirs de développement et combler le déficit d'infrastructures qui pénalise le continent depuis si longtemps. Bien que ces initiatives soient pour la plupart moins avancées que celles de la région asiatique, quelques exemples méritent d'être signalés, ainsi le couloir Nord-Sud qui relie Durban à Dar es-Salaam, et le couloir de Maputo qui relie les régions septentrionales et orientales de l'Afrique du Sud au port de Maputo. Pour l'instant, c'est en Asie que l'on trouve les initiatives les plus concluantes, notamment en Asie de l'Est, qui pratique depuis longtemps une intégration concrète et dynamique (Taga, 1994; Fujita, Kuroiwa and Kumagai, 2011). On en trouvera quelques exemples ci-après:

Premier exemple, l'expérience récente de coopération économique trilatérale entre la Chine, la République de Corée et le Japon est un succès en matière de régionalisme développementiste. Cette coopération, inaugurée en 2000, s'est concentrée notamment sur la protection de l'environnement, les transports et la logistique, la finance et la recherche-développement. Dans le secteur manufacturier, les technologies de l'information ont fait l'objet d'une attention particulière, et ce dans plusieurs domaines allant des politiques en matière de services de télécommunications à la sécurité des réseaux et de l'information. Toutefois, le principal objectif stratégique était l'élaboration conjointe de nouvelles technologies telles que l'Internet de nouvelle génération, les logiciels libres et les réseaux d'identification par radiofréquence. Les trois pays d'Asie du Nord-Est avaient en effet conscience du rôle essentiel des technologies de l'information dans la modernisation de l'économie et la compétitivité industrielle.

---

*Le régionalisme développementiste vise à favoriser l'industrialisation et à accélérer le développement économique et social des pays membres, tant comme but en soi que comme moyen d'assurer le succès de l'intégration économique de ces pays dans l'écheveau des relations commerciales internationales.*

---

Les gouvernements des trois pays ont pris le ferme engagement de créer des synergies en matière de développement technologique et, plus généralement, d'améliorer la compétitivité internationale de leurs entreprises. Cette initiative de régionalisme développementiste a suivi une approche inspirée de l'aïkido: les pays n'ont pas résisté à la mondialisation, ils ont plutôt cherché à profiter de leur propre dynamique pour se tailler une place solide sur les marchés mondiaux, en favorisant entre eux une intégration, une coopération, une coordination et une harmonisation actives (Doidge, 2007; Yoshimatsu, 2008).

Deuxième exemple, depuis le milieu des années 2000, la Banque asiatique de développement joue un rôle catalyseur en faveur de la coopération et de

l'intégration régionales en Asie de l'Est. À cette fin, elle a créé, en 2005, un nouveau Bureau d'intégration économique régionale. Elle se heurte néanmoins à un certain nombre de problèmes pour promouvoir efficacement la coopération et l'intégration régionales; en effet, elle manque de ressources pour faire face à l'insuffisance des capacités (Hamilton-Hart, 2003), rencontre diverses difficultés politiques et techniques et est accusée d'accorder une attention excessive à l'intégration de l'Asie de l'Est au détriment des autres groupes régionaux. Toutefois, elle a pu apporter une contribution de plus en plus efficace aux initiatives et aux activités de coopération et d'intégration régionales en particulier à celles qui visaient à renforcer les capacités productives des pays les moins avancés de la région (Dent, 2008).

La Banque asiatique de développement soutient l'intégration active plutôt que l'intégration passive. Alors que celle-ci se limite à supprimer ou à réduire les obstacles au commerce, en se concentrant exclusivement sur la libéralisation et la déréglementation économiques, l'intégration dynamique s'appuie sur une gamme beaucoup plus large de mesures de coopération, de coordination et d'harmonisation. La Banque asiatique de développement puise à deux grandes sources d'inspiration: a) le mandat qu'elle a d'aider les pays les moins avancés de la région à développer leurs capacités; et b) l'influence persistante du développementisme japonais, qui continue d'imprégner son approche, tout comme celle des gouvernements est-asiatiques (Taga, 1994).

Troisième exemple, la zone de croissance de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) réunissant le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines (BIMP-EAGA) est l'un des «polygones de croissance» sous-régionaux créés au début des années 1990 pour favoriser l'intégration régionale des États membres de l'ASEAN. Comme ces zones sous-régionales comptent des pays très pauvres, elles se heurtent à d'importantes difficultés. La BIMP-EAGA s'est employée à les surmonter en suivant les principes du régionalisme développementiste et en promouvant les activités visant à renforcer les capacités économiques et les perspectives des pays les moins avancés afin de faciliter leur intégration dans l'économie régionale. Malgré certains succès, la coopération sous-régionale pour le développement reste insuffisante (Dent and Richter, 2011).

---

*Depuis le milieu des années 2000, la Banque asiatique de développement joue un rôle catalyseur en faveur de la coopération et de l'intégration régionales en Asie de l'Est.*

---

### **3. IMPORTANCE DES MÉCANISMES D'APPUI RÉGIONAUX: LE PROGRAMME DE LA SOUS-RÉGION DU GRAND MÉKONG COORDONNÉ PAR LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT**

Le Programme de la sous-région du Grand Mékong, coordonné par la Banque asiatique de développement (voir le graphique 36), peut aussi être considéré comme une expérience réussie de régionalisme développementiste. Cet exemple de bonnes pratiques illustre aussi l'importance de s'appuyer sur une approche intégrée du développement régional pour que les PMA en soient également bénéficiaires. Lancé en 1992, le Programme implique tous les acteurs de la région du Grand Mékong – Thaïlande, Chine et tous les PMA de la région, membres et partenaires de développement de l'ASEAN, y compris le Japon. C'est le seul programme de coopération régionale qui vise spécifiquement tous les PMA de la région. Son objectif premier est le renforcement des infrastructures nécessaires au développement industriel de la région, moyennant la réalisation de programmes dans les domaines des transports, des télécommunications, de l'énergie, du tourisme, de la facilitation du commerce, de l'investissement, de la mise en valeur des ressources humaines et de l'agriculture (Chang, 2011). Sa stratégie de base est d'attirer les investissements privés dans la région et de faciliter le commerce, l'investissement et le tourisme intrarégionaux en développant les liens infrastructurels. Pour améliorer les liaisons de transport dans une région qui englobe trois PMA, la Thaïlande, le Viet Nam ainsi que la province du Yunnan et la Région autonome de Guangxi Zhuang de la République populaire de Chine, le Programme du Grand Mékong a lancé trois projets de couloir économique: a) le couloir économique Est-Ouest (Myanmar, Thaïlande, République démocratique populaire lao et Viet Nam); b) le couloir économique

Graphique 36. Couloirs économiques dans la sous-région du Grand Mékong



Source: [www.adb.org/GMS/Economic-Corridors/default.asp](http://www.adb.org/GMS/Economic-Corridors/default.asp)

Nord-Sud (Chine – Yunnan, Guangxi – République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam et Myanmar); et c) le couloir économique Sud (Cambodge, Thaïlande et Viet Nam). En 2009, 44 projets avaient été menés à bien pour un investissement total de 11 milliards de dollars (Chang, 2011).

La création de la sous-région du Grand Mékong et le Programme proprement dit font intervenir des acteurs puissants dont les activités dépassent largement

---

*La stratégie de base est d'attirer les investissements privés dans la région et de faciliter le commerce et l'investissement intrarégionaux ainsi que la mise en valeur des ressources humaines en développant les liens infrastructurels.*

---

*Le Programme de la sous-région du Grand Mékong fait intervenir des acteurs puissants dont les activités dépassent largement les limites de la zone et qui ont tendance à contrôler les flux de marchandises, de capitaux d'investissement et de technologie. Leurs intérêts sont souvent contraires aux objectifs de développement des PMA et aux besoins immédiats des populations de la sous-région.*

---

*Il est nécessaire de mettre au point des mécanismes d'appui régionaux – c'est-à-dire des ensembles de mesures planifiés et coordonnés au niveau régional qui permettent aux PMA de bénéficier de la coopération et de l'intégration régionales en apportant un remède collectif à leurs faiblesses structurelles.*

---

les limites de la zone, et ce sont ces acteurs qui ont tendance à contrôler les flux de marchandises, de capitaux d'investissement et de technologie (Glassman, 2010). Leurs intérêts sont souvent contraires aux objectifs de développement des PMA et aux besoins immédiats des populations de la sous-région. C'est pourquoi, loin de faciliter une coopération sous-régionale permettant aux pays de répondre collectivement aux besoins de leur population, le simple échange d'avantages comparatifs risque, au contraire, de cantonner les PMA dans un rôle dont l'effet sera avant tout de renforcer le pouvoir et l'influence économique soit des grands acteurs de la région, soit de sociétés transnationales extérieures à la sous-région. Dans la deuxième phase du projet, qui sera marquée par la promotion de la participation des entreprises du secteur privé et du commerce transfrontière entre ces entreprises, il existe un risque indéniable de voir le programme aboutir, en définitive, à la création de zones industrielles isolées les unes des autres et dominées par des acteurs transnationaux tirant profit d'infrastructures de liaison financées par des fonds publics (Chang, 2011).

Il faudrait faire de sérieux efforts pour concevoir des initiatives publiques permettant d'exploiter au mieux ces nouvelles infrastructures et amener les réseaux régionaux de production à profiter de la forte hausse de l'investissement privé dans la région pour poursuivre des objectifs stratégiques de développement à long terme dans les PMA, plutôt que d'exploiter l'avantage traditionnel de ces pays d'une main-d'œuvre bon marché. À cette fin, il est nécessaire de mettre au point des mécanismes d'appui régionaux, c'est-à-dire des ensembles de mesures planifiés et coordonnés au niveau régional qui permettent aux PMA de bénéficier de la coopération et de l'intégration régionales en apportant un remède collectif à leurs faiblesses structurelles – accès limité aux marchés régionaux, faiblesse des ressources humaines, médiocrité des infrastructures matérielles, faiblesse des capacités technologiques, dépendance excessive vis-à-vis des sources de croissance externes, faible part de l'industrie manufacturière dans le PIB, poids élevé de la dette, déficit chronique de la balance commerciale, etc. En Asie de l'Est, l'Initiative pour l'intégration de l'ASEAN et les programmes pour l'application rapide des mesures concernant les PMA dans le cadre des accords de libre-échange (tel l'accord de libre-échange conclu entre la Chine et l'ASEAN) sont des exemples de mécanismes d'appui régionaux, même si leur portée est limitée. Des mécanismes plus globaux comporteraient non seulement des mesures visant à améliorer l'accès des PMA aux marchés grâce à des réductions tarifaires, mais aussi une politique industrielle coordonnée au niveau régional en vue de renforcer les capacités productives de ces pays en protégeant leurs producteurs, en encourageant le transfert de technologie et l'aide technologique et en facilitant les exportations vers les pays plus avancés de la région.

Si le développement des infrastructures n'est pas étayé par des mécanismes d'appui régionaux adéquats, adossés à des politiques industrielles capables d'accompagner le renforcement des capacités productives des PMA, le plan conçu par la Banque asiatique de développement pour assurer le développement des pays pauvres de la région en cherchant à attirer davantage d'investissements commerciaux et industriels à travers des projets d'infrastructure de très grande envergure risque de ne pas engendrer la prospérité générale recherchée. C'est d'autant plus urgent lorsque l'on considère que les moyens de subsistance des pauvres sont fortement mis à mal par les énormes projets d'infrastructure et par la commercialisation de l'agriculture promus dans le cadre de cette initiative (Chang, 2011).

En laissant le développement des PMA et la coordination de l'intégration régionale au libre jeu des marchés, on n'a guère de chances d'aboutir à un développement régional équilibré car cela rendra plus difficile la création des mécanismes d'appui régionaux et la coopération Sud-Sud approfondie qui permettent à des flux intrarégionaux accrus de marchandises et de capitaux de renforcer la capacité industrielle et de répondre aux besoins des PMA. Une action régionale bien coordonnée en faveur du développement des PMA a des répercussions encore plus importantes sur les pauvres de ces pays. Il existe bien une infrastructure politique et institutionnelle capable de renforcer la coopération Sud-Sud et les mécanismes d'appui régionaux, qui résulte d'une

intégration régionale, parfois impulsée et voulue par les STN. Ainsi, un cadre de développement régional, soigneusement et expressément conçu pour réduire les écarts de développement entre les principaux acteurs, devrait donc être un élément central de toute initiative de régionalisme développementiste incluant les PMA.

## F. Conclusions

L'une des idées-forces du Programme d'action d'Istanbul est le rôle complémentaire que la coopération Sud-Sud peut jouer en faveur du développement et de la réduction de la pauvreté dans les PMA (sect. 5), le principe étant que cette coopération pourrait apporter une contribution précieuse à la réalisation des objectifs du Programme d'action. Dans ce contexte, le Programme d'action souligne la communauté d'expérience et les objectifs communs qui unissent les pays en développement et sur lesquels la coopération Sud-Sud pourrait s'appuyer. Plus précisément, il affirme que la coopération Sud-Sud pourrait contribuer à l'application des mesures qu'il préconise dans des domaines tels que le renforcement des capacités humaines et productives, l'assistance technique et l'échange de meilleures pratiques, en particulier pour les aspects touchant à la santé, à l'éducation, à la formation professionnelle, à l'agriculture, à l'environnement, à la science et à la technologie, au commerce et à l'investissement (par. 131).

Dans ce chapitre consacré à la manière dont la coopération Sud-Sud pouvait le mieux contribuer au développement et à la réduction de la pauvreté dans les PMA, trois thèses principales ont été défendues:

Premièrement, c'est dans des PMA dotés de structures étatiques efficaces, capables de conduire le processus de développement et d'en catalyser les mécanismes que la coopération Sud-Sud sera la plus fructueuse. Un État développementiste catalyseur de ce type serait la concrétisation de l'un des principes clefs du nouveau Programme d'action, à savoir «une situation d'équilibre entre État et marché, dans laquelle les gouvernements des pays les moins avancés s'attachent à concevoir des politiques et à mettre en place des institutions dans le but d'atteindre une croissance économique durable et partagée, se traduisant par le plein emploi, un travail décent et un développement durable» (sect. III: 8).

Deuxièmement, la coopération Sud-Sud peut et doit contribuer à la mise en place d'un État capable de jouer un rôle catalyseur efficace dans les PMA. Cette coopération aura des effets d'autant plus positifs dans ces pays qu'il existera une interaction avec l'État développementiste qu'elle aidera à renforcer ses capacités et à réaliser ses objectifs, tandis que celui-ci apportera les avantages et renforcera l'effet catalyseur qu'elle produit.

Troisièmement, le régionalisme développementiste est un mécanisme important qui peut entretenir un rapport de renforcement mutuel avec l'État développementiste catalyseur. Il a plusieurs succès à son actif, en particulier en Asie. Toutefois, l'expérience passée montre que ses avantages sont parfois inégalement partagés. Les PMA ont tout à gagner d'une conception de l'intégration régionale qui dépasse la libéralisation – soit un développement régional intégré via le commerce, la finance, l'investissement, la technologie et l'emploi. Il faudra peut-être pour cela prendre des mesures d'appui régionales particulières.

La coopération Sud-Sud ne doit pas être idéalisée ni être considérée comme une panacée. Elle peut néanmoins être une stratégie gagnant-gagnant pour les PMA et leurs partenaires du Sud. En outre, plus les PMA seront efficaces en matière de développement, plus la coopération Nord-Sud pour le développement le sera aussi. Les auteurs du *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés* considéraient déjà la coopération Sud-Sud comme l'un des principaux éléments d'une nouvelle architecture internationale du développement en faveur des PMA.

---

*Un cadre de développement régional, soigneusement et expressément conçu pour réduire les écarts de développement entre les principaux acteurs, devrait être un élément central de toute initiative de régionalisme développementiste.*

---



---

*La coopération Sud-Sud pourrait apporter une contribution précieuse à la réalisation des objectifs du Programme d'action d'Istanbul qui souligne la communauté d'expérience et les objectifs communs qui unissent les pays en développement et sur lesquels la coopération Sud-Sud pourrait s'appuyer.*

---



---

*C'est dans le contexte des PMA dotés de structures étatiques efficaces, capables de conduire le processus de développement et d'en catalyser les mécanismes que la coopération Sud-Sud sera la plus fructueuse.*

---

Le présent chapitre a exposé dans ses grandes lignes un cadre conceptuel et directif qui fournit des orientations sur la manière de traduire ces réflexions dans les faits.

*La coopération Sud-Sud peut et doit contribuer à la mise en place d'un État capable de jouer un rôle catalyseur efficace dans les PMA.*

*Toutefois, elle ne doit pas être idéalisée ni être considérée comme une panacée. Elle peut néanmoins être une stratégie gagnant-gagnant pour les PMA et leurs partenaires du Sud. Plus les PMA seront efficaces en matière de développement, plus la coopération Nord-Sud pour le développement le sera aussi.*

## Bibliographie

- Akyuz Y (1999). *East Asian Development: New Perspectives*. Frank Cass Publishers, London and Portland (OR).
- Bowles P (2000). Regionalism and development after the global financial crises. *New Political Economy*, 5(3): 433–455.
- Chandra AC (2009). The pursuit of sustainable development through regional economic integration: ASEAN and its potential as a development-oriented organization. International Institute for Sustainable Development, Winnipeg.
- Chang D (2011). Opportunities for LDCs in integrating East Asia: From new regional division of labour to inclusive regional development network. Background paper prepared for UNCTAD's *Least Developed Countries Report, 2011*.
- Cripps F, Izurieta A and Singh A (2011). Global imbalances, under-consumption and over-borrowing: The state of the world economy and future policies. *Development and Change*, 42(1): 228–261.
- Dent C (2008). The Asian Development Bank and developmental regionalism in East Asia. *Third World Quarterly*, 29(4): 767–786.
- Dent C and Richter P (2011). Sub-regional cooperation and developmental regionalism: The case of BIMP-EAGA. *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs*, 33(1): 29–55.
- Doidge M (2007). From developmental regionalism to developmental Interregionalism: The European Union approach. Working Paper no. 07/01, National Center for Research on Europe, Christchurch.
- Evans P, Rueschemeyer D and Skocpol T (eds.) (1985). *Bringing the State Back In*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Fine B (2011). Locating the developmental State and industrial and social policy after the crisis. Background paper prepared for UNCTAD's *Least Developed Countries Report, 2011*.
- Freire C (2011). Productive capacity in the least developed countries. Background paper prepared for UNCTAD's *The Least Developed Countries Report, 2011*.
- Fujita M, Kuroiwa I and Kumagai S (2011). *The Economics of East Asian Integration: A Comprehensive Introduction to Regional Issues*. Edward Elgar, Cheltenham and Northampton (MA).
- Glassman J (2010). *Bounding the Mekong: The Asian Development Bank, China and Thailand*. University of Hawaii Press, Honolulu.
- Hamilton-Hart N (2003). Asia's new regionalism: Government capacity and cooperation in the Western Pacific. *Review of International Political Economy*, 10(2): 222–245.
- Hirschman A (1958). *The Strategy of Economic Development*. Yale University Press, New Haven (CT).
- ILO and UNCTAD (2001). The Minimum Income for School Attendance (MISA) Initiative: Achieving international development goals in African least developed countries. Report of the ILO/UNCTAD Advisory Group, Geneva.
- Khan M (2009). Governance, growth and poverty reduction. Working Paper no. 75, United Nations Department of Economic and Social Affairs, New York.
- Lin JY and Zhang P (2009). Industrial structure, appropriate technology and economic growth in less developed countries. Policy Research Working Paper no. 4905, World Bank, Washington, DC.
- Marshall A (1926). *Principles of Economics*. Prometheus Books, New York.
- Mkandawire T (2001). Thinking about the developmental States in Africa. *Cambridge Journal of Economics*, 25(3): 289–313.
- Mortimer M (1999). Apparel-based industrialization in the Caribbean Basin: A threadbare garment? CEPAL Review no. 67, United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean, Santiago.
- Nesadurai H (2003). Attempting developmental regionalism through AFTA: The domestic sources of regional governance. *Third World Quarterly*, 24(2): 235–253.
- Nesadurai H (2002). Globalisation and economic regionalism: A survey and critique of the literature. Working Paper no. 108/02, Center for the Study of Globalisation and Regionalisation, Coventry.
- North DC (1990). Institutions, *Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press, Cambridge.

- Taga H (1994). International networks among local cities: The first step towards regional development. In: Gipouloux F (ed.), *Regional Economic Strategies in East Asia: A Comparative Perspective*. Maison Franco-Japonaise, Tokyo.
- UNCTAD (2007a). *Least Developed Countries Report, 2007: Knowledge, Technological Learning and Innovation for Development*. United Nations publications. Sales No. E.07.II.D.8. New York and Geneva.
- UNCTAD (2007b). *Trade and Development Report, 2007: Regional Cooperation for Development*. United Nations publications. Sales No. E.07.II.D.11. New York and Geneva.
- UNCTAD (2008). *Least Developed Countries Report, 2008: Growth, Poverty and the Terms of Development Partnership*. United Nations publications. Sales No. E.08.II.D.20. New York and Geneva.
- UNCTAD (2009). *Least Developed Countries Report, 2009: The State and Development Governance*. United Nations publications. Sales No. E.09.II.D.9. New York and Geneva.
- UNCTAD (2010). *Least Developed Countries Report, 2010: Towards a New International Development Architecture*. United Nations publications. Sales No. E.10.II.D.5. New York and Geneva.
- Yoshimatsu H (2008). Developmentalism and policy networks in regional cooperation in northeast Asia. Available at: [http://strategy.sauder.ubc.ca/nakamura/iar-business/IAR\\_BUS\\_RES\\_WP\\_2008\\_2\\_yoshimatsu.pdf](http://strategy.sauder.ubc.ca/nakamura/iar-business/IAR_BUS_RES_WP_2008_2_yoshimatsu.pdf).



**Chapitre**

**4**

**LA COOPÉRATION  
FINANCIÈRE SUD-SUD  
AU SERVICE DU  
DÉVELOPPEMENT DES PMA**

---

## A. Introduction

---

*L'un des enjeux les plus fondamentaux pour la mise en œuvre du nouveau Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) sera la mobilisation de ressources financières et leur affectation à des fins productives selon des modalités qui aboutissent à une croissance durable et équitable.*

*Dans le présent chapitre, il est avancé que les banques régionales et sous-régionales de développement devraient jouer un rôle accru dans l'aide aux PMA et dans le financement du régionalisme développementiste. On y trouvera une proposition innovante pour mobiliser les ressources inexploitées des partenaires du Sud afin d'accroître les ressources pour le développement par le biais des banques régionales et sous-régionales de développement.*

*Les banques utiliseraient ensuite ces ressources pour financer des investissements de développement portant sur la fourniture de biens publics régionaux et nationaux, ce qui permettrait aux PMA de mettre en place des capacités productives et de les renforcer.*

*Selon les indicateurs classiques du développement financier, l'intermédiation financière reste, dans les PMA, extrêmement superficielle et sous-développée, à l'aune des critères internationaux.*

L'un des enjeux les plus fondamentaux pour la mise en œuvre du nouveau Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) sera la mobilisation de ressources financières et leur affectation à des fins productives selon des modalités qui aboutissent à une croissance durable et équitable. Le présent chapitre examine selon quelles modalités bien précises la coopération financière Sud-Sud pourrait y contribuer (voir les encadrés 1 et 2). Selon le paragraphe 12 du Programme d'action d'Istanbul:

«Guidés par un esprit de solidarité envers les pays les moins avancés, les pays en développement, dans la mesure de leurs capacités, appuieront la mise en œuvre du Programme d'action dans des domaines de coopération définis d'un commun accord, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, laquelle complétera, sans la remplacer, la coopération Nord-Sud.».

Dans le présent chapitre, il est avancé, premièrement, que les banques régionales et sous-régionales de développement devraient jouer un rôle accru dans l'aide aux PMA et dans le financement du régionalisme développementiste. On y trouvera ensuite une proposition innovante pour mobiliser les ressources inexploitées des partenaires du Sud afin d'accroître les ressources pour le développement par le biais des banques régionales et sous-régionales de développement. L'idée fondamentale sous-tendant cette proposition est d'affecter une fraction des réserves en devises qu'accumulent les pays en développement à des banques régionales et sous-régionales de développement. Celles-ci utiliseraient ensuite ces ressources pour financer des investissements de développement portant sur la fourniture de biens publics régionaux et nationaux, ce qui permettrait aux PMA de mettre en place des capacités productives et de les renforcer.

Comme il est indiqué dans le Programme d'action d'Istanbul, ces propositions ne doivent pas être considérées comme un substitut de l'aide au développement Nord-Sud. Elles visent plutôt à accroître la diversité et l'efficacité des moyens de financement du développement dans les PMA en dégagant des ressources extérieures supplémentaires. Il faudrait en outre qu'elles tiennent compte des problèmes de développement des partenaires du Sud, en particulier de la pauvreté.

Le présent chapitre se divise en quatre sections. La section B examine dans ses grandes lignes la vulnérabilité financière des PMA et la contribution potentielle de la coopération financière Sud-Sud. La section C est consacrée à l'importance et au rôle des banques régionales et sous-régionales de développement, tandis que la section D décrit le phénomène relativement nouveau que représentent l'accumulation de réserves de change dans le Sud et l'apparition de fonds souverains dans les pays en développement. La section E présente une proposition pour affecter des ressources provenant des fonds souverains aux banques régionales et sous-régionales de développement. En conclusion sont résumés les principaux points de l'argumentation.

---

## B. La vulnérabilité financière des PMA

---

Malgré une croissance économique soutenue entre 2002 et 2008, l'économie des PMA reste marquée par une forte dépendance à l'égard de l'épargne extérieure et par une capacité intérieure limitée de mobiliser des ressources financières en faveur d'investissements productifs (voir le chapitre 1 du présent Rapport ainsi que le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés* (UNCTAD, 2010a)). À cet égard, les faiblesses des systèmes financiers nationaux constituent un frein supplémentaire pour l'activité économique. Selon les indicateurs classiques du développement financier, l'intermédiation financière reste, dans les PMA, extrêmement superficielle et sous-développée, à l'aune

**Tableau 9. Sélection d'indicateurs du développement financier: PMA et autres groupes de pays, différentes années**

	Crédit intérieur accordé au secteur privé (en % du PIB)			Monnaie et quasi-monnaie (M2) en % du PIB			Différentiel de taux d'intérêt (taux des prêts moins taux des dépôts, en %)		
	1990–1992	2000–2002	2007–2009	1990–1992	2000–2002	2007–2009	1990–1992	2000–2002	2007–2009
Monde	105,8	128,2	133,4	..	103,4	112,0	6,0	7,1	6,4
Pays à revenu élevé	115,9	145,5	160,1	..	113,2	126,0	4,4	4,5	..
Pays à revenu moyen supérieur	36,4	30,9	44,6	28,3	38,2	47,7	7,3	7,8	6,1
PMA	11,9	14,8	19,1	21,0	26,9	31,1	8,2	12,5	10,0

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, disponible en ligne, juin 2011.

des critères internationaux (voir le tableau 9). En particulier, l'accès limité au crédit dont témoignent tant le faible montant des crédits octroyés par rapport au PIB qu'un différentiel de taux d'intérêt élevé, fait partie des facteurs qui limitent le plus la capitalisation des entreprises et les investissements productifs. Alors que les grandes entreprises peuvent parfois y échapper en se tournant vers les marchés financiers internationaux, le secteur national des petites et moyennes entreprises (PME) est particulièrement touché par les faiblesses du système financier, qui exacerbent ce qu'il est convenu d'appeler le phénomène du «chaînon manquant» (*Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*).

Qui plus est, la fragilité financière intrinsèque des PMA, leur niveau élevé d'endettement et leur dépendance à l'égard des apports de capitaux étrangers font qu'ils sont formidablement exposés aux chocs extérieurs. Le manque de ressources intérieures pour y faire face est une source fondamentale de vulnérabilité.

La persistance de l'extrême fragilité financière des PMA a été reconnue lors de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Au cours de l'une des réunions préalables à la Conférence, par exemple, les participants ont «mis en avant les contraintes structurelles persistantes auxquelles sont soumis les PMA et leur extrême vulnérabilité face aux chocs extérieurs et intérieurs... Il faut tenir compte de l'ensemble de ces contraintes pour mettre au point des mesures de soutien destinées aux PMA... Les donateurs devraient également se souvenir que les ressources financières provenant d'autres sources, telles que les ressources intérieures, sont limitées dans les PMA» (Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS), 2011).

Le problème du financement du développement des PMA doit être abordé sous plusieurs angles et dans le cadre de partenariats multiples. Les PMA devraient commencer par encourager la mobilisation de leurs ressources intérieures afin d'être moins tributaires des sources de financement extérieures. Tout cadre général pour le développement futur des PMA digne de ce nom devrait avoir comme priorité absolue de renforcer le secteur financier national et d'en élargir le champ d'action, de diversifier l'éventail des instruments financiers disponibles et d'accroître la résilience financière. Étant donné le très faible niveau de développement financier, les banques publiques de développement, tant au niveau national qu'au niveau régional, ont un rôle fondamental à jouer. Tout en encourageant la mobilisation des ressources intérieures, les PMA doivent aussi collaborer avec les donateurs traditionnels pour obtenir davantage d'aide et pour qu'une plus grande partie de celle-ci serve au développement de leurs capacités productives. Dans le même temps, ils doivent étudier les nouvelles possibilités qui apparaissent de diversifier leur éventail de partenaires, ce qui leur permettrait d'accroître le volume de leurs ressources et de devenir moins dépendants des sources de financement traditionnelles.

Comme indiqué dans le chapitre 2, les flux financiers publics des partenaires du Sud vers les PMA, bien qu'encore relativement modestes par rapport à ceux des donateurs traditionnels, ont rapidement augmenté ces dernières années. L'importance croissante de la coopération Sud-Sud est marquée par une

---

*La fragilité financière intrinsèque des PMA, leur niveau élevé d'endettement et leur dépendance à l'égard des apports de capitaux étrangers font qu'ils sont formidablement exposés aux chocs extérieurs.*

---



---

*Le problème du financement du développement des PMA doit être abordé sous plusieurs angles et dans le cadre de partenariats multiples.*

---

### Encadré 7. Coopération Sud-Sud – une multiplicité d'acteurs et une pluralité de formes

Politique dans les années 1950, le concept de coopération Sud-Sud a rapidement évolué pour s'appliquer à d'intenses relations de commerce et d'investissement entre pays en développement. Après un relatif tassement dans les années 1980 et 1990, le nouveau millénaire a été marqué, à la faveur de la reprise de la croissance dans un certain nombre de pays en développement, par un renouveau de la coopération Sud-Sud. Comme l'indique le présent Rapport, cette «montée en puissance du Sud» non seulement modifie la réalité économique dans le sens d'une économie mondiale davantage multipolaire, mais intensifie également les relations économiques entre pays en développement par le biais du commerce, de l'investissement, des migrations, du transfert de technologie, etc. Ces pays se rendent de plus en plus compte qu'ils ont tout intérêt à contribuer à promouvoir le développement chez leurs homologues. Comme la plupart des pays du Sud aspirent à une croissance tirée par les exportations, il est dans leur intérêt d'intensifier leurs relations économiques avec des pays en mesure d'acheter leurs exportations et de leur fournir les importations dont ils ont besoin. Or, de plus en plus, ces partenaires sont d'autres pays en développement.

Il en résulte que l'une des principales caractéristiques de la coopération Sud-Sud, à l'heure actuelle, est la priorité qu'elle accorde indiscutablement au développement des capacités productives. Les grands pays dynamiques du Sud, par exemple, deviennent rapidement un moteur de développement des infrastructures dans les PMA. À travers la coopération Sud-Sud, ils investissent dans des secteurs clés comme les transports ou l'énergie. Les donateurs traditionnels – coopération Nord-Sud – s'intéressant essentiellement aux secteurs sociaux, la priorité accordée par la coopération Sud-Sud aux secteurs productifs fait que les deux types de coopération se complètent. Cela donne en outre aux pays en développement une plus grande marge de manœuvre. Enfin, cela poussera peut-être les donateurs traditionnels à remettre l'accent sur les secteurs productifs. D'après Cook and Gu (2009), cela a déjà commencé en Afrique, par une participation à l'exécution de projets d'infrastructure.

Une deuxième caractéristique importante de l'actuelle coopération Sud-Sud est la multiplicité de ses acteurs. Même si l'aide au développement accordée par la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud est celle qui attire le plus l'attention, bien d'autres pays en développement assurent différentes formes de coopération. Certaines, comme le projet Promesa entre l'Argentine et le Pérou ou le Development of Modern Greenhouse Practice (Développement de pratique moderne de serre) entre la Turquie et l'Ouzbékistan, concernent des pays en développement à revenu intermédiaire. D'autres, comme le projet Pro-Huerta entre l'Argentine et Haïti ou le projet Kollo entre la Tunisie et le Niger, intéressent des pays à revenu intermédiaire et des PMA. Ces derniers coopèrent également entre eux, comme dans le cas du Centre Songhai, entre le Bénin et la Zambie. La liste des pays qui pratiquent la coopération Sud-Sud est longue mais, outre ceux que l'on vient de citer, il convient de souligner que la République bolivarienne du Venezuela, Cuba et l'Arabie saoudite sont aussi très actifs.

Comme le montrent ces exemples, l'essentiel de la coopération Sud-Sud est de nature bilatérale, même s'il y a également des exemples de coopération régionale. Le projet de triangle de croissance («Growth Triangle Initiative») lancé entre la Zambie, le Malawi et le Mozambique en est un, entre des pays ayant un niveau de développement analogue. Un autre exemple est celui du projet d'école intelligente («SMART School Projet») associant la Malaisie, le Myanmar et la République démocratique populaire lao. Il existe aussi des types de coopération calqués sur le modèle du réseau en étoile dans lequel un pays central fournit à plusieurs autres compétences spécialisées, technologie, investissements, etc. Le programme de soins de santé pour l'Afrique subsaharienne de la Turquie et l'assistance technique agricole fournie par l'Égypte aux pays africains producteurs de coton en sont une illustration. La coopération triangulaire, que ce soit avec un pays développé (comme le Japon qui finance la formation d'infirmières fournies par la Malaisie à des hôpitaux cambodgiens, par exemple) ou avec une organisation internationale (comme le programme TrainForTrade de la CNUCED), existe aussi.

Les principaux acteurs de la coopération Sud-Sud restent cependant les plus grands pays du Sud: Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud. L'importance pour eux de la coopération Sud-Sud est illustrée par le fait qu'ils ont tous créé des instances ayant vocation à renforcer cette coopération, que ce soit entre eux ou avec d'autres pays en développement: par exemple, Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBAS), Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), ou encore Forum de coopération Amérique du Sud-Afrique (voir UNCTAD, 2010b).

L'Inde s'est fixée comme priorité le renforcement des capacités et l'aide économique dans les PMA, en faisant porter ses efforts sur l'agriculture, les infrastructures, la télémédecine, l'énergie, les services bancaires et les technologies de l'information, dans le cadre d'un remarquable programme de coopération économique et technique; elle a en outre ouvert près de 5 milliards de dollars de lignes de crédit à des PMA depuis 2003. Il est important de noter que les entreprises privées indiennes sont très actives, l'exemple par excellence étant le groupe Tata (transports, énergie, communications et produits pharmaceutiques), déjà présent dans 14 pays africains.

Le Forum Afrique-Inde est un modèle de collaboration entre l'Inde et l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle. Lors du deuxième Sommet du Forum, qui s'est tenu à Addis-Abeba en 2011, l'Inde a annoncé l'ouverture de lignes de crédit en faveur de l'Afrique pour un montant de 5 milliards de dollars environ pour les trois prochaines années. Au vu du succès du Projet de réseau électronique panafricain lancé en 2004, il a également été proposé de créer une université virtuelle indo-africaine et des groupements d'entreprises indo-africains dans l'agroalimentaire et les textiles.

Dans la région Asie-Pacifique, la coopération entre l'Inde et les PMA passe par l'Association sud-asiatique de coopération régionale, qui joue un rôle de premier plan et dont quatre membres (Bhoutan, Népal, Bangladesh et Afghanistan) sont des PMA, ainsi que par l'intensification des relations avec l'ASEAN et les trois PMA (Myanmar, République démocratique populaire lao et Cambodge) qui en sont membres. Cette coopération prend la forme d'investissements, de financements, d'échanges commerciaux, de transferts de technologie et de formation de capital humain.

Ces dernières décennies, la coopération entre le Brésil et les PMA a surtout concerné les PMA lusophones d'Afrique. Le nouveau millénaire a cependant vu une nouvelle page se tourner dans la coopération économique et commerciale entre le Brésil et le Sud. Sur le plan commercial, l'Afrique est d'ores et déjà le quatrième partenaire du Brésil en importance: avec plus de 20 milliards de dollars en 2010, ses échanges commerciaux ont connu une croissance considérable, mais ce chiffre est encore loin derrière ceux du commerce entre l'Afrique et la Chine (plus de 100 milliards de dollars) ou entre l'Afrique et l'Inde (32 milliards de dollars).

L'agriculture est l'un des secteurs clés de la coopération entre le Brésil et l'Afrique: un premier Dialogue Brésil-Afrique sur la sécurité alimentaire, la lutte contre la faim et le développement rural s'est tenu à Brasilia en 2010. En raison du niveau élevé des cours du pétrole ces dernières années, la production de biocarburants à partir de canne à sucre a été l'une des principales questions abordées.

**Encadré 7 (cont.)**

Le Brésil est de plus en plus associé au développement des infrastructures en Afrique. À titre d'exemple, Vale do Rio Doce, la plus grosse société minière du pays, investit 1,7 milliard de dollars dans l'extraction de charbon pour se lancer dans l'exportation de plus de 11 millions de tonnes par an en provenance de la région de Moatize (Mozambique). Ce projet, le plus gros investissement jamais réalisé dans ce pays lusophone, devrait faire croître le PIB du pays de plusieurs points de pourcentage à moyen terme et créer 7 500 emplois, essentiellement pour la population locale. Un consortium indien est en train de remettre en état une voie ferrée de 600 kilomètres reliant Moatize au port de Beira et Vale a prévu de construire une autre ligne, dans le nord du pays, pour relier Moatize à Nacala, seul port en eau profonde du Mozambique. Cette ligne de chemin de fer, qui traversera le Malawi, devrait stimuler le développement économique et social de ce pays sans littoral.

Conjointement avec le Nigéria, le Brésil a pris l'initiative de créer le Forum de coopération Afrique-Amérique du Sud, qui s'est réuni pour la première fois à Abuja en 2006, puis à Caracas en 2009. Ce forum est devenu une plate-forme de dialogue et de coopération entre les deux régions, avec la signature d'un certain nombre d'accords économiques et d'accords de coopération, dans divers secteurs: commerce, investissement, tourisme, transports, mines, énergie, agriculture, environnement, télécommunications.

Il convient également de mentionner les activités menées par le Brésil avec Haïti et le Timor-Leste. En Haïti, le Brésil est à la tête de la MINUSTAH, la mission de paix des Nations Unies. En tant que l'un des principaux contributeurs de l'Union des nations de l'Amérique du Sud, il a joué un rôle déterminant dans la création du fonds pour l'aide au relèvement d'Haïti, doté de 300 millions de dollars. En outre, Embrapa exécute une série de projets destinés à revitaliser une agriculture familiale de subsistance durable dans le pays. Au Timor-Leste, le Brésil participe à un projet de coopération triangulaire avec l'Indonésie.

L'Afrique du Sud, autre acteur important de la coopération Sud-Sud, s'intéresse presque exclusivement à l'Afrique. Fer de lance du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), elle s'est attachée à promouvoir, dans le reste du monde, l'image de l'Afrique en tant que nouveau marché et nouveau pôle d'investissement. L'Afrique du Sud, qui joue un grand rôle dans la région et fournit une aide au développement à ses voisins moins avancés, est aussi très active en matière de renforcement des capacités, de projets de reconstruction après un conflit et d'assistance humanitaire dans de nombreux pays africains.

**Encadré 8. La coopération entre la Chine et les PMA**

La participation croissante de la Chine à la coopération Sud-Sud, surtout dans les pays africains, a récemment fait l'objet de nombreuses études. Loin de se vouloir une recension exhaustive de la littérature parue sur le sujet, le présent encadré se propose de souligner certains aspects essentiels de la coopération chinoise pour le développement en montrant ses multiples niveaux d'imbrication. Ces aspects, qui renvoient en partie à l'expérience que ce pays a lui-même faite du développement, sont d'une importance cruciale dans une optique de développement des capacités productives dans les PMA et rendent à plus d'un titre le partenariat entre la Chine et les PMA potentiellement complémentaire de celui qui existe avec les donateurs traditionnels.

La coopération pour le développement de la Chine remonte aux années 1950, mais elle a récemment été revitalisée, surtout au niveau bilatéral, mais aussi avec la création, en 2000, du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) et le resserrement avec l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). La participation de la Chine à la coopération Sud-Sud s'est notablement renforcée au cours de la dernière décennie et concerne un nombre croissant de pays, dont certains plutôt négligés par les donateurs traditionnels. Selon le Bureau de l'information du Conseil d'État chinois (Information Office of the State Council, 2011), presque 40 % de l'aide au développement versée par la Chine va aux PMA.

Dans une optique de développement des capacités productives dans les PMA, une caractéristique de cette aide est l'importance accordée aux infrastructures, ce qui la rend idéalement complémentaire de l'aide des donateurs traditionnels (qui privilégient les secteurs sociaux) et tout à fait adaptée aux besoins anciens en la matière des PMA. En Afrique, par exemple, où le déficit de financement des infrastructures est de l'ordre de 10 milliards de dollars par an, on estime que les engagements financiers de la Chine dans des projets d'infrastructure atteignaient, en 2007, 4,5 milliards de dollars (Foster et al., 2008). Or, l'amélioration des infrastructures est d'autant plus vitale pour les PMA qu'elle favorise l'établissement de liens intersectoriels dans les zones rurales et stimule l'intégration régionale, ce qui permet à ces pays de surmonter les difficultés posées par la taille limitée de leurs marchés. Les projets chinois concernent beaucoup les secteurs de l'énergie et des transports (surtout l'hydroélectricité et les chemins de fer) et, dans une moindre mesure, les technologies de l'information et de la communication (surtout sous forme de fourniture d'équipements); ils sont généralement exécutés «clefs en main».

Le financement des infrastructures provient essentiellement de la Banque d'import-export de Chine – ainsi que de la Banque chinoise de développement et de la Banque chinoise de développement agricole – sous la forme de dons et de prêts accordés à des conditions plus ou moins favorables. Ces fonds sont généralement subordonnés au recours à des entreprises chinoises, lesquelles perçoivent directement les fonds attribués une fois les travaux achevés. Dans plusieurs PMA, le financement se fait sous forme de prêts garantis par des ressources (système appelé «mode Angola»), bien que tous ces projets ne soient pas classés dans la catégorie «aide au développement» par les autorités chinoises.

Il convient de relever également que la coopération chinoise pour le développement accorde une grande attention aux secteurs productifs, complétant, là encore, la traditionnelle aide Nord-Sud. Depuis quelques temps, des projets chinois concernent aussi le secteur industriel, notamment via la création de zones économiques spéciales dans le cadre du FOCAC 2006. Trois de ces zones se trouvent dans des PMA – deux en Zambie (voir le chapitre 1) et une en Éthiopie –, les autres étant situées en Algérie, en Égypte, à Maurice et au Nigéria (deux). Dans le même ordre d'idées, plusieurs projets récents visent à promouvoir la création de valeur ajoutée nationale en encourageant la transformation de produits primaires (raffineries de combustibles et de sucre, usines de fabrication de papier, etc.). Les autorités chinoises portent enfin un intérêt croissant à la fourniture de bourses, de stages de formation et de services d'assistance technique.

La coopération triangulaire est un autre secteur de l'aide fournie par la Chine aux PMA et à d'autres pays en développement. À cet égard, il est intéressant de noter le nombre croissant de projets de coopération tripartite, qui combinent notamment interventions multilatérales et bilatérales. Quelques exemples en sont la création du Centre international de lutte contre la pauvreté en Chine, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la collaboration entre ce dernier

## Encadré 8 (cont.)

et le Chinese African Business Council, le partenariat instauré avec le Programme pour la sécurité alimentaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ou encore la construction de petites centrales hydroélectriques dans 10 pays africains (dont 6 PMA) en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (UNDP, 2009). Des initiatives semblables, portant sur l'échange de connaissances et d'informations et sur le cofinancement de projets, ont été lancées récemment en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (Brautigam, 2010).

<sup>a</sup> Le lecteur désireux d'en savoir plus pourra consulter Broadman (2007), Brautigam (2008 et 2010), Foster *et al.* (2008), Davies (2010), Kragelund (2010), Kaplinsky and Farooki (2010) et Berthelemy (2011).

multiplicité d'acteurs et une pluralité de formes (voir les encadrés 7 et 8). Le reste du chapitre est consacré un examen détaillé des possibilités de renforcer le financement Sud-Sud, considéré comme un complément, et non comme un substitut, de l'aide publique au développement (APD) traditionnelle.

## C. Le rôle des banques régionales et sous-régionales de développement dans la coopération financière régionale

*La coopération financière régionale porte sur un large éventail d'activités telles que: a) systèmes régionaux de paiements; b) systèmes monétaires régionaux; et c) développement régional et sous-régional.*

### 1. TYPES DE COOPÉRATION FINANCIÈRE RÉGIONALE

La coopération financière régionale porte sur un large éventail d'activités, telles que: a) systèmes régionaux de paiements prévoyant des incitations financières au commerce intrarégional; b) systèmes monétaires régionaux pouvant fournir des liquidités pour amortir les chocs extérieurs; et c) banques régionales et sous-régionales de développement qui accordent des financements à long terme – ressources financières pour le développement – afin de soutenir l'investissement privé et public.

Les systèmes régionaux de paiements permettent d'économiser les réserves de change et de réduire les coûts de transaction correspondants. Mais il y a plus: ils peuvent: a) fournir des crédits à court terme aux pays déficitaires; b) comporter des dispositions garantissant que les pays excédentaires tout comme les pays déficitaires contribueront à une position plus équilibrée; et c) inciter à une coordination des taux de change. En cas de pénurie de monnaie internationale, l'existence d'un système régional de paiements peut limiter, comme lors de la crise de la dette en Amérique latine dans les années 1980, les incidences négatives sur le commerce régional.

Les fonds monétaires régionaux peuvent mettre en commun les réserves et organiser des accords de swap entre banques centrales en immobilisant un plus faible volume de ressources financières. Ils peuvent être d'une importance capitale pour éviter des dévaluations incontrôlées de la monnaie risquant de compromettre le processus d'intégration. On pourrait considérer qu'une mise en commun des réserves au niveau régional ne fonctionnerait pas en cas de choc extérieur touchant la région tout entière. Cependant, ce type de choc commence souvent par frapper durement un ou deux pays. Si l'on peut défendre la stabilité de ces pays – les maillons les plus faibles de la chaîne –, cela peut réduire le risque de contagion aux autres pays de la région (Ocampo and Titelman, 2009).

Les banques régionales et sous-régionales de développement jouent un grand rôle dans la coopération financière régionale, car elles constituent une source importante de financement du développement pour les pays membres de la région. Outre un accroissement du financement à des conditions de faveur, du développement, elles peuvent faciliter la création d'instruments financiers novateurs – par exemple, obligations adossées au PIB ou destinées à la diaspora. En fournissant une assistance technique pour adapter ces instruments aux spécificités et aux besoins des différents pays, et en faisant office de «teneurs de marché» pour faciliter l'échange de valeurs mobilières

*Le présent Rapport examine la capacité qu'ont les banques régionales de développement de mobiliser des fonds pour le développement des PMA.*

innovantes, elles pourraient véritablement réduire le coût du financement des PMA.

Les divers types de coopération financière régionale qui viennent d'être décrits peuvent aider à réduire la fragilité financière induite par les coûts de transaction élevés associés à l'utilisation des réserves de change, ainsi que ce qu'il est convenu d'appeler les asymétries monétaires, grâce à l'émission d'obligations, de prêts en monnaie locale ou d'autres actifs financiers. Le présent Rapport s'intéresse tout particulièrement aux banques régionales de développement et à leur capacité de mobiliser des fonds à l'appui du développement dans les PMA.

## 2. LA REVITALISATION DES BANQUES RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT

Les grandes banques régionales de développement pour les PMA sont: a) la Banque interaméricaine de développement, créée en 1959; b) la Banque africaine de développement, créée en 1964; et c) la Banque asiatique de développement, créée en 1966. En général, les banques régionales et sous-régionales de développement d'Asie et d'Amérique latine fournissent une part beaucoup plus grande de l'APD multilatérale totale dans leurs régions respectives que les banques régionales et sous-régionales de développement d'Afrique. En outre, la part des banques régionales de développement dans le total des versements d'APD multilatérale aux PMA est relativement faible (voir le tableau 10).

Le Consensus de Monterrey adopté à la Conférence internationale sur le financement du développement (United Nations, 2002) a souligné le rôle vital que les banques régionales et sous-régionales de développement pouvaient jouer «en répondant aux besoins des pays en développement et des pays en transition». Il a aussi insisté sur le fait qu'elles devaient «contribuer à fournir un financement adéquat aux pays touchés par la pauvreté» et «... également atténuer les effets de l'instabilité excessive des marchés financiers». Tout aussi important est l'argument selon lequel «des banques régionales de développement et des institutions financières sous-régionales plus fortes appuient de manière souple les efforts de développement nationaux et régionaux en renforçant l'appropriation et l'efficacité globale. Elles [peuvent] constituer[r] également une source précieuse de connaissances et de compétences en matière de croissance économique et de développement pour les pays en développement qui en sont membres.»<sup>1</sup>. Pour les PMA, ce savoir accumulé est une précieuse source d'information sur ce qui marche et ce qui ne marche pas.

La revitalisation et le renforcement du rôle des banques régionales et sous-régionales de développement constituent un objectif important de la réforme de l'architecture financière internationale (voir Griffith-Jones and Ocampo, 2010; Griffith-Jones, Griffith-Jones and Hertova, 2008; United Nations Department of Economics and Social Affairs (UN-DESA), 2005); ces banques devraient davantage participer au financement du développement dans les PMA.

*Le Consensus de Monterrey a souligné le rôle vital que les banques régionales et sous-régionales de développement pouvaient jouer «en répondant aux besoins des pays en développement et des pays en transition».*

*La revitalisation et le renforcement du rôle des banques régionales et sous-régionales de développement constituent un objectif important de la réforme de l'architecture financière internationale.*

**Tableau 10. APD multilatérale accordée aux PMA, versements bruts, 2005-2009**

(En millions de dollars de 2009, en prix constants)

	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Total des donateurs multilatéraux</b>	<b>13 787,0</b>	<b>46 875,2</b>	<b>16 074,0</b>	<b>15 894,6</b>	<b>18 812,0</b>
Principales banques régionales de développement	1 783,4	6 942,9	2 089,3	2 273,0	3 468,2
Banque africaine de développement	173,6	177,2	152,6	149,7	148,9
Fonds africain de développement	1 017,8	5 967,4	1 088,5	1 114,8	1 852,2
Fonds asiatique de développement	510,3	723,9	731,5	886,5	896,7
Banque de développement des Caraïbes	..	..	..	10,8	14,2
Banque interaméricaine de développement, Fonds spécial	81,6	74,4	116,7	111,3	556,3
<b>Principales banques régionales de développement par rapport au total des donateurs multilatéraux (%)</b>	<b>12,9</b>	<b>14,8</b>	<b>13,0</b>	<b>14,3</b>	<b>18,4</b>

Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données du CAD de l'OCDE, septembre 2011.

---

*Les banques régionales ou sous-régionales de développement peuvent jouer un rôle particulièrement utile dans le cas de pays de petite ou de moyenne taille tels que les PMA, qui ne sont pas en mesure d'être très influents dans les institutions mondiales.*

---

Les banques régionales et sous-régionales de développement procurent un certain nombre d'avantages. Premièrement, compte tenu de la structure régionale de leur actionnariat, elles peuvent permettre aux pays en développement emprunteurs de mieux faire entendre leur voix, et renforcer l'appropriation et la maîtrise régionales. Deuxièmement, elles peuvent être plus efficaces dans leur gestion car elles ont tendance à s'en remettre à l'influence informelle des pairs au lieu d'imposer des conditions. Troisièmement, les asymétries d'information sont moins grandes au niveau régional, compte tenu de la proximité ainsi que de l'étroitesse des liens économiques et autres. À cet égard, Helleiner (2010) a proposé de faire un effort délibéré pour traduire le principe de «subsidiarité» dans la pratique du financement du développement. Ainsi, lorsque les investissements réalisés dans les pays en développement répondent à des objectifs mondiaux ou transrégionaux, il est des plus logiques que ce soit une institution mondiale qui joue le rôle prépondérant. Par contre, lorsque les objectifs sont nationaux ou régionaux, le recours à une institution mondiale s'impose moins. L'acquisition de connaissances et de compétences relatives au développement se fait mieux et se rapproche ainsi du terrain. Dans le même ordre d'idées, Birdsall and Rojas-Suarez (2004) font valoir que la capacité des banques régionales de développement de transmettre les connaissances qu'elles ont d'une région et de les mettre à profit peut être très utile aux pays pour élaborer les politiques les mieux adaptées à leurs besoins économiques.

---

*Les banques régionales et sous-régionales de développement peuvent aussi être particulièrement qualifiées pour fournir des biens publics régionaux.*

---

Les banques régionales ou sous-régionales de développement peuvent jouer un rôle particulièrement utile dans le cas de pays de petite ou de moyenne taille tels que les PMA, qui ne sont pas en mesure d'être très influents dans les institutions mondiales et dont la voix pourra être mieux entendue et leurs besoins mieux satisfaits par des institutions régionales et sous-régionales que par des institutions mondiales.

Les banques régionales et sous-régionales de développement peuvent aussi être particulièrement qualifiées pour fournir des biens publics régionaux. Le développement industriel s'inscrivant de plus en plus dans des réseaux régionaux de production, la mise en place d'une «infrastructure économique et sociale» – infrastructures, énergie, réseaux de télécommunication, etc. – au niveau régional devrait devenir de plus en plus essentielle. Dans ce contexte, les banques régionales de développement semblent être les institutions le plus appropriées pour superviser le financement et la réalisation de grands projets d'investissement, tout en veillant à ce que les intérêts des plus petits soient dûment pris en compte.

### 3. QUELQUES QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Les succès mitigés qu'ont enregistrés les banques régionales de développement amènent à se poser trois grandes questions.

---

*Les banques régionales et sous-régionales de développement doivent être considérées comme un élément clef du régionalisme développementiste grâce auquel les pays les moins avancés membres bénéficient des avantages de l'intégration.*

---

Premièrement, les banques régionales de développement ne peuvent pas opérer dans un vide directif. L'argument du présent Rapport est qu'elles doivent faire partie intégrante d'un cadre plus large de régionalisme développementiste, appuyé par un État développementiste catalyseur (voir le chapitre 3). Elles doivent être considérées comme un élément clef du régionalisme développementiste grâce auquel les pays les moins avancés membres bénéficient des avantages de l'intégration.

Deuxièmement, même si les banques régionales de développement accordent manifestement plus de priorité aux projets d'intégration régionale que ne le font les institutions financières internationales, tout semble indiquer qu'elles continuent de ne pas financer suffisamment de tels projets (Birdsall, 2006). Il faudra peut-être concevoir des modalités particulières pour promouvoir le financement de projets d'intégration régionale considérés comme des biens publics.

Troisièmement, un facteur important influant sur le fonctionnement des banques de développement, aussi bien multilatérales que régionales, est la structure de leur actionnariat. Certaines banques régionales ont comme

membres à la fois des pays développés et des pays en développement, dans des proportions qui varient; d'autres, surtout des banques sous-régionales de développement telles que la Société andine de développement, sont composées presque exclusivement de pays en développement. Il s'agit d'un élément à prendre en compte car les banques ont tendance à répondre aux objectifs politiques de leurs principaux actionnaires.

L'expérience montre que les banques régionales et sous-régionales de développement fonctionnent particulièrement bien lorsque leurs actionnaires sont aussi leurs clients. Un bon exemple est celui de la Banque européenne d'investissement qui, en tant que mécanisme financier, a beaucoup contribué à rendre l'intégration économique en Europe plus équitable, en octroyant des dons et des garanties pour la mise en place d'infrastructures régionales dans les zones moins avancées (Griffith-Jones and Hertova, 2008). La Société andine de développement (*Corporación Andina de Fomento* ou CAF) est aussi un bon exemple; c'est une banque régionale de développement exclusivement détenue par des pays en développement et qui se caractérise par la grande rapidité avec laquelle, en moyenne, ses prêts sont approuvés et par l'absence de conditionnalité.

Actuellement, les pays non emprunteurs jouissent encore d'une position forte dans la plupart des banques régionales de développement. Toutefois, si une part croissante des ressources financières de ces institutions vient de pays du Sud, le rapport de force changera probablement, ces pays ayant droit à des quotes-parts beaucoup plus élevées du capital et à un plus grand nombre de sièges au conseil d'administration. Une telle modification de l'actionnariat des banques régionales de développement pourrait en soi considérablement renforcer le sentiment d'appropriation politique, par les pays bénéficiaires, des programmes et des projets ainsi financés. La prochaine section est consacrée aux moyens d'y parvenir.

#### **D. L'accumulation de réserves de change dans les pays du Sud et les fonds souverains comme instruments de réserve**

On a toujours pensé que, en temps normal, les capitaux iraient des pays développés, riches en capitaux, vers les pays moins prospères, où les capitaux manquent. Or, cela n'a jamais vraiment été le cas, les transferts nets de capitaux des pays en développement vers les pays développés étant plus souvent la règle que l'exception. Au cours de la décennie écoulée, notamment, certains pays en développement ont considérablement accru leur épargne intérieure. Ils ont en outre accumulé de vastes réserves de change, d'une ampleur jusque-là inégalée, dont une partie est investie dans leurs fonds souverains (voir Griffith-Jones, 2011).

Entre décembre 2001 et la fin de 2010, le montant des réserves mondiales est passé de 2 050 milliards de dollars à 9 300 milliards de dollars (graphique 37). L'essentiel de cette augmentation est dû aux réserves accumulées par les pays en développement qui, globalement, ont représenté plus de 80 % de l'accumulation de réserves mondiales au cours de cette période; fin 2010, les réserves de ces pays s'établissaient à près de 6 100 milliards de dollars.

Il existe en gros deux groupes de pays en développement qui détiennent actuellement de vastes réserves de change. Le premier groupe se compose d'exportateurs de produits de base, en particulier de pétrole, qui ont accumulé de telles réserves à la faveur de la flambée des prix des produits de base. Certains sont des PMA: du coup, le montant des réserves totales détenues par les PMA a plus que quadruplé en valeur nominale entre 2000 et 2009 (tableau 11)<sup>2</sup>.

---

*L'expérience montre que les banques régionales et sous-régionales de développement fonctionnent particulièrement bien lorsque leurs actionnaires sont aussi leurs clients.*

---



---

*Si une part croissante des ressources financières de ces institutions vient de pays du Sud, le rapport de force changera probablement, ces pays ayant droit à des quotes-parts beaucoup plus élevées du capital et à un plus grand nombre de sièges au conseil d'administration.*

---



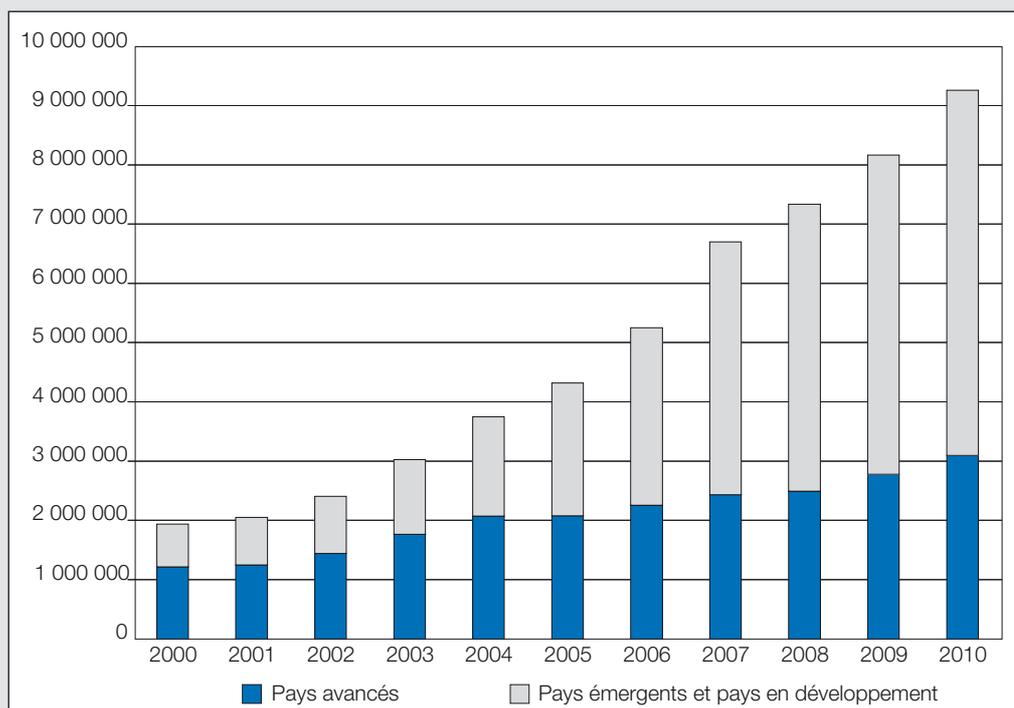
---

*Certains pays en développement ont considérablement accru leur épargne intérieure. Ils ont en outre accumulé de vastes réserves de change, d'une ampleur jusque-là inégalée, dont une partie est investie dans leurs fonds souverains.*

---

Graphique 37. Total des réserves mondiales de change, 2000-2010

(En millions de dollars)



Source: Griffith-Jones, 2011.

Tableau 11. Accumulation de réserves dans les PMA, différentes années

		1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Réserves totales (dont or) en millions de dollars	Tous PMA	4 018,6	5 889,0	15 396,1	33 688,7	44 364,6	53 549,5	62 737,5	67 526,6
	Max.	940,0	659,6	2 914,0	6 141,1	8 598,6	11 196,8	17 869,4	13 664,1
	Min.	1,0	0,0	0,3	25,4	25,4	34,3	57,9	146,0
	Médiane	48,7	80,6	160,0	249,5	439,7	552,8	650,7	790,0
	<b>Nombre de PMA pour lesquels il existe des données</b>	<b>33</b>	<b>40</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>43</b>	<b>41</b>	<b>40</b>	<b>37</b>
Réserves totales en mois d'importations	Moyenne pondérée des PMA	5,71	3,15	4,70	4,84	5,18	4,84	4,09	4,90
	Max	12,20	8,59	8,29	9,51	9,70	8,39	7,03	7,43
	Min.	0,08	0,09	0,64	0,23	0,46	0,74	0,84	0,96
	Médiane	1,25	1,91	2,74	3,65	4,01	3,97	3,72	5,29
	<b>Nombre de PMA pour lesquels il existe des données</b>	<b>31</b>	<b>35</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>28</b>	<b>21</b>

Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, à partir des Indicateurs du développement dans le monde, disponibles en ligne, juin 2011.

Le second groupe se compose de grands et moyens pays exportateurs d'articles manufacturés, qui enregistrent des excédents de balance commerciale et de balance des paiements depuis de nombreuses années; il est constitué d'un petit nombre de pays en développement d'Asie.

*Ce processus exceptionnel d'accumulation de réserves est sans équivalent dans l'histoire récente.*

Ce processus exceptionnel d'accumulation de réserves est sans équivalent dans l'histoire récente. Une part notable de ces actifs est détenue par des fonds souverains, dont la gestion est généralement indépendante de la gestion des réserves classiques assurée par la banque centrale ou le ministère des finances (Griffith-Jones, 2011; SWF Institute, 2011)<sup>3</sup>.

La principale raison de l'accumulation, par les exportateurs de produits de base, d'actifs étrangers au sein de fonds souverains a été la flambée des prix de ces produits, en particulier du pétrole. Les fonds souverains des pays producteurs de pétrole représentent près des trois quarts du total des avoirs gérés par ces fonds. Une autre raison du développement de ces fonds est l'accumulation d'actifs internationaux par des pays non exportateurs de produits de base enregistrant un excédent permanent de leur balance des paiements

courants (Aizenman and Glick, 2007). De nombreux pays semblent avoir, par prudence, plus de réserves que nécessaire et en ont transféré une partie à des instruments de placement spéciaux afin d'en maximiser les rendements. C'est le cas des pays d'Asie de l'Est, dont le total des fonds souverains dépasse les 800 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter d'énormes réserves en devises.

Le montant total des actifs des fonds souverains est estimé à 4 300 milliards de dollars, dont 3 500 milliards sont détenus par des pays en développement et des pays émergents (SWF, 2011)<sup>4</sup>. Il est intéressant de constater que trois PMA

*Le montant total des actifs des fonds souverains est estimé à 4 300 milliards de dollars, dont 3 500 milliards sont détenus par des pays en développement et des pays émergents.*

**Tableau 12. Fonds souverains des pays émergents et de pays en développement, mars 2011**

	Nom du fonds	Actifs (en milliards de dollars)	Démarrage	Origine
Émirats arabes unis-Abou Dhabi	Abu Dhabi Investment Authority	627	1976	Pétrole
Arabie saoudite	SAMA Foreign Holdings	439,1	..	Pétrole
Chine	SAFE Investment Company	347,1	1997	Autre que produits de base
Chine	China Investment Corporation	332,4	2007	Autre que produits de base
Chine (Hong Kong)	Hong Kong Monetary Authority Investment Portfolio	292,3	1993	Autre que produits de base
Koweït	Kuwait Investment Authority	260	1953	Pétrole
Singapour	Government of Singapore Investment Corporation	247,5	1981	Autre que produits de base
Chine	Caisse nationale de sécurité sociale	146,5	2000	Autre que produits de base
Singapour	Temasek Holdings	145,3	1974	Autre que produits de base
Fédération de Russie	National Welfare Fund	142,5a	2008	Pétrole
Qatar	Qatar Investment Authority	85	2005	Pétrole
Libye	Libyan Investment Authority	70	2006	Pétrole
Algérie	Fonds de régulation des recettes	56,7	2000	Pétrole
Émirats arabes unis-Abou Dhabi	International Petroleum Investment Company	48,2	1984	Pétrole
Kazakhstan	Kazakhstan National Fund	38,6	2000	Pétrole
République de Corée	Korea Investment Corporation	37	2005	Autre que produits de base
Malaisie	Khazanah Nasional	36,8	1993	Autre que produits de base
Brunéi	Brunei Investment Agency	30	1983	Pétrole
Iran, République islamique d'	Fonds de stabilisation pétrolier	23	1999	Pétrole
Chili	Fonds de stabilisation économique et sociale	21,8	1985	Cuivre
Azerbaïdjan	Fonds pétrolier d'État	21,7	1999	Pétrole
Émirats arabes unis-Dubaï	Investment Corporation of Dubai	19,6	2006	Pétrole
Émirats arabes unis-Abou Dhabi	Mubadala Development Company	13,3	2002	Pétrole
Bahreïn	Mumtalakat Holding Company	9,1	2006	Pétrole
Brésil	Fonds souverain du Brésil	8,6	2009	Autre que produits de base
Oman	State General Reserve Fund	8,2	1980	Pétrole et gaz
Botswana	Fonds Pula	6,9	1994	Diamants et minéraux
<b>Timor-Leste</b>	Fonds de Timor-Leste pour le pétrole	6,3	2005	Pétrole et gaz
Mexique	Fonds de stabilisation des recettes pétrolières	6,0	2000	Pétrole
Arabie saoudite	Public Investment Fund	5,3	2008	Pétrole
Chine	Fonds de développement sino-africain	5,0	2007	Autre que produits de base
Trinité-et-Tobago	Heritage and Stabilization Fund	2,9	2000	Pétrole
Émirats arabes unis-Ras al-Khaïmah	RAK Investment Authority	1,2	2005	Pétrole
Venezuela	FEM	0,8	1998	Pétrole
Viet Nam	State Capital Investment Corporation	0,5	2006	Autre que produits de base
Nigéria	Excess Crude Account	0,5	2004	Pétrole
<b>Kiribati</b>	Revenue Equalization Reserve Fund	0,4	1956	Phosphates
Indonésie	Government Investment Unit	0,3	2006	Autre que produits de base
<b>Mauritanie</b>	National Fund for Hydrocarbon Reserves	0,3	2006	Pétrole et gaz
Émirats arabes unis-Fédéral	Emirates Investment Authority	..	2007	Pétrole
Oman	Oman Investment Fund	..	2006	Pétrole
Émirats arabes unis-Abou Dhabi	Abu Dhabi Investment Council	..	2007	Pétrole

Source: Griffith-Jones, 2011.

<sup>a</sup> Ce chiffre inclut le fonds de stabilisation pétrolier de la Russie.

---

*La forte accumulation de réserves de la part des pays en développement pourrait avoir un effet positif en permettant de resserrer les liens financiers et d'élargir la coopération financière Sud-Sud.*

---

*Si seulement 1 % des actifs des fonds souverains des pays du Sud était investi dans les banques régionales de développement, le capital versé de ces institutions s'accroîtrait de 35 milliards de dollars.*

---

*Les pays du Sud pourraient renforcer le rôle des institutions financières régionales en leur affectant une petite partie des ressources financières actuellement gérées par leurs fonds souverains.*

---

*La coopération financière Sud-Sud devrait être considérée comme complémentaire de la traditionnelle coopération Nord-Sud, et non comme un substitut. Il est important de convaincre les partenaires du Sud de l'intérêt d'affecter une petite partie de leurs fonds de réserve au financement des activités menées par les banques régionales de développement, notamment dans les PMA.*

---

(Timor-Leste, Kiribati et Mauritanie) possèdent des fonds souverains, dont le total des actifs s'élève à 7 milliards de dollars. Le fonds le plus important est de loin celui du Timor-Leste – 6,3 milliards de dollars (voir le tableau 12)<sup>5</sup>.

Des niveaux aussi élevés de réserves de change et de fonds souverains ont des conséquences indésirables. Sur le plan national, surtout pour des pays pauvres comme les PMA, de fortes réserves ont inmanquablement un coût d'opportunité élevé en dépenses de développement et importations sacrifiées. Comme le fait observer Ghosh, «l'accumulation de réserves extérieures (par laquelle les pays en développement s'efforcent d'empêcher une appréciation de leurs taux de change et de s'assurer une protection contre d'éventuelles crises futures) s'est révélée assez onéreuse pour ces pays en termes de différentiels de taux d'intérêt et de ressources inutilisées», (Ghosh, 2008: 5; voir aussi Rapport 2008 sur les pays les moins avancés). Au niveau mondial, en revanche, la forte accumulation de réserves de la part des pays en développement pourrait avoir un effet positif en permettant de resserrer les liens financiers et d'élargir la coopération financière Sud-Sud.

---

## **E. Les fonds souverains et la promotion de la coopération financière Sud-Sud**

---

Sans sous-estimer les difficultés économiques, institutionnelles et politiques qu'une initiative de ce type susciterait, les pays du Sud pourraient renforcer le rôle des institutions financières régionales en leur affectant une petite partie des ressources financières actuellement gérées par leurs fonds souverains<sup>6</sup>. Cela permettrait aux fonds souverains de diversifier leurs actifs financiers à long terme – qui, actuellement, sont essentiellement placés dans des pays développés – et d'en faire coïncider les échéances avec celle à long terme des engagements des banques régionales de développement.

Il n'est pas du ressort du présent Rapport d'évaluer la viabilité d'une telle initiative, qui exigerait une étude de faisabilité complète. Toutefois, un calcul approximatif donne à penser que cette stratégie pourrait considérablement renforcer le rôle des banques régionales de développement, entraînant ainsi une forte augmentation des ressources disponibles pour le développement. Si seulement 1 % des actifs des fonds souverains des pays du Sud, par exemple, était investi dans les banques régionales de développement, le capital versé de ces institutions s'accroîtrait de 35 milliards de dollars. En partant de l'hypothèse prudente d'un ratio capital autorisé/capital versé de 2,8 (valeur effectivement appliquée par la SAD<sup>7</sup> à ses propres transactions financières), leur capital autorisé augmenterait de 98 milliards de dollars, ce qui leur permettrait d'accorder des prêts supplémentaires d'un montant annuel de plus de 84 milliards de dollars. Ce montant serait supérieur au total des prêts versés aux pays en développement par l'ensemble des banques régionales et multilatérales de développement – y compris la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement – en 2009, année où les prêts ont enregistré un record (à 64 milliards de dollars) en raison des crédits exceptionnels qui avaient dû être octroyés pour faire face à la crise financière mondiale.

Une augmentation de cette ampleur des capacités de prêt des banques régionales de développement serait manifestement un atout pour le financement d'infrastructures régionales (facilitant l'intégration commerciale régionale), ainsi que pour l'appui à apporter au développement des capacités productives intérieures, en particulier dans les PMA.

Toutefois, deux mises en garde importantes s'imposent si l'on veut promouvoir le développement de la coopération financière Sud-Sud. Premièrement, il importe de distinguer les possibilités croissantes de coopération financière Sud-Sud des responsabilités historiques qui sous-tendent le cadre traditionnel de la coopération pour le développement. Comme cela a été dit dans l'introduction, la coopération financière Sud-Sud devrait être considérée

comme complémentaire de la traditionnelle coopération Nord-Sud, et non comme un substitut. Deuxièmement, les partenaires du Sud doivent pouvoir recourir activement à cette nouvelle forme de coopération pour en retirer des avantages mutuels. L'accroissement de l'aide financière consentie doit aller de pair avec une plus grande participation à la gouvernance des banques régionales de développement.

## F. Conclusions

Il a été proposé, dans le présent chapitre, d'établir un lien entre les banques régionales de développement et les fonds souverains afin d'encourager le développement des capacités productives des PMA dans une optique régionale. Il s'agirait de doter ces banques des ressources nécessaires pour leur permettre de promouvoir les infrastructures sociales et industrielles des PMA; elles peuvent jouer un rôle catalyseur en tant qu'intermédiaires chargés d'affecter des ressources financières détenues par des pays émergents et des pays en développement à des investissements contribuant au renforcement des capacités productives dans les PMA. La raison d'être de cette proposition est double. Premièrement, l'existence même de telles réserves au Sud est un phénomène relativement nouveau et il ne faut pas rater l'occasion de mettre les possibilités ainsi offertes au service du développement des PMA. Deuxièmement, le cadre de la coopération Sud-Sud, étant moins assujéti à des conditionnalités que ne le sont les pratiques des donateurs traditionnels, permettrait tout particulièrement d'assouplir les contraintes financières qui limitent la marge d'action des PMA.

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, plusieurs pays en développement ont accumulé de vastes réserves de change. Entre décembre 2001 et la fin de 2010, les réserves mondiales ont quadruplé. Les pays en développement ont globalement représenté plus de 80 % de l'accumulation de réserves mondiales au cours de cette période. Une part importante des actifs en devises est placée dans des fonds souverains, dont les actifs totaux, au niveau mondial, étaient estimés à quelque 4 300 milliards de dollars fin 2010. La grande majorité (3 500 milliards de dollars) de ces actifs est détenue par des pays en développement, dont quelques PMA.

Les banques régionales de développement offrent divers avantages en tant qu'instruments financiers publics utilisés par les gouvernements pour encourager des investissements contribuant au renforcement des capacités productives dans une optique de coopération régionale Sud-Sud. Étant publiques et grâce à une marge d'action relativement importante, elles peuvent remédier aux dysfonctionnements et aux lacunes du marché qui font que les banques privées hésitent à prêter aux pays les plus pauvres – surtout dans des secteurs d'une importance vitale pour le développement national comme les infrastructures, l'économie verte, la recherche-développement ou les PME –, investir dans ces domaines étant synonyme d'échéances assez longues et de risques élevés. Les banques régionales de développement peuvent aussi accorder des prêts contracycliques, c'est-à-dire fournir des liquidités supplémentaires lors des crises et assurer le financement à long terme de projets d'investissement à horizon long.

En partant d'hypothèses plausibles, il suffirait d'affecter 1 % des actifs détenus par les fonds souverains de pays en développement et de pays émergents aux banques régionales de développement pour leur permettre d'accorder des prêts supplémentaires d'un montant annuel de 84 milliards de dollars, soit plus que le total des prêts versés aux pays en développement par l'ensemble des banques régionales et multilatérales de développement en 2009.

Les pays en développement détenteurs de réserves pourraient juger intéressant de financer les banques régionales de développement, les taux

---

*Il a été proposé, dans le présent chapitre, d'établir un lien entre les banques régionales de développement et les fonds souverains afin d'encourager le développement des capacités productives des PMA dans une optique régionale.*

---

*Les banques régionales de développement peuvent jouer un rôle catalyseur en tant qu'intermédiaires chargés d'affecter des ressources financières détenues par des pays émergents et des pays en développement à des investissements contribuant au renforcement des capacités productives dans les PMA.*

---



---

*Il suffirait d'affecter 1 % des actifs détenus par les fonds souverains de pays en développement et de pays émergents aux banques régionales de développement pour leur permettre d'accorder des prêts supplémentaires d'un montant annuel de 84 milliards de dollars.*

---

---

*Il importe de ne pas confondre les nouvelles possibilités de coopération Sud-Sud avec les responsabilités anciennes associées à la traditionnelle coopération pour le développement.*

---

de croissance attendus dans les PMA étant, selon toute probabilité, appelés à rester supérieurs à ceux des pays développés dans un avenir immédiat. De plus, le caractère à long terme des projets de développement conviendra sans doute aux gestionnaires de fonds, qui privilégient généralement la durée et l'absence de risque.

Pourtant, en raison surtout de sa nouveauté, cette solution pourrait être vue par certains décideurs dans les pays émergents, du moins au début, comme financièrement et politiquement risquée. À cet égard, il importe de ne pas confondre les nouvelles possibilités de coopération Sud-Sud avec les responsabilités anciennes associées à la traditionnelle coopération pour le développement, au risque de diluer ces dernières. Dans ces conditions, une initiative internationale visant à asseoir une confiance réciproque entre PMA, donateurs traditionnels et financiers potentiels du Sud serait des plus souhaitables.

---

## Notes

---

- <sup>1</sup> Consensus de Monterrey, par. 45.
- <sup>2</sup> En mois d'importations, les réserves des PMA ont simplement stagné (tableau 3).
- <sup>3</sup> Il est à noter que certaines réserves accumulées par des pays en développement correspondent à des emprunts.
- <sup>4</sup> Voir également le tableau 3 pour la liste des fonds souverains des pays en développement et des pays émergents et le niveau de leurs actifs; les actifs des trois PMA figurent en noir foncé dans le tableau 4.
- <sup>5</sup> Il est en soi admirable qu'un PMA s'engage à construire pour demain au lieu de dépenser aujourd'hui; un geste pour qu'il reste quelque chose pour le pays quand il n'y aura plus de pétrole. Pourtant, dans un pays aussi pauvre, les compromis qu'il faut faire entre épargner en prévision du lendemain et dépenser pour le développement aujourd'hui suscitent d'intenses controverses, ce qui est compréhensible.
- <sup>6</sup> La Banque mondiale a également appelé à utiliser 1 % des fonds souverains en faveur du développement (Zoellick, 2008; et Ochoa and Keenan, 2010).
- <sup>7</sup> La SAD (Société andine de développement), l'une des rares banques Sud-Sud à exister depuis longtemps, appartient pour l'essentiel aux pays andins d'Amérique latine.

---

## Bibliographie

---

- Aizenman J and Glick R (2007). Sovereign wealth funds: Stumbling blocks or stepping stones to financial globalization? FRBSF Economic Letter 2007-38. Available at: <http://www.frbsf.org/publications/economics/letter/2007/el2007-38.html>.
- Berthelemy JC (2011). China's engagement and aid effectiveness in Africa. Working Paper no.129, African Development Bank, Tunis.
- Birdsall N (2006). Overcoming coordination and attribution problems: Meeting the challenge of underfunded regionalism. In: Kaul I and Conceicao P (eds.). *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*. University Press, New York.
- Birdsall N and Rojas-Suarez L (eds.) (2004). *Financing Development: The Power of Regionalism*. Peterson Institute Press, Washington, DC.
- Brant P (2011). Foreign aid with Chinese characteristics: China releases first paper on White Paper on aid. Available at: <http://www.whydev.org/foreign-aid-with-chinese-characteristics-chinas-first-foreign-aid-white-paper/>.
- Brautigam D (1998). *Chinese Aid and African Development: Exporting Green Revolution*. Palgrave Macmillan, Basingstoke.
- Brautigam D (2008). China's African aid: transatlantic challenges. The German Marshall Fund of the United States, Washington, DC.
- Brautigam D (2010). China, Africa and the international aid architecture. Working Paper no. 107, African Development Bank, Tunis.
- Brautigam D and Xiaoyang T (2011). African Shenzhen: China's special economic zones in Africa. *Journal of Modern African Studies*, 49(1): 27-54.

- Broadman H, Isik G, Plaza S, Ye X and Yoshino Y (2007). *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*. World Bank, Washington, DC.
- Cook S and Gu J (2009). The global financial crisis: Implications for China's South-South cooperation.
- Davies M (2010). How China is influencing Africa's development. Background paper prepared for Perspectives on OECD's *Global Development Report 2010*, Paris.
- Foster V, Butterfield W, Chen C and Pushak N (2008). Building bridges: China's growing role as infrastructure financier for Africa. Trends and Policy Options no. 5, World Bank, Washington, DC.
- Ghosh J (2008). The financial crisis and the developing world. Available at: [http://www.networkideas.org/news/oct2008/print/prnt251008\\_World.htm](http://www.networkideas.org/news/oct2008/print/prnt251008_World.htm).
- Griffith-Jones S (2011). South-South financial cooperation. Background paper prepared for UNCTAD's The Least Developed Countries Report 2011. New York and Geneva.
- Griffith-Jones S, Griffith-Jones D and Hertova D (2008). Enhancing the role of regional development banks. G-24 Discussion Paper no. 50, UNCTAD, New York and Geneva.
- Griffith-Jones S and Ocampo JA (2010). International financial architecture seen through the lens of economic crisis: achievements and numerous challenges. IFEMA Convention Centre, Madrid.
- Helleiner EC (2010). The new politics of global reserve reform. *Journal of Globalization and Development*, 1(2): article 12.
- IMF (2011). Currency composition of official foreign exchange reserves. Available at: <http://www.imf.org/external/np/sta/cofer/eng/index.htm>.
- Information Office of the State Council (2011). China's foreign aid. The People's Republic of China. Available at: [http://news.xinhuanet.com/english2010/china/2011-04/21/c\\_13839683.htm](http://news.xinhuanet.com/english2010/china/2011-04/21/c_13839683.htm).
- Kaplinsky R and Farooki M (2010). Africa's cooperation with new and emerging development partners: Options for Africa's development. Report prepared for the Office of the Special Advisor on Africa. United Nations, New York.
- Kragelund P (2010). The potential role of non-traditional donors' aid in Africa. Issue Paper no. 11, International Centre on Trade and Sustainable Development, Geneva.
- National Bureau of Statistics of China (2010). *China Statistical Yearbook 2010*. China Statistics Press, Beijing.
- Ocampo J and Titelman D (2009). Subregional financial cooperation: The South American experience. *Journal of Post Keynesian Economics*, 32(2): 249–268.
- Ochoa C and Keenan PJ (2010). The human rights potential of Sovereign Wealth Funds. Georgetown International Law Journal Symposium. Available at: <http://ssrn.com/abstract=1374880>.
- SWF Institute (2011). Sovereign Wealth Fund rankings. Sovereign Wealth Fund, Las Vegas. Available at: <http://www.swfinstitute.org/fund-rankings/>.
- UNCTAD (2006). *Least Developed Countries Report 2006: Developing Productive Capacities*. United Nations publications. Sales No. E.06.II.D.6. New York and Geneva.
- UNCTAD (2008). *Least Developed Countries Report 2008: Growth, Poverty and the Terms of Development Partnership*. United Nations publications. Sales No. E.08.II.D.20. New York and Geneva.
- UNCTAD (2010a). *Least Developed Countries Report 2010: Towards a New International Development Architecture*. United Nations publications. Sales No. E.10.II.D.5. New York and Geneva.
- UNCTAD (2010b). *Economic Development in Africa Report 2010. South-South cooperation: Africa and the new forms of development partnership*. United Nations publications, Sales No. E. 10.II.D.13, New York and Geneva.
- UN-DESA (2005). *World Economic and Social Survey: Financing for Development*. United Nations publications. Sales No. E.05.II.C.1. New York and Geneva.
- UNDP (2009). *Enhancing South-South and Triangular Cooperation: Study of the Current Situation and Existing Good Practices in Policy, Institutions, and Operation of South-South and Triangular Cooperation*. New York.
- UN-OHRLLS (2011). Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2011–2020. Agenda item 8, Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries, 9-13 May, Istanbul.
- United Nations (2002). Monterrey Consensus of the International Conference on Financing for Development: The final text of agreements and commitments adopted at the International Conference on Financing for Development. Monterrey, 18–22 March.
- Zoellick R (2008). A challenge of economic statecraft. Address at the Center for Global Development, 2 April. Available at: <http://go.worldbank.org/KRFPZ4OU30>.



**ANNEXE**  
**TABLEAUX STATISTIQUES**  
**SUR LES PAYS**  
**LES MOINS AVANCÉS**

## Table des matières

	Page
<i>Notes explicatives</i> .....	127
<i>Abréviations</i> .....	128
<b>Tableaux</b>	
1. Indicateurs du développement des pays les moins avancés .....	133
2. PIB réel par habitant et population: évolution .....	134
3. PIB réel, total et par habitant: taux moyen annuel de croissance .....	135
4. Secteur agricole: part et production totale par habitant .....	136
5. Production vivrière totale et par habitant: taux moyen annuel de croissance.....	137
6. Secteur manufacturier: part du PIB et taux moyen annuel de croissance .....	138
7. Formation brute de capital fixe: part du PIB et taux moyen annuel de croissance.....	139
8. Indicateurs relatifs à la superficie et à la population, 2009 .....	140
9. Indicateurs relatifs à la démographie .....	141
10. Indicateurs relatifs à la santé, 2009 .....	142
11. Indicateurs relatifs à la nutrition et à l'hygiène.....	143
12. Indicateurs relatifs à l'enseignement et à l'alphabétisation .....	144
13. Indicateurs relatifs aux communications et aux médias .....	145
14. Indicateurs relatifs aux transports et aux réseaux de transport .....	146
15. Indicateurs relatifs à l'énergie, à l'environnement et aux catastrophes naturelles.....	147
16. Condition de la femme dans les PMA .....	148
17. Principales exportations de marchandises de l'ensemble des PMA en 2008-2010.....	149
18. Exportations totales de marchandises: montant et taux moyen annuel de croissance .....	150
19. Importations totales de marchandises: montant et taux moyen annuel de croissance .....	151
20. Principaux marchés d'exportation des PMA: part en pourcentage en 2010 .....	152
21. Principales sources d'importation des PMA: part en pourcentage en 2010 .....	153
22. Indices du commerce des marchandises .....	154
23. Exportations totales de services: montant et taux moyen annuel de croissance .....	155
24. Importations totales de services: montants et taux moyen annuel de croissance .....	156
25. Indicateurs relatifs au tourisme dans les PMA .....	157
26. Flux financiers à destination des PMA en dollars courants et constants .....	158
27. Répartition des flux financiers à destination des PMA et de l'ensemble des pays en développement .....	159
28. Part des PMA dans les flux financiers à destination de l'ensemble des pays en développement, par type d'apport .....	160
29. Apports nets au titre de l'APD de chaque pays membre du CAD aux PMA.....	161
30. APD bilatérale des pays membres du CAD, des autres pays et des institutions multilatérales aux PMA.....	162
31. APD nette aux PMA en provenance des pays membres du CAD et d'institutions multilatérales: Répartition par donateur et part allouée aux PMA dans le total des apports d'APD à l'ensemble des pays en développement.....	163
32. Apports totaux de ressources financières et d'APD de toutes provenances à chacun des PMA.....	164
33. Versements nets d'APD bilatérale et multilatérale à chacun des PMA.....	165
34. Total des versements bruts nets publics et des dons privés, par secteur.....	166
35. Investissements étrangers directs dans les PMA: entrées et sorties .....	167
36. Dette extérieure et service de la dette, par catégorie de prêteur .....	168
37. Dette extérieure totale et paiements totaux au titre du service de la dette de chacun des PMA.....	169
38. Indicateurs relatifs à la viabilité de l'endettement .....	170

## Notes explicatives

### Groupements de pays utilisés dans le présent rapport

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, 48 pays figuraient sur la liste des pays les moins avancés établie par l'Organisation des Nations Unies, à savoir un de moins qu'en 2010, les Maldives étant sorties de cette catégorie le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Comme les données communiquées dans le présent rapport ne vont pas au-delà de l'année 2010, elles concernent les pays qui figuraient dans la catégorie des pays les moins avancés en 2010, qui comprenait donc les Maldives.

#### Pays les moins avancés

Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Timor-Leste, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

#### Classification géographique des PMA

**PMA africains (et Haïti):** Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo et Zambie (32).

**PMA asiatiques:** Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao et Yémen (8).

**PMA insulaires:** Comores, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu (9).

#### Principales zones économiques

Le classement des pays et territoires en grandes zones économiques, utilisé dans le présent document, n'a été adopté qu'aux fins de présentation des statistiques et suit celui du Manuel de statistiques de la CNUCED publié en 2011. Les pays et les territoires sont classés en grandes zones économiques comme suit:

**Pays développés:** Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bermudes, Bulgarie, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, îles Féroé, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Groenland, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Siège, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

**Union européenne:** Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède.

**Pays en transition:** Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine.

**Ensemble des pays en développement:** Tous les autres pays, territoires et zones d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Océanie non précisés ci-dessus.

**Autres pays en développement:** Tous les pays en développement à l'exception des PMA.

**Principaux exportateurs de pétrole (pays en développement):** Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Brunei Darussalam, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Venezuela (République bolivarienne du) et Yémen.

**Nouveaux pays industriels, première génération:** Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine), province chinoise de Taiwan, République de Corée et Singapour.

**Nouveaux pays industriels, deuxième génération:** Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

#### Autres groupements de pays

**Pays membres du CAD:** Les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE sont les suivants: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

**Pays non membres du CAD qui communiquent des informations au CAD de l'OCDE:** Hongrie, Islande, Mexique, Pologne, République slovaque, République tchèque, Thaïlande, Turquie et pays arabes (Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Libye, Qatar et République islamique d'Iran).

#### Autres notes

**Calcul des taux moyens annuels de croissance:** En général, ces taux sont définis par le coefficient b de la fonction exponentielle de tendance  $y^t = ae^{bt}$  où t représente le temps. Cette méthode permet de prendre en compte toutes les observations concernant une période donnée. Les taux de croissance obtenus traduisent ainsi des tendances qui ne sont pas faussées par des valeurs exceptionnelles.

Les taux d'accroissement de la population sont calculés en tant que taux de croissance exponentiels.

Sauf indication contraire, le terme dollar (\$) s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ou celle des pourcentages figurant dans les tableaux ne correspond pas nécessairement aux totaux indiqués.

Les symboles suivants ont été utilisés:

Un tiret (-) signifie que les données ne sont pas applicables.

Deux points (:) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas fournies séparément.

Un zéro (0) indique que le montant est nul ou négligeable.

Un trait d'union (-) entre deux années, par exemple 1980-1990, indique qu'il s'agit de la période tout entière (y compris la première et la dernière année).

## Abbreviations

AIE	Agence internationale de l'énergie
APD	Aide publique au développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPD	Comité des politiques de développement de l'ONU
CRED	Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes
CTCI	Classification type pour le commerce international
EIA	Energy Information Administration
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOSTAT	Base de données statistiques de la FAO
FASR	Facilité d'ajustement structurel renforcée
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
GAVI	Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination
IDA	Association internationale de développement
IDH	Indice de développement humain
IED	Investissement étranger direct
IPM	Indice de la pauvreté multidimensionnelle
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFDA	Office of US Foreign Disaster Assistance
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTTE	Pays pauvres très endettés
RNB	Revenu national brut
STN	Société transnationale
UE	Union européenne
UIP	Union interparlementaire
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UPU	Union postale universelle
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus d'immunodéficience humaine

## 1. Indicateurs du développement des pays les moins avancés

Pays	RNB par habitant (dollars courants) <sup>a</sup>	Indice de vulnérabilité économique <sup>b</sup>	Indice du capital humain <sup>c</sup>	Revenu	Indice du développement humain (IDH)		Indice de la pauvreté multi-dimensionnelle (IPM)
					Valeur	Rang	Valeur
					2010		2008
	2010	Examen du CDP, 2009		Juillet 2011	2010		
Afghanistan	457 <sup>d</sup>	39,5	15,2	Faible	0,35	155	..
Angola	3 960	49,8	26,0	Moyen inférieur	0,40	146	0,452
Bangladesh	640	23,2	53,3	Faible	0,47	129	0,291
Bénin	750	42,5	41,1	Faible	0,44	134	0,412
Bhoutan	1920	52,9	58,6	Moyen inférieur	..	..	..
Burkina Faso	550	43,8	33,2	Faible	0,31	161	0,536
Burundi	160	56,8	22,1	Faible	0,28	166	0,53
Cambodge	760	55,6	57,8	Faible	0,49	124	0,263
Comores	820	56,9	48,2	Faible	0,43	140	0,408
Djibouti	1 280 <sup>d</sup>	51,2	44,5	Moyen inférieur	0,40	147	0,139
Érythrée	340	55,5	36,2	Faible	..	..	..
Éthiopie	380	32,0	28,4	Faible	0,33	157	0,582
Gambie	440	56,3	42,6	Faible	0,39	151	0,324
Guinée	380	27,9	37,4	Faible	0,34	156	0,505
Guinée-Bissau	540	60,5	33,8	Faible	0,29	164	..
Guinée équatoriale	14 680	60,5	49,5	Haut: non-OCDE	0,54	117	..
Haïti	650	52,2	39,8	Faible	0,40	145	0,306
Îles Salomon	1 030	58,0	64,1	Moyen inférieur	0,49	123	..
Kiribati	2 010	75,3	87,6	Moyen inférieur	..	..	..
Lesotho	1 080	49,9	61,9	Moyen inférieur	0,43	141	0,22
Libéria	190	65,5	30,6	Faible	0,30	162	0,484
Madagascar	440	37,2	45,5	Faible	0,43	135	0,413
Malawi	330	55,9	46,2	Faible	0,38	153	0,384
Maldives	4 270	58,2	87,5	Moyen supérieur	0,60	107	..
Mali	600	42,3	32,6	Faible	0,31	160	0,564
Mauritanie	1 060	47,1	54,6	Moyen inférieur	0,43	136	0,352
Mozambique	440	48,7	27,5	Faible	0,28	165	0,481
Myanmar	380 <sup>d</sup>	37,4	66,0	Faible	0,45	132	0,088
Népal	490	33,6	58,3	Faible	0,43	138	0,35
Niger	360	45,8	22,8	Faible	0,26	167	0,642
Ouganda	490	51,9	51,3	Faible	0,42	143	..
Rép. centrafricaine	460	45,1	27,2	Faible	0,32	159	0,512
Rép. dém. du Congo	180	49,3	22,6	Faible	0,24	168	0,393
Rép. dém. populaire lao	1 000	59,9	62,3	Moyen inférieur	0,50	122	0,267
Rép.-Unie de Tanzanie	530	31,0	40,6	Faible	0,40	148	0,367
Rwanda	540	55,0	33,0	Faible	0,39	152	0,443
Samoa	2 930	64,3	92,2	Moyen inférieur	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	1 200	55,0	72,1	Moyen inférieur	0,49	127	0,236
Sénégal	1 050	37,6	40,7	Moyen inférieur	0,41	144	0,384
Sierra Leone	340	50,7	20,4	Faible	0,32	158	0,489
Somalie	2 11 <sup>d</sup>	62,6	9,4	Moyen inférieur	..	..	0,514
Soudan	1 270	52,9	51,4	Moyen inférieur	0,38	154	..
Tchad	600	53,5	20,0	Faible	0,29	163	0,344
Timor-Leste	2 220	56,7	54,0	Moyen inférieur	0,50	120	..
Togo	440	42,8	42,6	Faible	0,43	139	0,284
Tuvalu	2 749 <sup>d</sup>	79,7	88,4	Moyen inférieur	..	..	..
Vanuatu	2 760	62,3	72,3	Moyen inférieur	..	..	..
Yémen	1 060	44,9	52,1	Moyen inférieur	0,44	133	0,283
Zambie	1 070	52,8	40,7	Moyen inférieur	0,39	150	0,325

Source: Base de données du Comité des politiques de développement (CPD) de l'ONU, examen de 2009; Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde, mai 2011; Nations Unies, base de données Undata, base de données Undata, mai 2011; PNUD, Rapport sur le développement humain 2010, mai 2011; Banque mondiale, classification des pays selon leur revenu, juillet 2011.

a RNB en dollars courants selon la méthode utilisée pour l'Atlas de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, août 2011.

b Plus l'indice de vulnérabilité économique est élevé, plus la vulnérabilité est grande. Voir les notes explicatives à l'adresse [http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp\\_publications/2008cdphandbook.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/2008cdphandbook.pdf).

c Plus l'indice du capital humain est bas, plus le capital humain est faible. Voir les notes explicatives à l'adresse [http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp\\_publications/2008cdphandbook.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/2008cdphandbook.pdf).

d Données de 2009 pour l'Afghanistan, Djibouti, le Myanmar, la Somalie et Tuvalu. Source: Undata, base de données sur les principaux agrégats des comptabilités nationales, août 2011.

e Plus l'IPM est élevé, plus la population est pauvre. Voir les notes explicatives sur les indicateurs composites du Rapport sur le développement humain à l'adresse <http://hdrstats.undp.org/images/explanations/PSE.pdf>.

## 2. PIB réel par habitant et population: évolution

Pays	PIB réel par habitant						Taux moyen annuel de croissance du PIB par habitant			Population			
	En dollars constants de 2005						En pourcentage			Niveau (en millions)	Taux moyen annuel de croissance (en pourcentage)		
	1990	2000	2005	2008	2009	2010 <sup>a</sup>	1980-1990	1990-2000	2000-2010	2010	1980-1990	1990-2000	2000-2010
Afghanistan	280	120	248	303	362	382	-0,3	-7,2	12,3	31,4	-1,3	5,8	3,1
Angola	1 037	873	1 206	1 779	1 723	1 702	0,3	-0,8	8,8	19,1	3,1	3,0	3,2
Bangladesh	265	341	410	477	501	525	1,1	2,6	4,5	148,7	2,7	2,1	1,3
Bénin	480	547	571	595	593	591	0,5	1,4	0,7	8,8	2,8	3,2	3,1
Bhoutan	608	979	1 221	1 533	1 603	1 682	7,6	5,4	5,7	0,7	2,8	0,0	2,4
Burkina Faso	258	325	382	400	400	411	-0,1	2,5	2,3	16,5	2,6	2,8	3,0
Burundi	204	152	148	153	154	156	1,0	-3,8	0,2	8,4	3,2	1,2	2,9
Cambodge	219	324	471	593	571	598	2,3	3,6	7,1	14,1	4,1	2,7	1,2
Comores	673	600	602	570	562	559	-0,2	-1,3	-0,9	0,7	2,9	2,5	2,7
Djibouti	974	846	878	964	994	1 019	-4,5	-1,2	2,0	0,9	5,3	2,6	1,9
Érythrée <sup>b</sup>	-	264	245	201	202	201	-	3,8	-3,4	5,3	-	1,8	3,6
Éthiopie <sup>c</sup>	-	137	165	212	228	241	-	2,2	6,3	82,9	-	3,0	2,3
Gambie	427	440	419	463	471	484	-1,0	0,0	0,8	1,7	4,5	2,9	2,9
Guinée	291	299	325	331	340	339	0,6	0,6	1,1	10,0	2,6	3,8	1,8
Guinée-Bissau	466	419	419	418	422	428	0,5	-1,6	0,1	1,5	1,9	2,0	2,0
Guinée équatoriale	881	4 149	11 856	16 259	16 652	16 061	-3,4	19,7	13,2	0,7	5,6	3,4	3,0
Haïti	638	474	426	436	443	415	-2,0	-2,7	-0,9	10,0	2,3	2,0	1,4
Îles Salomon	1 042	945	874	1 040	993	1 024	-0,9	0,2	2,1	0,5	3,2	2,9	2,6
Kiribati	962	1 190	1 148	1 162	1 137	1 139	-1,9	2,1	-0,3	0,1	2,8	1,5	1,7
Lesotho	486	592	641	708	711	720	1,6	2,2	2,1	2,2	2,3	1,9	1,0
Libéria	243	227	161	176	176	178	-6,0	0,6	-2,5	4,0	1,0	3,2	3,6
Madagascar	336	293	282	308	284	271	-1,5	-1,1	0,1	20,7	2,7	3,1	3,0
Malawi	193	210	215	251	262	270	-2,1	1,2	3,3	14,9	4,4	1,7	2,9
Maldives	1 304	2 168	2 540	3 369	3 196	3 406	8,1	5,5	5,2	0,3	3,5	2,2	1,4
Mali	311	356	416	437	443	449	2,0	1,9	2,0	15,4	1,8	2,7	3,1
Mauritanie	530	533	572	717	692	707	-1,1	0,1	3,9	3,5	2,8	2,9	2,7
Mozambique	173	237	317	367	374	391	-1,8	4,0	5,0	23,4	1,0	3,1	2,5
Myanmar	83	145	258	352	366	383	-1,2	5,6	10,9	48,0	1,8	1,4	0,6
Népal	224	285	303	320	335	344	2,2	2,4	1,8	30,0	2,4	2,5	2,0
Niger	266	245	259	270	258	268	-4,3	-0,2	0,7	15,5	2,8	3,5	3,6
Ouganda	211	301	353	405	419	427	0,1	4,1	3,8	33,4	3,4	3,2	3,3
Rép. centrafricaine	323	333	336	394	393	398	-1,6	0,6	2,0	4,4	2,6	2,4	1,7
Rép. dém. du Congo	287	118	126	138	138	144	-1,4	-7,8	2,5	66,0	3,0	3,1	2,9
Rép. dém. populaire lao	261	379	476	628	665	706	2,4	4,0	6,8	6,2	2,7	2,4	1,5
Rép.-Unie de Tanzanie	269	303	373	421	434	448	-0,4	1,0	4,1	44,8	3,1	2,9	2,8
Rwanda	241	220	281	338	348	359	-1,7	-1,1	5,3	10,6	3,6	1,3	2,5
Samoa	1 624	1 909	2 416	2 498	2 445	2 436	0,6	1,8	2,6	0,2	0,4	0,9	0,3
Sao Tomé-et-Principe	739	707	861	1 010	1 033	1 061	-3,1	-0,3	4,5	0,2	2,0	2,0	1,6
Sénégal	708	729	801	820	816	828	0,1	0,6	1,4	12,4	3,0	2,7	2,7
Sierra Leone	452	197	289	317	323	332	0,1	-8,9	4,8	5,9	2,4	0,2	3,5
Somalie	395	267	277	280	281	282	1,6	-4,3	0,5	9,3	0,0	1,1	2,3
Soudan	473	739	916	1 094	1 115	1 142	-2,6	4,7	4,5	43,6	2,8	2,6	<sup>2,5</sup>
Tchad	348	358	600	555	532	544	3,1	0,2	4,5	11,2	2,8	3,2	3,1
Timor-Leste <sup>d</sup>	-	-	346	389	410	425	0,0	0,0	2,8	1,1	-	-	2,6d
Togo	495	415	390	397	401	406	-1,4	-0,9	0,0	6,0	3,3	2,7	2,3
Tuvalu	1 401	2 059	2 366	2 463	2 507	2 507	5,5	3,2	1,9	0,0	1,2	0,4	0,4
Vanuatu	1 849	2 084	1 925	2 168	2 233	2 228	3,1	0,7	1,5	0,2	2,4	2,3	2,7
Yémen <sup>e</sup>	609	801	866	896	903	946	0,8	3,7	1,5	24,1	3,7e	4,0	3,1
Zambie	685	564	634	703	707	727	-2,1	-2,1	2,7	13,1	3,1	2,6	2,5
<b>PMA</b>	<b>301</b>	<b>329</b>	<b>404</b>	<b>473</b>	<b>484</b>	<b>497</b>	<b>-0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>4,5</b>	<b>832,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	334	334	403	472	476	484	-1,0	0,4	4,1	526,1	2,8	2,8	2,7
<i>PMA asiatiques</i>	246	315	398	467	489	513	1,0	2,7	5,2	303,1	2,3	2,4	1,6
<i>PMA insulaires<sup>f</sup></i>	1 090	1 226	979	1 110	1 091	1 117	0,8	1,4	-0,8	3,4	2,6	2,3	6,2
<b>Autres pays en développement</b>	<b>1 416</b>	<b>1 943</b>	<b>2 362</b>	<b>2 786</b>	<b>2 822</b>	<b>3 000</b>	<b>1,6</b>	<b>3,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4 712,5</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>1 276</b>	<b>1 722</b>	<b>2 080</b>	<b>2 445</b>	<b>2 474</b>	<b>2 624</b>	<b>1,5</b>	<b>3,1</b>	<b>4,7</b>	<b>5 545,1</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

a Données provisoires pour 2010.

b Les données relatives à l'Érythrée commencent en 1992.

c Les données relatives à l'Éthiopie commencent en 1992.

d Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003.

e Avant 1990, les données relatives au Yémen concernent les anciennes République arabe et République démocratique du Yémen.

f Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003, rendant les séries incomplètes.

## 3. PIB réel, total et par habitant: taux moyen annuel de croissance

(En dollars de 2005, en pourcentage)

Pays	PIB réel							PIB réel par habitant						
	1980-1990	1990-2000	2000-2009	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>	1980-1990	1990-2000	2000-2009	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>
Afghanistan	-1,6	-1,8	15,9	16,2	2,3	22,5	8,2	-0,3	-7,2	12,3	13,3	-0,1	19,6	5,4
Angola	3,4	2,2	12,3	20,3	13,2	-0,4	1,6	0,3	-0,8	8,8	16,7	10,0	-3,2	-1,2
Bangladesh	3,8	4,7	5,9	6,4	6,2	6,0	6,0	1,1	2,6	4,5	5,2	5,1	4,9	4,8
Bénin	3,3	4,6	3,8	4,6	5,0	2,7	2,5	0,5	1,4	0,7	1,5	2,0	-0,2	-0,4
Bhoutan	10,6	5,4	8,3	19,7	5,0	6,3	6,7	7,6	5,4	5,7	17,3	3,0	4,5	4,9
Burkina Faso	2,5	5,4	5,4	3,6	4,5	3,2	5,8	-0,1	2,5	2,3	0,6	1,4	0,2	2,7
Burundi	4,2	-2,6	3,1	3,2	4,3	3,5	3,9	1,0	-3,8	0,2	0,1	1,2	0,6	1,2
Cambodge	6,5	6,4	8,4	10,2	6,7	-2,7	6,0	2,3	3,6	7,1	9,0	5,5	-3,8	4,8
Comores	2,7	1,2	1,8	0,5	1,0	1,1	2,1	-0,2	-1,3	-0,9	-2,2	-1,7	-1,5	-0,5
Djibouti	0,6	1,3	4,0	4,8	5,8	5,1	4,5	-4,5	-1,2	2,0	2,8	3,8	3,1	2,6
Érythrée <sup>b</sup>	-	5,7	0,2	1,4	-9,8	3,6	2,2	-	3,8	-3,4	-1,8	-12,5	0,5	-0,8
Éthiopie <sup>c</sup>	-	5,3	8,8	11,1	11,3	9,9	8,0	-	2,2	6,3	8,7	8,9	7,5	5,7
Gambie	3,5	3,0	3,7	6,3	6,1	4,6	5,7	-1,0	0,0	0,8	3,3	3,2	1,7	2,9
Guinée	3,2	4,4	2,9	1,8	4,7	4,9	1,9	0,6	0,6	1,1	-0,1	2,7	2,7	-0,3
Guinée-Bissau	2,4	0,4	2,1	0,3	3,5	3,0	3,5	0,5	-1,6	0,1	-1,7	1,4	0,9	1,3
Guinée équatoriale	2,0	23,7	16,6	23,2	15,2	5,3	-0,8	-3,4	19,7	13,2	19,7	12,0	2,4	-3,5
Haïti	0,2	-0,8	0,6	3,3	0,8	2,9	-5,1	-2,0	-2,7	-0,9	2,0	-0,5	1,6	-6,3
Îles Salomon	2,3	3,0	4,7	11,8	7,3	-2,2	5,6	-0,9	0,2	2,1	9,0	4,7	-4,5	3,1
Kiribati	0,8	3,7	1,4	-0,5	3,4	-0,7	1,8	-1,9	2,1	-0,3	-2,0	1,8	-2,2	0,2
Lesotho	3,9	4,0	3,1	2,3	4,4	1,4	2,4	1,6	2,2	2,1	1,3	3,3	0,4	1,4
Libéria	-5,0	3,9	0,9	9,4	7,1	4,6	5,1	-6,0	0,6	-2,5	4,3	1,8	-0,3	1,0
Madagascar	1,2	2,0	3,2	6,3	7,1	-5,0	-2,0	-1,5	-1,1	0,1	3,2	4,0	-7,8	-4,8
Malawi	2,2	2,9	6,3	8,6	9,0	7,5	6,6	-2,1	1,2	3,3	5,5	5,8	4,3	3,3
Maldives	11,9	7,8	6,7	6,1	6,3	-3,9	8,0	8,1	5,5	5,2	4,7	4,9	-5,1	6,6
Mali	3,8	4,6	5,2	4,3	5,0	4,4	4,5	2,0	1,9	2,0	1,1	1,8	1,3	1,3
Mauritanie	1,6	3,0	6,8	1,0	3,7	-1,1	4,7	-1,1	0,1	3,9	-1,6	1,1	-3,5	2,2
Mozambique	-0,8	7,2	7,7	7,3	6,7	4,3	7,0	-1,8	4,0	5,0	4,7	4,2	1,9	4,6
Myanmar	0,6	7,0	11,6	12,0	10,1	4,8	5,3	-1,2	5,6	10,9	11,3	9,4	4,1	4,5
Népal	4,6	4,9	3,9	3,2	4,7	6,5	4,6	2,2	2,4	1,8	1,2	2,8	4,6	2,7
Niger	-1,6	3,3	4,3	3,3	5,9	-0,9	7,5	-4,3	-0,2	0,7	-0,3	2,2	-4,4	3,8
Ouganda	3,5	7,4	7,2	8,1	9,2	7,1	5,2	0,1	4,1	3,8	4,6	5,7	3,7	1,9
Rép. centrafricaine	1,0	3,0	3,8	8,7	5,5	1,7	3,3	-1,6	0,6	2,0	6,7	3,5	-0,2	1,4
Rép. dém. du Congo	1,6	-4,9	5,5	6,3	6,2	2,8	7,2	-1,4	-7,8	2,5	3,3	3,3	0,0	4,4
Rép. dém. populaire lao	5,1	6,5	8,5	18,2	7,8	7,5	7,7	2,4	4,0	6,8	16,4	6,2	5,9	6,2
Rép.-Unie de Tanzanie	2,8	4,0	7,0	7,1	7,4	6,2	6,2	-0,4	1,0	4,1	4,2	4,3	3,2	3,1
Rwanda	1,8	0,1	8,0	7,7	11,6	6,0	6,5	-1,7	-1,1	5,3	4,7	8,3	2,8	3,4
Samoa	0,9	2,8	2,9	6,4	-3,0	-1,8	0,0	0,6	1,8	2,6	6,1	-3,3	-2,1	-0,4
Sao Tomé-et-Principe	-1,1	1,6	6,2	5,2	5,8	4,0	4,5	-3,1	-0,3	4,5	3,6	4,2	2,3	2,7
Sénégal	3,1	3,3	4,2	4,9	3,3	2,2	4,2	0,1	0,6	1,4	2,1	0,6	-0,5	1,5
Sierra Leone	2,6	-8,8	8,6	6,4	4,3	4,4	5,0	0,1	-8,9	4,8	3,4	1,8	2,1	2,7
Somalie	1,6	-3,2	2,9	2,6	2,6	2,6	2,6	1,6	-4,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
Soudan	0,1	7,4	7,1	10,2	6,8	4,5	5,1	-2,6	4,7	4,5	7,4	4,2	1,9	2,5
Tchad	6,0	3,4	7,8	0,1	0,3	-1,6	5,1	3,1	0,2	4,5	-2,6	-2,3	-4,1	2,3
Timor-Leste <sup>d</sup>	-	-	5,4	16,2	6,8	7,4	6,0	-	-	2,8	13,8	4,9	5,4	3,7
Togo	1,8	1,8	2,3	2,1	2,4	3,3	3,4	-1,4	-0,9	0,0	-0,1	0,2	1,1	1,2
Tuvalu	6,7	3,6	2,4	2,0	2,0	2,0	0,2	5,5	3,2	1,9	1,7	1,7	1,8	0,0
Vanuatu	5,5	3,1	4,2	6,7	6,3	5,6	2,2	3,1	0,7	1,5	4,0	3,7	3,0	-0,3
Yémen <sup>e</sup>	4,6	7,9	4,7	4,4	4,7	3,9	8,0	0,8	3,7	1,5	1,2	1,5	0,7	4,8
Zambie	1,0	0,5	5,3	6,3	6,0	3,4	5,7	-2,1	-2,1	2,7	3,6	3,2	0,6	2,8
<b>PMA</b>	<b>2,2</b>	<b>3,9</b>	<b>6,9</b>	<b>8,6</b>	<b>7,0</b>	<b>4,6</b>	<b>5,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>4,5</b>	<b>6,2</b>	<b>4,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	1,7	3,2	7,0	9,1	7,6	3,7	4,3	-1,0	0,4	4,1	6,2	4,8	0,9	1,6
<i>PMA asiatiques</i>	3,4	5,2	6,9	7,7	6,1	6,2	6,3	1,0	2,7	5,2	6,2	4,7	4,7	4,8
<i>PMA insulaires<sup>f</sup></i>	3,4	3,7	5,9	7,1	4,5	0,3	4,5	0,8	1,4	-0,8	4,9	2,5	-1,7	2,4
<b>Autres pays en développement</b>	<b>3,7</b>	<b>4,9</b>	<b>6,1</b>	<b>8,0</b>	<b>5,3</b>	<b>2,5</b>	<b>7,5</b>	<b>1,6</b>	<b>3,3</b>	<b>4,8</b>	<b>6,7</b>	<b>4,0</b>	<b>1,3</b>	<b>6,3</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>3,7</b>	<b>4,9</b>	<b>6,1</b>	<b>8,0</b>	<b>5,3</b>	<b>2,5</b>	<b>7,4</b>	<b>1,5</b>	<b>3,1</b>	<b>4,7</b>	<b>6,5</b>	<b>3,9</b>	<b>1,2</b>	<b>6,0</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

a Données provisoires pour 2010.

b Les données relatives à l'Érythrée commencent en 1992.

c Les données relatives à l'Éthiopie commencent en 1992.

d Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003.

e Avant 1990, les données relatives au Yémen concernent les anciennes République arabe et République démocratique du Yémen.

f Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003, rendant les séries incomplètes.

#### 4. Secteur agricole: part et production totale et par habitant (Taux moyen annuel de croissance)

Pays	Part de l'agriculture (en pourcentage):				Production agricole totale <sup>a</sup>					Production agricole par habitant <sup>a</sup>				
	De la main- d'œuvre totale		Du PIB		Taux moyen annuel de croissance					Taux moyen annuel de croissance				
	1990	2009	1990	2009	1990- 1999	2000- 2009	2007	2008	2009	1990- 1999	2000- 2009	2007	2008	2009
Afghanistan	68,0	60,1	35,7	37,3	5,2	2,6	9,5	-12,0	20,3	-0,3	-1,0	5,7	-15,1	16,5
Angola	74,5	69,5	18,0	8,6	4,1	6,6	6,9	1,5	20,7	1,1	3,6	4,0	-0,8	17,8
Bangladesh	65,0	46,3	31,5	18,6	2,3	3,5	5,1	7,6	-2,9	0,3	1,9	3,7	6,3	-5,0
Bénin	63,2	45,3	35,4	35,0	6,5	0,4	-5,3	10,5	-0,1	3,1	-2,9	-8,0	7,5	-3,5
Bhoutan	93,1	93,0	39,0	20,6	3,0	7,4	-2,1	-0,6	-0,6	3,3	4,8	-3,8	-2,3	-2,4
Burkina Faso	92,4	92,1	28,8	34,6	4,2	4,1	-18,4	24,4	-3,0	1,4	0,6	-21,4	20,7	-6,3
Burundi	92,0	89,4	61,9	45,5	-1,7	1,1	1,0	-2,3	0,0	-3,0	-1,7	-2,1	-4,3	-3,4
Cambodge	73,7	66,3	56,5	32,7	5,1	8,2	5,2	9,0	4,6	2,2	6,4	3,6	7,0	3,3
Comores	77,3	69,9	40,4	48,2	2,1	1,4	3,9	0,0	0,0	-0,8	-1,1	1,1	-2,1	-2,2
Djibouti	81,9	74,7	3,1	3,7	-0,5	4,5	11,8	0,0	0,0	-3,0	2,6	9,4	-1,6	-1,6
Érythrée <sup>b</sup>	-	74,1	-	24,2	6,3	5,0	8,0	0,7	0,0	4,4	1,2	4,4	-2,1	-3,2
Éthiopie <sup>c</sup>	-	77,9	41,1	46,7	4,9	4,7	0,6	5,5	3,8	1,8	2,0	-2,6	2,7	1,7
Gambie	82,1	76,2	15,4	27,7	1,8	0,8	-29,5	44,7	18,5	-2,0	-2,2	-31,3	41,8	15,4
Guinée	87,1	80,2	19,5	24,7	3,4	3,3	3,1	4,0	1,4	0,0	1,2	0,9	1,9	-0,9
Guinée-Bissau	85,4	79,7	44,6	44,9	3,2	2,6	1,4	0,2	0,5	0,6	0,2	-1,0	-1,9	-2,0
Guinée équatoriale	74,1	65,1	61,9	3,2	-0,1	-0,9	1,4	-1,4	-2,2	-3,4	-3,6	-1,3	-3,9	-4,1
Haïti	68,5	59,3	35,8	26,8	-0,6	1,7	9,9	-3,8	0,0	-2,6	0,0	8,3	-5,8	-1,0
Îles Salomon	75,2	68,1	45,5	35,6	3,2	2,5	2,4	0,8	0,4	0,4	-0,1	0,0	-2,0	-2,1
Kiribati	30,3	23,4	28,0	27,1	4,2	3,6	2,2	-2,9	0,0	2,7	1,8	1,8	-5,3	-0,9
Lesotho	44,4	39,5	18,6	8,5	2,0	-2,4	2,5	-20,2	0,0	0,4	-3,4	1,2	-20,7	0,0
Libéria	72,3	62,7	53,4	63,7	3,8	2,1	10,2	0,9	0,1	1,6	-1,5	5,9	-4,4	-3,5
Madagascar	78,8	70,6	31,8	26,8	1,0	2,2	-4,6	1,7	0,0	-2,0	-0,6	-7,1	-1,1	-2,2
Malawi	86,9	79,6	41,6	29,1	5,1	4,1	12,6	2,9	0,0	3,1	1,2	9,1	0,0	-2,8
Maldives	33,3	15,9	14,3	4,9	3,5	-0,1	-2,8	-1,9	-4,0	1,0	-1,5	-4,2	-3,3	-5,6
Mali	85,1	75,6	47,8	39,2	3,5	5,2	4,4	10,9	11,3	1,5	2,8	1,9	8,3	8,5
Mauritanie	54,9	50,4	37,0	18,4	1,6	1,6	1,0	0,2	1,4	-1,1	-1,0	-1,0	-2,1	-1,1
Mozambique	84,4	80,8	37,1	27,9	7,5	2,8	-6,3	6,8	0,0	4,2	0,3	-8,6	4,2	-2,0
Myanmar	73,4	67,4	57,3	48,0	4,6	6,0	3,6	-0,7	-0,5	3,2	5,2	3,4	-1,9	-1,3
Népal	93,4	93,0	48,4	32,6	2,7	2,8	-0,6	6,2	3,4	0,2	0,7	-2,9	4,9	0,9
Niger	88,4	83,2	34,0	43,6	5,1	7,3	4,4	25,7	-0,1	1,7	3,4	0,9	20,9	-4,3
Ouganda	84,5	75,4	42,5	23,0	2,3	0,8	2,6	2,9	1,0	-0,9	-2,3	0,0	-1,2	-2,4
Rép. centrafricaine	80,1	64,2	47,6	58,4	3,9	1,7	3,9	2,0	2,3	1,3	-0,2	2,0	0,0	1,0
Rép. dém. du Congo	67,5	57,8	31,8	41,9	-2,7	-0,1	0,6	-0,4	-0,4	-5,9	-3,1	-2,5	-2,5	-3,9
Rép. dém. populaire lao	78,3	75,1	61,2	31,6	3,5	4,1	9,0	9,7	1,4	0,8	2,4	7,2	7,6	0,0
Rép.-Unie de Tanzanie	84,5	76,4	33,1	30,2	1,2	3,7	1,8	1,0	-0,2	-1,9	1,0	-0,9	-1,8	-2,8
Rwanda	92,0	89,6	43,1	36,1	-2,0	3,1	0,1	3,3	0,6	-1,9	0,7	-2,7	0,9	-2,8
Samoa	42,9	28,1	20,5	11,7	2,0	1,4	3,1	-0,3	0,6	1,1	1,3	2,8	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	68,6	58,2	27,6	16,7	6,0	1,0	5,5	-3,5	2,2	4,1	-0,7	4,2	-5,0	0,0
Sénégal	76,4	70,6	19,1	18,5	1,4	3,6	-12,4	56,7	6,9	-1,3	0,9	-14,3	53,0	4,0
Sierra Leone	70,9	60,6	46,9	58,2	-1,3	9,5	-1,8	-0,1	0,1	-1,2	5,8	-4,9	-2,6	-2,0
Somalie	74,1	66,1	69,3	60,2	2,0	0,4	-0,5	0,0	0,0	1,1	-1,9	-2,2	-2,3	-2,3
Soudan	68,7	52,5	40,6	28,8	5,9	1,6	0,1	-0,7	2,1	3,3	-0,6	-2,9	-3,0	0,0
Tchad	82,9	66,8	39,2	20,6	4,9	1,9	-8,3	11,0	0,6	1,7	-1,3	-10,6	8,3	-2,2
Timor-Leste <sup>d</sup>	-	79,8	-	30,5	-	0,5	-5,2	2,6	0,0	-	-3,3	-8,0	-1,2	-2,5
Togo	65,6	54,0	37,9	47,2	4,6	1,4	3,9	3,0	0,0	1,7	-1,2	1,1	1,1	-3,3
Tuvalu	33,3	25,0	25,6	17,5	0,1	1,6	3,0	0,0	0,0	0,0	1,6	2,8	0,0	0,0
Vanuatu	43,7	31,2	22,5	21,3	1,3	1,9	1,9	-0,7	-1,0	-1,1	-0,8	-1,1	-3,3	-3,4
Yémen	56,3	39,8	23,7	10,0	3,6	4,2	9,4	4,5	3,1	-0,5	1,3	6,8	0,9	0,9
<b>PMA</b>	<b>75,4</b>	<b>65,7</b>	<b>34,8</b>	<b>26,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,5</b>	<b>2,0</b>	<b>4,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>2,1</b>	<b>-0,8</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	79,7	71,5	34,0	27,7	2,5	2,9	0,1	5,3	2,3	-0,3	0,1	-2,5	2,5	-0,4
<i>PMA asiatiques</i>	69,7	57,0	36,6	24,0	3,4	4,4	4,5	3,5	0,5	1,0	2,6	2,7	1,8	-1,1
<i>PMA insulaires</i>	68,8	60,2	29,7	22,7	2,0	1,6	0,9	0,1	0,0	-0,2	-5,6	-1,5	-2,2	-2,3
<b>Autres pays en développement</b>	<b>58,8</b>	<b>46,6</b>	<b>13,3</b>	<b>9,2</b>	<b>3,9</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,0</b>	<b>0,4</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>-0,8</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>60,8</b>	<b>49,3</b>	<b>14,2</b>	<b>9,7</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,9</b>

Source: FAO, base de données en ligne FAOSTAT, mai 2011; CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

a Fondé sur l'indice de production agricole totale et par habitant, année de référence = 1999-2001.

b Les données relatives à l'Érythrée commencent en 1992.

c Les données relatives à l'Éthiopie commencent en 1992.

d Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003; statistiques de l'indice de production agricole, année de référence 1999-2001, estimation.

### 5. Production vivrière totale et par habitant: taux moyen annuel de croissance (En pourcentage)

Pays	Production vivrière totale <sup>a</sup>					Production vivrière nette par habitant <sup>a</sup>				
	1990-1999	2000-2009	2007	2008	2009	1990-1999	2000-2009	2007	2008	2009
Afghanistan	5,3	2,6	10,1	-12,5	21,0	-0,2	-0,9	6,8	-16,0	17,7
Angola	4,3	6,7	6,6	1,9	20,7	1,2	3,7	4,0	-0,8	17,7
Bangladesh	2,4	3,7	5,9	7,9	-2,9	0,4	2,0	3,7	6,3	-4,2
Bénin	5,7	1,2	-7,0	9,4	0,0	2,3	-2,0	-9,7	7,1	-3,3
Bhoutan	3,1	7,5	-1,9	-0,6	-0,6	3,3	4,8	-3,8	-2,3	-1,6
Burkina Faso	3,7	3,5	-10,2	20,2	-0,7	0,8	0,1	-12,5	15,4	-3,8
Burundi	-1,5	1,3	2,7	-2,7	0,0	-2,7	-1,6	0,0	-5,4	-2,3
Cambodge	5,2	8,3	5,2	8,6	4,5	2,2	6,5	3,6	6,9	3,2
Comores	2,1	1,4	3,7	0,0	0,0	-0,8	-1,0	2,2	-3,2	-2,2
Djibouti	-0,5	4,5	12,2	0,0	0,0	-3,0	2,6	9,4	-1,6	-1,6
Érythrée <sup>b</sup>	6,5	5,0	7,8	0,8	0,0	4,6	1,2	4,4	-2,1	-3,2
Éthiopie <sup>c</sup>	5,0	4,8	-0,7	6,7	4,9	2,1	2,1	-3,4	3,5	1,7
Gambie	2,0	0,8	-29,9	45,6	18,2	-1,8	-2,1	-31,3	41,8	15,4
Guinée	3,3	3,6	2,5	4,8	1,5	0,0	1,5	0,9	2,8	-0,9
Guinée-Bissau	3,2	2,6	0,8	0,8	0,0	0,8	0,2	-1,0	-1,9	-2,0
Guinée équatoriale	0,6	-0,9	1,1	-1,1	-3,3	-2,7	-3,6	0,0	-5,2	-4,1
Haïti	-0,5	1,6	8,5	-2,6	0,0	-2,4	-0,2	7,4	-3,9	-2,0
Îles Salomon	3,2	2,5	2,6	0,9	0,8	0,4	-0,1	0,0	-2,0	-2,1
Kiribati	4,2	3,6	2,4	-2,3	0,0	2,7	1,8	1,8	-5,3	-0,9
Lesotho	2,5	-2,9	3,4	-21,7	0,0	0,8	-3,9	1,2	-22,4	0,0
Libéria	2,1	3,6	12,0	8,3	0,0	0,0	-0,1	8,0	3,2	-4,1
Madagascar	1,2	2,4	-5,1	1,8	0,0	-1,8	-0,5	-7,1	-1,1	-2,2
Malawi	6,8	3,6	15,8	-2,3	0,0	4,6	0,7	12,5	-4,6	-2,9
Maldives	3,5	0,0	-1,9	-2,0	-4,0	1,0	-1,5	-4,2	-3,3	-5,6
Mali	2,5	7,4	9,8	13,7	10,2	0,4	4,8	7,8	10,5	8,0
Mauritanie	1,6	1,6	0,9	0,0	1,8	-1,1	-1,0	-1,0	-2,1	-1,1
Mozambique	7,4	0,7	-8,2	1,0	0,0	4,2	-1,9	-10,6	-1,2	-2,4
Myanmar	4,6	6,1	3,8	-1,2	0,0	3,2	5,3	2,6	-1,3	-1,3
Népal	2,7	2,8	-0,8	6,8	3,2	0,2	0,7	-2,9	3,9	1,9
Niger	5,1	7,4	4,2	25,7	0,0	1,6	3,5	0,9	20,7	-4,3
Ouganda	1,9	0,9	1,9	1,9	1,8	-1,4	-2,4	-2,3	-1,2	-1,2
Rép. centrafricaine	4,0	2,1	4,4	1,7	1,7	1,4	0,2	2,0	0,0	0,0
Rép. dém. du Congo	-2,7	0,0	1,0	-1,0	1,0	-5,8	-3,0	-2,5	-2,5	-2,6
Rép. dém. populaire lao	4,2	4,1	6,3	8,1	1,4	1,5	2,3	3,5	6,7	0,0
Rép.-Unie de Tanzanie	1,3	3,6	0,0	1,5	0,0	-1,7	0,8	-2,7	-0,9	-2,8
Rwanda	-1,9	3,1	0,0	3,1	0,0	-1,8	0,7	-1,8	0,0	-2,8
Samoa	2,0	1,4	3,7	-0,9	0,9	1,2	1,3	2,8	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	6,1	1,0	5,7	-3,6	2,8	4,1	-0,7	4,2	-5,0	0,0
Sénégal	1,8	3,8	-12,2	57,0	8,1	-1,0	1,1	-15,6	55,4	5,0
Sierra Leone	-1,2	9,8	-2,0	0,0	0,0	-1,1	6,1	-4,8	-2,5	-2,0
Somalie	2,1	0,4	0,0	0,0	0,0	1,1	-1,9	-2,2	-2,3	-2,3
Soudan	6,4	1,7	0,0	0,9	1,7	3,6	-0,5	-2,0	-2,0	0,0
Tchad	4,9	2,5	-9,0	11,7	0,8	1,7	-0,7	-11,1	9,1	-2,1
Timor-Leste <sup>d</sup>	-	0,9	-6,1	3,7	0,0	-	-2,9	-8,8	0,0	-3,6
Togo	4,5	3,9	3,3	5,6	0,0	1,4	1,3	1,0	2,9	-2,8
Tuvalu	0,1	1,6	2,7	0,0	0,0	0,0	1,6	2,8	0,0	0,0
Vanuatu	1,4	1,9	1,9	-0,9	-0,9	-1,1	-0,8	-1,1	-3,3	-3,4
Yémen	3,4	4,1	9,0	5,3	2,9	-0,7	1,2	6,9	1,8	0,0
Zambie	1,1	3,0	-2,5	0,0	14,4	-1,7	0,7	-4,8	-2,0	11,2
<b>PMA</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>2,2</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,6</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	4,0	3,0	0,3	5,2	2,7	1,2	0,2	-2,4	2,4	0,0
<i>PMA asiatiques</i>	3,5	4,5	4,6	3,4	0,5	1,1	2,7	2,8	1,7	-1,1
<i>PMA insulaires</i>	1,9	1,7	0,9	0,1	0,0	-0,3	-5,5	-1,5	-2,2	-2,3
<b>Autres pays en développement</b>	<b>4,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>0,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,8</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>4,2</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>0,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,9</b>

Source: FAO, base de données FAOSTAT, mai 2011.

Notes: Groupes de pays: moyennes pondérées.

a Fondé sur l'indice de production alimentaire totale et par habitant, année de référence = 1999-2001.

b Les données relatives à l'Érythrée commencent en 1992.

c Les données relatives à l'Éthiopie commencent en 1992.

d Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003; statistiques de l'indice de production alimentaire, année de référence 1999-2001, estimation.

## 6. Secteur manufacturier: part du PIB et taux moyen annuel de croissance

(En pourcentage)

Pays	Part du PIB (en dollars courants)				Taux moyen annuel de croissance (en dollars constants de 2005)					
	1980	1990	2000	2009	1980-1990	1990-2000	2000-2009	2007	2008	2009
Afghanistan	21,4	20,3	16,9	17,0	-3,7	-4,8	14,7	5,1	4,5	40,0
Angola	9,4	4,9	3,0	0,9	-3,3	-0,3	12,2	17,1	13,8	0,1
Bangladesh	17,0	13,4	15,2	17,9	2,8	7,0	7,8	9,7	7,2	5,9
Bénin	7,3	7,5	8,9	8,1	5,3	5,6	2,0	2,6	3,3	4,5
Bhoutan	2,9	8,4	8,4	8,4	12,9	8,9	9,3	25,1	12,9	-0,1
Burkina Faso	12,7	14,3	13,1	12,0	2,0	3,9	7,3	4,5	2,5	4,2
Burundi	5,2	10,2	10,4	9,7	14,0	-4,4	2,1	0,5	-1,5	8,4
Cambodge	6,2	5,3	16,9	18,2	6,7	13,8	11,7	8,9	3,1	0,0
Comores	3,9	4,1	4,5	4,1	4,8	1,2	1,4	0,5	1,0	1,1
Djibouti	9,7	3,6	2,6	2,7	3,1	-2,0	3,5	5,3	5,6	5,0
Érythrée <sup>a</sup>	-	-	11,2	5,8	-	9,8	-8,5	-6,1	-0,7	-0,2
Éthiopie <sup>b</sup>	-	-	5,5	4,4	-	7,9	7,3	8,3	7,1	13,7
Gambie	9,0	7,6	6,6	5,8	3,3	1,3	3,3	1,4	12,1	2,4
Guinée	3,0	3,0	3,0	7,1	3,1	3,7	2,9	-0,1	4,0	3,2
Guinée-Bissau	11,1	7,4	9,7	11,9	-1,3	2,8	5,4	-8,7	0,5	8,5
Guinée équatoriale	1,3	1,6	0,2	0,2	2,8	4,7	9,3	16,5	22,5	11,0
Haïti	19,1	15,5	7,2	7,3	-1,6	-6,3	0,8	1,3	-0,1	3,7
Îles Salomon	3,8	3,7	6,3	5,3	3,8	6,3	-0,1	15,7	5,9	-2,4
Kiribati	5,4	9,6	4,9	5,8	4,3	1,9	4,5	17,1	4,4	-4,6
Lesotho	4,6	9,6	13,7	19,8	10,1	7,8	6,5	1,2	3,2	5,1
Libéria	9,2	11,2	0,3	7,2	-2,0	-37,9	23,9	25,0	1,7	6,5
Madagascar	16,1	12,2	12,2	14,5	0,7	2,4	3,6	8,2	6,4	-5,2
Malawi	17,3	19,5	11,4	10,0	3,6	0,1	9,7	3,6	12,2	7,2
Maldives	7,5	8,8	7,7	6,6	11,9	4,9	3,6	3,4	2,8	-2,5
Mali	4,3	8,1	7,2	5,6	8,8	7,1	0,2	-12,0	-14,4	1,0
Mauritanie	5,6	8,9	7,4	5,4	4,3	4,9	2,8	2,0	0,4	0,7
Mozambique	24,4	12,7	12,0	14,7	-3,8	8,6	8,3	3,1	1,0	9,7
Myanmar	9,5	7,8	7,2	11,8	-0,1	7,9	17,4	21,2	17,8	-2,2
Népal	4,5	6,0	9,2	6,8	9,3	8,9	0,9	2,6	0,2	-2,1
Niger	3,6	6,4	6,4	5,5	-1,8	1,0	1,1	-7,2	-7,3	3,2
Ouganda	5,8	5,3	7,5	7,5	2,9	13,4	6,3	7,6	6,9	8,8
Rép. centrafricaine	11,3	11,3	7,0	7,0	0,6	0,7	-1,5	-7,4	1,5	10,5
Rép. dém. du Congo	15,2	9,1	4,8	5,7	-2,4	-8,8	4,6	5,1	2,7	5,5
Rép. dém. populaire lao	9,6	10,0	7,8	10,5	6,6	11,7	11,2	21,6	9,4	6,8
Rép.-Unie de Tanzanie	13,2	12,0	9,2	8,4	-0,7	3,7	8,8	8,5	9,9	10,8
Rwanda	15,8	12,1	7,4	6,8	2,7	-2,4	8,2	0,8	5,6	3,1
Samoa	19,2	19,2	15,0	8,4	0,9	0,2	-1,5	17,5	-17,5	-20,4
Sao Tomé-et-Principe	7,1	7,1	6,9	6,4	-0,8	1,5	4,5	4,7	7,9	2,8
Sénégal	14,2	17,3	14,7	13,0	4,6	3,1	1,9	6,6	-1,8	-1,0
Sierra Leone	8,3	4,6	3,5	1,8	-4,3	-14,1	3,0	2,1	1,2	-6,9
Somalie	4,7	2,0	2,5	2,5	-1,8	0,6	4,2	3,3	3,0	2,1
Soudan	8,5	8,7	5,6	6,4	2,9	7,5	6,8	6,0	7,0	5,8
Tchad	13,4	14,6	9,1	5,8	7,9	0,2	3,2	-4,7	4,4	-2,5
Timor-Leste <sup>c</sup>	-	-	-	2,5	-	-	-1,3	10,1	24,6	-1,1
Togo	8,0	10,5	9,2	8,8	3,5	0,4	2,9	2,2	8,1	-6,5
Tuvalu	1,0	3,1	3,2	3,6	24,4	-2,3	3,8	3,4	2,0	0,9
Vanuatu	4,0	5,2	4,8	3,9	11,8	0,6	1,2	-0,6	14,0	3,3
Yémen <sup>d</sup>	7,6	7,8	5,6	7,5	7,0	16,4	5,9	6,2	3,5	4,0
Zambie	18,3	36,1	10,8	9,3	4,1	0,8	4,5	3,0	3,6	0,7
<b>PMA</b>	<b>12,7</b>	<b>11,0</b>	<b>9,8</b>	<b>9,5</b>	<b>1,1</b>	<b>4,3</b>	<b>7,3</b>	<b>7,7</b>	<b>6,1</b>	<b>5,5</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	<i>12,1</i>	<i>10,7</i>	<i>7,4</i>	<i>6,6</i>	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>5,6</i>	<i>4,9</i>	<i>4,8</i>	<i>4,5</i>
<i>PMA asiatiques</i>	<i>14,2</i>	<i>11,8</i>	<i>12,7</i>	<i>14,4</i>	<i>2,0</i>	<i>7,2</i>	<i>8,9</i>	<i>10,1</i>	<i>7,3</i>	<i>6,4</i>
<i>PMA insulaires</i>	<i>7,3</i>	<i>8,7</i>	<i>11,1</i>	<i>7,1</i>	<i>4,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,8</i>	<i>9,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>-6,2</i>
<b>Autres pays en développement</b>	<b>21,1</b>	<b>22,1</b>	<b>23,0</b>	<b>24,8</b>	<b>5,5</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>10,5</b>	<b>5,6</b>	<b>2,5</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>20,7</b>	<b>21,7</b>	<b>22,6</b>	<b>24,3</b>	<b>5,4</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>10,5</b>	<b>5,6</b>	<b>2,5</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, mai 2011.

a Les données relatives à l'Érythrée commencent en 1992.

b Les données relatives à l'Éthiopie commencent en 1992.

c Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003.

d Avant 1990, les données relatives au Yémen concernent les anciennes République arabe et République démocratique du Yémen.

### 7. Formation brute de capital fixe: part du PIB et taux moyen annuel de croissance (En pourcentage)

Pays	Part du PIB (en dollars courants)				Taux moyen annuel de croissance (en dollars constants de 2005)					
	1980	1990	2000	2009	1980-1990	1990-2000	2000-2009	2007	2008	2009
Afghanistan	13,2	13,4	14,3	24,6	-1,6	-1,1	12,1	2,9	-9,9	9,0
Angola	18,5	11,0	12,1	16,6	-6,3	8,6	16,3	48,7	28,1	9,9
Bangladesh	21,3	20,2	23,0	24,2	3,1	9,2	7,8	8,5	1,8	5,7
Bénin	21,9	13,4	18,0	24,4	-4,7	6,3	6,6	6,0	8,3	23,8
Bhoutan	32,5	31,8	50,0	41,7	6,5	9,5	-0,4	3,9	0,0	15,5
Burkina Faso	19,2	17,7	19,2	21,4	4,9	4,1	9,0	29,9	2,2	9,0
Burundi	10,7	13,8	8,3	13,7	4,9	-10,5	10,1	-5,4	0,2	3,5
Cambodge	9,3	8,3	18,3	15,0	5,4	15,3	9,8	10,1	-3,6	-16,4
Comores	28,5	12,2	10,1	13,4	-6,6	-1,6	3,9	12,9	29,1	-4,8
Djibouti	12,9	27,2	12,2	16,0	3,1	-9,4	27,8	35,7	29,1	-15,2
Érythrée <sup>a</sup>	-	-	22,0	9,1	-	14,1	-23,0	-45,3	-0,5	-36,9
Éthiopie <sup>b</sup>	-	-	20,3	22,4	-	5,7	12,2	24,6	-3,4	15,0
Gambie	23,6	29,7	36,7	34,1	10,8	4,7	-0,1	2,6	-2,0	12,9
Guinée	20,1	34,3	35,4	24,3	8,1	2,6	12,3	-4,1	34,5	19,9
Guinée-Bissau	25,1	14,7	11,3	11,0	1,7	-10,4	6,3	75,2	2,7	30,7
Guinée équatoriale	13,0	58,1	61,9	25,7	11,6	54,3	3,7	24,4	86,7	-11,6
Haïti	17,9	14,3	12,9	12,9	-0,1	4,1	1,5	3,1	2,8	3,2
Îles Salomon	18,8	17,4	18,3	12,7	4,2	3,0	-0,6	0,0	13,1	-1,9
Kiribati	44,0	92,4	47,9	82,6	5,9	1,2	9,6	-3,0	3,1	-1,0
Lesotho	37,4	55,7	43,2	29,9	3,8	1,4	0,9	23,0	5,9	10,8
Libéria	21,4	10,5	7,3	20,0	-13,8	3,2	18,9	9,4	7,1	4,6
Madagascar	22,8	17,0	16,2	23,5	4,9	3,4	13,8	25,7	56,0	-28,5
Malawi	31,6	24,4	17,5	22,6	-3,0	-2,6	13,0	7,8	23,6	4,2
Maldives	31,5	31,5	26,3	57,4	11,9	8,0	15,0	12,2	11,4	-37,9
Mali	17,4	20,0	18,9	19,8	4,2	2,1	6,8	15,2	-0,8	11,5
Mauritanie	20,5	13,1	22,4	24,9	-2,8	3,4	7,6	-9,2	25,2	-10,1
Mozambique	7,6	14,7	31,0	21,1	2,3	10,1	3,7	5,8	11,2	2,0
Myanmar	18,7	14,7	11,8	15,4	-2,7	15,2	20,9	27,2	18,8	2,1
Népal	15,9	16,6	19,5	21,3	4,5	6,4	4,1	1,9	6,0	-0,3
Niger	25,3	12,8	15,1	29,1	-10,1	3,0	10,3	4,2	19,8	3,6
Ouganda	6,2	13,5	17,8	21,1	11,7	9,5	12,3	15,4	6,7	9,7
Rép. centrafricaine	6,9	11,8	11,1	11,8	6,9	-2,2	5,9	6,6	27,3	-0,3
Rép. dém. du Congo	19,6	13,6	3,5	19,4	0,0	-8,8	10,3	7,0	6,2	2,8
Rép. dém. populaire lao	7,4	11,3	28,3	31,1	10,7	14,8	13,4	51,1	-2,7	-11,6
Rép.-Unie de Tanzanie	22,0	41,1	16,3	27,0	1,1	-1,2	11,6	14,7	3,7	-6,6
Rwanda	10,8	10,9	14,2	21,6	5,0	1,1	15,6	25,3	32,1	2,7
Samoa	25,9	22,4	13,9	9,0	0,3	-4,6	-2,6	-0,6	-8,1	4,3
Sao Tomé-et-Principe	11,4	31,3	35,8	65,0	3,1	3,6	15,5	7,5	9,2	6,8
Sénégal	16,3	16,1	22,4	23,7	4,3	6,2	6,4	7,7	7,3	-7,3
Sierra Leone	14,0	9,6	8,0	6,2	-3,7	-11,6	11,8	-4,1	-3,5	4,4
Somalie	9,8	23,0	20,4	20,0	1,8	-4,7	1,5	1,4	2,2	3,3
Soudan	19,7	10,4	9,7	19,2	-1,6	12,7	20,6	7,4	5,9	6,0
Tchad	8,1	7,2	15,2	19,3	6,0	4,4	7,8	-1,7	-4,7	25,7
Timor-Leste <sup>c</sup>	-	-	-	24,0	-	-	4,4	57,8	-12,0	11,2
Togo	29,4	14,6	15,1	16,4	-1,3	1,3	4,8	-12,3	12,2	21,8
Tuvalu	61,5	53,0	52,0	8,2	5,6	1,5	-21,3	1685,6	-15,4	-35,5
Vanuatu	23,7	32,3	23,8	26,1	6,2	3,9	11,4	1,6	48,6	-13,1
Yémen <sup>d</sup>	31,1	11,8	0,0	0,0	-6,8	14,1	1,6	9,5	-6,2	-8,7
Zambie	18,2	13,5	17,2	22,7	-9,0	5,7	26,3	16,2	12,1	-3,1
<b>PMA</b>	<b>18,4</b>	<b>16,5</b>	<b>18,6</b>	<b>21,4</b>	<b>0,6</b>	<b>6,2</b>	<b>9,9</b>	<b>12,9</b>	<b>9,0</b>	<b>1,9</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	<i>17,6</i>	<i>15,9</i>	<i>17,1</i>	<i>21,0</i>	<i>0,5</i>	<i>4,4</i>	<i>11,2</i>	<i>14,4</i>	<i>14,0</i>	<i>2,5</i>
<i>PMA asiatiques</i>	<i>20,2</i>	<i>17,6</i>	<i>20,5</i>	<i>21,8</i>	<i>0,7</i>	<i>9,2</i>	<i>7,9</i>	<i>10,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,8</i>
<i>PMA insulaires</i>	<i>24,3</i>	<i>26,3</i>	<i>22,5</i>	<i>32,1</i>	<i>3,3</i>	<i>3,1</i>	<i>11,5</i>	<i>11,5</i>	<i>11,9</i>	<i>-19,8</i>
<b>Autres pays en développement</b>	<b>25,2</b>	<b>23,1</b>	<b>23,4</b>	<b>29,7</b>	<b>2,0</b>	<b>6,1</b>	<b>9,0</b>	<b>11,5</b>	<b>7,4</b>	<b>7,1</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>24,9</b>	<b>22,8</b>	<b>23,3</b>	<b>29,4</b>	<b>2,0</b>	<b>6,1</b>	<b>9,1</b>	<b>11,6</b>	<b>7,4</b>	<b>7,0</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, mai 2011.

a Les données relatives à l'Érythrée commencent en 1992.

b Les données relatives à l'Éthiopie commencent en 1992.

c Les données relatives au Timor-Leste commencent en 2003.

d Avant 1990, les données relatives au Yémen concernent les anciennes République arabe et République démocratique du Yémen.

## 8. Indicateurs relatifs à la superficie et à la population, 2009

Pays	Superficie			Population				
	Superficie terrestre (1 000 km <sup>2</sup> )	Terres arables et terres en culture permanente (%)	Terres couvertes de forêts (%)	Densité (pop./km <sup>2</sup> )	Urbaine (%)	Taux d'activité		
						Hommes	Femmes	Total
Afghanistan	652,2	12,1	2,1	43	24,4	84,5	33,1	59,8
Angola	1 246,7	3,4	47,0	15	57,6	88,4	74,5	81,3
Bangladesh	130,2	65,7	11,1	1 127	27,6	82,5	58,7	70,7
Bénin	110,6	24,9	41,7	79	41,6	77,9	67,4	72,7
Bhoutan	38,4	2,6	84,3	18	35,7	70,6	53,4	62,7
Burkina Faso	273,6	21,8	20,9	57	20,0	90,8	78,2	84,4
Burundi	25,7	48,7	6,8	298	10,7	87,5	91,0	89,3
Cambodge	176,5	23,0	57,9	82	22,2	85,6	73,6	79,3
Comores	1,9	75,2	1,8	467	28,0	85,4	73,7	79,6
Djibouti	23,2	0,1	0,2	37	87,7	78,7	61,5	70,1
Érythrée	101,0	6,9	15,2	43	21,1	83,4	62,5	72,6
Éthiopie	1 000,0	15,0	12,4	75	17,2	90,3	80,7	85,4
Gambie	10,0	40,5	47,8	151	57,4	85,2	70,6	77,8
Guinée	245,7	14,4	26,8	41	34,8	89,2	79,2	84,2
Guinée-Bissau	28,1	19,6	72,3	45	29,9	83,8	59,6	71,5
Guinée équatoriale	28,1	7,2	58,4	24	39,5	92,0	39,7	65,5
Haïti	27,6	49,0	3,7	362	48,3	82,9	57,5	69,9
Îles Salomon	28,0	2,7	79,3	18	18,2	50,0	24,2	37,5
Kiribati	0,8	42,0	15,0	121	43,9	..	..	..
Lesotho	30,4	11,2	1,4	68	26,1	77,7	70,8	74,0
Libéria	96,3	6,3	45,3	36	60,8	75,8	66,6	71,1
Madagascar	581,5	6,1	21,7	33	29,8	88,7	84,2	86,4
Malawi	94,3	39,5	34,7	129	19,3	78,8	75,0	76,8
Maldives	0,3	23,3	3,0	1 030	39,2	77,0	57,1	67,1
Mali	1 220,2	5,3	10,3	10	32,7	67,0	37,6	51,9
Mauritanie	1 030,7	0,4	0,2	3	41,2	81,0	59,0	70,0
Mozambique	786,4	6,7	49,9	29	37,6	86,9	84,8	85,8
Myanmar	653,5	18,6	49,1	74	33,2	85,1	63,1	73,8
Népal	143,4	17,6	25,4	199	17,7	80,3	63,3	71,5
Niger	1 266,7	11,8	1,0	12	16,6	87,5	38,9	62,7
Ouganda	199,8	44,3	15,4	136	13,1	90,6	78,3	84,5
Rép. centrafricaine	623,0	3,3	36,3	7	38,7	86,7	71,6	79,0
Rép. dém. du Congo	2 267,1	3,3	68,1	28	34,6	85,6	56,5	70,8
Rép. dém. populaire lao	230,8	6,4	68,6	27	32,0	78,9	77,7	78,3
Rép.-Unie de Tanzanie	885,8	13,0	38,2	46	25,9	90,6	86,3	88,4
Rwanda	24,7	64,0	17,2	380	18,6	85,1	86,7	86,0
Samoa	2,8	22,6	60,4	63	22,9	75,4	37,9	57,5
Sao Tomé-et-Principe	1,0	57,3	28,1	170	61,3	76,0	44,5	59,8
Sénégal	192,5	20,3	44,2	64	42,6	88,6	64,8	76,4
Sierra Leone	71,6	17,0	38,3	79	38,0	67,5	65,4	66,4
Somalie	627,3	1,6	10,9	14	37,0	84,7	56,5	70,3
Soudan	2 376,0	8,6	29,5	17	44,4	73,9	30,8	52,3
Tchad	1 259,2	3,4	9,2	9	27,1	78,2	62,7	70,4
Timor-Leste	14,9	15,1	50,7	76	27,7	82,8	58,9	71,0
Togo	54,4	43,8	5,6	117	42,7	85,7	63,6	74,4
Tuvalu	0,03	60,0	33,3	333	50,0	..	..	..
Vanuatu	12,2	11,9	36,1	20	25,0	88,3	79,3	83,9
Yémen	528,0	2,8	1,0	45	31,2	73,5	19,9	46,8
Zambie	743,4	4,6	66,8	17	35,5	79,2	59,5	69,2
<b>PMA</b>	<b>20 166,3</b>	<b>8,5</b>	<b>29,9</b>	<b>40</b>	<b>29,0</b>	<b>83,9</b>	<b>63,3</b>	<b>73,5</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	<i>17 551,5</i>	<i>7,9</i>	<i>30,3</i>	<i>29</i>	<i>30,0</i>	<i>85,1</i>	<i>68,0</i>	<i>76,4</i>
<i>PMA asiatiques</i>	<i>2 553,0</i>	<i>15,0</i>	<i>26,8</i>	<i>121</i>	<i>27,4</i>	<i>82,4</i>	<i>56,7</i>	<i>69,5</i>
<i>PMA insulaires</i>	<i>61,8</i>	<i>12,1</i>	<i>58,7</i>	<i>56</i>	<i>29,0</i>	<i>76,8</i>	<i>55,9</i>	<i>66,5</i>
<b>Autres pays en développement</b>	<b>56 592,5</b>	<b>13,3</b>	<b>28,4</b>	<b>81</b>	<b>47,4</b>	<b>79,6</b>	<b>49,3</b>	<b>64,6</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>76 758,8</b>	<b>12,1</b>	<b>28,8</b>	<b>70</b>	<b>44,6</b>	<b>80,1</b>	<b>51,2</b>	<b>65,8</b>

Source: FAO, FAOSTAT, août 2011, Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, juin 2011.

Note: Superficie terrestre: superficie du territoire hors eaux intérieures.

9. Indicateurs relatifs à la démographie														
Pays	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans		Taux de mortalité infantile		Espérance de vie moyenne à la naissance						Taux brut de natalité		Taux brut de mortalité	
	(pour 1 000 naissances vivantes)				Hommes		Femmes		Total		(Pour 1 000)			
	1990	2009	1990	2009	1990	2009	1990	2009	1990	2009	1990	2008	1990	2009
Afghanistan	250	199	167	134	41,4	44,3	41,2	44,3	41,3	44,3	51,5	46,1	22,8	19,2
Angola	258	161	153	98	40,2	45,6	43,8	49,6	42,0	47,6	52,7	42,3	22,7	16,5
Bangladesh	148	52	102	41	53,4	65,5	54,8	67,7	54,1	66,6	34,6	21,0	12,1	6,5
Bénin	184	118	111	75	52,5	60,7	55,0	63,0	53,8	61,8	45,5	39,0	14,5	8,9
Bhoutan	148	79	91	52	51,1	64,7	54,2	68,4	52,6	66,5	38,6	21,1	13,9	7,0
Burkina Faso	201	166	110	91	46,6	52,0	48,2	54,7	47,4	53,3	47,7	46,8	17,5	12,7
Burundi	189	166	114	101	44,7	49,4	48,0	52,4	46,3	50,9	46,5	34,3	18,7	13,7
Cambodge	117	88	85	68	53,2	59,7	56,6	63,4	54,9	61,5	43,6	24,7	12,3	8,2
Comores	128	104	90	75	54,5	63,6	58,4	68,1	56,4	65,8	36,8	31,9	10,9	6,5
Djibouti	123	94	95	75	49,4	54,4	52,4	57,2	50,8	55,7	42,0	28,0	14,3	10,9
Érythrée	150	55	92	39	46,0	57,6	50,3	62,2	48,1	59,9	40,5	36,4	15,8	8,3
Éthiopie	210	104	124	67	45,5	54,3	48,5	57,1	46,9	55,7	48,1	37,7	18,3	11,6
Gambie	153	103	104	78	49,8	54,6	52,7	58,0	51,2	56,2	43,9	36,3	15,1	11,1
Guinée	231	142	137	88	46,9	56,4	49,7	60,4	48,3	58,3	46,6	39,2	17,9	10,7
Guinée-Bissau	240	193	142	115	42,4	46,7	45,3	49,8	43,8	48,2	42,1	40,8	20,3	16,9
Guinée équatoriale	198	145	120	88	45,2	49,5	48,4	51,8	46,7	50,6	49,0	37,9	19,9	14,7
Haïti	152	87	105	64	53,5	59,7	56,3	63,2	54,9	61,4	37,3	27,3	12,9	9,0
Îles Salomon	38	36	31	30	56,4	65,7	57,1	67,7	56,7	66,7	39,7	29,8	11,5	6,0
Kiribati	89	46	65	37	54,6	58,9	59,1	63,1	56,8	60,9	32,2	26,6	10,5	8,7
Lesotho	93	84	74	61	57,4	45,0	61,0	45,7	59,2	45,4	36,4	28,6	10,7	16,8
Libéria	247	112	165	80	46,7	57,3	50,4	60,1	48,5	58,7	46,7	37,8	17,5	10,2
Madagascar	167	58	102	41	49,7	59,2	52,1	62,5	50,9	60,8	45,2	35,3	15,5	8,9
Malawi	218	110	129	69	48,1	52,9	50,5	54,7	49,2	53,8	50,1	39,7	17,4	11,8
Maldives	113	13	80	11	60,9	70,4	59,7	73,6	60,3	72,0	40,0	18,8	9,3	4,5
Mali	250	191	139	101	42,5	48,1	43,5	49,5	43,0	48,8	46,7	42,3	21,3	15,4
Mauritanie	129	117	81	74	53,9	55,0	57,4	59,0	55,6	57,0	39,9	33,1	11,5	10,2
Mozambique	232	142	155	96	41,8	47,4	44,9	48,8	43,3	48,1	43,4	38,3	20,5	15,7
Myanmar	118	71	84	54	57,0	59,9	60,8	64,4	58,9	62,1	26,9	20,3	10,5	9,6
Népal	142	48	99	39	54,2	66,4	53,7	67,8	54,0	67,1	38,5	24,9	12,9	6,3
Niger	305	160	144	76	41,3	51,1	41,9	52,9	41,6	52,0	55,7	53,2	23,6	14,5
Ouganda	184	128	111	79	46,1	52,8	49,8	54,1	47,9	53,4	49,5	45,8	16,7	12,3
Rép. centrafricaine	175	171	115	112	46,8	45,9	51,9	48,8	49,3	47,3	41,2	34,9	16,7	16,7
Rép. dém. du Congo	199	199	126	126	46,0	46,2	49,6	49,4	47,7	47,8	50,6	44,3	17,9	16,8
Rép. dém. populaire lao	157	59	108	46	53,1	64,0	55,6	66,9	54,3	65,4	41,4	27,1	13,1	6,9
Rép.-Unie de Tanzanie	162	108	99	68	49,0	55,5	52,7	57,1	50,8	56,3	44,1	41,3	14,8	11,0
Rwanda	171	111	103	70	30,8	48,8	34,7	52,5	32,7	50,6	45,4	41,0	32,2	14,2
Samoa	50	25	40	21	61,8	68,9	68,4	75,2	65,0	72,0	34,3	22,8	6,8	5,3
Sao Tomé-et-Principe	95	78	62	52	60,8	63,9	63,6	67,7	62,2	65,8	37,8	31,5	10,1	7,3
Sénégal	151	93	73	51	50,8	54,4	53,4	57,5	52,0	55,9	44,2	38,0	13,9	10,6
Sierra Leone	285	192	166	123	38,3	46,7	41,7	49,2	40,0	47,9	42,4	39,9	23,7	15,4
Somalie	180	180	109	109	43,0	48,7	46,1	51,5	44,5	50,1	45,5	43,7	19,6	15,5
Soudan	124	108	78	69	51,1	57,0	54,1	60,1	52,5	58,5	41,1	30,7	13,8	10,1
Tchad	201	209	120	124	49,5	47,7	53,1	50,2	51,2	48,9	47,5	45,3	16,2	16,5
Timor-Leste	184	56	138	48	45,0	60,7	46,6	62,5	45,8	61,6	43,0	40,1	18,0	8,5
Togo	150	98	89	64	55,7	61,2	59,9	64,6	57,7	62,9	42,4	32,4	11,4	8,0
Tuvalu	53	35	42	29	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	40	16	33	14	61,8	68,7	64,7	72,6	63,2	70,6	36,8	29,8	7,3	4,9
Yémen	125	66	88	51	53,7	61,8	55,0	65,1	54,3	63,4	51,3	36,4	12,7	7,0
Zambie	179	141	108	86	49,4	45,8	52,8	46,9	51,1	46,3	44,0	42,4	14,7	16,6
<b>PMA</b>	<b>179</b>	<b>121</b>	<b>112</b>	<b>78</b>	<b>49,9</b>	<b>54,7</b>	<b>52,4</b>	<b>57,5</b>	<b>51,1</b>	<b>56,1</b>	<b>42,2</b>	<b>34,2</b>	<b>15,6</b>	<b>10,7</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	195	137	117	85	46,9	52,1	50,0	54,8	48,4	53,4	46,4	39,9	17,6	12,9
<i>PMA asiatiques</i>	149	81	103	60	52,1	60,8	54,0	63,5	53,0	62,1	36,4	25,0	12,9	8,3
<i>PMA insulaires</i>	121	57	89	45	50,6	51,3	53,1	54,2	51,8	52,7	39,3	31,5	12,6	6,6
<b>Autres pays en développement</b>	<b>85</b>	<b>51</b>	<b>61</b>	<b>38</b>	<b>61,7</b>	<b>62,2</b>	<b>66,4</b>	<b>66,6</b>	<b>64,0</b>	<b>64,2</b>	<b>27,2</b>	<b>19,4</b>	<b>8,1</b>	<b>7,3</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>103</b>	<b>67</b>	<b>71</b>	<b>48</b>	<b>55,8</b>	<b>58,5</b>	<b>59,4</b>	<b>62,1</b>	<b>57,5</b>	<b>60,1</b>	<b>29,2</b>	<b>21,7</b>	<b>9,1</b>	<b>7,8</b>

Source: UNICEF, Child info, septembre 2010, base de données *Child Mortality*; Banque mondiale, *Indicateurs sur le développement dans le monde*, juin 2011; Division de statistique de l'ONU, Division de la population, *World Population Prospects*, Rev. 2008.

10. Indicateurs relatifs à la santé, 2009<sup>a</sup>

Pays	Enfants de poids insuffisant à la naissance	Pourcentage de femmes assistées par du personnel qualifié pendant l'accouchement	Pourcentage d'enfants de 1 an vaccinés			Nombre estimatif d'enfants séropositifs (0-14 ans)	Nombre estimatif de personnes séropositives (À partir de la naissance)	Estimation de la prévalence du VIH chez les adultes (Plus de 15 ans)
			Tuber-culose	DCT-triple vaccin	Rougeole			
			(%)					
Afghanistan	..	14,3	82	83	76	..	..	..
Angola	12	47,3	83	73	77	22	200	2,0
Bangladesh	22	24,4	99	94	89	..	6,3	<0,1
Bénin	15	74	99	83	72	5,4	60	1,2
Bhoutan	9	71,4	96	96	98	..	<1,0	0,2
Burkina Faso	16	53,5	92	82	75	17	110	1,2
Burundi	11	33,6	98	92	91	28	180	3,3
Cambodge	9	43,8	98	94	92	..	63	0,5
Cap-Vert	6	77,5	99	99	96	..	..	..
Comores	25	61,8	80	83	79	..	<0,5	0,1
Djibouti	10	92,9	90	89	73	..	14	2,5
Érythrée	14	28,3	99	99	95	3,1	25	0,8
Éthiopie	20	5,7	76	79	75	..	..	..
Gambie	20	56,8	94	98	96	..	18	2,0
Guinée	12	46,1	81	57	51	9	79	1,3
Guinée-Bissau	24	38,8	89	68	76	2,1	22	2,5
Guinée équatoriale	13	64,6	73	33	51	1,6	20	5,0
Haiti	25	26,1	75	59	59	12	120	1,9
Îles Salomon	13	70,1	81	81	60	..	..	..
Kiribati	5	63	76	86	82	..	..	..
Lesotho	13	61,5	96	83	85	28	290	23,6
Libéria	14	46,3	80	64	64	6,1	37	1,5
Madagascar	16	43,9	73	78	64	..	24	0,2
Malawi	13	53,6	95	93	92	120	920	11,0
Maldives	22	84	99	98	98	..	<0,1	<0,1
Mali	19	49	86	74	71	..	76	1,0
Mauritanie	34	60,9	81	64	59	..	14	0,7
Mozambique	15	55,3	87	76	77	130	1400	11,5
Myanmar	15	63,9	93	90	87	..	240	0,6
Népal	21	18,7	87	82	79	..	64	0,4
Niger	27	32,9	78	70	73	..	61	0,8
Ouganda	14	41,9	90	64	68	150	1 200	6,5
Rép. centrafricaine	13	43,7	74	54	62	17	130	4,7
Rép. dém. du Congo	10	74	80	77	76	..	..	..
Rép. dém. populaire lao	11	20,3	67	57	59	..	8,5	0,2
Rép.-Unie de Tanzanie	10	43,4	93	85	91	160	1 400	5,6
Rwanda	6	52,1	93	97	92	22	170	2,9
Samoa	4	100	94	72	49	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	8	81,7	99	98	90	..	..	..
Sénégal	19	51,9	97	86	79	..	59	0,9
Sierra Leone	14	42,4	95	75	71	2,9	49	1,6
Somalie	..	33	29	31	24	..	34	0,7
Soudan	31	49,2	82	84	82	..	260	1,1
Tchad	22	14,4	40	23	23	23	210	3,4
Timor-Leste	12	18,4	71	72	70	..	..	..
Togo	12	62	91	89	84	11	120	3,2
Tuvalu	5	97,9	99	89	90	..	..	..
Vanuatu	10	74	81	68	52	..	..	..
Yémen	32	35,7	58	66	58	..	..	..
Zambie	11	46,5	92	81	85	120	980	13,5
<b>PMA</b>	<b>16</b>	<b>41</b>	<b>84</b>	<b>79</b>	<b>77</b>	<b>1 100</b>	<b>9 700</b>	<b>2,0</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>15</b>	<b>64</b>	<b>88</b>	<b>81</b>	<b>80</b>	<b>2 500</b>	<b>29 800</b>	<b>0,9</b>

Source: UNICEF, La situation des enfants dans le monde, 2011; UNICEF, Child info, Monitoring the situation of children and women, 2011, <http://www.unicef.org/sowc2011/statistics.php>.

a 2009 ou dernière année disponible.

11. Indicateurs relatifs à la nutrition et à l'hygiène								
Pays	Disponibilités alimentaires totales (milliers de calories par habitant et par jour)		Pourcentage de la population ayant accès à des sources d'eau potable de meilleure qualité			Pourcentage de la population disposant d'installations d'assainissement adéquates		
	1990	2007	Total	Urbaine	Rurale	Total	Urbaine	Rurale
			2008					
Afghanistan	..	..	48	78	39	37	60	30
Angola	1 590	1 973	50	60	38	57	86	18
Bangladesh	1 960	2 281	80	85	78	53	56	52
Bénin	2 214	2 533	75	84	69	12	24	4
Bhoutan	..	..	92	99	88	65	87	54
Burkina Faso	2 400	2 677	76	95	72	11	33	6
Burundi	1 864	1 685	72	83	71	46	49	46
Cambodge	1 810	2 268	61	81	56	29	67	18
Cap-Vert	2 352	2 572	84	85	82	54	65	38
Comores	1 887	1 884	95	91	97	36	50	30
Djibouti	1 734	2 291	92	98	52	56	63	10
Érythrée	..	1 605	61	74	57	14	52	4
Éthiopie	1 556a	1 980	38	98	26	12	29	8
Gambie	2 521	2 385	92	96	86	67	68	65
Guinée	2 384	2 568	71	89	61	19	34	11
Guinée-Bissau	2 239	2 306	61	83	51	21	49	9
Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..	..	..
Haïti	1 735	1 870	63	71	55	17	24	10
Îles Salomon	2 081	2 422	..	..	..	..	98	..
Kiribati	2 592	2 899	..	..	..	..	..	..
Lesotho	2 325	2 476	85	97	81	29	40	25
Libéria	2 072	2 204	68	79	51	17	25	4
Madagascar	2 268	2 160	41	71	29	11	15	10
Malawi	1 914	2 172	80	95	77	56	51	57
Maldives	2 349	2 685	91	99	86	98	100	96
Mali	2 201	2 614	56	81	44	36	45	32
Mauritanie	2 551	2 841	49	52	47	26	50	9
Mozambique	1 829	2 067	47	77	29	17	38	4
Myanmar	1 865	2 465	71	75	69	81	86	79
Népal	2 158	2 360	88	93	87	31	51	27
Niger	2 116	2 376	48	96	39	9	34	4
Ouganda	2 331	2 211	67	91	64	48	38	49
Rép. centrafricaine	1 887	1 986	67	92	51	34	43	28
Rép. dém. du Congo	2 206	1 605	46	80	28	23	23	23
Rép. dém. populaire lao	2 036	2 240	57	72	51	53	86	38
Rép.-Unie de Tanzanie	2 121	2 032	54	80	45	24	32	21
Rwanda	1 709	2 085	65	77	62	54	50	55
Samoa	2 619	2 886	..	..	..	100	100	100
Sao Tomé-et-Principe	2 227	2 684	89	89	88	26	30	19
Sénégal	2 231	2 348	69	92	52	51	69	38
Sierra Leone	1 942	2 170	49	86	26	13	24	6
Somalie	..	..	30	67	9	23	52	6
Soudan	1 890	2 282	57	64	52	34	55	18
Tchad	1 606	2 056	50	67	44	9	23	4
Timor-Leste	-	2 066	69	86	63	50	76	40
Togo	2 010	2 161	60	87	41	12	24	3
Tuvalu	..	..	97	98	97	84	88	81
Vanuatu	2 561	2 740	83	96	79	52	66	48
Yémen	1 961	2 068	62	72	57	52	94	33
Zambie	2 042	1 873	60	87	46	49	59	43
<b>PMA</b>	<b>1 892</b>	<b>2 063</b>	<b>62</b>	<b>80</b>	<b>54</b>	<b>36</b>	<b>50</b>	<b>31</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>2 406</b>	<b>2 610</b>	<b>84</b>	<b>94</b>	<b>76</b>	<b>52</b>	<b>68</b>	<b>40</b>

Source: FAO, base de données FAOSTAT, juin 2011, UNICEF, La situation des enfants dans le monde, 2011.

a Ancienne Éthiopie: comprend l'Érythrée.

## 12. Indicateurs relatifs à l'enseignement et à l'alphabétisation

Pays	Taux d'alphabétisation des adultes			Taux d'alphabétisation des jeunes			Taux de scolarisation (%)								
	2009 <sup>a</sup>			2009 <sup>a</sup>			2010 <sup>b</sup>			2010 <sup>b</sup>			2010 <sup>b</sup>		
	Primaire			Secondaire			Tertiaire								
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	38,2	14,6	26,8	5,7	1,4	3,6
Angola	82,9	57,6	70,0	80,8	65,5	73,1	..	..	..	..	..	..	..	..	2,8
Bangladesh	60,7	51,0	55,9	74,1	76,8	75,5	82,9	89,9	86,3	40,4	42,6	41,5	10,0	5,6	7,9
Bénin	54,2	29,1	41,7	64,9	43,4	54,3	97,0	86,4	91,8	..	..	..	..	..	5,8
Bhoutan	65,0	38,7	52,8	80,0	68,0	74,4	86,3	88,5	87,4	46,0	49,0	47,5	8,2	4,8	6,6
Burkina Faso	36,7	21,6	28,7	46,7	33,1	39,3	67,1	59,4	63,3	18,1	14,1	16,1	4,6	2,2	3,4
Burundi	72,6	60,9	66,6	76,9	76,3	76,6	98,2	99,6	98,9	10,1	8,1	9,1	3,2	1,4	2,7
Cambodge	85,1	70,9	77,6	89,4	85,5	87,5	90,4	86,7	88,6	36,2	31,7	34,0	9,1	4,9	7,0
Comores	79,7	68,7	74,2	85,8	84,7	85,3	90,7	83,8	87,3	..	..	..	3,0	2,3	5,2
Djibouti	..	..	..	..	..	..	46,8	42,1	44,4	28,4	20,4	24,4	4,1	2,8	3,5
Érythrée	77,9	56,0	66,6	91,6	85,8	88,7	38,1	33,2	35,7	31,6	23,1	27,4	3,0	1,0	2,0
Éthiopie	41,9	18,0	29,8	55,9	33,3	44,6	85,2	80,1	82,7	..	..	..	5,5	1,7	3,6
Gambie	57,6	35,8	46,5	71,0	60,0	65,5	66,1	68,2	67,2	..	..	..	2,0	-	4,6
Guinée	50,8	28,1	39,5	68,1	53,8	61,1	77,9	67,8	72,9	35,4	21,7	28,7	13,7	4,6	9,2
Guinée-Bissau	66,9	38,0	52,2	78,2	63,6	70,9	..	..	..	..	..	..	..	..	2,9
Guinée équatoriale	97,0	89,8	93,3	97,7	98,2	97,9	54,3	53,8	54,1	..	..	..	..	..	..
Haïti	53,4	44,6	48,7	74,4	70,5	72,3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	81,2	80,0	80,6	31,7	28,6	30,2	..	..	..
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	64,4	70,7	67,5	..	..	..
Lesotho	82,9	95,3	89,7	85,7	98,1	92,0	71,2	75,0	73,1	21,9	35,7	28,8	3,3	3,9	3,6
Libéria	63,7	54,5	59,1	70,4	80,9	75,6	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	67,4	61,6	64,5	65,9	64,0	64,9	98,1	98,9	98,5	23,3	24,4	23,8	3,8	3,4	3,6
Malawi	80,6	67,0	73,7	86,9	86,0	86,5	88,5	93,2	90,8	25,7	24,4	25,0	0,7	..	..
Maldives	98,4	98,4	98,4	99,2	99,4	99,3	97,3	95,1	96,2	..	..	69,4	..	..	..
Mali	34,9	18,2	26,2	47,4	30,8	38,8	81,0	68,6	74,9	38,8	26,1	32,5	8,5	3,5	6,0
Mauritanie	64,5	50,3	57,5	70,9	64,3	67,7	73,9	78,8	76,3	17,3	15,2	16,3	5,3	2,2	3,8
Mozambique	70,1	41,5	55,1	78,1	63,7	70,9	95,0	89,7	92,3	17,0	15,3	16,1	1,9	1,0	1,5
Myanmar	94,7	89,5	92,0	96,1	95,3	95,7	..	..	..	49,2	50,0	49,6	9,1	12,4	10,7
Népal	72,0	46,9	59,1	86,9	76,7	82,0	..	..	..	..	..	..	7,8	3,1	5,6
Niger	42,9	15,1	28,7	52,4	23,2	36,5	63,3	51,3	57,4	12,5	7,7	10,1	2,2	0,8	1,4
Ouganda	81,4	62,1	71,4	87,3	81,1	84,1	90,9	93,6	92,2	21,8	20,5	21,2	4,5	3,6	4,1
Rép. centrafricaine	69,1	42,1	55,2	72,2	57,3	64,7	79,0	59,1	69,0	11,8	7,1	9,4	3,5	1,5	2,5
Rép. dém. du Congo	77,4	56,6	66,8	69,1	61,7	65,4	..	..	..	..	..	..	7,5	2,7	6,0
Rép. dém. populaire lao	82,5	63,2	72,7	89,2	78,7	83,9	84,1	80,7	82,4	38,5	33,5	36,0	15,0	11,7	13,4
Rép.-Unie de Tanzanie	79,0	66,9	72,9	78,5	76,4	77,4	95,8	97,0	96,4	..	..	..	2,0	0,9	1,4
Rwanda	75,0	66,8	70,7	77,0	77,4	77,2	94,7	97,0	95,9	..	..	..	5,5	4,1	4,8
Samoa	99,0	98,5	98,8	99,4	99,6	99,5	89,6	89,4	89,5	60,4	68,3	64,2	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	93,7	84,0	88,8	94,9	95,8	95,3	97,1	99,7	98,4	30,4	34,6	32,5	4,5	4,3	4,4
Sénégal	61,8	38,7	49,7	74,2	56,2	65,0	71,7	74,4	73,1	23,6	18,0	20,8	10,2	5,9	8,0
Sierra Leone	52,7	30,1	40,9	67,6	48,1	57,6	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	79,6	60,8	70,2	89,1	82,7	85,9	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchad	44,5	23,1	33,6	53,5	39,0	46,3	..	..	..	..	..	..	3,4	0,6	2,0
Timor-Leste	58,5	42,5	50,6	..	..	..	83,3	80,6	82,0	..	..	..	17,7	12,5	15,2
Togo	70,3	44,4	56,9	84,9	67,9	76,5	97,4	88,4	92,9	..	..	..	..	..	5,3
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	83,7	80,3	82,0	93,9	94,1	94,0	98,2	96,3	97,3	40,7	35,3	38,1	5,9	3,5	4,8
Yémen	79,9	44,7	62,4	95,6	72,2	84,1	79,4	65,7	72,7	..	..	..	14,3	6,0	10,2
Zambie	80,6	61,3	70,9	81,8	67,3	74,6	89,6	91,8	90,7	..	..	..	..	..	..
<b>PMA</b>	<b>67,9</b>	<b>51,6</b>	<b>59,6</b>	<b>75,4</b>	<b>67,8</b>	<b>71,6</b>	<b>85,5</b>	<b>84,3</b>	<b>84,9</b>	<b>33,3</b>	<b>30,9</b>	<b>32,2</b>	<b>7,2</b>	<b>4,0</b>	<b>5,6</b>
<b>Ensemble des pays en développement<sup>c</sup></b>	<b>85,4</b>	<b>73,4</b>	<b>79,4</b>	<b>90,8</b>	<b>84,9</b>	<b>87,8</b>	<b>88,2</b>	<b>85,4</b>	<b>87,4</b>	<b>54,4</b>	<b>53,9</b>	<b>54,1</b>	<b>20,9</b>	<b>20,5</b>	<b>20,6</b>

Source: Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), juin 2011.

a 2009 ou dernière année disponible.

b 2010 ou dernière année disponible.

c Moyennes pondérées des PMA et de l'ensemble des pays en développement (pondérée par groupe d'âge ou par âge scolaire (primaire, secondaire ou tertiaire)).

## 13. Indicateurs relatifs aux communications et aux médias

Pays	Bureaux de poste ouverts au public	Postes récepteurs de radio	Téléviseurs	Téléphones fixes	Téléphones mobiles	Ordinateurs individuels	Utilisateurs d'Internet
	(Pour 100 000 habitants)	(Pour 1 000 habitants)					
	2008 <sup>a</sup>	2009 <sup>b</sup>					
Afghanistan	1,7	129	80	4	426	3	36
Angola	0,3	81	140	6	438	7	33
Bangladesh	6,1	64	106	7	323	24	4
Bénin	1,8	357	45	10	563	7	22
Bhoutan	13,5	118	12	51	486	6	72
Burkina Faso	0,5	111	19	7	243	7	11
Burundi	0,6	166	36	4	101	8	19
Cambodge	0,5	..	8	2	423	4	5
Comores	3,4	159	31	27	181	7	36
Djibouti	1,3	93	67	13	149	24	30
Érythrée	1,4	433	67	8	28	8	0
Éthiopie	1,3	171	7	8	49	6	5
Gambie	1,6	147	14	29	840	33	76
Guinée	0,9	81	18	3	347	5	9
Guinée-Bissau	0,8	41	39	7	348	2	23
Guinée équatoriale	1,4	..	0	16	296	18	21
Haïti	0,6	208	104	15	364	52	100
Îles Salomon	32,1	132	12	16	57	46	19
Kiribati	25,9	89	41	46	10	10	80
Lesotho	7,7	75	44	24	320	3	37
Libéria	0,5	0	0	0	213	0	5
Madagascar	2,9	121	37	5	320	5	16
Malawi	2,3	268	11	8	157	2	47
Maldives	70,7	102	131	110	1479	201	279
Mali	0,7	131	49	6	342	8	19
Mauritanie	1,0	132	46	14	663	44	23
Mozambique	0,5	246	21	3	261	14	27
Myanmar	2,8	63	7	10	10	9	2
Népal	..	..	21	18	191	5	20
Niger	0,3	62	12	2	170	1	8
Ouganda	1,1	155	22	3	287	17	98
Rép. centrafricaine	0,6	111	10	2	136	3	5
Rép. dém. du Congo	0,2	379	5	0	143	0	0
Rép. dém. populaire lao	5,7	..	57	15	512	17	60
Rép.-Unie de Tanzanie	0,8	398	41	4	399	9	16
Rwanda	0,2	143	8	3	243	3	45
Samoa	19,6	1025	122	109	844	23	50
Sao Tomé-et-Principe	2,5	312	127	47	393	38	164
Sénégal	1,3	106	44	24	551	21	145
Sierra Leone	0,9	278	13	5	204	0	3
Somalie	..	65	26	12	70	9	12
Soudan	0,5	443	370	15	363	115	0
Tchad	0,4	103	9	1	204	2	15
Timor-Leste	0,3	..	0	2	291	0	2
Togo	0,9	352	26	10	330	30	54
Tuvalu	..	1456	0	91	201	80	0
Vanuatu	26,5	..	13	32	527	14	71
Yémen	2,8	..	344	43	353	28	100
Zambie	3,0	145	64	8	341	11	63

Source: UPU en ligne, juin 2011; UIT, World Telecom Indicators, mai 2011.

a 2008 ou dernière année disponible.

b 2009 ou dernière année disponible.

## 14. Indicateurs relatifs aux transports et aux réseaux de transport

Pays	Réseau routier 2008 <sup>a</sup>			Chemin de fer 2009 <sup>a</sup>				Aviation civile <sup>a</sup>	
	Total (km.)	Asphalté (%)	Densité (km/1000 km <sup>2</sup> )	Réseau (km.)	Densité (km./1000 km <sup>2</sup> )	Fret (millions de tonnes par km)	Passagers (millions de passagers par km)	Fret (millions de tonnes par km)	Passagers (milliers)
Afghanistan	42 150	29,3	64,6	..	..	..	..	8	..
Angola	51 429	10,4	41,3	..	..	..	..	64	275
Bangladesh	239 226	9,5	1 661,3	2 835	19,7	870	5 609	0	1 409
Bénin	19 000	9,5	168,7	758	6,7	36	..	..	..
Bhoutan	8 050	62,0	209,7	..	..	..	..	0	49
Burkina Faso	92 495	4,2	337,3	622	2,3	..	..	..	79
Burundi	12 322	10,4	442,8	..	..	..	..	..	..
Cambodge	38 257	6,3	211,3	650	3,6	92	45	1	184
Comores	880	76,5	472,9	..	..	..	..	..	..
Djibouti	3 065	45,0	132,1	781	33,7	97	82	..	..
Érythrée	4 010	21,8	34,1	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	44 359	12,8	38,4	..	..	..	..	424	2 914
Gambie	3 742	19,3	331,2	..	..	..	..	..	..
Guinée	44 348	9,8	180,4	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	3 455	27,9	95,6	..	..	..	..	..	..
Guinée équatoriale	2 880	..	102,7	..	..	..	..	..	..
Haïti	4 160	24,3	149,9	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	1 391	2,4	48,1	..	..	..	..	1	94
Kiribati	670	..	827,2	..	..	..	..	..	..
Lesotho	5 940	18,3	195,7	..	..	..	..	..	..
Libéria	10 600	6,2	95,2	..	..	..	..	..	..
Madagascar	49 827	11,6	84,9	854	1,5	12	10	14	500
Malawi	15 451	45,0	130,4	797	6,7	33	44	1	157
Maldives	88	..	290,0	..	..	..	..	0	85
Mali	18 912	18,0	15,1	734	0,6	..	208	..	..
Mauritanie	11 066	26,8	10,7	728	0,7	7 566	47	0	142
Mozambique	30 331	18,7	38,0	3 116	3,9	695	114	6	490
Myanmar	27 000	11,9	39,9	..	..	885	4 163	3	1 527
Népal	17 782	56,9	117,4	..	..	..	..	6	484
Niger	18 948	20,7	15,0	..	..	..	..	7	..
Ouganda	70 746	23,0	293,5	259	0,3	218	..	27	64
Rép. centrafricaine	24 307	..	39,0	..	..	..	..	..	..
Rép. dém. du Congo	153 497	1,8	65,5	3 641	1,7	182	35	7	..
Rép. dém. populaire lao	34 994	13,4	125,9	..	..	..	..	2	303
Rép.-Unie de Tanzanie	87 524	8,6	83,3	2 600	174,8	728	475	1	684
Rwanda	14 008	19,0	531,8	..	..	..	..	..	..
Samoa	790	14,2	820,0	..	..	..	..	2	271
Sao Tomé-et-Principe	320	68,1	333,3	..	..	..	..	0	51
Sénégal	14 805	29,3	69,0	906	..	384	129	7	573
Sierra Leone	11 300	8,0	157,5	..	..	..	..	8	22
Somalie	22 100	11,8	34,7	..	..	..	..	..	..
Soudan	11 900	36,3	4,7	4 508	1,8	766	34	42	607
Tchad	40 000	..	31,2	..	..	..	..	..	..
Timor-Leste	0	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	11 652	31,6	132,4	..	..	..	..	7	..
Tuvalu	0	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	1 070	23,9	87,8	..	..	..	..	2	112
Yémen	71 300	8,7	135,0	..	..	..	..	26	1 050
Zambie	66 781	22,0	88,7	1 273	1,7	..	..	0	62

Source: Banque mondiale, Indicateurs sur le développement dans le monde, mai 2011.

a Ou dernière année disponible.

## 15. Indicateurs relatifs à l'énergie, à l'environnement et aux catastrophes naturelles

Pays	Taux d'électrification (en %)	Population dépourvue d'électricité (en milliers)	Consommation nette totale d'électricité par habitant (en kWh)			Puissance électrique installée nette totale (kW pour 1 000 habitants)			Puissance électrique nette installée utilisant des sources d'énergie renouvelables (part de la puissance électrique installée nette total, en %)			Émissions de dioxyde de carbone par habitant (tonnes de dioxyde de carbone)			Forêts (variation en %)	Nombre de catastrophes naturelles <sup>c</sup>		
	2008 <sup>a</sup>	2008 <sup>a</sup>	1990	2000	2008	1990	2000	2008	1990	2000	2008	1990	2000	2009	1990-2009	1990	2000	2010
Afghanistan	14,4	23 300	76	24	32	37	18	18	59,1	71,7	76,5	0,5	0,1	0,0	0,0	1	6	5
Angola	26,2	12 900	115	115	269	74	56	92	66,8	49,5	43,1	0,9	1,3	1,9	-3,9	1	6	3
Bangladesh	41,0	94 900	45	94	207	22	27	36	9,1	6,4	4,2	0,1	0,2	0,4	-3,3	8	15	6
Bénin	24,8	7 000	35	59	77	3	8	7	0,0	1,9	1,7	0,1	0,2	0,4	-20,0	0	3	4
Bhoutan	..	..	77	478	1 286	586	703	2 206	96,9	97,2	98,9	0,2	0,5	0,5	6,7	0	1	0
Burkina Faso	10,0	13 800	19	26	45	8	10	17	14,3	26,4	12,7	0,1	0,1	0,1	-16,6	1	0	2
Burundi	..	..	21	18	30	8	8	6	74,4	78,2	98,1	0,1	0,1	0,0	-39,9	0	5	4
Cambodge	24,0	11 200	15	31	112	5	11	28	22,2	7,7	4,7	0,0	0,2	0,3	-21,0	0	1	1
Comores	..	..	33	31	66	12	9	8	20,0	20,0	16,7	0,2	0,2	0,2	-71,7	0	0	0
Djibouti	..	..	313	250	367	170	164	166	0,0	0,0	0,0	3,5	2,8	2,4	0,0	0	1	1
Érythrée	32,0	3 400	..	38	41	0	14	30	0,0	0,0	0,0	--	0,2	0,1	-4,4	0	1	0
Éthiopie	15,3	68 700	21	23	41	8	8	11	92,1	90,4	85,2	0,1	0,1	0,1	-15,3	2	10	4
Gambie	..	..	65	75	118	18	21	31	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	8,2	0	1	2
Guinée	..	..	75	83	87	30	42	34	23,1	40,1	37,2	0,2	0,2	0,1	-9,4	0	2	2
Guinée-Bissau	..	..	35	40	43	11	16	14	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,3	-8,3	0	0	1
Guinée équatoriale	..	..	43	79	139	13	24	50	20,0	16,7	3,2	0,3	4,2	7,3	-11,9	0	0	0
Haïti	38,5	6 000	67	34	22	20	28	25	39,4	25,8	25,8	0,1	0,2	0,2	-12,2	1	2	7
Îles Salomon	..	..	87	124	136	37	32	26	0,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,5	-4,5	0	0	0
Kiribati	..	..	91	142	211	28	47	62	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,4	0,0	0	0	0
Lesotho	16,0	1 700	113	146	123	0	40	40	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	9,5	1	1	0
Libéria	..	..	131	110	91	117	72	58	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,2	-11,6	1	2	1
Madagascar	19,0	16 400	46	46	52	19	14	12	48,2	46,3	50,4	0,1	0,1	0,2	-7,9	1	3	2
Malawi	9,0	13 000	69	95	107	19	21	22	78,9	91,3	92,1	0,1	0,1	0,1	-16,1	1	2	1
Maldives	..	..	99	304	627	65	120	158	0,0	0,0	0,0	0,5	1,6	2,3	0,0	0	0	0
Mali	..	..	27	35	35	10	18	21	51,7	47,4	55,4	0,1	0,1	0,1	-10,7	0	1	3
Mauritanie	..	..	64	85	167	55	58	83	58,1	56,6	38,3	0,5	1,3	0,9	-40,5	0	0	2
Mozambique	11,7	19 300	55	227	478	186	131	114	88,1	91,5	89,7	0,1	0,1	0,1	-9,6	2	7	3
Myanmar	13,0	42 800	43	70	89	27	24	35	23,5	29,3	32,6	0,1	0,2	0,2	-18,2	0	0	2
Népal	43,6	16 100	41	58	90	14	16	25	84,7	85,9	92,1	0,0	0,1	0,1	-24,5	2	3	4
Niger	..	..	43	34	42	8	13	10	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	-37,5	1	4	5
Ouganda	9,0	29 100	35	54	62	9	12	16	95,7	98,6	61,2	0,0	0,1	0,1	-35,3	3	6	2
Rép. centrafricaine	..	..	28	25	32	14	10	10	51,2	47,2	54,3	0,1	0,1	0,1	-2,4	0	3	1
Rép. dém. du Congo	11,1	57 000	113	88	91	73	48	37	97,9	98,7	98,7	0,1	0,1	0,0	-3,7	1	2	6
Rép. dém. populaire lao	55,0	2 700	69	-25	181	61	118	118	89,8	97,3	93,1	0,1	0,2	0,2	-8,6	0	3	0
Rép.-Unie de Tanzanie	11,5	36 800	54	57	85	20	26	24	65,0	65,0	60,5	0,1	0,1	0,2	-18,5	3	7	0
Rwanda	..	..	24	24	23	5	5	6	88,2	83,3	55,2	0,1	0,1	0,1	33,6	0	2	2
Samoa	..	..	274	464	520	117	167	216	31,6	42,2	29,3	0,8	0,8	0,8	31,5	1	0	0
Sao Tomé-et-Principe	..	..	120	185	226	52	101	83	33,3	43,9	42,9	0,6	0,7	0,9	0,0	0	0	0
Sénégal	42,0	7 400	100	99	151	31	30	47	0,0	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5	-8,9	0	1	2
Sierra Leone	..	..	46	22	11	30	14	10	1,6	7,3	7,7	0,3	0,2	0,3	-11,9	0	1	2
Somalie	..	..	34	30	31	10	8	7	0,0	0,0	7,7	0,2	0,1	0,1	-17,6	0	8	3
Soudan	31,4	27 000	48	61	91	19	23	30	45,0	39,9	43,4	0,2	0,2	0,3	-8,4	2	2	3
Tchad	..	..	14	10	9	5	4	3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-11,5	0	2	5
Timor-Leste	22,0	900	..	..	..	0	0	0	0,0	0,0	0,0	--	--	0,3	-22,0	0	0	0
Togo	20,0	5 400	108	103	108	26	18	14	69,1	72,8	78,8	0,2	0,3	0,5	-55,2	0	0	3
Tuvalu	..	..	..	..	..	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1	0	0
Vanuatu	..	..	145	191	186	71	63	56	0,0	0,0	0,0	0,8	0,4	0,7	0,0	3	0	0
Yémen	38,2	14 200	110	130	209	50	51	55	0,0	0,0	0,0	0,9	0,8	1,1	0,0	0	1	2
Zambie	18,8	9 900	770	594	600	216	163	132	98,2	99,1	99,5	0,3	0,2	0,2	-6,0	1	3	2
<b>PMA</b>	<b>23,9<sup>b</sup></b>	<b>540 900<sup>b</sup></b>	<b>64</b>	<b>78</b>	<b>123</b>	<b>33</b>	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>60,6</b>	<b>56,7</b>	<b>51,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>-6,7</b>	<b>38</b>	<b>118</b>	<b>98</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	..	..	73	77	102	37	31	30	77,2	73,8	67,2	0,1	0,2	0,2	-5,4	22	88	78
<i>PMA asiatiques</i>	..	..	49	78	157	27	29	41	28,2	29,4	32,8	0,2	0,2	0,3	-15,3	11	30	20
<i>PMA insulaires</i>	..	..	102	168	163	47	60	45	13,0	17,1	12,3	0,5	0,6	0,8	-7,3	5	0	0
<b>Autres pays en développement</b>	<b>72,0</b>	<b>1 453 000</b>	<b>538</b>	<b>825</b>	<b>1 340</b>	<b>538</b>	<b>825</b>	<b>1 340</b>	<b>31,5</b>	<b>46,8</b>	<b>75,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>3,2</b>	<b>-5,6</b>	<b>170</b>	<b>381</b>	<b>327</b>

Source: OCDE/AIE, World Energy Outlook, 2010; AIE, International Energy Annual 2010, mai 2011; EM-DAT, OFDA/CRED International Disaster Database, Université catholique de Louvain, site consulté en juillet 2011; et FAO, FAOSTAT, juin 2011.

a Taux d'électrification des ménages: 2008 ou dernière année disponible.

b Comprend 25 PMA.

c Les catastrophes naturelles comprennent les phénomènes ci-après: sécheresse, séisme, épidémie, températures extrêmes, inondation, coulée, tempête, incendie.

## 16. Condition de la femme dans les PMA

Pays	Taux d'alphabétisation des adultes	Taux de scolarisation			Santé, fécondité et mortalité		Activité économique, emploi		Participation à la vie politique	Indice d'inégalité des sexes <sup>c</sup>
		Primaire (net)	Secondaire (net)	Tertiaire (brut)	Taux de fécondité (naissances par femme)	Mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	Main-d'œuvre	Main-d'œuvre féminine: agriculture/main-d'œuvre totale	Femmes représentées au Parlement	
									Écart hommes-femmes <sup>a</sup> (%)	
		2009 <sup>b</sup>			2009	2008	2010	2010	Fin juin 2011	
Afghanistan		..	38,2	23,9	6,5	1400	23,4	82,0	27,7	0,797
Angola	72,7	..	..	..	5,6	610	47,3	80,6	38,6	..
Bangladesh	82,7	108,4	105,3	56,1	2,3	340	40,3	57,4	18,6	0,734
Bénin	53,4	89,1	..	..	5,4	410	40,8	43,0	8,4	0,759
Bhoutan	51,4	102,5	106,7	58,6	2,6	200	33,1	97,2	8,5	..
Burkina Faso	61,0	88,6	77,6	48,7	5,8	560	47,1	93,3	15,3	..
Burundi	89,6	101,4	80,6	43,3	4,5	970	51,4	97,3	32,1	0,627
Cambodge	91,0	96,0	87,5	53,6	2,9	290	48,3	69,8	21,1	0,672
Comores	86,7	92,4	..	77,0	3,9	340	43,7	82,8	3,0	..
Djibouti	..	90,0	71,7	69,4	3,8	300	43,3	79,4	13,8	..
Érythrée	77,1	87,0	73,1	32,9	4,5	280	40,9	78,5	22,0	..
Éthiopie	44,1	94,1	..	31,1	5,2	470	47,9	73,5	27,8	..
Gambie	64,6	103,2	..	..	5	400	46,8	86,5	7,5	0,742
Guinée	54,9	87,1	61,3	33,5	5,3	680	47,1	84,3	..	..
Guinée-Bissau	58,9	..	..	..	5,7	1000	38,2	94,4	10,0	..
Guinée équatoriale	95,7	99,0	..	..	5,3	280	32,5	87,4	10,0	..
Haïti	88,8	..	..	..	3,4	300	33,1	44,0	11,1	0,739
Îles Salomon	..	98,5	90,2	..	3,8	100	38,7	80,2	0,0	..
Kiribati	..	..	109,9	..	..	..	43,8	14,3	4,3	..
Lesotho	139,3	105,4	162,9	118,7	3,3	530	52,3	50,6	24,2	0,685
Libéria	88,5	..	..	..	5	990	40,3	68,6	12,5	0,766
Madagascar	93,2	100,8	104,7	90,3	4,6	440	49,1	76,4	12,5	..
Malawi	86,4	105,3	95,1	..	5,5	510	49,8	94,0	20,8	0,758
Maldives	98,1	97,8	..	..	2	37	42,0	14,3	6,5	0,533
Mali	55,5	84,7	67,3	40,8	5,4	830	38,4	73,6	10,2	0,799
Mauritanie	77,3	106,5	88,0	41,4	4,4	550	43,2	62,6	22,1	0,738
Mozambique	65,6	94,4	89,7	49,4	5	550	55,8	94,0	39,2	0,718
Myanmar	101,0	..	101,7	137,1	2,3	240	46,3	70,0	4,3	..
Népal	68,5	..	..	40,3	2,8	380	45,7	97,8	33,2	0,716
Niger	36,6	81,1	61,2	36,1	7,1	820	31,3	97,0	13,1	0,807
Ouganda	77,2	103,0	94,1	80,0	6,3	430	47,8	77,5	34,9	0,715
Rép. centrafricaine	64,3	74,7	59,8	43,0	4,7	850	44,9	70,3	13,0	0,768
Rép. dém. du Congo	75,7	..	..	35,3	5,9	670	38,5	72,6	10,4	0,814
Rép. dém. populaire lao	79,6	95,9	86,8	77,6	3,4	580	50,3	77,8	25,0	0,650
Rép.-Unie de Tanzanie	86,7	101,2	..	48,0	5,5	790	49,7	84,0	36,0	..
Rwanda	98,1	102,5	..	75,0	5,3	540	53,1	96,1	56,3	0,638
Samoa	91,0	99,8	113,0	..	3,9	..	33,8	27,3	4,1	..
Sao Tomé-et-Principe	93,9	102,7	113,6	97,7	3,7	..	40,4	69,6	18,2	..
Sénégal	65,4	103,8	76,3	58,5	4,9	410	43,2	77,2	22,7	0,727
Sierra Leone	62,2	..	..	..	5,2	970	51,1	72,6	13,2	0,756
Somalie	..	..	..	..	6,4	1200	39,2	76,7	6,8	..
Soudan	76,4	..	..	..	4,1	750	31,3	65,1	25,6	0,708
Tchad	53,4	..	..	17,2	6,1	1200	49,0	76,2	12,8	..
Timor-Leste	70,6	96,7	..	70,9	6,4	370	40,6	88,2	29,2	..
Togo	65,5	90,8	..	..	4,2	350	38,1	57,8	11,1	0,731
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	50,0	0,0	0,0	..
Vanuatu	93,3	98,0	86,7	59,4	3,9	..	46,5	30,0	3,8	..
Yémen	55,3	82,7	..	42,1	5,1	210	25,1	61,9	0,3	0,853
Zambie	77,5	102,5	..	..	5,7	470	43,3	68,0	14,0	0,752
<b>PMA</b>	<b>78,0</b>	<b>98,6</b>	<b>92,9</b>	<b>56,4</b>	<b>4,3</b>	<b>590</b>	<b>43,4</b>	<b>73,8</b>	<b>19,8</b>	<b>0,746</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>84,2</b>	<b>96,8</b>	<b>99,0</b>	<b>98,1</b>	<b>2,7</b>	<b>290</b>	<b>39,1</b>	<b>54,1</b>	<b>18,2</b>	<b>..</b>

Source: Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), données en ligne, juillet 2011; UNICEF, La situation des enfants dans le monde, 2011; Estimation de la mortalité maternelle établie par l'OMS, l'UNICEF et le FNUAP et la Banque mondiale, Maternal Mortality, septembre 2010; FAO, base de données FAOSTAT, août 2011; base de données de l'UIP, août 2011; PNUD, Rapport sur le développement humain, novembre 2010.

a Femmes en pourcentage des hommes.

b 2009 ou dernière année disponible.

c Plus l'indice d'inégalité des sexes est élevé, plus les inégalités dont souffrent les femmes sont fortes. Voir les notes explicatives des indicateurs composites du Rapport sur le développement humain à l'adresse: <http://hdrstats.undp.org/images/explanations/PSE.pdf>.

## 17. Principales exportations de marchandises de l'ensemble des PMA en 2008-2010

CTCI Rev.3	Produit	Principales exportations de marchandises des PMA <sup>a</sup>				Part des PMA dans les exportations totales			
		2008	2009	2010 <sup>b</sup>	2008-2010	2008	2009	2010 <sup>b</sup>	2008-2010
		(En millions de dollars)				(%)			
	Ensemble des produits	178 042	130 010	159 854	155 968	100,0	100,0	100,0	100,0
333	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	102 549	61 900	73 584	79 344	57,6	47,6	46,0	50,9
845	Vêtements en matières textiles	8 155	7 589	9 321	8 355	4,6	5,8	5,8	5,4
682	Cuivre	4 532	4 050	7 677	5 420	2,5	3,1	4,8	3,5
841	Vêtements pour homme en matières textiles, autres qu'en bonneterie	5 064	4 884	5 931	5 293	2,8	3,8	3,7	3,4
334	Produits pétroliers, raffinés	3 364	2 317	4 003	3 228	1,9	1,8	2,5	2,1
343	Gaz naturel, liquéfié ou non	5 415	4 474	3 842	4 577	3,0	3,4	2,4	2,9
971	Or à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)	2 362	2 994	3 757	3 038	1,3	2,3	2,4	1,9
842	Vêtements pour femme en matières textiles, autres qu'en bonneterie	2 700	2 409	3 024	2 711	1,5	1,9	1,9	1,7
844	Vêtements pour femme en matières textiles, bonneterie ou crochet	1 854	1 622	2 358	1 944	1,0	1,2	1,5	1,2
263	Coton	1 884	1 753	2 015	1 884	1,1	1,3	1,3	1,2
054	Légumes	1 336	1 474	1 877	1 562	0,8	1,1	1,2	1,0
247	Bois brut ou équarri	1 597	1 294	1 859	1 583	0,9	1,0	1,2	1,0
843	Vêtements pour homme ou garçon en matières textiles, bonneterie ou crochet	1 538	1 344	1 851	1 577	0,9	1,0	1,2	1,0
287	Minerais de métaux communs et leurs concentrés	1 385	1 046	1 804	1 412	0,8	0,8	1,1	0,9
071	Café et succédanés du café	1 460	1 289	1 754	1 501	0,8	1,0	1,1	1,0
036	Crustacés, mollusques et invertébrés aquatiques	1 422	1 250	1 613	1 428	0,8	1,0	1,0	0,9
034	Poissons frais (vivants ou morts), réfrigérés ou congelés	1 376	1 259	1 557	1 397	0,8	1,0	1,0	0,9
283	Minerais et concentrés de cuivre	1 603	1 147	1 509	1 420	0,9	0,9	0,9	0,9
121	Tabac brut ou non fabriqué	1 153	1 359	1 187	1 233	0,6	1,0	0,7	0,8
684	Aluminium	1 486	582	1 154	1 074	0,8	0,4	0,7	0,7
CTCI Rev.3	Produit	Part des PMA dans les exportations des pays en développement				Part des PMA dans les exportations mondiales			
		2008	2009	2010 <sup>b</sup>	2008-2010	2008	2009	2010 <sup>b</sup>	2008-2010
		(%)				(%)			
	Ensemble des produits	2,8	2,6	2,5	2,6	1,1	1,0	1,0	1,1
333	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	9,1	9,2	8,4	8,9	6,5	6,6	6,0	6,4
845	Vêtements en matières textiles	9,2	9,9	10,3	9,8	6,3	6,7	7,3	6,8
682	Cuivre	7,7	9,0	10,8	9,3	3,7	4,6	5,8	4,7
841	Vêtements pour homme en matières textiles, bonneterie ou crochet	12,0	13,2	13,7	13,0	7,7	8,7	9,5	8,6
334	Produits pétroliers, raffinés	1,0	1,0	1,4	1,1	0,4	0,5	0,6	0,5
343	Gaz naturel, liquéfié ou non	5,3	5,6	4,0	4,9	1,8	2,2	1,7	1,9
971	Or à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)	4,3	4,0	4,7	4,3	2,1	2,4	2,5	2,4
842	Vêtements pour femme en matières textiles, autres qu'en bonneterie	5,4	5,5	5,8	5,6	3,4	3,5	3,9	3,6
844	Vêtements pour femme en matières textiles, bonneterie ou crochet	6,0	5,7	6,4	6,1	4,5	4,3	5,0	4,6
263	Coton	33,7	36,2	23,9	30,0	14,5	16,5	10,6	13,3
054	Légumes	7,9	8,2	8,4	8,2	2,7	3,0	3,2	3,0
247	Bois brut ou équarri	39,1	38,0	42,5	40,0	11,2	12,6	14,3	12,7
843	Vêtements pour homme ou garçon en matières textiles, bonneterie ou crochet	7,7	7,8	8,7	8,1	6,3	6,4	7,3	6,7
287	Minerais de métaux communs et leurs concentrés	7,0	8,8	8,9	8,2	4,3	5,4	5,6	5,0
071	Café et succédanés du café	8,6	8,5	8,8	8,6	5,3	5,1	5,5	5,4
036	Crustacés, mollusques et invertébrés aquatiques	10,0	8,9	9,3	9,4	6,1	5,6	6,0	5,9
034	Poissons frais (vivants ou morts), réfrigérés ou congelés	7,2	6,7	6,3	6,7	3,1	2,8	2,7	2,9
283	Minerais et concentrés de cuivre	6,0	4,6	4,0	4,8	4,6	3,6	3,2	3,7
121	Tabac brut ou non fabriqué	17,5	17,1	15,5	16,7	11,1	11,5	10,5	11,0
684	Aluminium	4,4	2,5	3,1	3,4	1,2	0,7	1,0	1,0

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

a Par ordre décroissant de valeur des exportations des PMA en 2008-2010.

b Données provisoires pour 2010.

## 18. Exportations totales de marchandises: montant et taux moyen annuel de croissance

Pays	Exportations totales de marchandises (en millions de dollars)						Taux moyen annuel de croissance (en pourcentage)					
	1995	2000	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>	1995-2000	2000-2009	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>
Afghanistan	166	137	497	540	403	400	-0,2	20,2	21,8	8,7	-25,3	-0,9
Angola	3 723	7 887	44 396	72 179	40 985	46 437	10,3	27,4	39,3	62,6	-43,2	13,3
Bangladesh	3 501	6 389	12 453	15 380	15 073	19 239	11,6	13,0	5,5	23,5	-2,0	27,6
Bénin	420	392	1 047	1 282	1 225	1 188	-2,9	14,7	42,3	22,5	-4,5	-3,0
Bhoutan	103	103	674	519	496	540	1,0	23,4	62,6	-22,9	-4,5	8,9
Burkina Faso	276	206	623	693	900	1 050	-2,5	18,2	5,9	11,3	29,9	16,6
Burundi <sup>b</sup>	106	50	62	54	62	100	-8,5	7,9	6,9	-13,3	14,6	62,0
Cambodge	855	1 389	4 088	4 708	4 302	5 500	12,8	15,0	10,7	15,2	-8,6	27,9
Comores	11	14	14	7	12	13	6,3	-5,9	32,5	-52,8	83,2	8,0
Djibouti	14	32	58	69	77	85	12,0	11,3	3,7	18,5	12,4	10,1
Érythrée	86	19	13	11	11	12	-31,0	-6,7	7,7	-15,3	-2,7	10,1
Éthiopie	423	486	1 277	1 602	1 618	2 580	2,9	19,2	22,5	25,4	1,0	59,4
Gambie	16	15	13	14	15	15	-5,0	2,9	13,4	7,1	7,7	0,0
Guinée	702	666	1 203	1 342	1 050	1 105	-1,6	7,1	16,5	11,5	-21,8	5,3
Guinée équatoriale	90	1 097	10 210	14 930	8 822	10 400	60,6	27,6	24,4	46,2	-40,9	17,9
Guinée-Bissau	24	62	107	128	119	123	18,6	9,1	44,4	19,8	-6,8	2,9
Haïti	110	318	522	480	576	560	31,7	8,0	5,6	-8,1	20,1	-2,9
Îles Salomon	168	69	166	210	163	227	-14,5	16,3	38,0	27,2	-22,4	38,6
Kiribati	7	4	10	15	15	15	-4,9	19,7	55,3	53,4	0,0	0,0
Lesotho	160	221	804	882	716	849	3,9	13,8	14,9	9,8	-18,9	18,6
Libéria	820	329	187	234	155	200	-14,5	0,5	22,0	25,1	-33,6	28,9
Madagascar	507	862	1 343	1 667	1 096	1 275	9,3	5,6	33,2	24,1	-34,3	16,4
Malawi	405	379	869	879	1 188	1 066	-2,1	12,2	30,4	1,2	35,1	-10,2
Maldives	85	109	228	331	169	200	4,9	8,1	1,2	45,2	-49,0	18,3
Mali	442	545	1 556	2 097	1 782	1 954	5,5	13,7	0,4	34,8	-15,0	9,7
Mauritanie	488	355	1 402	1 788	1 370	2 040	-7,3	23,6	2,5	27,5	-23,4	48,9
Mozambique	169	364	2 412	2 653	2 147	2 243	14,0	19,1	1,3	10,0	-19,1	4,5
Myanmar	860	1 646	6 317	6 950	6 731	8 590	14,3	17,2	37,8	10,0	-3,2	27,6
Népal	345	804	868	939	823	950	17,8	3,1	3,6	8,1	-12,4	15,5
Niger	288	283	650	912	861	926	-0,7	15,1	24,8	40,3	-5,7	7,6
Ouganda	461	450	1 776	2 208	2 327	2 164	-1,7	21,7	49,6	24,3	5,4	-7,0
Rép. centrafricaine	171	161	178	150	124	161	-1,1	0,4	12,8	-15,7	-17,6	30,3
Rép. dém. du Congo	1 649	824	2 600	3 950	3 200	4 937	-14,4	19,2	12,1	51,9	-19,0	54,3
Rép. dém. populaire lao	311	330	923	1 092	1 005	1 550	0,6	19,0	4,6	18,3	-7,9	54,2
Rép.-Unie de Tanzanie	682	734	2 219	3 040	2 982	4 051	-2,8	18,2	15,5	37,0	-1,9	35,8
Rwanda	52	53	177	256	192	238	-0,7	17,0	19,9	45,1	-25,2	23,9
Samoa	9	14	97	72	46	60	13,6	5,5	49,6	-26,1	-36,1	29,4
Sao Tomé-et-Principe	5	3	7	11	8	6	-15,1	11,0	-12,6	58,0	-23,7	-21,4
Sénégal	993	920	1 652	2 206	2 017	2 161	-0,6	9,3	6,2	33,5	-8,6	7,1
Sierra Leone	42	13	245	216	208	340	-30,7	32,7	5,8	-11,8	-3,6	63,7
Somalie	170	193	346	415	422	450	2,3	7,7	21,4	19,9	1,7	6,6
Soudan	556	1 807	8 879	11 671	7 834	10 500	20,7	23,5	57,0	31,4	-32,9	34,0
Tchad	243	183	3 668	4 328	2 633	3 071	-3,5	41,5	9,4	18,0	-39,2	16,6
Timor-Leste <sup>c</sup>	-	-	7	13	8	11	-	4,5	-22,2	85,7	-34,7	29,6
Togo	378	364	690	853	818	923	-1,6	9,8	12,7	23,6	-4,0	12,8
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	-23,5	28,9	78,5	64,5	100,0	0,0
Vanuatu	28	26	50	56	57	49	-2,7	11,4	2,1	13,6	0,7	-14,4
Yémen	1 945	4 079	6 299	7 584	6 259	8 500	8,7	9,7	-5,3	20,4	-17,5	35,8
Zambie	1 032	892	4 617	5 099	4 312	7 200	-1,5	25,9	22,5	10,4	-15,4	67,0
<b>PMA</b>	<b>24 098</b>	<b>36 276</b>	<b>128 499</b>	<b>176 715</b>	<b>127 416</b>	<b>156 253</b>	<b>6,4</b>	<b>19,2</b>	<b>24,2</b>	<b>37,5</b>	<b>-27,9</b>	<b>22,6</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	<i>15 697</i>	<i>21 160</i>	<i>95 801</i>	<i>138 288</i>	<i>91 845</i>	<i>110 404</i>	<i>3,9</i>	<i>22,4</i>	<i>30,0</i>	<i>44,3</i>	<i>-33,6</i>	<i>20,2</i>
<i>PMA asiatiques</i>	<i>8 086</i>	<i>14 878</i>	<i>32 120</i>	<i>37 711</i>	<i>35 092</i>	<i>45 269</i>	<i>10,9</i>	<i>13,0</i>	<i>9,7</i>	<i>17,4</i>	<i>-6,9</i>	<i>29,0</i>
<i>PMA insulaires</i>	<i>314</i>	<i>238</i>	<i>578</i>	<i>715</i>	<i>479</i>	<i>580</i>	<i>-4,7</i>	<i>9,8</i>	<i>17,4</i>	<i>23,7</i>	<i>-33,0</i>	<i>21,1</i>
<b>Autres pays en développement</b>	<b>1 410 857</b>	<b>2 019 745</b>	<b>5 147 977</b>	<b>6 111 364</b>	<b>4 822 583</b>	<b>6 239 372</b>	<b>5,7</b>	<b>14,2</b>	<b>16,0</b>	<b>18,7</b>	<b>-21,1</b>	<b>29,4</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>1 434 955</b>	<b>2 056 021</b>	<b>5 276 476</b>	<b>6 288 079</b>	<b>4 949 999</b>	<b>6 395 625</b>	<b>5,7</b>	<b>14,3</b>	<b>16,2</b>	<b>19,2</b>	<b>-21,3</b>	<b>29,2</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

a Données provisoires pour 2010.

b Burundi: à l'exclusion des exportations d'or.

## 19. Importations totales de marchandises: montant et taux moyen annuel de croissance

Pays	Importations totales de marchandises (en millions de dollars)						Taux moyen annuel de croissance (en pourcentage)					
	1995	2000	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>	1995-2000	2000-2009	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>
Afghanistan	387,0	1 175,9	2 819,0	3 019,9	3 336,4	4 200,0	20,6	10,0	9,2	7,1	10,5	25,9
Angola	1 467,7	3 040,0	13 662,0	20 982,0	22 659,9	16 574,0	14,3	24,1	55,6	53,6	8,0	-26,9
Bangladesh	6 694,0	8 883,0	18 595,0	23 840,0	21 851,1	27 793,7	5,7	13,3	16,0	28,2	-8,3	27,2
Bénin	745,7	613,0	2 037,1	2 289,4	2 064,2	2 189,8	-1,4	16,2	65,8	12,4	-9,8	6,1
Bhoutan	112,3	175,2	525,9	540,1	529,9	760,0	9,8	15,6	25,3	2,7	-1,9	43,4
Burkina Faso	454,8	611,0	1 678,1	2 041,2	1 870,3	2 177,3	5,4	14,6	11,7	21,6	-8,4	16,4
Burundi	234,2	147,9	319,1	402,3	402,2	509,2	-6,2	15,8	-25,9	26,1	0,0	26,6
Cambodge	1 186,8	1 935,7	5 438,9	6 508,4	5 875,8	7 300,0	11,2	15,2	14,0	19,7	-9,7	24,2
Comores	62,5	43,2	138,3	175,9	169,6	185,0	-5,4	17,2	20,0	27,2	-3,6	9,1
Djibouti	176,7	207,0	473,2	574,1	450,7	414,0	3,7	11,2	41,0	21,3	-21,5	-8,1
Érythrée	453,5	471,4	510,0	601,5	587,4	690,0	-0,2	3,6	3,0	17,9	-2,3	17,5
Éthiopie	1 145,2	1 261,8	5 808,6	8 680,3	7 973,9	9 692,2	3,1	24,0	11,5	49,4	-8,1	21,5
Gambie	182,4	187,0	305,0	329,4	303,9	300,0	-2,7	8,8	17,6	8,0	-7,7	-1,3
Guinée	818,5	612,0	1 190,0	1 600,0	1 400,0	1 363,0	-5,7	11,0	32,2	34,5	-12,5	-2,6
Guinée équatoriale	120,6	503,7	2 759,6	3 745,8	5 195,0	5 700,0	26,2	29,5	36,6	35,7	38,7	9,7
Guinée-Bissau	132,9	59,6	191,4	226,6	235,3	241,3	-15,7	17,8	32,2	18,4	3,8	2,6
Haïti	653,0	1 036,2	1 681,5	2 376,8	2 129,3	3 229,2	11,5	11,4	-2,4	41,3	-10,4	51,7
Îles Salomon	154,0	92,0	287,2	320,0	261,9	394,0	-10,1	18,9	32,4	11,4	-18,2	50,4
Kiribati	34,0	39,6	70,2	73,7	68,1	100,0	2,3	8,1	10,8	5,1	-7,6	46,9
Lesotho	1 106,9	809,2	1 731,3	2 030,0	1 900,0	2 196,3	-7,0	11,9	18,1	17,3	-6,4	15,6
Libéria	510,0	668,0	529,6	849,0	563,0	650,0	2,6	10,4	13,5	60,3	-33,7	15,5
Madagascar	628,1	997,0	2 445,5	3 850,6	3 159,3	2 752,0	8,3	15,6	38,9	57,5	-18,0	-12,9
Malawi	474,7	532,3	1 380,0	2 203,7	2 021,7	2 173,0	1,1	16,6	14,1	59,7	-8,3	7,5
Maldives	267,9	388,6	1 096,3	1 387,5	967,3	1 095,1	8,1	14,2	18,3	26,6	-30,3	13,2
Mali	772,1	806,4	2 184,8	3 338,9	2 430,8	2 968,0	1,3	15,0	20,1	52,8	-27,2	22,1
Mauritanie	431,3	454,2	1 595,5	1 941,2	1 429,8	1 972,1	-0,8	18,6	36,7	21,7	-26,3	37,9
Mozambique	704,0	1 162,3	3 049,7	4 007,8	3 764,2	3 564,2	11,4	14,6	6,3	31,4	-6,1	-5,3
Myanmar	1 347,9	2 401,5	3 280,1	4 299,1	4 392,6	4 650,0	14,5	7,4	27,9	31,1	2,2	5,9
Népal	1 333,0	1 573,0	3 121,5	3 590,1	4 384,4	5 500,0	1,6	14,4	25,3	15,0	22,1	25,4
Niger	373,6	395,2	1 148,7	1 574,5	2 364,2	2 857,9	0,7	22,1	21,0	37,1	50,2	20,9
Ouganda	1 056,1	1 538,1	3 493,4	4 525,9	4 247,4	4 782,4	6,8	15,8	36,6	29,6	-6,2	12,6
Rép. centrafricaine	174,1	117,0	248,9	300,4	270,9	315,7	-6,0	12,7	22,6	20,7	-9,8	16,6
Rép. dém. du Congo	1 046,0	697,1	2 950,0	4 100,0	3 300,0	3 907,9	-9,8	19,7	7,7	39,0	-19,5	18,4
Rép. dém. populaire lao	588,8	535,3	1 066,9	1 403,2	1 413,5	1 750,0	-4,3	15,1	0,7	31,5	0,7	23,8
Rép.-Unie de Tanzanie	1 674,5	1 523,5	5 337,1	7 081,1	6 296,3	7 706,3	-0,1	19,9	25,7	32,7	-11,1	22,4
Rwanda	237,7	213,2	737,3	1 177,7	1 203,9	1 394,4	-1,8	22,8	34,5	59,7	2,2	15,8
Samoa	95,0	90,1	265,6	287,9	230,5	309,8	0,4	11,6	-3,5	8,4	-19,9	34,4
Sao Tomé-et-Principe	29,3	29,8	79,1	114,0	103,3	112,2	5,0	17,3	11,6	44,2	-9,4	8,6
Sénégal	1 412,2	1 552,8	4 871,4	6 527,6	4 712,9	4 782,2	2,6	14,4	32,7	34,0	-27,8	1,5
Sierra Leone	133,5	149,4	446,5	533,4	521,1	773,3	-6,3	15,3	14,7	19,5	-2,3	48,4
Somalie	268,0	343,0	887,0	1 131,0	931,0	955,0	4,5	11,6	11,9	27,5	-17,7	2,6
Soudan	1 218,8	1 552,7	8 775,5	9 351,5	9 690,9	9 960,0	3,3	22,1	8,7	6,6	3,6	2,8
Tchad	488,2	317,0	1 797,1	1 906,0	2 266,1	2 623,0	-5,3	17,6	33,2	6,1	18,9	15,8
Timor-Leste <sup>b</sup>	-	-	176,0	268,6	295,1	440,0	-	20,0	74,3	52,6	9,9	49,1
Togo	593,5	562,2	1 450,0	1 540,0	1 508,5	1 636,3	-1,9	13,4	9,0	6,2	-2,0	8,5
Tuvalu	5,7	5,2	15,3	26,5	14,0	16,0	2,6	14,9	21,0	72,9	-47,1	14,3
Vanuatu	95,1	86,8	228,5	312,5	291,2	283,9	-1,3	16,1	5,3	36,7	-6,8	-2,5
Yémen	1 581,6	2 323,5	8 514,0	10 452,3	9 184,8	9 700,0	5,7	18,1	40,2	22,8	-12,1	5,6
Zambie	691,6	888,0	4 007,0	5 060,5	3 792,6	5 320,8	4,3	20,8	30,3	26,3	-25,1	40,3
<b>PMA</b>	<b>34 554,9</b>	<b>43 807,5</b>	<b>125 399,8</b>	<b>163 499,9</b>	<b>155 016,3</b>	<b>170 960,6</b>	<b>4,6</b>	<b>16,6</b>	<b>23,3</b>	<b>30,4</b>	<b>-5,2</b>	<b>10,3</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	<i>20 579,9</i>	<i>24 029,1</i>	<i>79 682,0</i>	<i>106 880,2</i>	<i>101 646,8</i>	<i>106 370,9</i>	<i>2,9</i>	<i>18,6</i>	<i>25,1</i>	<i>34,1</i>	<i>-4,9</i>	<i>4,6</i>
<i>PMA asiatiques</i>	<i>13 231,4</i>	<i>19 003,1</i>	<i>43 361,3</i>	<i>53 653,0</i>	<i>50 968,5</i>	<i>61 653,7</i>	<i>7,1</i>	<i>13,5</i>	<i>20,5</i>	<i>23,7</i>	<i>-5,0</i>	<i>21,0</i>
<i>PMA insulaires</i>	<i>743,6</i>	<i>775,3</i>	<i>2 356,5</i>	<i>2 966,6</i>	<i>2 401,0</i>	<i>2 936,0</i>	<i>1,5</i>	<i>16,2</i>	<i>17,9</i>	<i>25,9</i>	<i>-19,1</i>	<i>22,3</i>
<b>Autres pays en développement</b>	<b>1 465 328,3</b>	<b>1 872 962,2</b>	<b>4 571 340,0</b>	<b>5 551 760,3</b>	<b>4 461 684,9</b>	<b>5 760 319,0</b>	<b>3,2</b>	<b>13,9</b>	<b>17,5</b>	<b>21,4</b>	<b>-19,6</b>	<b>29,1</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>1 499 883,2</b>	<b>1 916 769,7</b>	<b>4 696 739,8</b>	<b>5 715 260,2</b>	<b>4 616 701,2</b>	<b>5 931 279,6</b>	<b>3,2</b>	<b>13,9</b>	<b>17,7</b>	<b>21,7</b>	<b>-19,2</b>	<b>28,5</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

a Données provisoires pour 2010.

b Timor-Leste: données disponibles depuis 2003.

## 20. Principaux marchés d'exportation des PMA: part en pourcentage en 2010

Pays	Pays développés					Pays en transition	Pays en développement						Divers	
	Total	UE	Japon	États-Unis et Canada	Autres pays développés		Total	Chine	Inde	Principaux exportateurs de pétrole	Nouveaux pays industriels, première génération	Nouveaux pays industriels, deuxième génération		Autres pays en développement
Afghanistan	21,9	9,9	0,1	11,8	0,2	12,2	65,9	0,6	21,0	14,8	0,2	0,0	29,2	0,0
Angola	40,5	8,5	0,2	31,8	0,0	0,0	59,5	52,3	0,0	0,7	0,0	0,2	6,3	0,0
Bangladesh	84,1	51,2	1,8	28,9	2,2	1,0	14,9	1,4	1,8	1,6	1,8	0,9	7,3	0,0
Bénin	14,5	14,2	0,0	0,1	0,2	0,0	85,5	22,5	14,5	7,5	0,9	4,8	35,4	0,0
Bhoutan	3,0	0,8	1,9	0,3	0,0	0,0	97,0	0,0	88,5	0,0	0,3	0,2	8,0	0,0
Burkina Faso	46,6	15,6	2,7	2,6	25,7	0,0	53,4	11,1	0,6	2,6	8,0	10,2	20,9	0,0
Burundi	54,6	37,9	0,1	2,0	14,6	0,8	44,6	2,0	0,4	8,8	5,7	0,1	27,6	0,0
Cambodge	76,5	21,8	3,3	50,0	1,4	0,7	22,9	1,4	0,1	0,2	12,1	3,8	5,2	0,0
Comores	39,8	36,4	0,7	2,7	0,1	0,2	60,1	0,0	9,1	10,4	7,8	0,0	32,8	0,0
Djibouti	11,9	7,1	2,9	1,8	0,1	0,1	88,0	0,4	1,6	12,3	0,2	0,2	73,4	0,0
Érythrée	40,4	37,2	0,0	2,8	0,4	0,0	59,6	8,0	1,3	7,8	0,1	0,8	41,6	0,0
Éthiopie	45,4	30,5	1,7	4,8	8,5	0,3	54,3	10,4	1,3	11,3	1,1	0,5	29,7	0,0
Gambie	27,0	24,1	0,2	2,4	0,3	0,0	73,0	8,6	35,2	0,4	2,7	1,7	24,4	0,0
Guinée	54,5	40,1	0,0	11,2	3,1	17,4	28,1	2,0	18,6	0,4	2,4	0,5	4,2	0,0
Guinée équatoriale	80,8	26,5	5,9	48,3	0,1	0,0	19,2	9,8	0,0	0,0	0,0	0,0	9,4	0,0
Guinée-Bissau	8,0	1,7	0,2	6,1	0,0	0,0	92,0	0,0	88,0	0,0	2,3	0,0	1,7	0,0
Haïti	82,2	6,0	0,2	75,1	0,8	0,0	17,8	1,0	0,2	1,2	1,9	2,4	11,1	0,0
Îles Salomon	14,3	9,1	2,9	0,4	1,9	0,0	85,7	65,0	0,5	0,0	5,5	10,2	4,5	0,0
Kiribati	21,4	0,5	15,7	3,7	1,6	0,0	78,5	0,0	0,0	0,0	18,9	34,2	25,4	0,0
Lesotho	93,4	11,7	0,1	81,7	0,0	0,0	6,6	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	6,5	0,0
Libéria	72,1	20,3	0,1	45,7	6,0	2,5	25,4	4,7	0,0	12,1	0,0	4,1	4,6	0,0
Madagascar	75,1	56,4	1,3	16,3	1,1	0,2	24,7	10,2	2,0	2,1	2,5	0,5	7,4	0,0
Malawi	55,6	36,7	0,2	17,0	1,7	2,0	42,2	3,1	1,2	0,5	1,6	2,1	33,7	0,2
Maldives	44,7	38,6	4,0	2,0	0,1	0,0	55,3	0,5	2,0	2,2	1,9	36,4	12,3	0,0
Mali	13,0	8,5	0,2	1,4	2,9	0,0	87,0	8,5	1,1	0,6	0,9	6,0	69,9	0,0
Mauritanie	43,8	35,2	5,9	2,1	0,6	2,3	53,9	39,9	0,1	2,3	0,4	0,2	11,1	0,0
Mozambique	65,9	63,1	0,3	2,0	0,5	1,1	32,9	6,1	2,1	0,6	0,9	1,6	21,5	0,0
Myanmar	24,9	17,5	5,9	0,8	0,6	0,3	72,8	7,0	14,4	0,1	5,4	42,3	3,6	2,0
Népal	18,4	9,8	0,8	6,7	1,2	0,1	69,2	1,5	57,5	0,5	1,1	0,2	8,4	12,2
Niger	61,3	39,3	3,9	14,3	3,8	0,8	37,9	0,5	0,2	22,9	0,5	0,9	12,9	0,0
Ouganda	38,4	32,0	0,5	2,4	3,6	1,1	60,5	1,2	1,0	7,9	1,9	0,6	47,9	0,0
Rép. centrafricaine	55,0	49,2	1,0	3,2	1,6	0,1	44,9	11,5	0,8	2,6	0,4	8,1	21,4	0,0
Rép. dém. du Congo	23,6	12,5	0,0	10,8	0,2	0,1	76,4	49,0	0,0	1,3	0,0	0,0	26,0	0,0
Rép. dém. populaire lao	19,5	12,7	2,3	4,2	0,2	0,1	80,4	34,4	0,0	0,0	0,0	45,8	0,2	0,0
Rép.-Unie de Tanzanie	32,9	17,3	6,1	1,8	7,7	1,5	65,7	16,7	8,4	8,9	1,6	2,5	27,6	0,0
Rwanda	21,5	15,1	0,2	5,8	0,4	0,5	78,1	9,6	0,3	1,1	4,4	3,0	59,7	0,0
Samoa	91,7	0,3	0,3	3,1	88,0	0,0	8,3	0,0	0,0	0,0	2,3	0,2	5,8	0,0
Sao Tomé-et-Principe	50,1	46,4	0,2	2,6	0,9	0,4	49,5	0,1	0,0	2,0	0,0	3,3	44,2	0,0
Sénégal	20,3	18,1	0,5	0,3	1,4	0,1	70,0	2,3	11,2	3,2	0,7	0,5	52,0	9,6
Sierra Leone	80,5	65,7	1,3	11,3	2,1	1,0	18,5	2,6	1,5	3,0	0,7	1,2	9,5	0,0
Somalie	0,9	0,8	0,0	0,0	0,1	0,0	99,1	0,5	0,0	94,8	0,0	0,1	3,6	0,0
Soudan	19,6	1,5	16,1	2,0	0,0	0,0	80,3	60,8	3,3	6,2	0,9	6,2	2,9	0,0
Tchad	80,8	10,3	0,0	70,5	0,0	0,0	19,1	16,6	0,3	1,2	0,1	0,3	0,7	0,0
Timor-Leste	36,0	16,0	13,7	2,4	3,8	0,0	64,0	0,2	0,5	0,0	61,9	0,8	0,6	0,0
Togo	19,7	17,7	0,0	0,9	1,1	0,1	80,0	3,3	8,5	14,6	1,5	3,1	49,1	0,2
Tuvalu	56,8	9,5	33,6	0,3	13,4	0,6	42,6	0,0	1,5	0,2	0,0	28,2	12,7	0,0
Vanuatu	28,6	3,9	22,1	1,2	1,5	0,0	71,4	0,3	0,9	0,2	2,0	63,1	5,0	0,0
Yémen	9,1	2,1	4,3	1,0	1,8	0,0	90,5	27,1	15,8	11,2	7,6	21,3	7,5	0,4
Zambie	55,6	4,4	0,1	0,1	51,1	0,1	44,3	20,2	0,3	3,0	0,4	0,1	20,3	0,0
<b>PMA</b>	<b>46,6</b>	<b>18,7</b>	<b>3,0</b>	<b>21,3</b>	<b>3,6</b>	<b>0,5</b>	<b>52,6</b>	<b>27,5</b>	<b>3,7</b>	<b>3,0</b>	<b>1,7</b>	<b>5,3</b>	<b>11,5</b>	<b>0,3</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	<i>44,0</i>	<i>14,3</i>	<i>2,9</i>	<i>22,5</i>	<i>4,4</i>	<i>0,4</i>	<i>55,4</i>	<i>35,4</i>	<i>1,6</i>	<i>3,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>13,6</i>	<i>0,2</i>
<i>PMA asiatiques</i>	<i>52,9</i>	<i>29,2</i>	<i>3,2</i>	<i>18,8</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>45,7</i>	<i>8,3</i>	<i>8,9</i>	<i>2,9</i>	<i>4,6</i>	<i>14,6</i>	<i>6,4</i>	<i>0,7</i>
<i>PMA insulaires</i>	<i>35,9</i>	<i>19,0</i>	<i>5,1</i>	<i>1,5</i>	<i>10,2</i>	<i>0,0</i>	<i>64,1</i>	<i>24,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>5,0</i>	<i>23,0</i>	<i>9,0</i>	<i>0,0</i>
<b>Autres pays en développement</b>	<b>44,6</b>	<b>16,4</b>	<b>7,4</b>	<b>18,0</b>	<b>2,8</b>	<b>1,7</b>	<b>53,6</b>	<b>12,0</b>	<b>3,7</b>	<b>4,9</b>	<b>13,6</b>	<b>6,1</b>	<b>13,3</b>	<b>0,2</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>44,7</b>	<b>16,5</b>	<b>7,3</b>	<b>18,1</b>	<b>2,8</b>	<b>1,6</b>	<b>53,5</b>	<b>12,3</b>	<b>3,7</b>	<b>4,9</b>	<b>13,3</b>	<b>6,1</b>	<b>13,3</b>	<b>0,2</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

## 21. Principales sources d'importation des PMA: part en pourcentage en 2010

Pays	Pays développés					Pays en transition	Pays en développement							Divers
	Total	UE	Japon	États-Unis et Canada	Autres pays développés		Total	Chine	Inde	Principaux exportateurs de pétrole	Nouveaux pays industriels, première génération	Nouveaux pays industriels, deuxième génération	Autres pays en développement	
Afghanistan	38,6	11,6	3,3	23,5	0,2	11,2	50,2	4,3	6,6	9,8	1,8	2,7	25,0	0,0
Angola	60,1	43,2	1,0	11,8	4,1	0,2	39,7	16,0	0,0	4,9	0,0	3,1	15,8	0,0
Bangladesh	20,7	8,3	4,4	4,5	3,5	4,4	74,8	22,8	13,0	6,9	13,9	11,4	6,7	0,0
Bénin	46,8	37,9	2,6	1,7	4,7	0,0	53,2	8,5	2,0	5,3	2,5	7,0	27,9	0,0
Bhoutan	25,9	7,9	8,4	2,5	7,1	0,0	74,1	0,7	60,8	0,1	3,9	3,9	4,7	0,0
Burkina Faso	41,6	34,1	1,4	5,3	0,8	1,6	56,8	5,0	2,6	2,0	2,6	1,4	43,2	0,0
Burundi	34,9	25,7	5,6	3,0	0,6	0,4	64,7	9,8	4,9	11,4	0,6	1,0	37,0	0,0
Cambodge	6,5	2,3	1,9	1,9	0,4	0,2	93,3	14,7	0,6	0,1	36,5	28,7	12,8	0,0
Comores	30,9	29,8	0,6	0,5	0,1	0,0	69,0	4,8	6,3	20,6	4,0	3,8	29,6	0,0
Djibouti	20,5	11,1	2,4	6,6	0,5	1,7	77,8	20,9	15,5	7,2	3,3	13,4	17,6	0,0
Érythrée	24,2	21,1	0,1	1,4	1,6	2,2	73,6	10,9	9,2	18,4	3,8	1,1	30,2	0,0
Éthiopie	27,9	15,5	5,5	5,8	1,0	2,2	70,0	24,0	7,2	19,0	2,0	5,2	12,6	0,0
Gambie	46,4	36,8	1,8	6,3	1,5	0,2	53,5	11,2	2,8	4,1	3,4	5,8	26,2	0,0
Guinée	54,5	44,8	1,4	5,5	2,8	1,6	43,9	13,3	4,5	2,4	2,3	3,2	18,3	0,0
Guinée équatoriale	37,7	25,8	1,0	10,6	0,3	0,5	61,8	17,5	0,0	37,5	0,0	0,5	6,3	0,0
Guinée-Bissau	42,9	40,2	0,3	1,7	0,7	0,1	57,0	4,0	1,2	0,0	0,7	4,1	47,0	0,0
Haïti	75,6	8,3	3,2	63,2	0,9	0,1	23,8	2,2	0,9	0,7	1,9	3,6	14,4	0,6
Îles Salomon	46,2	3,0	6,4	2,1	34,8	0,0	53,8	3,7	2,9	0,0	29,8	8,2	9,2	0,0
Kiribati	60,2	3,0	29,0	8,5	19,7	0,0	39,8	10,2	0,3	0,0	0,6	3,6	25,0	0,0
Lesotho	25,3	11,9	0,8	12,1	0,5	0,1	74,6	62,9	0,0	0,5	0,0	2,3	9,0	0,0
Libéria	36,6	7,0	26,5	2,8	0,3	0,7	62,7	59,5	0,0	0,3	0,0	1,1	1,7	0,0
Madagascar	32,9	22,7	0,6	9,0	0,6	0,1	67,1	17,9	5,5	7,2	9,6	5,9	21,0	0,0
Malawi	19,3	12,5	2,0	3,1	1,8	0,4	80,4	6,8	7,2	4,1	3,3	1,7	57,3	0,0
Maldives	15,1	7,7	0,6	3,2	3,5	0,0	84,9	6,5	7,8	18,0	26,8	15,7	10,1	0,0
Mali	36,8	25,9	2,6	6,5	1,8	2,8	60,3	9,2	2,3	1,5	0,9	1,5	44,9	0,0
Mauritanie	55,5	47,9	1,7	4,7	1,1	2,9	41,7	12,5	1,7	1,9	0,7	6,0	18,9	0,0
Mozambique	29,1	14,7	2,0	4,9	7,5	0,3	70,6	10,2	7,6	3,1	2,5	4,0	43,3	0,0
Myanmar	7,3	2,1	3,8	0,4	0,9	2,1	90,3	31,7	3,5	0,2	29,5	24,7	0,8	0,3
Népal	9,8	4,1	1,7	1,6	2,4	0,8	89,4	10,5	57,0	9,7	4,4	5,3	2,5	0,0
Niger	45,4	35,9	1,6	5,0	2,9	0,4	54,1	17,7	2,4	13,9	0,7	2,0	17,5	0,0
Ouganda	31,5	20,6	5,8	3,9	1,2	1,9	66,6	8,6	9,4	14,2	3,0	2,4	29,0	0,0
Rép. centrafricaine	54,9	41,9	1,2	11,0	0,8	0,1	44,9	5,2	0,8	1,7	8,7	1,7	26,9	0,0
Rép. dém. du Congo	33,0	27,4	1,0	3,4	1,1	2,6	64,4	15,2	0,0	4,5	0,0	0,4	44,2	0,0
Rép. dém. populaire lao	8,0	4,5	2,2	0,5	0,8	0,3	91,7	16,8	0,0	0,0	0,0	74,9	0,1	0,0
Rép.-Unie de Tanzanie	33,4	14,4	7,1	2,4	9,5	2,1	64,5	10,9	11,2	12,1	7,8	3,8	18,8	0,0
Rwanda	24,9	19,4	0,7	3,4	1,4	0,4	74,7	5,3	3,2	12,0	3,6	0,4	50,1	0,0
Samoa	75,3	1,3	8,4	11,5	54,1	0,0	24,7	6,1	0,1	0,0	8,0	3,8	6,7	0,0
Sao Tomé-et-Principe	69,3	66,8	2,3	0,2	0,0	0,0	29,8	2,2	0,3	17,1	1,5	0,6	8,2	0,8
Sénégal	50,9	43,6	2,4	3,2	1,6	3,2	45,6	8,3	2,5	12,0	1,3	3,9	17,6	0,3
Sierra Leone	33,3	16,4	4,3	11,8	0,8	0,5	65,0	3,4	3,9	3,8	1,9	2,9	49,1	1,2
Somalie	3,3	2,8	0,0	0,4	0,1	0,0	96,7	8,2	0,0	40,0	0,0	2,1	46,4	0,0
Soudan	27,6	17,2	3,2	3,1	4,1	3,2	69,2	19,4	5,5	19,3	3,0	2,5	19,4	0,0
Tchad	63,8	48,7	0,3	14,1	0,7	2,4	33,9	11,3	0,9	2,9	0,5	0,2	18,0	0,0
Timor-Leste	6,0	0,3	0,6	1,0	4,2	0,0	94,0	8,9	0,4	0,0	0,3	39,7	44,7	0,0
Togo	43,5	36,7	0,8	5,4	0,6	1,5	54,2	27,7	5,1	2,0	2,0	5,6	11,8	0,7
Tuvalu	60,9	0,1	55,6	0,7	4,4	0,0	39,1	10,2	0,3	0,0	0,1	4,2	24,4	0,0
Vanuatu	56,8	1,8	8,0	6,9	40,0	0,0	43,0	8,0	0,8	0,0	15,7	4,3	14,1	0,3
Yémen	25,4	14,1	3,2	4,4	3,7	2,3	72,3	13,2	7,8	26,3	1,7	6,2	17,1	0,0
Zambie	13,7	9,1	1,6	1,8	1,2	0,0	86,3	5,4	2,7	11,9	1,7	0,4	64,2	0,0
<b>PMA</b>	<b>31,9</b>	<b>19,2</b>	<b>3,1</b>	<b>6,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,1</b>	<b>66,0</b>	<b>16,0</b>	<b>7,3</b>	<b>10,2</b>	<b>6,5</b>	<b>7,2</b>	<b>18,9</b>	<b>0,0</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	39,2	25,8	2,8	7,9	2,8	1,4	59,3	15,0	3,9	11,0	2,2	2,9	24,3	0,1
<i>PMA asiatiques</i>	18,7	7,8	3,6	4,8	2,6	3,4	77,9	18,2	13,4	8,8	13,7	14,4	9,4	0,0
<i>PMA insulaires</i>	33,5	8,3	4,3	3,9	17,0	0,0	66,4	6,4	3,9	8,8	16,9	13,8	16,6	0,1
<b>Autres pays en développement</b>	<b>41,2</b>	<b>14,8</b>	<b>9,5</b>	<b>12,5</b>	<b>4,5</b>	<b>2,4</b>	<b>56,2</b>	<b>14,9</b>	<b>2,2</b>	<b>9,3</b>	<b>11,7</b>	<b>7,7</b>	<b>10,3</b>	<b>0,1</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>41,0</b>	<b>14,9</b>	<b>9,3</b>	<b>12,3</b>	<b>4,4</b>	<b>2,4</b>	<b>56,5</b>	<b>15,0</b>	<b>2,3</b>	<b>9,4</b>	<b>11,6</b>	<b>7,7</b>	<b>10,6</b>	<b>0,1</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, août 2011.

## 22. Indices du commerce des marchandises

Pays	Nombre de produits exportés <sup>a</sup> (unités)			Indice de concentration des exportations <sup>b</sup>			Indice de diversification des exportations <sup>c</sup>			Termes de l'échange <sup>d</sup> (2 000 = 100)	
	1995	2000	2009	1995	2000	2009	1995	2000	2009	1995	2009
Afghanistan	187	51	231	0,359	0,366	0,180	0,800	0,817	0,608	..	107,6
Angola	31	41	72	0,898	0,885	0,955	0,860	0,818	0,820	80,8	170,8
Bangladesh	123	98	193	0,352	0,412	0,371	0,669	0,792	0,798	111,8	64,5
Bénin	165	70	135	0,674	0,577	0,354	0,768	0,803	0,753	106,6	83,1
Bhoutan	39	28	37	0,326	0,416	0,437	0,629	0,619	0,643	..	152,0
Burkina Faso	40	63	86	0,573	0,561	0,338	0,767	0,736	0,720	131,0	78,6
Burundi	26	12	66	0,597	0,703	0,585	0,757	0,737	0,802	163,6	137,9
Cambodge	173	61	115	0,384	0,376	0,415	0,785	0,774	0,807	..	85,0
Comores	70	99	5	0,641	0,770	0,514	0,667	0,753	0,751	86,2	65,7
Djibouti	185	181	171	0,130	0,129	0,327	0,537	0,532	0,648	..	77,0
Érythrée	99	20	24	0,373	0,311	0,218	0,600	0,602	0,632	101,7	73,3
Éthiopie	25	27	104	0,647	0,535	0,339	0,548	0,570	0,797	151,0	121,1
Gambie	99	102	38	0,314	0,461	0,262	0,582	0,709	0,628	100,0	85,5
Guinée	51	46	92	0,627	0,574	0,494	0,851	0,845	0,794	89,6	143,3
Guinée équatoriale	56	16	96	0,558	0,810	0,730	0,610	0,674	0,739	36,8	150,8
Guinée-Bissau	8	70	14	0,525	0,615	0,926	0,690	0,684	0,804	102,7	66,0
Haïti	123	137	63	0,232	0,472	0,513	0,632	0,724	0,748	113,2	70,6
Îles Salomon	19	17	21	0,600	0,593	0,741	0,699	0,788	0,822	..	87,3
Kiribati	12	10	18	0,637	0,644	0,326	0,487	0,479	0,563	..	60,9
Lesotho	38	27	34	0,323	0,479	0,501	0,764	0,570	0,860	100,0	78,3
Libéria	21	30	23	0,807	0,574	0,598	0,771	0,834	0,775	..	111,4
Madagascar	186	218	227	0,234	0,260	0,220	0,733	0,760	0,728	79,6	75,5
Malawi	70	70	111	0,663	0,585	0,625	0,821	0,805	0,809	105,7	94,2
Maldives	9	10	7	0,410	0,350	0,804	0,483	0,483	0,540	..	127,9
Mali	42	162	112	0,586	0,649	0,749	0,759	0,815	0,871	109,6	165,4
Mauritanie	31	138	79	0,500	0,498	0,496	0,702	0,808	0,818	102,2	150,9
Mozambique	192	214	236	0,360	0,307	0,322	0,751	0,788	0,734	151,1	98,2
Myanmar	89	202	173	0,307	0,270	0,335	0,817	0,792	0,822	214,3	117,1
Népal	53	89	113	0,440	0,307	0,150	0,485	0,559	0,658	..	80,7
Niger	32	50	71	0,552	0,395	0,509	0,748	0,833	0,792	121,4	185,2
Ouganda	81	77	186	0,650	0,329	0,234	0,864	0,802	0,732	197,2	120,4
Rép. centrafricaine	28	16	24	0,450	0,641	0,397	0,684	0,717	0,702	193,0	78,5
Rép. dém. du Congo	67	184	216	0,532	0,605	0,353	0,811	0,811	0,824	79,8	112,0
Rép. dém. populaire lao	124	141	90	0,326	0,313	0,321	0,708	0,745	0,778	..	103,9
Rép.-Unie de Tanzanie	179	85	247	0,275	0,258	0,294	0,750	0,734	0,768	98,0	121,1
Rwanda	116	121	212	0,599	0,457	0,404	0,717	0,726	0,821	110,1	155,3
Samoa	72	9	139	0,712	0,640	0,680	0,605	0,743	0,736	..	80,4
Sao Tomé-et-Principe	79	36	53	0,519	0,902	0,699	0,549	0,573	0,564	100,0	165,4
Sénégal	104	116	164	0,288	0,264	0,235	0,758	0,751	0,686	156,3	99,2
Sierra Leone	19	9	97	0,554	0,514	0,270	0,791	0,641	0,617	-	64,6
Somalie	119	32	36	0,716	0,666	0,467	0,794	0,801	0,783	..	101,3
Soudan	19	63	47	0,351	0,612	0,765	0,569	0,783	0,743	100,0	152,5
Tchad	19	23	173	0,722	0,744	0,871	0,707	0,774	0,772	92,6	136,0
Timor-Leste	-	-	10	-	-	0,544	-	-	0,806	-	..
Togo	98	216	157	0,364	0,291	0,249	0,748	0,752	0,712	99,1	28,6
Tuvalu	8	45	..	0,382	0,227	0,481	0,544	0,454	0,523	..	-
Vanuatu	55	13	28	0,301	0,504	0,368	0,588	0,757	0,760	..	95,4
Yémen	70	83	145	0,891	0,896	0,796	0,763	0,790	0,784	..	126,6
Zambie	86	98	249	0,829	0,517	0,655	0,857	0,839	0,859	189,7	155,9
<b>PMA</b>	<b>260</b>	<b>259</b>	<b>260</b>	<b>0,230</b>	<b>0,328</b>	<b>0,450</b>	<b>0,731</b>	<b>0,721</b>	<b>0,696</b>	<b>..</b>	<b>124,1</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	241	258	260	0,255	0,384	0,586	0,765	0,749	0,724	..	136,7
<i>PMA asiatiques</i>	244	244	247	0,277	0,313	0,230	0,758	0,759	0,711	..	95,0
<i>PMA insulaires</i>	168	195	221	0,368	0,238	0,383	0,772	0,808	0,845	..	101,4
<b>Autres pays en développement</b>	<b>261</b>	<b>261</b>	<b>260</b>	<b>0,091</b>	<b>0,127</b>	<b>0,115</b>	<b>0,276</b>	<b>0,260</b>	<b>0,224</b>	<b>..</b>	<b>100,6</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>261</b>	<b>261</b>	<b>260</b>	<b>0,092</b>	<b>0,129</b>	<b>0,120</b>	<b>0,278</b>	<b>0,262</b>	<b>0,228</b>	<b>..</b>	<b>101,0</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, novembre 2010.

- a Le nombre des produits est calculé à partir de la classification à trois chiffres des produits de la CTCI, révision 3. Il ne comprend que les produits dont la valeur est supérieure à 100 000 dollars ou à 0,3 % des exportations totales du pays ou du groupe de pays concerné. Le nombre maximum de produits est de 261.
- b L'indice de concentration, aussi appelé indice Herfindahl-Hirschmann, mesure le degré de concentration du marché. Il a été normalisé pour obtenir des valeurs allant de 0 à 1. Une valeur proche de 1 indique que le marché est très concentré (concentration maximale) et une valeur proche de 0 indique une répartition plus égale des parts de marché.
- c L'indice de diversification indique l'ampleur des différences entre la structure des échanges commerciaux du pays ou du groupe de pays concerné et des exportations moyennes mondiales. Il va de 0 à 1: une valeur proche de 1 indique un écart plus grand par rapport aux exportations moyennes mondiales, une valeur proche de 0 indique une plus grande convergence entre les exportations du pays ou du groupe de pays concerné et des exportations moyennes mondiales. L'indice de diversification est calculé en mesurant l'écart absolu entre la part du pays et la structure des exportations mondiales.
- d Les termes nets de l'échange sont définis comme le rapport entre l'indice de valeur unitaire des exportations et l'indice de valeur unitaire des importations.

## 23. Exportations totales de services: montant et taux moyen annuel de croissance

Pays	Exportations totales de marchandises (en millions de dollars)						Taux moyen annuel de croissance (en pourcentage)				
	1995	2000	2007	2008	2009	2010	1995-2000 <sup>a</sup>	2000-2010 <sup>a</sup>	2008	2009	2010
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	113	267	311	329	623	787	7.4	11.2	6.0	89.1	26.3
Bangladesh	698	815	1,617	1,996	1,976	2,414	4.6	12.5	23.4	-1.0	22.2
Benin	194	136	302	348	325	351	-1.6	11.0	15.4	-6.6	8.1
Bhutan	15	20	60	55	58	..	9.5	14.3	-9.2	5.9	..
Burkina Faso	65	31	88	120	77	98	-8.3	12.4	35.8	-35.7	27.2
Burundi	16	4	31	83	50	55	-24.5	35.1	170.6	-40.1	11.0
Cambodia	114	428	1,548	1,645	1,625	1,826	27.5	17.1	6.3	-1.2	12.4
Central African Republic	62	31	..	..	66	..	-14.5	15.3	..	..	..
Chad	74	51	176	184	156	166	-3.0	14.6	4.5	-15.2	6.4
Comoros	35	38	55	67	68	69	-2.8	10.6	22.6	1.3	0.9
Dem. Rep. of the Congo	..	71	392	522	651	628	..	27.9	33.0	24.7	-3.5
Djibouti	163	162	248	297	322	..	0.7	8.4	19.5	8.5	..
Equatorial Guinea	4	18	..	..	..	..	35.1	12.6	..	..	..
Eritrea	49	61	..	..	..	..	-5.3	4.4	..	..	..
Ethiopia	345	506	1,368	1,959	1,895	2,353	7.7	17.5	43.2	-3.3	24.2
Gambia	54	134	132	123	104	133	17.4	4.3	-7.0	-15.4	28.0
Guinea	117	68	49	168	72	80	-8.2	-1.0	244.7	-57.0	10.7
Guinea-Bissau	6	6	33	44	..	..	-3.9	30.1	31.1	..	..
Haiti	104	172	257	343	382	382	12.7	11.7	33.3	11.4	0.0
Kiribati	4	6	9	..	..	..	4.6	7.1	..	..	..
Lao People's Dem. Rep.	97	176	278	402	391	470	12.0	12.1	44.4	-2.5	20.0
Lesotho	39	43	76	67	73	92	0.1	8.4	-11.7	8.4	26.4
Liberia	..	..	346	510	274	315	..	7.8 b	47.2	-46.2	15.0
Madagascar	242	364	759	854	576	640	7.2	8.7	12.5	-32.6	11.1
Malawi	24	34	73	75	78	84	7.2	9.0	2.1	4.0	7.9
Maldives	233	348	649	705	660	0	..	14.1	8.6	-6.4	..
Mali	88	99	377	454	401	392	3.4	14.6	20.6	-11.8	-2.2
Mauritania	28	47	81	93	136	160	9.2	12.4	14.0	47.4	17.3
Mozambique	242	325	459	555	612	697	5.8	9.6	21.0	10.2	13.9
Myanmar	365	478	284	268	218	225	6.0	-6.4	-5.8	-18.4	2.8
Nepal	679	506	511	724	652	..	-6.4	6.2	41.5	-9.8	..
Niger	33	38	85	131	113	118	-0.6	11.4	54.6	-13.6	4.4
Rwanda	18	59	179	408	341	374	27.5	24.1	127.9	-16.5	9.7
Samoa	56	..	139	134	149	..	1.5 c	7.9 d	-3.3	11.2	..
Sao Tome and Principe	6	14	7	10	11	13	17.4	0.7	44.4	17.4	11.0
Senegal	512	387	1,202	1,294	1,132	1,111	-2.8	13.8	7.7	-12.5	-1.9
Sierra Leone	87	42	45	61	53	59	-18.6	1.9	35.5	-14.1	11.9
Solomon Islands	42	52	59	59	72	91	3.0	9.8	0.1	22.8	25.9
Somalia	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Sudan	125	27	384	493	392	514	-17.8	41.5	28.2	-20.5	31.2
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	87	62	236	283	297	312	-9.4	19.2	19.9	5.0	5.0
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Uganda	104	213	593	799	967	1,310	13.9	20.9	34.7	21.0	35.5
United Republic of Tanzania	583	627	1,876	2,169	1,855	2,354	1.3	13.2	15.6	-14.5	26.9
Vanuatu	82	130	186	..	..	..	9.6	10.2	..	..	..
Yemen	179	211	724	1,205	1,237	1,250	1.7	25.4	66.5	2.6	1.0
Zambia	121	115	273	300	241	334	-2.0	10.8	9.6	-19.6	38.7
<b>LDCs<sup>e</sup></b>	<b>6,453</b>	<b>7,477</b>	<b>17,019</b>	<b>21,233</b>	<b>20,320</b>	<b>23,462</b>	<b>2.8</b>	<b>13.6</b>	<b>24.8</b>	<b>-4.3</b>	<b>15.5</b>
African LDCs and Haiti <sup>e</sup>	3,849	4,201	10,679	13,330	12,515	14,655	1.8	14.4	24.8	-6.1	17.1
Asian LDCs <sup>e</sup>	2,147	2,634	5,174	6,622	6,501	7,348	4.0	13.0	28.0	-1.8	13.0
Island LDCs <sup>e</sup>	457	641	1,166	1,281	1,304	1,459	6.1	9.9	9.9	1.8	11.9
<b>Other developing countries<sup>e</sup></b>	<b>271,635</b>	<b>340,925</b>	<b>870,115</b>	<b>1,013,964</b>	<b>916,547</b>	<b>1,086,202</b>	<b>3.5</b>	<b>14.1</b>	<b>16.5</b>	<b>-9.6</b>	<b>18.5</b>
<b>All developing countries<sup>e</sup></b>	<b>278,087</b>	<b>348,401</b>	<b>887,134</b>	<b>1,035,196</b>	<b>936,866</b>	<b>1,109,664</b>	<b>3.5</b>	<b>14.1</b>	<b>16.7</b>	<b>-9.5</b>	<b>18.4</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, juillet 2011; et estimations du secrétariat de la CNUCED.

a Estimations du secrétariat de la CNUCED.

b 2004-2010.

c 1995-1999.

d 2001-2010.

e Le montant total comprend des estimations pour les pays manquants.

## 24 . Importations totales de services: montants et taux moyen annuel de croissance

Pays	Importations totales de services (en millions de dollars)						Taux moyen annuel de croissance (en pourcentage)					
	1995	2000	2007	2008	2009	2010	1995-2000 <sup>a</sup>	2000-2010 <sup>a</sup>	2007	2008	2009	2010
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	2 051,4	2 699,5	13 030,3	22 139,3	19 169,4	21 750,0	4,6	26,8	73,5	69,9	-13,4	13,5
Bangladesh	1 531,2	1 620,2	2 884,8	3 664,4	3 405,4	4 352,5	2,3	11,8	23,3	27,0	-7,1	27,8
Bénin	272,2	191,7	500,5	510,0	457,0	471,0	-3,5	11,7	42,1	1,9	-10,4	3,1
Bhoutan	27,3	46,2	57,1	93,4	74,0	..	19,9	4,3	-6,3	63,5	-20,7	..
Burkina Faso	168,4	139,9	404,8	580,4	504,7	622,7	-1,8	17,7	3,1	43,4	-13,0	23,4
Burundi	83,3	42,6	178,9	258,8	176,6	203,0	-12,0	23,2	-11,6	44,7	-31,7	14,9
Cambodge	187,9	327,5	915,4	1 035,8	1 022,4	1 176,0	11,6	15,3	13,9	13,1	-1,3	15,0
Comores	49,9	23,0	64,3	80,1	81,9	93,3	-14,0	16,6	19,9	24,5	2,3	13,9
Djibouti	74,9	71,2	107,7	129,5	127,6	..	-2,0	8,9	20,7	20,2	-1,5	..
Érythrée	44,7	28,4	..	..	..	..	1,0	4,9	..	..	..	..
Éthiopie	352,8	489,6	1 752,1	2 410,3	2 226,9	2 720,0	7,9	20,6	49,7	37,6	-7,6	22,1
Gambie	69,2	100,0	88,6	88,1	82,6	79,5	8,8	4,2	-5,9	-0,6	-6,2	-3,7
Guinée	389,3	284,9	296,1	920,4	330,7	390,0	-5,1	4,5	-1,3	210,8	-64,1	17,9
Guinée équatoriale	75,5	566,7	..	..	..	..	44,4	13,9	..	..	..	..
Guinée-Bissau	29,9	40,1	68,2	85,2	..	..	5,2	13,3	72,4	24,9	..	..
Haïti	284,5	282,0	680,2	746,0	780,6	889,9	-2,9	15,0	14,6	9,7	4,6	14,0
Îles Salomon	76,9	72,6	96,7	115,9	98,9	184,2	-2,5	9,0	42,3	19,8	-14,7	86,2
Kiribati	16,4	23,1	47,3	..	..	..	4,1	11,7	46,0	..	..	..
Lesotho	61,1	42,5	110,2	111,1	124,3	143,9	-6,6	11,9	15,8	0,8	11,9	15,8
Libéria	..	..	1 248,8	1 411,1	1 145,2	1 260,0	..	7,9 b	-2,0	13,0	-18,8	10,0
Madagascar	358,8	522,1	1 174,5	1 579,4	1 400,1	..	7,7	12,0	59,6	34,5	-11,4	..
Malawi	151,4	167,1	295,0	357,0	403,5	437,1	0,5	10,3	11,4	21,0	13,0	8,3
Maldives	76,7	109,7	269,3	348,3	284,6	..	7,3	14,1	16,5	29,3	-18,3	..
Mali	434,5	334,9	776,6	1 024,3	937,5	985,9	-3,9	12,2	15,1	31,9	-8,5	5,2
Mauritanie	217,0	168,4	585,5	768,8	616,1	771,6	-7,5	18,5	44,1	31,3	-19,9	25,2
Mozambique	350,0	445,8	855,6	965,3	1 062,0	1 220,0	6,2	9,4	12,9	12,8	10,0	14,9
Myanmar	246,2	328,1	591,0	615,0	636,2	665,0	3,2	8,3	5,0	4,1	3,4	4,5
Népal	313,3	199,9	722,6	851,7	784,7	..	-7,6	19,4	46,6	17,9	-7,9	..
Niger	151,8	131,9	369,4	600,9	840,0	1 053,0	-3,2	23,3	12,4	62,7	39,8	25,4
Ouganda	562,7	458,8	977,0	1 256,8	1 440,9	1 835,1	-6,5	15,8	26,8	28,6	14,6	27,4
Rép. centrafricaine	149,8	114,7	..	..	157,6	..	-3,9	6,6	..	..	..	..
Rép. dém. du Congo	..	239,1	1 617,7	2 145,9	1 863,0	2 273,1	..	28,9	90,2	32,7	-13,2	22,0
Rép. dém. populaire lao	121,6	43,1	76,0	85,3	120,1	126,1	-20,4	15,1	22,2	12,2	40,8	5,0
Rép.-Unie de Tanzanie	799,4	682,4	1 415,4	1 648,9	1 709,1	1 817,0	-3,2	12,8	13,3	16,5	3,6	6,3
Rwanda	154,7	200,1	272,0	521,5	518,8	632,0	5,9	12,8	12,1	91,7	-0,5	21,8
Samoa	35,2	..	71,1	73,1	78,2	78,0	-8,5 c	12,1 d	25,2	2,8	6,9	-0,2
Sao Tomé-et-Principe	11,9	12,5	18,7	21,4	20,7	21,8	-0,3	6,9	5,1	14,8	-3,6	5,6
Sénégal	578,2	405,0	1 238,4	1 414,5	1 162,0	1 142,0	-3,9	13,8	47,1	14,2	-17,9	-1,7
Sierra Leone	91,8	112,8	98,0	125,4	115,9	119,2	1,8	1,6	14,1	28,0	-7,6	2,8
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	172,3	647,6	2 938,8	2 619,5	2 684,0	3 112,0	24,7	20,4	5,0	-10,9	2,5	15,9
Tchad	211,8	241,0	2 126,9	2 224,0	2 286,0	2 369,0	2,2	25,5	11,3	4,6	2,8	3,6
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	14,2 f	..	..	..	..
Togo	164,3	117,5	305,5	359,2	382,3	390,1	-8,5	13,4	15,6	17,6	6,4	2,0
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	35,3	70,2	75,7	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	639,3	809,4	1 867,1	2 347,6	2 132,8	2 463,0	5,8	13,4	0,6	25,7	-9,1	15,5
Zambie	315,0	334,6	914,8	911,1	705,4	810,6	2,2	11,1	55,5	-0,4	-22,6	14,9
<b>PMA<sup>e</sup></b>	<b>12 768,4</b>	<b>14 014,6</b>	<b>44 745,6</b>	<b>60 678,4</b>	<b>55 584,9</b>	<b>63 567,0</b>	<b>1,8</b>	<b>18,6</b>	<b>32,4</b>	<b>35,6</b>	<b>-8,4</b>	<b>14,4</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	9 399,2	10 302,9	36 056,6	50 047,2	45 402,4	51 509,4	1,7	19,9	37,6	38,8	-9,3	13,5
<i>PMA asiatiques</i>	3 066,8	3 374,4	7 720,8	9 335,1	8 908,6	10 706,4	2,4	13,5	13,1	20,9	-4,6	20,2
<i>PMA insulaires</i>	302,3	337,3	968,3	1 296,0	1 273,9	1 351,2	1,9	17,3	26,7	33,8	-1,7	6,1
<b>Autres pays en développement<sup>e</sup></b>	<b>334 328,1</b>	<b>407 014,0</b>	<b>951 740,9</b>	<b>1 126 280,7</b>	<b>1 038 824,4</b>	<b>1 207 149,2</b>	<b>2,9</b>	<b>13,4</b>	<b>20,6</b>	<b>18,3</b>	<b>-7,8</b>	<b>16,2</b>
<b>Ensemble des pays en développement<sup>e</sup></b>	<b>347 096,5</b>	<b>421 028,6</b>	<b>996 486,6</b>	<b>1 186 959,1</b>	<b>1 094 409,3</b>	<b>1 270 716,2</b>	<b>2,8</b>	<b>13,6</b>	<b>21,1</b>	<b>19,1</b>	<b>-7,8</b>	<b>16,1</b>

Source: CNUCED, base de données UNCTADstat, juillet 2011; et estimations du secrétariat de la CNUCED.

a Estimations du secrétariat de la CNUCED.

b 2004-2010.

c 1995-1999.

d 2001-2010.

e Le montant total comprend des estimations pour les pays manquants.

## 25 . Indicateurs relatifs au tourisme dans les PMA

Pays	Part du tourisme dans les exportations totales (biens et services)	Part du tourisme dans les exportations de services	Recettes touristiques brutes <sup>a</sup>			Taux moyen annuel de croissance	Arrivées de touristes <sup>b</sup>			Taux moyen annuel de croissance	Emplois dans le tourisme <sup>c</sup>
	(%)	(%)	(\$ million)			(%)	('000)			(%)	('000)
	2009	2009	1995	2000	2009	2000-2009	1995	2000	2009	2000-2009	2010
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	1.3	88.9	27	34	554	34.6	9	51	366	21.7	61.9
Bangladesh	0.4	3.8	25	50	76	5.7	156	199	267	5.7	1,470.3
Benin	15.8 <sup>f</sup>	67.9 <sup>f</sup>	85	77	236 <sup>f</sup>	13.5 <sup>i</sup>	138	96	190	10.4	40.9
Bhutan	9.2	88.1	5	10	51	27.3	5	8	23	20.0	..
Burkina Faso	13.4 <sup>f</sup>	68.3 <sup>f</sup>	18	23	82	15.7 <sup>i</sup>	124	126	269	10.8	53.0
Burundi	0.8	3.4	2	1	2	5.3	34	29	201 <sup>d</sup>	39.0 <sup>d</sup>	33.5
Central African Republic	3.5	9.1	4	5	6	10.7	26	11	52	22.5	11.5
Cambodia	24.1	80.7	71	345	1,312	18.4	220	466	2,162	20.1	547.5
Chad	..	..	43	14	..	..	19	43	31	-6.8	17.2
Comoros	41.0	48.0	21	30	33	1.9	23	24	15 <sup>e</sup>	-0.2 <sup>e</sup>	2.8
Dem. Rep. of the Congo	..	..	..	..	..	..	35	103	53	-1.3	116.4
Djibouti	4.0	5.0	5	8	16	3.2	21	20	53 <sup>f</sup>	12.5	..
Equatorial Guinea	..	..	1	5	..	..	..	..	..	..	..
Eritrea	16.6	18.3	58	36	26	-4.7	315	70	79	-2.1	..
Ethiopia	31.9	59.1	177	205	1,119	23.4	103	136	330 <sup>f</sup>	12.9	884.1
Gambia	37.6	61.4	28	48	64	6.7	45	79	142	10.2	33.6
Guinea	0.5	6.8	1	8	5	..	..	33	30 <sup>e</sup>	0.5 <sup>e</sup>	54.0
Guinea-Bissau	22.6 <sup>f</sup>	87.2 <sup>f</sup>	..	..	..	..	..	..	30 <sup>e</sup>	..	..
Haiti	32.7	82.5	90	128	315	11.9	145	140	423	12.8	54.7
Kiribati	23.2 <sup>e</sup>	43.2 <sup>e</sup>	2	3	4 <sup>e</sup>	1.7 <sup>h</sup>	4	5	4	-2.0	1.1
Lao People's Dem. Rep.	19.1	69.2	52	114	271	12.6	60	191	1,239	30.7	103.2
Lesotho	4.2	54.9	29	24	40	5.1	209	302	344	1.0	14.3
Liberia	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	31.0	89.9	106	152	518	21.7	75	160	163	10.8	173.0
Malawi	5.1 <sup>e</sup>	65.3 <sup>e</sup>	22	29	48 <sup>e</sup>	.. <sup>h</sup>	192	228	755	14.6	92.4
Maldives	84.2	92.2	211	321	608	8.5	315	467	656	4.5	35.1
Mali	12.1 <sup>f</sup>	63.0 <sup>f</sup>	26	47	..	20.3	42	86	160	9.4	81.9
Mauritania	..	..	11	..	..	..	..	30	..	..	..
Mozambique	7.9	35.5	..	74	217	16.0	..	..	2,224	..	239.5
Myanmar	1.1 <sup>d</sup>	21.1 <sup>d</sup>	169	195	59 <sup>d</sup>	.. <sup>g</sup>	117	208	243	1.4	..
Nepal	25.8	60.8	232	219	397	6.8	363	464	510	4.2	287.3
Niger	6.9 <sup>e</sup>	65.7 <sup>i</sup>	7	23	86 <sup>f</sup>	14.7 <sup>i</sup>	35	50	66	3.8	10.6
Rwanda	39.4	63.9	4	27	218	24.6	..	104	699	..	51.8
Samoa	59.6	77.9	36	41	116	14.7	68	88	129	5.0	..
Sao Tome and Principe	42.6	73.1	..	10	8	-1.2	6	7	15	8.3	2.0
Senegal	18.4 <sup>e</sup>	49.2 <sup>f</sup>	168	152	637 <sup>f</sup>	19.4 <sup>h</sup>	280	389	875 <sup>e</sup>	14.9 <sup>e</sup>	126.0
Sierra Leone	9.7	47.4	57	10	25	5.6	38	16	37	6.6	31.9
Solomon Islands	22.9	72.3	17	4	52	46.5	12	5	16 <sup>f</sup>	..	3.3
Somalia	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Sudan	3.2	76.3	8	5	299	64.8	29	38	420	39.1	80.2
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	4.0 <sup>f</sup>	15.5 <sup>f</sup>	13	11	44 <sup>f</sup>	16.8 <sup>i</sup>	53	60	150	8.4	15.7
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	1	1	2	2.9	..
Uganda	25.4	70.6	78	165	683	17.0	160	193	817	19.3	171.3
United Rep. of Tanzania	24.6	64.3	502	381	1192	12.8	285	459	714	5.2	372.6
Vanuatu	61.0 <sup>e</sup>	76.4 <sup>e</sup>	45	69	142 <sup>e</sup>	11.9 <sup>h</sup>	44	58	101	7.7	10.9
Yemen	6.6	40.1	50	73	496	33.5	61	73	434	25.4	147.7
Zambia	2.2	40.7	..	67	98	7.7	163	457	710	7.5	21.6
<b>LDCs</b>	<b>5.9</b>	<b>43.4</b>	<b>2,507</b>	<b>3,243</b>	<b>8,817</b>	<b>14.1</b>	<b>4,030</b>	<b>5,773</b>	<b>14,649</b>	<b>12.7</b>	<b>5,480.5</b>
<b>All developing countries</b>	<b>5.5</b>	<b>34.6</b>	<b>115,135</b>	<b>143,368</b>	<b>323,542</b>	<b>11.8</b>	<b>160,534</b>	<b>217,204</b>	<b>352,303</b>	<b>6.7</b>	<b>179,964.3</b>

Source: UNdata, d'après la base de données de l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), mai 2011, CNUCED; base de données UNCTADstat, juin 2011; World Travel and Tourism Council juin 2011.

a Les recettes touristiques brutes s'entendent des dépenses touristiques effectuées dans le pays, qui comprennent les frais de voyage et de transport des passagers ou seulement les frais de voyage, selon les données disponibles.

b Arrivées de touristes: visiteurs dont le séjour comprend au moins une nuitée.

c Emplois dans le tourisme: contribution directe totale du secteur des voyages et du tourisme à l'emploi.

d 2006; e 2007; f 2008; g 2000-2006; h 2000-2007; i 2000-2008.

## 26. Flux financiers à destination des PMA en dollars courants et constants (Versements nets)

	En millions de dollars courants						En millions de dollars, 2009 <sup>e</sup>					
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009
<b>Prêts à des conditions de faveur et dons<sup>a</sup></b>	<b>9 335</b>	<b>16 517</b>	<b>12 432</b>	<b>32 973</b>	<b>38 661</b>	<b>40 149</b>	<b>24 649</b>	<b>25 522</b>	<b>18 915</b>	<b>33 714</b>	<b>37 493</b>	<b>40 149</b>
Pays membres du CAD	8 689	15 942	12 259	32 547	37 976	39 601	23 024	24 647	18 665	33 283	36 849	39 601
<i>dont:</i> Apports bilatéraux	5 444	9 812	7 899	19 683	23 407	24 332	14 353	15 136	11 991	20 029	22 670	24 332
Apports multilatéraux	3 246	6 130	4 360	12 864	14 569	15 269	8 671	9 511	6 674	13 254	14 180	15 269
Pays non membres du CAD	646	575	173	427	685	548	1 625	875	250	431	644	548
Total des dons d'APD	6 699	12 130	10 407	30 339	35 266	36 851	17 925	18 776	16 090	31 118	34 319	36 851
Total des prêts d'APD (net)	2 636	4 387	2 025	2 634	3 395	3 298	6 724	6 746	2 825	2 596	3 174	3 298
Coopération technique	2 124	3 232	2 653	3 611	4 115	4 419	5 686	4 993	3 927	3 724	3 978	4 419
Divers <sup>b</sup>	7 212	13 285	9 779	29 362	34 546	35 730	18 963	20 529	14 988	29 990	33 515	35 730
<b>Apports aux conditions du marché</b>	<b>429</b>	<b>741</b>	<b>1 047</b>	<b>1 223</b>	<b>7 223</b>	<b>6 986</b>	<b>1 279</b>	<b>1 145</b>	<b>1 741</b>	<b>1 236</b>	<b>7 027</b>	<b>6 986</b>
<b>Total des autres aides publiques (net)</b>	<b>773</b>	<b>724</b>	<b>342</b>	<b>-629</b>	<b>1 703</b>	<b>1 722</b>	<b>2 185</b>	<b>1 120</b>	<b>671</b>	<b>-650</b>	<b>1 681</b>	<b>1 722</b>
Pays membres du CAD	744	727	342	-636	1 669	1 697	2 113	1 124	671	-657	1 650	1 697
<i>dont:</i> Apports bilatéraux	497	692	345	-342	1 322	948	1 474	1 072	658	-358	1 312	948
Apports multilatéraux	247	36	-3	-295	347	749	640	52	13	-299	338	749
Pays non membres du CAD	28	-3	..	7	35	25	71	-4	..	7	31	25
<b>Total des flux privés (net)</b>	<b>-344</b>	<b>17</b>	<b>705</b>	<b>1 853</b>	<b>5 520</b>	<b>5 264</b>	<b>-906</b>	<b>26</b>	<b>1 070</b>	<b>1 885</b>	<b>5 346</b>	<b>5 264</b>
<i>dont:</i> Crédits à l'exportation (net) <sup>c</sup>	-64	250	8	1 366	861	2 486	-169	385	12	1 390	834	2 486
Investissements directs	-329	-527	52	753	1 223	1 011	-868	-813	79	767	1 185	1 011
Divers <sup>d</sup>	50	294	645	-266	3 435	1 767	131	454	979	-271	3 327	1 767
<b>Total des apports financiers</b>	<b>9 764</b>	<b>17 258</b>	<b>13 479</b>	<b>34 197</b>	<b>45 884</b>	<b>47 135</b>	<b>25 927</b>	<b>26 668</b>	<b>20 656</b>	<b>34 950</b>	<b>44 520</b>	<b>47 135</b>

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après OCDE/CAD, International Development Statistics, données en ligne, 21 juillet 2011.

a APD totale nette;

b Dons (non compris les dons d'assistance technique) et prêts;

c Crédits à l'exportation nets provenant d'établissements bancaires et non bancaires;

d Les investissements de portefeuille comprennent les obligations et les actions;

e Le calcul du montant total net des apports privés en dollars constants de 2009 a été effectué en appliquant un déflateur spécial pour les pays membres du CAD, 2009 = 100.

**27. Répartition des flux financiers à destination des PMA  
et de l'ensemble des pays en développement**  
(En pourcentage)

Pays	Pays les moins avancés						Pays en développement					
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009
<b>Prêts à des conditions de faveur et dons<sup>a</sup></b>	<b>95,6</b>	<b>95,7</b>	<b>92,2</b>	<b>96,4</b>	<b>84,3</b>	<b>85,2</b>	<b>71,4</b>	<b>70,6</b>	<b>36,0</b>	<b>25,4</b>	<b>46,9</b>	<b>34,2</b>
Pays membres du CAD	89,0	92,4	90,9	95,2	82,8	84,0	64,7	63,3	35,5	24,5	44,2	32,7
<i>dont:</i> Apports bilatéraux	55,7	56,9	58,6	57,6	51,0	51,6	47,3	47,6	26,7	17,5	32,5	22,6
Apports multilatéraux	33,2	35,5	32,3	37,6	31,8	32,4	17,4	15,7	8,8	7,0	11,8	10,2
Pays non membres du CAD	6,6	3,3	1,3	1,2	1,5	1,2	6,7	7,3	0,5	0,9	2,7	1,5
Total des dons d'APD	68,6	70,3	77,2	88,7	76,9	78,2	53,0	55,0	29,3	25,1	44,3	30,7
Total des prêts d'APD (net)	27,0	25,4	15,0	7,7	7,4	7,0	18,4	15,6	6,7	0,3	2,6	3,5
Coopération technique	21,7	18,7	19,7	10,6	9,0	9,4	17,4	17,0	10,3	3,8	7,1	5,1
Divers <sup>b</sup>	73,9	77,0	72,5	85,9	75,3	75,8	54,0	53,6	25,6	21,5	39,9	29,1
<b>Apports aux conditions du marché</b>	<b>4,4</b>	<b>4,3</b>	<b>7,8</b>	<b>3,6</b>	<b>15,7</b>	<b>14,8</b>	<b>28,6</b>	<b>29,4</b>	<b>64,0</b>	<b>74,6</b>	<b>53,1</b>	<b>65,8</b>
<b>Total des autres apports publics (net)</b>	<b>7,9</b>	<b>4,2</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,8</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>23,4</b>	<b>22,6</b>	<b>2,8</b>	<b>1,6</b>	<b>5,9</b>	<b>10,3</b>
Pays membres du CAD	7,6	4,2	2,5	-1,9	3,6	3,6	23,9	22,6	2,8	1,6	5,9	10,3
<i>dont:</i> Apports bilatéraux	5,1	4,0	2,6	-1,0	2,9	2,0	7,6	10,0	-3,9	-1,5	-0,4	2,3
Apports multilatéraux	2,5	0,2	0,0	-0,9	0,8	1,6	16,3	12,6	6,7	3,0	6,3	8,0
Pays non membres du CAD	0,3	0,0	..	0,0	0,1	0,1	-0,6	-0,03	..	0,0	0,0	..
<b>Total des flux privés (net)</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,1</b>	<b>5,2</b>	<b>5,4</b>	<b>12,0</b>	<b>11,2</b>	<b>5,2</b>	<b>6,8</b>	<b>61,2</b>	<b>73,1</b>	<b>47,2</b>	<b>55,5</b>
<i>dont:</i> Crédits à l'exportation (net) <sup>c</sup>	-3,4	-3,1	0,4	2,2	2,7	2,1	3,2	-1,0	4,2	3,1	3,0	0,8
Investissements directs	-0,7	1,4	0,1	4,0	1,9	5,3	13,7	31,4	55,6	42,0	66,7	42,0
Divers <sup>d</sup>	0,5	1,7	4,8	-0,8	7,5	3,7	-11,7	-23,6	1,4	28,0	-22,5	12,7
<b>Total des apports financiers</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Pour les sources et les notes, voir le tableau 26.

**28. Part des PMA dans les flux financiers à destination de l'ensemble  
des pays en développement, par type d'apport**  
(En pourcentage)

	1985	1990	2000	2007	2008	2009
<b>Prêts à des conditions de faveur et dons<sup>a</sup></b>	<b>29,5</b>	<b>29,1</b>	<b>26,9</b>	<b>31,9</b>	<b>31,5</b>	<b>32,6</b>
Pays membres du CAD	30,2	31,3	26,9	32,6	32,8	33,6
<i>dont:</i> Appports bilatéraux	25,9	25,6	23,1	27,5	27,6	29,9
Appports multilatéraux	42,1	48,7	38,5	45,3	47,3	41,7
Pays non membres du CAD	21,8	9,8	28,0	12,1	9,8	10,2
Total des dons d'APD	28,5	27,5	27,7	29,7	30,4	33,3
Total des prêts d'APD (net)	32,3	35,0	23,7	241,4	50,0	26,5
Coopération technique	27,6	23,6	20,0	23,1	22,3	23,9
Divers <sup>b</sup>	30,1	30,9	29,7	33,5	33,2	34,1
<b>Apports aux conditions du marché</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>	<b>5,2</b>	<b>2,9</b>
<b>Total des autres apports publics (net)</b>	<b>7,5</b>	<b>4,0</b>	<b>9,6</b>		<b>11,0</b>	<b>4,6</b>
Pays membres du CAD	7,0	4,0	9,6		10,8	4,6
<i>dont:</i> Appports bilatéraux	14,8	8,6	-6,9	5,8		11,6
Appports multilatéraux	3,4	0,4	0,0		2,1	2,6
Pays non membres du CAD	..	12,7	..	..	..	..
<b>Total des flux privés (net)<sup>c</sup></b>	<b>..</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>4,5</b>	<b>2,6</b>
<i>dont:</i> Crédits à l'exportation (net) <sup>d</sup>	..	66,2	1,0	6,0	15,7	36,5
Investissements directs	..	1,0	0,0	0,8	0,5	1,6
Divers <sup>e</sup>	..	..	35,3	..	..	3,9
<b>Total des apports financiers</b>	<b>22,0</b>	<b>21,5</b>	<b>10,5</b>	<b>8,4</b>	<b>17,6</b>	<b>13,1</b>

Note: Aucune donnée n'est indiquée dans les cas où, dans une année quelconque, les versements nets, soit aux PMA, soit aux pays en développement dans leur ensemble, sont négatifs. Pour les autres notes et sources, se reporter au tableau 26.

## 29. Apports nets au titre de l'APDa de chaque pays membre du CAD aux PMA

Pays donateurs <sup>b</sup>	En pourcentage du RNB						En millions de dollars						Pourcentage de variation 2009/ 2000
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009	
Luxembourg	0,00	0,08	0,22	0,35	0,38	0,41	0	10	39	146	164	153	292,2
Danemark	0,32	0,35	0,36	0,34	0,32	0,34	190	461	563	1 078	1 109	1 098	95,1
Suède	0,28	0,32	0,22	0,29	0,31	0,34	298	765	541	1 373	1 555	1 398	158,4
Norvège	0,38	0,46	0,27	0,35	0,33	0,33	242	530	443	1 347	1 478	1 258	183,9
Irlande	0,07	0,05	0,14	0,27	0,30	0,28	14	21	121	607	680	512	324,3
Pays-Bas	0,28	0,28	0,21	0,23	0,24	0,21	371	823	828	1 819	2 054	1 627	96,5
Belgique	0,27	0,18	0,11	0,17	0,19	0,20	227	363	253	776	954	957	278,0
Finlande	0,17	0,23	0,10	0,15	0,15	0,19	92	317	117	365	410	451	284,6
Royaume-Uni	0,10	0,08	0,10	0,14	0,16	0,18	455	832	1 539	4 064	4 295	3 922	154,8
Suisse	0,11	0,13	0,10	0,11	0,11	0,14	120	322	279	492	500	699	150,0
France	0,17	0,18	0,09	0,11	0,11	0,12	945	2 277	1 267	2 973	3 164	3 273	158,3
Espagne	0,00	0,04	0,03	0,08	0,10	0,12	0	188	185	1 128	1 546	1 704	823,4
Canada	0,17	0,13	0,05	0,11	0,13	0,11	593	737	356	1 571	1 862	1 482	316,6
Allemagne	0,12	0,10	0,07	0,09	0,10	0,10	877	1 760	1 354	3 041	3 747	3 390	150,4
<b>Pays membres du CAD, total</b>	<b>0,09</b>	<b>0,09</b>	<b>0,06</b>	<b>0,08</b>	<b>0,09</b>	<b>0,10</b>	<b>8 021</b>	<b>15 096</b>	<b>13 793</b>	<b>32 294</b>	<b>37 839</b>	<b>37 443</b>	<b>171,5</b>
Nouvelle-Zélande	0,04	0,04	0,07	0,07	0,08	0,10	10	18	33	84	101	104	216,3
Portugal	0,00	0,11	0,13	0,09	0,10	0,09	0	85	153	206	232	211	37,5
Autriche	0,06	0,06	0,06	0,07	0,07	0,09	42	102	115	255	292	348	202,9
Australie	0,08	0,05	0,07	0,07	0,08	0,08	148	171	294	690	765	728	147,6
États-Unis	0,04	0,04	0,02	0,04	0,06	0,07	1 779	2 190	2 009	6 141	8 273	9 404	368,1
Japon	0,08	0,06	0,06	0,06	0,05	0,06	1 134	1 750	2 699	2 515	2 608	3 218	19,2
Italie	0,11	0,12	0,05	0,06	0,07	0,05	485	1 374	515	1 298	1 662	1 139	121,4
Grèce	0,00	0,00	0,02	0,04	0,05	0,04	0	0	29	110	154	117	296,9
Corée	0,00	0,00	0,01	0,02	0,03	0,03	0	0	61	213	236	251	313,2

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après OCDE/CAD, International Development Statistics, données en ligne, 22 juillet 2011; Département des affaires économiques et sociales et de l'ONU, UNdata, base de données UN National Account pour le RNB en dollars courants.

a Versements nets comprenant le montant imputé de l'APD fournie par des voies multilatérales.

b Classés par ordre décroissant du ratio APD/RNB en 2009.

**30. APD bilatérale des pays membres du CAD, des autres pays  
et des institutions multilatérales aux PMA**  
(En millions de dollars)

Pays	Versements nets						Engagements					
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009
<b>Donateurs bilatéraux membres du CAD</b>												
Allemagne	578,6	1 154,5	662,9	1 267,5	1 758,4	1 641,8	834,9	1 317,4	496,0	1 416,6	2 076,5	1 707,2
Australie	58,2	104,5	205,8	526,3	646,7	587,7	59,1	97,0	217,3	521,0	852,4	400,5
Autriche	10,6	57,5	60,7	50,2	106,7	98,0	10,7	127,6	56,1	49,4	114,7	97,3
Belgique	177,6	269,9	153,5	493,0	540,8	613,7	82,8	269,9	158,6	697,3	642,6	854,4
Canada	329,2	391,1	194,9	1 172,1	1 219,1	1 155,6	351,7	353,6	264,8	1 298,1	1 454,3	1 536,3
Corée	..	0,2	21,2	121,0	144,2	161,2	..	0,3	38,3	311,5	479,2	434,9
Danemark	126,0	294,9	373,4	716,3	745,6	796,0	148,6	260,6	598,4	580,5	645,5	769,3
Espagne	..	91,0	65,6	436,1	707,9	991,1	..	..	90,3	478,8	883,5	910,7
États-Unis	1 423,0	1 093,0	1 043,5	4 800,7	7 027,3	8 033,4	1 358,2	1 145,9	1 218,1	6 687,3	1 1015,9	9 883,1
Finlande	60,5	194,6	65,6	208,0	232,6	268,0	125,4	129,8	44,6	285,9	330,8	452,3
France	717,8	1 850,6	841,7	1 409,8	1 307,8	1 104,7	894,8	1 475,7	888,0	1 643,9	1 695,4	1 183,3
Grèce	..	..	1,8	27,3	26,0	29,0	..	..	1,8	27,3	26,0	29,0
Irlande	10,4	13,9	98,3	465,0	526,9	412,4	10,4	13,9	98,3	465,0	526,9	412,4
Italie	412,5	962,5	239,4	305,3	465,2	375,7	522,2	840,5	268,8	319,8	613,6	344,1
Japon	561,8	1 066,3	1 308,5	1 872,9	1 418,2	1 895,8	632,1	1 142,0	1262,1	2 828,3	2 349,3	2 779,0
Luxembourg	..	7,4	32,2	105,1	117,6	108,8	..	..	31,6	105,1	117,6	108,8
Norvège	156,4	355,8	310,7	966,1	1 072,8	901,9	151,1	187,0	249,2	961,3	1 306,1	945,9
Nouvelle-Zélande	7,0	13,3	24,7	62,0	81,3	82,8	12,2	9,7	24,7	88,3	112,1	116,7
Pays-Bas	252,2	583,0	553,9	1 185,7	1 361,0	1 094,6	250,7	671,3	609,4	1 235,3	1 696,4	1 357,6
Portugal	..	84,1	124,9	130,8	134,5	136,4	..	..	270,2	125,8	135,0	165,6
Royaume-Uni	281,5	472,9	1 015,3	2 318,1	2 572,8	2 564,6	232,2	479,9	1 026,7	2 319,9	2 595,3	4 174,2
Suède	194,2	521,3	337,3	748,5	902,7	807,7	204,4	321,0	295,9	540,4	652,6	1 171,2
Suisse	86,0	230,0	163,1	295,3	290,6	471,0	136,3	212,7	202,6	357,5	365,2	411,9
<b>Total</b>	<b>5 443,6</b>	<b>9 812,3</b>	<b>7 898,7</b>	<b>19 682,9</b>	<b>23 406,8</b>	<b>24 331,7</b>	<b>6 017,9</b>	<b>9 055,5</b>	<b>8 411,5</b>	<b>23 344,7</b>	<b>30 686,8</b>	<b>30 245,6</b>
<b>Donateurs bilatéraux non membres du CAD</b>												
Émirats arabes unis	56,0	-4,9	-0,3	45,0	0,2	201,2	23,4	7,9	..	7,0	316,0	1 164,3
Hongrie	..	..	..	25,5	4,5	10,7	..	..	..	19,6	..	..
Islande	..	..	2,2	15,1	15,9	12,1	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	19,8	29,7	34,4	25,4	..	..	19,8	..	..	..
Pologne	..	..	0,8	5,8	13,2	15,7	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	19,3	25,8	0,7	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	0,4	17,6	52,4	39,2	..	..	0,4	..	..	..
Thaïlande	..	..	..	49,2	161,2	29,8	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	0,4	100,8	195,1	136,7	..	..	..	100,8	..	..
Pays arabes	590,2	575,7	149,8	92,4	169,7	68,9	806,7	533,1	199,6	..	..	..
Autres donateurs bilatéraux	0,0	3,9	0,0	26,4	12,7	8,1	0,0	0,0	0,0	0,0	4,9	0,0
<b>Total</b>	<b>646,1</b>	<b>574,7</b>	<b>173,0</b>	<b>426,8</b>	<b>685,0</b>	<b>548,5</b>	<b>830,1</b>	<b>541,0</b>	<b>219,8</b>	<b>127,5</b>	<b>320,9</b>	<b>1 164,3</b>
<b>Donateurs multilatéraux</b>												
BaFd (Banque africaine de développement) et Fonds africain de développement	169,6	557,7	199,8	1 117,1	1 190,9	1 604,1	344,4	831,3	391,1	1 064,7	1 624,2	1 565,9
Institutions arabes	76,9	9,6	5,6	234,7	214,4	317,0	191,5	216,6	239,0	348,2	341,4	618,0
Fonds asiatique de développement	229,6	448,2	388,4	490,1	636,8	579,9	383,7	536,4	589,5	605,3	1 092,0	1 513,7
Banque caribéenne de développement	..	..	..	..	11,1	14,2	..	..	..	10,0	11,1	10,0
Institutions de l'UE	551,8	1 158,5	1 012,3	3827,6	4511,3	3 929,3	578,9	787,5	2 027,9	3 521,9	6 351,7	4 444,3
FEM	..	..	..	73,5	64,6	92,5	..	..	..	73,5	64,6	92,5
GAVI	..	..	..	298,7	367,4	230,4	..	..	..	298,7	367,4	230,4
Fonds mondial	..	..	..	821,2	1 237,7	979,1	..	..	..	1 229,8	1 593,3	1 763,9
AIEA	..	..	..	9,9	10,2	9,8	..	..	..	..	..	..
BIRD	0,6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
IDA	1 177,6	2 136,0	1 658,1	4 477,0	4 124,0	4 569,3	1 580,4	2 986,0	3 232,6	6 459,3	5 563,9	6 119,1
BID (Fonds spécial)	10,7	11,7	26,4	94,3	102,7	138,9	24,7	56,0	1,8	2,7	7,2	134,0
FIDA	107,8	120,6	78,1	200,6	200,5	130,8	83,2	66,1	152,1	256,5	220,2	347,4
Fonds d'affectation spéciale + FAS + FASR + FRPC (FMI)	-108,8	297,9	57,7	47,6	599,1	1 357,7	..	..	..	..	..	..
Fonds nordique de développement	..	..	25,0	37,5	58,4	40,2	..	..	30,2	0,5	2,4	15,2
ONUSIDA	..	..	..	29,6	18,1	20,4	..	..	..	..	18,1	20,4
PNUD	272,3	365,1	186,6	252,3	300,6	318,4	..	..	..	..	307,4	328,6
FNUAP	26,3	45,4	52,4	102,1	139,3	135,1	..	..	..	..	140,2	136,1
HCR	201,8	197,6	172,1	38,0	44,2	66,0	..	..	..	..	..	..
UNICEF	126,5	231,7	170,7	443,3	472,0	465,3	..	..	..	443,9	473,4	474,6
ATNU	61,5	58,1	111,6	112,8	32,0	32,0	..	..	..	..	..	..
PAM	341,5	491,7	215,9	155,9	199,7	198,1	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>	<b>3 245,7</b>	<b>6 129,8</b>	<b>4 360,4</b>	<b>12 863,8</b>	<b>14 569,0</b>	<b>15 268,9</b>	<b>4 295,2</b>	<b>6 995,1</b>	<b>6 664,1</b>	<b>14 314,9</b>	<b>18 212,6</b>	<b>17 855,4</b>
<b>Total général</b>	<b>9 335,4</b>	<b>16 516,8</b>	<b>12 432,1</b>	<b>32 973,4</b>	<b>38 660,8</b>	<b>40 149,1</b>	<b>11 143,2</b>	<b>16 591,7</b>	<b>15 295,4</b>	<b>37 787,1</b>	<b>49 220,3</b>	<b>49 265,2</b>

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après OCDE/CAD, International Development Statistics, données en ligne, 22 juillet 2011.

**31. APD nette aux PMA en provenance des pays membres du CAD et d'institutions multilatérales:  
Répartition par donateur et part allouée aux PMA dans le total des apports d'APD  
à l'ensemble des pays en développement  
(En pourcentage)**

Pays	Répartition par donateur						Part des PMA dans le total des apports d'APD à l'ensemble des pays en développement					
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009
<b>Donateurs bilatéraux membres du CAD</b>												
Allemagne	6,2	7,0	5,3	3,8	4,5	4,1	29,7	26,1	28,3	17,1	21,1	26,0
Australie	0,6	0,6	1,7	1,6	1,7	1,5	10,9	13,9	27,4	23,2	24,4	25,4
Autriche	0,1	0,3	0,5	0,2	0,3	0,2	6,2	96,4	29,9	4,4	9,8	25,7
Belgique	1,9	1,6	1,2	1,5	1,4	1,5	64,5	49,3	32,9	40,0	39,6	38,8
Canada	3,5	2,4	1,6	3,6	3,2	2,9	33,0	23,1	17,5	38,2	36,9	37,4
Corée	..	0,0	0,2	0,4	0,4	0,4	..	2,0	19,4	25,7	27,5	29,5
Danemark	1,3	1,8	3,0	2,2	1,9	2,0	55,1	42,4	37,7	44,1	41,6	42,5
Espagne	..	0,6	0,5	1,3	1,8	2,5	..	14,4	10,0	13,4	15,1	22,6
États-Unis	15,2	6,6	8,4	14,6	18,2	20,0	17,6	13,1	15,9	26,5	31,1	33,5
Finlande	0,6	1,2	0,5	0,6	0,6	0,7	47,4	39,3	33,6	36,8	35,4	35,4
France	7,7	11,2	6,8	4,3	3,4	2,8	30,1	33,1	30,5	23,1	20,2	15,8
Grèce	..	..	0,0	0,1	0,1	0,1	..	..	11,4	18,5	14,5	16,8
Irlande	0,1	0,1	0,8	1,4	1,4	1,0	60,6	60,8	68,0	56,9	57,2	59,9
Italie	4,4	5,8	1,9	0,9	1,2	0,9	53,4	46,8	87,1	25,3	26,5	46,1
Japon	6,0	6,5	10,5	5,7	3,7	4,7	22,0	15,7	13,9	34,0	21,5	32,4
Luxembourg	..	0,0	0,3	0,3	0,3	0,3	..	49,6	36,6	44,1	44,9	43,7
Norvège	1,7	2,2	2,5	2,9	2,8	2,2	47,7	46,9	39,6	35,1	36,6	29,7
Nouvelle-Zélande	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	16,3	16,4	29,2	25,1	29,3	36,6
Pays-Bas	2,7	3,5	4,5	3,6	3,5	2,7	33,4	31,8	26,9	26,0	27,0	23,3
Portugal	..	0,5	1,0	0,4	0,3	0,3	..	81,4	71,4	55,7	39,6	52,7
Royaume-Uni	3,0	2,9	8,2	7,0	6,7	6,4	33,9	32,1	39,9	42,1	35,6	35,1
Suède	2,1	3,2	2,7	2,3	2,3	2,0	33,5	37,8	29,0	27,4	30,8	28,9
Suisse	0,9	1,4	1,3	0,9	0,8	1,2	37,8	41,8	31,1	26,4	21,3	30,1
<b>Total</b>	<b>58,3</b>	<b>59,4</b>	<b>63,5</b>	<b>59,7</b>	<b>60,5</b>	<b>60,6</b>	<b>25,9</b>	<b>25,6</b>	<b>23,6</b>	<b>28,0</b>	<b>28,1</b>	<b>30,4</b>
<b>Donateurs bilatéraux non membres du CAD</b>												
Émirats arabes unis	0,6	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	48,7	-0,5	-0,2	10,4	0,3	24,9
Hongrie	..	..	..	0,1	0,0	0,0	..	..	..	92,9	76,1	47,1
Islande	..	..	0,0	0,0	0,0	0,0	..	..	58,0	41,0	45,5	48,6
Israël	..	..	0,2	0,1	0,1	0,1	..	..	17,6	36,2	37,0	32,7
Pologne	..	..	0,0	0,0	0,0	0,0	..	..	10,6	5,5	32,2	28,8
République slovaque	..	..	..	0,1	0,1	0,0	..	..	..	83,0	74,9	4,5
République tchèque	..	..	0,0	0,1	0,1	0,1	..	..	7,2	30,3	57,7	61,0
Thaïlande	..	..	..	0,1	0,4	0,1	..	..	..	81,3	97,0	85,8
Turquie	..	..	0,0	0,3	0,5	0,3	..	..	3,7	36,9	43,6	37,9
Pays arabes	6,3	3,5	1,2	0,3	0,4	0,2	20,7	11,7	56,2	5,7	3,2	2,2
Autres donateurs bilatéraux	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	..	..	15,8	4,6	2,5	1,6
<b>Total</b>	<b>6,9</b>	<b>3,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>21,8</b>	<b>9,8</b>	<b>31,8</b>	<b>12,9</b>	<b>10,2</b>	<b>10,8</b>
<b>Donateurs multilatéraux</b>												
BAfD (Banque africaine de développement) et Fonds africain de développement	1,8	3,4	1,6	3,4	3,1	4,0	80,7	92,5	66,5	80,6	66,1	58,3
Institutions arabes	0,8	0,1	0,0	0,7	0,6	0,8	60,5	12,9	17,9	56,4	51,3	50,2
Fonds asiatique de développement	2,5	2,7	3,1	1,5	1,6	1,4	58,4	40,7	43,8	42,5	43,4	37,8
Banque caribéenne de développement	..	..	..	..	0,0	0,0	..	..	..	..	17,3	20,9
Institutions de l'UE	5,9	7,0	8,1	11,6	11,7	9,8	42,0	45,3	30,4	37,2	40,0	35,1
FEM	..	..	..	0,2	0,2	0,2	..	..	..	7,1	8,3	13,8
GAVI	..	..	..	0,9	1,0	0,6	..	..	..	31,8	50,5	47,2
Fonds mondial	..	..	..	2,5	3,2	2,4	..	..	..	53,8	60,4	43,8
AIEA	..	..	..	0,0	0,0	0,0	..	..	..	17,7	17,5	19,2
BIRD	0,0	..	..	..	..	..	1,9	..	..	..	..	..
IDA	12,6	12,9	13,3	13,6	10,7	11,4	45,3	54,6	46,5	64,1	65,7	54,1
BID (Fonds spécial)	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	3,0	7,6	17,2	36,7	33,2	36,6
FIDA	1,2	0,7	0,6	0,6	0,5	0,3	39,9	49,2	59,6	66,0	66,8	61,9
Fonds d'affectation spéciale + FAS + FASR + FRPC (FMI)	-1,2	1,8	0,5	0,1	1,5	3,4	36,5	92,7	-59,7	-222,8	160,6	71,9
Fonds nordique de développement	..	..	0,2	0,1	0,2	0,1	..	..	65,8	55,4	64,4	63,1
ONUSIDA	..	..	..	0,1	0,0	0,1	..	..	..	15,7	8,8	8,5
PNUD	2,9	2,2	1,5	0,8	0,8	0,8	43,2	40,2	50,0	62,0	65,5	53,7
FNUAP	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	20,7	25,5	40,7	48,9	52,8	40,5
HCR	2,2	1,2	1,4	0,1	0,1	0,2	49,4	44,0	47,8	16,8	17,9	23,7
UNICEF	1,4	1,4	1,4	1,3	1,2	1,2	45,4	39,7	30,2	46,1	48,9	43,7
ATNU	0,7	0,4	0,9	0,3	0,1	0,1	21,8	25,5	26,3	26,6	5,5	5,5
PAM	3,7	3,0	1,7	0,5	0,5	0,5	43,9	52,7	63,3	69,4	65,4	69,2
<b>Total</b>	<b>34,8</b>	<b>37,1</b>	<b>35,1</b>	<b>39,0</b>	<b>37,7</b>	<b>38,0</b>	<b>42,1</b>	<b>48,7</b>	<b>40,0</b>	<b>46,2</b>	<b>48,7</b>	<b>43,3</b>
<b>Total général</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>29,5</b>	<b>29,1</b>	<b>27,7</b>	<b>32,5</b>	<b>32,2</b>	<b>33,4</b>

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après OCDE/CAD, International Development Statistics, données en ligne, 22 juillet 2011.

### 32. Apports totaux de ressources financières et d'APD de toutes provenances à chacun des PMA (Versements nets en millions de dollars)

Pays	Apports totaux de ressources financières						dont: APD					
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009
Afghanistan	-6	120	157	3 972	4 926	6 308	16	122	136	3 965	4 865	6 235
Angola	257	88	118	-287	3 550	1 898	90	266	302	248	369	239
Bangladesh	1 104	2 164	1 234	1 726	2 829	1 893	1 128	2 093	1 172	1 515	2 061	1 227
Bénin	96	242	232	496	652	649	94	267	243	474	641	683
Bhoutan	23	49	44	89	91	188	23	46	53	90	87	125
Burkina Faso	183	342	187	900	1 038	1 080	188	327	180	951	1 001	1 084
Burundi	152	253	79	481	488	536	137	263	93	475	526	563
Cambodge	12	41	404	1 358	1 217	954	12	41	396	675	743	722
Comores	50	44	-2	-41	39	44	47	45	19	44	37	51
Djibouti	103	191	91	133	155	328	81	194	71	112	121	162
Érythrée	0	0	183	160	138	149			176	158	144	145
Éthiopie	777	982	680	2 491	3 177	4 049	708	1 009	686	2 578	3 328	3 820
Gambie	47	106	45	89	95	148	48	97	50	73	94	128
Guinée	105	283	329	236	228	190	113	292	153	228	328	215
Guinée équatoriale	28	62	22	-207	-984	428	17	60	21	31	32	32
Guinée-Bissau	62	133	85	102	118	135	56	126	81	122	134	147
Haïti	141	153	176	642	936	1 092	149	167	208	702	912	1 120
Îles Salomon	22	58	55	256	263	215	21	46	68	246	224	206
Kiribati	12	20	18	19	28	29	12	20	18	27	27	27
Laos	64	148	286	620	638	534	37	148	281	396	496	420
Lesotho	117	145	11	110	135	118	92	139	37	129	144	123
Libéria	-294	519	632	1 884	1 638	1 671	90	114	67	701	1 251	513
Madagascar	209	429	317	1 185	2 238	1 393	185	397	320	894	843	445
Malawi	117	515	431	724	933	799	112	500	446	744	924	772
Maldives	10	38	11	123	72	64	9	21	19	37	54	33
Mali	375	471	313	927	939	971	374	479	288	1 020	964	985
Mauritanie	222	218	220	316	314	326	205	236	221	346	320	287
Mozambique	326	1 046	1 176	1 808	1 889	2 036	296	997	906	1 778	1 996	2 013
Myanmar	309	115	56	123	534	358	344	161	106	198	534	357
Népal	241	426	405	601	690	839	231	423	386	605	697	856
Niger	279	373	183	327	575	473	298	388	208	542	607	470
Ouganda	220	660	828	1 833	1 875	1 953	179	663	853	1 737	1 641	1 786
Rép. centrafricaine	111	256	50	188	234	247	104	249	75	177	257	242
Rép. dém. du Congo	461	1 409	192	1 162	1 618	2 152	305	896	177	1 356	1 769	2 354
Rép.-Unie de Tanzanie	549	1 118	1 228	2 379	2 515	3 136	477	1 163	1 063	2 820	2 331	2 934
Rwanda	181	283	318	735	952	1 026	177	288	321	722	933	934
Samoa	20	54	28	66	81	90	19	48	27	37	40	77
Sao Tomé-et-Principe	12	53	36	13	42	33	12	54	35	36	47	31
Sénégal	302	753	480	980	1 357	1 397	285	812	429	872	1 064	1 018
Sierra Leone	55	63	185	372	388	461	64	59	181	545	379	450
Somalie	377	486	100	391	766	668	351	491	101	384	758	662
Soudan	1 113	730	315	2 148	2 404	2 333	1 125	813	220	2 112	2 384	2 289
Tchad	178	312	-226	413	438	577	179	311	130	358	419	561
Timor-Leste	-5	-5	649	279	281	220		0	231	278	278	217
Togo	90	256	60	194	313	554	111	258	70	121	330	499
Tuvalu	3	5	0	11	17	18	3	5	4	12	16	18
Vanuatu	38	148	71	47	156	173	22	50	46	57	92	103
Yémen	393	326	287	323	1 271	1 052	388	400	263	236	305	500
Zambie	520	578	701	1 300	1 598	1 151	319	475	795	1 008	1 116	1 269
<b>PMA</b>	<b>9 764</b>	<b>17 258</b>	<b>13 479</b>	<b>34 197</b>	<b>45 883,9</b>	<b>47 135</b>	<b>9 335</b>	<b>16 517</b>	<b>12 432</b>	<b>32 973</b>	<b>38 661</b>	<b>40 149</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>44 380</b>	<b>80 351</b>	<b>125 229</b>	<b>396 726</b>	<b>252 992,1</b>	<b>355 634</b>	<b>31 686</b>	<b>56 722</b>	<b>44 870</b>	<b>101 526</b>	<b>120 021</b>	<b>120 291</b>

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après OCDE/CAD, International Development Statistics, données en ligne, juillet 2011.

## 33. Versements nets d'APD bilatérale et multilatérale à chacun des PMA

Pays	Par habitant	Versements nets	dont: coopération technique	APD bilatérale <sup>a</sup>	dont: dons	APD multi-latérale	dont: dons	Par habitant	Versements nets	dont: coopération technique	APD bilatérale <sup>a</sup>	dont: dons	APD multi-latérale	dont: dons		
	Dollars	En millions de dollars	En pourcentage de l'APD nette totale						dollars	En millions de dollars	En pourcentage de l'APD nette totale					
	1998-1999							2008-2009								
Afghanistan <sup>b</sup>	7,5	148,3	17,5	64,9	64,4	35,1	35,0	200,5	5 550,2	15,0	85,1	85,1	14,9	12,7		
Angola	26,3	361,4	15,2	64,5	55,9	35,5	25,3	16,7	304,2	21,2	59,1	60,0	40,9	36,3		
Bangladesh	8,7	1 190,7	15,7	52,9	59,8	47,1	11,8	10,2	1 644,2	12,7	47,6	75,0	52,4	18,7		
Bénin <sup>b</sup>	32,7	208,0	31,5	62,6	63,4	37,4	20,4	75,3	662,1	13,3	48,2	49,1	51,8	32,4		
Bhoutan	114,0	61,3	34,4	75,0	69,5	25,0	18,9	153,1	106,0	14,1	49,9	49,5	50,1	26,3		
Burkina Faso <sup>b</sup>	35,7	399,1	21,3	59,4	59,1	40,6	17,3	67,3	1 042,4	10,0	44,9	44,8	55,1	32,0		
Burundi <sup>b</sup>	11,2	71,3	23,6	67,2	77,3	32,8	24,0	66,5	544,3	11,5	47,7	62,0	52,3	125,0		
Cambodge	24,8	307,3	35,0	64,8	65,5	35,2	17,1	49,9	732,6	20,9	64,5	58,9	35,5	22,3		
Comores	52,9	28,3	36,8	56,6	64,1	43,6	42,6	65,8	44,0	26,3	58,1	61,2	41,9	43,4		
Djibouti	111,8	78,0	37,3	77,2	76,9	22,8	18,3	165,2	141,5	10,1	65,1	55,2	34,9	20,2		
Érythrée	45,5	158,0	16,5	72,2	50,0	27,8	10,2	28,8	144,2	6,2	40,8	40,7	59,2	48,0		
Éthiopie <sup>b</sup>	10,4	651,6	17,4	55,1	54,1	44,9	23,6	43,7	3 573,9	4,5	51,9	50,6	48,1	32,3		
Gambie <sup>b</sup>	29,8	36,8	32,1	38,6	44,6	61,4	39,1	65,9	110,9	7,6	24,9	27,1	75,1	141,1		
Guinée	36,7	298,5	17,2	50,5	47,1	49,5	25,6	27,3	271,6	16,7	69,5	76,1	30,5	34,8		
Guinée équatoriale	41,7	21,1	55,2	78,7	86,4	21,6	26,6	47,6	31,8	48,5	68,6	73,8	31,4	38,5		
Guinée-Bissau <sup>b</sup>	58,8	74,1	29,8	65,4	65,0	34,6	25,2	88,1	140,3	15,9	37,4	37,4	62,6	71,0		
Haïti <sup>b</sup>	39,8	334,9	29,5	60,9	49,0	39,1	16,8	102,1	1 016,3	14,6	62,1	62,2	37,9	63,2		
Îles Salomon	103,0	41,1	43,5	56,6	58,0	43,4	13,7	416,2	215,2	51,9	97,7	98,0	2,3	4,2		
Kiribati	233,3	19,1	44,3	93,7	93,7	6,3	6,6	279,0	27,2	36,9	78,9	78,9	21,3	22,2		
Lesotho	25,0	46,1	32,6	60,5	63,3	39,5	29,7	64,8	133,4	8,8	52,9	53,3	47,1	41,9		
Libéria <sup>b</sup>	32,6	83,0	22,6	45,8	53,4	54,2	55,0	227,7	882,0	3,1	67,3	85,0	32,7	16,5		
Madagascar <sup>b</sup>	28,7	419,3	22,3	62,8	67,4	37,2	18,7	33,3	644,1	12,4	40,5	41,3	59,5	26,9		
Malawi <sup>b</sup>	39,1	440,6	18,2	49,6	50,9	50,4	20,4	56,3	848,0	9,7	51,9	52,7	48,1	36,0		
Maldives	104,8	27,8	27,5	71,9	71,4	28,1	11,1	142,4	43,8	11,9	76,7	49,5	23,3	11,9		
Mali <sup>b</sup>	34,3	350,4	30,8	66,8	69,1	33,2	17,4	75,8	974,6	13,5	56,8	59,3	43,2	20,5		
Mauritanie <sup>b</sup>	76,7	191,5	18,8	39,3	49,1	60,7	47,2	93,2	303,2	16,8	50,5	46,7	49,5	21,9		
Mozambique <sup>b</sup>	52,9	929,2	16,5	70,1	76,2	29,9	47,8	88,6	2 004,7	9,1	65,7	64,9	34,3	14,8		
Myanmar	1,7	76,6	48,1	61,0	72,5	39,0	38,7	8,9	445,2	8,3	75,9	77,1	24,1	24,0		
Népal	15,9	374,6	32,5	57,5	56,2	42,5	11,4	26,7	776,1	14,2	60,7	69,4	39,3	39,8		
Niger <sup>b</sup>	22,8	239,3	26,7	55,7	63,4	44,3	21,8	35,9	538,4	13,4	49,0	50,8	51,0	40,8		
Ouganda <sup>b</sup>	27,0	630,1	18,6	58,9	61,3	41,1	31,6	53,2	1 713,6	5,9	59,1	58,6	40,9	20,4		
Rép. centrafricaine <sup>b</sup>	32,8	119,0	27,1	48,6	57,6	51,4	45,9	57,0	249,7	7,7	45,6	48,0	54,4	153,0		
Rép. dém. du Congo <sup>b</sup>	2,6	128,9	38,3	65,7	71,7	34,3	40,4	31,6	2 061,0	8,2	50,8	50,5	49,2	46,8		
Rép. dém. populaire lao	54,4	284,9	25,1	66,2	63,2	33,8	7,7	73,1	457,8	17,8	68,8	49,6	31,2	27,1		
Rép.-Unie de Tanzanie <sup>b</sup>	30,3	994,7	17,0	69,7	70,0	30,3	8,4	61,1	2 632,4	5,8	52,8	51,8	47,2	15,1		
Rwanda <sup>b</sup>	50,8	361,6	16,7	53,9	56,7	46,1	19,1	94,7	933,8	9,6	52,3	52,3	47,7	39,8		
Samoa	168,8	29,5	65,5	88,2	88,8	11,8	6,7	329,1	58,9	31,9	62,2	61,0	37,8	26,5		
Sao Tomé-et-Principe <sup>b</sup>	203,7	27,8	49,3	67,0	68,1	33,0	17,7	241,7	39,0	39,5	59,2	78,0	40,8	30,5		
Sénégal <sup>b</sup>	54,4	518,0	25,0	68,6	70,7	31,4	14,9	84,1	1 040,9	20,1	53,4	53,4	46,6	18,2		
Sierra Leone <sup>b</sup>	22,0	90,0	13,8	64,5	63,3	35,5	25,5	73,6	414,4	12,6	44,7	45,3	55,3	39,3		
Somalie	13,8	97,5	20,6	60,5	63,3	39,5	39,9	78,6	710,0	1,7	76,3	76,3	23,7	23,7		
Soudan	6,7	226,2	13,0	74,2	75,8	25,8	26,6	55,9	2 336,2	5,8	83,4	81,4	16,6	15,4		
Tchad	22,3	177,6	23,7	42,4	42,8	57,6	21,6	44,3	490,0	7,8	64,6	66,4	35,4	41,5		
Timor-Leste	..	77,2	26,4	96,4	96,4	7,2	7,2	221,5	247,2	34,9	83,6	83,6	16,4	16,4		
Togo <sup>b</sup>	20,0	99,9	27,0	58,8	67,8	41,2	12,6	63,4	414,3	8,0	65,0	62,3	35,0	42,1		
Tuvalu	633,3	6,0	53,4	70,5	70,5	29,5	6,3	1 696,5	16,8	19,8	89,5	89,5	10,5	8,9		
Vanuatu	211,5	38,9	59,3	70,7	72,0	29,3	6,2	412,9	97,8	29,1	95,8	96,5	4,3	6,1		
Yémen	23,7	412,8	12,7	41,9	40,1	58,1	6,8	17,3	402,6	14,9	71,8	75,8	28,2	21,9		
Zambie <sup>b</sup>	48,2	485,5	19,3	61,4	68,6	38,6	13,0	93,3	1 192,5	7,0	59,0	60,0	41,0	23,3		
<b>PMA</b>	<b>19,1</b>	<b>12 473,2</b>	<b>21,5</b>	<b>60,6</b>	<b>62,2</b>	<b>39,4</b>	<b>21,1</b>	<b>47,7</b>	<b>39 404,9</b>	<b>10,8</b>	<b>62,1</b>	<b>63,6</b>	<b>37,9</b>	<b>27,9</b>		
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>10,1</b>	<b>47 502,1</b>	<b>28,5</b>	<b>72,7</b>	<b>65,9</b>	<b>27,3</b>	<b>14,5</b>	<b>22,0</b>	<b>120 155,7</b>	<b>15,0</b>	<b>72,9</b>	<b>72,2</b>	<b>27,1</b>	<b>20,4</b>		

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après OCDE/CAD, *International Development Statistics*, en ligne, juillet 2011; UNCTADstat, juillet 2011.

Note: Les pays ont été classés par ordre décroissant du total des versements nets d'APD reçus en 2008-2009.

a Y compris l'APD provenant de pays membres du CAD et d'autres donateurs;

b PMA ayant atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE (Banque mondiale, printemps 2011).

## 34. Total des versements bruts nets publics et des dons privés, par secteur

Total des PMA	Versements bruts (en millions de dollars courants)								Taux moyen annuel de croissance (pourcentage en dollars constants de 2009)				
	Secteurs	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002-2009	2006	2007	2008
Tous secteurs confondus	16 346,6	22 922,7	25 342,8	28 165,9	58 810,3	34 011,3	40 629,0	43 164,0	8,3	102,0	-46,3	13,3	9,2
Infrastructure et services sociaux	4 742,0	6 739,0	8 651,5	10 781,2	11 768,7	14 730,4	16 704,5	17 897,3	13,7	5,9	14,7	8,4	10,6
Infrastructure et services économiques	1 929,5	2 374,9	3 090,4	3 213,6	3 148,2	4 143,6	5 029,8	5 636,1	9,5	-4,9	22,3	14,7	14,6
Secteurs de production	1 152,9	1 244,4	1 443,7	1 647,2	1 686,3	2 208,7	3 094,0	3 625,0	11,6	-1,4	21,4	32,0	21,7
Aide multisectorielle/ intersectorielle	662,4	943,0	1 012,1	1 109,7	1 528,9	1 709,1	1 833,0	1 897,2	10,1	32,8	2,7	1,0	7,0
Aide aux produits de base/ évaluation générale des programmes	2 364,5	2 015,6	2 666,3	2 618,9	3 027,1	3 295,5	4 716,7	5 474,9	7,9	11,7	-0,1	38,0	20,8
Mesures liées à la dette	2 969,5	6 685,5	5 222,0	3 575,1	33 695,0	3 682,8	3 023,6	3 380,8	-7,5	808,3	-89,2	-24,1	10,3
Aide humanitaire	1 359,6	2 080,6	2 430,9	3 987,3	3 454,6	3 593,7	5 909,1	4 955,5	14,8	-17,1	-2,6	58,2	-14,1
Frais administratifs des donateurs	11,6	22,4	45,3	54,7	62,9	69,4	85,4	108,9	24,1	9,2	0,6	14,5	31,0
Appui aux ONG	110,3	199,8	315,7	270,2	111,5	97,4	104,2	69,6	-17,2	-58,9	-16,0	-3,9	-34,3
Réfugiés dans les pays donateurs	110,9	77,3	146,8	509,5	46,6	20,9	16,1	0,8	-49,3	-91,4	-58,7	-28,2	-95,1
Secteur/non précisé	933,4	540,1	318,1	398,4	280,4	459,7	112,7	117,9	-26,3	-31,1	47,9	-76,6	4,0
Autres pays en développement (à l'exclusion des PMA)	Versement brut (en millions de dollars courants)								Taux moyen annuel de croissance (pourcentage en dollars constants de 2009)				
Secteurs	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002-2009	2006	2007	2008	2009
Tous secteurs confondus	44 075,1	52 759,0	58 730,0	89 380,2	100 481,6	90 730,0	97 868,0	124 172,7	9,6	9,9	-16,2	2,1	29,3
Infrastructure et services sociaux	13 390,7	19 725,7	20 496,0	25 952,2	29 880,6	33 121,2	37 969,5	51 002,6	12,6	12,5	2,6	9,5	37,3
Infrastructure et services économiques	8 166,6	8 109,6	10 591,6	11 641,0	13 087,9	15 552,1	17 850,2	30 552,8	13,2	10,2	11,4	9,1	72,3
Secteurs de production	3 741,0	3 975,4	5 216,9	4 897,6	6 116,9	8 274,8	8 741,7	10 280,2	10,5	18,5	26,9	1,4	20,6
Aide multisectorielle/ intersectorielle	2 266,5	2 579,0	3 744,5	3 661,4	4 069,6	5 052,5	6 290,7	9 034,9	13,7	8,8	14,0	17,9	45,8
Aide aux produits de base/ évaluation générale des programmes	2 315,8	2 993,7	1 898,4	2 138,7	2 335,7	2 312,8	2 997,6	4 196,1	1,8	7,1	-5,0	20,4	42,6
Mesures liées à la dette	2 237,1	4 566,9	4 533,6	24 858,9	28 625,9	8 527,1	7 732,4	2 574,8	1,0	13,1	-71,8	-16,7	-65,7
Aide humanitaire	1 068,0	1 812,1	2 568,9	3 931,1	3 804,7	3 914,0	4 154,5	4 937,3	15,1	-6,5	-5,9	1,7	22,1
Appui aux ONG	453,9	750,3	1 116,2	787,3	1 269,0	1 287,9	1 468,8	653,1	1,9	57,5	-8,6	6,0	-54,2
Réfugiés dans les pays donateurs	269,3	434,6	1 033,0	1 447,0	1 327,0	1 322,5	2 121,1	2 766,2	27,7	-11,5	-8,9	50,2	35,7
Secteur/non précisé	8 795,2	6 080,3	5 229,9	6 922,4	6 209,4	5 859,7	2 252,4	1 902,2	-19,7	-10,4	-13,2	-64,2	-16,1

Source: OCDE, système de notification des pays créanciers, base de données, 3 août 2011.

a Y compris l'aide publique au développement et les autres apports publics.

### 35 . Investissements étrangers directs dans les PMA: entrées et sorties

(En millions de dollars)

Pays	Entrées d'IED						Sorties d'IED					
	1985	1990	2000	2008	2009	2010	1985	1990	2000	2008	2009	2010
Afghanistan	..	..	0,2	300,0	185,0	75,7	..	..	..	..	..	..
Angola	278,0	-334,8	878,6	16 581,0	13 100,6	9 941,6	..	0,9	-21,4	2 569,6	8,3	1 163,3
Bangladesh	-6,7	3,2	578,7	1 086,3	716,0	913,3	..	0,5	2,0	9,3	15,2	15,4
Bénin	-0,1	62,4	59,7	173,8	92,5	110,9	..	0,3	3,6	-2,7	-3,5	7,1
Bhoutan	..	1,6	0,0	29,7	36,4	11,7	..	..	..	..	..	..
Burkina Faso	-1,4	0,5	23,1	137,1	171,4	37,1	0,0	-0,6	0,2	0,3	0,5	0,4
Burundi	1,6	1,3	11,7	13,6	9,9	14,1	-1,1	0,0	0,0	..	..	..
Cambodge	..	..	148,5	815,2	532,5	782,6	..	..	16,3	24,2	-1,4	17,0
Comores	..	0,4	0,1	7,5	9,1	9,4	..	1,1	..	..	..	..
Djibouti	0,2	0,1	3,3	234,0	100,0	26,8	..	..	..	..	..	..
Érythrée	..	..	27,9	-0,2	0,0	55,6	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	..	..	134,6	108,5	93,6	184,0	..	..	..	..	..	..
Gambie	-0,5	14,1	43,5	70,1	47,4	37,4	..	..	..	..	..	..
Guinée	1,1	17,9	9,9	381,9	140,9	302,9	0,0	0,1	..	126,1	..	..
Guinée équatoriale	2,4	11,1	154,5	-793,9	1 636,2	695,0	..	0,1	-3,6	..	..	..
Guinée-Bissau	1,4	2,0	0,7	6,0	14,0	8,8	..	..	..	0,3	0,2	0,1
Haïti	4,9	8,0	13,3	29,8	38,0	150,0	..	-8,0	..	..	..	..
Îles Salomon	0,7	10,4	1,4	75,5	173,0	237,8	..	..	0,1	11,9	13,9	2,3
Kiribati	0,2	0,3	17,6	1,9	2,2	3,7	..	..	..	..	..	0,3
Lesotho	4,8	16,1	31,5	55,6	48,0	54,7	..	..	..	..	..	..
Libéria	-16,2	225,2	20,8	200,0	378,0	248,0	245,0	-3,1	779,9	381,9	363,6	30,3
Madagascar	-0,2	22,4	83,0	1 179,8	542,6	860,4	..	1,3	..	..	..	..
Malawi	0,5	23,3	39,6	170,0	60,4	140,0	..	..	-0,6	1,3	1,3	1,3
Maldives	1,2	5,6	13,0	12,0	9,6	163,8	..	..	..	..	..	..
Mali	2,9	5,7	82,4	179,7	109,1	147,6	..	0,2	4,0	2,5	3,7	4,5
Mauritanie	7,0	6,7	40,1	338,4	-38,3	13,6	..	..	..	4,1	..	4,1
Mozambique	0,3	9,2	139,2	591,6	881,2	788,9	..	..	0,2	0,0	2,8	0,8
Myanmar	..	225,1	208,0	283,5	323,0	756,3	..	..	..	..	..	..
Népal	0,7	5,9	-0,5	1,0	38,6	39,0	..	..	..	..	..	..
Niger	-9,4	40,8	8,4	565,9	738,9	946,9	1,9	0,0	-0,6	24,4	10,5	14,3
Ouganda	-4,0	-5,9	180,8	787,4	798,8	847,6	..	..	..	..	..	..
Rép. centrafricaine	3,0	0,7	0,8	117,1	42,3	72,0	0,6	3,8	..	..	..	..
Rép. dém. du Congo	69,2	-14,5	72,0	1 726,8	951,4	2 939,3	..	..	-1,8	54,1	30,3	7,2
Rép. dém. populaire lao	-1,6	6,0	34,0	227,7	156,7	350,0	-0,2	0,2	4,1	..	..	5,7
Rép.-Unie de Tanzanie	14,5	0,0	282,0	679,3	645,0	700,0	..	..	..	..	..	..
Rwanda	14,6	7,7	8,1	103,4	118,7	42,3	..	..	..	13,6	13,6	..
Samoa	0,4	6,6	-1,5	13,0	1,4	2,2	..	..	..	0,0	1,5	..
Sao Tomé-et-Principe	..	..	3,8	32,5	35,8	3,0	..	..	..	6,9	4,4	4,8
Sénégal	-18,9	56,9	62,9	272,4	207,5	237,2	3,1	-9,5	0,6	9,0	14,5	154,1
Sierra Leone	-31,0	32,4	38,9	53,0	33,4	35,8	..	0,1	..	..	..	5,0
Somalie	-0,7	5,6	0,3	87,0	108,0	112,0	..	..	..	..	..	..
Soudan	-3,0	-31,1	392,2	2 600,5	3 034,1	1 600,0	..	..	..	98,2	45,0	51,3
Tchad	53,7	9,4	115,2	233,6	461,8	781,4	0,3	0,1	..	..	..	..
Timor-Leste	..	..	..	37,8	18,3	279,6	..	..	..	..	..	..
Togo	16,3	22,7	41,5	23,9	50,1	41,1	..	..	0,4	-15,9	-10,3	-30,7
Tuvalu	..	..	-0,9	1,7	2,2	1,5	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	4,6	13,1	20,3	32,9	27,2	38,9	..	..	..	-0,5	0,1	1,1
Yémen	3,2	-130,9	6,4	1 554,6	129,2	-329,0	0,5	..	-8,8	66,0	66,4	70,3
Zambie	51,5	202,8	121,7	938,6	959,4	1 041,4	..	..	..	..	..	288,7
<b>PMA</b>	<b>445,6</b>	<b>578,1</b>	<b>4 151,3</b>	<b>32 358,4</b>	<b>27 971,0</b>	<b>26 390,1</b>	<b>250,1</b>	<b>-12,5</b>	<b>774,6</b>	<b>3 384,6</b>	<b>580,6</b>	<b>1 818,5</b>
<i>PMA africains et Haïti</i>	<i>442,8</i>	<i>430,7</i>	<i>3 122,3</i>	<i>27 845,6</i>	<i>25 574,9</i>	<i>23 214,5</i>	<i>249,9</i>	<i>-14,3</i>	<i>761,0</i>	<i>3 266,9</i>	<i>480,5</i>	<i>1 701,7</i>
<i>PMA asiatiques</i>	<i>-4,4</i>	<i>111,0</i>	<i>975,3</i>	<i>4 297,9</i>	<i>2 117,3</i>	<i>2 599,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>13,6</i>	<i>99,5</i>	<i>80,2</i>	<i>108,4</i>
<i>PMA insulaires</i>	<i>7,2</i>	<i>36,4</i>	<i>53,6</i>	<i>214,9</i>	<i>278,8</i>	<i>576,1</i>	<i>..</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>18,3</i>	<i>19,9</i>	<i>8,5</i>
<b>Autres pays en développement</b>	<b>13 708,2</b>	<b>34 517,5</b>	<b>252 314,0</b>	<b>597 654,1</b>	<b>450 378,0</b>	<b>547 178,0</b>	<b>3 661,4</b>	<b>11 920,9</b>	<b>134 191,6</b>	<b>292 901,0</b>	<b>228 578,1</b>	<b>325 745,7</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>14 153,7</b>	<b>35 095,6</b>	<b>256 465,2</b>	<b>630 012,5</b>	<b>478 349,0</b>	<b>573 568,1</b>	<b>3 911,6</b>	<b>11 908,4</b>	<b>134 966,2</b>	<b>296 285,6</b>	<b>229 158,6</b>	<b>327 564,2</b>

Source: CNUCED, UNCTADstat, base de données sur l'IED et les STN, août 2011.

## 36. Dette extérieure et service de la dette, par catégorie de prêteur

(En millions de dollars)

	Dette extérieure (en fin d'année) <sup>a</sup>								Service de la dette <sup>b</sup>							
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	% du total		1985	1990	2000	2007	2008	2009	% du total	
							1985	2008							1985	2008
<b>I. Dette à long terme</b>	<b>58 766,2</b>	<b>105 606,7</b>	<b>119 189,3</b>	<b>119 906,9</b>	<b>128 319,8</b>	<b>136 338,8</b>	<b>80,2</b>	<b>84,3</b>	<b>2 189,1</b>	<b>3 034,4</b>	<b>4 386,1</b>	<b>8 677,1</b>	<b>5 603,6</b>	<b>7 822,8</b>	<b>66,2</b>	<b>94,3</b>
Dette publique et garantie par l'État	58 299,7	104 766,0	116 799,5	116 089,5	123 946,1	131 312,8	79,6	81,2	2 136	2 954	4 324	8 392	5 318	7 416	64,6	89,4
Créanciers publics	50 531,3	90 045,3	107 009,0	105 086,9	110 368,8	116 478,8	69,0	72,0	1 501,3	2 204,6	2 820,7	4 440,7	4 002,1	4 167,2	45,4	50,2
A. À des conditions de faveur	38 159,2	68 860,8	90 211,5	93 317,0	99 233,0	104 343,4	52,1	64,5	679,0	1 225,5	2 205,4	2 697,9	3 007,4	3 150,3	20,5	38,0
<i>dont:</i>																
Bilatérale	25 291,6	39 044,4	36 522,2	34 519,6	36 594,0	38 790,2	34,5	24,0	453,9	740,9	1 129,4	1 190,5	1 094,3	1 330,0	13,7	16,0
Multilatérale	12 867,6	29 816,4	53 689,3	58 797,5	62 639,0	65 553,2	17,6	40,5	225,1	484,6	1 076,0	1 507,3	1 913,1	1 820,3	6,8	21,9
B. Aux conditions du marché	12 372,1	21 184,4	16 797,5	11 769,9	11 135,8	12 135,4	16,9	7,5	822,3	979,1	615,2	1 742,9	994,8	1 016,9	24,9	12,3
Créanciers privés	7 768,4	14 720,7	9 790,5	11 002,6	13 577,4	14 833,9	10,6	9,2	635,1	749,0	1 503,1	3 951,1	1 316,1	3 249,2	19,2	39,2
Obligations	6,8	10,0	7,1	0,0	0,0	200,0	0,0	0,1	1,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques commerciales	2 491,5	3 159,1	5 024,6	8 138,8	10 759,9	10 790,9	3,4	6,7	227,1	174,1	1 273,5	3 653,9	1 027,8	2 955,6	6,9	35,6
Autres créanciers privés	5 270,2	11 551,6	4 758,8	2 863,8	2 817,5	3 843,0	7,2	2,4	406,6	574,3	229,7	297,2	288,3	293,6	12,3	3,5
Dette privée non garantie	466,5	840,8	2 389,7	3 817,4	4 373,6	5 026,0	0,6	3,1	52,7	80,9	62,3	285,3	285,4	406,4	1,6	4,9
<b>II. Dette à court terme</b>	<b>9 351,2</b>	<b>13 200,9</b>	<b>17 245,9</b>	<b>20 732,2</b>	<b>21 525,7</b>	<b>19 416,8</b>	<b>12,8</b>	<b>12,0</b>	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>III. Crédits du FMI</b>	<b>3 505,5</b>	<b>3 920,6</b>	<b>4 510,4</b>	<b>1 611,1</b>	<b>2 260,7</b>	<b>3 165,5</b>	<b>4,8</b>	<b>2,0</b>	<b>889</b>	<b>902</b>	<b>468</b>	<b>344</b>	<b>1 190</b>	<b>337</b>	<b>26,9</b>	<b>4,1</b>
<b>Total</b>	<b>73 285,7</b>	<b>124 198,4</b>	<b>142 268,7</b>	<b>144 071,9</b>	<b>154 100,3</b>	<b>161 704,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>3 307,3</b>	<b>4 243,7</b>	<b>5 109,7</b>	<b>9 353,0</b>	<b>7 025,9</b>	<b>8 295,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, Global Development Finance, données en ligne, juillet 2011.

a Stock de la dette.

b Service de la dette extérieure.

**37. Dette extérieure totale et paiements totaux au titre du service  
de la dette de chacun des PMA**  
(En millions de dollars)

Pays	Dette extérieure (en fin d'année) <sup>a</sup>						Service de la dette <sup>b</sup>					
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009
Afghanistan	..	..	..	1 974	2 089	2 328	..	..	..	5	8	11
Angola	..	8 592	9 408	11 518	15 132	16 715	..	326	1 705	4 434	1 643	3 508
Bangladesh	6 530	12 285	15 535	21 296	22 886	23 820	330	735	766	990	888	957
Bénin	905	1 122	1 390	766	918	1 073	49	37	74	30	58	37
Bhoutan	9	84	204	775	692	762	0	5	7	31	81	75
Burkina Faso	513	832	1 422	1 450	1 682	1 835	29	34	47	42	45	42
Burundi	455	907	1 108	1 456	1 443	518	26	42	22	19	19	19
Cambodge	7	1 845	2 628	3 761	4 215	4 364	..	30	32	30	42	49
Comores	134	188	237	292	282	279	2	1	3	26	12	12
Djibouti	96	155	258	657	685	752	4	11	13	23	25	29
Érythrée	..	..	300	860	961	1 019	..	..	3	6	16	22
Éthiopie <sup>c</sup>	5 212	8 645	5 495	2 620	2 879	5 025	159	236	138	133	111	103
Gambie	245	369	483	727	449	520	9	38	22	36	22	26
Guinée	1 465	2 478	3 066	3 143	3 094	2 926	72	168	157	157	141	129
Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	319	695	947	1 073	1 084	1 111	9	8	5	10	10	10
Haïti	757	917	1 173	1 580	1 946	1 244	48	36	44	82	58	45
Îles Salomon	66	120	155	177	166	156	4	12	9	14	15	10
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho	175	396	672	678	689	705	19	23	62	98	37	38
Libéria	1 250	2 056	2 809	3 745	3 128	1 660	40	3	1	642	934	64
Madagascar	2 520	3 689	4 691	1 707	2 086	2 213	150	223	117	22	26	45
Malawi	1 021	1 557	2 705	836	959	1 093	110	133	63	33	32	36
Maldives	83	78	206	630	716	780	10	9	20	55	66	69
Mali	1 456	2 468	2 960	1 992	2 125	2 667	53	68	93	67	69	81
Mauritanie	1 454	2 113	2 378	1 705	1 987	2 029	102	146	83	121	63	78
Mozambique	2 871	4 650	7 255	2 966	3 450	4 168	63	79	96	28	37	43
Myanmar	3 098	4 695	5 975	8 237	8 002	8 186	223	60	36	54	33	29
Népal	590	1 627	2 867	3 602	3 685	3 683	23	68	102	147	162	177
Niger	1 223	1 758	1 708	925	928	991	107	99	26	26	26	45
Ouganda	1 239	2 606	3 497	1 607	2 246	2 490	155	145	74	65	74	71
Rép. centrafricaine	344	699	860	964	955	396	26	29	14	89	26	32
Rép. dém. du Congo	6 183	10 259	11 692	12 359	12 196	12 183	498	348	25	502	599	700
Rép. dém. populaire lao	619	1 766	2 501	4 388	4 955	5 539	7	9	40	190	204	242
Rép.-Unie de Tanzanie	9 090	6 446	7 142	5 008	5 964	7 325	170	179	167	64	65	164
Rwanda	363	708	1 270	562	652	747	18	20	36	23	25	26
Samoa	75	92	138	186	206	235	8	5	5	7	8	8
Sao Tomé-et-Principe	63	150	310	173	177	186	3	3	4	8	4	3
Sénégal	2 559	3 754	3 622	2 553	2 826	3 503	189	324	224	188	181	200
Sierra Leone	708	1 176	1 190	312	399	444	24	21	47	10	6	7
Somalie	1 639	2 370	2 562	2 944	2 949	2 973	20	11	0	..	2	..
Soudan	8 955	14 762	16 009	19 161	19 463	20 139	149	50	245	367	364	483
Tchad	216	514	1 090	1 797	1 749	1 743	17	12	24	68	138	78
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	935	1 281	1 430	1 967	1 638	1 640	111	86	30	15	196	55
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	16	38	74	98	126	130	1	2	2	4	5	6
Yémen	3 341	6 354	5 125	6 089	6 258	6 356	131	169	243	270	283	262
Zambie	4 487	6 905	5 722	2 758	2 984	3 049	136	201	185	121	166	171
<b>PMA<sup>d</sup></b>	<b>73 286</b>	<b>124 198</b>	<b>142 269</b>	<b>144 072</b>	<b>154 100</b>	<b>161 705</b>	<b>3 307</b>	<b>4 244</b>	<b>5 110</b>	<b>9 353</b>	<b>7 026</b>	<b>8 296</b>
<i>PMA africains et Haïti<sup>d</sup></i>	58 656	94 876	106 314	92 393	99 646	104 899	2 565	3 135	3 840	7 522	5 215	6 386
<i>PMA asiatiques<sup>d</sup></i>	14 193	28 656	34 835	50 122	52 781	55 039	714	1 077	1 226	1 717	1 702	1 801
<i>PMA insulaires<sup>d</sup></i>	436	666	1 120	1 556	1 673	1 767	28	32	44	114	109	109

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Global Development Finance*, données en ligne (juillet 2011).

a La dette extérieure comprend la dette à long terme et à court terme et les crédits du FMI.

b Service de la dette extérieure totale.

c L'Éthiopie comprend l'Érythrée jusqu'en 1992.

d Les chiffres globaux sur les PMA ne comprennent pas les données manquantes sur la Guinée équatoriale, Kiribati, Sao Tomé-et-Principe, le Myanmar, le Timor-Leste et Tuvalu; l'Afghanistan de 1985 à 2005 et l'Angola en 1985.

## 38. Indicateurs relatifs à la viabilité de l'endettement

(En pourcentage)

Pays	Dettes extérieures/PIB						Service de la dette <sup>b</sup> /Exportations <sup>c</sup>					
	1985	1990	2000	2007	2008	2009	1985	1990	2000	2007	2008	2009
Afghanistan	..	..	..	19,5	19,4	18,1	..	..	..	0,3	0,4	0,5
Angola	..	83,7	103,1	19,1	18,0	22,1	..	8,2	20,8	9,9	2,6	8,9
Bangladesh	30,2	40,8	33,0	31,1	28,8	26,7	27,5	39,9	11,6	7,3	5,5	5,5
Bénin	86,5	60,8	61,6	13,8	13,7	16,2	19,9	14,1	21,7	3,3	5,7	4,0
Bhoutan	5,3	29,7	47,6	64,8	55,1	60,3	0,1	6,5	5,1	5,3	11,5	10,2
Burkina Faso	33,0	26,8	54,5	21,4	20,9	22,5	19,1	10,1	18,5	5,9	6,0	4,5
Burundi	39,6	80,1	156,3	148,6	123,5	38,9	30,1	61,5	39,7	22,6	26,7	33,7
Cambodge	0,8	131,4	71,7	43,5	37,5	40,4	..	87,7	1,7	0,5	0,7	0,9
Comores	117,2	75,1	117,2	62,8	53,2	52,2	11,2	3,1	9,5	38,2	16,7	15,1
Djibouti	28,1	34,3	46,8	77,5	69,7	71,7	2,2	3,0	5,4	6,6	7,2	6,2
Érythrée	..	..	47,3	65,2	69,7	54,9	..	..	3,1	6,7	25,5	25,6
Éthiopie <sup>d</sup>	55,4	71,6	67,2	13,4	10,8	15,7	28,9	35,2	14,0	5,4	3,8	3,4
Gambie	108,6	116,5	114,8	111,6	54,6	70,9	9,1	19,9	10,7	16,9	8,8	11,5
Guinée	0,0	84,9	96,1	74,7	81,4	61,8	13,7	21,5	27,3	13,5	11,3	8,7
Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	222,0	284,7	439,7	155,3	128,0	133,1	23,9	11,9	4,4	8,8	7,3	7,5
Haïti	37,7	35,1	33,4	27,6	31,7	19,8	8,8	7,6	9,1	10,0	6,8	4,6
Îles Salomon	28,2	39,8	35,7	30,2	25,7	25,9	4,9	12,7	8,7	6,5	6,3	4,5
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho	60,5	73,2	90,1	42,9	43,0	41,0	46,8	23,8	24,1	11,2	4,0	4,7
Libéria	133,7	534,8	500,8	509,5	371,3	188,7	10,3	1,9	0,5	347,3	362,1	25,5
Madagascar	88,2	119,7	121,0	23,3	22,2	26,1	42,8	43,5	9,8	1,0	1,0	1,9
Malawi	90,2	82,8	155,1	24,2	23,5	23,1	40,2	29,6	14,1	3,5	2,7	2,5
Maldives	65,3	36,2	33,0	59,7	56,8	59,2	11,3	4,8	3,5	6,3	6,2	7,0
Mali	110,8	101,9	122,2	27,9	24,3	29,8	24,8	15,6	15,3	3,2	3,5	4,0
Mauritanie	212,8	207,3	219,9	60,1	55,4	67,0	24,9	31,3	16,6	7,8	3,2	5,2
Mozambique	64,4	188,8	170,7	36,9	34,9	42,6	49,7	39,0	13,7	1,0	1,2	1,8
Myanmar	46,4	90,8	82,1	51,6	44,6	43,1	72,9	60,1	100,3	231,2	168,2	147,7
Népal	22,5	44,8	52,2	35,0	29,3	28,6	7,6	17,7	8,0	11,0	10,6	9,0
Niger	84,9	70,9	95,0	21,6	17,3	18,8	35,6	18,6	8,1	3,5	2,5	4,3
Ouganda	35,2	60,5	56,5	13,5	15,6	15,8	32,1	46,4	11,2	3,3	2,1	1,9
Rép. centrafricaine	39,7	47,0	89,6	56,8	48,2	20,0	14,8	13,3	7,4	35,0	12,1	11,0
Rép. dém. du Congo	85,9	109,7	271,6	123,9	104,5	108,7	25,2	12,6	2,6	18,5	22,2	68,8
Rép. dém. populaire lao	26,1	204,0	144,2	103,0	90,2	90,9	28,5	9,1	8,1	12,6	11,8	16,8
Rép.-Unie de Tanzanie	99,7	117,6	68,5	28,9	28,0	31,8	38,7	31,9	12,0	1,5	1,2	2,9
Rwanda	21,2	27,4	73,2	15,0	13,8	14,2	9,5	13,6	23,6	5,6	3,7	4,2
Samoa	88,2	81,9	56,1	37,7	35,5	47,4	24,0	17,3	7,8	4,2	4,8	5,2
Sao Tomé-et-Principe	75,2	124,9	404,3	109,9	94,1	87,7	19,6	16,3	16,0	18,1	7,4	6,5
Sénégal	86,4	65,7	77,2	22,5	21,4	27,4	23,0	22,3	17,1	6,6	5,2	6,5
Sierra Leone	82,6	181,1	187,1	18,8	20,4	23,9	18,5	14,5	40,6	2,9	1,8	2,4
Somalie	203,2	238,4	124,8	118,6	113,4	147,8	59,4	126,6	0,4	..	20,7	..
Soudan	71,9	119,0	129,5	41,2	33,5	36,9	20,8	10,0	12,9	3,9	2,8	5,9
Tchad	21,0	29,6	78,7	25,6	20,9	25,5	14,2	5,0	10,4	1,8	3,1	2,7
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	122,7	78,6	107,6	78,0	51,8	52,0	31,2	16,7	7,0	1,6	17,3	5,2
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	12,7	24,1	26,5	18,0	20,3	21,1	1,8	2,8	1,7	1,4	1,5	1,8
Yémen	83,0	135,9	51,0	25,7	21,8	23,6	62,5	27,4	6,1	3,5	2,9	3,9
Zambie	199,2	210,0	176,7	23,9	20,4	23,8	16,6	17,0	21,1	2,5	3,2	3,8
PMAe	64,4	85,0	81,4	34,7	30,1	31,3	25,1	19,5	13,1	7,3	4,3	6,5
PMA africains et Haïti <sup>e</sup>	78,6	96,0	109,4	34,2	29,3	31,5	23,7	17,3	16,1	7,9	4,2	7,0
PMA asiatiques <sup>e</sup>	37,0	62,1	46,0	35,2	31,5	30,7	34,6	34,1	8,5	5,4	4,5	5,0
PMA insulaires <sup>e</sup>	57,0	57,5	60,1	47,1	43,8	46,7	9,1	7,2	4,9	7,0	5,8	6,0

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, données en ligne (juillet 2011); et base de données UNCTADstat, juillet 2011.

a La dette extérieure comprend la dette à long terme et à court terme ainsi que les crédits du FMI.

b Total du service de la dette.

c Exportations de biens et de services (y compris services non facteurs).

d L'Éthiopie comprend l'Érythrée jusqu'en 1992.

e Les chiffres globaux des PMA ne comprennent pas les données manquantes sur la Guinée équatoriale, Kiribati, Sao Tomé-et-Principe, le Myanmar, le Timor-Leste et Tuvalu; l'Afghanistan de 1985 à 2005 et l'Angola en 1985.

---

Les pays les moins avancés (PMA) sont un groupe de pays désignés comme tels par l'Organisation des Nations Unies en raison de la faiblesse de leur produit intérieur brut (PIB) par habitant et de leur capital humain ainsi que de leur forte vulnérabilité économique. Dans le présent rapport, la CNUCED estime que les PMA doivent rompre avec le passé afin de promouvoir un développement équitable et durable et propose des modalités de coopération Sud-Sud qui contribuent à cet objectif de transformation.

Le Rapport montre que la croissance du PIB, même si elle a été forte au cours des dix dernières années, a produit des effets bénéfiques qui n'ont été ni équitablement répartis ni durables, essentiellement parce qu'elle ne s'est pas accompagnée d'une transformation structurelle et de la création d'emplois. La croissance et le commerce ne sont pas revenus à leur niveau d'avant la crise après la récession mondiale de 2009. La plupart des PMA continuent de renforcer leur spécialisation dans les exportations de produits de base et d'articles manufacturés de faible valeur et à forte intensité de main-d'oeuvre, au lieu de diversifier leur économie dans des produits plus élaborés. Les prévisions de croissance indiquent aussi que les pays les plus pauvres pourraient faire face à des conditions économiques mondiales plus instables et moins porteuses au cours des dix prochaines années.

La CNUCED examine aussi dans le présent Rapport comment la coopération Sud-Sud pourrait contribuer au développement des PMA dans un tel contexte. Il y est démontré que les relations économiques s'intensifient avec les autres pays en développement et qu'elles ont contribué à atténuer les conséquences du ralentissement économique enregistré dans les pays avancés pour les PMA. Depuis une dizaine d'années, le modèle d'intégration est caractérisé par une nouvelle tendance importante, à savoir l'approfondissement et l'intensification des liens économiques et politiques avec de grands pays en développement plus dynamiques qui jouent le rôle de pôles de croissance pour les PMA. Si l'intensification des relations Sud-Sud offre de grandes possibilités aux PMA sur les plans de l'accès aux marchés, de l'investissement étranger direct, des envois de fonds et des financements publics, elle comporte aussi de nombreux risques, allant d'une concurrence extrême à la désindustrialisation. L'impact à long terme des relations économiques Sud-Sud sur les PMA demeure donc une énigme.

La CNUCED examine comment la coopération Sud-Sud peut être utilisée pour promouvoir le développement des capacités productives, la transformation structurelle et la création d'emplois décents dans les PMA. Elle estime que la coopération Sud-Sud produit ses effets les plus bénéfiques lorsqu'il existe une relation dynamique (à double sens) qui fait que les politiques mises en oeuvre par les États développementistes catalyseurs dans ces pays et la coopération Sud-Sud se renforcent mutuellement dans un processus constant de changement et de développement. Dans ce type de relations dynamiques, l'État développementiste catalyseur mis en place dans les PMA accroît et module les retombées de la coopération Sud-Sud, laquelle contribue aussi bien à l'édification d'un État développementiste catalyseur qu'à la réalisation de ses objectifs.

De nouvelles modalités et structures sont nécessaires pour renforcer l'interdépendance entre les deux phénomènes dans l'après-crise. À ce propos, la CNUCED fait valoir que le régionalisme développementiste joue un rôle particulièrement important. Étant donné que le financement des capacités productives demeure un obstacle important pour la plupart des PMA, la CNUCED réexamine le rôle des banques régionales de développement et propose de nouveaux mécanismes par lesquels une petite partie des réserves accumulées par les pays en développement et gérées par des fonds souverains pourrait contribuer au financement du développement dans les PMA. La coopération Sud-Sud devrait être complémentaire de la coopération Nord-Sud.

La page de couverture illustre trois grandes régions du Sud – regroupant les pays en développement d'Amérique latine et des Caraïbes, ceux d'Afrique ainsi que ceux d'Asie et du Pacifique – et indique le nombre de pays les moins avancés que comprend chaque région.